ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

'Εν 'Αθήναις τῇ 7 'Ιανουαρίου **1956** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | 'Αριθμὸς φύλλου **6**

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3480.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Λονδίνῳ ἀπὸ 27 Φεβρουαρίου 1953 Συμφωνίας «περὶ ἐξωτερικῶν Γερμανικῶν Χρεῶν».

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

"Αρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Λονδίνῳ τὴν 27ην Φεβρουαρίου 1953 Συμφωνία «περὶ ἐξωτερικῶν Γερμανικῶν Χρεῶν» μετὰ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς, ὧν τὰ κείμενα ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ 'Ελληνικῇ μεταφράσει ἕπονται:

"Αρθρον δεύτερον.

Δι' ἀποφάσεων τῶν ἐπὶ τῶν 'Εξωτερικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶν καθορισθήσονται αἱ λεπτομέρειαι ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Αρθρον τρίτον.

'Η ἰσχὺς τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας ἄρχεται ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς ὁριζομένης ἐν τῷ ἄρθρῳ 35 αὐτῆς.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' 'Ημῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

'Εν 'Αθήναις τῇ 30 Δεκεμβρίου 1955

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΥΦ/ΓΟΣ
ΛΕΩΝ. ΔΕΡΤΙΛΗΣ

'Εθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

'Εν 'Αθήναις τῇ 31 Δεκεμβρίου 1955

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤ. ΑΔΑΜΑΝΤΟΥΛΟΣ

ACCORD
sur les dettes extérieures allemandes

Londres, 27 février 1953

Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la Belgique, du Canada, de Ceylan, du Danemark de l'Espagne, de la République Française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Grèce, de l'Iran, de l'Irlande, de l'Italie, du Liechstenstein, du Luxembourg, de la Norvège, du Pakistan, de la Suède, de la Suisse, de l'Union de l'Afrique du Sud et de la Yougoslavie.
d'une part,

et

le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne d'autre part

Désireux d'écarter tout obstacle aux relations économiques normales entre la République Fédérale d'Allemagne et les autres pays, et de contribuer ainsi au développement d'une communauté prospère de nations;

Considérant que depuis une vingtaine d'années les paiements sur les dettes extérieures allemandes n'ont pas, en général, été effectués conformément aux termes des contrats; que de 1939 à 1945 l'état de guerre a empêché tout paiement au titre d'une grand nombre de ces dettes; que depuis 1945 ces paiements ont en général été suspendus, et que la République Fédérale d'Allemagne est désireuse de mettre fin à cette situation.

Considérant que les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont, depuis le 8 mai 1945, fourni à l'Allemagne une assistance économique qui a notablement contribué à la reconstruction de l'économie allemande, et a eu pour effet de faciliter une reprise des paiements sur les dettes extérieures allemandes;

Considérant qu'un échange de lettres (dont copie est jointe en Appendice A au présent Accord), est intervenu le 6 mars 1951 entre les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'une part, et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne d'autre part, et que cet échange constitue la base sur laquelle ont été établis le présent Accord sur le règlement des dettes extérieures allemandes (et ses Annexes), ainsi que les Accords sur le règlement des dettes résultant de l'assistance économique fournie à l'Allemagne;

Considérant que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont institué une Commission, dénommée Commission Tripartite des Dettes Allemandes, afin de préparer et d'élaborer avec le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, avec d'autres Gouvernements intéressés et avec des représentants des créanciers et des débiteurs, un plan de règlement général et méthodique des dettes extérieures allemandes;

Considérant que cette Commission a fait savoir aux représentants du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord étaient prêts à consentir d'importantes concessions syr la priorité de leurs créances relatives à l'assistance économique d'après-guerre par rapport à toutes les autres créances extérieures sur l'Allemagne et ses ressortissants, et quant au montant total de ces créances, à condition que soit réalisé un règlement équitable et satisfaisant des dettes extérieures d'avant-guerre de l'Allemagne;

Considérant qu'un tel règlement des dettes extérieures allemandes ne pouvait être obtenu que grâce à un plan général unique qui tiendrait compte de la position relative des intérêts des divers créanciers, de la nature des diverses catégories de créances et de la situation générale de la République Fédérale d'Allemagne;

Considérant que pour atteindre ce but, une Conférence internationale des dettes extérieures allemandes, à laquelle participaient des représentants de Gouvernements intéressés ainsi que des créanciers et des débiteurs, a siégé à Londres du 28 février au 8 août 1952;

Considérant que ces représentants ont approuvé des recommandations sur les modalités et les procédures de règlement (dont le texte est reproduit dans les Annexes I à VI au présent Accord); que ces recommandations étaient annexés au Rapport de la Conférence des Dettes Extérieures allemandes (dont le texte est reproduit en Appendice B au présent Accord); et que le présent Accord s'inspire des principes et tend à atteindre les objectifs exposés dans ce Rapport;

Considérant que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ayant estimé que ces recommandations constituent un plan équitable et satisfisant de règlement des dettes extérieures allemandes, ont signé ce jour avec le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne des accords bilatéraux sur le réglement des dettes au titre de l'assistance économique fournie par ces trois Gouvernements après la guerre, accords qui définissent leurs droits et priorités modifiés au titre de ces dettes,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1
Approbation des modalités et procédures de règlement

Les Parties Contractantes considèrent que les dispositions du présent Accord et de ses Annexes sont raisonnables compte tenu de la situation générale de la République Fédérale d'Allemagne et sont équitables et satisfaisantes pour les intérêts en cause. Elles approuvent les modalités et les procédures de règlement contenues dans les Annexes à cet Accord.

Article 2
Mesures d'exécution incombant à la République Fèdèrale d'Allemagne

La République Fédérale d'Allemagne promulguera les lois et prendra les mesures réglementaires et administratives nécessaires pour donner effet au présent Accord et à ses Annexes, et modifiera ou abrogera les lois ainsi que les mesures réglementaires et administratives incompatibles avec leurs dispositions.

Article 3
Définitions

Aux fins du présent Accord et de ses Annexes IX et X seulement, et à moins que le contexte ne l'exige autrement :

a) le terme «créancier» désigne toute personne (autre que le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne) à qui une dette est due:

b) les termes «pays créancier» désignant tout pays, autre que la République Fédérale d'Allemagne, dont le Gouvernement est Partie au présent Accord, s'applique à tout territoire auquel le présent Accord est étendu au titre de l'Article 37;

c) les termes «option de change» désignent toute clause contractuelle donnant au créancier le droit d'exiger un paiement dans l'une quelconque de deux ou de plusieurs monnaies;

d) Le terme «dette» désigne toute dette répondant aux conditions posées à l'article 4;

e) Le terme «liquide» s'agissant d'une dette, signifie que le montant de celle-ci a été déterminé par un

accord, une décision judiciaire ou arbitrale définitive ou par une disposition légale;

f) Les termes «valeurs mobilières négociables» désignent les actions, obligations et fonds d'Etat, émis par souscription publique ou appartenant à une émission qui est ou a été négociée sur un marché de valeurs reconnu;

g) Les termes «offres de règlement» utilisés à propos d'une dette obligataire, désignent l'offre par le débiteur de modalités de paiement et autres conditions établies pour la dette en cause,e conformément aux dispositions du présent Accord et de ses Annexes, par négociation entre le débiteur et les représentants habilités des créanciers ou par une décision judiciaire ou arbitrale définitive;

h) Les termes «Partie Contractante» désignent tout Gouvernement au regard duquel le présent Accord est entré en vigueur conformément aux dispositions de son article 35 ou de son article 36.

i) Le terme «personne» désigne toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, et tout Gouvernement ainsi que toute circonscription politique, tout établissement public y compris toute agence ou service en dépendant et toute personne agissant en leur nom;

j) Les termes »résider» et «résidant» s'entendent de la résidence habituelle; une personne morale sera censée résider dans le pays sous les lois duquel elle est constituée ou, si son siège social n'est pas dans ce pays, dans le pays où il est situé;

k) Les termes «modalités de règlement établies» s'agissant d'une dette, désignent les modalités de paiement et autres conditions établies pour cette dette conformément aux dispositions du présent Accord et de ses Annexes, soit par accord entre le créancier et le débiteur, soit par une décision judicaire ou arbitrale définitive dans une instance entre le créancier et le débiteur.

l) Les termes «établissement de modalités de règlement», s'agissant d'une dette, désignent l'établissement de modalités de paiement et autres conditions conformément au paragraphe (k).

Article 4.

Dettes à régler.

1. Les dettes à régler au titre du présent Accord et de ses Annexes sont les suivantes;

a) Obligations pécuniaires non contractuelles devenues liquides et exigibles avant le 8 mai 1945;

b) Obligations pécuniaires, nées de contrats de prêt ou de crédit conclus avant le 8 mai 1945;

c) Obligations pécuniaires, nées de contrats autres que de prêt ou de crédit, devenues exigibles avant le 8 mai 1945;

2. A condition que ces dettes:

a) Soient visées par l'annexe I au présent accord, ou

b) Soient dues par une personne, comme débiteur principal ou à un autre titre, comme débiteur originel ou comme ayant-cause, qui réside dans la zone monétaire du Deutschemark-Ouest au moment où une proposition est présentée par le débiteur ou une demande est faite par le créancier en vue de l'établissement de modalités de règlement ou, dans le cas des dettes obligataires justiciables de cette procédure, au moment où une demande en vue d'une offre de règlement est faite par le représentant des créanciers, au titre du présent Accord et de ses Annexes;

3. A condition également que ces dettes:

a) soient dues au Gouvernement d'un pays créancier, ou

b) soient dues à une personne qui réside dans un pays créancier, ou a la qualité de ressortissant d'un tel pays au moment où une proposition est présentée par le débiteur ou une demande est faite par le créancier en vue de l'établissement de modalités de règlement au titre du présent Accord et de ses Annexes,ou.

c) soient dues au titre de valeurs mobilières négociables payables dans un pays créancier.

Article 5.

Créances exclues du présent Accord.

1. L'examen des créances gouvernementales à l'encontre de l'Allemagne issues de la première guerre mondiale sera différé jusqu'à un règlement général définitif de cette question.

2. L'examen des créances issues de la deuxième guerre mondiale des pays qui ont été en guerre avec l'Allemagne ou ont été occupés par elle au cours de cette guerre, et des ressortissants de ces pays, à l'encontre du Reich et des agences du Reich, y compris le coût de l'occupation allemande, les avoirs en compte de clearing acquis pendant l'occupation et les créances sur les Reichskreditkassen, sera différé jusqu'au règlement définitif du problème des Réparations.

3. L'examen des créances nées au cours de la deuxième guerre mondiale des pays qui n'ont pas été en guerre avec l'Allemagne, ni occupés par elle au cours de cette guerre, et des ressortissants de ces pays, à l'encontre du Reich et des agences du Reich, y compris les avoirs acquis en compte de clearing, sera différé jusqu'à ce que le règlement de ces créances puisse être étudié en liaison avec le règlement des créances visées au paragraphe 2 du présent Article (sauf dans la mesure où elles pourraient être réglées sur la base des accords qui ont été signés par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et le Gouvernement d'un de ces pays, ou en relation avec ces accords).

4. Les créances à l'encontre de l'Allemagne ou des ressortissants allemands des pays qui ont été incorporés au Reich avant le 1er septembre 1939, ou qui étaient les Alliés du Reich le 1er septembre 1939 ou après cette date, et des ressortissants de ces pays, lorsque ces créances résultent d'obligations contractées ou de droits acquis entre la date d'incorporation (ou, dans le cas des Alliés du Reich, le 1er septembre 1939) et le 8 mai 1945, seront traitées conformément aux dispositions prises ou à prendre dans les traités appropriés. Dans la mesure où de telles dettes pourront, aux termes de ces traités, faire l'objet d'un règlement, les dispositions du présent Accord seront applicables.

5. Le règlement des dettes de la Ville de Berlin et des services publics appartenant à Berlin ou contrôlés par lui et situés à Berlin sera différé jusqu'au moment où les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement de la République Fédérale allemande et le Sénat de Berlin estimeront qu'il est possible d'ouvrir des négociations pour le réglement de ces dettes.

Article 6

Paiements et transferts au titre du présent Acord

La République Fédérale d'Allemagne

a) effectuera, conformément aux dispositions du présent Accord et de ses Annexes, les paiements et les transferts afférents aux dettes qui lui incombent au titre de cet Accord et de ses Annexes;

b) autorisera l'établissement de modalités de règlement et le paiement, conformément aux dispositiondu présent Accord et de ses Annexes, des dettes ins combant à une personne autre que la République Fédérale d'Allemagne, et assurera le transfert, conformément aux dispositions du présent Accord et de ses

Annexes, des paiements effectués sur les dettes dont les modalités de règlement auront été ainsi établies.

Article 7

Paiements et transferts au titre de certaines obligations devenues exigibles après 1945

La République Fédérale d'Allemagne autorisera le paiement des obligations subsistant à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, et autorisera leur transfert dans un délai raisonnable, s'il y a lieu à transfert compte tenu des dispositions appropriées du présent Accord et de ses Annexes, à condition qu'il s'agisse :

a) d'obligations pécuniaires non contractuelles nées avant le 8 mai 1945, mais qui n'étaient pas liquides et exigibles avant le 8 mai 1945 ou

b) d'obligations pécuniaires découlant de contrats, autres que de prêt ou de crédit, nées avant le 8 mai 1945 mais devenues exigibles le 8 mai 1945 ou après cette date, et sous réserve que ces obligations satisfaissent aux conditions posées par les paragraphes (2) et (3) de l'Article 4.

Article 8

Interdiction de tout traitement discriminatoire

La République Fédérale d'Allemagne n'autorisera, et les pays créanciers ne chercheront à obtenir de la République Fédérale, ni dans l'exécution de modalités de règlement établies conformément aux dispositions du présent Accord et de ses Annexes, ni autrement, aucune discrimination ou traitement préférentiel entre les diverses catégories de dettes ou selon les monnaies dans lesquelles les dettes doivent être payées ou à tout autre égard. Les différences de traitement entre les diverses catégories de dettes résultant de l'établissement de modalités de règlement conformes aux dispositions du présent Accord et de ses Annexes ne seront pas considérées comme constituant une discrimination ou un traitement préférentiel.

Article 9

Traitement des transferts comme des paiements courants

Les transferts des paiements d'intérêts et d'amortissement effectués au titre du présent Accord seront traités comme des paiements courants; des dispositions à cet effet seront prises, s'il y a lieu, dans tout accord de paiement ou de commerce. bilatéral ou multilatéral, conclu entre la République Fédérale d'Allemagne et les pays créanciers.

Article 10

Limitations aux paiements

La République Fédérale d'Allemagne prendra les mesures nécessaires pour assurer, jusqu'à l'exécution ou l'extinction de toutes les obligations résultant du présent Accord et de ses Annexes, qu'aucun paiement ne sera fait au titre des obligations qui, répondant aux conditions posées dans les paragraphes (1) et (2) de l'Article 4, sont dues à un Gouvernement autre que celui d'un pays créancier ou à une personne n'ayant pas la qualité de résidant ou de ressortissant d'un pays créancier, et qui sont ou étaient payables en monnaie non allemande. La présente disposition ne s'applique pas aux dettes dues au titre de valeurs mobilières négociables payables dans un pays créancier.

Article 11

Monnaies de paiement

1.— a) Sauf disposition contraire des Annexes au présent Accord, les dettes sans option de change seront payées dans la monnaie dans laquelle elles sont payables aux termes de l'obligation du débiteur. Si ces dettes sont exprimées en monnaie allemande et doivent, aux termes des Annexes au présent Accord, être payées dans une monnaie non allemande, elles seront payées dans la monnaie du pays de résidence du créancier.

b) Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, tout accord de paiement en vigueur entre le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et le Gouvernement d'un pays créancier s'appliquera aux dettes qui, aux termes de cet alinéa, doivent être payées en une monnaie non allemande à des résidants de ce pays. Un tel accord de paiement, toutefois, ne s'appliquera aux dettes obligataires payables dans une monnaie non allemande autre que celle du pays partie à cet accord que si le Gouvernement de ce pays accepte que de tels paiements soient effectués dans sa propre monnaie aux personnes résidant sur son territoire.

2.—a) La question de savoir si les paiements afférents à des dettes avec option de change pourront continuer d'être demandés dans une monnaie autre que celle du pays où l'emprunt a été souscrit ou le crédit obtenu sera décidée selon des modalités à convenir entre le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et les Gouvernements des pays dont les monnaies sont en cause.

b) Lorsqu'une option de change prévoit le paiement d'un montant déterminé d'une monnaie subsidiaire, le créancier sera en droit de recevoir, dans la monnaie du pays où l'emprunt a été souscrit ou le crédit obtenu, la contre-valeur, sur la base du taux de change en vigueur à la date d'échéance du paiement, du montant qui aurait été payable dans la monnaie subsidiaire si l'option avait été exercée.

c) Les paiements afférents à des dettes avec option de change qui auraient été faits avant la décision prévue à alinéa (a) du présent paragraphe dans la monnaie du pays où l'emprunt a été souscrit ou le crédit obtenu, ne seront pas affectés par cette décision.

3. Les dispositions des paragraphes (1) et (2) du présent Article ne s'appliquent pas aux dettes visées par les paragraphes 2 et 3 de l'Annexe 1 au présent Accord.

4. Tout accord de paiement en vigueur entre le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et le Gouvernement d'un pays créancier s'appliquera aux paiements afférents aux dettes qui font l'objet des dispositions des paragraphes (2) et (3) du présent Article. à condition que ces paiements soient exigibles dans la monnaie du pays créancier.

5. Dans le cas où la dette est née des opérations commerciales effectuées par une succursale du créancier et où il était prévu que le paiement serait effectué dans le pays où cette succursale est située, ce pays sera considéré comme pays créancier au sens du présent article.

Article 12.

Traitement des clauses-or

Pour l'établissement des modalités de règlement et pour le paiement de toute dette exprimée en monnaie non allemande sur une base or ou avec une clause-or, le montant à payer sera, sauf disposition particulière contraire des Annexes au présent Accord, déterminé comme suit :

a) Le montant à payer au titre d'une dette qui, aux termes de l'obligation existant au moment de l'établissement des modalités de règlement, est exprimée ou payable en dollars des Etats-Unis ou en francs suisses sur une base or ou avec une clause-or, sera déterminé sans égard à cette base or ou à cette clause-or. Tout nouveau contrat conclu entre le créancier et le débiteur au sujet d'une telle dette sera exprimé en dollars des Etats-Unis ou en francs suisses, sans réfetence à la valeur de la monnaie en cause par rapport à l'or, et ne contiendra pas de clause-or.

b) Le montant à payer au titre d'une dette qui, aux termes de l'obligation existant au momentde l'établissement des modalités de règlement, est exprimée ou payable dans une autre monnaie non allemande sur une

base or ou avec une clause-or sera déterminé comme suit :

i La contre-valeur en dollars des Etats-Unis du montant nominal exigible sera calculée sur la base du taux de change en vigueur à la date à laquelle l'obligation a été contractée ou, s'il s'agit d'une dette obligataire, en vigueur à la date d'émission des obligations;

ii) Le montant en dollars ainsi obtenu sera converti dans la monnaie dans laquelle l'obligation doit être payée conformément aux dispositions de l'article 11, sur la base du taux de change entre le dollar des Etats-Unis et cette monnaie en vigueur à la date à laquelle le montant payable est exigible; toutefois, au cas où ce taux de change serait moins favorable pour le créancier que le taux de change du 1er août 1952 entre le dollar des Etats-Unis et cette monnaie, la conversion sera faite sur la base du taux de change en vigueur le 1er août 1952.

Article 13.

Taux de change

Lorsque le présent Accord et ses Annexes prévoient qu'un montant doit être calculé sur la base d'un taux de change, ce taux sera, sauf dans les cas prévus par l'Annexe III et l'article 8 de l'Annexe IV au présent Accord :

a) Celui déterminé par les parités des monnaies en cause en vigueur à la date considérée, telles qu'elles ont été convenues avec le Fonds Monétaire International au titre de l'article IV, Section 1 du Statut du Fonds Monétaire International; ou

b) Si aucune parité n'est ou n'était en vigueur à la date considérée, le taux de change convenu pour les paiements dans un accord bilatéral de paiement entre les Gouvernements intéressés ou leurs autorités monétaires; ou

c) Si aucune parité ni aucun taux de change convenu dans un accord bilatéral de paiement ne sont ou n'étaient en vigueur à la date considérée, le taux moyen des changes applicable à la généralité des tranactions, en vigueur, pour les transferts télégraphiques dans la monnaie du pays où le paiement doit être fait, sur le principal marché des changes de l'autre pays à la date considérée ou à la dernière date de cotation antérieure ; ou.

d) S'il n'existe ou n'existait à la date considérée aucun taux de change déterminé selon les dispositions des paragraphes a, b, et c, le taux obtenu à partir des taux moyens des changes en viguer pour les monnaies en question sur le principal marché des changes d'un pays tiers effectuant des transactions dans ces monnaies, à la date considérée ou à la dernière date de cotation antérieure.

Article 14.

Dispositions relatives à certaines dettes exprimées en monnaie allemande

1. La République Fédérale d'Allemagne prendra, à l'égard des dettes en Reichsmark dont elle a assumé ou pourrait assumer la responsabilité et qui ne sont pas visées au paragraphe 6 de l'Annexe I au présent Accord, des mesures analogues à celles qui sont prévues par ce paragraphe.

2. Par application du principe du traitement national la République Fédérale d'Allemagne prendra également les mesures nécessaires pour assurer que les dettes au titre d'obligations en Reichsmark, autres que les dettes en mark-or ayant un caracrtère spécifiquement étranger, qui étaient dues le 21 juin 1948 à des personnes ayant à cette date la qualité de ressortissants d'un pays créancier ou de résidants dans un tel pays, et dont le peiaement ne peut aux termes des lois et règlements en vigueur dans la zone monétaire du Deutschemark-Ouest être exigé que dans la limite d'une certaine quote-part, recevront application du même traitement que les obligations analogues envers des personnes résidant dans la zone monétaire du Deutschemark-Ouest.

3. Lors du règlement des autres dettes payables en monnaie allemande et dues à des ressortissants de pays créanciers résidant dans la zone monétaire du Deutschemark-Ouest, les modalités appliquées ne pourront être moins favorables que celles applicables aux obligations analogues envers toute personne résidant dans la même zone.

Article 15.

Assentiment des créanciers

1. Seront seuls en droit de bénéficier des dispositions du présent Accord et de ses Annexe et de recervoir des paiements à ce titre les créanciers qui, dans le cas des dettes obligataires justiciables de la procédure de l'offre de règlement, auront accepté cette offre ou, dans le cas des autres dettes, auront accepté que des modalités de paiement et autres conditions soient établies pour de telles dettes conformément à ces dispositions.

2. a) Dans le cas des dettes obligataires justiciables de la procédure de l'offre de règlement, l'acceptation de l'offre, au sens du paragraphe 1 du présent article, s'effectuera par la présentation des anciennes obligations ou des anciens coupons :

i) A l'échange si de nouvelles obligations ou de nouveaux coupons sont émis, ou

ii) A l'estampillage si les modalités de règlement doivent être portées par estampillage sur les anciennes obligations ou les anciens coupons;

b) le porteur d'une obligation visée par l'Annexe II au présent Accord pour laquelle une offre de règlement est faite, aura au moins 5 ans à compter de la date de cette offre pour l'accepter. Lorsqu'un motif raisonnable sera invoqué, le débiteur devra prolonger ce délai.

3. Dans le cas de dettes autres que celles visées au paragraphe (2) (a) du présent article le créancier sera, en l'absence de disposition précise sur ce point dans une Annexe au présent Accord, considéré comme ayant accepté l'établissement de modalités de paiement et autres conditions au sens du paragraphe (1) du présent Article s'il marque clairement, de quelque manière que ce soit, son intention d'accepter.

4. Les procédures de règlement prévues dans le présent Accord et les Annexes appropriées ne sont applicables à un débiteur que lorsque ce dernier a fait une proposition de règlement, une notification d'accession ou une déclaration de participation au titre de sa dette conformément aux dispositions de l'Annexe applicable du présent Accord. Le présent paragraphe ne sera pas considéré comme affectant les dispositions de l'Article 17 du présent Accord.

5. En donnant effet aux dispositions de l'Article 2 du présent Accord, la République Fédérale d'Allemagne sera en droit de tenir compte des dispositions des précédents paragraphes du présent Article.

Article 16.

Extinction des obligations des débiteurs

Lorsqu'un débiteur se sera acquitté de sa dette selon des modalités de règlement établies en application du présent Accord et de ses Annexes, il sera censé s'être également acquitté, de ce fait, de toutes les obligations qui lui incombaient au titre de cette dette, telle qu'elle existait avant l'établissement de ces modalités, à moins que ces obligations n'aient été déjà éteintes par accord.

Article 17

Sanction des droits des créanciers

1. La République Fédérale d'Allemagne donnera à tout créancier le droit, dans les limites du présent

Accord et de ses Annexes, de faire sanctionner par les tribunaux allemands et par les autorités allemandes:

a) ses droits au titre de la dette tels qu'ils existent au moment où il est fait application du présent Article, si ce créancier et son débiteur n'ont pu s'entendre sur les modalités de règlement et que le créancier déclare accepter l'établissement, par ces tribunaux, de modalités de paiement et autres conditions conformes aux dispositions du présent Accord et de ses Annexes;

b) ses droits selon les modalités de règlement de la dette, si le débiteur ne s'acquitte pas de ses obligations conformément à ces modalités (y compris les droits qui, aux termes du présent Accord et de ses Annexes, peuvent etre exercés par le créancier lorsque le débiteur ne s'acquitte pas de ces obligations). Toutefois, le créancier ne sera pas en droit de demander, plus rapidement que si le débiteur s'était acquitté de ses obligations, le transfert des montants en capital qui pourraient devenir exigibles à la suite deu défaut de elui-ci.

2. Le droit visé au paragraphe (1) du présent Article ne sera pas accordé à un créancier si, au moment où celui-ci invoque les dispositions de ce paragraphe, le litige relève, aux termes du contrat en cause ou du présent Accord et de ses Annexes, de la compétence exclusive d'un tribunal un pays créancier ou d'une instance arbitrale. Lorsque la compétence exclusive est prévue par le contrat, le créancier et le débiteur pourront convenir de renoncer à cette disposition et le créancier se verra de ce fait ouvrir le droit prévu au paragraphe (1).

3. a) Qu'il y ait ou non réciprocité entre la République Fédérale d'Allemagne et le pays dans lequel la décision a été rendue, la République Fédérale d'Allemagne donnera à tout créancier le droit, sous réserve des conditions applicables du paragraphe (1) et compte tenu des dispositions du paragraphe (4) du présent Article, d'obtenir des Tribunaux allemands et des Autorités allemandes l'exécution des décisions judiciaires ou arbitrales définitives rendues:

(i) dans un pays créancier après l'entrée en vigueur du présent Accord;

(ii) dans un pays créancier avant l'entrée en vigueur du présent Accord, lorsque le débiteur ne conteste pas la dette établie par cette décision.

b) Dans tout autre instance engagée devant un tribunal allemand au titre d'une dette ayant fait l'objet d'une décision judiciaire ou arbitrale rendue dans un pays créancier avant l'entrée en vigueur du présent Accord, le Tribunal acceptera comme établis les faits sur lesquels la décision en cause est fondée, à moins que le débiteur ne présente des preuves contraires. En pareil cas, le créancier pourra faire appel à toutes autres preuves en son pouvoir et notamment aux pièces de la procédure dans l'instance précédente. Toute obligation pécuniaire non contractuelle dont le montant est établi par décision d'un tribunal allemand dans une instance au titre du présent paragraphe, sera aux fins du paragraphe 1 (a) de l'Article 4 du présent Accord, considérée comme ayant été liquidé, à la date de la décision judiciaire ou arbitrale définitive rendue dans le pays créancier.

c) La République Fédérale d'Allemagne donnera au créancier le droit, sous réserve des conditions applicables du paragraphe (1) du présent Article, d'obtenir des tribunaux allemands et des autorités allemandes l'exécution des décisions judiciaires et arbitrales définitives relatives à une dette rendues sur le territoire de l'Allemagne avant le 8 mai 1945 ou sur le territoire de la zone monétaire du Deutschemark-Ouest après le 8 mai 1945.

4. Les tribunaux allemands pourront refuser d'exécuter, au titre du paragraphe (3) du présent Article la décision d'un tribinal étranger ou d'une instance arbitrale (à l'exception des instances arbitrales instituées par application des dispositions du présent Accord et de ses Annexes) dans toute affaire :

a) dans laquelle le tribunal ayant rendu la décision n'était pas compétent, ou dans laquelle la compétence de l'instance arbitrale ayant rendu la décision n'était pas fondée sur l'accord des parties;

b) dans laquelle le débiteur n'a pas eu la possibilité de présenter ses conclusions ddvant le tribunal ou l'instance arbitrale en cause;

c) dans laquelle l'exécution de la décision serait contraire à l'ordre public dans la République Fédérale l'Allemagne. Toutefois, le fait qu'un jugement n'est pas en harmonie avec les dispositions du présent Accord ou de se Annexes ne sera pas considéré comme de nature à en rendre l'exécution, dans les limites du présent Accord et de ses Annexes, contraire à l'ordre public au sens du présent alinéa.

5. La République Fédérale d'Allemagne donnera aux Associations de porteurs ou organismes similaires mentionnés à l'Annexe I et aux représentants de créanciers mentionnés à l'Article VIII de l'Annexe II au présent Accord, le droit de faire établir par les tribunaux et les autorités allemandes les modalités de l'offre de règlement lorsque le débiteur (autre que la République Fédérale d'Allemagne) n'a pas présenté, pour une dette obligataire existante, une proposition de règlement, conformément aux dispositions applicables des Annexes I et II au présent Accord.

6. a) Un débiteur qui ne présente pas une proposition de règlement au titre de l'Annexe I ou de l'Annexe II au présent Accord, n'est pas admis, dans une instance engagée devant un tribunal allemand au titre des paragraphes 1, 3 ou 5 du présent article, à bénéficier des dispositions du paragraphe 7 (1) (e) de l'Annexe I ou du paragraphe 11 de l'article V de l'Annexe II au présent Accord relatives aux cas où le débiteur se trouve dans une situation financière difficile. Lorsqu'il établira les modalités de l'offre de règlement ou les modalités de règlement de la dette en cause, le tribunal prescrira le plus court délai de remboursement qui, aux termes de l'annexe appropriée, peut être appliqué dans le règlement de cette dette, et condamnera le débiteur à rembourser au demandeur les dépenses visées au paragraphe 7 (h) de l'Annexe I ou au paragraphe 2 de l'article X de l'Annexe II au présent Accord; ces montants seront immédiatement exigibles et payables. Le tribunal prescrira également le paiement par le débiteur des frais de l'instance et de tous les frais et dépenses raisonnables exposés dans l'instance en cause soit par le créancier, dans le cas des dettes non obligataires, soit par l'Association de porteurs ou l'organisme similaire ou par le représentant des créanciers intéressé, dans le cas des dettes obligataires.

b) Lorsqu'un débiteur ne fait pas de déclaration d'accession conformément aux dispositions de l'article 22 de l'Annexe III au présent Accord, le créancier intéressé est en droit, dans toutes instance engagée au titre des paragraphes 1 ou 3 du présent article, de faire valoir ses droits conformément aux dispositions de ladite annexe. Dans le cas cependant des Débiteurs Commerciaux ou Industriels Allemands au sens de ladite annexe, qui sont les débiteurs directs du créancier, ce dernier ne pourra faire valoir ses droits qu'à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la première réunion du Comité Consultatif prévu par l'article 17 de l'annexe III. Lorsqu'il ordonnera le paiement de la dette conformément aux dispositions de cette annexe, le tribunal prescrira le paiement par le débiteur des frais de

l'instance et de tous les frais et dépenses raisonnables exposés par le créancier dans l'instance en cause.

c) Un débiteur qui ne souscrit pas la déclaration requise par l'article 14 de l'Annexe IV au présent Accord n'est pas admis, dans toute instance engagée devant un tribunal allemand au titre des paragraphes 1 ou 3 du présent Article, à bénéficier des dispositions de l'article 11 de cette Annexe relatives aux cas où le débiteur se trouve dans une situation financière difficile. Au cas cependant où le manquement du débiteur serait uniquement fondé sur la contestation, par ce dernier, de l'existence de la dette, la dispositions qui précède ne sera pas applicable, sous réserve que, si le tribunal ou le tribunal arbitral visé à l'article 15 de l'Annexe IV juge que la dette existe, le débiteur ne sera pas admis à bénéficier des dispositions de l'Article 11 de l'Annexe IV, s'il ne fait pas la déclaration requise dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision définitive de ce tribunal. Dans toute instance, au titre du présent alinéa, dans laquelle le débiteur n'est pas admis à bénéficier des dispositions de l'Article 11 de l'annexe IV, le trbunal prescrira le paiement par le débiteur des frais de l'instance et de tous honoraires raisonnables du conseil du demandeur.

7. La République Fédérale d'Allemagne donnera au créancier le droit, dans les limites du présent Accord et de ces Annexes, de poursuivre devant les tribunaux allemands et par l'intermédiaire des autorités allemandes le recouvrement de ses créances à l'encontre d'une personne résidant dans la zone monétaire du Deutschemark-Est, sur les biens de cette personne dans la zone monétaire du Deutschemark-Ouest, si ces créances découlent d'obligations satisfaisant, sauf en ce qui concerne la résidence du débiteur, aux conditions de l'Article 4 du présent Accord. Le droit au transfert des sommes reçues par le créancier sera sujet au régime de contrôle des changes en vigueur dans la zone monétaire du Deutschemark-Ouest.

Article 18.

Délais de prescription.

1. Aucun débiteur ne sera en droit d'opposer à l'établissement d'une offre de règlement ou de modalités de règlement pour une dette l'expiration d'un délai de prescription ou de forclusion relatif à la présentation d'une réclamation quelconque afférente à cette dette, avant une date qui sera déterminée en considérant ces délais, pour autant qu'ils n'ont pas expiré avant le 1er juin 1933, comme suspendus du 1er juin 1933 jusqu'à l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la date à laquelle le présent Accord et l'Annexe appropriée déviendront applicables à la dette en cause.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 du présent article, les délais de prescription et de forclusion visés au paragraphe 1 et applicables aux dettes obligataires énumérées dans les Sections A et B de l'Annexe I ou visées par l'Annexe II au présent Accord seront, en vue de l'établissement de modalités de réglement, censés n'avoir pas expiré avant la date à laquelle l'offre de règlement du débiteur cessera d'être ouverte à l'acceptation du créancier conformément aux dispositions du paragraphe 8 (b) de l'Annexe I et de l'article 15 du présent Accord.

3. Lorsque le créancier accepte une offre de règlement ou accepte que des modalités de règlement soient établies pour une dette conformement aux dispositions de l'article 15 du présent Accord, cette acceptation interrompt les délais de prescription et de forclusion relatifs à la présentation des réclamations afférentes à cette dette.

4. Les délais d'appel des décisions des tribunaux, instances arbitrales ou autorités administratives, les délais visés par le paragraphe 3 de la Section 12 de la Loi allemande sur les contrats d'assurance et les délais prévus par les lois allemandes sur la validation des valeurs mobilières ne sont pas compris parmi les délais de prescription et de forclusion visés aux paragraphe 1, 2 et 3 du présent article.

5. Les dispositions qui précèdent s'appliqueront, que les délais aient été établis par la loi allemande ou par la loi d'un autre pays, par une décision d'un tribunal, d'une instance arbitrale ou d'une autorité administrative, par un contrat ou par un autre acte juridique. La République Fédérale d'Allemagne fera en sorte qu'elles soient appliquées par les tribunaux allemands, même si les obligations du débiteur relè vent, quant au fond, d'une loi étrangère.

Article 19.

Accords subsidiaires.

1. Les accords résultant des négociations prevues.

a) Au paragraphe 11 de l'Annexe I au présent Accord (créances nées des décisions du Tribunal Arbitral Mixte gréco-allemand).

b) Au paragraphe 15 de l'Annexe I au présent Accord (responsabilité des dettes gouvernementales de l'Autriche).

c) A l'article 10 de l'Annexe IV au présent Accord (paiements à la Duetsche Verrechnungskasse).

d) à l'Appendice A de l'Annexe IV au présent Accord (dettes foncières en francs suisses) seront soumis pour approbation aux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne (s'il y a lieu, après approbation par ce dernier).

2. Chacun de ces accords entrera en vigueur et sera traité à tous égards comme une Annexe au présent Accord lorsqu'il aura été approuvé par ces Gouvernements. Toutes les Parties Contracatantes en seront avisées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Article 20.

Dettes du Reich au titre d'Accords Multilatéraux.

Aucune des dispositions du présent Accord n'interdit des paiements au titre des dettes du Reich ou des Agences du Reich découlant de cotisations impayées ou de services rendus dans le cadre d'un accord international multilatéral ou des statuts d'une organisation internationale. A la demande des créanciers intéressés, le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne participera à des négociations directes au sujet de ces dettes.

Article 21.

Renouvellement de l'Annexe III.

Par «Annexe III» au présent Accord, il faut entendre également tout accord ou tous accords qui pourront être conclus après la date du présent Accord en vue de renouveler les dispositions de cette Annexe. Tout accord de l'espèce pourra modifier les dispositions de l'Annexe III, mais devra tendre à établir les moyens de restaurer les conditions normales du financement du commerce extérieur de la République Fédérale d'Allemagne, conformément aux objectifs généraux du présent Accord.

Article 22.

Créances d'assurances sociales.

1. Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne entrera en négociations avec les Gouvernements des pays créanciers intéressés en vue du règlement des créances d'assurances sociales, nées en application des lois et règlements allemands en vigueur avant le 8 mai 1945, au titre de toute période antérieure à cette date, dans la mesure où ces créances doivent être considérées selon la législation de la République Fédérale d'Allemagne, ou conformément à des engagements souscrits par elle, comme à sa charge ou à la charge

d'institutions d'assurances sociales situées sur le territoire fédéral, et dans la mesure où ces créances ne sont pas traitées dans un accord avec le Gouvernement du pays créancier intéressé. Aucune disposition de ce paragraphe ne doit empêcher l'inclusion dans de tels accords de dispositions selon lesquelles des lois ou règlements en vigueur dans la République Fédérale d'Allemagne en matière d'assurances sociales prévoyant un traitement moins favorable pour les ressortissants d'autres pays que pour les ressortissants allemands ne seront pas appliqués.

.2 La République Fédérale d'Allemagne prendra les dispositions nécessaires en vue du réglement des créances visées au paragraphe ci-dessus, mais non couvertes par des accords avec des Gouvernements de pays créanciers, et des transferts correspondants, à condition qu'il s'agisse de ceéances de ressortissants ou de résidents d'un pays créancier dans lequel les paiements afférents à des créances analogues peuvent être transférés à des ressortissants ou des résidents de la République Fédérale d'Allemagne. Les lois et règlements en vigueur dans la République Fédérale d'Allemagne en matière d'assurances sociales prévoyant un traitement moins favorable pour les ressortissants d'autres pays que pour les ressortissants allemands ne seront pas appliqués si le pays créancier intéressé ne fait pas, quant aux paiements d'assurances sociales, de discrimination entre ses ressor tissants et les ressortissants allemands ou entre ses résidents et les résidents de la République Fédérale d'Allemagne.

3. Les créances visées au paragraphe 1 du présent article, au titre d'assurances sociales, de ressortissants ou de résidents d'un pays créancier qui ne seront pas réglées en vertu du paragraphe 1 ou conformément au paragraphe 2 du présent article seront réglées selon les dispositions de l'article 28 de l'Annexe IV au présent Accord.

Article 23.

Dettes d'assurances.

1. Lorsque les arrangements bilatéraux conclus en exécution de l'article 30, paragraphe 1, de l'Annexe IV au présent Accord contiendront des dispositions en vue du transfert de paiements afférents à des dettes, ou du paiement en Deutschemark de dettes, découlant de contrats, ou d'accords de toute nature, d'assurance ou de réassurance, ou relatives à de tels contrats ou accords, ces dispositions devront être compatibles avec celles qui régissent le règlement des autres types de dettes.

2. Lorsqu'aucun accord bilatéral n'aura été conclu au 30 juin 1953, les dettes au titre de contrats d'assurance ou de réassurance seront réglées conformément aux dispositions de l'article 30, paragraphe 2 et de l'article 31 de l'Annexe IV. La date limite du 30 juin 1953 pourra être reportée par accord mutuel. Les modalités les plus favorables figurant dans l'un quelconque des accords bilatéraux conclus conformément au paragraphe 1 du présent article en vue du transfert de paiement afférents à une catégorie quelconque de dettes, ou du paiement en Deutschemark de ces dettes, seront applicables aux dettes de la même catégorie envers des créanciers résidant dans des pays avec lesquels il n'aura pas été conclu d'accords bilatéraux.

Article 24.

Application de l'Accord à Berlin.

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 (b) de l'article 4 et du paragraphe 5 de l'article 5, le présent Accord s'appliquera à Berlin, qui, dans les limites de sa compétence, s'acquittera d'engagements correspondant à ceux que la République Férdérale d' Allemagne assume au titre du présent Accord et de ses Annexes.

2. Le présent Accord entrera en vigueur, en ce qui concerne Berlin, lors de son entrée en vigueur conformément au paragraphe 2 de l'article 35 ou postérieurement, lorsque le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne déposera auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bietagner et d'Irlande du Nord une déclaration précisant que toutes les mesures d'ordre juridique nécessaires à l'application du présent Accord à Berlin, ont été prises à Bertin.

Article 25.

Révision de l'Accord lors de la réunification de l'Allemagne

Les Parties Contractantes réviseront le présent Accord lors de la réunification de l'Allemagne. Cette révision aura exclusivement pour objet:

a) d'appliquer les dispositions des Annexes au présent Accord, prévoyant l'ajustement de certaines dettes particulières en cas de réunification, sauf dans la mesure où il est prévu que ces dispositions sont automatiquement appliquées en pareil cas;

b) d'étendre l'application des dispositions du présent Accord aux dettes des personnes résidant dans le territoire réuni avec celui de la République Fédérale d'Allemagne.

c) d'effectuer des ajustements équitables dans le cas des dettes dont les modalités de règlement ont été établies en tenant compte de la disparition ou de l'indisponibilité de certains avoirs situés dans le territoire réuni avec celui de la République Fédérale d'Allemagne.

Article 26

Accords antérieurs

Aucune des dispositions du présent Accord ne sera considérée comme affectant la validité de tout Accord relatif à un règlement d'obligations conclu par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne avant l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 27

Préséance de l'Accord sur les Annexes

En cas d'incompatibilité entre les dispositions du présent Accord et les dispositions de l'une quelconque de ses Annexes les dispositions du présent Accord prévaudront.

Article 28

Tribunal d'Arbitrage

1. Il est institué, aux fins définies ci-après, un Tribunal d'Arbitrage de l'Accord sur les Dettes extérieures allemandes (dénommé ci-après «le Tribunal»). La composition, l'organisation et les règles de fonctionnement du Tribunal sont définies dans la Charte jointe en Annexe IX au présent Accord.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent Article, le Tribunal est seul compétent pour tous les litiges entre deux ou plusieurs Parties Conreactantes relatifs à l'interprétation et à l'application de l'Accord ou de ses Annexes, que les Parties ne parviendront pas à régler par voie de négociations. Toutefois, les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'application de l'Article 34 du présent Accord sont exclus de la compétence du Tribunal et de tout autre cour ou tribunal. Dans toute instance devant le Tribunal relative à un litige entre Parties Contractantes autres que le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, ce dernier Gouvernement deviendra partie à l'instance si l'une des Parties au litige le demande.

3. Le Tribunal est seul compétent pour les instances relatives aux questions d'importance fondamentale pour l'interprétation de l'Annexe IV au présent Accord, visées au second paragraphe de l'Article 16 de cette Annexe, qui lui sont soumises par toute Partie Contracante. La présente disposition ne porte pas atteinte

à la compétence attribuée à la Commission Mixte par le paragraphe 2 de l'Article 31 du présent Accord.

4. Le Tribunal est seul compétent pour connaître des appels interjetés par application des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 31 du présent Accord.

5. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent Article, le Tribunal n'a pas compétence pour connaître des litiges portant exclusivement sur l'interprétation ou l'application d'une Annexe au présent Accord lorsqu'une instance arbitrale instituée en application de la dite Annexe est compétente pour décider la question d'interprétation ou d'application en cause. La présente disposition ne sera pas considérée comme limitant la compétence du Tribunal dans tout litige sur le point de savoir si une décision rendue par l'une des instances arbitrales mentionnées ci-dessus entre en conflit avec l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

6. Toute Partie Contractante ayant un intérêt à la question qui fait l'objet d'une instance devant le Tribunal est en droit de devenir partie à cette instance.

7. Le Tribunal a pouvoir pour statuer sur les questions relatives à l'étendue de sa compétence dans le cadre des précédentes dispositions du présent Article

8. Toute décision du Tribunal :

a) dans une instance au titre du paragraphe 2 du présent Article, est définitive et lie les parties au litige et toute autre Partie Contractante devenue partie à l'instance;

b) dans une instance au titre du paragraphe 3 du présent Article, est définitive et lie la Partie Contractante qui a soumis la question au Tribunal et toute autre Partie Contractante devenue partie à l'instance;

c) dans un appel au titre du paragraphe 4 du présent Article, est définitive et lie la partie ou les parties à l'appel.

9. La compétence du Tribunal n'est pas affectée par le défaut de toute partie à un litige.

10. Dans leurs décisions sur l'interprétation ou l'applicstion du ptésent Accord ou de ses Annexes, toutes les instances arbitrales autre que le Tribunal, établies par application du présent Accord ou de ses Annexes sont liées par les décisions applicables du Tribunal.

11. A la demande de toute Partie Contractante, le Tribunal donne un avis consultatif sur l'interprétation ou l'application du présent Accord (à l'exclusion de l'Article 34). Cet avis consultatif n'a pas force obligatoire.

Article 29

Arbitrage de certains litiges dans le cadre de l'Annexe I

1. Seules les Associations de porteurs de valeurs mobilières ou les organisations similaires reconnues par les Gouvernements des pays dans lesquels elles sont constituées comme représentant les porteurs de valeurs mobilières de ces pays (dénommés ci-après «les représentants des créanciers»), d'une part, et les débiteurs, d'autre part, sont en droit d'être parties à une instance devant un des Tribunaux d'Arbitrage prevus pour le règlement des litiges définis dans la Section 7 1) (g) de l'Annexe 1 au présent Accord.

2. Les Tribunaux d'Arbitrage prévus au paragraphe précédent comprennent, sauf s'il en a été autrement convenu par les parties au litige, trois membres nommés comme suit :

a) un membre nommé par le débiteur;

b) un membre nommé par le représentant des créanciers intéressés ou, lorsque plusieurs représentants des créanciers sont en cause, conjointement par ces représentants;

c) un troisiéme membre, assumant les fonctions de Président, choisi par les arbitres nommés conformément aux alinéas (a) et (b) du présent paragraphe. Le Président ne peut être un ressortissant allemand, ni un ressortissant d'un pays dans lequel l'un des représentants des créanciers parties au litige a été constitué.

3. Dans les quatre-vingt dix jours de la notification, par l'une des parties au litige, de la nomination de son arbitre à l'autre partie, celle-ci doit nommer son arbitre. Au cas où elle ne l'aurait pas fait dans le délai prescrit, l'arbitre sera, à la demande de la partie ayant effectué la notification prévue ci-dessus, nommé par la Chambre de Commerce Internationale.

4) Au cas où les deux arbitres ne pourraient se mettre d'accord dans les trente jours de la nomination du second arbitre sur la désignation du Président, celui-ci sera, à la demande de l'un quelconque des deux arbitres, nommé par la Chambre de Commerce Internationale. Cette nomination sera sujette à la condition de nationalité prévue au paragraphe 2 (c) du présent Article.

5. En cas de vacance pour cause de décès, maladie, démission ou non exécution par un membre du Tribunal d'Arbitrage des devoirs de sa charge, il sera pourvu au siège devenu vacant selon la même procédure que lors de la nomination initiale, dans les trente jours de la vacance.

6. Les Tribunaux d'Arbitrage arrêtent leurs propres règles de procédure. A défaut, le Code d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale est applicable.

7. La décision d'un Tribunal d'Arbitrage, quant à la conversion qui fait l'objet de l'arbitrage, lie les parties à l'instance en ce qui concerne les modalités de l'offre de règlement, et le représentant des créanciers est tenu de recommander l'acceptation de cette offre aux porteurs, pour autant qu'elle se conforme aux autres conditions prevues par l'Annexe I au présent Accord.

Article 30

Situation des trustées au regard des dispositions de l'Annexe II et de la procédure d'arbitrage prévue par cette Annexe

1. Lorsque le Comité d'Arbitrage et de Médiation constitué par application de l'Article IX de l'Annexe II au présent Accord est saisi d'une instance relative au règlement d'une dette obligataire à laquelle cette Annexe est applicable, il notifie cette instance au trustee de la dette en cause. Ce dernier peut, dans les vingt jours suivant la réception de cette notification, devenir partie à l'instance.

2. Afin de permettre aux trustees des dettes obligataires, de s'acquitter des obligations qui peuvent leur incomber envers les porteurs de ces dettes, tout débiteur qui, conformément aux dispositions de l'Article VII de l'Annexe II au présent Accord, soumet au représentant des créanciers une proposition en vue d'une offre de règlement, doit soumettre en même temps, une copie de cette proposition au trustee de la dette en cause. Ce dernier peut faire connaître au débiteur et au représentant des créanciers toute objection qu'il pourrait avoir à l'encontre des modalités de l'offre en cours de négociation, et cette objection doit être étudiée au cours des négociations.

3. Avant de conclure un accord définitif avec le représentant des créanciers sur les modalités de l'offre de règlement, le débiteur notifie ces modalités par écrit au trustee. Dans les dix jours suivant la réception de cette notification, ce dernier est en droit de soumettre au Comité d'Arbitrage et de Médiation toute objection qu'il peut avoir à l'encontre des modalités de l'offre de règlement, sur tout point pour lequel il décide, à sa seule discrétion, que les termes du contrat de mandat («Trusteeship») existant lui imposent des obligations envers les porteurs. Le Comité d'Arbitrage et de Médiation notifie l'introduction de cette instance au représentant des créanciers et au débiteur. Ceux-ci

peuvent devenir partie à l'instance dans les vingt jours suivant la réception de cette notification. La compétence du Comité d'Arbitrage et de Médiation à l'égard de l'instance n'est pas affectée par le défaut du représentant des créanciers ou du débiteur. Si à l'exp ration du délai de dix jours prévu ci-dessus. il n'a pas été fait appel à l'arbitrage, le débiteur peut conclure l'accord envisagé avec le représentant des créanciers.

4. Toute décision du Comité d'Arb trage et de Médiation, dans une instance engagée par application du paragraphe(3) du présent Article, lie le représentant des créanciers et le débiteur dans la mesure prévue par le paragraphe 1, deuxième alinéa, de l'Article IX de de l'Annexe II au présent Accord. Dans toute instance à laquelle le trustee est devenu partie par application du paragraphe (1) ou du paragraphe (3) du présent Article. le trustee a les mêmes droits que toute autre partie à l'instance.

Article 31

Commission Mixte pour le règlement des questions relatives à l'Annexe IV

1. La composition, l'organisation et les règles de fonct onnement de la Commission Mixte prévue par l'Article 16 de l'Annexe IV au présent Accord sont définies dans la Charte jointe en Annexe X au présent Accord.

2. La Commission Mixte est compétente pour :

a) les divergences d'opinion entre créanciers et débiteurs résultant de l'interprétation de l'Annexe IV au présent Accord, qui lui sont soumises soit conjointement par un créancier et un débiteur, soit par un créancier ou un débiteur dont le Gouvernement déclare qu'à son avis la question en litige est d'importance générale pour l'interprétation de ladite Annexe :

b) les litiges qui, initialement soumis à un tribunal arbitral établi par application des dispositions de l'Article 17 de l'Annexe IV au présent Accord, sont, par application de l'Article 16 de la même Annexe, renvoyés à la Commission Mixte, soit par une Partie Contractante, soit par le tribunal arbitral lui-même, motif pris de ce que le cas présente une importance fondamentale pour l'interprétation de l'Annexe IV. Toutefois, lorsque l'instance engagée devant un tribunal arbitral est un appel interjeté par application de l'Article 11 de l'Annexe IV, seule la question presentant une importance fondamentale pour l'interprétation de cette Annexe est soumise à la Commission Mixte, pour décision.

3. Toute Partie Contractante ayant un intérêt à la question qui fait l'objet d'une instance devant la Commission Mixte est en droit de devenir partie à cette instance.

4. La compétence de la Commission Mixte n'est pas affectée par le défaut de toute partie au litige.

5. La Commission Mixte a pouvoir pour statuer sur

5. La Commission Mixte a pouvoir pour statuer sur les questions relatives à l'étendue de sa compétence dans le cadre des précédentes dispositions du présent Article.

6. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article, toute décision de la Commission Mixte est définitive et obligatoire:

a) Pour les parties à toute instance devant la Commission;

b) Pour toute partie à un litige soumis à la Commission Miste au titre du paragraphe 2 (a) du présent article.

c) Pour toute Partie Contractante qui soumet à la Commission Mixte pour décision une question ou une affaire au titre du paragraphe 2 (b) du présent article.

d) Pour tout Tribunal Arbitral saisi d'un litige qui a fait l'objet d'un renvoi à la Commission Mixte par application du paragraphe 2 (b) du présent article.

e) Lorsque l'une des modalités de règlement d'une dette est en cause dans l'instance, pour cette modalité de règlement.

7. Toute Partie Contractante est en droit d'interjeter appel d'une décision de la Commission Mixte devant le Tribulal, dans les trente jours de l'intervention de cette décision, motif pris de ce qu'elle touche à une question d'importance générale ou fondamentale. L'appel ne peut être fait que pour la question dont le Gouvernement appelant affirme qu'elle est d'importance générale ou fondamentale. Lorsque le Tribunal a rendu sa décision sur cette question, la Commission prend, au sujet de l'affaire pour laquelle l'appel a été interjeté, les mesures qui peuvent être nécessaires pour donner effet à la d cision du Tribunal.

Article 32.

Tribunaux Arbitraux pour les litiges dans le cadre de l'Annexe IV.

1. Un créancier et un débiteur qui, en application du cinquième paragraphe de l'article 17 de l'Annexe IV au présent Accord, se sont mis d'accord pour soumettre un litige à un tribunal arbitral, doivent nommer chacun un arbitre dans les trente jours de leur accord. Lorsque plusieurs créanciers ou plusieurs débiteurs sont en cause, l'arbitre est nommé conjointement par ces créanciers ou par ces débiteurs. Si l'un des arbitres n'est pas nommé dans le délai prescrit, les autres parties au litige sont en droit de demander à la Chambre de Commerce Internationale de procéder à cette nomination. Dans les trente jours suivant la date de la nomination du second arbitre, les deux arbitres désignent un tiers arbitre qui assume les fonctions de Président. Si le Président n'est pas désigné dans ce délai, chacune des parties peut demander à la Chambre de Commerce Internationale de procéder à la nomination.

2. a) Tout créancier qui, par application du deuxième paragraphe de l'article 11 de l'Annexe IV au présent Accord, fait appel devant un tribunal arbitral, doit, dans les trente jours de la signification du jugement du tribunal allemand:

i) Notifier l'appel au tribunal allemand qui a rendu le jugement.

ii) Notifier au débiteur le nom de l'arbitre qu'il a nommé pour siéger au tribunal arbitral.

b) La réception de la notification prévue à l'alinéa (a) (i) du présent paragraphe met fin à toute procédure devant les tribunaux allemands au sujet du jugement, dans la mesures où la dette faisant l'objet de l'appel est en cause, et le jugement cesse d'avoir effet à cet égard.

c) Dans les trente jours suivant la réception de la notification prévue à l'alinéa (a) (ii) du présent paragraphe, le débiteur doit notifier au créancier le nom de l'arbitre qu'il a nommé pour siéger au Tribunal arbitral. Si le débiteur ne fait pas cette notification dans le délai prescrit, le créancier est en droit de prier la Chambre de Commerce Internationele de nommer cet arbitre.

Un tiers arbitre, faisant fonction de Président, est désigné conformément à la procédure prévue au paragraphe 1 du présent article.

d) Tout tribunal arbitral saisi d'un appel, par application du deuxième paragraphe de l'article 11 de l'Annexe IV au présent Accord:

i) Siége sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne, à moins que les parties à l'instance n'en conviennent autrement;

ii) Applique les principes prévus au premier paragraphe de l'article 11 de l'Annexe IV au présent Accord.

iii) Conduit l'instance comme une nouvelle action.

e) Si, au cours d'une instance d'appel intentée devant un tribunal arbitral par application du deuxième paragraphe de l'article 11 de l'Annexe IV au présent Accord, une question est renvoyée à la Commission

Mixte par application du paragraphe 2 (b) de l'article 31 du présent Accord, le tribunal arbitral suspend immédiatement l'instance jusqu'à ce que la Commission Mixte ait rendu une décision définitive sur la question qui lui a été renvoyée. Lorsque cette décision est rendue, le tribunal arbitral reprend l'instance et prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour donner effet à cette décision.

3. Dans leurs décisions sur l'interprétation de l' Annexe IV au présent Accord, les tribunaux arbitraux sont liés par les décisions applicables de la Comiission Mixte.

4. En cas de vacance pour cause de décès, maladie, démission ou non exécution par un membre d'un tribunal arbitral des devoirs de sa charge, il sera pourvu au siége devenu vacant, selon la même procédure que lors de la nomination initiale, dans les trente jours de la vacance.

5. Tout tribunal arbitral peut décider de la répartition des frais de l'instance, y compris les honoraires des conseils, et, dans un appel au titre du paragraphe 2 du présent article, décider quelle est la partie qui doit supporter les frais de la procédure devant le Tribunal allemand ou répartir ces frais entre les parties. Faute de décision, chaque partie à l'instance paie ses propres frais; les dépenses du tribunal arbitral et, s'il y a lieu, les frais de la procédure devant le Tribunal allemand sont partagés par moitié entre le ou les créanciers et le ou les débiteurs.

6. Une affaire en instance devant un tribunal arbitral ne peut être rétirée qu'avec le consentement de toutes les parties à l'instance.

7. Les tribunaux arbitraux arrêtent leurs propres règles de procédure dans le cadre du présent article et de l'article 17 de l'Annexe IV au présent Accord. A défaut, le Code d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale est applicable.

8. Dans toute instance, la décision du tribunal arbitral est définitive et lie les parties à l'instance.

Article 33.

Questions soulevées au cours de la procédure de décartellisation.

Le Tribunal d'Arbitrage et les autres instances arbitrales établies par application du présent Accord et de ses Annexes ne pourront connaître des questions expressément réglées dans un plan approuvé ou dans un ordre ou un règlement promulgué, en vertu des lois de la Haute Commission Alliée no 27 (Réorganisation des industries charbonnières et sidérurgiques allemandes) et no 35 (Dispersion des biens de l'I.G. Farbenindustrie A. G.), par la Haute Commission Alliée, par l'un des services habilités par elle pour agir en la matière ou par tout organe succédant aux pouvoirs de la Haute Commission Alliée dans ce domaine. Dans tout règlement de l'espèce, le créancier et le débiteur, les Autorités Alliées et la Commission de Révision appliqueront les dispositions du présent Accord et de ses Annexes. Avant l'approbation de tout plan ou la promulgation de tout ordre ou règlement visant une question qui donne lieu à un litige portant sur l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Accord ou de ses Annexes, le litige en cause devra être renvoyé pour décision au Tribunal ou à l'instance arbitral compétente en vertu du présent Accord et de ses Annexes. Les dispositions qui précèdent n'affectent pas la compétence du Tribunal et des autres instances arbitrales établies par application du présent Accord ou de ses Annexes à l'égard des questions qui ne seraient pas expressément réglées dans un plan approuvé, ou dans un ordre ou un règlement promulgué comme il est dit ci-dessus ou qui seraient soulevées par des évènements postérieurs à l'entrée en viguer de ce plan, ordre ou règlement.

Article 34.

Consultations.

Pour assurer l'exécution durable et effective du présent Accord et de ses Annexes à la satisfactions de toutes les parties intéressées, et sans déroger aux obligations que la République Fédérale d'Allemagne a assumées:

a) Des consultations auront lieu entre les Parties Contractantses principalement intéressées si la demande en est faite par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne ou le Gouvernement de l'un quelconque des pays créanciers détenteurs d'une fraction notable des créances visées par le perésent Accord. Toute Partie Contractante sera en droit de participer à ces consultations et pourra, en pareil cas, inviter des représentants des créanciers ou des débiteurs intéressés à y participer;

b) Au cas où ces consultations porteraient sur une situation dans laquelle la République Fédérale d'Allemagne constate qu'elle se heurte à des difficultés dans l'exécution de ses obligations extérieures, il sera accordé attention à toutes les considérations appropriées, d' ordre économique, financier et monétaire, relatives àla capacité de transfert de la République Fédérale d'Allemagne, telle qu'elle est influencée à la fois par des facteurs internes et externes et à l'exécution durable par la République Fédérale de ses obligations au titre du préseut Accord et de ses Annexes et un titre des Accords relatifs à l'assistance économique d'après-guerre. Il sera dûment tenu compte des principes qui ont inspiré la Conférence des Dettes extérieures allemandes, des objectifs visés par elle, et de l'engagement du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne de faire tout ce qui est en son povoir pour assurer l'exécution de ces obligations. Si les principales Parties aux consultation le décident, l'avis d'organisations internationales appropriées ou d'autres experts indépendents sera sollicité. Une telle demande pourra être faite par la République Fédérale d'Allemagne ou par l'une quelconque des autres Parties Contractantes principalement intéressées.

Article 35.

Entrée en vigueur.

1. Chacun des Gouvernements signataires du présent Accord, après avoir ratifié ou approuvé cet Accord conformément aux exigences de sa loi interne, déposera auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord un instrument de ratification ou d'approbation du présent Accord.

2. Le présent Accord entrera en vigueur dès que le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, auront déposé auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord l'instrument de ratification ou d'approbation prévu au paragraphe (1) ci-dessus. Cette entrée en vigueur aura effet à l'égard de tous les Gouvernements signataires qui auront alors effectué ce dépôt. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord notifiera à chacun des Gouvernements signataires de l'Accord la date d'entrée en vigueur de celui-ci ainsi que la liste des Gouvernements à l'égard desquels celui-ci est entré en vigueur.

3. Pour tout Gouvernement signataire qui effectuerait le dépôt prévu après l'entrée en vigueur visée au paragraphe ci-dessus, la date d'entrée en vigueur de l'Accord sera celle à laquelle il effectuera dépôt. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord notifiera ce dépôt et la date de ce dépôt à tous les autres Gouvernements signataires et

à tout Gouvernement ayant accédé au présent Accord conformément aux dispositions de l'article 36.

Article 36.

Accession.

1. Tout Gouvernement qui a été invité à signer le présent Accord par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou par l'un d'entre eux, et par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne peut signer le présent Accord ou y accéder conformément aux termes de l'invitation qui lui a été adressée. Tout autre Gouvernement qui établirait, après l'entrée en vigueur du présent Accord, des relations diplomatiques avec la République Fédérale d'Allemagne, pourra accéder au présent Accord. Toute accession s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'accession auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui notifiera le dépôt de cet instrument et la date de ce dépôt aux autres Gouvernements signataires et accédants.

2. Le présent Accord entrera en vigueur au regard de tout Gouvernement accédant, lors du dépôt de son instrument d'accession, mais à une date qui ne pourra précéder celle de l'entrée en vigueur de l'Accord telle qu'elle est prévue à l'article 35.

Article 37,

Extension de l'Accord à certains territoires.

1. Tout Gouvernement peut, en signant le présent Accord ou en y accédant, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord que le présent Accord est étendu, à compter de la date spécifiée dans ladite notification, à un, à plusieurs ou à l'ensemble des territoires dont les relations internationales sont sous sa responsabilité.

2. Le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tiendra tous les Gouvernements signataires et accédant informés des notifications déposées par application du présent article.

Article 38

Réserves et restrictions

1. Un Gouvernement ayant déposé un instrument de ratification ou d'approbation du présent Accord ou d'accession à celui-ci, qui ne serait pas conforme aux termes de l'invitation qui lui a été adressée ou qui serait accompagné d'autres réserves ou restrictions, ne sera pas considéré comme une Partie Contractante tant que ces réserves ou restrictions n'auront pas été retirées, ou n'auront pas été acceptées par toutes les Parties Contractantes.

2. Aucune notification d'extension donnée par application de l'Article 37, acconpagnée de réserves ou de restrictions, ne prendra effet tant que ces réserves ou restrictions n'auront pas été retirées ou n'auront pas été acceptées par toutes les Parties Contractantes.

[NOTE.—Les titres qui ont été donnés aux Articles de l'Accord ont pour seul objet de faciliter les références éventuelles et ne doivent en aucun cas être considérés comme un élément d'interprétation de l'Accord.]

En foi de quoi les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord. auquel sont jointes les Annexes I à X.

Fait à Londres le vingt-sept février mil neuf cent cinquante-trois, en trois textes originaux respectivement en Français, Anglais et Allemand, les trois textes faisant également foi, qui seront déposés dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en fera parvenir des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements signataires et accédants.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
WARREN L. PIERSON
Pour la Belgique :
OBERT DE THIEUSIES
Pour le Canada :
N.A. ROBERTSON
Pour Ceylan :
V. COOMARASWAMY
Pour le Danemark :
E. REVENTLOW. ANTHON VESTBIRK
Pour l'Espagne :
PRIMO DE RIVERA
Pour la République Française :
R. MASSIGLI
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
GEORGE RENDEL
Pour la Grèce :
LEON V. MELAS
Pour l'Iran :

Pour l'Irlande :
F. H. BOLAND
Pour l'Italie :

Pour la Principauté du Liechtenstein :
W. STUCKI
Pour Luxembourg :
A.J. CLASEN
Pour la Norvège :
P. PREBENSEN
Pour le Pakistan :
M. A. H. ISPAHANI
Pour la Suède :
GUNNAR HAGGLOF
Pour la Confédération suisse :
W. STUCKI
Pour l'Union d'Afrique du Sud :
A. L. GEYER
Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie :
JAKSA PETRIC
Pour la République Fédérale d'Allemagne :
ABS

ANNEXE I

[Note : Le texte reproduit ci-dessous est celui de l'Annexe 3 au Rapport de la Conférence des Dettes Extérieures Allemandes avec les modifications nécessaires pour assurer la concordance des textes dans les trois langues. Les Accords supplémentaires conclus entre les parties, au titre de la présente Annexe, après la clôture de la Conférence, sont joints ci-après en Sous-Annexes I A, I B, I C, I D et IE.]

Recommandations agréées pour le règlement des Dettes du Reich et des dettes des autres autorités publiques

A.—Dettes du Reich

Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne (désigné ci-après par les termes «Gouvernement Fédéral») s'engage à offrir aux porteurs le versement et le transfert des montants suivants:

1. Emprunt extérieur 7 o)o 1924 (Emprunt Dawes)

a) A compter de la date d'échéance du premier coupon payable après le 31 mars 1953, un intérêt de 5 1)2 o)o l'an pour la tranche américaine et de 5 o)o l'an pour les autres tranches.

b) A conpter de la date d'échéance du premier coupon payable après le 31 mars 1958, une annuité

d'amortissement, fixée à 3 o)o pour la tranche américaine et à 2 o)o pour les autres tranches, qui s'ajoutera aux versement d'intérêt prévus ci-dessus et constituera avec eux un annuité cumulative.

c) La date d'échéance de l'Emprunt sera raportée à l'année 1969.

d) Les arriérés d'intérêt impayés feront l'objet d'un nouveau calcul, à intérêts simples, au taux de 5 o)o l'an. et le Gouvernement Fédéral émettra, pour le montant total ainsi calculé, des Bons à 20 ans portant intérêt à 3 o)o l'an et amortissables après 5 ans au taux de 2 o)o l'an. Pour les bons représentant les arriérés d'intérêt échus au 31 décembre 1944. les paiements commenceront le 15 avril 1953. Les Bons correspondant au solde des arriérés ne seront émis qu'après l'uni fication de l'Allemagne et les paiements au titre de ces Bons commenceront dès leur émission.

e) Sauf en ce qui concerne les stipulations ci-dessus, les conditions des contrats initiaux de l'Emprunt seront à tous égards maintenues.

f) Toutes les dépenses afférentes à l'exécution des modifications apportées aux contrats initiaux seront à la charge du Gouvernement Fédéral.

2. Emprunt international 5 1)2 o)o 1930 (Emprunt Young) δ

a) A compter de la date d'échéance du premier coupon payable après le 31 mars 1953, un intérêt de 5 o)o l'an pour la tranche américaine et de 4 1)2 o)o l'an pour les autres tranches.

b) A compter de la date d'échéance du premier coupon payable après le 31 mars 1958, une annuité d'amortissement, fixée à 1 o)o, qui s'ajoutera aux versements d'intérêts prévus ci-dessus et constituer avec eux une annuité cumulative.

c) La date d'échéance de l'Emprunt sera reportée à l'année 1980.

d) Les arriérés d'intérêt impayés feront l'objet d'un nouveau calcul, à intérêts simples, au taux de 4 1]2 o)o l'an, et le Gouvernement Fédérale émettra, pour le montant total ainsi calculé, des Bons à 20 ans portant intérêt à 3 o]o l'an et amortissables après 5 ans, au taux de 1 o]o l'an. Pour les bons représentant les arriérés d'intérêt échus au 31 décembre 1944, les paiements commenceront le 15 avril 1953. (1) Les Bons correspondant au solde des arriérés ne seront émis qu'après l'unification de l'Allemagne et les paiements au titre de ces Bons commenceront à compter de cette unification.

e) Les sommes dues au titre des diverses tranches de l'Emprunt International 5 1]2 o)o 1930 sont payables seulement dans la monnaie du pays d'émission de chaque tranche. Eu égard à la situation économique et financière en Allemagne, il est convenu que le montant ainsi payable sera calculé sur la base du montant en dollars américains auquel les sommes dues dans la monnaie du pays d'émission auraient été équivalentes, au taux de change en vigueur lors de l'émision de l'Emprunt. Le montant nominal en dollars américains ainsi calculé sera reconverti dans les diverses monnaies d'émission au taxe de change en vigueur le 1er août 1952.

Au cas où les taux de change en vigueur le 1er août 1952 entre deux ou plusieurs monnaies d'émission subiraient par la suite une modification égale ou supérieure à 5 o)o, les versements exigibles après cette date, tout en continuant à être effectués dans la monnaie du pays d'émission, seront calculés sur la base de la devise la moins dépréciée par rapport au taux de change en vigueur au 1er août 1952, puis reconvertis dans la monnaie d'émission sur la base du taux de change en vigueur lors de l'échéance du paiement.

f) Sauf en ce qui concerne les stipulations ci-dessus, les conditions des contrats initiaux de l'Emprunt seront à tous égards maintenues.

g) Toutes les dépenses afférentes à l'exécution des modifications apportées aux contrats initiaux seront à la charge du Gouvernement de la République Fédérale.

3. Emprunt extérieur 6 o)o 1930 (Emprunt de la Société Suédoise des Allumettes). :

a) A compter de la date d'échéance du premier coupon payable après le 31 mars 1953, un intérêt de 4 o)o l'an.

b) A compter de la date d'échéance du premier coupon payable après le 31 mars 1958, une annuité d'amortissement, fixée à 1 1]4 o)o, qui s'ajoutera aux versements d'intérêts prévus ci-dessus et constituera avec eux une annuité cumulative.

c) Les arriérés d'intérêt impayés feront l'objet d'un nouveau calcul, à intérêts simples, au taux de 4 o)o l'an, mais, pour le reste, seront traités comme les arriérés d'intérêt de l'Emprunt Young.

d) La date d'échéance de l'Emprunt sera reportée à l'année 1994.

e) Aussi longtemps que le service de l'Emprunt extérieur 6 o)o 1930 s'effectuera conformément aux dispositions du présent Plan de Règlement, les paiements d'intérêt et d'amortissement se feront aux guichets de la Skandinaviska Banken à Stockholm (Suède) en couronnes suédoises, à la contre-valeur du montant dû en dollars des Etats-Unis, sur la base du taux de change en vigueur à la date d'échéance.

f) A tous autres égards, sauf en ce qui concerne les garanties collatérales, l'Emprunt extérieur 6 o)o 1930 sera traité comme l'Emprunt Young.

4. Obligations de la Konversionskasse.

Le Gouvernement Fédéral s'engagera à effectuer les versements suivants au titre des obligations et des Scrips émis par la Konversionskasse :

a) A compter de la date d'échéance du premier coupon ou des premiers intérêts payables après le 31 mars 1953, un intérêt calculé sur la base des taux contractuels initiaux.

b) A compter de la date d'échéance du premier coupon payable après le 31 mars 1958, une annuité d'amortissement, fixée à 2 o)o qui s'ajoutera aux versements prévus ci-dessus et constituera avec eux une annuité cumulative.

c) Les dates d'échéance des obligations seront prorogées de 17 ans à compter des dates d'échéance actuelles.

d) Deux tiers des arriérés d'intérêts, calculés sur la base des taux contractuels, seront abandonnés. Le tiers restant sera consolidé et portera le même intérêt et sera amorti dans les mêmes conditions que les obligations initiales.

e) A tous autres égards, les dispositions des contrats initiaux afférents à ces obligations seront maintenues.

f) Toutes les dépenses afférentes à l'exécution des modifications des contrats initiaux prévues ci-dessus seront à la charge du Gouvernement Fédéral.

g) Les obligations et les Scrips, libellés en Reichsmark, seront convertis en Deutschemark au taux de 10 pour 1.

5. Certaines dettes en devises étrangères, de faible montant, de la Reichsbahn et de la Reichspost, autres que les dettes visés à l'Annexe IV, feront l'objet de négociations entre le Gouvernement de la République Fédérale et les créanciers.

(1) Il a maintenant été convenu que la seconde phrase du paragraphe 2 (d) doit se lire comme suit : «Pour les bons correspondant aux arriérés d'intérêt échus au 31 Décembre 1944 un premier coupon représentant six mois d'intérêts sera payé le 1er juin 1963».

6. Dettes en Reichsmark du Reich, de la Reichsbahn, de la Reichspost et de la Prusse.

Répondant à la demande des représentants des créanciers, le Gouvernement Fédéral s'engagera:

a) à étendre aux créanciers étrangers, sur leur demande, et en application du principe du traitement national, le bénéfice des avantages et des compensations qui ont été ou pourraient être accordés en définitive aux créanciers allemands, dans le cadre de la réforme monétaire;

b) à étendre aux créanciers étrangers, lors de la promulgation de toute loi allemande relative à la conversion et au règlement des dettes, le bénéfice du traitement le plus favorable prévu par cette loi en faveur des créanciers allemands;

c) au cas où la loi mentionnée au paragraphe (b) ci-dessus ne serait pas promulguée avant le 1er janvier 1954 ou ne s'appliquerait pas à toutes les catégories de dettes, à entreprendre, avant le 1er avril 1954, des négociations avec les représentants des créanciers étrangers au cours desquelles ces derniers se réservent le droit de demander un règlement particulier de ces dettes.

Le présent engagement s'applique à toutes les dettes en Reichsmark du Reich, de la Reichsbahn et de la Reichspost, qu'elles soient on non représentées par des obligations (Bons du Trésor, Obligation des Ablösungsanleihen, etc).

d) Le Gouvernement Fédéral s'engage en outre à étendre le même traitement au futur service des obligations en Reichsmark de la Prusse.

B.—Obligations extérieures émises ou garanties par les Länder, les municipaclités et les autres organismes publics analogues à l'intérieur de la République Fédérale d'Allemagne

7. Les débiteurs intéressés verseront, aux fins de transfert par le Gouvernement Fédéral, les montants suivants :

1. Obligations autres que celles de la Prusse

a) A compter de la date d'échéance du premier coupon payable après le 31 mars 1953, un intérêt fixé soit à 75 o)o de l'intérêt contractuel initial (dans les limites d'un minimum de 4 o)o l'an et d'un maximum de 5 1)4 o)o l'an), soit au taux prévu dans le contrat initial, si ce dernier est inférieur à 4 o)o l'an.

b) Un intérêt fixé aux mêmes taux, sur les deux-tiers des arriérés d'intérêt (qui ne seraient pas déjà couverts par des obligations de la Konversionskasse ou par d'autres accords similaires). Ces arriérés seront consolidés.

c) A compter de la date d'échéance du premier coupon payable après le 31 mars 1958, une annuité d'amortissement de 1 o)o, qui sera portée, le 31 mars 1963 à 2 o)o pour les emprunts venant à échéance en 1968 ou postérieurement, qui s'ajoutera aux intérêts visés ci-dessus et constituera avec eux une annuité cumulative.

d) Les dates d'échéance de ces emprunts seront prorogées de 20 ans à compter des dates d'échéance actuelles.

e) Sauf en ce qui concerne les stipulations ci-dessus, les conditions des contrats initiaux d'emprunt seront maintenues à moins que le créancier n'en ait autrement convenu en raison de circonstances particulières. Lorsqu'un débiteur particulier se trouvera dans une situation exceptionnelle, telle que les représentants des créanciers jugeront démontré de façon satisfaisante que ce débiteur est dans l'impossibilité de se conformer pratiquement aux conditions générales convenues, le débiteur et les représentants des créanciers conviendront des ajustements qui leur paraîtront nécessaires.

f) Les obligations libellées en Reichsmark. émises et payables hors du territoire de la République Fédérale seront converties en Deutschemark au taux de 10 RM pour 1 DM. Elles porteront intérêt au taux contractuel initial. Les arriérés d'intérêt seront consolidés sur la même base et porteront le même taux d'intérêt. L'échéance des obligations en cause sera prorogée de 15 ans, et ces obligations seront remboursables par annuités égales, dont la première sera payable à la date d'échéance du premier coupon de l'année 1958. Les versements effectués au titre de l'intérêt et de l'amortissement seront transférés dans la monnaie du pays où le porteur aura sa résidence.

g) Les termes «contrat initial» et «intérêt contractuel initial» doivent s'entendre du contrat, ou de l'intérêt prévu par le contrat, existant entre le créancier et le débiteur à la date de l'émission de l'emprunt ou de la naissance de l'obligation, à moins qu'une conversion (désignée ci-après sous le nom de «conversion effective») n'ait été effectuée, soit avant le 9 juin 1933, soit le 9 juin 1933 ou après cette date et pour tenir compte de l'insolvabilité survenue ou imminente du débiteur ou à la suite de libres négociations, étant entendu.

i) qu'en cas de litige, la question sera sounise pour décision à un Tribunal d'arbitrage devant lequel il appartiendra au débiteur de fournir la preuve que l'arrangement a été librement négocié et,

ii) que les arrangements à la négociation desquels le créancier était représenté soit par le Séquestre allemand des Biens ennemis, soit par une personne désignée par les Autoritéés allemandes dans un territoire occupé, ou qui résulteraient seulement de l'acceptation par le créancier d'une offre unilatérale du débiteur, seront présumés n'avoir pas été librement négociés.

Le taux contractuel initial sera pris pour base du calcul, selon la formule générale, des intérêts futurs et des arriérés d'intérêt. En cas de conversion effective, cependant, c'est le taux d'intérêt après conversion qui devra être utilisé, étant spécifié que ce taux ne fera l objet d'aucune réduction, ni pour le calcul des arriérés, ni pour le calcul des intérêts futurs, sauf dans le cas où le débiteur préfèrerait effectuer le calcul selon la formule générale sur la base du taux contractuel initial.

h) Toutes les dépenses afférentes à l'exécution des modifications des contrats initiaux seront prévus ci-dessus à la charge des débiteurs .

i) Lorsque le montant en capital restant dû au titre du total de toutes les obligations émises en devises étrangères par un débiteur donné sera peu important, ce débiteur pourra offrir de procéder à un remboursement anticipé et de régler définitivement le du montant total de la dette et des arriérés d'intérêt, sans égard aux restrictions et dispositions de l'alinéa (d) ci-dessus relatives à la prorogation de la date d'échéance de la dette.

j) Toutes les obligations de personnes morales privées, garanties par un Land, une municipalité ou un autre organisme public, seront réglées conformément aux dispositions des «Recommandations agréées pour le règlement des dettes financières privées allemandes à moyen et long terme» (Annexe II), étant entendu que ces garanties seront entièrement maintenues, conformément à ces recommandations. (1)

2. Obligations de la Prusse

Le Gouvernement Fédéral effectuera, au nom des Lander ayant succédé au territoire et au patrimoine appartenant autrefois à l'Etat de Prusse, les versements suivants :

a) Obligations en dollars de l'Emprunt extérieur amortissable 6 1)2 o)o du 15 septembre 1926, venant

(1) Voir Annexe VII.

à échéance le 15 septembre 1951 et de l'Emprunt extérieur amortissable 6 o)o du 15 octobre 1927, venant à échéance le 15 octobre 1952.

i) Le Gouvernement Fédéral émettra de nouvelles obligations libellées en dollars dont le premier coupon portera la date du 1er avril 1953. Ces obligations seront amortissables en 20 ans, comporteront les mêmes coupures que les obligations encore en circulation de ces deux emprunts et porteront intérêt au taux de 4 o)o l'an, payable semestriellement le 1er avril et le 1er octobre de chaque année. A dater du 1er avril 1958, une annuité d'amortissement, fixée à 1 o)o, s'ajoutera aux versements d'intérêts prévus ci-dessus et constituera avec eux une annuité cumulative. Le débiteur pourra procéder à l'amortissement, soit par tirages au sort au pair, soit par rachats en bourse ou autrement. Il pourra également, aussi longtemps que le service sera poursuivi conformément aux dispositions du contrat, procéder à des amortissements supplémentaires.

ii) Les coupons impayés des anciennes obligations portant une date comprise entre le 15 mars 1933 et le 31 décembre 1936, seront prorogés de 20 ans, et 50 o)o du montant de chaque coupon sera payé en dollars des Etats-Unis aux nouvelles dates d'échéance ainsi déterminées en 1953, 1954, 1955 et 1956.

iii) Les coupons ayant une date d'échéance postérieure au 1er janvier 1937 compris ne seront payés que lorsque les anciens territoires prussiens qui se trouvent actuellement hors du territoire de la République Fédérale auront été réunis à cette dernière. Leur paiement fera alors l'objet de nouvelles négociations.

iv) Toutes les dépenses afférentes à l'exécution des dispositions ci-dessus seront à la charge du Gouvernement Fédéral.

b) Obligations en couronnes suédoises de l'Emprunt d'Etat de Lübeck, 4 1]2 o)o 1923, repris par la Prusse en 1938 :

Les obligations subsistantes de cet emprunt qui ont fait l'objet d'un avis de remboursement pour le 1er mai 1er novembre 1944, seront remboursées, sur présentation, au taux de change courant, avec un abattement de 50 o)o de leur montant nominal et sans aucun paiement au titre des arriérés d'intérêt.

3) Dettes non obligataires (autres que celles qui sont traitées à l'Annexe IV).

Les conditions prévues au paragraphe 7 (1) seront appliquées, mutatis mutandis, à ces dettes, le service commençant le 1er janvier 1953. Dans le règlement des dettes en mark il sera renu compte des dispositions correspondantes de l'Annexe IV à l'Accord sur les Dettes Extérieures allemandes.

C.—Dispositions d'ordre général.

8. Procédure à suivre dans l'exécution des présentes propositions.

a) Selon les possibilités pratiques ou les usages des divers marchés sur lesquels les obligations avaient été émises à l'origine, les conditions prévues dans les propositions pourront être portées, par estampillage, sur les obligations existantes, ou de nouvelles obligations pourront être remises en échange des titres en circulation et les arrierés d'intérêt pourront faire l'objet de nouvelles obligations ou de Scrips. Les obligations estampillées ou les nouvelles obligations se conformeront à l'usage habituel du marché. Les débiteurs chargeront, à leurs propres frais, les établissements bancaires appropriés de l'exécution des modalités de la proposition. Ils devront de même satisfaire à leurs frais à toutes les conditions fixées par les autorités publiques et les bourses de valeurs afin d'assurer le maximum de négociabilité aux obligations.

Conditions de l'offre.

b) L'offre sera faite dans les divers pays intéressés selon les conditions qui pourront être convenues avec les Associations de porteurs ou organismes similaires. Elles restera ouverte à l'acceptation des porteurs pendant un délai minimum de 5 ans. Devant un motif raisonnable, les débiteurs devront prolonger ce délai.

Réserve des droits des créanciers.

c) Au cas où un débiteur ne satisferait pas aux obligations assumées par lui dans le cadre du présent Accord, ses créanciers seront en droit de reprendre l'exercice des droits qui leur sont conférés par le contrat initial.

Dépenses des agents payeurs et des Trustees.

d) Pour l'avenir, les commissions et dépenses des agents payeurs et les honoraires et dépenses des Trustees, seront payés ou remboursées et tranférés.

Autres dépents.

e) Les représentants des créanciers se réservent le droit d'obtenir de leurs débiteurs respectifs le remboursement de toutes les dépenses effectuées par eux à l'occasion de la Conférence de Londres, et la présentation par un débiteur d'une offre au titre du présent Accord sera considérée comme constituant acceptation du présent article par le débiteur intéressé. Aucune des dispositions du présent texte ne saurait empêcher un représentant de créanciers d'exposer les frais additionnels raisonnables qu'il pourrait juger nécessaires et d'en poursuivre le recouvrement auprès des porteurs ou des créanciers, conformément aux pratiques établies ou selon toute autre procédure.

Validation.

f) Le Gouvernement Fédéral s'engage à faire tous les efforts pour établir, sur la base de la Loi allemande de validation qui a été adoptée par le Parlement et qui va être promulguée, une procédure appropriée pour la validation des valeurs mobilières allemandes libellées en devises étrangères, qui sera mise en vigueur dans les différents pays créanciers, aussitôt que possible, mais en tout état de cause le 1er février 1953 au plus tard.

Aucun paiement ne seras effectué au titre d'une obligation ou d'u coupon assujettis à la validation en vertu de la procédure allemande tant que cette obligation ou ce coupon n'aura pas été validé conformément à cette procédure.

9. Les Associations de porteurs intéressés ou les organismes analogues recommanderont aux porteurs d'accepter les présentes modalités de règlement.

D.—Créances issues de décisions de Tribunaux Arbitraux Mixtes.

10. Mixed Claims Bonds.

La Délégation allemande pour les dettes extérieures, d'une part, et les représentants du Comité de Défense des Bénéficiaires américains de décisions de la Mixed Claims Commission («American Awardholders Committee concerning Mixed Claims Bonds»), d'autre part, sont convenus de ce qui suit:

La République Fédérale d'Allemagne proposera au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique,d'Allemagne et le «Awardholdes Committee» recommandera au Gouvernement des Etats-Unis et aux personnes privées bénéficiaires des décisions de la Mixed Claims Commission le règlement, aux conditions suivantes, de l'obligation contractée par la République Fédérale d'Allemagne envers les Etat-Unis pour le compte des ressortissants américains au bénéfice desquels l'Allemagne avait émis en 1930 les obligations «Mixed Claims» sur lesquelles les paiements sont actuellement suspendus:

1. Versement par la République Fédérale, pour la première fois le 1er avril 1953 et par la suite le 1er avril de chaque année, d'un montant fixé comme suit :

Pour chacune des 5 premières années: $. 3.000.000
Pour chacune des 5 années suivantes: $. 3.700.000
Pour chacune des 16 années suivantes: $. 4.000.000.

Ces annuités seront versées en dollars américains courants au Gouvernement des Etats-Unis qui les répartira entre les bénéficiaires.

2. Toute annuité non payée à l'échéance portera intérêt au taux de 3 3)4 o)o l'an à compter de la date d'échéance jusqu'à la date de paiement.

3. Des obligations libellées en dollars et venant à échéance aux dates prévues et pour les montants indiqués seront émises pour matérialiser les obligations de la République Fédérale. Lors de l'émission un nombre proportionnel d'anciennes obligations Mixed Claims sera annulé et retourné à la République Fédérale.

4. Les modalités de règlement seront reprises dans un Accord bilatéral entre la République Fédérale et les Etats-Unis.

5. L'application intégrale du présent accord par la République Fédérale et par tout gouvernement qui lui succéderait, et le versement des montants dus au titre du présent accord constitueront exécution, par la République Fédérale ou le Gouvernement qui lui aura succédé, et règlement intégral de leurs obligations au titre de l'Accord du 23 juin 1930 et des Bons émis par application de cet Accord en exécution des décisions prononcées par la Mixed Claims Commission germano-américaine, au bénéfice de ressortissants des Etats-Unis, nonobstant toute disposition contraire des lettres du 23 actobre 1950 et du 6 mars 1951, échangées entre le Chancelier Adenauer et les Hauts Commissaires Alliés en Allemagne, ou du Mémorandum de décembre 1951 préparé par la Commission Tripartite.

11. Créances nées de décisions du Tribunal Mixte gréco-allemand

Un échange de vues préliminaire a eu lieu entre les Délégations grecque et allemande au sujet des créances de personnes privées, nées de décisions du Tribunal Mixte gréco-allemand institué après la première guerre mondiale. Il sera suivi de discussions plus approfondies dont le résultat, s'il est approuvé, sera sanctionné par l'Accord Intergouvernemental.

E.—Divers

Sont recommandées les modalités de règlement suivantes:

12. Crédit Lee Higginson

a) Les participants recevront de nouveaux billets à deux ans du Gouvernement Fédéral, pour la totalité du montant en principal de leurs participations respectives. (La durée des billets a été fixée à deux ans, durée initiale du crédit lors de son ouverture en 1930)

b) Pas d'arrières d'intérêt.

c) Pas de clause-or.

d) Les nouveaux billet porteront intérêt, à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'Accord, au taux de 3 1)2o)o l'an, payables mensuellement par anticipation.

e) Le Fonds de garantie collatéral sera reconstitué sous la forme d'un dépôt en Deutschemark à la Banque deutscher Lander au nom de l'Administration de la Dette Fédérale allemande en qualité de Trustee; ce Fonds. calculé à la contre-valeur en Deutschemark des billets sur la base du taux de change officiel, sera constitué par la République Fédérale au moyen de 24 mensualités égales à compter de la date d'émission des billets.

f) Les participants seront en droit, s'ils en expriment le désir, de bénéficier d'un remboursement anticipé en Deutschemark, de tout ou partie de leurs billets La conversion s'effectuera sur la base du taux officiel. Ces remboursements seront acceptés en règlement total de la fraction correspondante de l'obligation en dollars ou en sterling; ils seront effectués, à l'option des participants, lorsque et dans la mesure où la législation allemande le permettra. Ils seront prélevés sur le fonds de garantie collatéral dans la mesure où la quote-part du participant en cause dans le fonds de garantie le permettra, et le solde éventuel devra être pays directement en Deutschemark par la République Fédérale.

13. Créances de la Banque des Règlements Internationaux.

a) Le Gouvernement Fédéral paiera à la Banque des Règlements Internationaux, à compter du 1er janvier 1953, un montant annuel de 5.600.000 francs suisses au titre des intérêts courants sur les créances de la Banque.

b) En considération du versement de cette annuité, la Banque a accepté de maintenir ses crédits à leur niveau actuel jusqu'au 31 mars 1966. Elle a également accepté d'ajourner jusqu'à cette date le règlement des arriérés d'intérêt.

Le texte intégral de la Convention figure ci-après en Annexe IA.

14. Versements à la Konversionskasse.

a) Le Gouvernement Fédéral s'engage à assumer la responsabilité du paiement intégral aux créanciers étrangers, dans les monnaies dans lesquelles elles étaient exigibles, des sommes qui ont été versées à la Konversionskasse par des débiteurs dans le territoire de la Sarre, et au titre desquelles les créanciers étrangers n'ont pas reçu de versements en devises étrangères ou bénéficié d'autres contre-parties.

b) Le Gouvernement Fédéral s'engage à assumer la responsabilité du paiement aux créanciers étrangers, dans les monnaies dans lesquelles elles étaient exigibles, de 60 o)o des sommes qui ont été versées à la Konversionskasse par les débiteurs en Autriche, en France, en Belgique, et au Luxembourg et au titre desquelles les créanciers étrangers n'ont pas reçu de versements en devises étrangères ou bénéficié d'autres contre-parties.

c Le Gouvernement Fédéral entrera en négociations avec les représentants des créanciers étrangers avant la fin de décembre 1952 au sujet de l'application de ces engagements.

15. Responsabilité des dettes gouvernementales de l'Autriche.

Les créanciers n'ont pas encore pu aboutir à un règlement de cette question qui fera très prochainement l'objet de nouvelles négociations.

16. Convention entre la Belgique et la République Fédérale d'Allemagne (1).

Un projet de convention entre la Belgique et la République Fédérale d'Allemagne a été établi le 4 août 1952.

(1) Voir Annexe IB.

ANNEXE IA.

Convention entre la République Fédérale d'Allemagne et la Banque des Règlements Internationaux (1)

Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, représenté par les Ministres fédéraux des Finances et de l'Economie, ceux-ci étant représentés par Monsieur Hermann J. Abs, et la Banque des Règlements Internationaux à Bâle, représentée par Monsieur Roger Auboin, Directeur Général et Suppléant du Président, concluent la convention suivante en ce qui concerne les placements actuels de la Banque des Règlements Internationaux en Allemagne:

1. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne paiera à la Banque des Règlements Internationaux, du 1er janvier 1953 au 31 mars 1966, un montant annuel de 5.600.000 francs suisses, par versements trimestriels à termes échus qui seront effectués les 1er avril, 1er juillet, 1er octobre et 2 janvier.

(1) Ce texte a été substitué à celui du projet de Convention qui constituait l'Annexe 3 A au Rapport de la Conférence.

2. Ces versements éteindront tous les droits au titre des intérêts courants, y compris les intérêts des intérêts, qui résultent pour la Banque des Règlements Internationaux de ses placements actuels en Allemagne.

3. Les versements seront opérés pour le compte de qui il appartiendra. Si et dans la mesure où la Banque des Règlements Internationaux a, au titre des intérêts de ses placements actuels en Allemagne, des créances sur des personnes ou des entités autres que la République fédérale d'Allemagne, ces créances d'intérêts seront acquises à la République fédérale d'Allemagne au moment où seront opérés les versements aux termes de la section 1.

4. Sous réserve des dispositions visées ci-dessus, le présent règlement transitoire n'entraînera aucun changement dans la situation juridique existante. En particulier, les droits et les obligations de la République fédérale d'Allemagne relativement aux placements de la Banque des Règlements Internationaux en Allemagne ne seront pas étendus de ce fait.

5. En considération des versements prévus sous section 1, la Banque des Règlements Internationaux s'abstiendra de réclamer avant le 1er svtil 1966 le remboursement du principal de ses placements en Allemagne ou le paiement des intérêts arriérés.

6. Il est reconnu de part et d'autre que la présente convention doit constituer une partie intégrante de l'Accord de Londres sur les dettes extérieures allemandes et de ses annexes et entrer en vigueur concurremment avec ce dernier.

7. La présente convention est établie en deux exmplaires, dont l'un sera conservé au Ministère des Finances de la République fédérale d'Allemagne à Bonn, et l'autre à la Banque des Règlements Internationaux à Bâle.

Bâle, le 9 janvier 1953.

(signé) ABS.

(signé) R. AUBOIN.
Directeur Général Suppléant du Président.

ANNEXE IB.

Convention entre la Belgique et la République Fédérale d'Allemagne (1)

Convention entre la Belgique et la République Fédérale d'Allemagne sur le Règlement des Créances belges, résultant des Annuités prévues à l'Accord germano-belge du 13 juillet 1929.

La Belgique, d'une part,et la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, sont convenues, en vertu des négociations qui ont eu lieu à Londres lors de la Conférence Internationale des dettes extérieures allemandes, de conclure la Convention suivante :

Article 1.

	R M.
Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne reconnaît qu'une somme de	107.856.835,65
Était inscrite, au 10 mai 1940, au crédit du Gouvernement belge au titre des annuités prévues à l'Accord germano-belge du 13 juillet 1929, et versées à la Konversionskasse jusqu'au 15 novembre 1939.	
D'autre part, n'ont pas été versées à la Konversionskasse, et restent dues au Gouvernement belge :	
a) Les fractions mensuelles d'annuités échues entre le 15 décembre 1939 et le 10 mai 1940, soit	10.833.333,33
b) Les fractions mensuelles d'annuités échues entre le 10 mai 1940 et le 8 mai 1945, à savoir	105.908.333,34
Ensembleô.....	224.598.502,32

Article 2.

Désireux de fixer transactionnellement le règlement de la dette indiquée ci-dessus, le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne s'engage à verser, et le Gouvernement belge accepte de recervoir, une somme forfaitaire équivalente à quarante millions (40) Deutsche Mark, payable en quinze (15) annuités échéant le 1er juillet de chacune des années 1953 à 1967, savoir :

5 annuités, de 1953 à 1957, s'élevant à DM. 2 millions chacune.

10 annuités, de 1958 à 1967, s'élevant à DM. 3 millions chacune.

Les versements ci-dessus sont acceptés par le Gouvernement belge en règlement final et définitif des créances belges en question jusqu'au 8 mai 1945.

Article 3,

Chacune des annuités ci-dessus sera représentée par une obligation de la République Fédérale d'Allemagne, libellée en Deutschemark, et sera transférée en monnaie belge au cours moyen officiel de la Bank deutscher Lander en vigueur à la veille de l'échéance de l'obligation.

Les obligations seront délivrées au Gouvernement belge au plus tard le 1er avril 1953.

Article 4.

Toute obligation non payée à sa date d'échéance portera intérêt au taux de 3 o)o l'an au profit du Gouvernement belge.

Article 5.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Bruxelles.

La Convention entrera en vigueur lors de l'échange des instruments de ratification.

Article 6.

La présente Convention est rédigée en langue française et allemande, les deux versions faisant également foi.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

Fait à Bonn, le 23 décembre 1952, en deux textes originaux, en langue française et allemande.

Pour la Belgique

(s) F. MUULS

Pour la République Fédérale d'Allemagne

(s) ABS

(1) Ce texte a été substitué à celui du projet de Convention qui constituait l'Annexe 3, B au Rapport de la Conférence.

ANNEXE I C

Echange des titres des emprunts extérieurs de la Prusse 1926 et 1927.

Délégation allemande pour les dettes extérieures 243—18 Del. 38—2151]52.

A. M. Le Président de la Commission Tripartite des dettes allemands, 29 Chesham Place, Londres, S W.1.

Echange des titres des emprunts extérieurs de la Prusse 1926 et 1927.

Monsieur le Président.— Londres, 20 novembre 1952.

Me référant à l'échange de lettres du 6 mars 1951 entre le Chancelier Fédéral et les Hauts Commissaires Alliés en Allemagne, j'ai l'honneur de confirmer que la

déclaration faite par la Délégation allemande à la Conférence des Dettes de Londres le 12 mars 1952, d'après laquelle la République Fédérale d'Allemagne est prête à assumer vis-à-vis des créanciers la responsabilité des Emprunts extérieurs de la Prusse 6 1]2 o)o 1926 et 6o)o 1927, signifie que les dettes afférentes à ces emprunts doivent être traitées comme des obligations du Reich allemand, au sens de l'échange de lettres du 6 mars 1951, dont la République Fédérale répond. A la suite de cette déclaration de la Délégation allemande, le corps législatif de la République Fédérale d'Allemagne a inclus la disposition suivante dans la Loi de validation des valeurs mobilières allemandes extérieurs du 25 août 1952– Bundesgesetzblatt I, n. 35, page 553.

Paragraphe 74.

Obligations en devises étrangères du Reich allemand et de l'ancien Land de Prusse.

1. Pour l'application de la présente Loi, la République Fédérale d'Allemagne sera réputée être l'émetteur des obligations en devises étrangères émises par l'ancien Etat de Prusse, pour autant qu'il n'en est pas autrement disposé.

Veuillez agréer, etc.
(signé) HERMANN J. ABS.

ANNEXE 1 D

Accord sur la conversion et le règlement des dettes obligataires extérieures en mark-or des municipalités allemandes.

Au Président de la Commission Tripartite
pour les Dettes extérieures allemandes,

29 Chesham Place, S.W. 1. 29 Chesham Place, S.W.1.,
Monsieur le Président, 19 novembre 1952.

Nous avons l'honneur de vous faire connaître que la Délégation allemande pour les dettes extérieures et le Comité britannique des créanciers à long et à moyen terme de l'Allemagne (»British Committee of Long-term and Médium-term Creditors of Germany») sont convenus des modalités suivantes pour la conversion et le règlement des dettes obligataires extérieures en mark or de Municipatilés allemandes:

1. Il est convenu que les modalités prévues au paragraphe 7 (1) (f) de l'Annexe 3 au Rapport de la Conférence des Dettes pour la conversion et le règlement du service des obligations en Reichsmark émises et payables à l'étranger ne sont pas applicables aux emprunts libellés en mark-or ou en Reichsmark avec une clause-or des Municipalités de l'Allemagne Fédérale.

2. Le principe est admis que les obligations de ceux des emprunts en mark-or ou en Reichsmark avec une clause-or des Municipalités allemandes en Allemagne Fédérale, qui présentent un caractère spécifiquement étranger, seront converties en Deutschemark à raison de 1 mark-or ou 1 Reichsmark avec clause or pour 1 Deutschemark. La définition des critères applicables pour décider du caractère spécifiquement étranger de ces obligations devra se conformer aux règles qui résulteront des discussions prévues dans les clauses de réserve de l'article V, paragraphe 3, de l'Annexe 4 et de l'article 6 de l'Annexe 6 du Rapport de la Conférence des Dettes.

3. Les dettes des Municipalités allemandes, de l'Allemagne Fédérale au titre d'obligations en mark-or ou en Reichsmark avec clause-or présentant un caractère spécifiquement étranger, seront réglées conformément aux recommandations du paragraphe 7, Section (1) (a) à (e) et (g) à (j) de l'Annexe 3 au Rapport de la Conférence relatif aux obligations extérieures émises ou garanties par les Lander, les Municipalités et autres organisme publics analogues à l'intérieur de la République Fédérale d'Allemagne.

Nous vous demandons de bien vouloir approuver l'accord enregistré ci-dessus et de joindre le texte de la présente lettre à l'Annexe 1 à l'Accord des Dettes.

Veuillez agréer, etc.

(signé) HEMANN J. ABS.
Président de la Délégation allemande pour les dettes extérieures.

(signé) O. NIEMEYER.
Président du Comité de Négociation »A» de la Conférence des dettes extérieures allemandes.

ANNEXE I E

Accord sur le règlement des dettes de la Konversionskasse résultant de versements faits par des débiteurs dans le territoire de la Sarre et en Autriche France Luxembourg et Belgique

Délégation allemande pour
les dettes Extérieures.
243—18 Del. 38—1934)52.
A Sir Otto Niemeyer
c)o Council of Foreign Bondholders
17 Moorgate
Londres. E.C.2.

Cher Monsieur Londres 14 novembre 1952.

J'ai l'honneur de résumer comme suit l'accord réalisé au cours de nos discussions des 20 octobre et 14 novembre 1952 :

En exécution de l'obligation assumée dans le paragraphe 14 de l'Annexe 3 au Rapport final de la Conférence, le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne est prêt à régler de la façon suivante les dettes de la «Konversionskasse fur Deutsche Auslandsschulden» résultant de versements faits par des débiteurs dans le territoire de la Sarre et en Autriche, France, Luxembourg et Belgique dans la mesure où les créanciers n'ont pas reçu de versements en monnaie non allemande, ou bénéficié d'autres contre-parties.

I.—Dettes obligataires

1. Arriérés d'intérêts

Le rachat des coupons qui seront présentés sera effectué dans les conditions suivantes :

a) paiements effectués par des débiteurs du territoire de la Sarre: totalité; paiements effectués par des débiteurs de France, Luxembourg et Belgique : 60 o)o des paiements des débiteurs; les rachats seront faits au cours des années 1953 à 1957 comme suit:

coupons échus jusqu'à fin 1941 à la date d'échéance du premier coupon postérieur au 31 mars 1953;

coupons échus en 1942, à la date d'écheance du premier coupon postérieur au 31 mars 1954;

coupons échus en 1943, à la date d'échéance du pre-

coupons échus en 1943, à la date d'échéance du premier coupon postérieur au 31 mars 1955:

coupons échus en 1944, à la date d'échéance du premier coupon postérieur au 31 mars 1956;

coupons échus en 1945, à la date d'échéance du premier coupon postérieur au 31 mars 1957;

b) paiements effectués par des débiteurs d'Autriche: 60 o)o des paiements; les rachats seront faits au cours des années 1953 à 1957 comme suit :

coupons échus en 1938, à la date d'échéance du premier coupon postérieur au 31 mars 1953;

coupons échus entre le 1er janvier 1939 et le 30 juin 1940 à la date d'échéance du premier coupon postérieur au 31 mars 1954;

coupons échus entre le 1er juillet 1940 et le 31 décembre 1941 à la date d'échéance du premier coupon postérieur au 31 mars 1955;

coupons échus entre le 1er janvier 1942 et le 30 juin 1943 à la date d'échéance du premier coupon postérieur au 31 mars 1956;

coupons échus entre le 1er juillet 1943 et le 8 mai 1945 à la date d'échéance du premier coupon postérieur au 31 mars 1957.

2. Amortissement

L'amortissement du montant total à déterminer sera effectué soit par rachat de titres d'obligations, soit par paiement en espèces dans les conditions suivantes :

a) paiements effectués par des débiteurs du territoire de la Sarre: totalité;

b) paiements effectués par des débiteurs d'Autriche, France, Luxembourg et Belgique: 60 o)o des paiements du débiteur.

L'amortissement sera fait en 5 annuités égales, la première le 1er juillet 1953, les autres le 1er juillet de chacune des 4 années suivantes.

Au cas où le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne ne pourrait obtenir pour le 1er juillet 1953 un tableau général du montant total des amortissements à effectuer, il pourra commencer les paiements 3 mois après cette date au plus tard.

II.—Autres dettes

Le paiement sera effectué en espèces, les principes de la Section I ci-dessus s'appliquant mutatis mutandis, en 5 annuités égales, la première le 1er juillet 1953, les autres le 1er juillet de chacune des 4 années suibantes.

Au cas où le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne ne pourrait obtenir pour le 1er juillet 1953 un tableau d'ensemble du montant total à payer il pourra commencer les paiements 6 mois après cette date, au plus tard.

En vue de connaître le montant total des engagements en cause, le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne demandera aux créanciers et aux débiteurs par la voie d'annonce publique de notifier à la »Konversionskasse für Deutsche Auslandsschulden» toutes les créances non encore réglées d'une part, tous les paiements faits à la Konversionskasse d'autre part, et de soumettre à la Konversionskasse toutes les pièces justificatives existantes. La »Konversionskasse für Deutsche Auslandsschulden» à Berlin sera chargée d'enregistrer les dettes qui doivent être prises en considération.

III.— Faibles montants

Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne pourra à son choix payer dans un délai plus court des dettes obligatoires ou d'autres dettes de faible montant.

Je vous serait très obligé de bien vouloir me confirmer que la proposition ci-dessus constitue un exposé exact de l'Accord que nous avons atteint et peut, en conséquence, faire l'objet de l'échange de lettre envisagé.

Veuillez, agréer Cher Monsieur etc.....

(signé) ABS.

Council of Foreign Bondholders,
17, Moorgate, Londres, E.C.2,
18 novembre 1952

Cher Monsieur Abs

Je vous remercie de votre lettre du 14 novembre relative au règlement des bersements à la Konversionskasse dont il est question dans le paragraphe 14 (c) du Rapport du Comité A. (1)

Il est entendu que les mots figurant en haut de la page 2 (2) sont les suivants: »bis zum Ende des Jahres 1941» et que »am ersten auf den 31. Marz folgenden Kupontermin» désigne la première date d'échéance de coupon postérieur au 31 mars.

Sous réserve de ce qui précède, je suis d'accord avec votre lettre.

Veuillez agréer, etc.

(signé) O.E. NIEMEYER.
Président du Comité »A» de la
Conférence des Dettes Extérieures
allemandes.

M. Hermann J. Abs.

(1) Annexe 3 au Rapport de la Conférence (Annexe) Ide l'Accord).

(2) Section I. (a) 1er alinéa).

ANNEXE II

Recommandations agréées pour le Règlement des Dettes financières privées allemandes à moyen et long terme

(Note : Le texte reproduit ci-dessous est celui de l'Annexe 4 au Rapport de la Conférence des Dettes Extérieures allemandes avec les modifications nécessaires pour assurer la concordance des textes dans les trois langues. Un accord supplémentaire conclu entre les parties, au titre de la présente Annexe, après la clôture de la Conférence est joint ci-après en Sous-Annexe II A.]

TABLE

Article 1. Introduction.
» II. Définitions.,
» III. Description ,des dettes visées.
» IV. Détermination du montant dû.
» V. Modalités de règlement.
1. Principal.
2. Dettes en monnaies étrangères comportant une clause-or.
3. Dettes en monnaie allemande comportant une clause-or.
4. Arriérés d'intérêt.
5. Nouveau taux d'intérêt.
6. Taux d'intérêt dans le cas de conversion effective.
7. Modalités de paiement des iàtérêts.
8. Modalités d'amortissement.
9. Duréesdes emprunts.
10. Remboursement des dettes de faible montant
11. Cas où le débiteur se trouve dans une situation financière difficile.
12. Garanties.,
13. Fonds de réserve et d'amortissement.
14. Fourniturel, de devises étrangères.
15. Défaut du débiteur.
16. Modification des conditions de règlement.
17. Affectation au bénéfice des débiteurs des concessions faites par les créanciers.
VI. Dispositions diverses .
1. Remboursements en monnaie allemande
2. Cession de créance.
3. Cession de dette.
VII. Procédure de négociation des nouveaux contrats.
VIII. Représentation des créanciers.
IX. Conité d'arbitrage et de médiation.
X. Dépeuses des créanciers, représentants des créanciers et autres personnalités.
XI. Entrée ,en vigueur.

Article I

Introduction

Le présent Accord établit les conditions et les procédures applicables au règlement des dettes définies à l'Article III ci-dessous. Il ne modifie pas de lui-même les conditions des dettes en cause. Au contraire, il est envisagé que de nouveaux contrats seront conclus entre les débiteurs allemands et leurs créanciers respectifs,

conformément aux dispositions du présent Accord. Les nouveaux contrats reprendront les conditions des contrats existants sauf dans la mesure où ceux-ci seraient modifiés par les arrangements conclus entre créancier et débiteur dans le cadre du présent Accord.

Article II.

Définitions.

Dans le cadre du présent Accord, les expression ci-dessous devront, sauf si leur contexte exige une autre interprétation, être entendues comme suit:

Contrat initial—le contrat conclu à l'époque où l'emprunt a pris naissance.

Contrat existant—le contrat initial, sauf lorsque ce contrat a fait l'objet d'une ou plusieurs conversions effectives, auquel cas l'expression »contrat existant» doit s'entendre du contrat résultant de la dernière conversion effective.

Conversion effective—toute modification des conditions d'un contrat d'emprunt est considérée comme conversion effective si elle a eu lieu avant le 9 juin 1933 exclu ou encore si elle a eu lieu après cette date pour tenir compte de l'insolvabilité survenue ou imminente du débiteur ou à la suite de libres négocations, sous réserve que:

a) Dans tout litige sur le point de savoir si la modification a été librement négociée, la présomption contraire sera adoptée si le creéancier était représenté à la negociation par le Séquestre allemand des biens ennemis ou si l'arrangement a résulté de la simple acceptation par le créancier d'une offre unilatérale du débiteur.

b) Dans tout litige le débiteur aura la charge de prouver que la conversion est une conversion effective.

c) Dans le cas des emprunts des églises, toute conversion sera considérée comme effective.

Gréancier—comprend tout représentant de créanciers désigné en applcication des dispositions de lA'rticle VIII du présent Accord.

Allemagne—le territoire situé à l'intérieur des frontières du Reich allemand au 1er janvier 1937.

Résider sur le territoire de—Avoir sa résidance habituelle (mit gewöhnlichem Aufenthalt oder Sitz) sur ce territoire; les personnes marales sont censées avoir leur résidence habituelle sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne ou de Berlin (Ouest) lorsqu'elles sont inscrites au Registre du Commerce de ce territoire.

Article III.

Description des dettes visées.

1. Le présent Accord est applicable à tous les emprunts obligataires et non obligataires émis ou contractés à l'extérieur de l'Allemagne à condition:

a) Que l'emprunt soit antérieur au 8 mai 1945;

b) que la durée de l'emprunt prévue par le contrat initial soit égale ou suprérieure à 5 ans:

c) que le débiteur soit une société de personnes ou de capitaux, une association, une entreprise, une banque, une église, une institution de bienfaisance ou toute autre institution privée;

d) que, le 1er janvier 1953, ou à toute date ultérieure à laquelle ses créanciers lui demanderont de faire une offre de règlement, le débiteur ait sa résidence sur le territoire de la République Fédérale allemande ou de Berlin (Ouest);

e) que l'emprunt soit, ou libellé en monnaie non allemande, ou libellé en monnaie allemande avec une clause d'option de change en monnaie non allemande ou une clause-or.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent Article, le présent Accord n'est pas applicable:

i) aux catégories suivantes de dettes qui requièrent un traitement spécial:

a) dettes des services publics de la Ville de Berlin situés sur son territoire et contrôles par elle;

b) dettes envers la ou les personnes directement ou indirectement propriétaires de la personne morale débitrice;

c) dettes au titre des emprunts dont le montant initial, converti sur la base du taux de change en vigueur le 1er juillet 1952, était unférieur à 40.000 dollars des Etats-Unis;

d) dettes visées par les Accords germano-suisses des 6 décembre 1920 et 25 mars 1923 (dites «Schweizer Frankengrundschulden»);

ii) aux dettes des usines hydro-électriques frontalières du Rhin appartenant conjointement à l'Allemagne et à la Suisse. Il subsiste trois emprunts obligataires et deux emprunts non obligataires dûs par des sociétés allemandes à des porteurs suisses et à d'autres créanciers. Eu égard à certaines caractéristiques particulières inhérentes à la gestion d'usines électriques en propriété mixte, situées le long du Rhin, le règlement de cedettes est liè à d'autres problèmes. Vu ces circonstances, leur règlement définitif (sur lequel il est actuellement impossible d'arriver à un accord) est réservé en vue d'être réglé par des négociations directes entre la Suisse et la République Fédérale d'Allemagne; les créanciers ont cependant convenu qu'au cours de la négociation de ce règlement ils ne revendiqueraient pas un montant annuel supérieur à 5 millions de francs suisses pour les cinq années suivant le 1er janvier 1953.

3. Aucune dette ne pourra être exclue, pour le seul motif qu'un nouveau débiteur en devient ou en est devenu responsable, soit avant soit après le 8 mai 1945, par l'application de la loi ou pour toute autre raison. Par exemple, les dettes des entreprises visées par la Loi 27 de la Haute Commission Alliée portant «Réorganisation des industries charbonnières et sidérurgiques allemandes», ne pourront en aucun cas étre exclues, motif pris de ce qu'elles auraient étè reprises par les sociétés nouvelles ou autres sociétés ayant succédé à ces entreprises.

4, Le présent Accord n'est pas applicable aux obligations et coupons qui doivent faire l'objet d'une validation aux termes de la loi allemande de validation du 19 août 1949 (Wirtschaftsgesetzblatt, page 295) et de la loi allemande de validation des valeurs mobilières étrangères d'août 1952, tant que ceux-ci n'auront pas été validés conformément aux dispositions de toute loi de l'espèce ou de tout accord intergouvernemental qui pourrait être conclu à ce sujet avec le pays où l'emprunt à étè émis.

5. Pour diverses raisons les dettes de la Banque Centrale allemande pour l'Agriculture (Deutsche Rentenbank Kreditanstalt) posent un problème particulièrement complexe. Du fait de la division du territoire allemand, la Banque se trouve temporairement dans l'impossibilité de recouver ses éléments d'actif investis en Allemagne Orientale, et dans cette mesure, le montant de la dette couverte par le présent Accord a, en conséquence, subi diverses réductions fixées par les règlements en viguer, le pourcentage de réduction, différent dans chaque cas particulier, variant de 20 à 67 o)o du monsant des emprunts exissants. Les représentants allemands ont déclaré qu'il n'était pas pour le moment au pouvoir du Gouvernement Fédéral de modifier cette situation, qui résulte en particulier des règlements pris dans le cadre des lois de conversion monétaire. Il est cependant convenu que le Gouvernement Fédérale fera tout son possible pour faciliter le règlement des dettes de la Banque et les paiements d'intérêt et d'amotissement prévus par les Lois et règlements susvisés.

Les représentants des créanciers réservent le droit de ces derniers de faire appel à toutes les voies de recours qui pourraient leur être ouvertes pour obtenir la modification d'un règlement qu'ils considèrent comme préjudiciable à leurs insérêts et de nature à créer une discrimination entre les différentes caségories de créanciers.

Il est entendu que la Banque restê responsable envers ses créanciers des dettes garanties par des avoirs situés en Allemagne orientale, et qu'elle reprendra le serivice de ces dettes dès que ces avoirs seront de nouveau à sa disposition.

Banque et les paiements d'intérêt et d'amortissement prévus par les Lois et devront recevoir application des mêmes principes.

6. Lorsque le cas de l'Emprunt allemand de la Potasse sera traité dans le cadre de tout Plan de règlement élaboré en application du présent Accord, les caractéristiques particulières de cet emprunt devront être prises en considération.

Article IV.

Détermination du montant dû

1, Le montant dû au titre d'une dette quelconque visée par le présent Accord comprend le principal et tous les arriérés d'intérêt impayés au 1er janvier 1953. Les arriérés d'intérêt seront calculés comme des intérêts simples, sur la base du taux prévu par le contrat existant et sans égard à l'arrivée éventuelle de la dette à échéance avant cette date, ni aux conséquences, dans le cadre du contrat existant, de tout défaut antrérieur à cette date.

2. Est considéré comme impayé au sens du paragraphe 1, tout montant qui n'a pas été reçu et accepté expressément ou implicitement par le créancier. L'acceptation par ce dernier de bons de consolidation, de certificats ou de versements en espèces remis par la Konversionskasse est considérée comme emportant paiement de la dette ou de la fraction de la dette au titre de laquelle ces bons, certificats ou versements ont été acceptés.

Article V.

Modalités de règlement.

1. Principal.

Le principal des dettes dues ne subira aucune réduction.

2. Dettes en monnaies étrangères comportant une clause-or.

a) Dollar-or et franc suisse-or.

Les dettes libellées en dollars-or ou francs suisses-or seront calculées à raison d'un dollar courant pour un dolar-or et d'un franc suisse courant pour un franc suisse-or, et les nouveaux contrats seront libellés, suivant le cas, en dollars courants ou en francs suisses courants.

b) Autres devises avec clause-or.

Pour les autres dettes avec clause-or (à l'exeption des dettes en monnaie allemande avec clause-or-voir paragraphe 3 ci-dessous) les sommes dues seront payables seulement dans la monnaie du pays dans lequel l'emprunt a été contracté ou émis (cette monnaie est désignée ci-après par l'expression «monnaie d'émission»). Le montant dû sera calculé à la contre-valeur, sur la base du taux de change en vigueur à l'époque de l'échéance, de la somme en dollars américains obtenue en convertissant en dollars américains le montant de l'obligation, exprimé dans la monnaie d'émission, sur la base du taux en vigueur à l'époque du contrat ou de l'émission. Le montant en monnaie d'émission ainsi obtenu ne pourra cependant être inférieur à ce qu'il aurait été sur la base du taux de change en vigueur le 1er août 1952.

3. Dettes en monnaie allemande comportant une clause-or.

a) Le principe est admis que les dettes financières et hypothèques de l'espèce, libellées en mark-or ou en Reichsmark avec une clause-or, et présentant un caractère spécifiquement étranger devront être converties en Deuschemark au taux de 1 mark-or-ou un Reichsmark avec clause-or-pour 1 Deutschemark.

b) La définition des critères applicables pour décider du caractère spécifiquement étranger des dettes ci-dessus fera l'objet de négociations ultérieures (1). Les deux parties réservent leur position quant à la détermination des cas dans lesquels le principe ainsi établi pourra être appliqué ainsi que de ses modalités d'application. Il appartiendra à la Délégation allemande de décider de quelle manière la solution qui sera trouvée pourra être insérée dans le cadre des lois allemandes sur la réforme monétaire et sur la péréquation des charges nées de la guerre ou le d'après-guerre.

c) Les négociations prévues à l'alinéa ci-dessus entre une Délégation allemande et des représentants de créanciers auront lieu avant le 31 octobre 1952 au plus tard.

4. Arriérés d'intérêts.

Sous réserve des dispositions du paragraphe 6 ci-dessous, les deux tiers des intérêts impayés au 1er janvier 1953 seront consolidés, le troisième tiers étant annulé. Les intérêts consolidés s'ajouteront au montant du principal impayé pour consituer le nouveau principal.

5. Nouveau taux d'intérêt.

Sous réserve des dispositions du paragraphe 6 ci-dessous les intérêts recommenceront à courir à compter du 1er janvier 1953, quelle que soit la date à laquelle le nouveau contrat sera conclu en application du présent accord. Leur taux sera fixé à 75 o)o du taux d'intérêt prévu dans le contrat existant. Toutefois, ce nouveau taux courant d'intérêt ne devra pas dépasser 5 1)4 o)o pour les dettes obligataires et 6 o)o pour les dettes non obligataires, ni être infétrieur à 4 o)o, sauf lorsque le taux prévu dans le contrat existant est lui-même inférieur à ce chiffre, auquel cas c'est ce dernier taux qui devra être utilisé.

6. Taux d'intérêt dans le cas de conversion effective.

Lorsque la dette aura fait l'objet d'une conversion effective, le débiteur devra, à son choix.

a) Soit consolider tous les intérêts impayés au 1er janvier 1953, sur la base du taux prévu dans le contrat existant, et verser, à partir de la même dâte, un intérêt calculé sur la base de l'intégralité du taux prévu dans ce contrat.

b) soit consolider les intérêts impayés et verser pour l'avenir un intérêt courant, comme si le contrat initial était encore en vigueur et comme si les paragraphes 4 et 5 du présent article étaient applicables.

7. Modalités de paiement des intérêts.

Les intérêts afférents à la période commençant le 1er janvier 1953 seront payables en deux versements semestriels au minimum. Il sera procédé aux ajustements nécessaires dans tous les cas où, le nouveau contrat n'ayant été conclu qu'après le 1er janvier 1954, il ne pourra raisonnablement être demandé au débiteur de payer immédiatement la totalité des intérêts échus entre le 1er janvier 1953 et la date de la conclusion du nouveau contrat.

8. Modalités d'amortissement

a) L'amortissement s'effectuera au moyen d'annuités égales, de 1958 à 1962, à 1 o)o du nouveau montant en principal, et à compter de 1962 jusqu'à la date de l'échéance finale, à 2o)o de ce nouveau mon-

(1) Voir l'Annexe VII.

tant en principal. Après 1958, l'annuité d'amortissement s'augmentera du montant annuel des intérêts afférents à la fraction de la dette déjà amortie au cours des années précédentes, à l'exclusion toutefois de la fraction amortie dans les conditions prévues à l'alinéa (d) ci-dessous.

b) L'amortissement sera effectué chaque année à la date d'échéance du premier versement d'intérêt afférent à l'année en cours. Au cas où le premier janvier 1958 ne coinciderait pas avec la date d'échéance du premier versement d'intérêt, la première annuité d'amortissement couvrira la période allant du 1er janvier 1957 à la date d'échéance du premier versement d'intérêt. Le même principe sera appliqué lorsque l'annuité sera portée à 2 o)o.

c) Tous les versements au titre de l'amortissement seront affectés à la réduction du nouveau montant en principal. Dans le cas des emprunts obligataires, l'annuité d'amortissement sera utilisée au rachat au pair ou à la valeur faciale d'obligations désignées par la voie d'un tirage au sort, sauf convention contraire entre le débiteur et ses créanciers.

d) Aussi longtemps que le service sera poursuivi conformément aux dispositions du nouveau contrat, le débiteur pourra procéder à des amortissements supplémentaires par le moyen de son choix et, notamment, par rachat en bourse ou par acquisition d'obligations dans toutes autres conditions.

9. Durée des emprunts

Les nouveaux contrats prévoiront le remboursement total des emprunts dans un délai compris entre 10 ans au minimum et 25 ans au naximum à compter du 1er janvier 1953. La nouvelle date d'échéance devra être fixée par accord entre le débiteur et ses créanciers. Dans les limites ci-dessus, le débiteur devrait proposer la date de remboursement la plus rapprochée possible, compte tenu de sa situation particulière.

Il est envisagé qu'un délai de remboursement compris entre 10 et 15 ans, et pouvant dans certains cas exceptionnels aller jusqu'à 20 ans, sera accordé aux débiteurs de l'industrie, aux banques et aux églises. Les services publics et les industries de base pourront toutefois porter le délai à 20 ans, mais sans pouvoir dépasser 25 ans en aucun cas. Dans le cas de dettes non obligataires, le délai normal de remboursement sera de 10 ans.

10. Remboursement des dettes de faible montant

Dans tous les cas où le montant restant dû sur une dette particulière est très faible, ou est faible par rapport au montant initial de l'emprunt, des accords pourront être conclus en vue du remboursement anticipé et de la liquidation définitive du montant total de la dette et des arriérés d'intérêt, sans qu'il soit tenu compte des dispositions des paragraphes 8 et 9 du présent article.

11. Cas où le débiteur se trouve dans une situation financière difficile

Dans tous les cas où, en raison de criconstances extraordinaires affectant la situation financière d'un débiteur particulier - y compris, par exemple, la perte d'éléments d'actif situés en Allemagne mais hors du territoire de la République Fédérale d'Allemagne ou de Berlin (Ouest) - il sera, matériellement ou pratiquement, impossible à ce débiteur de proposer un nouveau contrat selon les modalités prévues dans le présent Accord, rien n'empêchera le débiteur intéressé de conclure avec ses créanciers un accord comportant les ajustements qui pourraient être réputés nécessaires, compte tenu des circonstances particulières à son cas d'espèce.

12. Garanties

Sous réserve des dispositions législatives applicables, les dispositions des contrats existants relatives aux privilèges, garanties collatérales et sûretés d'autres types, constitués dans l'intérêt des créanciers, resteront en vigueur. Cependant, dans la mesure où la sûreté prévue dans le contrat existant ne correspondra plus par sa nature ou par sa valeur au nouveau montant en principal de la dette ou ne répondra plus à la situation existant lors de la conclusion du nouveau contrat, le débiteur pourra proposer d'en modifier la nature ou la valeur. La nouvelle sûreté proposée par le débiteur devra cependant être suffisante et acceptable par le créancier.

Dans la mesure où la sûreté aura été diminuée ou sensiblement modifiée, le débiteur devra effectuer les rajustements nécessaires pour donner à ses créanciers une protection au moins équivalente à celle dont ils bénéficiaient à l'origine.

Le créancier pourra exiger et son débiteur devra fournir, des sûretés raisonnables, ou prévoir d'autres clauses de garantie acceptables pour le créancier.

13. Fonds de réserve et d'amortissement

Etant donné que l'amortissement ne commencera qu'en 1958 et seulement au taux relativement faible de 1 o)o, porté en 1964 à 2 o)o seulement, les débiteurs devront viser à s'assurer une situation financière suffisamment solide avec les liquidés suffisantes pour satisfaire à leurs obligations lors de l'expiration des emprunts. En conséquence, des dispositions supplémentaires devraient être négociées entre créanciers et débiteurs; elles pourront prévoir l'établissement de fonds de réserve ou d'amortissement alimentés par le versement d'une annuité calculée, soit sur la base d'un certain pourcentage du bénéfice net avant tout versement de dividendes, soit selon toutes autres modalités qui pourraient être convenues.

14. Fourniture de devises étrangères

Le débiteur prendra les mesures exigées par la loi allemande pour se procurer les devises étrangères nécessaires à l'exécution de la totalité de ses obligations au titre du nouveau contrat.

15. Défaut du débiteur

En cas de défaut du débiteur, indépendamment des sanctions prévues par le nouveau contrat, le créancier aura droit, pour la durée du défaut, a des intérêts calculés sur la base du taux prévu dans le contrat existant.

16. Modification des conditions de règlement

Aucune des dispositions du présent Accord n'interdit a un débiteur d'obtenir, avec le consentement de ses créanciers, des modalités de règlement plus favorables pour le débiteur que celles qui sont prévues dans le présent Accord.

17. Affectation au bénéfice des débiteurs des concessions faites par les créanciers.

Les créanciers considèrent que le bénéfice des concessions consenties par eux dans le cadre du présent Accord doit profiter aux débiteurs.

Article VI

Dispositions diverses

1. Remboursement en monnaie allemande

Tout débiteur pourra, à la demande de l'un quelconque de ses créanciers, prendre les dispositons nécessaires pour rembourser et monnaie allemande tout ou partie d'une dette particulière.,

2. Cession de créances

En sus du cas des obligations, le créancier pourra céder sa créance ou une fraction importante de celle-ci à une autre personne ayant sa résidence habituelle en dehors de la République Fédérale d'Allemagne ou de Berlin (Ouest), à condition que :

a) le cessionnaire réside dans la même zone monétaire que le cédant;

b) la cession n'ait pas pour effet de modifier les éléments caractéristiques de la créance;

c) la cession ne serve ni directement ni indirectement au règlement de la créance.

3. Cession de dettes

Les Autorités allemandes de contrôle des changes examineront avec bienveillance toutes les demandes visant à la reprise d'une dette existante par un nouveau débiteur allemand et à la substitition d'une nouvelle sûreté à la sûreté ancienne.

Article VII

Procédure de négociation des nouveaux contrats

1. Les dispositions des contrats particuliers à conclure entre les créanciers individuels et leurs débiteurs, et les détails techniques y afférents, devront être inclus dans l'offre de règlement faite par le débiteur allemand.

2. Toutes les propositions d'accords, contrats, actes ou avenants, devront être approuvés, quant à leur forme et leur contenu, par un comseiller juridique des créanciers, si ces derniers en expriment le désir.

3. Chaque débiteur devra, avant le 30 juin 1953, ou dans un délai de 6 mois à compter de la date à laquelle il aura fixé sa résidence dans la République Fédérale d'Allemagne ou à Berlin (Ouest), préparer et soumettre à son créancier une offre détaillée de règlement. Le créancier pourra demander à son débiteur, et le débiteur devra accepter, de négocier avec lui sur l'un quelconque des points particuliers de l'offre.

4. Le terme »créancier» utilisé dans les paragraphes 2 et 3 du présent article, devra, dans le cas des emprunts obligataires, s'entendre de tout représentant des créanciers désigné en application des dispositions de l'Article VIII du présent Accord.

5. Dans le cas des emprunts obligataires, selon les possibilités pratiques ou les usages des divers marchés sur lesquels les obligations avaient été émises, les modalités de règlement pourront être portées, par estampillage, sur les obligations existantes ou de nouvelles obligations pourront être remises en échange des titres en circulation; de leur côté les arriérés d'intérêt pourront faire l'objet de nouvelles obligations ou de scrips échangeables contre des obligations. Les obligations estampillées ou les nouvelles obligations se conformeront à l'usage habituel du marché. Les débiteurs chargeront, à leurs propres frais, les institutions bancaires appropriées de l'exécution du règlement. Ils devront de même satisfaire, à leurs frais, à toutes les conditions fixées par les autorités publiques et les bourses de valeurs afin d'assurer la négociabilité des obligations.

Article VIII

Représentation des créanciers

Les Comités ou les organisations dont les délégués ont participé à la Conférence des Dettes Extérieures allemandes en qualité de représentants des divers groupes nationaux de créanciers intéressés au présent Accord (ces Comités et organisations seront désignés ci-après par l'expression »Comités de Créanciers») désigneront, en qualité de représentants des créaàciers, sous réserve du droit à approbation de leurs Gouvernements respectifs, les personnes ou les organisations selon ce qui pourra être nécessaire pour faciliter l'élaboration des règlements particuliers entre débiteurs et créanciers individuels dans le cadre du présent Accord. Ils pourront, eux-mêmes, agir en cette qualité. Il ne pourra être désigné plus d'un représentant ou d'une organisation représentative dans chaque cas particulier, sauf que, lorsque les Comités de créanciers l'estimeront nécessaire à la pleine protection des droits des porteurs des différentes tranches d'un emprunt émis par un débiteur particulier, un représentant ou une organisation représentative, au maximum, pourra être désigné pour chaque tranche. Le débiteur allemand est en droit de demander aux Comités de créanciers de désigner ces représentants. Le fait d'avoir participé à la Conférence des dettes ne saurait empêcher quiconque de participer, en quelque qualité que ce soit, à toute négociation entreprise par application du présent Accord.

Article IX

Comité d'arbitrage et de médiation

1. Compétence,

Un Comité d'arbitrage et de médiation sera établi en vue de faciliter l'intervention des règlements entre les débiteurs individuels et leurs créanciers. Ce Comité agira ,comme médiateur et arbitre entre le débiteur et ses créanciers lorsqu'ils n'auront pu se mettre d'accord entre eux sur les modalités de l'offre de règlement qui doit être faite. Chacune des deux parties est en droit de porter une question en litige devant le Comité.

La décision du Comité sera obligatoire pour les deux parties Le débiteur sera tenu d'offrir à ses créanciers les modalités de règlement exposées dans cette décision. Le créancier sera tenu de les accepter,(1)ou, dans le cas d'un emprunt obligataire pour le règlement duquel les porteurs sont représentés conformément aux dispositions de l'Article VIII du présent Accord, le représentant des créanciers sera tenu d'en recommander l'acceptation aux porteurs .

Lorsqu'un représentant des créanciers aura été désigné par application de l'Article VIII du présent Accord, les droits des créanciers au titre du présent Article seront exercés par ledit représentant.

2. Composition

Le Comité se composera de quatre membres nommés par les créanciers et de quatre membres nommés par les débiteurs. Le Comité pourra, à la demande de la majorité de ses membres, élire un membre supplémentaire pour l'examen d'une affaire déterminée. Le Président du Comité sera élu parmi les représentants des créanciers. Le premier Président en exercise sera le représentant américain. Un suppléant pourra être désigné pour chaque membre. Chaque membre du Comité, y compris le Président, disposera d'une voix.

3. Désignation des membres

Les membres du Comité seront désignés comme suit :

a) Les représentants des créanciers seront nommés par des organisations désignées par les Comités de Créanciers des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la Suisse et des Pays-Bas. Lorsque les créanciers d'un pays particulier seront spécialement intéressés à une affaire déterminée, un membre nommé par le Comité de Créanciers de ce pays remplacera, si ce Comité en fait la demande, un des membres du Comité d'Arbitrage en qualité de suppléant.

b) Les représentants des débiteurs seront nommés par le Chef de la Délégation allemande pour les Dettes extérieures.

4. Procédure

Le Comité pourra établir les sous-Comités qui lui paraîtraient nécessaires pour l'examen d'un cas particulier et désigner des membres temporaires pour faire partie de ces sous-Comités.

La procédure à suivre dans la présentation des litiges, les lieux et dates des audiences, la forme de la notification des audiences et toutes autres questions se rapportant au fonctionnement du Comité ou de ses sous-Comités seront fixés par le Comité.

(1) Voir Annexe II A.

5. Frais

Les membres du Comité, y compris les membres temporaires, seront remboursés de tous frais de voyage et autres frais qu'ils auront exposés dans l'accomplissement de leur mission; ils recevront en outre, pour le temps passé dans l'exercice de leurs fonctions des honoraires dont le montant sera établi par le Comité.

Toutes les dépenses et les frais exposés par le Comité ou ses membres, y compris les membres temporaires à l'occasion d'un litige particulier, seront à la charge du débiteur allemand partie à ce litige. Dans tous les cas cependant, lorsque le Comité ou le Sous-Comité approprié reconnaîtra que le recours au Comité n'a pas été fait de bonne foi par un créancier, ou qu'il y a fol appel, les frais et dépenses devront être supportés par ce créancier, dans la mesure fixée par le Comité ou le Sous-Comité.

Toutes les autres dépenses du Comité et de ses membres, y compris l'indemnisation de ces derniers pour le temps qu'ils consacrent aux travaux du Comité, seront remboursées par les débiteurs, soit par répartition, soit autrement.

Article X

Dépenses des Créanciers, représentants de Créanciers et autres personnalités.

1. Les débiteurs visés par le présent Accord rembourseront toutes les dépenses exposées, à l'occasion de la Conférence des Dettes ou de l'exécution du présent Accord, par chaque Comité de Créanciers.

2. Les dépenses exposées par les créançiers à l'occasion de négociations entreprises entre un débiteur et ses créanciers, conformément aux dispositions de l'Article VII du présent Accord, seront à la charge du débiteur en cause. Ces dépenses seront remboursées, dans le cas des dettes non obligataires, aux créanciers, et, dans le cas des dettes obligatares aux représentants des créanciers désignés conformément aux dispositions de l'Article VIII du présent Accord.

3. Le terme «dépenses» utilisé aux paragraphes 1 et 2 du présent Article comprend également le versement d'honoraires raisonnables pour les services rendus. Tout litige quant au caractère raisonnable des dépenses remboursables par application du présent article pourra être porté devant le Comité d'Arbitrage et de Médiation.

4. Les versements prévus par le présent Article n'interdisent pas aux représentants des créanciers d'exposer et de poursuivre le remboursement de frais additionnels auprès des porteurs d'obligations ou des créanciers.

Article XI

Entrée en vigueur

Aucun versement ne pourra être effectué, en exécution des conditions d'une offre de règlement formulée en application du présent Accord, avant la date de l'entrée en vigueur de l'Accord Intergouvernemental sur les Dettes extérieures allemandes envisagé. Les débiteurs devront cependant au plus tôt préparer les offres de règlement, les présenter à leurs créanciers conformément aux dispositions de l'Article VII du présent Accord, procéder aux négociations qui pourraient être néccessaires et, d'une façon générale, prendre les dispositions appropriées pour hâter la préparation des offres nouvelles envisagées dans le présent Accord.

ANNEXE II A

Interprétation du second paragraphe de l'Article IX, section 1, de l'Annexe II

A la Commission Tripartite des Dettes Allemandes,
29, Chesham Place, Londres, S.W. 1.

Messieurs, , 12 novembre 1952.

Notre attention a été appelée sur un malentendu qui s'est élevé quant au sens du 2ème alinéa du paragraphe 1 de l'Article IX de l'Annexe 4 du Rapport de la Conférence des Dettes extérieurs allemandes. Cet alinéa est rédigé comme suit:

».....,

La décision du Comité sera obligatoire pour les deux parties. Le débiteur sera tenu d'offrir à ses créanciers les modalités de règlement exposées dans cette décision. Le créancier sera tenu de les accepter ou, dans le cas d'un emprunt obligataire pour le règlement duquel les porteurs sont représentés conformément aux dispositions de l'Article VIII du présent Accord, le représentant des créanciers sera tenu d'en recommander l'acceptation au porteur.

.....»

Ce sont les mots en italiques («de les accepter») qui ont donné lieu au malentendu. Pour en préciser l'interprétation correcte il conviendrait de remplacer ces termes par les suivants: «de reconnaître que ces modalités sont en accord avec les dispositions du présent Accord.»

Nous serions reconnaissants à la Commission Tripartite de bien vouloir noter que le sens qu'il convient d'attacher au 2ème alinéa du paragraphe 1 de l'Article IX de l'Annexe 4 est celui qui ressortirait de la rédaction suivante:

«La décision du Comité sera obligatoire pour les deux parties. Le débiteur sera tenu d'offrir à ses créanciers les modalités de règlement exposées dans cette décision. Le créancier sera tenu de reconnaître que ces modalités sont en accord avec les dispositions du présent Accord ou, dans le cas d'un emprunt obligataire pour le règlemant duquel les porteurs sont représentés conformément aux dispositions de l'Article VIII du présent Accord, le représentant des créanciers sera tenu d'en recommander l'acceptation au porteur.»

Veuillez agréer, etc.

(signé) N. LEGGETT.
Président du Comité de Négociation «B» de la Conférence des dettes extérieures allemandes.

(signé) HERMANN J. ABS.
Président de la Délégation allemande pour les dettes extérieures.

ANNEXE III.

Recommandations agréées pour le Règlement des Dettes de Standstill.

Accord de Crédit Allemand de 1952.

[Note: Le texte reproduit ci-dessous est celui de l'Annexe 5 au Rapport de la Conférence des dettes extérieures allemandes. Les accords supplémentaires conclus entre les parties, au titre de la présente Annexe, après la clotûre de la Conférence font l'objet de la sous-annexe III A.]

Le présent Accord est conclu entre un Comité représentatif des entreprises bancaires, Commerciales et industrielles situées sur le territoire de la République Fédérale d'Allemangne et dans les secteurs occidentaux de Berlin (Ce Comité est désigné ci-après sous le nom de «Comité allemand». Cette expréssion devra s'entendre de toute institution ou organisme qui pourrait succéder audit Comité dans l'exercice de l'une quelconque des fonctions qui lui incombent dans le cadre du présent Accord), la Bank Deutscher Laender (cette expréssion devra s'entendre de toute institution ou organisme qui pourrait succéder à la Bank Deutscher Laender dans l'une quelconque des fonctions qui lui incombent dans le cadre du présent Accord) et ceux des Comités suivants designés collectivement ci-après par l'expassion «Les Comités bancaires étrangers») qui deviendront partie audit Accord, c'est-à-dire les Comités représentatifs des entreprises bancaires excerçant leur activité aux

Etats-Unis d'Amérique, dans le Royaume-Uni et en Suisse, respectivement.

Considérant:

1. Qu'un Accord pour le maintien des crédits bancaires à court terme accordés à l'Allemagne, entré en vigueur le 17 septembre 1931, a été conclu par les créanciers bancaires étrangers en réponse à la demande de la Conférence des Sept Puissances réunie à Londres en juillet 1931 engageant «les créanciers bancaires étrangers de l'Allemagne à prendre des mesures concertées en vue de maintenir le volume des crédits déjà accordés par eux à l'Allemagne» et sur la base de la déclaration de la dite Conférence selon laquelle »pour assurer le maintien de la stabilité financière de l'Allemagne, essentiel aux intérêts du monde entier», les Gouvernements intéressés »étaient disposés à coopérer, dans la mesure de leurs moyens au rétablissement de la confiance».

2. Que ces crédits bancaires à court terme ont été maintenus par une série d'Accords annuels successifs dont le dernier en date (désigné ci-après par l'expression «Accord de 1939») devait venir à expiration le 31 mai 1940, mais a été, en raison de l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne d'une part et le Royaume-Uni et ses alliés d'autre part, dénoncé le 4 septembre 1939, par notification adressée au nom des Comités représentant les créanciers bancaires résidant aux Etats-Unis et en Angleterre, conformément aux dispositions du dit Accord.

3. Qu'à la suite de la dénonciation de l'Açcord de 1939, certains accords ont été conclus en 1939 et en 1940 entre le Comité des Créanciers Américains et les parties allemandes intéressées en vue du maintien (avec certaines restrictions et modifications) de ceux des crédits bancaires à court terme qui avaient été accordés par les créanciers bancaires étrangers résidant aux Etats-Unis; le second de ces accords étant arrivé à expiration le 31 mai 1941.

4. Qu'à la suite de la dénonciation de l'Accord de 1939, certains autres accords ont été conclus entre le Comité des créanciers suisses et les parties allemandes intéressées en vue du maintien (avec certaines restrictions et modifications) de ceux des crédits bancaires à court terme qui avaient été accordés par des créanciers bancaires étrangers résidant en Su sse; tous ces Accords étant, depuis lors, arrivés à expiration.

5. Que, conformément aux dispositions du dernier des précédents Accords applicable, chacune des dettes résultant de l'octroi à l'Allemagne desdits crédits bancaires à court terme est arrivée à échéance à l'expiration de l'Accord la concernant, avec les effets qui y étaient stipulés, et que toutes ces dettes (y compris celles résultant des crédits qui ont été substitués à certains des crédits à court terme initialement visés par un ou plusieurs des précédents Accords) sont alors devenues exigibles et payables par leurs débiteurs respectifs (avec les intérêts et les autres charges échus ou à échoir) dans les monnaies étrangères correspondantes; que ces dettes restent exigibles et payables dans les mêmes conditions, sauf dans la mesure où elles ont été réduites ou éteintes entre-temps par des versements ou des remboursements en devises étrangères ou en monnaie allemande. Aucune disposition n'a été prise jusqu'ici pour permettre le remboursement du solde de ces dettes dans les monnaies dans les quelles elles étaient libellées;

6. Que les établissements bancaires, commerciaux et industriels situés sur le territoire de la République fédérale ont, par l'intermédiaire du Comité Allemand, prié leurs créanciers bancaires étrang rs de conclure un nouve l'Accord en vue de régler le remboursement des dettes à court terme non payées et d'instituer les moyens de rétablir les conditions normales de financement du commerce extérieur de la République Fédérale; que, pour répondre à cette demande, des dispositions appropriées ont été élaborées et insérées dans le présent Accord et que les Comités Bancaires Etrangers ont décidé de recommander aux Créanciers Bancaires Etrangers, dans leurs pays respectifs, d'accéder audit Accord;

7. Que le présent Accord a été signé par les Comités Bancaires Etrangers sous les conditions suivantes: le gouvernement de la République Fédéra e et les autres autorites appropriées (1) promulgueront et maintiendront, aussi longtemps que l'Accord restera en vigueur. les textes législatifs ou réglementaires qui pourraient être nécessaires pour rendre ses dispositions effectives; aucun text législatif ou réglementaire affectant d'une manière importante les obligations prévues par le présent Accord ne sera promulgué, et, en particulier, les textes législatifs promulgués et maintenus auront pour effet de garantir:

i) que les établissements bancaires, commerciaux ou industriels situés dans la République Fédérale ne feront aucune discrimination, en ce qui concerne les remboursements ou l'octroi des garanties, entre leurs créanciers bancaires étrangers qu'ils aient ou non accédé au présent Accord;

ii) que les établissements bancaires, commerciaux ou industriels situés dans la République Fédérale ne feront aucune discrimination, en ce qui concerne l'octroi des garanties, entre leurs créanciers dans la République Fédérale et leurs créanciers bancaires étrangers qu'ils aient ou non accédé au présent Accord; (1)

iii) que les mouvements non autorisés de capitaux seront rendus impossibles; (1)

iv) (1) que tous les établissements bancaires, commerciaux et industriels situés dans la République Fédérale qui se trouvent débiteurs d'une dette de quelque forme que ce soit visée par le présent Accord, accéderont audit Accord.

Il est, par les Présentes, convenu ce qui suit :

1, Définitions.

Sauf si le contexte exige une autre interprétation, les expressions ci-dessous ont, dans le présent Accord, le sens suivant :

L'expression «Crédits à court terme» désigne:

i) Toutes les acceptations, dépôts à terme, avances en espèces, et créances de toute autre forme résultant d'accords spéciaux, libellés en monnaie non allemande, pour lesquels un Créancier Bancaire Etranger a accédé au dernier des accords précédents applicable et qui restent encore à règler à la date du présent Accord; elle ne comprend pas les dettes résultant des crédits bancaires à court terme accordés à des établissements bancaires, commerciaux ou industriels situés dans un pays quelconque hors des forntières de l'Etat allemand telles qu'elles étaient définies au 31 décembre 1937, à moins qu'un banquier, un établissement bancaire ou une entreprise ou société commerciale ou industrielle ayant sa résidence habituelle sur le territoire de la République Fédérale (selon la définition qui en est donnée dans le présent Accord) ne soit responsable de cette dette (soit originellement, soit par voie de succession, soit encore en tant qu'avaliste, endosseur ou garant);

ii) Toutes autres acceptations, dépôts à terme, avances en espèces et crédits bancaires de toutes autres formes, libellés en monnaie non allemande et non encore remboursés à la date du présent Accord, et résultant d'accords spéciaux de crédits conclus, conformément aux dispositions de l'un quelconque des Accords précédents, soit en substitution d'un crédit à court

(1) Voir Annexe III A.

terme quelconque précédemment soumis à ces accords ou à l'un quelconque d'entre eux, soit au titre de l'investissement des soldes créditeurs enregistrés dans le cadre des accords précédents ou de l'un quelconque d'entre eux;

iii) Toutes les créances relatives aux arrérages d'intérêt des dettes visées par les paragraphes (i) et ii) du présent article jusqu'à la date du présent Accord incluse, lorsque le Créancier Bancaire Etranger aura exercé ou sera censé avoir exercé à leur égard l'option prévue à l'article 11a du présent Accord en choisissant la solution exposée à l'alinéa (i) de cet article;

iv) Toutes autres créances afférentes aux crédits bancaires de quelque forme que ce soit accordés au titre de la recommercialisation d'un crédit à court terme quelconque selon la définition qui en est donnée aux alinéas (i) à (iii) du présent article, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent Accord.

L'expression «Débiteur Allemand» désigne:

i) Tout banquier et établissement bancaire, toute entreprise ou société commerciale ou industrielle ayant sa résidence habituelle sur le territoire de la République Fédérale et se trouvant débiteurs d'un crédit à court terme. Elle ne s'étend pas à leurs succursales, bureaux ou filiales à l'étranger, étant entendu toutefois que par notification adressée à l'une quelconque des entreprises ou sociétés commerciales ou industrielles allemandes, il sera possible d'accéder au présent Accord au titre des crédits accordés aux succursales, bureaux ou filiales à l'étranger de cette entreprise ou société dans tous les cas où cette possibilité existait dans le cadre de l'un quelconque des précédents Accords. Une fois cette accession effectuée, les crédits en cause seront traités, à tous égards, aux fins de l'application du présent Accord, comme des crédits à court terme accordés à l'entreprise ou société principale en Allemagne.

ii) Tout successeur (au sens indiqué ci-dessous) d'un banquier ou d'un établissement bancaire, entreprise ou société commerciale ou industrielle comme il est dit ci-dessus:

iii) Tout Débiteur Public Allemand, selon la définition donnée dans l'Accord de Crédit des Débiteurs Allemands de 1932.

L'expression «Débiteur Bancaire» Allemand» désigne tout Débiteur Allemand dont les opérations de banque constituent l'activité principale.

L'expression «Débiteur Commercial ou Industriel Allemand» désigne tout Débiteur Allemand qui n'est ni un Débiteur Bancaire Allemand ni un Débiteur Public Allemand, comme il est dit ci-dessus.

L'expression «Successeurs» désigne :

i) Toute personne physique ou morale ayant sa résidence habituelle sur le territoire de la République Fédérale devenue débitrice au titre d'un crédit à court terme à la suite du décès, de la liquidation, de la réorganisation ou de la faillite d'un Débiteur Allemand ou d'un ancien Débiteur Allemand quelconque.

ii) Toute société ayant sa résidence habituelle sur le territoire de la République Fédérale dont la totalité ou la majeure partie de l'actif initial provient d'un Débiteur Allemand ou d'un Ancien Débiteur Allemand et qui est devenue, du fait de l'application de la loi ou pour toute autre raison, débitrice au titre d'un crédit à court terme.

L'expression «Créancier Bancaire Etranger» désigne tout banquier ou établissement bancaire et toute autre entreprise ou société ayant sa résidence habituelle sur le territoire de l'un des pays cités dans le Préambule au présent Accord, détenteur d'une créance au titre de crédits à court terme et ayant accédé inconditionnellement au présent Accord conformément aux dispositions de l'Article 22 dudit Accord.

L'expression «République Fédérale» doit s'entendre du territoire de la République Fédérale allemande et des Secteurs Occidentaux de Berlin à la date du présent Accord (1)

Le terme «allemand» se réfère à la République Fédérale telle qu'elle est définie par l'alinéa ci-dessus.

Le terme «étranger» se réfère à tout pays situé hors des frontières de l'Etat allemand telles qu'elles étaient définies au 31 décembre 1937.

Le terme «entreprise» comprend les personnes privées effectuant des opérations commerciales soit sous leur nom propre soit sous la raison sociale d'une entreprise quelconque.

Le terme «insolvabilité» appliqué à un Débiteur Allemand désigne la situation dans laquelle, par suite d'un manque de liquidité, non temporaire, le débiteur se trouve dans l'impossibilite de s'acquitter de la totalité de ses dettes à leur échéance.

L'expression «les Accords précèdents» désigne les Accords de Crédit Allemands de 1931 à 1939, les Accords de Crédit des Débiteurs Publics Allemands de 1932 à 1938, les Accords de Standstill germano-américains de 1939 et 1940 et les Accords relatifs aux crédis à court terme consentis par les créanciers bancaires en Suisses et connus sous le nom de «Das Deutsche Kreditabkommen von 1940, 1941, 1942, 1943 und 1944».

L'expression «Valeur nominale» appliquée aux crédits à court terme encore non remboursés à l'heure actuelle, désigne le montant total de ces crédits, selon les dernières informations dont disposent les Comités Bancaires Etrangers respectifs, exprimé, pour les besoins des calculs, en monnaie allemande sur la base du taux moyen officiel en vigueur dans la République Fédérale le premier jour ouvrable précédant le jour du calcul.

2. Durée de l'Accord (1)

1. Sauf indication contraire, les dispositions du présent Accord entreront en vigueur le 1952 et resteront effectives pendant une période de douze mois civils à dater de ce jour, à moins de dénonciation anticipée par les Comités Bancaires Etrangers dans l'un quelconque des cas suivants :

i) Si un moratoire est déclaré sur le territoire de la République Fédérale à l'égard de l'une quelconque des obligations traités dans le présent Accord des Débiteurs Allemands envers les Créanciers Bancaires Etrangers ;

ii) Si, dans l'avenir, des décisions internationales ou des mesures gouvernementales à caractère financier, politique ou économique créent une situation de nature à compromettre gravement, de l'avis de la majorité des Comités Bancaires Etrangers, l'application du présent Accord;

iii) Si les Comités Bancaires Etrangers, après avoir appelé l'attention du Comité allemand sur la question, jugent que l'une quelconque des conditions posées au paragraphe 7 de l'Exposé des motifs du présent Accord n'a pas été observée.

2. Cette dénonciation ne saurait affecter les droits et obligations acquis par l'effet du présent Accord avant la date de ladite dénonciation. Celle-ci, pour être effective, devra être notifiée par lettre, télégramme ou radiogramme (spécifiant la date à laquelle cette dénonciation prend effet), signé au nom de la majorité des Comités Bancaires Etranges et adressé à la Banque des Règlements Internationaux et au Comité Allemand. Cependant, le fait de ne pas notifier le Comité Allemand ne saurait infirmer en aucune manière la dénonciation.

(1) Voir Annexe III A.

3. La déclaration sur le territoire de la République Fédérale d'un moratoire étranger général, de quelque forme que ce soit, entraînera, ipso facto la dénonciation du présent Accord.

3. Maintien des Crédits, etc.

(1) Pendant toute la durée du présent Accord, les droits de l'un quelconque des Créanciers Bancaires Etrangers au remboursement des crédits à court terme au titre desquels il aura accédé au présent Accord seront suspendus jusqu'à la date d'expiration dudit Accord, sous réserve du droit de chaque Créancier Bancaire Etranger aux remboursements anticipés accordés ou autorités par l'une quelconque des dispositions du présent Accord. En accédant audit Accord, tout débiteur Allemand accepte que tous les crédits à court terme au titre desquels cette accession est effectuée soient dus et payables pour leur totalité, à l'expiration du présent Accord, dans la monnaie étrangère correspondante, sous réserve des réductions qui auront pu être effectuées avant cette expiration, par application de l'une quelconque des dispositions de l'Accord.

2. Ni l'exécution du présent Accord, ni aucune de ses dispositions ne saurait affecter les droits et obligations d'un Créancier Bancaire Etranger de son Débiteur Allemand afférents à un crédit à court terme et résultant :

i) de toute action ou omission du Débiteur Allemand ayant bénéficié au Créancier Bancaire Etranger pendant la période comprise entre l'expiration du dernier des Accords précédents applicable au crédit à court terme en cause et l'entrée en vigueur du présent Accord, ou

ii) de l'exercice par le Créancier Bancaire Etranger pendant la période mentionnée à l'alinéa précédent de tous droits ou pouvoirs qui lui étaient dévolus.

En accédant au présent Accord au t tre d un c édit à court terme quelqconque. le Créancier Bancaire Etranger sera censé avoir ratifié et confirmé toute mesure prise à son bénéfice par son Débiteur Allemand comme il est prévue à l'alinéa (i) ci-dessus et cette ratification sera censée avoir pris effet au moment de l'intervention de la mesure question.

3. La ratification prévue au paragraphe précédent ne s'applique pas aux versements effectués en monnaie allemande par le Débiteur Allemand sauf si ces versements ont été faits au compte ou pour le compte du Créancier Bancaire Etranger avec son consentement formel.

4. En ce qui concerne les crédits à court terme ou la fraction des crédits à court terme pour lesquels un Débiteur Bancaire Allemand était tenu. en vertu du paragraphe (1) de l'Article 7 de l'Accord de 1939 (ou des dispos tions correspondantes de tout accord ultérieur), d'obtenir de son client une «eigene Wechsel» ou une lettre de garantie, ce Débiteur Allemand, procurera, dès son accession à l'Accord au Créancier Bancaire Etranger, une nouvelle «eigene Wechsel» ou (au choix du Créancier Bancaire Etranger) une nouvelle lettre de garantie datée au plus tôt du jour du présent Accord. Il la tiendra à la disposition du Créancier Bancaire Etranger ou la lui fera parvenir conformément aux prescriptions du paragraphe susvisé (ou des dispositions correspondantes). Cette lettre de gsrantie contiendra l'engagement du client de rembourser le Débiteur Bancaire Allemand sous la forme et dan' la mesure exigées par lui au cas où ce Débiteur Bancaire rembourserait volontairement, aux monnaie allemande, le crédit ou la fraction de crédit à court terme en question, conformément à l'Article 10 du présent Accord.

5. Tout Débiteur Bancaire Allemand et tout Débiteur Commercial ou Industriel Allemand est tenu d'assurer la couverture, à l'échéance, de tout effet accepté pour son compte par un Créancier Bancaire Etranger.

6. Tout Créancier Bancaire Etranger d'un crédit à court terme libellé dans une monnaie autre que celle de son propre pays, peut, sur notification écrite adressé à son Débiteur Allemand à tout moment au cours de la durée du présent Accord, convertir cette creance dans la monnaie de son propre pays, Cette conversion sera immédiatement effectuée dans les livres du Créancier Bancaire Etranger et du Débiteur Allemand, et le montant dans la nouvelle monnaie du crédit à court terme sera calculé sur la base des taux moyens officiels de change entre la monnaie allemande et la monnaie dans laquelle le crédit était libell là l'origine d'une part, entre la monnaie allemande et la nouvelle monnaie d'autre part, les taux utilisés étant ceux cotés dans la République Fédérale à la date de la notification en question.

4. Réduction de la Dette (Clause temporairement sans effet).

Chaque Créancier Bancaire Etranger est en droit d'exiger, à l'expiration d'un délai d'un délai de trois mois à compter de la date du présent Accord, et par la suite, peàdant toute la durée dudit Accord à l'issue de chaque trimestre civil, le remboursement définitif de pour cent du montant total des crédits à court terme qui lui étaient dus par ses Débiteurs Allemands lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, et au titre desquels il aura accédé audit Accord.

Ce remboursement sera effectué dans la monnaie du pays du Créancier Bancaire Etranger intéressé et ce dernier pourra exercer son droit global au remboursement de pour cent du montant total de ses crédits à court terme, à l'encontre des crédits qui lui sont dus par un ou plusieurs de ses Débiteurs Allemands selon ce qu'il pourra décider. Le Créancier Bancaire Etranger sera en droit d'appliquer ses droits à remboursement à l'une quelconque des dettes dues par un Débiteur Allemand particulier.

(Note.—Des dispositions additionnelles pourront être nécessaires pour déterminer les modalités du paiement.)

5. Recommercialisation

1. La Bank deu'scher Laender annoncera périodiquement aux Créanciers Bancaires Etrangers qu'un certain pourcentage (désigné ci-après sous le nom de «pourcentage spécifié») du total général des crédits à court terme de chaque Créancier Bancaire Etranger, non remboursés à la date du présent Accord, peut être recommercialisé.

2, Chaque Créancier Bancaire Etranger pourra, dans les trois mois suivant cette notification, s'entendre avec des banques ou d'autres entreprises situées sur le territoire de la République Fédérale (qu'elles soient déjà des Débiteurs Allemands selon la définition qui en est donnée dans le présens Accord, ou qu'elles soient susceptibles de le devenir) en vue de l'ouverture de nouvelles lignes de crédit («substituted lines») dan la limite du pourcentage spécifié du total général de ses crédits à court terme, comme il est dit au paragraphe précédent.

3. Dès la conclusion de cette convention, le Créancier Bancaire Etranger notifiera à la Bank deutscher Laender qu'il se propose d'ouvrir la nouvelle ligne de crédit correspondante en échange du remboursement définitif d'un montant équivalent de certains crédits, ou d'une fraction de certains crédits, à court terme appelés ci-apres «la dette désignée») dus par un débiteur Allemand particulier appelé ci-après »le Débiteur désigné» et spécifiés par le Créancier Bancaire Etranger. Sauf dans le cas où la nouvelle ligne de crédit serait ouverte à une ban que allemande agréée pour les

opérations commerciales avec l'étranger (Aussenhandelsbank) la Bank deutscher Laender pourra refuser son accord à la convention si elle n'a pas la certitude, à sa propre satisfaction, que le nouveau débiteur est bien en mesure de faire un usage approprié de la nouvelle ligne de crédit.

4, Sauf dans le cas où la Bank deutscher Laender désapprouverait la convention de recommercialisation, dans les conditions prévues au paragraphe précédent, le Créancier Bancaire Etranger adressera au Débiteur désigné une notification le mettant en demeure de rembourser la dette designée et ce Débiteur devra, aussi rapidement que possible prendre, les disponitions nécessaires par l'intermédiaire ,de la Bank deutscher Laender pour effectuer ce remboursement en devises étrangères. Dès l'intervention de ce remboursement, la nouvelle ligne de crédit sera disposible pour utilisation

5, Tout Créancier Bancaire Etranger ayant reçu, au titre d'une dette désignée, des garanties sous formes de gage devra notifier au Débiteur désigné, qu il est prêt en cas de remboursement partiel, et en échange de ce remboursement à libérer une fraction proportionnelle de gage à moins que celui-ci ne puisse être divisé ou que la convention entre les parties n'en dispose autrement. A défaut de cette notification, le Créancier Bancaire Etranger ne pourra exiger le remboursement de la dette en cause.

6. Dans la mesure où un Créancier Bancaire Etranger ayant ouvert ou participé à l'ouverture d'un crédit en compte joint, selon la définition qui en est donnée par l'Article 7 de l'Accord de Crédit Allemand de 1931, et en droit (conformément aux arrangements encore en vigueur régissant les droits respectifs des parties à ce crédit) de réclamer un remboursement séparé au titre de sa participation, il ne pourra exiger le remboursement de la créance sur un Débiteur Industriel ou Commercial Allemand sans exiger en même temps remboursement d'au moins une franction correspondante de la dette du Débiteur Bancaire Allemand envers le compte joint, à condition que ce Débiteur Bancaire Allemand ait accédé au présent Accord.

7. Aucun Syndicat ne pourra, en tant que tel, exercer l'un quelconque des droits dévolus à un Créancier Bancaire Etranger dans le cadre du présent article. Le présent paragraphe ne saurait affecter le droit éventuel des membres d'un Syndicat, à la suite, soit de leur retrait de ce syndicat, soit de la conclusion d'un arrangement avec lui, d'exiger individuellement le remboursement de la dette désignée conformément au présent article.

8. Les nouvelles lignes de crédit ne seront disponibles qu'au moyen d'effets destinés à financer les opérations commerciales entre la République Fédérale et les autres pays et non simplement à créer des ressources en devises étrangères ou à financer des transactions susceptibles d'être financées de façon mieux appropriée par des crédits intérieurs. Cependant, aucun Créancier Bancaire Etranger ne sera tenu d'accepter un effet tendant au financement d'une transaction actuellement non autorisée ou désapprouvée par les autorités du pays créancier étranger en cause, ou que les Banques de ce pays n'ont pas pour pratique normale de financer par un crédit d'acceptation. En cas de doute sur le point de savoir si un effet satisfait aux conditions énoncées ci-dessus, la question sera tranchée par accord entre le Comité Bancaire Etranger intéressé et le Comité Allemand. Tous les effets en circulation à un moment quelconque seront couverts à leur échéance par le Débiteur Allemand, en espèces et dans la monnaie du crédit, et la ligne de crédit ainsi redevenue disponible ne pourra être à nouveau utilisée que dans les conditions prévues au présent paragraphe. En ce qui concerne le remboursement en espèces dont il est question ci-dessus tout Débiteur Allemand pourra utiliser le produit d'un nouvel effet à condition:

i) que le nouvel effet ait été présenté au Créancier Bancaire Etranger une semaine, si possible, et quatre jours ouvrables au minimum avant la date de l'échéance de l'ancien effet et qu'il soit destiné à couvrir l'ancien effet;

ii) que le nouvel effet satisfasse aux conditions posées dans le présent paragraphe, et

iii) que le Créancier Bancaire Etranger ait accepté le nouvel effet avant la date d'échéance de l'ancien effet.

Si le Créancier Bancaire Etranger n'accepte pas le nouvel effet ainsi présenté en faisant valoir qu'il ne satisfait pas aux conditions posées dans le présent paragraphe, le Débiteur Allemand sera obligé de remettre les fonds en espèces nécessaires pour couvrir ponctuellement l'ancien effet à la date d'échéance. Dans ce cas, le Débiteur Allemand pourra, par l'intermédiaire du Comité allemand, s'adresser au Comité Bancaire Etranger intéressé et si ce Comité convient que le nouvel effet remplit effectivement les conditions posées au présent paragraphe, le Créancier Bancaire Etranger sera tenu de l'accepter.

9. Au cas où un Créancier Bancaire Etranger n'aurait pas, dans les trois mois suivant l'annonce d'un poucentage spécifié quelconque, fait valoir tout ou partie de ses droits à la recommercialisation, il sera forclos à cet égard. (Le présent paragraphe ne saurait cependant affecter les droits du Créancier Bancaire Etranger à d'autres opérations de recommercialisation à la suite des notifications ultérieures de pourcentages spécifiés).

10. La Bank deutscher Laender fera tous ses efforts pour qu'un certain volume d'affaires appropriées soit disponible aux fins de la recommercialisation.

11. Le Créancier Bancaire Etranger ayant ouvert une nouvelle ligne de crédit et le Débiteur bénéficiaire seront assujettis, au titre de cette nouvelle ligne de crédit, à toutes les dispositions du présent Accord. Les formules d'accession y afférentes seront échangés dès que le Créancier Bancaire Etranger aura été remboursé de la dette désignée correspondante.

12. Si la Bank deutscher Laender estime que la nouvelle ligne de crédit n'est pas utilisée suffisamment dans l'intérêt de l'économie allemande, elle pourra demander au Créancier Bancaire Etranger de placer la fraction de la ligne de crédit non encore utilisée à la disposition d'une autre banque, établissement bancaire, entreprise ou société commercial ou industrielle située dans la Répupublique Fédérale (qu'elle ait déjà la qualité de Débiteur Allemand ou qu'elle soit susceptible de le devenir) choisie par le Créancier Bancaire Etranger et admise par la Bank deutscher Laender. En pareil cas, une fraction équivalente de la nouvelle ligne de crédit. primitivement ouverte sera suprimée et une nouvelle ligne de crédit, de montant équivalent, sera ouverte. Le Créancier Bancaire Etranger et le nouveau Débiteur Allemand seront assujettis, au titre de cette nouvelle ligne de crédit, à toutes les dispositions du présent Accord et les formules d'accession y afférentes seront alors échangées. A défaut pour le Créancier Bancaire Etranger de désigner un nouveau Débiteur Allemand satisfaisant pour la Bank deutscher Laender, celle-ci pourra proposer un nouveau Débiteur Allemand; si le Ceéancier Bancaire Etranger refuse d'accepter celui ci, la Bank deutscher Laender pourra demander au Comité allemand et au Comité Bancaire Etranger intéressé de décider d'un commun accord si ce refus est raisonnablement justifié. En cas de désaccord sur ce point entre les deux Comités, la question devra être soumise au Comité d'Arbitrage.

6. Sûretés.

1. a) Lorsque.

i) un Débiteur Bancaire Allemand a reçu de l'un de ses clients de sûretés quelconques, générales ou particulières (y compris une garantie) en nantissement de facilités de crédit tenues par le Débiteur Bancaire Allemand à la disposition de ce client, et lorsque;

ii) les facilités de crédit accordées à ce client (garanties ou non) proviennent d'un crédit à court terme contracté envers un ou plusieurs des Créancieurs Bancaires Etrangers par le Débiteur Allemand intéressé, l'ensemble, ou une part proportionnelle, des sûretés alors detenues par le Débiteur Bancaire Allemand, sera détenu patr ce débiteur à titre de dépôt valide et effectif constitué pour le compte du ou des Créanciers Bancaires Etrangers intéressés, aux termes et dans les conditions applicables à ces sûretés, entre les mains du Débiteur Bancaire Allemande. Cette constitution en dépôt ne saurait affecter l'administration par les Débiteurs Bancaires Allemands conformément aux pratiques bancaires habituelles, de l'une quelconque des sûretés qui pourraient momentanément se trouver entre leurs mains.

b) Lorsque l'exécution de la créance exigera la mise en jeu des sûretés constituées, le produit de ces sûretés devra être réparti entre le Débiteur Bancaire Allemand et les Créanciers Bancaires Etrangers, en conformité, dans toute la mesure du possible, des dispositions qui auraient été applicables à cette répartition dans le cadre de l'Accord de 1939.

c) Les Débiteurs Bancaires Allemands continueront, chaque fois qu'ils l'estimeront nécessaire à la protection de leurs intérêts et des intérêts de Créanciers Bancaires Etrangers, à exiger des sûretés de leurs clients et a maintenir ces sûretés au niveau approprié.

d) Tout Débiteur Bancaire Allemand confirmera par écrit à ses Créanciers Bancaires Etrangers qu'il est détenteur de certaines sûretés pour leur compte, conformément aux dispositions du présent alinéa.

Il devra également fournir à ses Créanciers Bancaires Etrangers, sur demande générale ou particulière, des déclarations du modèle convenu entre le Comité Allemand et les Comités Bancaires Etrangers, établies au 30 juin et au 31 décembre et indiquant : (i) l'évaluation, en pourcentage, de la fraction garantie de l'un quelconque des crédits à court terme mentionnés à l'alinéa (a) du présent alinéa; (ii) le montant total des crédits à court terme dûs par le Débiteur Bancaire Allemand au Créancier Bancaire Etranger destinataire de la déclaration; (iii) l'estimation de la part proportionelle revenant au Créancier Bancaire Etranger dans les sûretés mentionnées en (i) ci-dessus, et, (iv) le détail des sûretés ainsi détenues. y compris leur nature et la mesure dans laquelle elles ont été constituées au titre des obligations de certains clients particuliers.

2. Dans le cas des crédits à court terme pour le compte des Débiteurs Commerciaux ou Industriels Allemands, le Débiteur Commercial ou Industriel Allemand fournira au Créancier Bancaire Etranger des garanties collatérales :

a) lorsque,et dans la mesure où, conformément à l'arrangement existant en vertu du dernier des Accords précédents applicable au crédit à court terme en question, le Débiteur Commercial ou Industriel Allemand était tenu de fournir des sûretés: en pareil cas, ce Débiteur devra continuer à fournir des sûretés de même nature et de même importance pendant toute la durée du présent Accord;

b) lorsque,,et dans la mesure où, la fourniture de ces sûretés est compatible avec la marche des affaires du Débiteur Commercial ou Industriel Allemand et ne risque pas de compromettre la situation de ses autres créanciers.

3. Tout Débiteur Allemand devra, sur la demande de l'un quelconque de ses Créanciers Bancaires Etrangers, lui communiquer sans délai copie du dern er bilan vérifié par des commissaires aux comptes, ainsi que tous détails concernant sa position financière que le Créancier Bancaire Etranger pourra raisonablement demander.

4. Tout Créancier Bancaire Etranger pourra, avec le consentement de la Bank deutscher Laender, procéder à la liqu dation, hors de la Républ que Fédérale, des,sûretés existant à la date du présent Accord et constituées au titre d'un crédit à court terme. Le produit net de cette liquidation (après déduction de toutes les dépenses afférentes à l'opération) sera affecté à la réduction ou à l'annulation définitives du crédit à court terme correspondant: le Créancier Bancaire Etranger sera tenu, cependant de s'assurer les meilleures conditions de liquidation qui pourraient raisonablement être obtenues dans l'intérêt du débiteur allemand.

7 Substitution de Créanciers

Tout Créancier Bancaire Etrangèr est en droit de transférer tout ou partie d'un crédit à court terme : (i) à un autre Créancier Bancaire Etranger ou (ii) à toute autre personne physique ou morale approuvée par le Comité Bancaire Etranger du pays du Créancier cédant et le Comité Allemand, à condition :

a) que le trasfert n'implique (sauf par accord avec le Débiteur Allemand en question) aucune modification des conditions afférentes au crédit ou à la fraction de crédit en cause;

b) qu'immédiatement après le transfert, les formules nécessaires d'accession soient échangées entre le cessionnaire et le Débiteur Allemand;

c) que tout transfert de cette nature à un Créancier Bancaire Etranger ou à une autre personne physique ou morale résidant dans le pays de l'un des autres Comités Bancaires Etrangers soit également soumis a l'agrément de la Bank deutscher Laender.

Lorsque le transfert a été effectué et les formules d'accession nécessaires échangées, le cessionnaire devient titulaire des mêmes droits et des mêmes obligations que le premier créancier au titre du crédit ou de la portion de crédit à court terme ainsi transféré.

8. Substitution de Débiteurs

Tout Créancier Bancaire Etranger peut, à tout moment pendant la durée du présent Accord, et avec l'agrement du Débiteur Allemand (qui devra préalablement obtenir le consentement de la Bank deutscher Laender) ,prendre les dispositions nécessaires en vue de transférer à une autre banque, établissement bancaire, entreprise, ou société commerciale ou industrielle située sur le territoire de la République Fédérale (qu'elle ait déjà la qualité de Débiteur Allemand ou soit susceptible de l'acquérir) la dette relative à un crédit à court terme (ne constituant pas une nouvelle ligne de crédit selon la définition de l'Article 5 ci-dessus) dû par un Débiteur Allemande. Lorsque le transfer aura été effectué, le Créancier Bancaire Etranger et le nouveau Débiteur Allemand seront assujettis ,à toutes les dispositions,du présent Accord au titre du crédit en cause, et les instruments d'accession y afférents seront échangés.

9. Ouverture,de nouveaux Crédits

1. Au cas où, pendant la durée du présent Accord, un Créancier Bancaire Etranger mettrait de nouvelles facilités de crédit en devises étrangères à la disposition de l'économie allemande, en accordant à une banque, institution bancaire entreprise, ou société commerciale ou industrielle allemandes quelconques une ligne de crédit additionnelle (ne constituant pas une «nouvelle

ligne de crédit au sens de la définition donnée à l'Article 5 ci-dessus) en monnaie non-allemande en vue de financer les opérations commerciales entre la République Fédérale et d'autres pays, l'utilisation initiale et toute utilisation ultérieure d'un crédit de cette nature donnera au Créancier Bancaire Etranger le droit d'obtenir le remboursement dans les conditions du présent article, d'un montant équivalent à 3o)o du crédit utilisé, pour chaque trimestre pendant lequel l'utilisation sera effective. Les lignes de credit additionnelles en question ne seront pas assujetties aux dispositions du présent Accord.

2. Pour l'application du présent Article le terme »utilisation»,(availment) doit s'entendre également de l'acceptation d'un effet, de l'octroi d'une avance en espèces, et dans le cas d'un crédit confirmé, de l'ouverture de ce crédit.

3. Le Créancier Bancaire Etranger pourra exercer ses droits à remboursement à l'encontre de tout ou partie des crédits à court terme dûs par celui, ou ceux de ses Débiteurs Allemands qu'il pourra désigner.

4. Le Créancier Bancaire Etranger pourra, dès l'utilisation des crédits, notifier au Débiteur ou aux Débiteurs Allemands intéressés les crédits ou fractions de crédits à court terme sur lesquels il se propose d'exercer le droit à remboursement ci-dessus mentionné. Le Créancier Bancaire Etranger adressera en même temps à la Bank deutscher Laender copie,de cette notification ainsi que les détails relatifs à la ligne de crédit additionnelle et à son utilisation. Chaque Débiteur Allemand prendra, dès que possible, par l'intermédiaire de la Bank deutscher Laender, les dispositions ,nécessaires au remboursement définitif en devises étrangères du montant spécifié dans la notification qui lui aura été adressée par le Créancier.

5. Les dispositions des paragraphes 5, 6 et 7 de l' article 5 ci-dessus seront censées être incorporées mutatis mutandis au présent article.

6. Au cas où un Débiteur Allemand ne se conformerait pas dans un délai raisonnable à la notification de remboursement, le Créancier Bancaire Etranger serait en droit d'appliquer sout ou partie des droits à remboursement en cause à d'autres crédits à court terme conformément aux conditions stipulées ci-dessus.

10. Remboursement en Monnaie Allemande

1. Tout Débiteur Allemand pourra, à la demande de son Créancier Bancaire Etranger, prendre des dispositions pour rembourser en monnaie allemande selon les conditions de conversion prévues ci-dessous, tout ou partie d'un crédit à court terme particulier, dans la mesure où ce Débiteur Allemand aurait pu, le 24 mai 1952, avoir volontairement effectué ce remboursement en vertu de l'Instruction No (50) 6 du 26 juin 1950 adressée par la Commission Alliée de la Banque à la Bank deutscher Laender.

2. La conversion en monnaie allemande du montant exprimé en devises étrangères s'effectuera sur la base du taux moyen officiel coté dans la République Fédérale le jour ouvrable précédant le jour du versement effectif en monnaie allemande.

3. Tout versement de ce genre constituera, dès l'acceptation du Créancier Bancaire Etranger, remboursement définitif du montant en devises du crédit à court terme en cause, ou d'une fraction de ce crédit, d'après le taux de conversion prévu au paragraphe (2) du présent article.

4. Les soldes en monnaie allemande résultant des remboursements de crédits à court terme effectués en vertu du présent article ou de l'Article 11 A pourront être utilisés et transférées conformément aux dispositions des lois, ordonnances, instructions et licences alliées (y compris les licences générales et spéciales délivrées par la Bank deutscher Laender) en vigueur sur le territoire de la République Fédérale au 24 mai 1952, ou conformément aux autres autorisations données par la Bank deutscher Laender. Toutefois la Bank deutscher Laender ne pourra en aucun cas prendre de dispositions réglementaires relatives au transfert et à l'utilisation des soldes en monnaie allemande, et affectant les Créanciers Bancaires Etrangers, qui soient plus défavorables pour ces Créanciers ou aient pour effet de limiter leurs droits plus étroitement que les lois, ordonnances, instructions et licences mentionnées ci-dessus.

11. Commissions et Intérêts.

A compter de la date du présent Accord, toutes les commissions et tous les frais d'escompte conformes aux usages bancaires, ainsi que le droit de timbre sur les lettres de change, seront payés d'avance, et l'intérêt sera versé mensuellement dans la monnaie dans laquelle le crédit en cause est maintenu . Il est souhaitable que commissions et intérêts ne dépassent pas un montant raisonnable compte tenu des circonstances, et tout différend éventuel quant à leur montant entre le Créancier Bancaire Etranger et le Débiteur Allemand pourra être soumis à leurs Banques Centrales respectives.

11 A. Arriérés d'Intérêt.

Des intérêts au taux de 4 o/o par an seront calculés pour chaque crédit à court terme au titre de la période comprise entre la date du dernier paiement d'intérêts au Créancier Bancaire Etranger, ou la date d'expiration du dernier des Accords précédents applicable si elle est postérieure, et la date du présent Accord. Ces intérêts seront, au choix du Créancier Bancaire Etranger intéressé.

i) soit calculés à la date du présent Accord et ajoutés au principal du crédit à cours terme en cause, et considérés comme une partie intégrante de celui-ci pour ce qui concerne l'accession au présent Accord et toutes les autres fins prévues par celui-ci;

ii) soit différés, auquel cas ils deviendront exigibles dans la monnaie étrangère en cause lors de l'expiration du présent Accord, sous réserve cependant qu'à tout moment avant cette date, le Créancier Bancaire Etranger pourra, en vertu des dispositions de l'article 10 ci-dessus, recevoir en monnaie allemande tout ou partie de ces intérêts différés (convertis sur la base du taux moyen officiel coté sur le territoire de la République Fédérale le jour ouvrable précédant le jour du paiement effectif).

Dans la notification de son accession au présent Accord adressée à son Débiteur Allemand, chaque Créancier Bancaire Etranger lui notifiera en même temps l'option qu'il a choisi d'exercer et, en l'absence d'une telle notification, le Créancier sera réputé avoir choisi la solution prévue à l'alinéa (1).

12. Partage Proportionnel des Versements et des Sûretés par les Banques Allemandes.

1. Au cas où un Débiteur Allemand, ayant des dettes à la fois vis-à-vis d'un Créancier Bancaire Etranger et d'un Débiteur Bancaire Allemand, deviendrait insolvable, ou solliciterait un concordat ou arrangement de même nature avec l'ensemble ou quelques-uns de ses créanciers, ou serait déclaré failli, pendant la durée du présent Accord ou dans les 3 mois suivant son expiration, le Débiteur Bancaire Allemand partagera proportionnellement avec le Créancier Bancaire Etranger le montant de tous les versements que le Débiteur Allemand aura pu effectuer entre les mains du Débiteur Bancaire Allemand à tout moment au cours des quatre mois qui auront précédé cet évenement. Il procédera au même partage pour toutes les sûretés (y compris les garanties) qui auront été fournies par le Débiteur Allemand à un moment quelconque pendant la durée du présent Accord.

2. Le syndic de la faillite (Konkursverwalter), ou les fonctionnaires Allemands chargés de l'exécution du concordat ou de l'arrangement dont il est question ci-dessus, ainsi que le Débiteur Bancaire Allemand, devront fournir à tous les Créanciers Bancaires Etrangers intéressés des renseignements complets sur tous les versements effectués et sur les sûretés données, comme il est indiqué ci-dessus.

13. Maintien de la responsabilité des Garants, etc.

1. Aucun garant, endosseur, ou avaliste, résidant sur le territoire de la République Fédérale ne pourra être relevé des obligations qui lui incombent au titre d' un crédit à court terme quelconque en vertu de sa garantie, de son endos ou de son aval, du fait de l'ajournement de tout ou partie de ce crédit ou de modifications dans sa forme (y compris les modifications prévues à l'Article 19 ci-dessous) par application ou en conséquence du présent Accord. Aucun débiteur résidant dans la République Fédérale et responsable totalement ou conditionnellement d'un crédit à court terme ne sera considéré comme relevé de ses obligations du fait du remboursement partiel du crédit par un tiers ou de la modification de la forme de tout ou partie de ce crédit à court terme par application ou en conséquence du présent Accord. Si l'obligation du Débiteur Allemand est garantie par un avaliste ou un garant résidant hors du territoire de la République Fédérale et qui n'accepte pas l'ajournement ou la modification de la forme de cette obligation, le Débiteur Allemand ne pourra prétendre au bénéfice des dispositions du présent Accord.

2. Si un des membres d'une société de personnes ayant la qualité de Débiteur Bancaire Allemand ou de Débiteur Commercial ou Industriel Allemand cesse d'appartenir à cette société pendant la durée du présent Accord, soit pour cause de décès, soit pour toute autre raison, toutes les obligations résultant d'un crédit à court terme maintenu dans le cadre du présent Accord seront réputées avoir été en existence à la date à laquelle l'intéressé a cessé d'appartenir à la société de personnes en question; l'intéressé ou, en cas de décès, sa succession, seront, dans la mesure où ils sont responsables de celles des obligations de la société qui étaient en existence à la date à laquelle il a cessé d'appartenir à celle-ci, reponsables de toutes les obligations résultant du maintien du crédit à court terme en cause dans le cadre du présent Accord.

14. Faillite, Insolvabilité ou Violation de l'Accord; Effets de la Déchéance pour un Débiteur Allemand

1. Au cas où, à un moment quelconque pendant la durée du présent Accord, un Débiteur Allemand serait déclaré en faillite ou deviendrait insolvable, il sera immédiatement déchu des bénéfices et privilèges prévus par ledit Accord. Si, pendant la durée de l'Accord, un Créancier Bancaire Etranger proclame qu'un Débiteur Allemand est devenu Insolvable et si cette déclaration est contestée, chaque partie aura le droit de porter le différend devant la Commission d'arbitrage pour décision. En attendant que cette Commission ait statué sur l'affaire, le Créancier Bancaire Etranger devra s'abstenir de toute mesure à l'encontre du Débiteur Allemand.

2. Au cas où, à un moment quelconque pendant la durée du présent Accord, un Débiteur Allemand s'adresserait au tribunal compétent pour obtenir un concordat (Vergleichsverfahren) ou tout au trearrangement de même nature avec l'ensemble ou quelques uns de ses créanciers, tout Créancier Bancaire Etranger de de Derbiteur pourra, avant que ce concordat ou cet arrangement n'ait été confirmé par le tribunal compétent, notifier au Débiteur intéressé qu'il dénonce l'Accord en ce qui concerne leurs relations mutuelles. Dès cette notification, le débiteur cessera de jouir des bénéfices et privilèges prévus par le présent Accord.

3. Au cas où, à un moment quelconque pendant la durée du présent Accord, un Créancier Bancaire Etranger déclarerait qu'un débiteur Allemand a violé l'une quelconque des dispositions du présent Accord et n'a pas réparé les effets de cette violation, dans les deux semaines suivant la réception d'une notification officielle à cet effet du Créancier Bancaire Etranger, celui-ci pourra soumettre le différend à la Commission d'arbitrage pour décision. En pareil cas, aucune mesure ne pourra être prise dans ce domaine par l'une quelconque des parties au présent Accord avant l'intervention de la décision de la Commission d'arbitrage. Si cette Commission se prononce contre le Débiteur Allemand et si ce dernier ne se conforme pas à cette décision dans les deux semaines suivant l'intervention de celle-ci, le Débiteur Allemand sera immédiatement déchu des bénéfices ou privilèges prévus par le présent Accord en ce qui concerne le crédit à court terme tenu à sa disposition par le Créancier Bancaire Etranger.

4. Lorsqu'en vertu des dispositions des paragraphes précédents du présent Article un Débiteur Allemand cesse, à un moment quelconque, de jouir des bénéfices,ou privilèges prévus par le présent Accord, ses dettes deviennent immédiatement exigibles et payables, soit envers l'ensemble de ses Créanciers Bancaires Etrangers si la déchéance est due à la faillite, l'insolvabilité ou l'introduction d'une demande de concordat (Vergleichsverfahren) ou d'autre arrangement de même nature avec l'ensemble ou quelques-uns de ses créanciers, soit envers le ou les Créanciers Bancaires Etrangers affectés si la déchéance est due à la violation des dispositions du présent Accord. Rien n' empêchera alors le ou les Créanciers Bancairss Etrangers intéressés de poursuivre et d'exécuter toutes leurs créances à l'encontre du Débiteur Allemand, notamment par la voie des recours qui leur seraient ouverts s'ils résidaient de façon permanente sur le territoire de la République Fédérale.

5. Le fait pour un Débiteur Allemand d'être déchu du bénéfice du présent Accord ne saurait affecter les droits que toute partie pouvait détenir à la date de la déchéance, et notamment les droits que son Créancier Bancaire Etranger pourrait détenir à l'éncontre de la Deutsche Golddiskontbank au titre de toute garantie des crédits à court terme dont ce Débiteur était responsable.

6. Lorsqu'un Débiteur Allemand cesse à un moment quelconque de jouir des bénéfices ou privilèges prévus par le présent Accord à la suite d'une notification donnée dans les conditions prévues au paragraphe 2 du présent Article, à l'exception du cas de concordat (Vergleichsverfahren), les dispositions de l'Article 16 ci-après ne seront pas applicables aux obligations de ce Débiteur au tittre de la dette en cause.

15. Maintien des Crédits pour de plus longues Périodes

Tout Créancier Bancaire Etranger peut s'entendre avec son Débiteur Allemand pour maintenir tout ou partie de ses crédits à court terme pendant une période plus longue qu'il n'est prévu àl'Aarticle 2 du présent Accord, ou pour remplacer ces crédits par d'autres crédits qui seront maintenus pendant une période plus longue qu'il n'est prévu par ledit Article. Dès l'intervention de cet arrangement, le ou les crédits à court terme ainsi prorogés ou remplacés cesseront d'être assujettis au présent Accord si la Bank deutscher Laender y consent.

16. Fourniture de Devises Etrangères

La Bank deutscher Laender s'engage à tenir constamment disponibles, pendant toute la durée du présent Accord, les devises étrangères nècessaires pour permet-

tre aux débiteurs allemands de s'acquitter des obligations en devises assumées par eux par application, ou en conséquence du présent Accord.

17. Comité Consultatif

1. En vue de permettre des consultations périodiques avec le Comité Allemand et la Bank deutscher Laender, de tenir les Comités Bancaires Etrangers informés des questions qui se poseront pendant la durée du présent Accord, et de remplir telles autres fonct ons compatibles avec les dispositions de l'Accord et qui lui seraient confiées soit par ledit Accord, soit par les Comités Bancaires Etrangers, un Comité consultatif composé de représentants des Comités Bancaires Etrangers pourra être convoqué à tout moment par le Président du Comité Mixte des Représentants des Comités Bancaires Etrangers. Celui-ci sera tenu de convoquer le Comité Consultatif si le Comité Allemand ou l'un des Comités Bancaires Etrangers en fait la demande. Chaque Comité Bancaire signataire du présent Accord sera en droit de designer un délégué. Toute réunion fixée en vertu du présent article pourra être décommandée ou différée par notification du Président du Comité Mixte susvisé.

2. Sous réserve des dispositions ci-après, toutes les décisions seront prises par un vote des délégués présents et représentant une majorité des Comités Bancaires Etrangers à condition que cette majorité représente, au moins 50 o)o en va eur nominale, des crédits à court terme alors non remboursés.

3. Le Comité ainsi nommé pourra, par un vote unanime des délégués présents et avec l'agrément du Comité allemand, interpréter et amender périodiquement le texte du présent Accord, à condition qu'aucun amendement ne soit apporté qui puisse affecter substantiellement les droits des parties au présent Accord ou de ceux qui y auront accédé. Lorsque le Comité en question et le Comité allemand auront décidé qu'un amendement n'affecte pas substantiellement ces droits, cette décision sera obligatoire pour toutes les parties au présent Accord et ceux qui y auront accédé.

4. Au cas où, à un moment quelconque, les lois en vigueur sur le territoire de la République Fédérale autoriseraient un Créancier Bancaire Etranger à demander le remboursement en monnaie allemande de tout ou partie d'un crédit à cours terme, le Comité Consultatif pourra, par un vote unanime de ses délégués au cours d'une réunion (ou, sans réunion officielle, par l'accord écrit de tous ses délégués), modifier les articles 10 et 11A du présent Accord, de façon à rendre le remboursement en monnaie allemende, prévu par ces articles, obligatoire pour le débiteur, dans la mesure où un Créancier Bancaire Etranger en ferait la demande, sous réserve cependant des limitations qui, à l'époque, pourraient encore être en vigueur sur le territoire de la République Fédérale à l'égard de ces remboursements. Toute modification de cette nature sera obligatoire pour toutes les parties au présent Accord et pour ceux qui y auront accédé.

18. Investissements effectués dans le cadre des Accords précédents.

A compter de la date du présent Accord, les intérêts et les autres revenus afférents aux investissements effectués avec les Soldes Créditeurs Enregistrés, par application de l'article 10 de l'un quelconque des Accords précédents, recevront application du traitement prevu par l'article 10 (5) (g) de l'Accord de 1939, à condition que le taux de transfert de ces intérêts et autres revenus ne dépasse pas le taux d'intérêt actuellement payable, au titre des crédits à court terme, aux Créanciers Bancaires Etrangers du même pays créancier.

19. Echéance des Crédits.

Toutes les dettes correspondant aux crédits à court terme visés par le prèsent Accord viendront à échéance lors de l'expiration ou de la dénonciation dudit Accord et le montant en deviendra immédiatement exigible et payable. En outre, lors de l'expiration ou de la dénonciation de l'accord, les Créanciers Bancaires Etrangers seront en droit de débiter les comptes des Débiteurs Allemands du montant de tous les effets acceptés pour compte de ces Débiteurs même lorsque leur date d'échéance sera postérieure; dans ce dernier cas cependant aucun intérêt ne pourra être compté avant cette échéance. Dans le cas des crédits confirmés, les Créanciers Bancaires Etrangers seront en droit de porter au débit comme une obligation effective le montant de tous les effets tirés avant la date d'expiration du présent Accord même si ces effets n'ont pas à cette date été présentés pour acceptation, et comme une obligation conditionnelle le solde inutilisé de tout crédit confirme; mais aucun intérêt ne pourra être compté tant que les effets ne seront pas arrivés à échéance ou tant que des fonds n'auront pas été effectivement avancés par les Créanciers Bancaires Etrangers au titre de ces crédits.

20. Arbitrage.

1. En cas de litige entre les Créanciers Bancaires Etrangers d'une part, et les Débiteurs Allemands (1) ou la Bank deutscher Laender d'autre part, au sujet de l'interprétation de l'Accord ou d'une question en découlant, le litige sera soumis à une Commission d'Arbitrage instituée conformément aux dispositions du présent Article.

2. La Commission d'Arbitrage sera composée de la manière suivante:

a) La Banque des Réglements Internationaux désignera trois personnes comme membres permanents de la Commission d'Arbitrage, la première en qualité de Président de la Commission, la seconde en qualité de Vice-Président chargé de présider les réunions de la Commission en l'absence du Président.

b) La Banque des Règlements Internationaux désignera en outre trois personnes en qualité de membres suppléants de la Commission d'Arbitrage. Ces dernières pourront remplacer le ou les membres permanents qui, pour cause de maladie ou pour tout autre raison, ne seraient pas en mesure d'assister aux séances de la Commission. La Banque des Règlements Internationaux spécifiera le membre permanent que chaque membre suppléant sera chargé de remplacer. Les suppléants ne pourront assister aux réunions de la Commission qu'en l'absence des membres permanents qu'ils sont respectivement chargés de remplacer.

3. Le règlement de la Commission d'Arbitrage devra contenir, entre autres les clauses suivantes:

a) Chacun des signataires du présent Accord (c'est à dire les Comités Bancaires Etrangers, le Comité Allemand et la Bank deutscher Laender) devra être prévenu au moins 10 jours à l'avance de la tenue d'une audience sur une question soumise à la Commission d'Arbitrage par l'un quelconque des signataires. De ce chef chaque signataire assumera immédiatement tous les droits inhérents à la qualité de partie au débat au sens des dispositions de l'alinéa ci-dessous.

b) Pour chaque question soumise à la Commission d'Arbitrage, chacune des parties au débat sera en droit de se faire représenter à l'audience en cause par un représentant, conseil juridique ou autre mandataire et de soumettre à l'examen de la Commission d'Arbitrage un exposé écrit des arguments invoqués par elle à l'appui ou à l'encontre des thèses en présence, conformément aux règles de procédure que la Commission d'Arbitrage pourra périodiquement adopter.

(1) Voir Annexe IIIA.

c) La Commission d'Arbitrage fixera périodiquement les heures et lieux de ses audiences et les notifiera à tous les signataires du présent Accord.

d) Pour chacune de ses décisions, unanimes ou non la Commission d'Arbitrage exposera brièvement par écrit les attendus de la décision. Toutefois ces attendus n'auront pas à être donnés si la Commission en dispose autrement par un vote unanime, sauf dans le cas où l'une des parties, aurait, avant l'audiencé, demandé par écrit qu'ils soient communiqués. Lorsque les attendus ne seront pas fournis, la décision devra préciser qu'il en a été ainsi décidé à l'unanimité par la Commission et qu'aucune requête n'a été formulée par l'une quelconque des parties comme il est dit ci-dessus.

e) Si la Commission d'Arbitrage se déclare incompétente pour connaître d'une question qui lui est soumise, et si, après recours au tribunal approprié du pays de l'une quelconque des parties intéressées au débat, ce tribunal se déclare à son tour incompétent, motif pris de ce que la question est du ressort de la Commission d'Arbitrage, ou si la question est renvoyée entièrement ou partiellement à la Commission, il appartiendra à celle-ci de trancher le différend.

21. Dépenses.

Les frais et dépenses afférents à la préparation, à la signature et à l'exécution du présent Accord, y compris tous les frais d'ordre juridique et les autres dépenses exposés par les Comités Bancaires Etrangers avant la signature (mais postérieurement au 1er novembre 1950) et pendant la durée du présent Accord, seront à la charge des Débiteurs Allemands. Des dispositions seront prises par le Comité Allemand en vue du remboursement de ces frais, dépenses et rémunérations.

22. Accession ,à l'Accord

1. Pour accéder au présent Accord chaque Créancier Bancaire Etranger notifiera à son ou à ses Débiteurs Allemands, dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur dudit Accord, qu'il est prêt à y accéder. Cette notification (qui spécifiera les crédits à court terme, dus par le ou les Débiteurs Allemands intéressés, au titre desquels l'accession est effectuée) sera établie par écrit, en double exemplaire, sur une formule type qui pourra être obtenue auprès des Comités Bancaires Etrangers dans chaque pays créancier intéressé. Dans les quatre jours de la réception d'une lettre d'accession émanant de l'un quelconque de ses Créances Bancaires Etrangers, le Débiteur Allemand devra lui faire parvenir une lettre confirmant son accession.(1) Cette lettre sera établie sur une formule type qui poura être obtenue auprès de la Bank deutscher Laender ou de toute Landeszentralbank.(1) Tout Créancier Bancaire Etranger pourra notifier son accession par un télégramme, sous réserve d'en confirmer ultérieurement les termes selon la procédure ci-dessus.

2. Tout Créancier Bancaire Etranger ayant précédemment participé à un syndicat constitué en vue de l'octroi d'un crédit à court terme sera en droit d'accéder au présent Accord au titre de.sa participation.

3. Dès l'accession, le Créancier Bancaire Etranger et le Débiteur Allemand deviendront parties au présent Accord au titre des crédits à court terme spécifiés dans les lettres d'accession, et deviendront de ce fait titulaires des droits et obligations incombant respectivement aux Créanciers Bancaires Etrangers et aux Débiteurs, Allemands, dans le présent Accord.

4. Tout Comité Bancaire Etranger pourra, avec l'assentiment du Comité Allemand prolonger le délai pendant lequel un ou plusieurs des Créanciers Bancaires Etrangers ,de son pays pourront accéder du présent Accord. Cependant lorsqu'une personne, ou une société de personnes ou de capitaux, se trouvant sur le territoire de la République Fédérale sera, pendant la durée du présent Accord devenue, par succession ou substitution, débitrice de tout ou partie d'un crédit à court terme, ou lorsque de nouveaux instruments d'accession seront échangés par application des Articles 5, 7 ou 8, l'accession au titre dn crédit ou de la fraction de crédit en cause pourra, sans l'assentiment prévu ci-dessus, être effectuée, dans un délai raisonable à compter de la succession,ou substitution en question.

5. Lorsqu'un crédit, ou une fraction de crédit, à court terme aura été accordé à un débiteur bancaire qui n'aura pas sa résidence habituelle sur le territoire de la République Fédérale ou que le Creancier Bancaire Etranger ne pourra plus retrouver ou identifier, et qu'un client de ce débiteur bancaire, ayant sa résidence habituelle sur le territoire de la République Fédérale, sera également responsable de ce crédit ou de cette fraction de crédit, ce client sera tenu (si le Creancier Bancaire Etranger en fait la demande) d'accéder au présent Accord au titre du crédit ou de la fraction de crédit en question auxquels les dispositions du présent Accord deviendront alors applicables çomme s ils avaient été accordés directement à l'origine à ce client.

6. Lorsqu'un crédit, ou une fraction de crédit, à court terme aura été accordé à un débiteur commercial ou industriel qui n'aura pas sa résidence habituelle sur le territoire de la République Fédérale ou qne le Créancier Bancaire Etranger ne pourra plus retrouver ou identifier, et qu'une personne, ayant sa résidence habituelle sur le territoire de la République Fédérale sera également responsable de ce crédit ou de cette fraction de crédit en qualité de garant, endosseur ou avaliste, cette personne sera tenue (si le Créancier Bancaire Etranger en fait la demande) d'accéder au présent Accord au titre du crédit ou de la fraction de crédit en question auxquels les dispositions du present Accord deviendront alors applicables comme s ils avaient été accordés directement à l'origine à ce partuculier.

7. Lorsqu'une entreprise bancaire commerciale ou industrielle succédera ou aura succédé au débiteur primaire d'un crédit, ou d'une fraction de crédit. à court terme, par application ou en conséquence de la loi allemande (notamment du Règlement d'application No 35 de la Loi No 63 sur la Réforme monétaire ou de la Loi sur les instititions de crédit promulguée le 29 mars 1952), le Créancier Bancaire Etranger pourra accéder au présent Accord vis-à-vis de cette entreprise au titre du crédit ou de la fraction de crédit en cause, et l'entreprise intéressée devra confirmer sa propre acession selon la procédure et avec les effets prévus dans l présent Accord. Les présentes dispositions s'appliqueront également aux cas de succession par substitution d'un crédit ou d'une fraction de crédit chaque fois que cette substitution sera conforme à la législation actuellement en vigueur dans la République Fédéral (notamment, l'article 7 (3) de la Loi sur les institutio is de crédit du 29 mars 1952). Dès l'accession au présent Accord, au titre d'un crédit, ou d'une fraction de crédit, à court terme, du Débiteur Allemand successeur, l'accession du Débiteur Allemand auquel il s'est substitué cessera immédiatement de porter ses effets (sauf lorsqu'il est autrement disposé dans le présent Accord).

8. Lorsque, par application de la législation actuellement en vigueur dans la République Fédérale (notamment, du Règlement d'application No 35 de la Loi No 63 sur la Réforme monétaire ou de la Loi sur les institutions de crédit promulguée le 29 mars 1952), un ou plusieurs établissements bancaires successeurs deviendront ou seront devenus responsables,,conjointe-

(1) Voir Annexe III A.

ment avec le Débiteur Bancaire Allemand initial, d'un crédit, ou d'une fraction de crédit, à court terme, ce ou ces établissements accéderont également au présent Accord (sous réserve des dispositions des deux paragraphes suivants) au titre du crédit ou de la fraction de crédit en question. Toutefois, dans ce cas l'accession, du Débiteur Bancaire Allemand initial gardera toute sa valeur et continuera de produire tous ses effets.

9. Lorsqu'un crédit, ou une fraction de crédit, à court terme aura été accordé à un Débiteur Bancaire Allemand et qu'un client de ce dernier, ayant sa résidence habituelle hors de la République Fédérale, sera également responsable de ce crédit ou de cette fraction de crédit, ni le Débiteur Bancaire Allemand, ni aucun établissement bancaire solidaire ne seront tenus de prendre, au titre du crédit ou de la fraction de crédit en question, aucune des mesures prévues par le présent Accord (excepté en ce qui concerne leur accession qui devra être effectuée et constituera reconnaissance de l'existence et du montant du crédit ou de la fraction de crédit en question), sauf dans la mesure où le Créancier Bancaire Etranger aurait été, en l'absence du présent Accord, autorité par la Loi allemande, à poursuivre le remboursement de sa créance sur le territoire de la République Fédérale.

10. Lorsqu'un crédit à court terme résultera d'une avance et espèces non transformée en crédit d'acceptation, et que le Créancier Bancaire Etranger ne pourra (du fait de la législation actuellement en vigueur sur le territoire de la République Fédérale et, notamment, du Règlement d'application No 35 de la Loi No 63 sur la Réforme monétaire ou de l'article 7 (2) de la Loi sur les institutions de crédit promulguée le 29 mars 1952) obtenir qu'un remboursement partiel sur le territoire de la République Fédérale, ni le Débiteur Bancaire Allemand ni aucun établissement bancaire solidaire ne seront tenus de prendre aucune des mesures prévues par le présent Accord au titre de la fraction du crédit dont le Créancier Bancaire Etranger ne peut actuellement pursuivre le remboursement (excepté en ce qui concerne leur secession qui devra être effectuée et constituera reconnaissance de l'existence et du montant de la fraction en cause) avant le moment où le Créancier Bancaire Etranger aurait été, en l'absence du présent Accord, autorisé, par la Loi allemande, à poursuivre le remboursement de sa créances sur le territoire de la République Fédérale.

23. Deutsche Golddiskontbank.

1. Aucune des dispositions du présent Accord ne saurait limiter les obligations de la Deutsche Golddiskontbank, ou les droits des Créanciers Bancaires Etrangers à l'encontre de cette institution, ces obligations et droits étant énoncés ou incorporés dans le dernier des précédents Accords applicable à chaque crédit à court terme particulier. L'article 23 de l'Accord de 1939 devra être considéré comme incorporé au présent Accord (pour prendre effet à compter de la date de celui-ci) sauf que :

a) le paragraphe 3 de cet article sera considéré comme modifié, l'expression «le présent Accord», qui figure au paragraphe 5 (b) de l'article 23 de l'Accord de 1933, étant remplacée par les mots «l'un quelconque des accords précédents».

b) le paragraphe 4 de cet Article sera considéré comme modifié, l'expression «l'article 23 des Accords de 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937 et 1938» étant remplacée par l'expression «l'article 23 de l'un quelconque des Accords précédents.»

c) les paragraphes 5 et 7 de cet article seront considérés comme supprimés.

2. Par la signature du présent Accord, le liquidateur de la Deutsche Goldiskontbank sera considéré comme ayant accepté les dispositions du paragraphe (1) du présent Article et comme ayant donné à chacun des Créanciers Bancaires Etrangers ayant accédé au présent Accord au titre d'un crédit, ou d'une fraction de crédit à court terme antérieurement garantis par la Deutsche Golddiskontbank, l'assurance que, dans la mesure où ces crédits ou fractions de crédit, n'ont pas encore été remboursés ou satisfaits, la responsabilité au titre de la garantie garde toute sa valeur et continue de produire tous ses effets.

24. Versemenss ayant d'autres Origines.

Au cas où, à la suite de son accession au présent Accord, un Créancier Bancaire Etranger accepterait d'une tierce partie, au titre d'une dette quelconque incombant à un débiteur résidant à l'intérieur des frontières de l'Etat allemand telles qu'elles étaient définies au 31 décembre 1937, un versement quelconque qu'il serait tenu, soit part l'application de la loi soit pour toute autre raison, ou qu'il déciderait lui-même d'utiliser à la réduction des crédits à court terme couverts par le présent Accord, ce Créancier Bancaire Etranger devra affecter ces montants au remboursement définitif de la dette correspondant au crédit ou aux crédits à court terme (s'il en existe) au titre desquels lesdits montants lui auront été versés. Toutefois, lorsque le versement n'aura pas été effectué au titre d'un ou plusieurs crédits à court terme spécifiquement désignés, le Créancier Bancaire Etranger devra affecter le montant reçu à la réduction du ou des crédits à court terme de son choix, à moins qu'il ne soit détenteur d'autres créances répondant à la définition ci-dessus (et ne présentant pas le caractère de crédits à court terme) à la réduction desquelles il serait légalement en droit, et choisirait, d'utiliser ledit versement. Le Créancier Bancaire Etranger notifiera immédiatement au ou aux Débiteurs Allemands intéressés et au Comité Allemand, ainsi qu'à son propre Comité Bancaire Etranger, l'affectation du versement à la réduction du ou des crédits à court terme en cause, dès qu'il y aura procédé; et la dette correspondant au crédit ou aux crédits à court terme auxquels ce versement aura été affecté sera de ce fait définitivement remboursée.

25. Signature et Titre abrégé de l'Accord.

1. Les originaux du présent Accord, signés par le Comité Allemand, la Bank deutscher Laender et les Comités Bancaires Etrangers intéressés seront envoyés, par l'intermédiaire des banques centrales, à la Banque des Règlements Internationaux qui en sera le dépositaire pour le compte des parties intéressées.

2. Le présent Accord pourra être nommé l'«Accord de Credit Allemand de 1952.»

26. Notifications.

Toutes les notifications écrites, à caractère soit officiel soit officieux, exigées par les dispositions du présent Accord, seront considérées comme ayant été dûment données lorsqu'elles auront été envoyées par voie postale, télégraphique ou radio-télégraphique (port payé) ou remises, soit à une adresse fournie par la partie destinataire de la dite notification, soit, si aucune adresse de ce genre n'a été donnée, au domicile commercial habituel de la partie intéressée.

27. [Supprimé].

28. Titre des Articles.

Les titres des différents articles du présent Accord n'ont été donnés que pour faciliter les références éventuelles et n'ont nullement pour objet d'en fixer l'interprétation.

29. Signatures nécessaires.

Le présent Accord entrera en vigueur lorsqu'il aura été signé par le Comité Allemand et la Bank deutscher Laender, et lorsqu'il aura été signé et (en cas de besoin),

ratifié, par des Comités Bancaires Etrangers représentant des Créanciers Bancaires Etrangers dont les crédits à court terme constituent, en valeur nominale, 75 o)o du montant des crédits à court terme non remboursés.

ANNEXE III A.

Echange de lettres enregistrant certains accords supplémentaires conclus entre les représentants des créanciers et des débiteurs au sujet de l'Annexe III.

Au
Comité américain des créanciers
de standstill de l'Allemagne.
Comité bancaire britannique pour
les Affaires allemandes.
Comité bancaire suisse pour
l'Accord de Crédit allemand.

Accord de crédit allemand de 1952.

Messieurs.

Aux termes des déclarations faites par la Commission Tripartite des Dettes Allemandes au nom des Gouvernements représentés dans son sein et par la Délégation allemande pour les Dettes extérieures au nom du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, ces Gouvernements sont prêts à prendre les mesures administratives appropriées en Allemagne en vue de permettre à l'Accord de crédit allemand de 1952 (qui constitue l'Annexe III à l'Accord sur les dettes extérieures allemandes, et qui est désigné ci-après sous le nom d'«Accord de 1952») d'entrer en vigueur dès la ratification de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes par la République Fédérale d'Allemagne étant précisé que les paiements en devises étrangères prévus par l'Accord de 1952, autres que ceux résultant normalement de l'application de son article 5, seront différés jusqu'à la date où l'Accord sur les dettes extérieures allemandes (désigné ci-après par le nom d' «Accord Intergouvernemental») entrera en vigueur conformément aux dispositions de son article 35.

De même, les formules d'accession qu'il est proposé d'échanger conditionnellement entre créanciers et débiteurs au titre de l'Accord de 1952 font allusion (entre autres) à l'ajournement prévu ci-dessus des paiements en devises dus au titre dudit Accord. Les débiteurs conviennent que, dès que l'Accord de 1952 sera devenu pleinement applicable par suite de la mise en vigueur de l'Accord Intergouvernemental, ils verseront sans délai à leurs créanciers tous les paiements en dévises étrangéres au titre de l'Accord de 1952 qui auront été ajournés dans l'intervalle.

Nous confirmons par les présentes que l'Accord de 1952 entrera en vigueur lorsque les conditions prévues dans son article 29 auront été remplies et lorsque l'Accord Intergouvernemental aura été ratifié par la République Fédérale d'Allemagne, mais qu'il cessera d'avoir effet s'il n'est pas inclus dans cet Accord Intergouvernemental lors de l'entrée en vigueur de ce dernier. En conséquence, la date d'entrée en vigueur de l'Accord de 1952 au sens de l'article 2 de cet Accord doit s'entendre de la date à laquelle les conditions prévues à l'article 29 dudit Accord auront été remplies et l'Accord Intergouvernemental aura été ratifié par la République Fédérale d'Allemagne.

Nous confirmons en outre que, si l'Accord de 1952 est inclus dans ledit Accord Interngouvernemental lors de l'entrée en vigueur de ce dernier par application de son article 35, nous ferons chacun de notre côté tout ce qui est en notre pouvoir pour permettre un versement rapide aux créanciers de tous les paiements en devises résultant de l'application de l'Accecord de 1952 qui auront été ajournés dans l'intervalle.

Nous confirmons que, conformément à l'accord intervenu entre les parties à l'Accord de 1952, les amendements suivants devront être apportés au texte de l'Accord figurant en Annexe 5 au Rapport final de la Conférance des dettes extérieures allemandes et que ces amendements devront être incorporés dans l'instrument qui sera signé.

Paragraphe 7 du Préambule.—Remplacer les mots «le Gouvernement de la République Fédérale et les autres Autorités appropriées» par les mots «les Autorités publiques compétentes de la République Fédérale d'Allemagne et de Berlin (Ouest).

Ajouter le mot «et» à la fin de l'alinéa (ii).

Faire précéder l'alinéa (iv) des mots. «Les Aurorités publiques compétentes de la République Fédérale d'Allemagne et de Berlin (Ouest) veilleront dans toute la mesure du possible (iv) à ce que... etc».

Article 1 Définitions.—Dans la definition de l'expression «République Fédérale» ajouter in fine les mots «Cette définition vise à identifier le territoire en cause et non à définir la compétence gouvernemental».

Article 20 Arbitrage.—Dans le paragraphe 1, insérer après les mots «Débiteurs allemands» les mots «ayant accédé au présent Accord.»

Article 22 Accession à l'Accord.-Dans le paragraphe (1) à la fin de la troisième phrase, supprimer les mots «et confirmant son accession» et les remplacer par les mots «confirmant qu'il accède au présent Accord et déclarant (si le créancier en fait la demande) qu'il accédera à tout accord de renouvellement ou d'extension qui pourrait être signé par le comité allemand et la Bank deutscher Lander.»

Le Comité allemand soussigné accepte par les présentes, conformément au paragraphe 22 (4) de l'Accord de 1952, que vos Comités prolongent le délai au cours duquel un ou plusieurs créanciers bancaires étrangers de vos pays respectifs auront la possibilité d'accéder à l'Accord de 1952, de façon à leur permettre d'accéder pendant un délai de deux mois à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord Intergouvernemental.

Veuillez agréer,

Signé pour le Comité allemand des Dettes de Standstill et en son nom:

Signé pour la Banque deutscher Lander et en son nom:

Au
Comité allemand pour les Dettes de Standstill.
et
à la Bank deutscher Lander.
Messieurs.

Accord de crédit allemand de 1952.

Nous avons l'honneur d'accuser la réception de votre lettre relative aux arrangements pris en vue de l'entrée en vigueur de l'Accord cité en référence et de l'ajournement temporaire du versement aux créanciers des paiements en devises prévus dans l'Accord en question, autres que ceux résultant de l'application normale de son article 5, et nous confirmons par les présentes notre acceptation des modalités et conditions exposées dans votre lettre.

Nous vous confirmos en particulier notre accord sur les points suivants:

a) l'Accord de 1952 entrera en vigueur lorsque les conditions prévues dans son Article 29 auront été remplies et lorsque l'Accord sur les Dettes extérieures allemandes (désigné ci-après par les mots «l'Accord Intergouvernemental») aura été ratifié par la République Fédérale d'Allemagne, mais cessera d'avoir effet s'il n'est pas inclus dans l'Accord Interngouvernemental lors de l'entrée en vigueur de ce dernier;

b) tous les paiements en devises étrangères prévus dans l'Accord de 1952, autres que ceux résultant de l'application normale de son Article 5, seront ajournés

jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord Intergouvernemental par application de son article 35;

c) les amendements au texte de l'Accord de 1952 indiqués dans votre lettre seront incorporés à l'Accord tel qu'il sera signé.

La présente lettre pourra être signée en plusieurs exemplaires qui constitueront ensemble un seul et unique instrument.

Veuillez agréer,.....

Signé pour le Comité américain des créanciers de Standstill de l'Allemagne et en son nom:

Signé pour le Comité bancaire britannique pour les Affraires allemandes et en son nom:

Signé pour le Comité bancaire suisse pour l'Accord de crédit allemand et en son nom:

ANNEXE IV

Recommandations agréées pour le Règlement des Créances nées de Livraisons de Marchandises et de Prestations de Services, de certaines Créances Financières et de Diverses autres Créa ces

[Note : Le texte reproduit ci-dessous est celui de l'Annexe 6 au Repport de la Conférence des dettes extérieures allemandes, avec les modifications nécessaires pour assurer la concordance des textes dans les trois langues.]

TABLE DES MATIERES

Chapitre A.—Champ d'application du réglement

Article

1. Créances nées d'échanges de marchandises et de services.
2. Créances financières privées.
3. Revenus d'investissements.
4. Autres créances pécuniaires.
5. Exceptions.

Chapitre B.—Principes généraux

6. Conversion en Deutschemark.
7. Créances en devises étrangères avec caluse-or.
8. Evaluation en Deutschemark de créances en devises étrangères.
9. Konversionskasse , fur deutsche Auslandsschulden (Caisse de conversion pour les dettes extérieures allemandes).
10. Versements à la Deutsche Verrechnungskasse.
11. Clause relative aux cas où le débiteur se trouve dans une sitiation financière difficile.
12. Transmission par succession légale, des créances et des dettes.
13. Cession de créance.
14. Accession au règlement des dettes. Dispositions de contrôle des changes. Obligations du débiteur.
15. Règlement des litiges.
16. Commission Mixte.
17. Tribunal arbitral.
18. Paiement en Deutschemark.
19. Utilisation des avoirs bloqués en Deutschemark.
20. Influence du règlement sur les créances.
21. Clauses d'option de change sans clause-or.
22. Affectation au bénéfice des débiteurs des concessions faites par les créanceiers.
23. Conversion effective.
24. Monnaie de paiement.
25. Lois de validation des valeurs mobilières allemandes.

Chapitre C.—Règlement des créances commerciales anciennes.

26. Créances nées de livraisons de marchandises.
27. Créances nées du paiement anticipé de marchandises et de services.
28. Salaires ,traitement et pensions résultant de contrats de travail, commissions.
29. Prestations d'assuránces sociales.
30. Créances au titre des assurances privées.
31. Créances commerciales anciennes diverses.
32. Dispositions communes à toutes les créances commerciales anciennes.

Chapitre D,—Règlement des créances financières privées

33. Créances en monnaie allemande.
34. Créances en monnaie non allemande.

Chapitre E.—Revenus arriérés d'investissements

35.

Chapitre F.—Créances pécuniaires diverses

36.

Annexe IV A.—Déclaration commune des Délégations suisse et allemande au sujet des négociations sur le règlement des Dettes foncieres suisses libellées en francs suisses (Schweizer Frankengrundschulden).

Chapitre A.—Champ d'application du règlemnt

Le règlement ci-après s'applique aux créances suivantes :

Article 1

Créances pécuniaires nées d'échanges internationaux de marchandises et de services, et créances pécuniaires de caractère analogue, échues avant le 8 mai 1945 à l'encontre de débiteurs privés et publics (créances commerciales anciennes).

Il s'agit notamment :

1. des créances nées de livraisons de marchandises,
2. des créances nées du paiement anticipé de marchandises et de services,
3. des frais accessoires afférents aux mouvements de marchandises, pour autant qu'ils n'ont pas été facturés avec les marchandises, y compris les frêts et dépenses analogues.
4. des créances nées de prestations de services, dans la mesure où elles ne sont pas visées par d'autres acinéas, y compris les jetons de présence des membres de conseils d'administration et des trustees,
5. des redevances afférentes aux droits de propriété industrielle, droits d'auteur, assistance technique et des créances analogues.
6. des créances d'indemnité nées et exigibles avant le 8 mai 1945, au titre de dommages subis à l'occasion de livraisons de marchandises ou de prestations de services.
7. des salaires, traitements, pensions résultant de contrats de travail et commissions,
8. des prestations d'assurances sociales,
9. des créances nées d'opérations d'assurance privée.

Les créances qui, bien que ne figurant pas expressément dans les catégories (1) à (9) ci-dessus, appartiennent cependant nettement à la catégorie des créances nées d'échanges internationaux de marchandises et de services réglées par le présent Article, doivent être classés aux alinéas correspondants.

Article 2

Créances financières ci-après y compris les intérêts impayés, nées avant le 8 mai 1945, à l'encontre de débiteurs privés:

1. créances libellées en monnaie allemande, sans clause-or ni clause de change;

2. créances libellées, soit en devises étrangères, soit en monnaie allemande avec clause-or ou clause de change, lorsque ces créances:

a) portent sur des personnes physiques et n'ont pas été contractées au nom d'une société appartenant au débiteur, sans égard à la durée ou au montant de la créance; ou

b) portent sur des sociétés allemandes appartenant directement ou indirectement à la personne ou groupe de personnes physiques ou morales créancières, que ces créances se présentent sous la forme de valeurs

mobilières non négociables ou sous toute autre forme: ou

c) avaient une durée initiale inférieure à 5 ans; ou

d) avaient, sans égard à la durée, un montant initial inférieur à 40.000 dollars américains ou à la contre-valeur de cette somme (au cours du 1er juillet 1952);

3. créances qui, bien que non mentionnées expressément aux alinéas (1) et (2) ci-dessus, appartiennent cependant nettement à la catégorie des créances financières réglées par le présent article et ne relèvent pas des projets de règlement coutenus dans les Annexec I à III de l'Accord sur les dettes. extérieures allemandes.

4. A titre exceptionnel, créances nées d'hypothèques, de dettes foncières et de rentes foncières («Grund- und Rentenschulden») lorsque le débiteur ou propriétaire foncier est une commune ou une autre autorité publique et que le droit de gage ne résulte pas d'un contrat d'emprunt.

Les dettes foncières en francs suisses («Schweizer Frankengrundschulden») visées par les accords intergouvernementaux germano-suisses des 6 décembre 1920 et 25 mars 1923, font l'objet de l'Annexe A au présent document.

Article 3

Revenus antérieurs au 8 mai 1945 au bénéfice de créanciers étrangers d'investissements dans la République Fédérale d'Allemagne ou Berlin (Ouest), pour autant qu'ils ne sont pas traités dans l'Accord sur les dettes extérieures allemandes ou une autre Annexe à cet Accord.

Il s'agit notamment :

1. des dévidendes sur titres émis dans la République Fédérale d'Allemagne ou Berlin (Ouest):

2. des bénéfices ;

3. des loyers et fermages.

Article 4

Créances pécuniaires, nées avant le 8 mai 1945 qui ne sont traités ni dans d'autres Annexes à l'Accord sur les dettes extérieures allemands, ni aux Articles 1 à 3 de la présente proposition de règlement, mais relèvent car leur caractère de la présente proposition de règlement.

Article 5

Exceptions

Sont exclues, jusqu'à nouvel ordre, de la présente proposition de règlement les créances à l'encontre de la Ville de Berlin et de services publics situés sur son territoire et contrôles par Berlin.

Chapitre B.—Principes généraux

Article 6

Conversion en Deutschemark

1. Les créances en Reichsmark seront réglées après que le créancier étranger aura déclaré accepter que sa créance soit convertie en Deutschemark au même taux que le serait une créance analogue d'un créancier allemand. La présente disposition s'applique également aux créances pécuniaires en Mark-or ou Reichsmark avec clause-or, qui ne présentent pas un caractère spécifiquement étranger au sens de l'alinéa (2) ci-après. Le Contrôle des changes allemand continuera à accorder l'autorisation éventuellement nécessaire soit à la conversion selon la Loi de conversion, soit à la reévaluation selon la législation relative aux bilans en Deutschemark, dans la mesure où le créancier a droit à la conversion ou à la réévaluation.

2. Il a été convenu que les créances pécuniaires financières et les hypothèques en Mark-or ou en Reischsmark avec clause-or, présentant un caractère spécifiquement étranger, seraient converties en Deutschemark au taux de 1 Mark-or ou 1 Reichsmark avec clause-or pour 1 Deutschemark.

La définition des critères applicables pour décider du caractère spécifiquement étranger des créances ci-dessus fera l'objet de négociations ultérieures. (1) Les parties aux négociations réservent leur position quant à la détermination des cas dans lesquels le principe ainsi établi pourra être appliqué ainsi que de ses modalités d'application. Il appartiendra à la Délégation allemande de décider de quelle manière la solution qui sera trouvée pourra être insérée dans le cadre des lois allemandes sur la réforme monétaire et sur la péréquation des charges nées de la guerre ou de l'après-guerre.

Les négociations prévues ci-dessus entre une Délégation allemande et des représentants de créanciers devraient avoir lieu avant le 31 octobre 1952 au plus tard.

Article 7.

Créances en devises étrangères avec clause-or

Le principe suivant s'appliquera mutatis mutandis au règlement de ces créances:

Les dettes libellées en dollars-or ou francs suisses-or seront calculées à raison d'un dollar courant pour un dollar-or et d'un franc suisse courant pour un franc suisse-or, et les nouveaux contrats seront libellés, suivant le cas, en dollars courants ou en francs suisses courants.

Pour les autres dettes avec clause-or (à l'exception des dettes en monnaie allemande avec clause-or qui font l'objet de l'Article 6 paragraphe 2), les sommes dues seront payables seulement dans la monnaie du pays dans lequel l'emprunt a été contracté ou émis (cette monnaie est désignée ci-après par l'expression «monnaie d'émission»). Le montant dû sera calculé à la contre-valeur, sur la base du taux de change en vigueur à l'époque de l'échance, de la somme en dollars américains obtenue en convertissant en dollars américains le montant de l'obligation, exprimé dans la monnaie d'émission, sur la base du taux en vigueur à l'époque du contrat ou de l'émission. Le montant en monnaie d'émission ainsi obtenu ne pourra cependant être inférieur à ce qu'il aurait été sur la base du taux de change en vigueur le 1er août 1952.

Article 8.

Evaluation en Deutschemark de créances en devises étrangéres.

Les créances en devises étrangères seront évaluées en Deutschemark sur la base des parités notifiées au Fonds Monétaire International, en vigueur la veille du paiement. Si aucune parité n'est fixée, la conversion aura lieu sur la base du cours moyen de la Bank deutscher Lander, en vigueur la veille du paiement.

Article 9.

Konversionskasse fur deutsche Auslandsschulden (Caisse de conversion pour les dettes extérieures allemandes).

1. La Délégation allemande estimait que le débiteur allemand était définitivement libéré de sa dette à concurrence de ses paiements à la Konversionskasse. Les représentants des créanciers, par contre, estimaient que de tels versements à la Konversionskasse ne seraient pas, en règle générale, reconnus par la loi de leurs pays comme libératoires pour le débiteur allemand.

Désireux de mettre un terme à de stériles discussions juridiques, les deux parties se sont mises d'accord pour rechercher une solution pratique permettant de régler, sans formalités inutiles, les demandes des créanciers.

Tout en maintenant leurs positions juridiques, la Délégation allemande et les représentant des créanciers étrangers sont donc convenus de ce qui suit:

1. Le débiteur allemand s'engage à rembourser son

(1) Voir Annexe VII.

créancier, selon les nouvelles conditions de règlement, sans égard aux paiements faits à la Konversionskasse, dans la mesure où le créancier:

a) n'a pas effectivement reçu de la Konversionskasse le paiement correspondant au versement du débiteur, ou.

b) a refusé le paiement ou la prestation de la Konversionskasse fondés sur le versement du débiteur, parce qu'il ne voulait pas reconnaître comme libératoires ce paiement ou cette prestation.

Dans le cas des valeurs mobilières soumises à la loi de validation des valeurs mobilières allemandes émises à l'étranger, le présent règlement ne s'applique qu'aux obligations et coupons validés conformément aux dispositions de cette Loi ou de tout accord conclu en ce qui concerne l'application de la Loi avec le pays où les valeurs ont été émises, ou au titre d'un jugement déclaratoire (Feststellungsbecheide) obtenu par le créancier en exécution de ladite Loi.

2. Les débiteurs seront remboursés des sommes en cause sur les fonds publics allemands.

3. Les paiement faits par le débiteur à la Konversionskasse qui ne tombent pas sous le coup de l'linéa (1) ci-dessus sont considérés comme libératoires pour le débiteur à concurrence de leur montant.

II. Sous réserve des dispositions générales du paragraphe I ci-dessus:

a) Le Gouvernement Fédérals esngage à assumer la responsabilité du paiement intégral aux créanciers étrangers, dans les monnaies dans lesquelles elles étaient exigibles, des sommes qui ont été versées à la Konversionskasse par des débiteurs sur le territoire de la Sarre, et au titre desquelles les créanciers étrangers n'ont pas reçu de versements en devises étrangères ou bénéficié d'autres contre-parties.

b) Le Gouvernement Fédéral s'engage à assumer le responsabilité du paiement aux créanciers étrangers, dans les monnaies dans lesquelles elles étaient exigibles, de 60 o/o des sommes qui ont été versées à la Konversionskasse par des débiteurs en Autriche, en France, en Belgique, et au Luxembourg et au titre desquelles le créanciers étrangers n'ont pas reçu de versements en devises étrangères ou bénéficié d'autres contre-parties.

c) Le Gouvernement Fédéral entrera en négociations avec les représentants des créanciers étrangers avant la fin de décembre 1952 au sujet de l'application de ces engagements.

Article 10.

Versements à la Deutsche Verrechungskasse.

Les parties aux négociations ont examiné la question des versements des débiteurs allemands à la Deutsche Verrechungskasse, qui n-ont pas été suivis d'un paiement au créancier.

Etant donné la diversité des contrats encore à liquider entre l'Allemagne et les autres pays, créanciers et débiteurs estiment que les questions non élucidées devraient être réglées par la voie de négociations intergouvernementales entre la République Fédérale d'Allemagne et les Etats intéressés.

Article 11.

Clause relative aux cas où le débiteur se trouve dans une situation financière difficile.

Si, et dans la mesure où la situation financière d'un débiteur a été si gravement compromise par la guerre, les suites de la guerre ou d'autres circonstances exceptionnelles, qu'il ne peut lui être demandé de s'aquitter de ses obligations dans les conditions et délais prévus dans la présente proposition de règlement, il doit obtenir des allègements. Ceux-ci doivent répondre à l'équité et à la situation particulière du débiteur. Ils doivent correspondre aux concessions dont le débiteur a déjà bénéficié ou pourrait bénéficier pour les mêmes motifs vis-à-vis d'un créancier allemand en vertu de la loi allemande et, en particulier, de la législation sur l'aide aux débiteurs (Vertragshilfesrech).

Si le créancier et le débiteur ne parviennent pas à s'entendre la question sera tranchée par le Tribunal allemand compétent. Le créancier pourra faire appel de la décision de première instance, à son choix, soit en utilisant les recours qui lui sont ouverts par la Loi allemande, soit en s'adressant, dans les 30 jours de la notification de la décision de première instance, au Tribunal arbitral constitué conformément aux dispositions de l'article 17. La décision de ce Tribunal lie les parties.

Article 12.

Transmission, par succession légale, des créances et des dettes.

1, Si un créancier étranger a acquis, ou acquiert à l'avenir, par succession à cause de mort, une créance d'un autre créancier étranger, cette créance sera traitée, dans le cadre de la présente proposition de règlement. comme si elle appartenait encore au créancier originel. Il en va de même dans les cas analogues de succession juridique légale.

2. Est substitué au débiteur quiconque est tenu, aux termes de la Loi ou d'une Ordonnance exécutoire, de reprendre la dette, ou l'a reprise en vertu d'un contrat.

Article 13.

Cession de créance.

1. Le créancier peut céder à un autre étranger le montant total d'une créance dont il peut exiger le paiement à l'étranger, à condition que:

a) Le cessionnaire réside dans la même zone monétaire que le cédant.

b) La cession n'ait pas pour effet de modifier les éléments caractéristiques de la créance.

c) La cession ne serve, ni directement ni indirectement, au règlement de la créance.

Les services allemands compétents accorderont l'autorisation de cession quand seront remplies les conditions (a) à (c). Ils devront en outre examiner avec bienveillance les demandes fondées d'un créancier étranger en vue de la cession partielle de sa créance.

La cession de la créance confère au nouveau créancier les droits et devoirs du créancier initial. Si le nouveau créancier demande au débiteur un remboursement en Deutschemark, les règlements régissant les «avoir-bloqués originels» s'appliquent à ces avoirs bloqué-après un délai de 3 mois à compter de la cession.

2. La cession des créances pour lesquelles le créancier ne peut exiger le paiement qu'en Deutschemark est soumise aux dispositions en vigueur au moment considéré dans la République Fédérale et Berlin (Ouest) sur l'utilisation et la cession de telles créances. (Voir article 19).

Article 14.

Accession du créancier et du débiteur au règlement des dettes. Dispositions de Contrôle des changes. Obligations du débiteur.

1. Le créancier et le débiteur désireaux de régler une créance et une obligation selon les conditions de la présente proposition de règlement, doivent échanger des déclarations écrites dans ce sens. La déclaration d'adhésion du créancier peut aussi être transmise par l'intermédiaire d'un organisme créé à cet effet dans le pays du créancier.

2. Le rapport juridique entre créancier et débiteur est sujet aux dispositions allemandes et étrangères de contrôle des changes en vigueur, compte tenu des allègements et concessions particuliers prévus par le présent projet de règlement.

3. Si le débiteur se refuse à souscrire la déclaration en question, mais que le créancier se déclare lié vis-à-vis du débiteur par sa déclaration d'adhésion le Contrôle

des changes allemand accordera au créancier, sur sa demande, dans le cadre de sa déclaration d'adhésion, toutes les autorisations nécessaires en matière de contrôle des changes. Ces autorisations devront permettre au créancier de poursuivre le débiteur et de recouvrer sa créance dans la mesure et de la manière prévues dans le présent projet de règlement.

Si le créancier n'a pas reçu satisfaction par exécution forcée, il peut révoquer sa déclaration d'adhésion.

La délivrance de l'autorisation du contrôle des changes ne constitue pas une décision sur l'existence et le montant de la créance.

4. Au cas où le créancier demande le paiement en Deutschemark, il doit, vis-à-vis du débiteur, déclarer par écrit qu'il accepte le paiement en Deutschemark en règlement de sa créance.

5. Au cas où le créancier peut demander et demande en fait le transfert, le débiteur doit prendre toutes les mesures exigées par la législation allemande de contrôle des changes en vigueur, pour se procurer les moyens de paiement nécessaires en devises étrangères.

Article 15.

Règlement des litiges.

En l'absence de dispositions contraires expresses de la présente propositions de règlement, les litiges entre créanciers et débiteurs sur l'existence ou le montant des créances seront tranchés par le Tribunal ou par le tribunal arbitral convenu entre les parties, qui est compétent d'après le rapport juridique existant.

Article 16.

Commission Mixte.

En vue du règlement des divergences d'opinion résultant de l'interprétation du présent règlement, une Commission Mixte sera instituée. Elle comprendra un nombre égal de représentants des pays créanciers, et de représentants du gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne ainsi qu'un Président.

Il est recommandé que la Commission soit compétente pour décider des questions d'importance fondamentale relatives à l'interprétation du présente règlement qui lui seraient soumises par les Gouvernements.

Si un Gouvernement estime qu'un cas soumis à l'appréciation du Tribunal arbitral (article 17) pose une question d'importance fondamentale, il est recommandé qu'il puisse demander que le Tribunal arbitral renvoie le litige à la Commission Mixte. Le Tribunal arbitral devrait avoir le même droit.

Article 17

Tribunal arbitral

Le Tribunal arbitral prévue à l'Article 11 se composera d'un arbitre nommé par le créancier et d'un arbitre nommé par le débiteur. Ces deux arbitres désigneront un Président. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur ce choix, ils demanderont au Président de la Chambre de Commerce Internationale de procéder à cette désignation.

Les arbitres doivent être qualifiés pour exercer dans leur pays les fonctions de juges; cette condition n'est pas exigée du Président.

Le Tribunal arbitral règle lui-même sa procédure. Il décide également quelle partie doit payer les dépens.

La Délégation allemande recommandera au Gouvernement Fédéral de veiller à ce que, dans les cas où les parties ne seraient pas en mesure de faire l'avance ou de supporter les dépens fixés par le Tribunal, le paiement de ceux-ci soit réglé d'une manière adéquate.

Le Tribunal arbitral pourra, à la demande commune des parties, connaître également d'autres litiges entre créancier et débiteur.

Au cours des négociations intergouvernementales en vue de la mise en vigueur des recommandations de la Conférence des dettes extérieures allemandes, des dispositions détaillées devront être convenues en ce qui concerne le Tribunal arbitral prévu par le présent article.

Article 18

Paiement en Deutschemark

Par «paiement en Deutschemark» au sens du présent règlement, il faut entendre le paiement en monnaie allemande à un compte que le créancier étranger possède ou fait ouvrir à son nom dans un établissement financier dans le territoire de la République Fédérale d'Allemagne ou de Berlin (Ouest). Ce compte sera sujet à la réglementation allemande de contrôle des changes en vigueur.

La disposition ci-dessus n'exclut pas la délivrance d'autorisations spéciales pour d'autres modalités de paiement.

Article 19

Utilisation d'avoirs bloqués en Deutschemark

1. Le créancier étranger détenteur d'un «avoir originel» en monnaie allemande pourra utiliser son avoir dans le cadre de la réglementation en vigueur lors de l'entrée en vigueur du présent règlement dans la République Fédérale d'Allemagne et Berlin (Ouest); il pourra également céder de tels avoirs à une autre personne hors d'Allemagne.

2. Le créancier étranger détenteur d'un «avoir de cession» en monnaie allemande conservera le droit de céder cet avoir à une autre personne hors d'Allemagne.

Le créancier étranger détenteur d'un tel avoir conservera le droit d'utiliser cet avoir principalement à des investissements à long terme dans l'économie allemande.

3. Les Autorités allemandes compétentes prendront les règlements nécessaires pour prévenir toute évasion illégale des avoirs en monnaie allemande ou tout autre abus préjudiciable à l'économie allemande et à l'ensemble des créances. Les utilisations permises en vertu d'une autorisation générale lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, pourront, en vue de permettre le contrôle, être soumises à une autorisation individuelle, sans que les possibilités générales d'utilisation soient, de ce fait, restreintes.

4. Les Autorités allemandes compétentes s'efforceront de prévoir des possibilités d'utilisation des avoir bloqués en Deutschemark. dans la mesure où le permettra la situation des changes. Elles auront pour but de simplifier dans la mesure du ppossible la procédure de délivrance des autorisations.

5. En vue de la discussion de question générales liées à l'utilisation des avoirs bloqués en Deutschemark, le Gouvernement Fédéral constituera une Commission consulsative composée sur une base paritaire de représentants des principaux pays créanciers d'une part et de la République Fédérale d'autre part.

Article 20

Influence du règlement sur les créances existantes

Sauf dispositions contraires, le présent règlement, en tant que tel, ne modifie pas les créances auxquelles il est applicable.

, Article 21

Clauses d'option de change sans clause-or

La décision quant à la monnaie dans laquelle les créances avec clauses d'option de change (sans clause-or) devront être réglées reste réservée pour des accords intergouvernementaux.

Arsicle 22

Affectation au bénéfice des débiteurs des concessions faites par les créanciers

Les créanciers estiment que le bénéfices des concessions consenties par eux dans le cadre du présent règlement doit profiter aux débiteurs.

Arsicle 23

Conversion effective

1, Toute modification des conditions d'une dette est considerée comme une conversion effective, si elle a eu lieu avant le 9 juin 1933, ou encore, si elle a eu lieu le 9 juin 1933 ou après cette date et à la suite de libres négociations ou en raison de l'insolvabilité survenue ou imminente du débiteur.

2. Il sera présumé qu'il n'y a pas conversion effective résultant de libres négociations si le créancier était représenté, au moment de la conversion, soit par le séquestre allemand des biens ennemis, soit par une personne analogue désignée par des autorités allemandes sans son assentiment.

3. Dans le cas des créances ayant la forme d'obligations, il n'y a pas non plus conversion effective lorsque le créancier s'est borné uniquement à accepter une offre unilatérale du débiteur.

4. Le débiteur aura la charge de prouver qu'il y a conversion effective.

5. Dans le cas des emprunts des églises, toute conversion sera considérée comme effective.,

Article 24

Monnaie de paiement

Les disposition concernant la monnaie dans laquelle une créance pécuniaire doit être réglée restent réservées pour des accords intergouvernementaux.

, Article 25

Lois de validation des valeurs mobilières allemandes

Le présent règlement ne s'applique pas aux obligations et coupons dont la validation est requise en vertu de la Loi de validation des valeurs mobilières allemandes du 19 août 1949 (Wirtschaftsgezetsll. 1949, page 295) et de la Loi de validation des valeurs mobilières allemandes émises à l'étranger d'août 1952, tant que ces obligations ou coupons n'auront pas été validés selon les dispositions de ces lois ou de tout accord intergouvernemental qui pourrait être conclu, en ce qui concerne l'application de ces lois, avec le pays où les valeurs ont été émises.

Chapitre C.—Règlement des créances commerciales anciennes (Artic· 1).

Article 26.

Créances nées de livraisons de marchandises (article 1,(1)

1. Le créancier pourra exiger du débiteur le transfert:

a) A partir du début de 1953, d'un tiers de la somme due.

b) A partir du 1er janvier 1954 et en 10 annuités égales des deux tiers restants.

2. Le créancier pourra, jusqu'au 31 décembre 1953 exiger de son débiteur, au lieu du transfert prévu à l'alinéa 1 (b), le paiement en Deutschemark du reste de sa créance (soit les 2]3 du montant dû à l'origine) dans un délai de 3 mois à compter de la demande. Il est laissé à la discrétion des créanciers et des débiteurs de convenir d'une prolongation de 3 mois du délai en question, en cas de circonstances particulières.

3. Après le 31 Décembre 1953, le créancier ne pourra exiger qu'avec l'assentiment du débiteur le paiement en Deutschemark du solde de la créance.

Article 27.

Créances nées du paiement anticipé de marchandises ou de services (Article 1, (2)

1. Les créanciers et les débiteurs doivent se mettre d'accord, avec l'autorisation des autorités compétentes de leurs pays respectifs, sur un règlement correspondant à leur cas d'espèce.

2. Si une entente ne peut être atteinte, le créancier pourra exiger du débiteur le transfert du montant dû, en 10 annuités égales à partir du 1er octobre 1953.

3. Le créancier pourra, jusqu'au 31 Décembre 1953, exiger de son débiteur, au lieu du transfert prévu au paragraphe 2, le paiement en Deutschemark de la totalité de sa créance dans un délai de trois mois à compter de la demande. Il est recommandé aux créanciers et aux débiteurs de convenir d'une prolongation de 3 mois de ce délai en cas de circonstances particulières.

4. Après le 31 Décembre 1953, le créancier ne pourra qu'avec l'assentiment du débiteur exiger le paiement de la créance en Deutschemark.

Article 28..

Salaires, traitements et pensions résultant de contrats de travail, commissions (Article 1 (7))

1. Le créancier pourra exiger du débiteur le transfert du montant dû, en 5 annuités égales, à partir du 1er janvier 1953. Dans ce règlement pourront être incorporés également, sur demande adressée aux autorités allemandes compétentes par l'intéressé ou par une organisation privée ou publique dûment autorisée par lui à agir en son nom, les montants dont il peut être prouvé qu'ils ont été versés temporairement soit par l'intéressé, soit en sa faveur par son employeur, à un compte ouvert dans un établissement financier dans le territoire de la République Fédérale ou de Berlin (Ouest).

Il appartiendra aux Autorités allemandes compétentes d'examiner avec bienveillance dans les cas particulièrement dignes d'intérêt, la possibilité d'une accélération du transfert.

2. Le créancier peut, à tout moment, exiger de son débiteur le paiement en Deutschemark, dans un délai de 3 mois à compter de la demande, du solde non encore transféré à l'étranger.

Article 29.

Prestations d'assurances soliales (Article 1 [8])

Ces prestations font déjà ou pourront faire l'objet de négociations et d'accords bilatéraux. Il est recommandé de comprendre dans ces accords les prestations arriérées.

Article 30.

Créances au titre des assurances privées (Article 1 [9])

1. Les créances et dettes réciproques nées de contrats ou d'accords d'assurance ou de réassurance de toute espèce ou en liaison avec de tels contrats ou accords peuvent faire l'objet de négociations bilatérales.

Ces créances et dettes ne pourront être réglées que conformément aux accords bilatéraux applicables.

2. En l'absence de tels accords bilatéraux relatifs aux assurances directes ou s'il n'en est pas conclu avant le 31 mars 1953, les créances des assurés étrangers à l'encontre des compagnies d'assurances dans la République Fédérale d'Allemagne et Berlin (Ouest) seront réglées conformément aux dispositions suivantes:

a) Pour les créances nées de contrats d'assurance-vie, selon les dispositions des Articles 33 et 34.

b) Pour les créances nées de contrats d'assurances dommages, accidents ou responsabilité:

aa) Si le contrat d'assurance concerne des biens situés dans la République Fédérale d'Allemagne ou Berlin (Ouest), le paiement aura lieu en Deutschemark conformément aux dispositions du contrôle des changes en vigueur dans la République Fédérale et Berlin (Ouest).

bb) Les créances nées d'autres contrats d'assurances dommages, accidents et responsabilité seront réglées conformément aux dispositions de l'article 31.

c) Pour les créances nées de contrats d'asurances de toute nature comportant le paiement de rentes, selon les dispositions de l'article 28.

Les détails des dispositions du paragraphe (2) seront réglés dans l'Accord Intergouvernemental.

Article 31.

Créances commerciales anciennes diverses (Article 1 3, 4, 5 et 6)

1. Le créancier pourra exiger du débiteur le trans-

ıert du montant dû, en 10 annuités égales à partir du 1er juillet 1953.

2. Le créancier pourra, jusqu'au 31 décembre 1953, exiger de son débiteur, au lieu du transfert prévu au paragraphe 1 ci-dessus, le paiement en Deutschemark du montant dû, dans un délai de 3 mois à compter de la demande. Il est laissé à la discrétion des créanciers et des débiteurs de convenir d'une prolongation de 3 mois du délai en question, en cas de circonstances particulières.

3. Après le 31 décembre 1953, le paiement en Deutschemark de la créance ne pourra être exigé qu'en accord avec le débiteur.

4. Dans des cas particuliers, créancier et débiteur pourront, sous réserve de l'autorisation des autorités compétentes, convenir d'un règlement différent.

Article 32

Dispositions communes à toutes les créances commerciales anciennes
(Article I (1) à (9))

(1) Arriérés d'intérêts

Si des intérêt- sont dûs sur une créance, les arrièrès d'intérêts jusqu'au 31 décembre 1952 seront calculés à intérêts simples au taux suivant:

a) si le taux d'intérêts annuel était jusqu'ici inférieur ou égal à 4 o/o, le taux antérieur subsistera:

(b) si le taux d'intérêt annuel était jusqu'ici supérieur à 4 o/o, ce taux sera réduit aux deux tiers, mais ne devra pas être inférieur à 4 o/o.

Le montant réduit des arriérés d'intérêt. sera ajouté au principal de la créance.

(2) Insérêts futurs

Aucun intérêt n'est dû pour la période du 1er janvier 1953 au 31 décembre 1957.

Si des intérêts sont dûs sur la créance pour la période anterieure au 1er janvier 1953, le montant non encore amorti de la créance au 1er janvier 1958 ou après, porte intérêt à compter de cette date. Le taux d'intérêt se monte à 75 o/o du taux d'intérêt dû.

Le nouveau taux d'intérêt ne devra toutefois pas être inférieur à 4 o/o ni supérieur à 6 o/o par an. Si le taux d'intérêt appliqué jusqu'ici est égal ou inférieur à 4 o/o, il reste inchangé. Les intérêst doivent être transférés à la fin de chaque année, en même temps que l'amortissement.

(3) Dépôt spécial

a) Dans le cas d'une créance visée à l'Article 1, alinéas (1) à (7), le créancier pourra, s'il peut prouver que sa créance est menacée, exiger du debiteur, au lieu du paiement conformément aux Articles 26, 27, 28 ou 31, le paiement à un compte de dépôt en Deutschemark ouvert à son nom dans un établissement à désigner par les autorités allemandes compétentes.

Si le débiteur, en réponse à cette demande, invoque la clause relative aux cas où le débiteur se trouve dans une situation financière difficile (Article 11), il ne sera tenu de donner suite à la demande de versement du créancier que lorsque le bénéfice de la clause en question lui aura été définitivement refusé.

(b) Le débiteur peut verser le montant d'une dette appartenant à l'une des catégories énumérées à l'alinéa (a) ci-dessus, à un tel compte de dépôt en faveur du créancier, s'il peut être prouvé:

(aa) que le débiteur et l'héritier ou l'exécuteur testamentaire du débiteur original et que la succession doit être partagée; ou

bb) que le débiteur est une société et que celle-ci entre en liquidation;

cc) que le syndic de faillite ou l'administrateur de liquidation judiciaire procède à une distribution.

(c) Le versement effectue à un compte de dépôt, conformément aux dispositions ci-dessus, libère le débiteur de sa dette. Le créancier bénéficie, en ce cas, des mêmes conditions de transfert que si le montant versé au compte de dépôt (y compris les intérêts, au cas où l'établissement tenant le compte de dépôt en verse) se trouvait encore entre les mains du débiteur.

d) Le créancier a, à tout moment, le droit d'exiger le virement à son compte en Deutschemark (Article 18) d'un montant versé à un compte de dépôt spécial.

(4) Créances de faible montant

Dans le cas des créances de faible montant, les Services allemands compétents examineront avec bienveillance, les demandes des intéressés en vue d'un transfert accéléré.

5. Paiements au tire des livraisons de marchandises et des prestations de services, à propos desquels le créancier prouve que le versement à son compte a été effectué sans son assentiment

Un créancier qui prouve qu'un versement à son compte bancaire ou postal, pour livraisons de marchandises ou prestations de services (Article 1), a eu lieu son assentiment, ne peut, du fait du versement à un compte de ce genre perdre son droit à voir son versement traité conformément au Chapitre C.

CHAPITRE D

Règlement des créances financières privées (Article 2)

Article 33

Les créances en capital en monnaie allemande, y compris celles en mark-or ou en Reichsmark avec clause-or qui ne présentent pas un ccaractère spécifiquement étranger (Article 6), pourront continuer à être payées aux conditions convenues, en ce qui concerne tant l'intérêt que l'amortissement, conformément aux dispositions de contrôle des changes en vigueur dans la République Fédérale d'Allemagne et Berlin (Ouest) au moment du paiement . Selon les dispositions actuellement en vigueur, le paiement ne peut avoir lieu qu'en Deutschemark.

Article 34

Les créances en capital en devises étrangères et celles en mark-or ou en Reichsmark avec clause-or mais présentant un caractère spécifiquement étranger (Article 6), seront réglées comme suit :

1. Dans la mesure où le débiteur a effectué des versements à la »Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden» la détermination des montants en capital et des intérêts restant dus sera faite selon les dispositions de l'Article 9.

2. Si des intérêts sont dus, le montant des arriérés d'intérêts jusqu'au 31 Décembre 1952 sera calculé, à intérêts simples, aux taux suivants:

a) Si le taux d'intérêt annuel était jusqu'ici inférieur ou égal à 4 o)o, le taux antérieur subsiste;

b) Si le taux d'intérêt annuel était jusqu'ici supérieur à 4 o)o, il sera réduit aux deux tiers, sans jamais être inférieur à 4 o)o.

3. Le montant des arriérés d'intérêts calculé selon les alinéas (1) et (2) ci-dessus sera ajouté à la créance non encore remboursée. Le nouveau montant en capital ainsi obtenu portera intérêt, à partir du 1er janvier 1953, à un taux fixé à 75 o)o du taux applicable lors de l'entrée en vigueur du présent règlement. Toutefois, le nouveau taux d'intérêt ne devra pas être :

a) inférieur à 4 o)o ni supérieur à 5 1)4 o)o par an, pour les créances sous forme d'obligations.

b) inférieur à 4 o)o ni supérieur à 6 o)o par an pour les autres créances. Si le taux d'intérêt en vigueur jusqu'ici était égal ou inférieur à 4 o)o il reste inchangé.

Les intérêts devront être tranférés au moins tous les six mois.

4. Dans le cas des créances ayant fait l'objet d'une conversion effective, c'est le taux d'intérêt convenu lors de la conversion effective qui sert de base du calcul

pour les abattements éventuels conformément aux alinéas (2) et (3).

Les réductions d'intérêt valables pour une durée limitée ne sont prises en considération que pour la période pour laquelle elles ont été convenues.

5. Dans le cas des créances ayant fait l'objet d'une conversion non effective, le taux d'intérêt qui aurait été applicable si cette conversion n'avait pas eu lieu sert de base de calcul pour les abattements éventuels conformément aux alinéas (2) et (3).

6. Le nouveau montant en capital sera amorti à partir du 1er janvier 1958 par le transfert des annuités suivantes:

a) Pendant les 5 premières années (du 1er janvier 1958 au 31 Décembre 1962) une annuité de 3 o)o;

b) Pendant les 5 années suivantes (du 1er janvier 1963 au 31 Décembre 1967) une annuité de 8 o)o;

c) Pendant les 3 années suivantes (du 1er janvier 1968 au 31 Décembre 1970) une annuité de 15 o)o.

Le intérêts seront calculés sur le montant en capital subsistant au moment de chaque transfert.

7. Jusqu'au 30 juin 1953, le créancier pourra exiger que les arriérés d'intérêts calculés conformément aux alinéas (2) et (4) ci-dessus ne soient pas ajoutés au capital conformement à l'alinéa (3), mais soient réglés par paiement en Deutschemark. Le débiteur devra effectuer ce paiement dans les 6 mois de la demande.

8. Pour les montants de faible importance, les intéressés pourront, dans des cas particuliers et avec l'autorisation des autorités allemandes compétentes, convenir de conditions de remboursement différentes.

9. Les créanciers et les débiteurs pourront, compte tenu des dispositions de contrôle des changes alors en vigueur dans la République Fédérale d'Allemagne ou Berlin (Ouest), convenir du règlement en Deutschemark de tout ou partie de la créance.

10. Les autorités allemandes compétentes se réservent d'examiner avec bienveillance, dans les cas particulièrement dignes d'intérêt, les demandes des intéressés en vue de conditions de remboursement différentes.

11. Les créanciers étrangers titulaires des créances énumérées à l'article 2, alinéa (2) (b) pourront exiger le paiement en Deutschemark des intérêts échus au 31 Décembre 1952 sans la réduction prévue a l'alinéa (2) du présent article, s'ils acceptent ce paiement comme un règlement complet.

12. Le cas échéant, les principes posés dans l'Annexe II de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes pourront être appliquées, pour compléter la présente proposition de règlement, au règlement des créances afférentes aux obligations et coupons qui relèvent de la présente proposition de règlement.

Chapitre E.—Revenus arrirés d'investissements (art. 3).

Article 35.

Le paiement a lieu en Deutschemark conformément aux dispositions de contrôle des changes en vigueur dans la République Fédérale d'Allemagne et à Berlin (Ouest).

Chapitre F.—Autres créances pécuniaires (Article 4)

Article 36.

Ces créances sont réglées conformément aux dispositions applicables à la catégorie de créances à laquelle elles appartiennent ou avec laquelle elles présentent, en raison de leur caractère, le plus d'analogie. En cas de doute, il sera tenu compte des dispositions généralement contenues dans les accords de paiement.

ANNEXE IV A

[Note: Le texte reproduit ci-dessous est celui de l'Annexe 6 A au Rapport de la Conférence des dettes extérieures allemandes].

Déclaration commune des Délégations allemande et suisse au sujet des négociations relatives au règlement des dettes foncières suisses libellées en francs suisses (Schweizer Frankengrundschulden).

En exécution de la déclaration du 20 mars 1952 soumise par les représentants des créanciers et des débiteurs à la Conférence des Dettes allemandes de Londres, des négociations ont eu lieu à Fribourg en Brisgau les 10 et 11 juin 1952. Elles n'ont cependant pu aboutir à une conclusion. La Conférence de Londres en a été informée par une déclaration du 11 juin 1952.

La continuation des négociations n'a pas jusqu'ici été possible par suite de diverses circonstances. Les parties les reprendront toutefois le plus tôt possible avec la participation de l'Office Fiduciaire (Vertrauensstelle). La Délégation allemande avisera de leur résultat la Conférence de Londres avant la signature de l'Accord Intergouvernemental sur le règlement des dettes extérieures allemandes.

La Délégation suisse renvoie une fois de plus à l' «Exposé concernant les dettes foncières libellées en francs suisses» présenté à la Conférence à la suite des déclarations de la Délégation suisse à la deuxième séance plénière du 29 février 1952 (voir GD]V]Comité de Négociation D]Doc. 3 du 13 mars 1952). Elle réserve en conséquence sa position ultérieure, qui dépendra de l'issue des négociations bilatérales.

La Délégation allemande estime en revanche que les dettes foncières suisses libellées en francs suisses entrent dans le cadre de la Conférence de Londres sur le règlement des dettes extérieures allemandes et qu'elles doivent être réglées selon les principes élaborés au Comité de négociation D.

Les deux parties sont convenues que le tribunal arbitral à établir dans le cadre du règlement des dettes traitées au Comité D ne doit pas être compétent à l'égard des dettes foncières suisses libellées en francs suisses, mais que les cas en question doivent être soumis à l'Office Fiduciaire créé conformément aux accords intergouvernementaux germano-suisses.

Londres, le 25 Juillet 1952.

(Signé). PAUL LEVERKUEHN (Signé). KOENIG

ANNEXE V

[Note : Le texte reproduit ci-dessous est celui de l'Annexe 7 au Rapport de la Conférence des dettes extérieures allemandes.]

Recommandations agréées pour le traitement des Paiements faits à la Konversionskasse

1. La Délégation allemande estimait que le débiteur allemand était définitivement libéré de sa dette à concurrence de ses paiements à la Konversionskasse. Les représentants des créanciers, par contre, estimaient que de tels versements à la Konversionskasse ne seraient pas, en règle générale, reconnus par la loi de leurs pays comme libératoires pour le débiteur allemand.

Désireux de mettre un terme à de stériles discussions juridiques, les deux parties se sont mises d'accord pour rechercher une solution pratique permettant de régler, sans formalités unitiles, les demandes des créanciers.

Tout en maintenant leurs positions juridiques, la Délégasion allemande et les représentants des créanciers étrangers sont donc convenus de ce qui suit:—

1, Le débiteur allemand s'engage à rembourser

son créancier, selon les nouvelles conditions de règlement, sans égard aux paiements faits à la Konversionskasse, dans la mesure où le créancier :

a) N'a pas effectivement reçu de la Konversionskasse le paiement correspondant au versement du débiteur, ou

b) a refusé le paiement ou la prestation de la Konversionskasse fondés sur le versement du débiteur, parce qu'il ne voulait pas reconnaître comme libératoires ce paiement ou cette prestation.

Dans le cas des valeurs mobilières soumises à la Loi de validation des valeurs mobilières allemandes émises à l'étranger, le présent règlement ne s'applique qu'aux obligations et coupons validés conformément aux dispositions de cette Loi ou de tout accord conclu, en ce qui concerne l'application de la Loi, avec le pays où les valeurs ont été émises ou au titre d'un jugement déclaratoire (Fest stellungsbescheide) obtenu par le créancier en exécution de ladite Loi.

2. Les débiteurs seront remboursés des sommes en cause sur les fonds publies allemands.

3, Les paiements par le débiteur à la Konversionskasse qui ne tombent pas sous le coup de l'alinéa 1 ci-dessus sont considérés comme libératoires pour le débiteur à concurrence de leur montant.

II. Sous réserve des dispositions générales du paragraphe I ci-dessus:

a) Le Gouvernement Fédéral s'engage à assumer la responsabilité du paiement intégral aux créanciers étrangers, dans les monnaies dans lesquelles elles étaient êxigibles, des sommes qui ont été versées à la Konversionskasse par des débiteurs sur le territoire de la Sarre, et au titre desquelles les créanciers étrangers n'ont pas reçu de versements en devises étrangères ou bénéficié d'autres contreparties.

b) Le Gouvernement Fédéral s'engage à assumer la responsabilité du paiement aux créanciers, etrangers,dans les monnaies dans lesquelles elles étaient exigibles, de 60 o/o des sommes qui ont été versées à la Konversionskasse par des débiteurs en Autriche, en France, en Belgique, et au Luxembourg et au titre desquelles les créanciers étrangers n'ont pas reçu de versements en devises étrangères ou bédnéficié d'autres contreparties

c) Le Gouvernement Fédéral entrera en négociations avec les représentants des créanciers étrangers avant la fin de décembre 1952 au sujet de l'application de ces engagements.

ANNEXE VI

Recommandations agréées pour l'utilisation des avoirs bloqués en Deutschemark

]Note : Le texte reproduit ci-dessous est celui de l'Annexe 8 au Rapport de la Conférence des dettes extérieures allemandes.]

Les arrangements détaillès ci-dessous ont été convenus en ce qui concerne l'utilisation des avoirs bloqués en Deutschemark:—

1. Le créancier étranger détenteur d'un «avoir originel» en monnaie allemande pourra utiliser son avoir dans le cadre de la réglementation en vigueur lors de l'entrée en vigueur du présent règlement dans la République Fédérale d'Allemagne et Berlin (Ouest); il pourra également céder de tels avoirs à une autre personne hors d'Allemagne.

2. Le créancier étranger détenteur d'un «avoir de cession » en monnaie allemande conservera le droit de céder cet avoir à une autre personne hors d'Allemagne.

Le créancier étranger détenteur d'un tel avoir conervera le droit d'utiliser cet avoir principalement à des investissements à long terme dans l'économie allemande.

3. Les Autorités allemands compétentes prendront les règlements nécessaires pour prévenir toute évasion illégale des avoirs en monnaie allemande ou tout autre abus préjudiciable à l'économie allemande et à l'ensemble des créanciers. Les utilisations permises en vertu d'une autorisation générale lors de l'entrée en vigueur du présent règlement pourront, en vue d'assurer le contrôle, être soumises à une autorisation individuelle, sans que les possibilités générales d'utilisation soient de ce fait, restreintes.

4. Les Autorités allemandes compétentes s'efforceront de prévoir des possibilités d'utilisation des avoirs bloqués en Deutschemark, dans la mesure où le permettra la situation des changes. Elles auront pour but de simplifier dans la mesure du possible la procédure de délivrance des autorisations.

5. En vue de la discussion de questions générales liées à l'utilisation des avoirs bloqués en Deutschemark, le Gouvernement Fédéral constituera une Commission consultative composée sur une base paritaire de représentants des principaux pays créanciers d'une part et de la République Fédérale d'une autre part.

ANNEXE VII.

Accord sur les dettes en Mark–or, ou en Reichsmark avec une clause–or présentant un caractère spécifiquement étranger.

Délégation allemande pour les dettet extérieures,
243—18 Del. 39—2177]52.
A. M. le Président de la Commission
Tripartite des Dettes allemandes,
29, Chesham Place, Londres, S.W. 1.

Monsieur le Président, Londres, 21 novembre 1952.

Les négociations en vue de définir les critères applicables pour décider du caractère spécifiquement étranger des obligations en mark–or, en Reichsmark avec une clause–or ou en Reichsmark avec une option-or, négociations qui avaient été prévues par l'article V, paragraphe (3) de l'Annexe 4 et l'article 6 de l'Annexe 6 du Rapport final de la Conférence des dettes de Londres et qui étaient mentionnées dans la lettre commune de Sir Otto Niemeyer et de M. Hermann J. Abs à la Commission Tripartite des Dettes allemandes, ont eu lieu à Londres du 21 octobre au 21 novembre 1952 entre la Délégation allemande pour les dettes extérieures et une Délégation de représentants des créanciers britanniques, américains, suisses et néerlandais.

Nous sommes heureux de vous faire connaître que ces négociations ont abouti le 21 novembre 1952 à une entente enregistrée dans un Accord qui a été signé aujourd'hui. Lors de la signature de cet Accord, les Présidents des deux Délégations ont échangé guatre lettres, datées du 21 novembre 1952, qui ont pour objet de clarifier diverses questions posées par l'Accord. Ce lettres sont les suivantes:

1. Echange de lettres relatif au transfert des montantt dus sur des créances en mark–or ayant un caractère spécifiquement étranger.

2. Echange de lettres sur l'interprétation de la clause relative au contrat de «Trusteeship.»

3. Echange de lettres sur une question d'interprétation relative à la 40ème Ordonnance d'application de la Loi de Conversion monétaire.

4. Echange de lettres relatif à une réserve des créanciers visant la conversion des créances à l'encontre de débiteurs secondaires et à la possibilite d'un retrait de cette réserve.

Nous avons l'honneur de vous soumettre une copie du texte de l'Accord en anglais et en allemand et les quatre échanges de lettres également en anglais et en

allemand, en vous demandant de bien vouloir les approuver aussitôt que possible. Nous serions heureux que l'Accord ainsi que les quatre échanges de lettres soient joints aux Annexes I, II et IV de l'Accord sur les dettes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, etc.

(signé) HERMAN J. ABS — (signé) N. LEGGETT.

Président de la Délégation Allemande pour les dettes extérieures.

Président du Comité de Négociations »B» à la Conférence des dettes extérieures allemandes.

[Note :

1, Les signataires de la lettre ci-dessus ont accepté que les documents cités soient joints en Annexe VII à l'Accord sur les dettes extérieures allemandes, au lieu d'être attachés aux Annexes I, II et IV comme prévu dans le dernier paragraphe de la communication ci-dessus.

2. Les échanges de lettres mentionnés dans le dernier paragraphe de cette communication ont été résumés et sont joints en Annexe VII A.]

Accord sur les obligations en Mark-or ou en Reichsmark avec une clause-or présentant un caractère spécifiquement étranger.

Londres, 21 novembre, 1952.

En vertu des réserves formulées dans l'article V, paragraphe 3 de l'Annexe 4, et dans l'Article 6 de l'Annexe 6 du Rapport final de la Conférence des dettes de Londres, et de la lettre commune adressée par le Président de la Délégation allemande, M. Hermann J. Abs et par Sir Otto Niemeyer à la Commission Tripartite des dettes allemandes, le 19 novembre 1952, au sujet des emprunts en mark-or des Municipalités allemandes, il est décidé ce qui suit:

I. Il est reconnu que les droits et créances spécifiés ci-dessous présentent un caractère spécifiquement étranger au sens des dispositions susvisées.

1. Créances exprimées en mark-or, en Reichsmark avec une clause-or ou en Reichsmark avec option-or, afférentes à des obligations établies par des débiteurs allemands et émises ou placées à l'étranger, à condition que ces obligations.:

a) Constituent un emprunt, dont les termes démontrent qu'il était exclusivement destiné à être placé ou négocié dans des pays étrangers. Lorsque l'intérêt d'une obligation quelconque était exempt d'impôt sur les revenus du capital, l'obligation sera considérée comme faisant partie d'un emprunt exclusivement destiné à être placé ou négocié dans des pays étrangers;

b) Soient, aux termes des obligations elles-mêmes, payables dans des pays étrangers seulement.

Toute partie d'un emprunt différant des autres parties en raison, soit de sa désignation spéciale, soit de son assujettissement en Allemagne à un régime spécial en matière fiscale ou en ce qui concerne la cotation, sera de même considérée comme un emprunt au sens des paragraphes (a) ou (b) ci-dessus sauf lorsque les obligations de cette partie de l'emprunt étaient officiellement cotées sur un marché allemand des valeurs avant le 1er septembre 1939.

2. Crécances exprimées en mark-or, en Reichsmark avec une clause-or ou en Reichsmark avec une option-or, afférentes à d'autres emprunts ou crédits résultan de transactions financières, contractés à l'étranger par des débiteurs allemands, y compris les créances de l'espèce garanties par des hypothèques, à condition:

a) Qu'il ait été expressément convenu dans les accords initiaux écrits relatifs à la dette que le paiement serait fait à l'étranger, que le tribunal compétent serait un tribunal situé dans un pays étranger ou que la dette serait assujettie à la loi étrangère; et

b) Que dans le cas des dettes contractées après le 31 juillet 1931 les sommes prêtées aient été versées en monnaie étrangère, en Reichsmark libres ou en or ou aient été prélevées sur un compte en Reichsmark bloqués au crédit duquel avaient été portés des versements provenant d'un remboursement d'emprunts en mark-or ou en devises étrangères contractés à l'étranger avant le 31 juillet 1931, à condition que les sommes provenant du compte en Reichsmark bloqués aient été prêtées à nouveau par le créancier étranger à un autre débiteur allemand avec le consentement des autorités allemandes de contrôle des changes et qu'une clause-or ou qu'une clause d'option-or ait été stipulée dans ce nouvel emprunt.

Un emprunt ou un crédit sera de même considéré comme ayant été contracté en pays étranger si le débiteur savait, au moment où la dette a éété contractée, que le créancier allemand, agissant en vertu d'un contrat de «Trusteeship» n'était que le mandataire d'un prêteur étranger. Un emprunt ou crédit contracté auprès du mandataire étranger d'un prêteur allemand ne sera pas considéré comme ayant été contracté en pays étranger.

II. Parmi les créances et les droits mentionnés au paragraphe I ne sont pas comprises les créances des compagnies d'assurance et des établissements de crédit étrangers qui, aux termes de la loi allemande, sont tenus de préparer un bilan de conversion, à condition que les créances aient été portées à l'actif de ce bilan.

III. (1) Dans le cas des sûretés réelles immobilières (hypothèques, privilèges et garanties foncières, «Grund- und Rentenschulden») constituées au 20 juin 1948 en vue de garantir certaines créances personnelles, spécifiées au contrat, de créanciers étrangers, la conversion initiale continuera, sous réserve des dispositions prévues ci-après, de s'appliquer oconformément aux dispositions de la Loi de conversion monétaire et de la 40ème Ordonnance d'application de cette Loi. Lorsqu'une sûreté réelle immobilière aura, conformément à ces dispositions, été convertie à un taux autre que celui de 1 Deutschemark pour 1 Reichsmark, la garantie sera rétablie en faveur du créancier sous la forme d'une sûreté réelle immobilière ayant la même valeur nominale que la sûreté qui existait le 20 juin 1948 (déduction faite des réductions postérieures à cette date) et ayant le même rang que la sûreté antérieure dans la mesure où cette prise de rang pourra être faite sans porter atteinte aux droits réels que des tiers pourraient avoir acquis sur les biens immobiliers en cause entre le 21 juin 1948 et le 15 juillet 1952. Dans la mesure où de tels droits auraient été acquis par des tiers au cours de cette période, les principes suivants seront appliqués. Leurs délails seront réglés par la Loi allemande :

a) Siles biens immobiliers ont changé de propriétaire, la garantie disparue ne sera rétablie en faveur du créancier, sous la forme d'une sûreté réelle immobilière, que dans la mesure où le montant du prélèvement opéré au titre de la taxation des bénéfices réalisés lors de la conversion des hypothèques (Hypothekengewinnabgabe) est ou sera réduit.

b) Lorsqu'un tiers a acquis d'autres droits réels sur les biens immobiliers, la garantie disparue ne sera rétablie en faveur du créancier que sous la forme d'une sûreté réelle immobilière de rang immédiatement inférieur. Toutefois, lorsque le montant du prélèvement opéré au titre de la taxation des bénéfices réalisés lors de la conversion des hypothèques (Hypothekengewin-

(1) Le texte de ce paragraphe a été adapté par les parties le 12 fivier 1953.

nabgabe) sera réduit la sûreté rétablie prendra rang avant les droits acquis par le tiers dans la mesure où celui-ci aura bénéficié de la réduction.

c) Tout créancier dont la créance présente un caractère spécifiquement étranger se verra accorder un privilège sur la créance de compensation qui pourra être accordée à son débiteur, dans la mesure où la sûreté réelle immobilière constituée en sa faveur ne pourra être rétablie à son rang ou à son montant antérieurs.

d) Lorsqu'il n'est pas possible de donner au créancier une sûreté réelle immobilière correspondant par son montant à la sûreté antérieure, le débiteur recevra, sur les fonds publics, un montant lui permettant de satisfaire à la créance dans la mesure où elle ne pourrait, vu l'impossibilité de rétablir la sûreté initiale, être recouvrée sur les biens gagés.

Il est convenu que des principes analogues, compte tenu des ajustements nécessaires eu égard aux caractéristiques particulières à la législation loçale, seront appliqués à Berlin (Ouest), étant entendu que les droits existants des créanciers ou les droits prévus en leur faveur par les modalités ci dessus ne pourront être réduits.

IV. Dans tous les cas, la reconnaissance du caractère spécifiquement étranger est subordonnée à la condition préalable que la créance ait été détenue au 1er janvier 1945 par une personne qui, à l'époque, possédait la qualité de ressortissant d'un pays créancier ou qui, sans être ressortissant allemand, résidait dans un pays créancier. Lonsqu'une créance ou une sûreté réelle immobilière garantissait une créance qui était, à l'époque, détenue par un mandataire, il sera tenu compte non de la personne du mandataire mais de la personne du mandant. Toute personne morale sera censée avoir la qualité de ressortissant du pays selon les lois duquel elle a été constituée.

V. Les représentants des créanciers ont demandé que les créances de créanciers étrangers à l'encontre de débiteurs secondaires [selon la définition de l'Article 15 (paragraphe 8) de la Loi de conversion, modifiée par la Loi no. 46 de la Haute Commission Alliée (Amtsblatt 1951 no. 46, page 756), mais sans la restriction qui en limite l'application aux ressortissants des Nations-Unies], y compris les sûretés réelles immobilières constituées par ces débiteurs secondaires, soient, dans les cas où les créances sont exprimées en mark-or, en Reichsmark avec une clause-or ou en Reichsmark avec une option-or, considérées comme présentant un caractère spécifiquement étranger et converties au taux de 1 mark-or ou 1 Reichsmark avec clause-or pour 1 Deutschemark. La Délégation allemande a répondu à cette demande que ces créances et sûretés réelles immobilières devraient être considérées du point de vue de la garantie que le débiteur primaire allemand devrait proposer dans l'offre à formuler par lui en application du Règlement des dettes de Londres.

Il a été décidé que cette question serait laissée en instance en attendant que soit clarifiée la question de la garantie des obligations des débiteurs primaires individuels. Les représentants des créanciers se sont toutefois réservé le droit d'exiger le règlement définitif de l'obligation du débiteur secondaire au taux de 1 mark-or, 1 Reichsmark avec une clause-or ou 1 Reichsmark avec une option-or pour 1 Deutschemark, dans le cas où la sûreté offerte par le débiteur primaire allemand ne serait pas suffisante.

(signé) HERMANN J. ABS
Président de la Délégation Allemande pour les Dettes Extérieures.

(signé) N. LEGGETT.
Président du Comité de Négociation «B» de la Conférence des Dettes Extérieures Allemandes.

ANNEXE VIIA

Dispositions agréées tendans à clarifier diverses questions.

relatives
à l'Annexe VII

Au Président de la Commission tripartite
29 Chesham Place London

Monsieur le Président, Londres, 9 février 1953.

Notre lettre du 21 novembre 1952 comportais en Annexe quatre échanges de lettres dessinés à clarifier diverses, questions relatives à l'Accord du 21 novembre 1952 sur les obligasions libellées en mark-or ou en Reichs mark avec une clause-or, présentant un caractère spécifiquement étranger.

Dans un souci de simplification, il a été suggéré que ces quatre échanges de lettres pourraient être fondus en un seul document qul serait annexé à l'Accord susvisé du 21 novembre 1952. Nous sommes parvenus à un accord sur le texte de ce document et nous avons l'honneur de vous l'adresser sous ce pli en anglais et en allemand en vous demandant de bien vouloir l'annexer à l'Accord précisé.

Veuillez agréer. . . .

(signé) HERMANN J. ABS.
Président de la Délégation allemande pour les dettes êxtérieures

N. J. F. LEGGETT
Présidens du Comité de Négociation (B) à la Conférence des dettes extérieures allemandes.,

Annexe à l'Accord du 21 novembre 1952 sur les obligations en mark-or ou en Reichsmark avec une clause-or présentant un caractère spécifiquement étranger

Les dispositions ci-dessous constituent une Annexe à l'Accord du 21 novembre 1952 :

1. Il est confirmé Sue les montants exigibles, par application des Annexes 3 et 4 au Rapport de la Conférence des Dettes extérieures allemandes, au titre de créances libellées,en mark-or, en Reichsmark avec une clause-or ou en Reichsmark avec une option-or,seront traites, en ce qui concerne les transfert, comme si ces montants étaient payables en monnaie non allemande dans un pays étranger conformément aux dispositions de l'Article II paragraphe 1 (a) du projet d'Accord Intergouvernemental sur les dettes extérieures allemandes.

2. Il est convenu que l'existence d'un contrat de mandat («trusteeship») au sens du dernier alinéa du paragraphe 1 (2) de l'Accord du 21 novembre 1952, peut être prouvée non seulement par la présentation d'un contrat écrit ou de lettres relatives au «trusteeship,» mais, également par le traitement appliqué dans le passé au prêteur étranger, en sa qualité de créancier, par les autori és allemandes compétentes en matière de controle des changes.

3. Il est convenu que dans le cas des hypothèques (c'est-à-dire dans le cas de tous les «Grundpfandrechte») garantissant des créances exprimées en monnaie non allemande et converties, conformement à l'Article I, paragraphe 2, alin s 1, 2 et 5 de la 40ème Ordonnance d'application de l ci de conversion monétaire, au taux de 1 Deutschem k pour 1 Reichsmark, 1 Reichsmark avec une clause-or ou 1 Reichsmark avec une option or, la convertion est définitive. C'est pour cette raison que l'Accord du 21 novembre 1952 ne contient aucune disposition sur ce point particulier

4. Aux termes du paragraphe V de l'Accord du 21 novembre 1952, les créanciers se sont réservé le droit d'exiger le règlement définitif de la conversion de leurs créances sur des débiteurs secondaires (et des sûretés réelles immobilières qui les garantissent), au taux de 1 Deutschemark pour 1 mark-or, 1 Reichsmark avec

une clause-or ou 1 Reichsmark avec une option-or, lorsque la sûreté offerte par le débiteur primaire allemande particulier dans son offre de règlement ne paraîtrait pas suffisante au créancier. A cet égard, le Président de la Délégation allemande pour les dettes extérieures, M. Hermann J. Abs, s'efforcera d'user de son influence sur les débiteurs primaires en cause pour les amener à faire sans délai à leurs créanciers étrangers des offres de règlement telles que leur acceptétion ne placera en aucun cas le créancier dans une situation moins favorable que celle qui lui est actuellement réservée par la 40ème Ordonnance d'application de la Loi de conversion monétaire. Si de telles offres sont formulées et acceptées, il est à prévoir que les créanciers retireront la réserve qu'ils ont formulée dans le paragraphe V en ce qui concerne la conversion de leurs créances à l'encontre de débiteurs secondaires.

Bien que la réserve mentionnée ci-dessus ne concerne que les créanciers auxquels la 40ème Ordonnance d'exécution de la Loi de conversion monétaire et l'Article 15 de ladite Loi (modifié par la Loi no 46) Sont applicables, c'est-à-dire les ressortissants des pays membres des Nations Unies, il est entendu que, conformément aux principes de non discrimination et d'égalité de traitement entre tous les créanciers, cette réserve s' appliquera également aux créances, à l'encontre de débiteurs secondaires. des personnes ne possédant pas la qualité de ressortissants de pays membres des Nations Unies.

ANNEXE VIII

Interprétation agréée concernant le paragraphe (2) de l'Article 5 de l'Accord sur les Dettes extérieures allemandes

Aucune des dispositions du paragraphe (2) de l'Article 5 de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes ne pourra être interprétée comme affectant les droits établis par la législation actuellement en vigueur dans la République Fédéral d'Allemagne ou prévus par un accord signé entre la République Fédérale d'Allemagne et une ou plusieurs autres Parties à l'Accord sur les dettes extérieures allemandes avant la signature de ce dernier Accord.

Charte du Tribunal d'arbitrage de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes

Article 1

1. Le Tribunal d'arbitrage de l'Accord sur les dettes extéreuresi allemandes, dénommé ci-après «le Tribunal» se compose de huit membres permanents désignés comme suit :

a) trois membres nommés par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne;

b) un membre nommé par le Gouvernement de la République Française;

c) un membre nommé par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

d) un membre nommé par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique;

e) un Président et un Vice-Président nommés conjointement par les Gouvernements en droit de nommer les autres membres permanents du Tribunal. Au cas où ces Gouvernements n' auraient pu, dan les quatre mois de l'entrée en vigueur de l'Accord sur les Dettes extérieures allemandes (dénommé ci-après l'«Accord»), se mettre d'accord sur la nomination du Président ou du Vice-Président ou de l'un d'entre eux, le Président de la Cour Internationale de Justice procédera à la nomination ou aux nominations, à la demande du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les Parties contractantes, dans la présente Charte.

2. Lorsqu'une partie à une instance devant le Tribunal est une Partie contractante, autre que les gouvernements mentionnés au paragraphe (1) du présent Article, cette Partie est en droit de nommer un membre supplémentaire qui siège pour l'instance en cause. Lorsque plusieurs Parties contractantes sont dans cette situation, ces Parties sont en droit de nommer conjointement un membre supplémentaire.

3. Le Gouvernement de la République Fédérale d' Allemagne est en droit de nommer un membte supplémentaire pour siéger dans toute instance dans laquelle un membre supplémentaire, nommé conformément au paragraphe (2) du présent Article, siège également.

4. Les premières nominations de membres permanents du Tribunal seront notifiées au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans les deux mois de l'entrée en vigueur de l'Accord. Les nominations aux sièges devenus vacants seront notifiées dans le mois de la vacance.

5. Les Parties contractantes nommant un membre supplémentaire par application du paragraphe (2) du présent Article notifieront leur nomination au Tribunal dans un délai d'un mois à compter de l'introduction de l'instance pour laquelle cette nomination est faite. Au cas où la nomination de ce membre supplémentaire ne serait pas notigfiée au Tribunal dans ce délai, l'instance sera conduite sans la participation de membres supplémentaires.

6. Lorsque le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne nomme un membre supplémentaire par application du paragraphe (3) du présent Article, il notifie cette nomination au/tribunal dans un délai d'un mois à compter de la réception par celui-ci de la notification de la nomination du membre supplémentaire désigné par application du paragraphe (2) du présent Article. Au cas où la nomination du membre supplémentaire désigné par le Gouvernement Fédéral ne serait pas notifié au tribunal dans ce délai, l'instance sera conduite sans la participation de ce membre supplémentaire.

Article 2

1. Les membres permanents du Tribunal sont nommés pour cinq ans. Leur mandat peut être renouvelé.

2. Au cas où le Président ou le Vice-Président décède, démissionne ou se trouve empêché de remplir les devoirs de sa charge, son successeur est désigné par les Gouvernements en droit de nommer les membres permanents du Trinitbunal. Si ces Gouvernements ne peuvent se mettre d'accord pour la désignation de ce successeur dans un délai d'un mois à compter de la vacance, le Président de la Cour Internationale de Justice sera prié de procéder à la nomination, conformément aux dispositions du paragraphe (1) (e) de l'Article 1 de la présente Charte.

3. Au cas où un membre permanent autre que le Président ou le Vice-Président décède, démissionne ou se trouve empêché de remplir les devoirs de sa charge, le Gouvernement qui l'avait nommé nomme son successeur dans les deux mois de la vacance. Ce successeur demeure en exercice pour tout le temps qui reste à courir avant l'expiration du mandat du membre qu'il remplace.

4. Lorsqu'un membre permanent est temporairement empêché d'assister aux séances du Tribunal, le Gouvernement qui l'a nommé peut nommer un membre suppléant pour le remplacer pendant la durée de son absence.

5. Un membre permanent dont le mandat est expiré ou qui démissionne doit cependant continuer à été exercer ses fonctions jusqu'à ce que son successeur ait nommé. Après cette nomination, à moins que le Président n'en décide autrement, il doit continuer à exercer ses fonctions dans les affaires en instance dont il avait à s'occuper, jusqu'à ce que ces affaires aient été définitivement réglées.

6. Aucune membre permanent ne peut être révoqué avant l'expiration de son mandat, si ce n'est pas accord entre les Gouvernements mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 1 de la présente Charte et, s'il s'agit d'un membre nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice, avec le consentement de celui-ci.

Article 3

1. Tous les membres du Tribunal doivent réunir les conditions requises pour être nommés dans leurs pays respectifs à de hautes fonctions judiciaires, ou être des jurisconsultes ou d'autres experts possédant une compétence notoire en droit international.

2. Les membres du Tribunal ne doivent ni solliciter ni accepter d'instructions d'aucun Gouvernement; ils ne peuvent se livrer à aucune activité incompatible avec l'exercice normal de leurs fonctions ni participer un règlement d'aucune affaire dont ils ont eu antérieurement à s'occuper à un autre titre ou dans laquelle ils ont intérêt direct.

3.—a) Pendant la durée et après l'expiration de leur mandat, les membres du Tribunal qui ne sont pas de nationalité allemande jouissent de l'immunité de juridiction à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Les membres du Tribunal qui sont de nationalité allemande jouissent de la même immunité de juridiction a raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions que les juges siégeant dans les tribunaux allemandes sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne.

b) Les membres du Tribunal qui ne sont pas de nationalité allemande jouissent sur le territoire fédéral des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont prévus pour les membres de missions diplomatiques.

Article 4

1. Toute affaire dont le Tribunal est saisi est entendue par lui en assemblée plénière. L'assemblée plénière comprend, en principe, tous les membres permanents du Tribunal, et les membres supplémentaires éventuellement nommés pour les questions ou le litige particulier soumis au Tribunal; toutefois, le Président et le Vice-Président ne peuvent siéger en même temps. Le quorum est de cinq membres.

Une assemblée plénière doit comprendre :

a) le Président, ou, en son absence, le Vice-Président;

b) un nombre égal de membres permanents nommés par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et de membres permanents nommés par d'autres Parties contractantes.

c) Eventuellement les membres supplémentaires en droit de siéger.

2. En l'absence du Président, le Vice-Présiedent assume les pouvoirs et exerce les fonctions du Président.

Article 5

Le siège du Tribunal sera établi sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne au lieu qui sera déterminé par un accord administratif subsidiaire entre les Gouvernements en droit de nommer les membres permanents du Tribunal.

Article 6

Dans l'interprétation de l'Accord et de ses Annexes, le Tribunal appliquera les règles généralement acceptées du droit international.

Article 7

1.—a) Les langues officilles du Tribunal sont le français, l'anglais et l'allemand. Toutefois le Président peut, avec le consentement des parties,décider que seule l'une d'elles ou deux d'entre elles seront employées dans la procédure d'une affaire.

b) Les decisions du Tribunal seront rendues dans les trois langues.

2. Les Gouvernements parties à un litige soumis au Tribunal sont représentés devant lui par des agents qui peuvent être assistés par des conseils.

3. La procédure comprend une phase écrite et une phase orale. La procédure orale peut être supprimée sur la demande des parties.

4. Le Tribunal statue à la majorité. Ses décisions sont rendues par écrit, elles comprennent un exposé des faïts et sont motivées. Elles indiquent également les opinions dissidentes éventuelles.

Article 8

1. Les traitements et indemnités du Président et du Vice-Président sont à la charge du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne pour une moitié, l'autre moitié étant répartie par fractions égales entre les autres Gouvernements en droit de nommer des membres permanents.

2. Le traitement et les indenités de chacun des autres membres du Tribunal sont à la charge du Gouvernement qui l'a nommé. Au cas où un membre aurai été nommé par plusieurs Gouvernements, ces frais seront répartis par fractions égales entre les Gouvernements en cause.

3. Les fonds nécessaires aux autres frais du Tribunal seront fournis par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne.

4. Les questions administratives intéressant le Tribunal, les locaux dont il disposera, la nomination du personnel et ses traitements seront réglés par un accord administratif subsidiaire entre les Gouvernements en droit de nommer les membres permanents du Tribunal.

Article 9

Le Tribunal arrêtera ses règles de procédure dans le cadre de la présente Charte et de l'Accord.

ANNEXE X

Charte de la Commission Mixte

Article 1

1. La Commission Mixte (dénommée ci-après «la Commission») instituée pour l'interprétation de l'Annexe IV de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes (dénommé ci-après») «l'Accord») comprend les huit membres permanents du Tribunal d'Arbitrage établi par application de l'Article 28 de l'Accord, et les membres supplémentaires qui peuvent être nommés temporairement par application des dispositions des paragraphes(2) et (3) du présent Article. Toutefois, tout Gouvernement ayant nommé l'un des membres permanents du Tribunal d'Arbitrage peut, au lieu de désigner ce membre permanent pour siéger à la Commission, y nommer une autre personne (Les membres de la Commission ayant la qualité de membres permanents du Tribunal d'Arbitrage et les membres nommés à la place de ces membres permanents sont désignés ci-après par l'expression (»membres permanents de la Commission»).

2. Lorsqu'une partie à une instance devant la Commission est soit le Gouvernement d'un pays créancier autre que les Gouvernements en droit de nommer les membres permanents du Tribunal d'Arbitrage, soit une personne possédant la qualité de ressortissant ou de résidant de ce pays, le Gouvernement intéressé est en

droit de nommer un membre supplémentaire qui siège pour l'instance en cause. Lorsque plusieurs Gouvernements se trouvent dans cette situation ces Gouvernements sont en droit de nommer conjointement un membre supplémentaire.

3. Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne est en droit de nommer un membre supplémentaire pour siéger dans toute instance dans laquelle un membre supplémentaire nommé conformément au paragraphe (2) du présent Article siège également.

4. La nomination de tout membre permanent de la Commission, nommé à la place d'un membre permanent du Tribunal d'Arbitrage sera notifiée au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans les deux mois de l'entrée en vigueur de l'Accord. Les nominations aux sièges devenus vacants des membres nommés conformément aux disposition du présent paragraphe seront notifiées dans le mois de la vacance.

5. Les Parties contractantes nommant un membre supplémentaire par application du paragraphe (2) du présent Article notifieront leur nomination à la Commission dans un délai d'un mois à compter de l'introduction de l'instance pour laquelle cette nomination est faite. Au cas où la nomination de ce membre supplémentaire ne serait pas notifiée à la Commission dans ce dèlai, l'instance sera conduite sans la participation de membres supplémentaires.

6. Lorsque le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne nomme un membre supplémentaire par application du paragraphe (3) du présent Article il notifie cette nomination à la Commission dans un dèlai d'un mois à compter de la réception par celle-ci de la notification de la nomination du membre supplémentaire désigné par applications du paragraphe (2) du présent Article. Au cas où la nomination du membre supplémentaire désigne par le Gouvernement Fédéral ne serait pas notifiée à la Commission dans ce délai, l'instance sera conduite sans la participation de ce membre supplémentaire.

Article 2.

Les membres permanents de la Commission seront soumis, en ce qui concerne la durée et le renouvellement de leur mandat, la nomination de leurs successeurs ou de leurs suppléants, l'exercice de leurs fonctions après démission ou expiration du mandat, et la révocation, aux règles prévues pour les membres permanents du Tribunal d'Arbitrage par l'article 2 de la Charte de ce Tribunal (Annexe IX à l'Accord).

Article 3.

1. Tous les membres de la Commission doivent réunir les conditions requises pour être nommés dans leurs pays respectifs à de hautes fonctions judiciaires, ou être des jurisconsultes ou d'autres experts possédant une compétence notoire en droit international.

2. Les membres de la Commission ne doivent ni solliciter ni accepter d'instructions d'aucun Gouvernement; ils ne peuvent se livrer à aucune activité incompatible avec l'exercice normal de leurs fonctions, ni participer au règlement d'aucune affaire dont ils ont eu antérieurement à s'occuper à un autre titre ou dans laquelle ils ont un intérêt direct.

3. a) Pendant la durée et après l'expiration de leur mandat, les membres de la Commission qui ne sont pas de nationalité allemande jouissent de l'immunité de juridiction à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Les membres de la Commission qui sont de nationalité allemande jouissent de la même immunité de juridiction à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions que les juges siégeant dans les Tribunaux allemands sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne.

b) Les membres de la Commission qui ne sont pas de nationalité allemande jouissent sur le territoire fédéral des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont prévus pour les membres des missions diplomatiques.

Article 4.

Toute instance dont la Commission est saisie est entendue par trois membres permanents de la Commission et, dans le cas où des membres supplémentaires ont été nommés pour cette instance, par ces membres supplémentaires. Les membres permanents de la Commission siégeant dans une instance sont les suivants:

a) Un Président, qui est soit le Président du Tribunal d'Arbitrage soit, en son absence ou sur ses instructions, le Vice-Président du Tribunal d'Arbitrage.

b) Un membre nommé par le Président parmi es membres permanents de la Commission nommés par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne.

c) Un membre nommé par le Président parmi les autres membres permanents de la Commission, étant précisé que dans toute instance où l'une des parties est:

i) Soit le Gouvernement d'un pays créancier en droit de nommer un membre permanent.

ii) Soit une personne possédant la qualité de ressortissant ou de résidant de ce pays, le membre permanent nommé par ce Gouvernement siège pour l'instance en cause. Lorsque plusieurs membres permanents sont en droit d'invoquer la dispositions qui précède, le Président de la Commission désigne celui d'entre eux qui siège pour l'instance.

Article 5.

Le siège de la Commission est le même que celui du Tribunal d'Arbitrage.

Article 6.

Dans l'interprétation de l'Annexe IV à l'Accord, la Commission appliquera les règles généralement acceptées du droit international.

Article 7.

1. a) Les langues officielles de la Commission sont le français, l'anglais et l'allemand. Toutefois, le Président peut, avec le consentement des parties, décider que seule l'une d'elles ou deux d'entre elles seront employées dans la procédure d'une affaire.

b) Les décisions de la Commission sont rendues dans les trois langues.

2. Les Gouvernements parties à un litige soumis à la Commission sont représentés devant elle par des agents qui peuvent être assistés par des Conseils, les personnes privées peuvent être représentées par des Conseils.

3. La procédure comprend une phase écrite et une phase orale. La procédure orale peut être supprimée sur la demande des parties.

4. La Commission statue à la majorité. Ses décisions sont rendues par écrit; elles comprennent un exposé des faits et sont motivées; elles indiquent également les opinions dissidentes éventuelles.

5. Dans toute instance, la Commission peut renvoyer au Tribunal d'Arbitrage pour décision toute question qu'elle considère comme d'importance fondamentale pour l'interprétation de l'Annexe IV à l'Accord. En pareil cas la Commission suspend l'instance dans l'attente de la décision du Tribunal d'Arbitrage.

6. Toute Partie au présent Accord qui fait appel d'une décision de la Commission devant le Tribunal d'Arbitrage par application du paragraphe 7 de l'Article 31 de l'Accord, doit notifier l'appel à la Commission.

7. Sauf décision contraire de la Commission, chacune des parties à l'instance paie ses propres frais.

Article 8.

1. Le traitement et les indemnités de chaque mem-

bre permanent de la Commission nommé à la place d'un membre permanent du Tribunal d'Arbitrage et de tout membre additionnel sont à la charge du Gouvernement ou des Gouvernements qui l'on nommé.

2. Le barème des frais de justice payables par les parties aux instances sera fixé par un accord administratif subsidiaire entre les Gouvernements en droit de nommer les membres permanents du Tribunal d'arbitrage.

3. Tous les autres frais de la Commission non couverts par les frais de justice sont à la charge de la République Fédérale d'Allemagne.

4. En ce qui concerne l'administration, les locaux et le personnel, la Commission fera appel aux ressources daministratives à la disposition du Tribunal d'Arbitrage. Les mesures administratives particulières à la Commission qui pourraient être nécessaires seront prévues par l'accord administratif subsidiaire visé au paragraphe 2 du présent article.

Article 9.

La Commission arrêtera ses règles de procédure dans le cadre de la présente Charte et de l'Accord.

APPENDICE A.

Echange de lettres enregistrant l'Accord du 6 Mars 1951 entre les Gouvernements de la République Française, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne.

A.—Lettre du Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne au Président de la Haute Commission Alliée

M. le Haute-Commissaire, Bonn, 6 Mars 1951.

En réponse à votre lettre du 23 octobre 1950, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

I.

La République Fédérale confirme par la présente lettre qu'elle répond des dettes extérieures d'avant-guerre du Reich allemand y compris les dettes des autres entités à déclarer ultérieurement comme constituant des obligations du Reich, ainsi que des intérêts et autres charges des titres émis par le Gouvernement autrichien dans la mesure où de tels intérêts et charges étaient exigibles après le 12 mars 1938 et avant le 8 mai 1945.

Le Gouvernement Fédéral comprend que, lors de la fixation des modalités et des montants des paiements à effectuer par la République Fédérale au titre de ses obligations, il sera tenu compte de sa situation générale, plus particulièrement de l'effet de la limitation de sa compétence territoriale et de sa capacité de paiement.

II.

Le Gouvernement Fédéral déclare reconnaître en principe les dettes provenant de l'aide économique fournie à l'Allemagne depuis le 8 mai 1945, pour autant que ces dettes ne se trouvent pas déjà reconnues par l'accord de coopération économique conclu le 15 décembre 1949 entre la République Fédérale et les Etats-Unis ou au titre des obligations assumées par la République Fédérale aux termes de l'article 133 de la Loi Fondamentale. Le Gouvernement Fédéral est disposé à accorder aux obligations résultant de l'aide économique la priorité par rapport à toutes autres créances extérieures envers l'Allemagne ou ses ressortissants.

Le Gouvernement Fédéral juge opportun de régler les questions relatives à la reconnaissance et au règlement de ces dettes par des accords bilatéraux avec les Gouvernements des Etats ayant contribué à l'aide économique, sur le modèle de l'accord du 15 décembre 1949 conclu avec le Gouvernement des Etats-Unis. Il tient pour admis que ces accords contiendront une c ause d'arbitrage dans le cas de litiges. Le Gouvernement Fédéral est prêt à entamer sans délai des pourparlers avec les Gouvernements intéressés au sujet de la conclusion de ces accords.

III.

Le Gouvernement Fédéral exprime son désir de reprendre le paiement de la dette extérieure allemande. Il comprend qu'il y a accord entre lui et les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur ce qui suit:

«Dans l'intérêt du rétablissement des relations économiques normales entre la République Fédérale et les autres pays, il convient d'élaborer au plus vite un plan de paiements portant sur le règlement des créances publiques et privées existant à l'encontre de l'Allemagne et de ses ressortissants.

Les Gouvernements intéressés, y compris la République Fédérale les créanciers et débiteurs, doivent participer à l'élaboration de ce plan.

Le plan de paiements doit traiter notamment des créances dont le règlement peut contribuer à normaliser les rapports économiques et financiers entre la République Fédérale et les autres pays. Il tiendra compte de la situation économique générale de la République Fédérale et, notamment, de l'accroissement de ses charges et de la diminution de sa substance économique. Le plan ne doit pas avoir pour effet général de déséquilibrer l'économie allemande par des répercussions indésirables sur la situation financière intérieure, ni d'affecter outre mesure les ressources allemandes en devises, présentes ou futures. Le plan ne doit pas non plus augmenter sensiblement les charges financières aupportées par une Puissance occupante quelconque.

Les Gouvernements intéressés pourront, pour toutes les questions résultant des négociations sur le plan de paiements ou la capacité de paiement, demander l'avis d'experts.

Les résultats obtenus au cours des négociations doivent faire l'objet d'accords. Il est entendu que le plan aura un caractère purement provisoire et sera sujet à révision dès que l'unité allemande aura été rétablie et qu'un règlement définitif de paix sera devenu possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Haute-Commissaire, l'expression de ma très haute considération.

(signé) ADENAUER.

B.—Réponse du Président de la Haute-Commission Alliée au Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne.

M. le Chancelier, 6 Mars 1951.

En réponse à votre lettre du 6 mars 1951, concernant les dettes allemandes nous avons l'honneur, au nom des Gouvernements Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de prendre acte des engagements du Gouvernement Fédéral relatifs à la responsabilité de la République Fédérale au titre des dettes extérieures d'avant-guerre du Reich allemand et de la dette découlant de l'assistance économique fournie à l'Allemagne par les trois Gouvernements depuis le 8 mai 1945.

En ce qui concerne la priorité aux obligations qui découlent de l'assistance économique d'après-guerre, nous sommes autorisés à déclarer que les trois Gouvernements ne se proposent pas d'exercer cette priotirté d'une manière qui gêne le règlement des créances étrangères résultant d'opérations commerciales postérieures au 8 mai 1945 et essentielles au relèvement économique de la République Fédérale.

En ce qui concerne l'inclusion d'une clause d'arbitrage dans les accords relatifs aux dettes découlant de l'assistance économique d'après-guerre, les trois Gou-

vernements seront disposés, en négociant ces accords, à examiner s'il est opportun d'y prévoir une telle clause pour les questions susceptibles d'être utilement réglées par une telle procédure.

Nous avons également l'honneur de confirmer, au nom des trois Gouvernements, l'interptrétation du Gouvernement Fédéral, telle qu'elle apparaît au paragraphe 2 de l'Article I et à l'Article III de la lettre de votre Excellence. Nos Gouvernements élaborent actuellement des propositions conduisant à un dispositif de règlement; il est prévu d'y faire participer les créanciers étrangers, les débiteurs allemands et les Gouvernements intéressés, y compris le Gouvernement Fédéral. Ces propos.tions tendront à un règlement d'ensemble et ordonné des créances d'avant-guerre à l'encontre de l'Allemagne et des débiteurs allemands, ainsi que des dettes découlant de l'assistance économique d'après-guerre; ce règlement devra assurer un traitement juste et équitable de tous les intérêts en cause, y compris ceux du Gouvernement Fédéral. Il est prévu d'inclure l'arrangement qui en découlera dans un accord multilatéral; les accords bilatéraux qui pourront être jugés nécessaires seraient conclus dans le cadre du plan de règlement. Dès que leurs propositions seront prêtes, les trois Gouvernements les communiqueront au Gouvernement Fédéral et aux autres Gouvernements intéressés; ils discuteront avec eux des propositions, ainsi que de la procédure à suivre en la matière.

Nous avons l'honneur de faire savoir que nos trois Gouvernements considèrent que la lettre de votre Excellence visée ci-dessus, ainsi que la présente lettre, enregistrent l'accord des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nofd d'une part, et du Gouvernement de la République Fédérale d'autre part, sur les questions relatives aux dettes allemandes visées par ces lettres. Les lettres ont été rédigées en français, en anglais et en allemand, chaque texte faisant également foi.

JOHN J. McCLOY,
Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.
A. FRANCOIS-PONCET,
Pour le Gouvernement de la République Française
IVONE KIRKPATRICK
Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Appendice B
Rapport de la Conférence des Dettes Extérieures Allemandes
(sans ses Annexes)
Londres, février—août 1952

1.—Introduction

1. La Conférence Internationale des Dettes extérieures allemandes a été réunie par les Gouvernements de la République Française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éléborer un accord général pour le règlement des dettes extérieures allemandes. La Conférence soumet aux Gouvernements des pays participants le présent Rapport qui décrit ses travaux et expose ses recommandations pour le règlement de ces dettes. La Conférence suggère que des exemplaires de ce Rapport soient mis à la disposition des autres Gouvernements intéressés.

2. Avant de réunir la Conférence, les Gouvernements de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Uni d'Amérique et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne avaient conclu, le 6 mars 1951, un accord par lequel ce dernier Gouvernement a confirmé qu'il répondait des dettes extérieures d'avant-guerre du Reich allemand, a reconnu en principe les dettes provenant de l'aide économique fournie à l'Allemagne après la guerre par les Trois Gouvernements, et a exprimé le désir de reprendre le paiement de la dette extérieure allemande conformément aux dispositions d'un plan à élaborer par toutes les parties intéressées. L'échange de lettres enregistrant cet Accord est reproduit à l'Annexe 1.

3. En mai 1951, les Trois Gouvernements ont établi la Commission Tripartite des dettes allemandes pour les représenter dans les négociations relatives au règlement des dettes extérieures allemandes et pour organiser les travaux de la Conférence. Les Trois Gouvernements étaient représentés à la Commission Tripartite par M. François-Didier Gregh (France), Sir George Rendel (Royaume-Uni) et l'Ambassadeur Warren Lee Pierson (Etats-Unis). Leurs suppléants étaient M. René Sergent, ultérieurement remplacé par M.A. Rodocanachi et M.H. Davost (France), Sir David Waley (Royaume-Uni), et le Ministre J. W. Gunter (Etats-Uni).

4. En juin et juillet 1952, la Commission a procédé à des consultations préliminaires avec la Délégation allemande pour les dettes extérieures nommée par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, et avec les représentants de certains des principaux pays créanciers. La Délégation allemande était présidée par M. Hermann J. Abs, M. Kriege étant son suppléant.

5. En décembre 1951, la Commission Tripartite a fait connaître à la Délégation allemande les montants et les modalités de paiement que les Trois Gouvernements étaient prêts à accepter en règlement total de leurs créances au titre de l'assistance économique d'après-guerre, à condition que soit réalisé un règlement satisfaisant et équitable des dettes d'avant-guerre de l'Allemagne. Au cours de la Conférence, les Etats-Unis ont offert, en outre, de différer pendant 5 ans le recouvrement du principal de leur créance et ont modifié en conséquence leur offre de décembre 1951. Les montants et les modalités de paiement proposés sont indiqués à l'Annexe 2 du présent Rapport (1)

II.—Organisation de la Conférence

6. La Conférence a tenu sa première séance plénière à Lancaster Hluse, Londres, le 28 février 1952. Les Gouvernements de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis étaient représentés par la Commission Tripartite des dettes allemandes. Les créanciers privés de ces trois pays étaient représentés par des délégations distinctes; vingt-deux pays créanciers avaient envoyé des délégations composées de représentants du Gouvernement et, dans de nombreux cas, de représentants des créanciers privés; trois pays avaient envoyé des observateurs; la Banque des règlements internationaux était représentée en sa qualité particulière de créancier; la délégation de la République Fédérale d'Allemagne comprenait des représentants du Gouvernement et des représentants des débiteurs privés.

7. Conformément aux décisions de la Conférence. les organes suivants ont été constitués:

a) le Comité Directeur, comprenant trois membres de la Commission Tripartite, treize représentants des intérêts créanciers des pays suivants : Belgique, Brésil Etats-Unis, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse, et cinq membres représentant les intérêts débiteurs publics et privés. Ce Comité était chargé d'organiser les travaux de la Conférence et de s'assurer que toutes les recommandations soumises à la Conférence en séance plénière étaient de nature à réaliser un règlement général équitable et l'égalité de traitement de tous les créanciers à l'intérieur de chaque catégorie.

(1) Les dispositions de l'Annexe 2 au Rapport de la Conférence sont devenues sans objets en raison de la conclusion des Accords sur le règlement des créances des trois gouvernements au titre de l'assistance économique

d'après guerre à l'Allemagne Les Accords ont été signés le même jour que l'Accord sur les dettes extérieures allemandes. Le dernier paragraphe du préambule du présent Accord se réfère à ces Accords.

b) Le Comité des créanciers, au sein duquel chaque délégation de pays créancier était représentées. Ce Comité était l'organe de coordination entre les points de vue des divers groupes d'intérêts créanciers. Il était chargé de désigner les représentants des créanciers aux différents Comités de négociation et de communiquer au Comité directeur les vues des créanciers sur toutes les recommandations élaborées par les Comités de négociation.

c) Le secrétariat de la conférence placé sous l'autorité d'un Secrétaire général, M. H. A. Cridland, remplacé ultérieurement par M.E.H. Peck.

8. Le Comité Directeur a créé quatre Comités de négociation chargés respectivement des catégories de dettes suivantes:

Comité A : Dettes du Reich et dettes des autres autorités publiques.

Comité B : Autres dettes à moyen et long terme.

Comité C : Dettes de Standstill.

Comité D : Dettes commerciales et dettes diverses.

Chaque comité comprenait des représentants des créanciers et des débiteurs, ainsi que des observateurs de la Commission Tripartite. Plusieurs sous-comités ont été constitués par les Comités de négociation pour traiter certaines catégories de dettes particulières.

9. Le Comité Directeur a également institué un Comité des statistiques chargé d'aider la Conférence dans ses travaux.

10. La Conférence a siégé du 28 février au 8 août 1952, avec une suspension du 5 avril au 19 mai en vue de permettre de procéder aux consultations nécessaires.

III. Cadre général.

11. Dans la poursuite de ses travaux, la Conférence s'est basée sur les faits, les principes et les objectifs suivants:

a) Les Gouvernements de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis avaient donné au Gouvernement de la République Fédérale des assurances quant aux réductions et aux conditions de règlement qu'ils seraient prêts à accepter pour leurs créances d'après-guerre au titre de l'aide économique fournie par eux à l'Allemagne, à condition que soit réalisé un règlement satisfaisant et équitable des dettes d'avant-guerre.

b) Le plan de règlement devait:

i) Tenir compte de la situation économique générale de la République Fédérale et des effets de la limitation de sa compétence territoriale; ne pas disloquer l'économie allemande par des réprercussions inopportunes sur la situation financière intérieure, ni drainer indûment les ressources actuelles ou futures de l'Allemagne en devises, ni accroître sensiblement les charges financieres de l'un quelconque des Trois Gouvernements.

ii) Prévoir un règlement général et méthodique et assurer le traitement juste et équitable de tous les intérêts en cause.

iii) Comporter des dispositions en vue de l'intervention des mesures appropriées lors de la réunification de l'Allemagne.

c) Le plan devrait favoriser le rétablissement de relations financières et commerciales normales entre la République Fédérale et les autres pays; à cette fin, il devait:

i) Mettre fin à l'état de carence de l'Allemagne au moyen d'un règlement approprié des dettes échues ou à échoir et des arriérés d'intérêts.

ii) Conduire à un état de fait qui permette un retour aux relations normales entre créanciers et débiteurs.

iii) Se présenter de telle sorte qu'il contribue à la restauration du crédit international de l'Allemagne par le rétablissement de la confiance dans sa stabilité financière et dans le respect de ses obligations d'emprunteur, tout en donnant une assurance raisonnable que l'Allemagne ne manquera pas de nouveau à ses engagements.

iv) Ne pas empêcher le Gouvernement Fédéral, et autant que possible le mettre en mesure d'observer en fin de compte les obligations que les membres du Fonds Monétaire International et de l'Organisation Européenne de Coopération Economique ont contractées en ce qui concerne le transfert des paiements courants, y compris les intérêts et les revenus des investissements.

IV. Recommandations.

12. Dettes du Reich et dettes des autres autorités publiques.–Les recommandations pour le règlement des dettes de cette catégorie font l'objet de l'Annexe 3.

13. Autres dettes à moyen et à long terme.–Les recommandations pour le règlement des dettes de cette catégorie font l'objet de l'Annexe 4.

14. Dettes de standstill.–Les recommandations pour le règlement des dettes de cette catégorie font l'objet de l'Annexe 5. La Conférence a convenu que ces recommandations devraient être mises en vigueur le plus tôt possible.

15. Dettes commerciales et dettes diverses.–Les recommadations pour le règlement des dettes de cette catégorie font l'objet de l'Annexe 6.

16. La Conférence a examiné les problèmes soulevés par certaines dettes qui, en raison de leur nature spéciale, ne pouvaient faire l'objet d'un règlement complet et définitif au cours de la Conférence. Des plans ont été élaborés pour résoudre ces problèmes au cours de négociations ultérieures entre les représentants des intérêts en présence. Des dispositions appropriées ont été incluses à cet égard dans les Annexes au présent Rapport. Les négociations en question se fonderont sur les principes et les objectifs de la Conférence, et les recommandations qui en résulteront, si elles sont approuvées, seront sanctionnées par l'Accord Intergouvernemental.

17. Les modalités proposées pour le règlement des dettes allemandes d'avant-guerre ont été élaborées au cours de négociations approfondies entre représentants des créanciers et des débiteurs. Elles se conforment aussi étroitement que possible à celles des contrats existants.

18. Comme il ressort des Annexes 3 à 6 aucun remboursement en devises ne devrait être effectué, pendant une période initiale de 5 ans, au titre du principal d'une dette quelconque visée par les recommandations, sauf dans les cas spéciaux où les conditions de règlement recommandées contiennent des dispositions justifiant un remboursement en principal pendant la période initiale.

19. Des dispositions appropriées ont été prévues dans les Annexes pour les cas où le débiteur se trouve dans une situation financière difficile.

Au cas où un débiteur de plusiers emprunts étrangers se trouverait dans l'impossibilité de s'acquiter de ses obligations, toute négociation entre ce débiteur et ses créanciers devrait être conduite de façon à assurer une égale protection des intérêts de tous les créanciers de ces emprunts.

20. Le règlement des dettes de la Ville de Berlin ou des services publics lui appartenant ou contrôlés par elle et situés à Berlin est différé pour le moment. Cependant, les débiteurs privés résidant dans les secteurs occidentaux de Berlin devraient être traités comme les personnes résidant sur le territoire de la République Fédérale.

21. L'Accord Intergouvernemental mentionné au paragraphe 38 devrait prévoir que le Gouvernement Fédéral reprendra le transfert des versements d'intérêt

et d'amortissement conformément au plan de règlement et fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer ces transgerts.

La Conférence a reconnu le principe que le transfert des versements prévus par le plan de règlement impliquait la créantion et le maintien d'une situation de la balance des paiements telle que ces versements, comme les autres versements afférents aux transactions courantes, puissent être financés au moyen des rentrées en dévises provenant des transactions visibles et invisibles, sans prélèvement, autres que temporaire, sur les réserves monétaires. A cet égard il conviendrait de tenir compte du fait que la convertibilité des monnaies n'a pas encore été rétablie. La Conférence a reconnu en consequence que la création et le maintien de cette situation de la balance des paiements seraient facilités par la poursuite de la coopération internationale en vue de l'instauration de politiques commerciales libérales, du développement du commerce mondial et du retour à la libre convertibilité des monnaies. Elle recommande qu'il soit dûment tenu compte par tous les intéressés des principes énoncés dans le présent paragraphe.

Dans la préparation de l'Accord Intergouvernemental, il conviendrait d'étudier l'élaboration de dispositions destinées à assurer que le plan de règlement sera exécuté et mené à bien à la satisfaction de toutes les parties intéressées; y compris des dispositions applicable au cas où la République Fédérale éprouverait, malgré tous ses efforts, des difficultés dans l'exécution des obligations lui incombant dans le cadre du plan.

22. Les transferts des intérêts et des versements d'amortissement exigibles en application du plan de règlement devraient être traités comme des paiements courants et, dans les cas appropriés, inclus dans tous les arrangements relatifs au commerce et]ou aux paiements entre la République Fédérale et l'un quelconque des pays créanciers, que ces arrangements soient bilatéraux ou multilatéraux.

23. Dans l'exécution des modalités convenues, aucune discrimination ou traitement préférentiel ne devrait être autorisé par la République Fédérale ou recherché par les pays créanciers, entre les diverses catégories de dettes ou selon la monnaie dans laquelle elles sont exigibles, ou à tout autre égard.

24. Le Gouvernement de la République Fédérale devrait prendre les mesures législatives et administratives nécessaires à la mise en vigueur du plan, notamment les mesures propres à donner aux créanciers le droit de poursuivre le recouvrement de leurs créances devant les tribunaux allemands.

25. Les règlements prévus dans le présent Rapport sont fondés sur une offre, faite ou à faire, par le débiteur aux créanciers. Cette offre, même si elle est recommandée par les représentants de créanciers, ou résulte d'un arbitrage (à moins qu'il n'ait été spécifiquement décidé que la décision arbitrale lie les créanciers individuels), pourra être refusée par le créancier, auquel cas ce dernier ne pourra revendiquer le bénéfice du plan de règlement. Le Gouvernement Fédéral sera en droit de tenir compte de cette situation lorsqu'il donnera effet aux dispositions du paragraphe 24.

26. L'Accord Intergouvernemental devrait déclarer que, dans le cas d'une offre acceptée, lorsque le lien juridique existant entre le débiteur et le créancier aura fait l'objet d'une modification ou lorsqu'un nouveau contrat aura été conclu entre eux par application du plan de règlement, le débiteur sera, dès l'exécution intégrale des obligations lui incombant à ce titre, considéré comme s'étant acquitté intégralement et définitivement, tant des obligations résultant du nouveau lien juridique que de celles résultant du lien juridique antérieur.

27. Les délais de prescription ne pourront courir à l'encontre des créances visées par le présent règlement pendant toute la période au cours de laquelle les sommes dues en vertu des contrats initiaux ont cessé d'être à la disposition des créanciers et jusqu'à la date à laquelle les sommes dues seront disponibles par application du présent plan de règlement.

En outre, la prescription ne pourra être invoquée à l'encontre des porteurs étrangers de valeurs mobilières allemandes intérieures (y compris les billets à ordre et les lettres de change) avant l'expiration d'un délai minimum d'un an à compter de la date à laquelle le transfert en devises étrangères des intérêts ou dividendes afférents à ces valeurs mobilières, pourra de nouveau être effectué.

Le Gouvernement Fédéral prendra toute mesure nécessaire pour assurer le respect de ce principe.

28. Certains contrats d'emprunt contiennent une clause d'option de change permettant au créancier d'obtenir, à sa demande, le versement des sommes dues, dans une monnaie autre que celle du pays dans lequel l'emprunt a été émis. Certains autres contrats peuvent contenir des dispositions analogues. Les Gouvernements intéressés doivent discuter plus avant de cette question en vue d'aboutir à un accord avant la conclusion de l'Accord Intergouvernemental.

Sans préjudice de tout accord qui pourrait ainsi être conclu quant à la monnaie dans laquelle le paiement doit être fait, les clauses d'option de change devraient, dans les cas où le contrat prévoit le versement d'un montant fixe dans la monnaie de l'option, être considérées comme valables en tant que clauses de garantie de change; par exemple tout porteur d'un emprunt contenant une clause d'option de change serait en droit de recevoir, dans la monnaie du pays dans lequel l'emprunt a été émis, la contre-valeur, sur la base du taux de change en vigueur à la date d'échéance du paiement, du montant qui aurait été payable dans la monnaie de l'option, si l'option avait été exercée.

29. Dans le cadre des règlements prévus dans les recommandations, il sera fait application des modalités suivantes, sauf disposition contraire (notamment dans le cas de l'Emprunt Young):

Les dettes libellées en dollars-or ou francs suisses-or seront calculées à raison d'un dollar courant pour un dollar-or et d'un franc suisse courant pour un franc suisse-or, et les nouvreaux contrats seront bilbellés, suivant le cas, en dollars courants ou en francs suisses courants.

Pour les autres dettes avec clause-or (à l'exception des dettes en monnaie allemande avec clause-or qui font l'objet des Annexes 4 et 6) les sommes dues seront payables seulement dans la monnaie du pays dans lequel l'emprunt a été contracté ou émis (cette monnaie est désignée ci-après par l'expression «monnaie d'émission»). Le montant dû sera calculé à la contre-valeur, sur la base du taux de change en vigueur à l'époque de l'échéance, de la somme en dollars américains obtenue en convertissant en dollars américains le montant de l'obligation, exprimé dans la monnaie d'émission, sur la base du taux en vigueur à l'époque du contrat ou de l'émission. Le montant en monnaie d'émission ainsi obtenu ne pourra cependant être inférieur à ce qu'il aurait été sur la base du taux de change en vigueur le 1er août 1952.

30. Au sujet de la clause-or en général, la Commission Tripartite a fait savoir à la Conférence que, parmi les arrangements convenus afin de rendre possible un règlement général du problème des dettes allemandes, les Gouvernements de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis avaient décidé que, dans le cadre du règlement des dettes allemandes, les clauses-or ne se-

raient pas maintenues mais pourraient être remplacées par une clause de garantie de change sous une forme ou sous une autre. Pour l'emprunt Young, ces Gouvernements estiment naturellement essentiel de maintenir entre les différentes tranches l'égalité de traitement prévue par le contrat. Les Représentants des porteurs européens ont exprimé leurs regrets devant cette décision de déroger au droit contractuel des porteurs de cet Emprunt international à obtenir dans leur propre monnaie et sur une base-or le versement des sommes qui leur sont dues. C'est uniquement en raison de la décision des Gouvernements qu'ils ont inclus dans les »Recommandations agréées pour le règlement des dettes du Reich et des dettes des autres autorités publiques» (Voir Annexe 3), la disposition qui y figure maintenant.

Des dispositions correspondantes ont été insérées, aux endroits appropriés, dans les autres rapports.

31. L'Annexe 7 contient des recommandations agréées pour le traitement des paiements faits à la Konversionskasse.

32. Les avoirs en Deutschemark, qui pourraient revenir à un créancier étranger à la suite du règlement d'une dette allemande visée par le plan, devraient pouvoir être utilisés, par le créancier primitif, de façon généralement conforme aux règlements en vigueur sur le teritoire de la République Fédérale et, notamment, pouvoir être transférés à d'autres personnes ne résidant pas en Allemagne. Les recommandations agréées quant à l'utilisation des avoirs en Deutschemark sont exposées en détail à l'Annexe 8.

33. La Conférence a également examiné la question de savoir s'il état nécessaire de recommander l'adoption, dans les pays créanciers, de textes législatifs destinés à restreindre les créanciers dans la recherche d'un règlement de leurs créances à l'encontre de l'Allemagne. La Conférence est arrivée à la conclusion que ces textes législatifs n'étaient pas essentiels au succès de l'exécution du plan de règlement.

34. La Conférence considère que les recommandations formulées dans le présent Rapport sont conformes aux principes exposés au paragraphe 11.

35. Les représentants de créanciers privés qui ont participé à la Conférence recommanderont aux créanciers particuliers, au nom desquels ils ont négocié, d'accepter, chacun pour ce qui le concerne, les modalités du plan de règlement.

36. Le Gouvernement de la République Fédérale allemande devrait s'engager à hâter les préparatifs tectnhiques nécessaires pour assurer l'application effective des présentes propositions aux dates indiquées dans les diverses Annexes.

37. La Conférence exprime l'espoir que les Trustees chargés de l'administration d'emprunts se trouveront en mesure de prêter leurs services pour l'exécution des modalités du Plan de règlement.

38. Dans l'intérêt de la restauration du crédit de l'Allemagne à l'étranger, comme dans l'intérêt des personnes dont les créances sont restées non réglées pendant de nombreuses années., la Conférence, demande instamment aux Gouvernements intéressés de donner suite au plus tôt aux recommendations contenues dans le présent Rapport, en vue de la conclusion d'un Accord Intergouvernemental destiné à donner une consécration internationale au Plan de Règlement, en même temps que d'un règlement des dettes de la République Fédérale au titre de l'assistance économique d'après-guerre.

Adopté par la séance plénière de la Conférence le 8 août 1952.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Περὶ ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τοῦ Βελγίου, τοῦ Καναδᾶ, τῆς Κεϋλάνης, τῆς Δανιμαρκίας, τῆς Ἱσπανίας, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ τῆς Β. Ἰρλανδίας, τῆς Ἑλλάδος, τοῦ Ἰράν, τῆς Ἰρλανδίας, τῆς Ἰταλίας, τοῦ Λίχτενστάϊν, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Νορβηγίας, τοῦ Πακιστάν, τῆς Σουηδίας, τῆς Ἑλβετίας, τῆς Ἑνώσεως τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας ἀφ' ἑ ὸς καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἀφ' ἑτέρου,

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ ἄρωσι πᾶν ἐμπόδιον εἰς τὰς κανονικὰς οἰκονομικὰς σχέσεις μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῶν ἄλλων χωρῶν καὶ νὰ συντελέσωσιν οὕτω εἰς τὴν ἀνάπτυξιν εὐημερούσης κοινότητος Ἐθνῶν.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι ἀπὸ εἰκοσαετίας περίπου αἱ ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν δανείων καταβολαί, γενικῶς δὲν ἔχουσι διενεργηθῇ συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῶν συμβολαίων, ὅτι ἀπὸ τοῦ ἔτους 1939 μέχρι τοῦ 1945 ἡ ἐμπόλεμος κατάστασις παρημπόδισε οἱανδήποτε καταβολὴν ἀφορῶσαν μέγαν ἀριθμὸν τῶν δανείων τούτων, ὅτι ἀπὸ τοῦ ἔτους 1945 αἱ καταβολαὶ αὗται ἔχουσι γενικῶς ἀνασταλῇ καὶ ὅτι ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας ἐπιθυμεῖ νὰ θέσῃ τέρμα εἰς τὴν κατάστασιν ταύτην.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς, ἡ Γαλλία καὶ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας ἔχουσι παράσχει εἰς τὴν Γερμανίαν ἀπὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945, οἰκονομικὴν βοήθειαν ἥτις σημαντικῶς συνετέλεσεν εἰς τὴν ἀνασυγκρότησιν τῆς γερμανικῆς οἰκονομίας καὶ ἔσχεν ὡς ἀποτέλεσμα νὰ διευκολύνῃ τὴν ἐπανάληψιν τῶν καταβολῶν ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν δανείων.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι τὴν 6 Μαρτίου 1951 ἔλαβε χώραν ἀνταλλαγὴ ἐπιστολῶν (τῶν ὁποίων ἀντίγραφον ἀποτελεῖ τὸ Παράρτημα Α' τῆς παρούσης Συμφωνίας) μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἀφ' ἑνός, καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερνανίας ἀφ' ἑτέρου, καὶ ὅτι ἡ ἀνταλλαγὴ αὕτη ἐπιστολῶν ἀποτελεῖ τὴν βάσιν ἐπὶ τῆς ὁποίας ἐγένοντο ἡ παροῦσα Συμφωνία διακανονισμοῦ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν (μετὰ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς) ὡς καὶ αἱ Συμφωνίαι διακανονισμοῦ τῶν χρεῶν ἅτινα πηγάζουσιν ἐκ τῆς παρασχεθείσης εἰς τὴν Γερμανίαν οἰκονομικῆς βοηθείας.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι αἱ Κυβερνήσεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου —Ἰρλανδίας συνέστησαν Ἐπιτροπὴν ἀποκαλουμένην Τριμερῆ Ἐπιτροπὴν τῶν Γερμανικῶν Χρεῶν, ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως αὕτη προπαρασκευάσῃ καὶ διατυπώσῃ μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, μεθ' ἑτέρων ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων καὶ μετ' ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν, γενικὸν καὶ συστηματικὸν σχέδιον διακανονισμοῦ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη ἐγνώρισεν εἰς τοὺς Ἀντιπροσώπους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ὅτι αἱ Κυβερνήσεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας ἦσαν ἕτοιμοι νὰ δεχθῶσι σημαντικὰς παραχωρήσεις ὡς πρὸς τὴν προτίμησιν τῶν μεταπολεμικῶν αὐτῶν ἀπαιτήσεων αἵτινες σχετίζονται πρὸς τὴν οἰκονομικὴν βοήθειαν, ἐν συγκρίσει πρὸς ὅλας τὰς ὑπολοίπους ἐξωτερικὰς ἀπαιτήσεις ἀπέναντι τῆς Γερμανίας καὶ τῶν ὑπηκόων αὐτῆς, καὶ ὡς πρὸς τὸ συνολικὸν ποσὸν τῶν ἀπαιτήσεων τούτων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως πραγματοποιηθῇ δίκαιος καὶ ἱκανοποιητικὸς τις διακανονισμὸς τῶν προπολεμικῶν ἐξωτερικῶν χρεῶν τῆς Γερμανίας.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι τοιοῦτος διακανονισμὸς τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν δὲν θὰ ἦτο δυνατὸν νὰ ἐπιτευχθῇ ἢ διὰ γενικοῦ τινος ἐνιαίου σχεδίου εἰς τὸ ὁποῖον θὰ ἐλαμβάνοντο ὑπ' ὄψιν ἡ σχετικὴ θέσις τῶν συμφερόντων τῶν διαφόρων πιστωτῶν καὶ ἡ γενικὴ κατάστασις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἔχει συνέλθει ἐν Λονδίνῳ ἀπὸ τῆς 28ης Φεβρουαρίου μέχρι τῆς 8ης Αὐγούστου 1952, Διεθνὴς Συνδιάσκεψις τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν εἰς τὴν ὁποίαν ἔλαβον μέρος ἀντιπρόσωποι τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων ὡς καὶ τῶν πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι οὗτοι ἐνέκριναν συστάσεις ἐπὶ τοῦ τρόπου καὶ τῆς διαδικασίας τοῦ διακανονισμοῦ (τῶν ὁποίων τὸ κείμενον ἀποτελεῖ τὰ παραρτήματαI—VI τῆς παρούσης Συμφωνίας), ὅτι αἱ συστάσεις αὗται ἦσαν συνημμέναι εἰς τὴν Ἔκθεσιν τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν (τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἀποτελεῖ τὸ Συνημμένον Β τῆς παρούσης Συμφωνίας) καὶ ὅτι ἡ παροῦσα Συμφωνία ἐμπνέεται ἐκ τῶν ἀρχῶν καὶ τείνει πρὸς τὴν ἐπίτευξιν τῶν ἀναπτυσσομένων εἰς τὴν Ἔκθεσιν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι αἱ Κυβερνήσεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, θεωροῦσαι τὰς συστάσεις ταύτας ὡς ἀποτελούσας δίκαιον καὶ ἱκανοποιητικὸν σχέδιον διακανονισμοῦ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν, ὑπέγραψαν σήμερον μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας διμερεῖς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ διακανονισμοῦ τῶν χρεῶν τῆς παρασχεθείσης ὑπὸ τῶν τριῶν τούτων Κυβερνήσεων μεταπολεμικῆς οἰκονομικῆς βοηθείας, Συμφωνίας καθοριζούσας τὰ τροποποιούμενα αὐτῶν, ὡς πρὸς τὰ χρέη ταῦτα, δικαιώματα καὶ προτιμήσεις.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Ἔγκρισις τοῦ τρόπου καὶ τῆς διαδικασίας τοῦ διακανονισμοῦ

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θεωροῦσι τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς ὡς λογικὰς λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς γενικῆς καταστάσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, καὶ δικαίας καὶ ἱκανοποιητικὰς διὰ τὰ συμφέροντα εἰς τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται αὗται. Ταῦτα, ἐγκρίνουσι τὸν τρόπον καὶ τὴν διαδικασίαν τοῦ διακανονισμοῦ ὡς προβλέπονται εἰς τὰ Παραρτήματα τῆς Συμφωνίας ταύτης.

Ἄρθρον 2.

Ἐκτελεστικὰ μέτρα ἅτινα δέον νὰ λάβῃ ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας.

Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θέλει προβῆ εἰς τὴν δημοσίευσιν Νόμων καὶ θέλει λάβει τὰ ἀναγκαιοῦντα διοικητικὰ μέτρα ὅπως καταστήσῃ ἐνεργὸν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν μετὰ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς καὶ θέλει τροποποιήσει ἢ καταργήσει τοὺς Νόμους, τὰ Διατάγματα καὶ τὰ διοικητικὰ ἐκεῖνα μέτρα ἅτινα εἶναι ἀσυμβίβαστα πρὸς τὰς διατάξεις αὐτῶν.

Ἄρθρον 3.

=Ὁρισμοί.

Εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ τὰ Παραρτήματα IX καὶ X μόνον αὐτῆς καὶ ἐφ' ὅσον τὸ κείμενον δὲν ἀπαιτεῖ ἄλλως :

(α) ὁ ὅρος «πιστωτὴς» σημαίνει πᾶν πρόσωπον (οἱανδήποτε πλὴν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας) εἰς τὸ ὁποῖον ἐφείλεται χέρος.

(β) ὁ ὅρος «πιστώστριαι χῶραι» σημαίνει οἱανδήποτε χώραν πλὴν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας τῆς ὁποίας ἡ Κυβέρνησις ἀποτελεῖ ἓν τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ δι' αὐτοῦ νοεῖται πᾶν ἔδαφος ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἐκτείνεται κατὰ τὸ ἄρθρον 37 ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(γ) Διὰ τοῦ ὅρου «συναλλαγματικὴ ἐπιλογὴ» νοεῖται πᾶσα ρήτρα συμβολαίου δίδουσα εἰς τὸν πιστωτὴν τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτήσῃ καταβολὴν τινα εἰς ἓν οἱονδήποτε μεταξὺ δύο ἢ πλειόνων νόμισμα.

(δ) Ὁ ὅρος «χρέος» σημαίνει πᾶσαν ὀφειλὴν ἀνταποκρινομένην πρὸς τοὺς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 τιθεμένους ὅρους.

(ε) Ὁ ὅρος «ἐκκαθαρισμένος», προκειμένου περὶ ὀφειλῆς, σημαίνει ὅτι τὸ ποσὸν εἰς τὸ ὁποῖον ἀνέρχεται αὕτη ἔχει καθορισθῇ διὰ συμφωνίας τινός, διὰ δικαστικῆς τινος ἢ ὁριστικῆς διαιτητικῆς ἀποφάσεως ἢ διὰ νομοθετικῆς τινὸς διατάξεως.

(στ) Ὁ ὅρος «κινητὴ ἐμπορεύσιμος ἀξία» σημαίνει μετοχήν, ὁμολογίαν καὶ κρατικὰ χρεώγραφα, ἐκδοθέντα διὰ δημοσίων ἐγγραφῶν ἢ ἀνήκοντα εἰς ἔκδοσιν ὁμολογιῶν γιτομένην κατόπιν διεξαγομένων ἢ διεξαχθεισῶν διαπραγματεύσεων εἰς ἀνεγνωρισμένην τινὰ ἀγορὰν ἀξιῶν.

(ζ) Ὁ ὅρος «προσφορὰ διακονονισμοῦ» χρησιμοποιούμενος δι' ὀφειλὴν ἐκ χρεωγράφων, σημαίνει τὴν ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου προσφορὰν τρόπου καταβολῆς καὶ ἑτέρων ὅρων καθορισθέντων διὰ τὴν ἐν λόγῳ ὀφειλήν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, διὰ διαπραγματεύσεων μεταξὺ τοῦ ὀφειλέτου καὶ τῶν ἐξουσιοδοτημένων ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν ἢ διὰ δικαστικῆς τινὸς ἢ ὁριστικῆς διαιτητικῆς ἀποφάσεως.

(η) Διὰ τοῦ ὅρου «Συμβαλλόμενον Μέρος» νοεῖται πᾶσα Κυβέρνησις ὡς πρὸς τὴν ὁποίαν ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ ἡ παροῦσα Συμφωνία, κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 35 καὶ 36 αὐτῆς.

(θ) Διὰ τοῦ ὅρου «πρόσωπον νοεῖται» πᾶν φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον δημοσίου ἢ ἰδιωτικοῦ δικαίου ὡς καὶ πᾶσα Κυβέρνησις ὡς καὶ πᾶσα πολιτικὴ περιοχή, πᾶν δημόσιον ἵδρυμα, συμπεριλαμβανομένου παντὸς ἐξ' αὐτοῦ ἐξαρτωμένου Πρακτορείου ἢ Ὑπηρεσίας καὶ πᾶν πρόσωπον δρῶν ἐξ ὀνόματος αὐτῶν.

(ι) Ὁ ὅρος «διαμένων» ἢ διαμένων» νοεῖται περὶ τῆς συνήθους διαμονῆς τὰ νομικὰ πρόσωπα θὰ θεωροῦνται ὡς διαμένοντα εἰς χώραν συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους τῆς ὁποίας ἔχουσι συσταθῇ ἢ ἐὰν ἡ ἑταιρικὴ αὐτῶν ἕδρα δὲν εὑρίσκεται εἰς τὴν χώραν ἐκείνην, ὡς διαμένοντα εἰς τὴν χώραν εἰς τὴν ὁποίαν εὑρίσκεται αὕτη.

(ια) Διὰ τοῦ ὅρου «συμφωνηθεὶς τρόπος διακανονισμοῦ», ὁσάκις πρόκειται περὶ ὀφειλῆς, νοοῦνται οἱ ὅροι καταβολῆς καὶ λοιποὶ ὅροι οἵτινες ἔχουσι συμφωνηθῇ διὰ τὴν ἐν λόγῳ ὀφειλὴν δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, εἴτε διὰ συμφωνίας μεταξὺ πιστωτοῦ καὶ ὀφειλέτου, εἴτε διὰ δικαστικῆς τινὸς ἢ διαιτητικῆς ὁριστικῆς ἀποφάσεως ἐπὶ δίκης μεταξὺ πιστωτοῦ καὶ ὀφειλέτου.

ιβ) Ὁ ὅρος «σύστασις τρόπου διακανονισμοῦ» ὁσάκις πρόκειται περὶ ὀφειλῆς, σημαίνει τὸν καθορισμὸν τοῦ τρόπου καταβολῆς καὶ τῶν λοιπῶν ὅρων, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον (ια)

Ἄρθρον 4.

Διακανονιζόμεναι ὀφειλαί.

1. Αἱ διακανονιζόμεναι δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς ὀφειλαὶ εἶναι αἱ ἀκόλουθοι :

(α) Χρηματικαὶ ὑποχρεώσεις μὴ πηγάζουσαι ἐκ συμβολαίων ἐκκαθαρισθεῖσαι καὶ ἀπαιτηταὶ πρὸ τῆς 8 Μαΐου 1945.

(β) Χρηματικαὶ ὑποχρεώσεις πηγάζουσαι ἐκ συμβολαίων δανεισμοῦ ἢ πιστώσεως συναφθέντων πρὸ τῆς 8 Μαΐου 1945.

(γ) Χρηματικαὶ ὑποχρεώσεις πηγάζουσαι ἐξ ἄλλων συμβολαίων πλὴν τῶν συμβολαίων δανεισμοῦ ἢ πιστώσεως καταστᾶσαι ἀπαιτηταὶ πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945.

2. Ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως αἱ ὀφειλαὶ αὗται :

(α) προβλέπωνται εἰς τὸ Παράρτημα Ι τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἢ

(β) ὀφείλωνται παρὰ προσώπου, ὡς κυρίου ὀφειλέτου ἢ ὑπὸ ἄλλην τινα ἰδιότητα, ὡς ἀρχικοῦ ὀφειλέτου ἢ ὡς δικαιοδόχου διαμένοντος εἰς τὴν νομισματικὴν ζώνην τοῦ Δυτικοῦ Γερμανικοῦ Μάρκου κατὰ τὴν στιγμὴν καθ' ἣν γίνεται πρότασίς τις ἐκ μέρους τοῦ ὀφειλέτου ἢ διατυποῦται ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ αἴτησις πρὸς σύστασιν τρόπου διακανονισμοῦ ἤ, εἰς τὴν περίπτωσιν ὀφειλῶν ἐξ ὁμολογιῶν ὑπαγομένων εἰς τὴν διαδικασίαν ταύτην, κατὰ τὴν στιγμὴν καθ' ἣν διατυποῦται ὑπὸ τοῦ ἀντιπροσώπου τῶν πιστωτῶν αἴτησις πρὸς ὑποβολὴν προσφορᾶς διακανονισμοῦ, βάσει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς.

3. Ὑπὸ τὸν ὅρον ἐπίσης ὅπως τὰ χρέη ταῦτα :

(α) ὦσιν ὀφειλαὶ πρὸς πιστώτριαν Κυβέρνησιν ἢ

(β) ὦσιν ὀφειλαὶ πρὸς πρόσωπον διαμένον εἰς μίαν τῶν πιστωτριῶν χωρῶν ἢ ἔχον τὴν ἰδιότητα τοῦ ὑπηκόου μιᾶς τοιαύτης χώρας κατὰ τὴν στιγμὴν καθ' ἣν γίνεται πρότασίς τις ἐκ μέρους τοῦ ὀφειλέτου ἢ διατυποῦται ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ αἴτησις πρὸς σύστασιν τρόπου διακανονισμοῦ βάσει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, ἢ

(γ) ὦσιν ὀφειλαὶ ἐκ κινητῶν ἐμπορευσίμων ἀξιῶν πληρωτέων εἰς πιστώτριάν τινα χώραν.

Ἄρθρον 5.

Ἀπαιτήσεις ἀποκλειόμεναι τῆς παρούσης Συμφωνίας.

1. Ἡ ἐξέτασις τῶν κυβερνητικῶν ἀπαιτήσεων ἀπέναντι τῆς Γερμανίας αἵτινες πηγάζουσι ἐκ τοῦ πρώτου παγκοσμίου πολέμου ἀναβάλλεται μέχρι ὁριστικοῦ γενικοῦ διακανονισμοῦ τοῦ ζητήματος τούτου.

2. Ἡ ἐξέτασις τῶν ἀπαιτήσεων αἵτινες πηγάζουσι ἐκ τοῦ δευτέρου παγκοσμίου πολέμου, τῶν χωρῶν αἵτινες διετέλεσαν εἰς κατάστασιν πολέμου μετὰ τῆς Γερμονίας ἢ ἔχουσι καταληφθῇ ὑπ' αὐτῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πολέμου τούτου καὶ τῶν ὑπηκόων τῶν χωρῶν τούτων, ἐναντίον τοῦ Ράϊχ καὶ τῶν Συντεταγμένων τοῦ Ράϊχ, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐξόδων τῆς γερμανικῆς κατοχῆς, τῶν ἐνεργητικῶν εἰς συμψηφιστικοὺς λογαριασμοὺς ἅτινα ἐκτήθησαν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς κατοχῆς καὶ τῶν ἀπαιτήσεων κατὰ τῶν ReichsKreditkassen θέλει ἀναβληθῇ μέχρι τοῦ ὁριστικοῦ διακανονισμοῦ τοῦ προβλήματος τῶν Ἐπανορθώσεων.

3. Ἡ ἐξέτασις τῶν ἀπαιτήσεων αἵτιες ἐγεννήθησαν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ δευτέρου παγκοσμίου πολέμου τῶν χωρῶν αἵτινες δὲν διετέλεσαν εἰς ἐμπόλεμον κατάστασιν μετὰ τῆς Γερμανίας, οὔτε κατελήφθησαν ὑπ' αὐτῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πολέμου τούτου καὶ τῶν ὑπηκόων τῶν χωρῶν τούτων, ἐναντίον τοῦ Reich καὶ τῶν συντεταγμένων τοῦ Reich συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐνεργητικῶν τὰ ὁποῖα ἐκτήθησαν εἰς συμψηφιστικοὺς λογαριασμούς, ἀναβάλλεται μέχρις ὅτου καταστῇ δυνατὸν νὰ μελετηθῇ ὁ διακανονισμὸς τῶν ἀπαιτήσεων τούτων ὁμοῦ μετὰ τοῦ διακανονισμοῦ τῶν ἀπαιτήσεων περὶ ὧν ἡ παράγραφος (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου (πλὴν ἐν ᾧ μέτρῳ αὗται θὰ ἠδύναντο νὰ διακανονισθῶσι βάσει τῶν Συμφωνιῶν αἵτινες ὑπεγράφησαν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως μιᾶς τῶν χωρῶν τούτων ἢ ἐν σχέσει πρὸς τὰς Συμφωνίας ταύτας).

4. Αἱ κατὰ τῆς Γερμανίας ἢ τῶν γερμανῶν ὑπηκόων ἀπαιτήσεις τῶν χωρῶν αἵτινες ἔχουσιν ἐνσωματωθῇ εἰς τὸ Ράϊχ πρὸ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1939 ἢ ἦσαν σύμμαχοι τοῦ Ράϊχ κατὰ τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1939 ἢ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, καὶ τῶν ὑπηκόων τῶν χωρῶν τούτων, ὁσάκις αἱ ἀπαιτήσεις αὗται προκύπτουσι ἐξ ὑποχρεώσεων συναφθεισῶν ἢ ἐκ δικαιωμάτων κτηθέντων μεταξὺ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνσωματώσεως (ἤ, εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν συμμάχων τοῦ Ράϊχ ἀπὸ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1939) καὶ τῆς 8 Μαΐου 1945, θέλουσιν ὑπαχθῇ εἰς μεταχείρισιν συμφώνως πρὸς ὑφισταμένας ἢ μελλούσας διατάξεις ἀντιστοίχων Συνθηκῶν. Ἐν ᾧ μέτρῳ τοιαῦται ὀφειλαὶ θὰ δύνανται, κατὰ τὰς διατάξεις τῶν Συνθηκῶν τούτων νὰ ἀποτελέσωσιν τὸ ἀντικείμενον διακανονισμοῦ, θέλουσιν ἔχει ἐφαρμογὴν αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

5. Ὁ διακανονισμὸς τῶν χρεῶν τῆς πόλεως τοῦ Βερολίνου καὶ τῶν δημοσίων ὑπηρεσιῶν αἵτινες ἀνήκουν εἰς τὸ Βερολῖνον ἢ ἐλέγχονται ὑπ' αὐτοῦ καὶ εὑρίσκονται ἐν Βερολίνῳ, ἀναβάλλεται μέχρι τῆς στιγμῆς καθ' ἣν αἱ Κυβερνή-

σεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Γερμανικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Γερουσία τοῦ Βερολίνου ἤθελον κρίνει ὅτι εἶναι δυνατὸν νὰ ἐπιληφθῶσι διαγραμματεύσεων πρὸς διακανονισμὸν τῶν ὀφειλῶν τούτων.

Ἄρθρον 6.

Καταβολαὶ καὶ πληρωμαὶ εἰς συνάλλαγμα βάσει τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας:

α) θέλει διενεργεῖ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, τὰς σχετικὰς πρὸς τὰς ὀφειλὰς αἴτινες βαρύνουσι αὐτὴν βάσει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, καταβολὰς καὶ πληρωμὰς εἰς συνάλλαγμα.

β) θέλει ἐπιτρέψει τὴν σύστασιν τρόπου διακανονισμοῦ καὶ τὴν καταβολήν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρημάτων αὐτῆς, ὀφειλῶν αἵτινες βαρύνουσι ἕτερα πρόσωπα πλὴν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ θὰ ἐξασφαλίσῃ τὰς πληρωμὰς εἰς συνάλλαγμα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, διὰ τὰς καταβολὰς αἵτινες διενεργοῦνται ἐπὶ τῶν ὀφειλῶν ὧν ὁ τρόπος διακανονισμοῦ θὰ ἔχῃ οὕτω συσταθῇ.

Ἄρθρον 7.

Καταβολαὶ καὶ πληρωμαὶ εἰς συνάλλαγμα δι' ὑποχρεώσεις καταστάσας ἀπαιτητὰς μετὰ τὸ 1945.

Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκτατία τῆς Γερμανίας θέλει ἐγκρίνει τὴν ἐξόφλησιν ὑποχρεώσεων ὑφισταμένων κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ θὰ ἐπιτρέψῃ τὴν διενέργειαν πληρωμῶν εἰς συνάλλαγμα διὰ ταύτας ἐντὸς λογικῆς προθεσμίας, ἐὰν ὑφίσταται περίπτωσις πληρωμῆς εἰς συνάλλαγμα λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἀντιστοίχων διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως πρόκειται:

α) περὶ χρηματικῶν ὑποχρεώσεων, μὴ πηγαζουσῶν ἐκ συμβολαίων, γεννηθεισῶν πρὸ τῆς 8 Μαΐου 1945 αἵτινες ὅμως δὲν ἦσαν ἐκκαθαρισμέναι καὶ ἀπαιτηταὶ πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945, ἢ

β) περὶ χρηματικῶν ὑποχρεώσεων ἀπορρεουσῶν ἐξ ἑτέρων συμβολαίων πλὴν τῶν συμβολαίων δανεισμοῦ καὶ πιστώσεως, αἵτινες ἐγεννήθησαν πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945 ἀλλὰ κατέστησαν ἀπαιτηταὶ κατὰ τὴν 8ην Μαΐου 1945 ἢ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι αἱ ὑποχρεώσεις αὗται ἐκπληροῦσι τοὺς ὅρους οἵτινες τίθενται εἰς τὰς παραγράφους (2) καὶ (3) τοῦ ἄρθρου 4.

Ἄρθρον 8.

Ἀπαγόρευσις πάσης διακριτικῆς μεταχειρίσεως.

Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας δὲν θέλει ἐπιτρέψει, καὶ αἱ πιστώτριαι χῶραι δὲν θέλουσιν ἐπιδιώξει νὰ ἐπιτύχωσι παρὰ τῆς Ὁμοσπόδου Δημοκρατίας, οὔτε κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ τρόπου διακανονισμοῦ ὅστις ἤθελε συσταθεῖ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, οὔτε κατ' ἄλλον τρόπον διακριτικὴν τινα μεταχείρισιν ἢ προτίμησιν μεταξὺ τῶν διαφόρων κατηγοριῶν ὀφειλῶν ἢ ὡς πρὸς τὸ νόμισμα εἰς τὸ ὁποῖον αἱ ὀφειλαὶ δέον νὰ πληρωθῶσι ἢ ἀπὸ οἱασδήποτε ἄλλης ἀπόψεως. Αἱ διαφοραὶ μεταχειρίσεως μεταξὺ τῶν διαφόρων κατηγοριῶν ὀφειλῶν αἵτινες προκύπτουσι ἐκ τῆς συστάσεως τρόπου διακανονισμοῦ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, δὲν θεωροῦνται ὡς ἀποτελοῦσαι διάκρισιν ἢ εὐνοϊκὴν μεταχείρισιν.

Ἄρθρον 9.

Μεταχείρισις τῶν πληρωμῶν εἰς συνάλλαγμα ὡς τρέχουσῶν πληρωμῶν.

Αἱ πληρωμαὶ εἰς συνάλλαγμα διὰ τὰς καταβολὰς τόκων καὶ χρεωλυσίων τὰς γινομένας δυνάμει τῆς παρούσης Συμνίας, θὰ θεωροῦνται ὡς τρέχουσαι πληρωμαί. πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θέλουσι, συντρεχούσης τῆς περιπτώσεως, διατυπωθῇ διατάξεις εἰς πᾶσαν συμφωνίαν πληρωμῶν ἢ ἐμπορίου, διμερῆ ἢ πολυμερῆ ὑπογραφομένην μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῶν πιστωτριῶν Χωρῶν.

Ἄρθρον 10.

Περιορισμοί εἰς τὰς καταβολάς.

Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θέλει λάβει τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν, μέχρι τῆς ἀποπληρωμῆς ἢ τῆς τελικῆς ἀποσβέσεως ὅλων τῶν ὑποχρεώσεων αἵτινες πηγάζουσιν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, τῆς μὴ διενεργείας οἱασδήποτε πληρωμῆς βάσει ὑποχρεώσεων αἵτινες, καίτοι ἀνταποκρινόμεναι πρὸς τοὺς ὅρους οἵτινες προβλέπονται εἰς τὰς παραγράφους (1) καὶ (2) τοῦ Ἄρθρου 4, εἶναι ὀφειλαὶ πρὸς ἄλλην Κυβέρνησιν πλὴν ἐκείνης μιᾶς οἱασδήποτε τῶν πιστωτριῶν χωρῶν ἢ πρὸς πρόσωπον μὴ ἔχον τὴν ἰδιότητα προσώπου διαμένοντος εἰς μίαν οἱανδήποτε τῶν πιστωτριῶν χωρῶν ἢ τὴν ἰδιότητα ὑπηκόου μιᾶς ἐξ αὐτῶν καὶ εἶναιῇ ἦσαν πληρωτέαι εἰς ἕτερον, πλὴν τοῦ γερμανικοῦ, νόμισμα. Ἡ παροῦσα διάταξις δὲν ἐφαρμόζεται ἐπὶ χρεῶν ὀφειλομένων διὰ ἐμπορευσίμους κινητὰς ἀξίας πληρωτέας εἴς τινα τῶν πιστωτριῶν χωρῶν.

Ἄρθρον 11.

Νομίσματα πληρωμῶν.

1. (α) Πλὴν ἀντιθέτου τινὸς διατάξεως τῶν παραρτημάτων τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ ὀφειλαὶ ἄνευ συναλλαγματικῆς ἐπιλογῆς θὰ καταβάλλωνται εἰς τὸ νόμισμα εἰς ὃ εἶναι καταβλητέα συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς ὑποχρεώσεως τοῦ ὀφειλέτου. Ἐὰν αἱ ὀφειλαὶ αὗται εἶναι εἰς γερμανικὸν νόμισμα καὶ δέον, κατὰ τὰς διατάξεις τῶν Παραρτημάτων τῆς παρούσης Συμφωνίας, νὰ καταβληθῶσιν εἰς ἕν οἱονδήποτε μὴ γερμανικὸν νόμισμα, θὰ καταβάλλωνται εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς ἣν διαμένει ὁ πιστωτής.

β) Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου, πᾶσα συμφωνία πληρωμῶν ἰσχύουσα μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως μιᾶς τῶν πιστωτριῶν Χωρῶν, θέλει ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν ὀφειλῶν αἵτινες κατὰ τὰς διατάξειςτῆς παραγράφου ταύτης, δέον νὰ καταβάλλωνται εἰς νόμισμα μὴ γερμανικὸν πρὸς πρόσωπα διαμένοντα εἰς τὴν χώραν ταύτην. Τοιαύτη συμφωνία πληρωμῶν, οὐχ' ἧττον, δὲν θέλει ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ χρεῶν ἐξ ὁμολογιῶν πληρωτέων εἰς νόμισμα μὴ γερμανικὸν καὶ διάφορον ἐκείνου τῆς χώρας ἥτις εἶναι ἓν τῶν δι' αὐτῆς συμβαλλομένων μερῶν ἢ μὴ μόνον εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας ταύτης δέχεται ὅπως αἱ τοιαῦται πληρωμαὶ διενεργοῦνται εἰς τὸ ἴδιον αὐτῆς νόμισμα πρὸς πρόσωπα διαμένοντα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῆς.

2. (α) Τὸ ζήτημα τοῦ ἐὰν αἱ καταβολαὶ ἐπὶ ὀφειλῶν μετὰ δικαιώματος συναλλαγματικῆς ἐπιλογῆς θὰ δύνανται νὰ ζητοῦνται εἰς νόμισμα ἕτερον ἢ ἐκεῖνον τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἐξεδόθη τὸ δάνειον ἢ ἐχορηγήθη πίστωσις, θέλει κριθῇ κατὰ τρόπον συμφωνηθησόμενον μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Χωρῶν περὶ τοῦ νομίσματος τῶν ὁποίων πρόκειται.

(β) Ὁσάκις συναλλαγματικὴ τις ἐπιλογὴ θὰ ἔδιδε δικαίωμα εἰς τὴν καταβολὴν ὡρισμένου τινὸς ποσοῦ εἰς δύο διάφορα νομίσματα ὁ πιστωτὴς θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς ἣν ἐξεδόθη τὸ δάνειον ἢ ἐχορηγήθη ἡ πίστωσις, τὸ ἀντίτιμον, εἰς τὴν ἰσχύουσαν τιμὴν τοῦ συναλλάγματος κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑποχρεωτικῆς καταβολῆς τοῦ ποσοῦ τὸ ὁποῖον θὰ ἦτο καταβλητέον εἰς τὸ ἕτερον νόμισμα ἐὰν εἶχε ἀσκηθῇ τὸ δικαίωμα ἐπιλογῆς

γ) Αἱ πληρωμαὶ ἐπὶ χρεῶν μετὰ δικαιώματος συναλλαγματικῆς ἐπιλογῆς αἵτινες θὰ εἶχον λάβει χώραν, πρὸ τῆς λύσεως περὶ ἧς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παρούσης παράγραφου, εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς ἣν ἐξεδόθη τὸ δάνειον ἢ ἐχορηγήθη ἡ πίστωσις, δὲν θέλουσιν ἐπηρεασθῇ ἐκ τῆς δοθησομένης εἰς τὸ ζήτημα λύσεως ταύτης.

3.) Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου (1) καὶ (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν ὀφειλῶν περὶ

ζῶν αἱ παραγραφαὶ 2 καὶ 3 τοῦ Παραρτήματος 1 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4. Πᾶσα Συμφωνία πληρωμῶν ἰσχύουσα μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως πιστωτρίας τινος χώρας θὰ ἐφαρμόζηται ἐπὶ τῶν πληρωμῶν αἵτινες ἀφορῶσι τὰς ὀφειλὰς αἵτινες ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον τῶν παραγράφων (2) καὶ (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως αἱ πληρωμαὶ αὗται ὦσιν ἀπαιτηταὶ εἰς τὸ νόμισμα τῆς πιστωτρίας χώρας.

5. Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ ὀφειλὴ ἐγεννήθη ἐξ ἐμπορευμάτων συναλλαγῶν γινομένων ὑπὸ ὑποκαταστήματος τινὸς τοῦ πιστωτοῦ καὶ προεβλέπετο ὅτι ἡ πληρωμὴ θὰ ἐγίνετο εἰς τὴν χώραν εἰς ἣν ἐδρεύει τὸ ὑποκατάστημα τοῦτο, ἡ χώρα αὕτη θέλει θεωρηθῆ, κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ὡς πιστώτρια Χώρα.

Ἄρθρον 12.

Μεταχείρισις τῆς ῥήτρας χρυσοῦ.

Κατὰ τὴν σύστασιν τοῦ τρόπου διακανονισμοῦ καὶ τὴν καταβολὴν πάσης ὀφειλῆς εἰς μὴ γερμανικὸν νόμισμα χρυσοῦν ἢ περιλαμβανούσης τὴν ῥήτραν χρυσοῦ, τὸ καταβλητέον ποσόν, πλὴν εἰδικῆς τινος ἀντιθέτου διατάξεως τῶν Παραρτημάτων τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθορίζεται ὡς ἀκολούθως :

(α) Τὸ καταβλητέον ποσὸν ἐπὶ ὀφειλῆς τινος ἡ ὁποία κατὰ τοὺς ὅρους τῆς ὑφισταμένης ὑποχρεώσεως, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς συστάσεως τοῦ τρόπου διακανονισμοῦ, ἐκφράζεται ἢ εἶναι πληρωτέον εἰς δολλάρια τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν ἢ εἰς ἐλβετικὰ φράγκα χρυσᾶ ἢ περιλαμβάνει τὴν ῥήτραν χρυσοῦ, καθορίζεται χωρὶς νὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν το χρυσοῦν τοῦ νομίσματος ἢ ἡ ῥήτρα αὕτη χρυσοῦ. Πᾶν νέον συμβόλαιον συναπτόμενον μεταξὺ πιστωτοῦ καὶ ὀφειλέτου ὡς πρὸς παρομοίαν ὀφειλὴν θὰ ἐκφράζεται εἰς δολλάρια τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν ἢ εἰς φράγκα Ἑλβετικά, ἄνευ μνείας τῆς σχέσεως τοῦ χρησιμοποιουμένου νομίσματος πρὸς τὸν χρυσὸν καὶ δὲν θὰ περιλαμβάνῃ ῥήτραν τινα χρυσοῦ.

(β) Τὸ καταβλητέον ποσὸν ἐπὶ ὀφειλῆς τινος, ἡ ὁποία κατὰ τοὺς ὅρους τῆς ὑφισταμένης ὑποχρεώσεως, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς συντάξεως τοῦ τρόπου διακανονισμοῦ, ἐκφράζεται ἢ εἶναι πληρωτέα εἰς ἕτερον τι μὴ γερμανικὸν χρυσοῦν νόμισμα ἢ περιλαμβάνει τὴν ῥήτραν χρυσοῦ, καθορίζεται ὡς ἀκολούθως :

(ι) τὸ ἰσότιμον εἰς δολλάρια τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τοῦ ὀνομαστικοῦ ἀπαιτητοῦ ποσοῦ θὰ ὑπολογίζηται ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἰσχυούσης τιμῆς συναλλάγματος κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἔχει συναφθῇ ἡ ὑποχρέωσις ἢ, ἐὰν πρόκειται περὶ χρέους ἐξ ὁμολογιῶν, τῆς ἰσχυούσης κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐκδόσεως τῶν ὁμολογιῶν.

(ιι) Τὸ εἰς δολλάρια οὕτω προκῦπτον ποσὸν θὰ μετατρέπεται εἰς τὸ νόμισμα εἰς τὸ ὁποῖον ἡ ὑποχρέωσις δέον νὰ καταβληθῇ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 11, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς τιμῆς συναλλάγματος τοῦ δολλαρίου Ἡνωμένων Πολιτειῶν ἔναντι τοῦ νομίσματος τούτου ἥτις ἰσχύει κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν τὸ καταβλητέον ποσὸν εἶναι ἀπαιτητόν. οὐχ ἧττον, εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ τιμὴ αὕτη ἐπικαταλογῆς θὰ ἦτο ὀλιγώτερον εὐνοϊκὴ διὰ τὸν πιστωτὴν ἐν συγκρίσει πρὸς τὴν τιμὴν τῆς 1ης Αὐγούστου 1952 τοῦ δολλαρίου Ἡνωμένων Πολιτειῶν ἔναντι τοῦ νομίσματος τούτου, ἡ μετατροπὴ θὰ γίνεται ἐπὶ τῇ βάσει τῆς τιμῆς συναλλάγματος τῆς ἰσχυούσης κατὰ τὴν 1ην Αὐγούστου 1952.

Ἄρθρον 13.

Τιμὴ συναλλάγματος.

Ὅσάκις ἡ παροῦσα Συμφωνία καὶ τὰ Παραρτήματα αὐτῆς προβλέπουσιν ὅτι ποσὸν τι δέον νὰ ὑπολογισθῇ ἐπὶ τῇ βάσει τιμῆς τινὸς συναλλάγματος, ἡ τιμὴ αὕτη θὰ εἶναι πλὴν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ Παράρτημα ΙΙΙ καὶ τὸ Ἄρθρον 8 τοῦ Παραρτήματος ΙΥ τῆς παρούσης Συμφωνίας, περιπτώσεων :

(α) ἡ τιμὴ ἥτις προκύπτει ἐκ τῆς συγκρίσεως τῶν τιμῶν τῶν περὶ ὧν πρόκειται νομισμάτων τῶν ἰσχυουσῶν κατὰ τὴν ὑπ' ὄψιν, ἡμερομηνίαν, ὡς αὗται συνεφωνήθησαν μετὰ τοῦ Διεθνοῦς Νομισματικοῦ Ταμείου κατὰ τὸ ἄρθρον ΙΥ, τμῆμα Ι τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Διεθνοῦς Νομισματικοῦ Ταμείου. ἢ

(β) ἐὰν οὐδεμία συγκριτικὴ τιμὴ εἶναι ἢ ἦτο ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ὑπ' ὄψιν ἡμερομηνίαν, ἡ τιμὴ συναλλάγματος ἡ συμφωνηθεῖσα διὰ τὰς τρεχούσας πληρωμὰς εἰς διμερεῖς Συμφωνίας πληρωμῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων ἢ τῶν νομισματικῶν αὐτῶν ἀρχῶν. ἢ

γ) ἐὰν οὐδεμία ὑφίσταται ἢ ὑπῆρχε συγκριτικὴ τιμὴ ἢ τιμὴ συναλλάγματος συμφωνηθεῖσα εἰς διμερῆ τινὰ συμφωνίαν, πληρωμῶν, κατὰ τὴν ὑπ' ὄψιν ἡμερομηνίαν, ἡ μέση τιμὴ συναλλάγματος ἥτις ἐφαρμόζεται γενικῶς ἐπὶ τῶν συναλλαγῶν, ἡ ἰσχύουσα διὰ τὰς τηλεγραφικὰς πληρωμὰς εἰς συνάλλαγμα διὰ τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς ἣν δέον νὰ γίνῃ ἡ καταβολή, εἰς τὴν κυριωτέραν ἀγορὰν συναλλάγματος τῆς ἑτέρας χώρας κατὰ τὴν ὑπ' ὄψιν ἡμερομηνίαν ἢ κατὰ τὴν τελευταίαν προηγουμένην ἡμερομηνίαν ἀναγραφῆς εἰς τὸ δελτίον τοῦ Χρηματιστηρίου. ἢ

(δ) ἐὰν δὲν ὑπάρχει ἢ δὲν ὑπῆρχε κατὰ τὴν ὑπ' ὄψιν ἡμερομηνίαν ὡρισμένη τιμὴ συναλλάγματος κατὰ τὰς διατάξεις τῶν παραγράφων (α), (β) καὶ (γ) ἡ προκύπτουσα τιμὴ ἐκ τῆς ἀντιπαραβολῆς τῶν μέσων τιμῶν συναλλάγματος τῶν ἰσχυουσῶν διὰ τὰ περὶ ὧν πρόκειται νομίσματα, εἰς τὴν κυριωτέραν ἀγορὰν συναλλάγματος τρίτ ης τινος χώρας, εἰς ἣν λαμβάνουσι χώραν συναλλαγαὶ ἐπὶ τῶν νομισμάτων τούτων, ἡ ἰσχύουσα κατὰ τὴν ὑπ' ὄψιν ἡμερομηνίαν ἢ κατὰ τὴν τελευταίαν προηγουμένην ἡμερομηνίαν ἀναγραφῆς εἰς τὸ δελτίον τοῦ χρηματιστηρίου.

Ἄρθρον 14.

Διατάξεις περὶ ὀφειλῶν τινῶν εἰς γερμανικὸν νόμισμα.

(1.) Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θέλει λάβει ὡς πρὸς τὰ εἰς Ῥάϊχσμάρκ χρέη ὧν ἀνέλαβε ἢ ἤθελον ἀναλάβει τὸ βάρος καὶ τὰ ὁποῖα δὲν προβλέπονται εἰς τὴν παράγραφον 6 τοῦ Παραρτήματος 1 τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀνάλογα μέτρα πρὸς ἐκεῖνα ἅτινα προβλέπονται εἰς τὴν παράγραφον ἐκείνην.

(2). Κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἀρχῆς τῆς ἐθνικῆς μεταχειρίσεως ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θέλει λάβει ὡσαύτως τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως πρὸς ἀναλόγους ὑποχρεώσεις ἀπέναντι προσώπων διαμενόντων εἰς τὴν νομισματικὴν ζώνην τοῦ Δυτικοῦ γερμανικοῦ Μάρκου, ὡς πρὸς τὰ χρέη ἐξ ὁμολογιῶν εἰς Reichsmark, πλὴν τῶν χρεῶν εἰς χρυσᾶ μάρκα ἅτινα ἔχουσι ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα, τὰ ὀφειλόμενα κατὰ τὴν 21 Ἰουνίου 1948 πρὸς πρόσωπα ἔχοντα κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐκείνην τὴν ἰδιότητα ὑπηκόου πιστωστρίας τινὸς χώρας ἢ τὴν ἰδιότητα προσώπου διαμένοντος εἰς τοιαύτην χώραν καὶ τῶν ὁποίων ἡ πληρωμὴ δὲν δύναται κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἐν ἰσχύϊ εἰς τὴν νομισματικὴν ζώνην τοῦ Δυτικοῦ γερμανικοῦ Μάρκου, Νόμων καὶ Διαταγμάτων νὰ ἀπαιτηθῇ ἢ ἐντὸς τῶν ὁρίων ὡρισμένου αὐτῶν μέρους.

3. Κατὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν λοιπῶν πληρωτέων εἰς γερμανικὸν νόμισμα καὶ ὀφειλομένων εἰς ὑπηκόους πιστωτρίας τινὸς χώρας διαμένοντας εἰς τὴν νομισματικὴν ζώνην τοῦ Δυτικοῦ γερμανικοῦ Μάρκου χρεῶν, ὁ ἐφαρμοζόμενος τρόπος διακανονισμοῦ δὲν θὰ δύναται νὰ εἶναι ὀλιγώτερον εὐνοϊκὸς ἐκείνου ὁ ὁποῖος ἐφαρμόζεται ὡς πρὸς ἀναλόγους ὑποχρεώσεις ἔναντι οἱουδήποτε προσώπου διαμένοντος εἰς τὴν αὐτὴν ζώνην.

Ἄρθρον 15.

Συναίνεσις τῶν πιστωτῶν.

(1). Μόνοι δικαιούμενοι νὰ ἐπωφεληθῶσι τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς καὶ νὰ δεχθῶσι πληρωμὰς κατὰ ταύτας, εἶναι οἱ πιστωταὶ ἐκεῖνοι οἵτινες, εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν χρεῶν ἐξ ὁμολογιῶν τῶν ὑπαγομένων εἰς τὴν διαδικασίαν τῆς προσφορᾶς διακανονισμοῦ, ἤθελον ἀποδεχθῇ τοιαύτην προσφορὰν ἢ εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν λοιπῶν χρεῶν, ἤθελον ἀποδεχθῇ ὅπως ὁ τρόπος πληρωμῆς καὶ οἱ ἄλλοι ὅροι, καθορισθῶσι διὰ τὰ χρέη ταῦτα συμφώνως πρὸς τὰς προαναφερομένας διατάξεις.

(2). α) Εἰς τὴν περίπτωσιν χρεῶν ἐξ ὁμολογιῶν ὑπαγομένων εἰς τὴν διαδικασίαν προσφορᾶς διακανονισμοῦ, ἡ ἀποδοχὴ τῆς προσφορᾶς κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παραγρά-

φου)1) τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ γίνεται διὰ τῆς προσαργωγῆς τῶν παλαιῶν ὁμολογιῶν ἢ τῶν παλαιῶν τοκομεριδίων :

(ι) εἰς ἀνταλλαγήν, ἐὰν ἔχουσιν ἐκδοθῇ νέαι ὁμολογίαι ἢ νέα τοκομερίδια ἢ

(ιι) εἰς σφράγισιν, ἐὰν ὁ τρόπος διακανονισμοῦ ἐφαρμόζεται κατόπιν σφραγίσεως τῶν παλαιῶν ὁμολογιῶν ἢ τῶν παλαιῶν τοκομεριδίων.

(β) Ὁ κομιστὴς ὁμολογίας τινὸς ἐκ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ Παράρτημα ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας διὰ τὴν ὁποίαν γίνεται προσφορὰ διακανονισμοῦ, θὰ ἔχῃ εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ προθεσμίαν τοὐλάχιστον 5 ἐτῶν, λογιζομένην ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς προσφορᾶς, ὅπως ἀποδεχθῇ ταύτην. Ὁσάκις ὁ πιστωτὴς δύναται νὰ ἐπικαλεσθῇ λογικὴν τινὰ δικαιολογίαν ὁ ὀφειλέτης ὑποχρεοῦται νὰ παρατείνῃ τὴν προθεσμίαν ταύτην.

(3) Ἐν περιπτώσει ἑτέρων ὀφειλῶν πλὴν ἐκείνων περὶ τῶν ὁποίων προβλέπει ἡ παράγραφος (2) (α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ πιστωτής, ἐλλείψει συγκεκριμένων διατάξεων καὶ τοῦ σημείου τούτου εἴς τι τῶν Παραρτημάτων τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ θεωρῆται ἀποδεχθεὶς τὴν σύστασιν τρόπου καταβολῆς καὶ τοὺς λοιποὺς ὅρους κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παραγράφου (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου ἐὰν σαφῶς ἐκδηλώσῃ καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὴν πρόθεσίν του ὅπως ἀποδεχθῇ αὐτήν.

(4) Ἡ διαδικασία διακανονισμοῦ ἥτις προβλέπεται εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ τὰ σχετικὰ Παραρτήματα αὐτῆς, δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν ὡς πρὸς τὸν ὀφειλέτην εἰμὴ ἐφ' ὅσον οὗτος προέβη εἰς πρότασιν διακανονισμοῦ, εἰς κοινοποίησιν προσχωρήσεως ἢ εἰς δήλωσιν συμμετοχῆς διὰ τὴν ὀφειλὴν αὐτοῦ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἐφαρμοστέου Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἡ παροῦσα παράγραφος δὲν θεωρεῖται ὡς θίγουσα τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 17 τῆς παρούσης συμφωνίας.

(5) Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ Ἄρθρου (2) τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἔχῃ ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

Ἄρθρον 16.

Ἀπόσβεσις τῶν ὑποχρεώσεων τῶν ὀφειλετῶν.

Ὁσάκις ὀφειλέτης τις ἤθελεν ἐξοφλήσει τὴν ὀφειλὴν αὐτοῦ κατὰ τὸν συσταθέντα τρόπον διακανονισμοῦ κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, θὰ θεωρῆται, ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου, ὡς ἐξοφλήσας πᾶσαν ὑποχρέωσιν ἥτις ἐβάρυνεν αὐτόν, ἐκ τῆς ὀφειλῆς ταύτης, ὡς εἶχεν αὕτη πρὸ τῆς συστάσεως τοῦ τρόπου διακανονισμοῦ, ἐκτὸς ἐὰν αἱ ὑποχρεώσεις αὗται εἶχον ἤδη ἀποσβεσθῇ δι' ἑτέρας τινὸς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 17.

Κυρώσεις τῶν δικαιωμάτων τῶν πιστωτῶν.

(1). Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θὰ δώσῃ εἰς οἱονδήποτε πιστωτήν, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιβάλῃ κυρώσεις διὰ τῶν γερμανικῶν δικαστηρίων καὶ διὰ τῶν γερμανικῶν Ἀρχῶν :

(α) διὰ τὰ δικαιώματα αὐτοῦ ἐκ τῆς ὀφειλῆς, ὡς ταῦτα ἔχουσι κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ἐὰν ὁ πιστωτὴς οὗτος καὶ ὁ ὀφειλέτης του δὲν κατορθώσουν νὰ συνεννοηθοῦν ἐπὶ τοῦ τρόπου διακανονισμοῦ καὶ ὁ πιστωτὴς δηλώσῃ ὅτι δέχεται τὴν σύστασιν ὑπὸ τῶν Δικαστηρίων τούτων τοῦ τρόπου διακανονισμοῦ καὶ λοιποὺς ὅρους συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς,

(β) Διὰ τὰ δικαιώματα αὐτοῦ κατὰ τὸν τρόπον διακανονισμοῦ τῆς ὀφειλῆς, ἐὰν ὁ ὀφειλέτης δὲν ἐξοφλεῖ τὰς ὑποχρεώσεις αὐτοῦ συμφώνως πρὸς τὸν τρόπον τοῦτον (συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν δικαιωμάτων ἐκείνων ἅτινα, κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς, δύνανται νὰ ἀσκηθῶσι παρὰ τοῦ πιστωτοῦ ἐὰν ὁ ὀφειλέτης δὲν ἐξοφλεῖ τὰς ὑποχρεώσεις του). Οὐχ ἧττον, ὁ πιστωτὴς δὲν θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ τὴν καταβολὴν εἰς ἐξωτερικὸν συνάλλαγμα ποσοῦ τινὸς καθισταμένου ἀπαιτητοῦ συνεπείᾳ μὴ ἀνταποκρίσεως τοῦ ὀφειλέτου πρὸς τὰς ὑποχρεώσεις του ἐνωρίτερον ἢ θὰ ἐδικαιοῦτο, ἐὰν ὁ ὀφειλέτης, θὰ εἶχεν ἀνταποκριθῇ πρὸς αὐτάς.

(2). Τὸ δικαίωμα περὶ οὗ προβλέπει ἡ παράγραφος (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου δὲν θὰ ἀναγνωρίζεται εἰς τὸν πιστωτὴν ἐάν, κατὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν οὗτος ἐπικαλεῖται τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου ταύτης, ἡ διαφορὰ ὑπάγεται, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ περὶ οὗ πρόκειται συμβολαίου καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, εἰς τὴν ἀποκλειστικὴν ἁρμοδιότητα δικαστικῆς τινος ἀρχῆς πιστωτρίας τινὸς χώρας ἢ διαιτητικοῦ τινος δικαστηρίου. Ὁσάκις ἡ ἀποκλειστικὴ ἁρμοδιότης προβλέπεται εἰς τὸ συμβόλαιον, ὁ πιστωτὴς καὶ ὁ ὀφειλέτης δύνανται νὰ συμφωνήσουν ὅπως παραιτηθοῦν τοῦ ὅρου τούτου καὶ ὁ πιστωτὴς οὕτω θὰ καταστῇ, ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου, ἱκανὸς νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα περὶ οὗ ἡ παράγραφος (1).

(3). (α) Ἀνεξαρτήτως τοῦ ἐὰν ὑφίσταται ἢ ὄχι ἀμοιβαιότης μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῆς Χώρας εἰς ἣν ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις, ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θὰ δίδῃ εἰς οἱονδήποτε πιστωτὴν τὸ δικαίωμα, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐφαρμοζομένων ὅρων τῆς παραγράφου (1) καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (4) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, νὰ ἐπιτύχῃ τὴν παρὰ τῶν Γερμανικῶν Δικαστηρίων καὶ τῶν Γερμανικῶν Ἀρχῶν, ἐκτέλεσιν τῶν δικαστικῶν ἢ διαιτητικῶν ὁριστικῶν ἀποφάσεων τῶν ἐκδοθεισῶν :

ι) εἰς τινα τῶν πιστωτριῶν χωρῶν μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ιι) Εἰς τινα τῶν πιστωτριῶν χωρῶν, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐὰν ἡ διὰ τῶν ἀποφάσεων τούτων ἀναγνωριζομένη ὀφειλὴ δὲν ἀμφισβητεῖται ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου.

β) Εἰς οἱανδήποτε ἄλλην ὑπόθεσιν ἐνώπιον γερμανικοῦ τινὸς δικαστηρίου, ἀφορῶσαν ὀφειλὴν ἡ ὁποία ἀπετέλεσε τὸ ἀντικείμενον δικαστικῆς τινος ἢ διαιτητικῆς ἀποφάσεως ἐκδοθείσης εἴς τινα τῶν πιστωτριῶν χωρῶν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὸ Δικαστήριον θὰ δέχεται ὡς ἀποδεδειγμένα τὰ πραγματικὰ γεγονότα ἐφ' ὧν ἡ περὶ ἧς πρόκειται ἀπόφασις βασίζεται, πλὴν ἂν ἤθελον προσαχθῇ ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου ἀντίθετοι ἀποδείξεις. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ προσφύγῃ εἰς οἱανδήποτε ἄλλην ἀπόδειξιν ἣν δύναται νὰ προαγάγῃ καὶ κυρίως εἰς τὰ ἔγγραφα τοῦ φακέλλου τῆς προηγηθείσης ἀγωγῆς. Πᾶσα χρηματικὴ ὑποχρέωσις μὴ πηγάζουσα ἐκ συμβολαίου ἧς τὸ ποσὸν καθορίζεται δι' ἀποφάσεως γερμανικοῦ τινος δικαστηρίου ἐπὶ ἀγωγῆς ἐγερθείσης βάσει τῆς παρούσης παραγράφου θέλει θεωρῆται, ἐπὶ τῷ τέλει τῆς παραγράφου (1) (α) τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὡς ἐκκαθαρισθεῖσα κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὁριστικῆς δικαστικῆς ἢ διαιτητικῆς ἀποφάσεως τῆς ἐκδοθείσης εἴς τινα τῶν πιστωτριῶν χωρῶν.

(γ) Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θὰ δίδῃ εἰς τὸν πιστωτὴν τὸ δικαίωμα, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐφαρμοζομένων ὅρων τῆς παραγράφου (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ὑπὸ τῶν Γερμανικῶν Δικαστηρίων καὶ Γερμανικῶν Ἀρχῶν ἐκτέλεσιν τῶν ὁριστικῶν δικαστικῶν ἢ διαιτητικῶν ἀποφάσεων ἐκδοθεισῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Γερμανίας πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945 ἢ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς νομισματικῆς ζώνης τοῦ Δυτικοῦ γερμανικοῦ Μάρκου μετὰ τὴν 8ην Μαΐου 1945 καὶ ἀφορωσῶν ὀφειλάς.

(4). Τὰ Γερμανικὰ Δικαστήρια δύνανται νὰ ἀρνηθῶσι τὴν ἐκτέλεσιν κατὰ τὴν παράγραφον (3) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τῆς ἀποφάσεως ἀλλοδαποῦ τινος δικαστηρίου, ἢ διαιτητικῆς τινος ἀρχῆς (ἐξαιρουμένων τῶν διοικητικῶν δικαστηρίων ἅτινα συνίστανται κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς) ἐπὶ πάσης ὑποθέσεως :

(α) εἰς ἣν τὸ ἐκδῶσαν τὴν ἀπόφασιν Δικαστήριον δὲν ἦτο ἁρμόδιον ἢ διὰ τὴν ὁποίαν ἡ ἁρμοδιότης τῆς διαιτητικῆς ἀρχῆς, ἥτις ἐξέδωκε τὴν ἀπόφασιν δὲν ἐβασίζετο ἐπὶ συμφωνίας τῶν ἀντιδίκων.

(β) Εἰς ἣν ὁ ὀφειλέτης δὲν εἶχε τὴν δυνατότητα νὰ ἐκθέσῃ τὰς ἀπόψεις του ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου ἢ τῆς περὶ ἧς πρόκειται διαιτητικῆς Ἀρχῆς.

(γ) Εἰς ἣν ἡ ἐκτέλεσις τῆς ἀποφάσεως θὰ ἀντέκειτο πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τῆς Γερμανίας. Οὐχ' ἧττον, τὸ γεγονὸς ὅτι δικαστική τις ἀπόφασις δὲν ἐναρμονίζεται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, δὲν θὰ θεωρῆται ὡς φύσεως καθιστώσης τὴν ἐκτέλεσιν αὐτῆς, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, ἀντίθετον πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος ἐδαφίου.

(5). Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θὰ δώσῃ εἰς τοὺς Ὁμίλους Ὁμολογιούχων ἢ τὰς ἐξομοιουμένας πρὸς αὐτοὺς Ὀργανώσεις περὶ ὧν γίνεται μνεία εἰς τὸ Παράρτημα Ι, καὶ εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν πιστωτῶν περὶ ὧν γίνεται μνεία εἰς τὸ ἄρθρον VIII τοῦ Παραρτήματος ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας τὸ δικαίωμα νὰ ζητῶσι τὴν παρὰ τῶν Γερμανικῶν Δικαστηρίων καὶ τῶν Γερμανικῶν Ἀρχῶν σύστασιν τῶν λεπτομερειῶν τῆς προσφορᾶς διακανονισμοῦ ἐὰν ὁ ὀφειλέτης (ἕτερος ἢ ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας) δὲν θὰ ἔχῃ διατυπώσει, δι' ὑφισταμένην ὀφειλὴν ἐξ ὁμολογιῶν, πρότασιν διακανονισμοῦ συμφώνως πρὸς τὰς ἐφαρμοζομένας διατάξεις τῶν Παραρτημάτων Ι καὶ ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

6. (α) Ὁ ὀφειλέτης ὅστις δὲν ἤθελε διατυπώσει πρότασιν διακανονισμοῦ κατὰ τὸ Παράρτημα Ι ἢ τὸ Παράρτημα ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας, δὲν θὰ γίνεται δεκτὸς εἰς δίκην ἐγειρομένην ἐνώπιον γερμανικοῦ Δικαστηρίου κατὰ τὰς παραγράφους (1), (3) ἢ (5) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ὅπως ἐπωφεληθῇ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 7 (1) (ε) τοῦ Παραρτήματος Ι ἢ τῆς παραγράφου 11 τοῦ Ἄρθρου Υ τοῦ Παραρτήματος ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας περὶ τῶν περιπτώσεων εἰς ἃς ὁ ὀφειλέτης εὑρίσκεται εἰς δυσχερῆ οἰκονομικὴν θέσιν. Κατὰ τὴν σύστασιν τῶν λεπτομερειῶν τῆς προσφορᾶς διακανονισμοῦ ἢ τοῦ τρόπου διακανονισμοῦ τῆς περὶ ἧς πρόκειται ὀφειλῆς τὸ Δικαστήριον θὰ ὁρίζῃ τὴν βραχυτέραν προθεσμίαν ἐξοφλήσεως ἥτις, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀντιστοίχου Παραρτήματος, δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ ὡς πρὸς τὸν διακανονισμὸν τῆς ὀφειλῆς ταύτης καὶ θὰ καταδικάζῃ τὸν ὀφειλέτην νὰ ἀποδώσῃ εἰς τὸν ἐνάγοντα τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν παράγραφον (7) (η) τοῦ Παραρτήματος Ι εἰς τὴν παράγραφον (2) τοῦ Ἄρθρου Χ τοῦ Παραρτήματος ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας, δαπάνας τὸ ποσὸν τοῦτο θὰ εἶναι ἀμέσως ἀπαιτητὸν καὶ καταβλητέον. Τὸ Δικαστήριον θὰ ἐπιβάλῃ ὡσαύτως τὴν καταβολὴν ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου τῶν δικαστικῶν ἐξόδων ὡς καὶ πάσης ἄλλης λογικῆς δαπάνης παρουσιαζομένης εἰς τὸ Δικαστήριον εἴτε ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ, εἰς τὴν περίπτωσιν ὀφειλῆς μὴ πηγαζούσης ἐξ ὁμολογιῶν, εἴτε ὑπὸ τοῦ Ὁμίλου Ὁμολογιούχων ἢ τῆς ἐξομοιουμένης πρὸς αὐτὸν Ὀργανώσεως ἢ παρὰ τοῦ ἀντιπροσώπου τῶν ἐνδιαφερομένων πιστωτῶν, εἰς τὴν περίπτωσιν ὀφειλῶν ἐξ ὁμολογιῶν.

(β) Ὅσάκις ὁ ὀφειλέτης δὲν προβαίνει εἰς δήλωσιν ἀποδοχῆς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 22 τοῦ Παραρτήματος ΙΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὁ ἐνδιαφερόμενος πιστωτὴς δικαιοῦται, εἰς οἱανδήποτε ἀγωγὴν ἐγειρομένην κατὰ τὰς παραγράφους (1) ἢ (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, νὰ ἀξιοποιήσῃ τὰ δικαιώματά του συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος. Οὐχ' ἧττον, εἰς τὴν περίπτωσιν ἐμπόρων ἢ βιομηχάνων γερμανῶν ὀφειλετῶν κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος, οἵτινες εἶναι ἄμεσοι ὀφειλέται τοῦ πιστωτοῦ, ὁ τελευταῖος οὗτος δὲν θὰ δύναται νὰ ἀξιοποιήσῃ τὰ δικαιώματά του ἢ κατὰ τὴν λῆξιν προθεσμίας τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς πρώτης συνεδριάσεως τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς περὶ ἧς τὸ Ἄρθρον 17 τοῦ Παραρτήματος ΙΙΙ. Κατὰ τὴν ἔκδοσιν τῆς ἐπιταγῆς διὰ τὴν καταβολὴν τῆς ὀφειλῆς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος τούτου, τὸ Δικαστήριον θὰ περιλάβῃ εἰς τὴν ἀπόφασιν αὐτοῦ ἐντολὴν καταβολῆς ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου τῶν δικαστικῶν ἐξόδων ὡς καὶ ὅλων τῶν λογικῶν ἐξόδων καὶ δαπανῶν ἃς ἤθελε παρουσιάσει ὁ πιστωτὴς κατὰ τὴν περὶ ἧς πρόκειται ἀγωγήν.

(γ) Πᾶς ὀφειλέτης μὴ ὑπογράφων τὴν ἀπαιτουμένην, κατὰ τὸ Ἄρθρον 14 τοῦ Παραρτήματος ΙΥ τῆς παρούσης Συμφωνίας, δήλωσιν, δὲν δύναται, εἰς οἱανδήποτε ἀγωγὴν ἐγειρομένην ἐνώπιον γερμανικοῦ δικαστηρίου κατὰ τὰς παραγράφους (1) ἢ (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, νὰ ἐπωφεληθῇ τῶν διατάξεων τοῦ Ἄρθρου 11 τοῦ Παραρτήματος τούτου περὶ τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ὁ ὀφειλέτης εὑρίσκεται εἰς δυσχερῆ οἰκονομικὴν θέσιν. Εἰς τὴν περίπτωσιν, ἐν τούτοις, εἰς ἣν ἡ μὴ ἀνταπόκρισις τοῦ ὀφειλέτου πρὸς τὰς ὑποχρεώσεις του θὰ ἐβασίζετο ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον εἰς ἀμφισβήτησιν, ὑπὸ τοῦ τελευταίου, τῆς ὑπάρξεως τῆς ὀφειλῆς, ἡ προηγουμένη διάταξις δὲν θὰ ἔχῃ ἐφαρμογήν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι, ἐὰν τὸ δικαστήριον ἢ τὸ διαιτητικὸν δικαστήριον περὶ οὗ τὸ ἄρθρον 15 τοῦ Παραρτήματος ΙΥ ἤθελε κρίνει ὅτι ἡ ὀφειλὴ ὑφίσταται, ὁ ὀφειλέτης δὲ δύναται νὰ ἐπωφεληθῇ τῶν διατάξεων τοῦ Ἄρθρου 11 τοῦ Παραρτήματος ΙΥ, ἐὰν δὲν προβῇ εἰς τὴν ἀπαιτουμένην δήλωσιν ἐντὸς προθεσμίας 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς κοινοποιήσεως τῆς ὁριστικῆς ἀποφάσεως τοῦ δικαστηρίου τούτου. Εἰς πᾶσαν ἀγωγὴν ἐγειρομένην κατὰ τὸ παρὸν ἐδάφιον, εἰς ἣν ὁ ὀφειλέτης δὲν δύναται νὰ ἐπωφεληθῇ τῶν διατάξεων τοῦ Ἄρθρου 11 τοῦ Παραρτήματος ΙΥ, τὸ Δικαστήριον θὰ διατάσσῃ τὴν καταβολὴν ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου τῶν δικαστικῶν ἐξόδων ὡς καὶ οἱασδήποτε λογικῆς ἀποζημιώσεως τῶν δικηγόρων τοῦ ἐνάγοντος.

(7). Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θὰ ἀναγνωρίζῃ εἰς τὸν πιστωτὴν τὸ δικαίωμα, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, νὰ ἐπιδιώκῃ, ἐνώπιον τῶν γερμανικῶν δικαστηρίων καὶ διὰ τῶν γερμανικῶν Ἀρχῶν, τὴν ἀπόδοσιν τῶν ἐνεργητικῶν του ἐναντίον προσώπου διαμένοντος εἰς τὴν νομισματικὴν ζώνην τοῦ Ἀνατολικοῦ γερμανικοῦ Μάρκου, διὰ οἰκονομικῶν ἀγαθῶν τοῦ προσώπου τούτου εὑρισκομένου εἰς τὴν νομισματικὴν ζώνην τοῦ Δυτικοῦ Γερμανικοῦ Μάρκου, ἐὰν τὰ ἐνεργητικὰ ταῦτα πηγάζουσιν ἐξ ἱκανοποιητικῶν ὑποχρεώσεων, ἐκτὸς καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν διαμονὴν τοῦ ὀφειλέτου, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 4 τῆς παρούσης Συμφωνίας. Τὸ δικαίωμα πληρωμῆς εἰς ἐξωτερικὸν συνάλλαγμα τῶν ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ λαμβανομένων ποσῶν θὰ ὑπόκειται εἰς τὸ ἐν ἰσχύι καθεστὼς ἐλέγχου συναλλάγματος εἰς τὴν νομισματικὴν ζώνην τοῦ Δυτικοῦ γερμανικοῦ Μάρκου.

Ἄρθρον 18.

Προθεσμίαι παραγραφῆς.

(1). Οἱδεὶς ὀφειλέτης θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιτάξῃ εἰς τὴν σύστασιν προσφορᾶς διακανονισμοῦ ἢ τρόπου διακανονισμοῦ δι' ὀφειλήν τινα, τὴν λῆξιν προθεσμίας τινος παραγραφῆς ἢ ἐξαιρέσεως ἀφορώσης τὴν διατύπωσιν διαμαρτυρίας τινος διὰ τὴν ὀφειλὴν ταύτην, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἥτις προκύπτει ἐκ τῶν προθεσμιῶν τούτων, θεωρουμένων ὡς ἀναστατεισῶν ἀπὸ 1 Ἰουνίου 1933 μέχρι τῆς παρελεύσεως 18 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ παροῦσα Συμφωνία καὶ τὸ ἀντίστοιχον αὐτῆς Παράρτημα ἤθελον καταστῇ ἐφαρμόσιμα ὡς πρὸς τὴν περὶ ἧς πρόκειται ὀφειλήν, ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχουσι λήξει πρὸ τῆς 1ης Ἰουνίου 1933.

(2). Μὴ θιγομένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου αἱ προθεσμίαι παραγραφῆς ἢ ἐξαιρέσεως περὶ ὧν ἡ παράγραφος (1) αἵτινες εἶναι ἐφαρμόσιμοι ὡς πρὸς τὰ χρέη ἐξ ὁμολογιῶν ἅτινα ἀπαριθμοῦνται εἰς τὰ Τμήματα Α καὶ Β τοῦ Παραρτήματος Ι ἢ περὶ ὧν τὸ Παράρτημα ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ θεωρηθῶσι, διὰ τὴν σύστασιν τοῦ τρόπου διακανονισμοῦ, ὡς μὴ ἐκπνεύσασαι πρὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ προσφορὰ τοῦ ὀφειλέτου περὶ διακανονισμοῦ θὰ παύσῃ νὰ εἶναι ἀνοικτὴ εἰς τὴν ἀποδοχὴν ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 8 (3) τοῦ Παραρτήματος Ι καὶ τοῦ Ἄρθρου 15 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(3). Ὅσάκις ὁ πιστωτὴς ἀποδέχεται προσφοράν τινα διακανονισμοῦ ἢ ἀποδέχεται ὅπως συσταθῇ τρόπος διακα-

νονισμοῦ ὡς πρὸς ὀφειλήν τινα συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 15 τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ ἀποδοχή του αὕτη ἀναστέλλει τὰς προθεσμίας παραγραφῆς ἢ ἐξαιρέσεως ὡς πρὸς τὴν διατύπωσιν διαμαρτυρίας ἀφορῶσαν τὴν ὀφειλὴν ταύτην.

(4). Αἱ προθεσμίαι ἐφέσεως κατὰ τῶν ἀποφάσεων Πρωτοδικείων, διαιτητικῶν δικαστηρίων ἢ Διοικητικῶν Ἀρχῶν, αἱ προθεσμίαι περὶ ὧν ἡ παράγραφος (3) τοῦ Τμήματος 12 τοῦ γερμανικοῦ Νόμου περὶ ἀσφαλιστικῶν συμβολαίων καὶ αἱ προθεσμίαι αἵτινες προβλέπονται εἰς τὴν γερμανικὴν νομοθεσίαν περὶ ἀναγνωρίσεως κινητῶν ἀξιῶν δὲν συμπεριλαμβάνονται μεταξὺ τῶν προθεσμιῶν παραγραφῆς καὶ ἐξαιρέσεως περὶ ὧν αἱ παράγραφοι (1), (2) καὶ (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

(5). Αἱ προηγούμεναι διατάξεις θὰ ἐφαρμόζωνται, ἀνεξαρτήτως τοῦ ἐὰν αἱ προθεσμίαι προβλέπονται ἢ ὑπὸ τοῦ γερμανικοῦ Νόμου, ἢ ὑπὸ τοῦ Νόμου ἄλλης τινος χώρας, ἢ ἔχουσι ταχθῇ δι' ἀποφάσεως Πρωτοδικείου τινὸς ἢ διαιτητικῆς ἀποφάσεως ἢ διὰ τῆς ἀποφάσεως Διοικητικῆς τινος Ἀρχῆς ἢ προβλέπονται εἰς συμβόλαιον ἢ ἄλλην τινα νομικὴν πρᾶξιν. Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θέλει ἐνεργήσει κατὰ τρόπον ὥστε αὗται νὰ ἐφαρμόζωνται ὑπὸ τῶν γερμανικῶν Δικαστηρίων καὶ ἐὰν ἀκόμη αἱ ὑποχρεώσεις τοῦ ὀφειλέτου διέπονται, ὡς πρὸς τὴν οὐσίαν, ὑπὸ ἀλλοδαποῦ τινὸς νόμου.

Ἄρθρον 19.

Ἐπικουρικαὶ Συμφωνίαι.

(1). Αἱ Συμφωνίαι εἰς ἃς ἤθελον ἀπολήξει αἱ διαπραγματεύσεις περὶ ὧν :

α) ἡ παράγραφος 11 τοῦ Παραρτήματος Ι τῆς παρούσης Συμφωνίας (πιστώσεις πηγάζουσαι ἐκ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Μικτοῦ Διαιτητικοῦ Ἑλληνογερμανικοῦ δικαστηρίου),

β) ἡ παράγραφος 15 τοῦ Παραρτήματος Ι τῆς παρούσης Συμφωνίας (εὐθύνη ὡς πρὸς τὰ κυβερνητικὰ χρέη τῆς Αὐστρίας),

γ) τὸ Ἄρθρον 10 τοῦ Παραρτήματος ΙΥ τῆς παρούσης Συμφωνίας (πληρωμαὶ πρὸς τὸ Ταμεῖον Deutsche Verrechnungskasse,

δ) τὸ Συνημμένον Α' τοῦ Παραρτήματος ΙΥ τῆς παρούσης Συμφωνίας (ἐχέγγυα χρέη εἰς ἑλβετικὰ φράγκα).

Θέλουσιν ὑποβληθῇ εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου γερμανικῆς Δημοκρατίας (ἐὰν εἶναι ἡ περίπτωσις, κατόπιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τῆς τελευταίας ταύτης).

(2). Ἑκάστη τῶν Συμφωνιῶν τούτων θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ καὶ θέλει θεωρεῖται ἀπὸ πάσης ἀπόψεως ὡς Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῆς ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τούτων. Ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θέλουσιν εἰδοποιηθῇ περὶ τούτου ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας.

Ἄρθρον 20.

Χρέη τοῦ Ράϊχ ἐκ πολυμερῶν Συμφωνιῶν.

Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀποτελεῖ ἐμπόδιον, εἰς καταβολὰς χρεῶν τοῦ Ράϊχ ἢ Πρακτορείων τοῦ Ράϊχ ἀπορρεουσῶν ἐκ μὴ καταβληθεισῶν εἰσφορῶν ἢ ἐκ παρασχεθεισῶν ὑπηρεσιῶν ἐν τῷ πλαισίῳ πολυμεροῦς τινὸς Διεθνοῦς Συμφωνίας ἢ τῶν καταστατικῶν διεθνοῦς τινος Ὀργανώσεως. Τῇ αἰτήσει τῶν ἐνδιαφερομένων πιστωτῶν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας θέλει μετάσχει ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεως ὡς πρὸς τὰς ὀφειλὰς ταύτας.

Ἄρθρον 21.

Ἀνανέωσις τοῦ Παραρτήματος ΙΙΙ.

Παράρτημα ΙΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ θεωρῆται ἐπίσης πᾶσα συμφωνία ἥτις ἤθελε συναφθῇ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ὄψει ἀνανεώσεως τῶν διατάξεων τοῦ Παραρτήματος τούτου. Πᾶσα τοιαύτη Συμφωνία δύναται νὰ τροποποιήσῃ τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος ΙΙΙ μόνα δέον αὕτη νὰ τείνῃ πρὸς τὴν σύστασιν μέσων ἀποκαταστάσεως κανονικῶν συνθηκῶν χρησιμοποιήσεως τοῦ ἐξωτερικοῦ ἐμπορίου τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, συμφώνως πρὸς τοὺς γενικοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 22.

Ἀπαιτήσεις Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων.

(1). Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας θέλει ἐπιληφθῇ διαπραγματεύσεων μετὰ τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἐνδιαφερομένων πιστωτριῶν χωρῶν πρὸς διακανονισμὸν ἀπαιτήσεων ἐκ κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων γεννηθεισῶν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν γερμανικῶν νόμων καὶ διαταγμάτων ἐν ἰσχύι πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945 δι' οἱανδήποτε περίοδον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ἐν ᾧ μέτρῳ αἱ ἀπαιτήσεις αὗται ὀφείλουν νὰ θεωρῶνται, κατὰ τοὺς νόμους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, ἢ συμφώνως πρὸς ὑποχρεώσεις ἀναληφθείσας ὑπ' αὐτῆς, ὡς βαρύνουσαι αὐτὴν ἢ Ἱδρύματα Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων εὑρεύοντα ἐπὶ τοῦ ὁμοσπονδιακοῦ ἐδάφους καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ αἱ ἀπαιτήσεις αὗται δὲν ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον συμφωνίας τινὸς μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς ἐνδιαφερομένης πιστωτρίας χώρας. Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου ταύτης θέλει ἀποτελεῖ ἐμπόδιον εἰς τὴν ἀναγραφὴν εἰς τοιαύτας συμφωνίας διατάξεων καθ' ἃς νόμοι ἢ κανονισμοὶ ἰσχύοντες ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τῆς Γερμανίας ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων καὶ προβλέποντες ὀλιγώτερον εὐνοϊκὴν μεταχείρισιν τῶν ὑπηκόων ἄλλων κρατῶν ἐν συγκρίσει πρὸς τοὺς γερμανοὺς ὑπηκόους, δὲν θὰ ἔχουσι ἐφαρμογήν.

(2). Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θέλει λάβει τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα ἐν ὄψει διακανονισμοῦ τῶν περὶ ὧν ἡ ἀνωτέρω παράγραφος ἀπαιτήσεων, αἵτινες δὲν καλύπτονται ὑπὸ συμφωνιῶν μετὰ τῶν Κυβερνήσεων τῶν πιστωτριῶν χωρῶν, καὶ τῶν ἀντιστοίχων πληρωμῶν εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως πρόκειται περὶ ἀπαιτήσεων ὑπηκόων πιστωτρίας τινὸς χώρας ἢ προσώπων διαμενόντων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους πιστωτρίας τινος χώρας ἐκ τῆς ὁποίας καταβολαὶ ἀναφερόμεναι εἰς ἀναλόγους ἀπαιτήσεις δύνανται νὰ διενεργηθῶσι πρὸς ὑπηκόους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἢ πρὸς πρόσωπα διαμένοντα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της. Οἱ Νόμοι καὶ τὰ Διατάγματα ἐν ἰσχύι ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τῆς Γερμανίας περὶ κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων ἐὰν προβλέπουσι ὀλιγώτερον εὐνοϊκὴν μεταχείρισιν τῶν ὑπηκόων ἄλλων χωρῶν ἐν συγκρίσει πρὸς τοὺς γερμανοὺς ὑπηκόους, δὲν θὰ ἔχωσι ἐφαρμογὴν ἐὰν ἡ ἐνδιαφερομένη πιστώτρια χώρα δὲν κάμει, ὡς πρὸς τὰς καταβολὰς κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων, διακρίσεις μεταξὺ τῶν ὑπηκόων αὐτῆς καὶ τῶν γερμανῶν ὑπηκόων ἢ μεταξὺ τῶν προσώπων ἅτινα διαμένουσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῆς καὶ ἐκείνων ἅτινα διαμένουσι ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

(3). Αἱ ἀπαιτήσεις περὶ ὧν ἡ παράγραφος (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου ἐκ κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων, τῶν ὑπηκόων πιστωτρίας τινὸς χώρας ἢ προσώπων διαμενόντων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῆς καὶ αἵτινες δὲν διακανονίζονται δυνάμει τῆς παραγράφου (1) ἢ συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, θέλουσι διακανονισθῇ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 28 τοῦ Παραρτήματος ΙΥ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 23.

Ἀπαιτήσεις ἐξ ἀσφαλίσεων.

(1) Ὁσάκις διμερεῖς διακανονισμοὶ συμφωνηθέντες εἰς ἐκτέλεσιν τοῦ Ἄρθρου 30, παράγραφος (1) τοῦ Παραρτήματος ΙΥ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἤθελον περιλαμβάνει διατάξεις ἐν ὄψει τῆς πληρωμῆς εἰς τὸ ἐξωτερικὸν καταβολῶν ἐπὶ ὀφειλῶν ἢ καταβολῶν εἰς Deutschemark, χρεῶν προερχομένων ἐκ συμβολαίων ἢ συμφωνιῶν πάσης φύσεως, ἀσφαλίσεως καὶ ἀντασφαλίσεως ἢ σχετικῶν πρὸς τοιαῦτα συμβόλαια ἢ τοιαύτας συμφωνίας, αἱ διατάξεις αὗται δέον νὰ συμβιβάζωνται πρὸς ἐκείνας αἵτινες διέπουσι τὸν διακανονισμὸν τῶν ἑτέρου τύπου ὀφειλῶν.

(2) Ἐὰν οὐδεμία διμερὴς συμφωνία ἤθελεν ἔχει ὑπογραφῇ κατὰ τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1953, αἱ ἐκ συμβολαίων ἀσφα-

λίσεως καὶ ἀντασφαλίσεως ὀφειλαὶ θέλουσι διακανονισθῆ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 30, παράγραφος (2) καὶ τοῦ ἄρθρου 31 τοῦ παραρτήματος IV. Ἡ μοιρία ἡμερομηνίσ τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1953 δύναται νὰ μετατεθῆ δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας. Εὐνοϊκώτεροι τυχὸν ὅροι οἵτινες θὰ περιελαμβάνοντο εἰς οἱανδήποτε ἐκ τῶν δμερῶν συμφωνιῶν αἵτινες ἤθελον συναφθῆ συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου ὡς πρὸς τὴν πληρωμὴν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν καταβαλῶν αφορωσῶν οἱανδήποτε κατηγορίαν ὀφειλῶν ἢ τὴν καταβολὴν εἰς Deutschemark τῶν ὀφειλῶν τούτων, θέλουσιν ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν χρεῶν τῆς αὐτῆς κατηγορίας πρὸς πιστωτὰς διαμένοντας εἰς χώρας μετὰ τῶν ὁποίων δὲν θὰ εἶχον συναφθῆ δμερεῖς συμφωνίαι.

Ἄρθρον 24.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμφωνίας ὡς πρὸς τὸ Βερολῖνον.

(1) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (2) (β) τοῦ Ἄρθρου 4 καὶ τῆς παραγράφου (5) τοῦ Ἄρθρου 5, ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει ἐφαρμοσθῆ εἰς τὸ Βερολῖνον, τὸ ὁποῖον, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς ἁρμοδιότητός του, θέλει ἐκτελέσει ἀντιστοίχους ὑποχρεώσεις πρὸς τὰς ἀναλαμβανομένας διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

(2) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, ὡς πρὸς τὸ Βερολῖνον, κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος αὐτῆς συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον (2) τοῦ ἄρθρου 35 ἢ βραδύτερον, ὅταν ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας θέλει καταθέσει παρὰ τῇ Κυβερνήσει τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας δήλωσιν καθορίζουσαν ὅτι ἔχουσι ληφθῆ ἅπαντα τὰ νομικῆς φύσεως ἀναγκαιοῦντα μέτρα διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ὡς πρὸς τὸ Βερολῖνον.

Ἄρθρον 25.

Ἀναθεώρησις τῆς Συμφωνίας κατὰ τὴν ἐπανενοποίησιν τῆς Γερμανίας.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θέλουσιν ἀναθεωρήσει τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν κατὰ τὴν ἐπανενοποίησιν τῆς Γερμανίας. Ἡ ἀναθεώρησις αὕτη θὰ ἀποβλέπει ἀποκλειστικῶς εἰς τὰ ἀκόλουθα :

(α) τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν Παραρτημάτων τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἵτινες προβλέπουσι περὶ ἀναπροσαρμογῆς ἰδιωτικῶν τινων χρεῶν εἰς περίπτωσιν ἐπανενοποιήσεως, ἐκτὸς ἐφ' ὅσον προβλέπεται ὅτι αἱ διατάξεις αὗται ἐφαρμόζονται εἰς τοιαύτην περίπτωσιν αὐτομάτως,

(β) τὴν ἐπέκτασιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ὡς πρὸς τὰς ὀφειλὰς προσώπων διαμενόντων ἐπὶ τοῦ εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἐπανενουμένου ἐδάφους,

(γ) τὴν διενέργειαν δικαίων ἀναπροσαρμογῶν εἰς τὴν περίπτωσιν ὀφειλῶν ὧν ὁ τρόπος διακανονισμοῦ ἔχει συσταθῆ ληφθέντων ὑπ' ὄψει τοῦ διαθεσίμου ἢ τοῦ μὴ διαθεσίμου ὡρισμένων ἐνεργητικῶν εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐπανενουμένου εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, ἐδάφους.

Ἄρθρον 26.

Προγενέστεραι Συμφωνίαι.

Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ θεωρῆται ὡς ἐπηρεάζουσα τὴν ἰσχὺν οἱασδήποτε Συμφωνίας περὶ διακανονισμοῦ ὑποχρεώσεως συναφθείσης ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 27.

Συγκριτικὴ δύναμις τῆς Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς.

Ἐν περιπτώσει ἀσυμβιβάστου μεταξὺ τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας καὶ τῶν διατάξεων ἑνὸς οἱουδήποτε τῶν Παραρτημάτων θὰ εἶναι ἰσχυρότεραι αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 28.

Διαιτητικὸν Δικαστήριον.

(1) Συνιστᾶται Διαιτητικὸν Δικαστήριον πρὸς τὸν κατωτέρω καθοριζόμενον σκοπόν, τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν (κατωτέρω ἀποκαλούμενον «τὸ Δικαστήριον»). Ἡ σύνθεσις, ἡ ὀργάνωσις καὶ οἱ κανόνες λειτουργίας τοῦ Δικαστηρίου τούτου καθορίζονται εἰς τὸν Συνημμένον εἰς τὸ Παράρτημα IX τῆς παρούσης Συμφωνίας Χάρτην.

(2) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (5) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, τὸ Δικαστήριον εἶναι τὸ μόνον ἁρμόδιον ἐπὶ πάσης μεταξὺ δύο ἢ πλειόνων ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διαφορᾶς ἀφορώσης τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας ἢ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, τὴν ὁποίαν τὰ Μέρη δὲν ἤθελον κατορθώσει νὰ διακανονίσωσι διὰ διαπραγματεύσεων. Οὐχ ἧττον, αἱ διαφοραί, αἵτινες ἀφορῶσι τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Ἄρθρου 34 τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀποκλείονται τῆς ἁρμοδιότητος τοῦ Δικαστηρίου καὶ οἱασδήποτε ἄλλης ἀνωτέρας δικαστικῆς ἀρχῆς ἢ Πρωτοδικείου. Κατὰ πᾶσαν ἀγωγὴν ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου ἐπὶ διαφορᾶς μεταξὺ ἑτέρων Συμβαλλομένων Μερῶν πλὴν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, ἡ τελευταία αὕτη Κυβέρνησις θέλει συγκαταλέγεσθαι μεταξὺ τῶν διαδίκων ἐὰν εἷς ἐκ τῶν διαδίκων ἤθελε ζητήσει τοῦτο.

(3) Τὸ Δικαστήριον εἶναι τὸ μόνον ἁρμόδιον νὰ κρίνῃ ἐπὶ ἀγωγῶν ἀφορωσῶν πᾶν ζήτημα θεμελιώδους σημασίας ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας, περὶ ὧν ἡ δευτέρα παράγραφος τοῦ Ἄρθρου 16 τοῦ Παραρτήματος τούτου, αἵτινες ἄγονται ἐνώπιον αὐτοῦ ὑπὸ οἱουδήποτε τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Ἡ παροῦσα διάταξις δὲν θίγει τὴν ἁρμοδιότητα ἥτις ἀνατίθεται εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν διὰ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 31 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(4) Τὸ Δικαστήριον εἶναι τὸ μόνον ἁρμόδιον νὰ ἐπιλαμβάνεται τῶν ἐκκαλουμένων ἀποφάσεων εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (7) τοῦ ἄρθρου 31 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(5) Μὴ θιγομένων τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων (3) καὶ (4) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, τὸ Δικαστήριον δὲν εἶναι ἁρμόδιον νὰ ἐπιληρθῆ διαφορῶν ἀφορωσῶν ἀποκλειστικῶς τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν Παραρτήματός τινος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὁσάκις διαιτητικόν τι δικαστήριον συνιστάμενον εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος εἶναι ἁρμόδιον νὰ ἀποφανθῆ ἐπὶ τοῦ περὶ οὗ πρόκειται ζητήματος ἑρμηνείας ἢ ἐφαρμογῆς. Ἡ παροῦσα διάταξις, δὲν θὰ θεωρῆται ὡς περιορίζουσα τὴν ἁρμοδιότητα τοῦ Δικαστηρίου ἐπὶ πάσης διαφορᾶς, ἀναφερομένης εἰς τὴν ἀναγνώρισιν τοῦ ἀσυμβιβάστου ἀποφάσεώς τινος ἐκδοθείσης ὑπὸ μιᾶς οἱασδήποτε τῶν προαναφερομένων διαιτητικῶν ἀρχῶν πρὸς μίαν οἱανδήποτε τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

6. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος ἔχον συμφέρον ὡς πρὸς τὸ ζήτημα ὅπερ ἀποτελεῖ τὸ ἀντικείμενον ἀγωγῆς τινος ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου δικαιοῦται νὰ λάβῃ μέρος εἰς τὴν ἀγωγήν.

(7). Τὸ Δικαστήριον ἔχει ἐξουσίαν νὰ ἀποφανθῆ ἐπὶ ζητημάτων ἀφορώντων τὴν ἔκτασιν τῆς ἁρμοδιότητός του, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

(8). Πᾶσα ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου :

(α) Ἐπὶ ἀγωγῶν κατὰ τὴν παράγραφον (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, εἶναι ὁριστικὴ καὶ δεσμεύει τοὺς διαδίκους ὡς καὶ πάντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἅτινα ἔλαβον μέρος εἰς τὴν ἀγωγήν.

(β) Ἐπὶ ἀγωγῶν κατὰ τὴν παράγραφον (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, εἶναι ὁριστικὴ καὶ δεσμεύει τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ ἔφερε τὸ ζήτημα εἰς τὸ Δικαστήριον καὶ πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος λαβὸν μέρος εἰς τὴν ἀγωγήν.

(γ) Ἐπὶ ἐφέσεως τινος κατὰ τὴν παράγραφον 4 τοῦ παρόντος Ἄρθρου, εἶναι ὑποχρεωτικὴ καὶ δεσμεύει τὸν ἐφεσιβάλλοντα ἢ τοὺς ἐφεσιβάλλοντας.

(9). Ἡ ἁρμοδιότης τοῦ δικαστηρίου δὲν θίγεται ἐκ τῆς ἀπουσίας οἱουδήποτε ἐκ τῶν διαδίκων ἐπὶ διαφορᾶς τινός.

(10). Ἐπὶ τῶν ἀποφάσεων αὐτῆς ἐπὶ τῆς ἑρμηνείας ἢ

τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, πᾶσα ἑτέρα πλὴν τοῦ δικαστηρίου διαιτητικὴ ἀρχὴ συνισταμένη κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, δεσμεύεται ἐκ τῶν σχετικῶν ἀποφάσεων τοῦ Δικαστηρίου.

(11). Αἰτήσει ἑνὸς οἱουδήποτε τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὸ Δικαστήριον γνωματεύει ἐπὶ τῆς ἑρμηνείας ἢ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας (ἐξαιρουμένου τοῦ Ἄρθρου 34). Ἡ γνωμάτευσις αὕτη δὲν ἔχει ὑποχρεωτικὴν ἰσχύν.

Ἄρθρον 29.

Διαιτησία ἐπὶ διαφορῶν τινῶν ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ Παραρτήματος Ι.

(1). Μόνον οἱ ὅμιλοι Ὁμολογιούχων κινητῶν ἀξιῶν ἢ αἱ πρὸς αὐτοὺς ἐξομοιούμεναι Ὀργανώσεις ἐφ' ὅσον ἀναγνωρίζονται παρὰ τῶν Κυβερνήσεων τῶν χωρῶν εἰς ἃς ἔχουσι συσταθῇ ὡς ἀντιπροσωπεύουσαι τοὺς ὁμολογιούχους κινητῶν ἀξιῶν τῶν χωρῶν τούτων, (κατωτέρω ἀποκαλούμενοι ἀντιπρόσωποι πιστωτῶν), ἀφ' ἑνός, καὶ οἱ ὀφειλέται, ἀφ' ἑτέρου, ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ εἶναι διάδικοι εἰς ἀγωγὴν τινα ἐνώπιον ἑνὸς τῶν Διαιτητικῶν Δικαστηρίων ἅτινα προβλέπονται πρὸς διακανονισμὸν τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ Τμῆμα 7 (1) (ζ) τοῦ Παραρτήματος Ι τῆς παρούσης Συμφωνίας, διαφορῶν.

(2). Τὰ Διαιτητικὰ Δικαστήρια περὶ ὧν ἡ προηγουμένη παράγραφος συνίστανται, πλὴν ἐὰν συνεφωνήθη ἄλλως, μεταξὺ τῶν διαδίκων εἰς τὴν διαφοράν, ἐκ τριῶν μελῶν ὡς ἀκολούθως :

(α) Ἓν μέλος διοριζόμενον ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου.

(β) Ἓν μέλος διοριζόμενον ὑπὸ τοῦ ἀντιπροσώπου τῶν ἐνδιαφερομένων πιστωτῶν ἤ, ἐὰν πλείονες τοῦ ἑνὸς ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν ἐνδιαφέρονται, ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τούτων.

(γ) Ἓν τρίτον μέλος, ἀναλαμβάνον τὰ καθήκοντα Προέδρου, ἐκλεγόμενον ὑπὸ τῶν διοριζομένων κατὰ τὰ ἐδάφια (α) καὶ (β) τῆς παρούσης παραγράφου, διαιτητῶν. Ὁ Πρόεδρος δὲν δύναται νὰ εἶναι γερμανὸς ὑπήκοος οὔτε ὑπήκοος χώρας τινὸς εἰς ἣν συνεστήθη εἷς ἐκ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν, συγκαταλεγόμενος μεταξὺ τῶν διαδίκων.

(3). Ἐντὸς ἐνενήκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως, ἐκ μέρους ἑνὸς ἐκ τῶν διαδίκων εἰς τὴν διαφοράν, τοῦ διορισμοῦ τοῦ διαιτητοῦ αὐτοῦ, πρὸς τὸν ἕτερον τῶν διαδίκων, οὗτος ὀφείλει νὰ διορίσῃ τὸν διαιτητήν του. Ἐν ᾗ περιπτώσει οὗτος δὲν ἤθελε πράξει τοῦτο ἐντὸς τῆς καθωρισμένης προθεσμίας, ὁ διαιτητὴς θὰ διορίζεται, τῇ αἰτήσει τοῦ διαδίκου ὅστις προέβη εἰς τὴν προαναφερομένην κοινοποίησιν, ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου.

(4). Ἐν ᾗ περιπτώσει οἱ δύο διαιτηταὶ δὲν θὰ ἤθελον συμφωνήσει ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τοῦ διορισμοῦ τοῦ δευτέρου διαιτητοῦ ἐπὶ τῆς ἐκλογῆς τοῦ Προέδρου, οὗτος θὰ διορίζηται, τῇ αἰτήσει ἑνὸς οἱουδήποτε τῶν δύο διαιτητῶν, ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου. Ὁ διορισμὸς οὗτος θὰ ὑπόκειται εἰς τοὺς ἀφορῶντας τὴν ἐθνικότητα αὐτοῦ ὅρους περὶ ὧν ἡ παράγραφος (2) (γ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

(5). Κενουμένης μιᾶς τῶν θέσεων αἰτίᾳ θανάτου, ἀσθενείας, παραιτήσεως ἢ μὴ ἐκτελέσεως ὑφ' ἑνὸς τῶν μελῶν τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου τῶν καθηκόντων τῆς θέσεώς του, αὕτη θὰ συμπληροῦται κατὰ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν καθ' ἣν ἐνένετο ὁ ἀρχικὸς διορισμός, ἐντὸς τοιάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἐκενώθη ἡ θέσις.

(6). Τὰ Διαιτητικὰ Δικαστήρια καταρτίζουσι τοὺς ἰδίους αὐτῶν κανονισμοὺς διαδικασίας. Ἄλλως, ἐφαρμόζεται ὁ Κῶδιξ Διαιτησίας τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου.

(7). Ἡ ἀπόφασις Διαιτητικοῦ τινὸς Δικαστηρίου ὡς πρὸς τὴν διαφοράν ἥτις ἀποτελεῖ τὸ ἀντικείμενον τῆς Διαιτησίας, δεσμεύει τοὺς διαδίκους εἰς τὴν ἀγωγὴν ὡς πρὸς τὰς λεπτομερείας τῆς προσφορᾶς διακανονισμοῦ, καὶ ὁ ἀντιπρόσωπος τῶν πιστωτῶν ὑποχρεοῦται νὰ συστήσῃ τὴν ἀποδοχὴν τῆς προσφορᾶς ταύτης εἰς τοὺς ὁμολογιούχους, ἐφ' ὅσον αὕτη θὰ ἦτο σύμφωνος πρὸς τοὺς λοιποὺς ὅρους οἵτινες προβλέπονται εἰς τὸ Παράρτημα Ι τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 30.

Θέσις τῶν Ἐπιτροπῶν (Trustee) ἔναντι τῶν διατάξεων τοῦ Παραστήματος ΙΙ καὶ τῆς διαιτητικῆς διαδικασίας τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ Παραρτήματος τούτου.

(1). Ὁσάκις ἡ Ἐπιτροπὴ Διαιτησίας καὶ Μεσολαβήσεως ἥτις συνίσταται κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ἄρθρου ΙΧ τοῦ Παραρτήματος ΙΙ τῆς παρούσης συμφωνίας ἐπιλαμβάνεται ἀγωγῆς ἀφορώσης τὸν διακανονισμὸν χρέους ἐξ ὁμολογιῶν ὡς πρὸς τὸ ὁποῖον ἐφαρμόζεται τὸ Παράρτημα τοῦτο, κοινοποιεῖ τὴν ἀγωγὴν ταύτην εἰς τὸν ἐγγυητὴν τοῦ περὶ οὗ πρόκειται χρέους. Οὗτος, δύναται, κατὰ τὰς εἴκοσι ἑπομένας ἡμέρας ἀπὸ τῆς λήψεως τῆς κοινοποιήσεως, νὰ λάβῃ μέρος εἰς τὴν ἀγωγήν.

(2). Ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως δοθῇ εἰς τοὺς Ἐπιτρόπους χρεῶν ἐξ ὁμολογιῶν, ἡ δυνατότης νὰ ἀπαλλαγῶσι τῶν ὑποχρεώσεων αἵτινες δυνατὸν νὰ βαρύνουσιν αὐτοὺς ἀπέναντι τῶν κομιστῶν τῶν χρεῶν τούτων. πᾶς ὀφειλέτης ὅστις, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου ΥΙΙ τοῦ Παραρτήματος ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑποβάλλει εἰς τὸν ἀντιπρόσωπον τῶν πιστωτῶν πρότασιν ἐπὶ προσφορᾶς τινος διακανονισμοῦ, ὀφείλει νὰ ὑποβάλῃ ταυτοχρόνως ἀντίγραφον τῆς προτάσεως ταύτης εἰς τὸν Ἐπίτροπον τοῦ περὶ οὗ πρόκειται χρέους. Ὁ τελευταῖος οὗτος δύναται νὰ γνωρίσῃ εἰς τὸν ὀφειλέτην καὶ εἰς τὸν ἀντιπρόσωπον τῶν πιστωτῶν πᾶσαν ἀντίρρησιν ἣν θὰ εἶχεν ὡς πρὸς τὰς λεπτομερείας τῆς ὑπὸ διαπραγμάτευσιν προσφορᾶς καὶ ἡ ἀντίρρησις αὕτη ὀφείλει νὰ μελετηθῇ κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαπραγματεύσεων.

(3). Πρὸ τῆς συνάψεως ὁριστικῆς τινὸς συμφωνίας μετὰ τοῦ ἀντιπροσώπου τῶν πιστωτῶν ἐπὶ τῶν λεπτομερειῶν τῆς προσφορᾶς διακανονισμοῦ, ὁ ὀφειλέτης κοινοποιεῖ τὰς λεπτομερείας ταύτας ἐγγράφως εἰς τὸν ἐπίτροπον τοῦ χρέους. Ἐντὸς τῶν δέκα ἡμερῶν αἵτινες ἔπονται τῆς λήψεως τῆς κοινοποιήσεως ταύτης, ὁ τελευταῖος οὗτος δικαιοῦται νὰ ὑποβάλῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Διαιτησίας καὶ Μεσολαβήσεως πᾶσαν ἀντίρρησιν ἣν θὰ εἶχεν ὡς πρὸς τὰς λεπτομερείας τῆς προσφορᾶς διακανονισμοῦ. ἐπὶ παντὸς σημείου ἐπὶ τοῦ ὁποίου φρονεῖ, κατὰ τὴν ἰδίαν αὐτοῦ μόνον κρίσιν, ὅτι οἱ ὑφιστάμενοι ὅροι τοῦ Ἐπιτροπικοῦ συμβολαίου (Trusteeship) ἐπιβάλλουσιν εἰς αὐτὸν ὑποχρεώσεις ἀπέναντι τῶν ὁμολογιούχων. Ἡ Ἐπιτροπὴ Διαιτησίας καὶ Μεσολαβήσεως κοινοποιεῖ τὴν ὑποβολὴν τῆς ὑποθέσεως ταύτης εἰς τὸν ἀντιπρόσωπον τῶν πιστωτῶν καὶ εἰς τὸν ὀφειλέτην. Οὗτοι δύνανται νὰ λάβωσιν μέρος εἰς τὴν ἀγωγὴν ἐντὸς τῶν εἴκοσι ἡμερῶν αἵτινες ἔπονται τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς κοινοποιήσεως ταύτης. Ἡ ἁρμοδιότης τῆς Ἐπιτροπῆς Διαιτησίας καὶ Μεσολαβήσεως ὡς πρὸς τὴν ἀγωγὴν δὲν θίγεται ἐκ τῆς ἀπουσίας τοῦ ἀντιπροσώπου τῶν πιστωτῶν ἢ τοῦ ὀφειλέτου, Ἐάν, κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἀνωτέρω προβλεπομένης δεκαημέρου προθεσμίας, δὲν ἐγένετο προσφυγὴ εἰς διαιτησίαν, ὁ ὀφειλέτης δύναται νὰ συνάψῃ τὴν ἐν ὄψει Συμφωνίαν μετὰ τοῦ ἀντιπροσώπου τῶν πιστωτῶν.

(4). Πᾶσα ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς Διαιτησίας, καὶ Μεσολαβήσεως, εἰς δίκην ἐγειρομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, δεσμεύει τὸν ἀντιπρόσωπον τῶν πιστωτῶν καὶ τὸν ὀφειλέτην ἐν ᾧ μέτρῳ προβλέπεται εἰς τὴν παραγραφον (1), ἐδάφιον δεύτερον, τοῦ Ἄρθρου ΙΧ τοῦ Παραρτήματος ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας. Εἰς πᾶσαν ἀγωγὴν εἰς ἣν ὁ Ἐπίτροπος κατέστη διάδικος κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (1) ἢ τῆς παραγράφου (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ὁ Ἐπίτροπος ἔχει τὰ αὐτὰ δικαιώματα πρὸς οἱονδήποτε διάδικον εἰς τὴν ἀγωγήν.

Ἄρθρον 31.

Μικτὴ Ἐπιτροπὴ πρὸς διακανονισμὸν τῶν σχετικῶν πρὸς τὸ Παράρτημα IV ζητημάτων.

(1). Ἡ σύνθεσις, ἡ ὀργάνωσις καὶ οἱ κανόνες λειτουργίας τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς περὶ ἧς τὸ Ἄρθρον 16 τοῦ Παραστήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθορίζονται εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ Παράρτημα Χ τῆς παρούσης Συμφωνίας, Χάρτην.

(2). Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἔχει ἁρμοδιότητα :

(α) ἐπὶ διαφωνιῶν μεταξὺ πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν ὀφειλομένων εἰς τὴν ἑρμηνείαν τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ ὑποβαλλομένων αὐτῇ εἴτε ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ πιστωτοῦ τινὸς καὶ τοῦ ὀφειλέτου, εἴτε ὑπὸ πιστωτοῦ τινος ἢ ὀφειλέτου τινος οὗτινος ἡ Κυβέρνησις δηλοῖ ὅτι κατὰ τὴν γνώμην της τὸ ζήτημα ἐπὶ τοῦ ὁποίου ὑφίσταται ἡ διαφωνία εἶναι γενικοῦ ἐνδιαφέροντος διὰ τὴν ἑρμηνείαν τοῦ ρηθέντος Παραρτήματος:

(β) ἐπὶ διαφορῶν αἵτινες, ὑποβληθεῖσαι ἀρχικῶς εἰς διαιτητικόν τι δικαστήριον συσταθέν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ Ἄρθρου 17 τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας, παραπέμπονται, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ἄρθρου 16 τοῦ αὐτοῦ Παραρτήματος, εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπήν, εἴτε ὑπὸ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, εἴτε παρ' αὐτοῦ τούτου τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου, λόγῳ τοῦ ὅτι, ἡ περίπτωσις εἶναι θεμελιώδους σημασίας ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν τοῦ Παραρτήματος IV. Οὐχ ἧττον, ὁσάκις ἡ ἀγωγὴ ἐνώπιον διαιτητικοῦ τινὸς δικαστηρίου εἶναι προσφυγὴ ἀσκηθεῖσα κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ἄρθρου 11 τοῦ Παραρτήματος IV, μόνον τὸ ζήτημα ὅπερ παρουσιάζει θεμελιώδη σημασίαν ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν τοῦ Παραρτήματος τούτου, ὑποβάλλεται εἰς Μικτὴν Ἐπιτροπὴν ὅπως ἀποφασίσῃ ἐπ' αὐτοῦ.

(3). Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, ἔχον ἐνδιαφέρον ἐπὶ ζητήματός τινος ἀποτελοῦντος τὸ ἀντικείμενον ἀγωγῆς ἐνώπιον τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, δικαιοῦται νὰ λάβῃ μέρος εἰς τὴν δίκην.

(4). Ἡ ἁρμοδιότης τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς δὲν θίγεται ἐκ τῆς ἀπουσίας οἱουδήποτε τῶν ἀντιδίκων.

(5). Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἔχει ἐξουσίαν νὰ ἀποφαίζῃ ἐπὶ ζητημάτων ἀφορώντων τὴν ἔκτασιν τῆς ἁρμοδιότητος της ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

(6). Ὑπὸ τὸν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (7) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, πᾶσα ἀπόφασις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ὁριστικὴ καὶ ὑποχρεωτική:

(α) διὰ τοὺς διαδίκους εἰς πᾶσαν ἀγωγὴν ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς,

(β) διὰ πάντα διάδικον εἰς ἀγωγήν τινα ἀγομένην ἐνώπιον τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν παράγραφον (2) (α) τοῦ παρόντος Ἄρθρου

(γ) διὰ πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ ὑποβάλλει εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν πρὸς λύσιν ζητήμά τι ἢ ὑπόθεσιν κατὰ τὴν παράγραφον (2) (β) τοῦ παρόντος Ἄρθρου,

(δ) διὰ πᾶν διαιτητικὸν Δικαστήριον ἐπιλαμβανόμενον διαφορᾶς τινὸς ἥτις ἀπετέλεσε τὸ ἀντικείμενον παραπομπῆς εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (2) (β) τοῦ παρόντος Ἄρθρου. (ε) ὁσάκις μίαν τῶν διατάξεων τοῦ διακανονισμοῦ χρέους τινος ἀποτελεῖ τὸ ἀντικείμενον ἀγωγῆς, ὡς πρὸς τὴν διάταξιν ταύτην τοῦ διακανονισμοῦ.

(ζ) Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δικαιοῦται νὰ ἐφεσιβάλῃ ἀπόφασίν τινα τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου, ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς μεσολαβήσεως τῆς ἀποφάσεως ταύτης, ἐπὶ τῷ λόγῳ ὅτι αὕτη θίγει ζητήμα γενικοῦ ἢ θεμελιώδους ἐνδιαφέροντος. Ἡ ἔφεσις δὲν δύναται νὰ λαβῃ χώραν ἢ ἐπὶ ζητήματος περὶ τοῦ ὁποίου ἡ ἐφεσιβάλλουσα Κυβέρνησις ἰσχυρίζεται ὅτι εἶναι γενικοῦ ἢ θεμελιώδους ἐνδιαφέροντος. Ὅταν τὸ Δικαστήριον ἐκδώσῃ τὴν ἀπόφασιν αὐτοῦ ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου, ἡ Ἐπιτροπὴ λαμβάνει ὡς πρὸς τὴν ὑπόθεσιν ἐπὶ τῆς ὁποίας ἐγένετο ἡ ἔφεσις, τὰ τυχὸν ἀπαιτούμενα μέτρα ὅπως καταστῇ ἐνεργὸς ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 32.

Διαιτητικὰ Δικαστήρια διὰ διαφορὰς ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ Παραρτήματος IV.

(1) Πιστωτὴς καὶ ὀφειλέτης τις οἵτινες κατ' ἐφαρμογὴν τῆς πέμπτης παραγράφου τοῦ Ἄρθρου 17 τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας συνεφώνησαν ὅπως ὑποβάλωσι διαφοράν τινα εἰς διαιτητικόν τι δικαστήριον, ὀφείλουσιν ἕκαστος νὰ διορίσῃ διαιτητήν τινα ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς συμφωνίας των. Ὁσάκις πρόκειται περὶ πλειόνων τοῦ ἑνὸς πιστωτῶν ἢ πλειόνων τοῦ ἑνὸς ὀφειλετῶν, ὁ διαιτητὴς διορίζεται ἀπὸ κοινοῦ παρὰ τῶν πιστιτῶν ἢ παρὰ τῶν ὀφειλετῶν τούτων. Ἐὰν εἷς τῶν διαιτητῶν δὲν ἔχει διορισθῇ ἐντὸς τῆς ταχθείσης προθεσμίας, οἱ ἕτεροι διάδικοι δικαιοῦνται νὰ ζητήσωσι παρὰ τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου νὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν τοῦτον. Ἐντὸς τῶν τριάκοντα ἡμερῶν αἵτινες ἕπονται τῆς ἡμερομηνίας τοῦ δευτέρου τούτου διορισμοῦ, οἱ δύο διαιτηταὶ ἐκλέγουσι τρίτον διαιτητὴν ὅστις ἀναλαμβάνει τὰ καθήκοντα Προέδρου. Ἐὰν ὁ Πρόεδρος δὲν ἔχει διορισθῇ ἐντὸς τῆς προθεσμίας ταύτης, ἕκαστος τῶν διαδίκων δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου νὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμόν.

(2) (α) Πᾶς πιστωτὴς ὅστις, κατ' ἐφαρμογὴν τῆς δευτέρας παραγράφου τοῦ Ἄρθρου 11 τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας, προσφεύγει ἐνώπιον διαιτητικοῦ τινος δικαστηρίου, ὀφείλει, ἐντὸς τῶν τριάκοντα ἡμερῶν αἵτινες ἕπονται τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως γερμανικοῦ δικαστηρίου:

(ι) νὰ κοινοποιήσῃ τὴν προσφυγὴν εἰς τὸ ἐκδόσαν τὴν ἀπόφασιν γερμανικὸν δικαστήριον,

(ιι) νὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὸν ὀφειλέτην τὸ ὄνομα τοῦ διαιτητοῦ ὃν ἔχει διορίσει ὡς πάρεδρον τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου.

(β) Ἡ λῆψις τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἐδάφιον (α) (ι) τῆς παρούσης παραγράφου, κοινοποιήσεως θέτει τέρμα εἰς πᾶσαν διαδικασίαν ἐνώπιον τῶν γερμανικῶν δικαστηρίων ἐπὶ τῆς ἀποφάσεως ἐν ᾧ μέτρῳ πρόκειται περὶ τοῦ ἀποτελοῦντος τὸ ἀντικείμενον τῆς ἐφέσεως χρέους, καὶ ἡ ἀπόφασις παύει νὰ εἶναι ἐνεργὸς ὡς πρὸς τοῦτο.

(γ) Ἐντὸς τῶν τριάκοντα ἡμερῶν αἵτινες ἕπονται τῆς λήψεως τῆς κοινοποιήσεως περὶ ἧς τὸ ἐδάφιον (α) (ιι) τῆς παρούσης παραγράφου, ὁ ὀφειλέτης ὀφείλει νὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὸν πιστωτὴν τὸ ὄνομα τοῦ διαιτητοῦ ὃν ἔχει διορίσει ὡς πάρεδρον τοῦ διαιτητικοῦ Δικαστηρίου. Ἐὰν ὁ ὀφειλέτης δὲν προβῇ εἰς τὴν κοινοποίησιν ταύτην ἐντὸς τῆς τακτῆς προθεσμίας, ὁ πιστωτὴς δικαιοῦται νὰ παρακαλέσῃ τὸ Διεθνὲς Ἐμπορικὸν Ἐπιμελητήριον νὰ διορίσῃ τὸν διαιτητὴν τοῦτον.

Τρίτος τις διαιτητής, ἐκτελῶν καθήκοντα Προέδρου, διορίζεται συμφώνως πρὸς τὴν διαδικασίαν ἥτις προβλέπεται ὑπὸ τῆς παραγράφου (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

(δ) Πᾶν διαιτητικὸν δικαστήριον παρὰ τῷ ὁποίῳ γίνεται ἔφεσις κατ' ἐφαρμογὴν τῆς δευτέρας παραγράφου τοῦ Ἄρθρου 11 τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας:

(ι) ἑδρεύει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, πλὴν ἐὰν οἱ διάδικοι συμφωνήσωσιν ἄλλως,

(ιι) ἐφαρμόζει τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ Ἄρθρου 11 τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀρχάς,

(ιιι) διεξάγει τὴν δίκην ὡς τὸ πρῶτον ἐκδικαζομένην.

(ε) Ἐάν, κατὰ τὴν διάρκειαν ἐκδικάσεως ἐφέσεώς τινος γενομένης ἐνώπιον διαιτητικοῦ τινὸς δικαστηρίου κατ' ἐφαρμογὴν τῆς δευτέρας παραγράφου τοῦ Ἄρθρου 11 τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας, ζήτημα τι παραπεμφθῇ εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (2) (β) τοῦ Ἄρθρου 31 τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον ἀναστέλλει ἀμέσως τὴν ἐκδίκασιν μέχρις ὅτου ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἐκδώσῃ ὁριστικὴν ἀπόφασιν ἐπὶ τοῦ παραπεμφθέντος αὐτῇ ζητήματος. Ὅταν ἡ ἀπόφασις αὕτη ἐκδοθῇ, τὸ διαιτητικὸν δικαστήριον ἐπαναλαμβάνει τὴν ἐκδίκασιν καὶ λαμβάνει τὰ ἀναγκαιοῦντα τυχὸν μέτρα ὅπως καταστήσῃ τὴν ἀπόφασιν ταύτην ἐνεργόν.

(3) Εἰς τὰς ἀποφάσεις αὐτῶν ἐπὶ τῆς ἑρμηνείας τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας τὰ Διαιτητικὰ δικαστήρια δεσμεύονται ὑπὸ τῶν ἐφαρμοστέων ἀποφάσεων τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

(4) Κενουμένης θέσεώς τινος λόγῳ θανάτου, ἀσθενείας, παραιτήσεως ἢ μὴ ἐκτελέσεως ὑπὸ μέλους τινος διαιτητικοῦ δικαστηρίου τῶν καθηκόντων τῆς θέσεώς του, ἡ θέσις πληροῦται κατὰ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν ὡς καὶ κατὰ τὸν

ἀρχικὸν διορισμόν, ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἐκενώθη ἡ θέσις.

(5) Πᾶν διαιτητικὸν δικαστήριον δύναται νὰ ἀποφασίσῃ ἐπὶ τῆς κατανομῆς τῶν ἐξόδων τῆς δίκης συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀποζημιώσεων δικηγόρων καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἐφέσεως κατὰ τὴν παράγραφον (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, δύναται νὰ ἀποφασίσῃ τὶς ἐκ τῶν διαδίκων δέον νὰ ἀναλάβῃ τὰ δικαστικὰ ἔξοδα ἐνώπιον τοῦ γερμανικοῦ Δικαστηρίου ἢ νὰ κατανείμῃ τὰ ἔξοδα ταῦτα μεταξὺ τῶν διαδίκων. Ἐλλείψει ἀποφάσεως, ἕκαστος τῶν διαδίκων καταβάλλει τὰ ἴδια αὐτοῦ ἔξοδα, τῶν ἐξόδων τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου καί, συντρεχούσης τῆς περιπτώσεως, τῶν ἐξόδων διαδικασίας ἐνώπιον τοῦ γερμανικοῦ Δικαστηρίου, κατανεμομένων ἐξ ἡμισείας μεταξὺ τοῦ ἢ τῶν πιστωτῶν καὶ τοῦ ἢ τῶν ὀφειλετῶν.

(6) Ὑπόθεσίς τις ἐκδικαζομένη ἐνώπιον διαιτητικοῦ τινὸς δικαστηρίου δὲν δύναται νὰ ἀποσυρθῇ ἢ τῇ συναινέσει ὅλων τῶν εἰς τὴν ἀγωγὴν διαδίκων.

(7) Τὰ διαιτητικὰ δικαστήρια καταρτίζουσι τοὺς ἰδίους αὐτῶν κανόνας διαδικασίας ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ παρόντος Ἄρθρου καὶ τοῦ Ἄρθρου 17 τοῦ Παραρτήματος IV τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἐλλείψει τούτων, ἐφαρμόζεται ὁ διαιτητικὸς Κῶδιξ τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου.

(8) Εἰς πᾶσαν ἀγωγήν, ἡ ἀπόφασις τοῦ διαιτητικοῦ δικαστηρίου εἶναι ὁριστικὴ καὶ δεσμεύει τοὺς εἰς τὴν ἀγωγὴν ἀντιδίκους.

Ἄρθρον 33.

Ζητήματα ἐγειρόμενα κατὰ τὴν διαδικασίαν τῆς Ἀποσυμφορήσεως.

Τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον καὶ αἱ λοιπαὶ διαιτητικαὶ ἀρχαὶ αἱ συνιστάμεναι κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, δὲν δύνανται νὰ ἐπιληφθῶσι ζητημάτων ρητῶς διακανονιζομένων ὑπὸ ἐγκεκριμένου σχεδίου ἢ διὰ διαταγῆς τινὸς ἢ κανονισμοῦ δημοσιευθέντων κατὰ τοὺς Νόμους τῆς Ὑπάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς ὑπ' ἀριθ. 27 (περὶ Ἀναδιοργανώσεως τῶν γερμανικῶν βιομηχανιῶν ἀνθρακος καὶ σιδηρουργίας) καὶ ὑπ' ἀριθ. 35 (περὶ ἀποσυμφορήσεως τῶν ἀγαθῶν τῆς J. G. Farbenindustrie A.E.) ὑπὸ τῆς Ὑπάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς, ὑπὸ Ὑπηρεσίας τινὸς περιβληθείσης παρ' αὐτῆς δι' ἐξουσίας ὅπως ἐνεργῇ ἐπὶ τοῦ θέματος ἢ ὑφ' οἱασδήποτε διαδόχου Ἀρχῆς τῶν ἐξουσιῶν τῆς Ὑπάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς, ἐπὶ τοῦ πεδίου τούτου. Εἰς πάντα κανονισμὸν τοῦ εἴδους τούτου, ὁ πιστωτὴς καὶ ὁ ὀφειλέτης, αἱ Συμμαχικαὶ Ἀρχαὶ καὶ ἡ Ἐπιτροπὴ Ἀναθεωρήσεως θέλουσιν ἐφαρμόζει τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς. Πρὸ τῆς ἐγκρίσεως παντὸς σχεδίου ἢ τῆς δημοσιεύσεως πάσης διαταγῆς ἢ κανονισμοῦ ἀναφερομένου εἰς ζήτημα δίδον λαβὴν εἰς διαφορὰν ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, ἡ περὶ ἧς πρόκειται διαφορὰ δέον νὰ παραπέμπεται πρὸς λύσιν εἰς τὸ Δικαστήριον ἢ εἰς τὴν διαιτητικὴν ἀρχὴν ἥτις εἶναι ἁρμοδία δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς. Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν θίγουσι τὴν ἁρμοδιότητα τοῦ Δικαστηρίου καὶ τῶν ἑτέρων διαιτητικῶν ἀρχῶν αἵτινες συνίστανται κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς ὡς πρὸς τὰ ζητήματα ἅτινα δὲν διακανονίζονται ρητῶς διὰ ἐγκεκριμένου τινὸς σχεδίου, ἢ διὰ διαταγῆς τινὸς ἢ δημοσιευθέντος κανονισμοῦ, ὡς ἀναφέρεται ἀνωτέρω, ἢ τὰ ὁποῖα θὰ ἠγείροντο ἐκ γεγονότων ἐπισυμβάντων μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν περὶ ὧν πρόκειται σχεδίων, διαταγῆς ἢ κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 34.

Συμβούλια.

Πρὸς ἐξασφάλισιν διαρκοῦς καὶ ἀποτελεσματικῆς ἐκτελέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς κατὰ τρόπον δίδοντα ἱκανοποίησιν εἰς ἅπαντα τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη καὶ ἄνευ καταργήσεως τῶν ὑποχρεώσεων αἵτινες ἀνελήφθησαν ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας :

(α) Θὰ λαμβάνουν χώραν Συμβούλια μεταξὺ τῶν κυρίως ἐνδιαφερομένων Συμβαλλομένων Μερῶν ἐὰν ἤθελε διατυπωθῇ πρὸς τοῦτο αἴτημα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἢ τῆς Κυβερνήσεως μιᾶς οἱασδήποτε τῶν πιστωτριῶν χωρῶν κατόχου ἀξιολόγου τινὸς τμήματος τῶν ἐνεργητικῶν εἰς ἃ ἀναφέρεται ἡ παροῦσα Συμφωνία. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ μέρος εἰς τὰ Συμβούλια ταῦτα καὶ θὰ δύναται, ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, νὰ καλέσῃ τοὺς ἐνδιαφερομένους ἀντιπροσώπους τῶν πιστωτῶν ἢ τῶν ὀφειλετῶν νὰ συμμετάσχωσι εἰς αὐτά.

(β) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν τὰ Συμβούλια ταῦτα θὰ ἀνεφέροντο εἰς κατάστασίν τινα ἥτις ὡς ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας ἤθελε διαπιστώσει ὅτι προσκρούει εἰς δυσχερείας ὡς πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐξωτερικῶν αὐτῆς ὑποχρεώσεων, θὰ δίδεται προσοχὴ εἰς πᾶν θέμα οἰκονομικῆς, δημοσιονομικῆς καὶ νομισματικῆς φύσεως, εἴτε σχετιζόμενον πρὸς τὴν ἱκανότητα διενεργείας ἐξωτερικῶν πληρωμῶν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, ὡς αὕτη ἐπηρεάζεται τόσον ἐξ ἐσωτερικῶν ὅσον καὶ ἐξ ἐξωτερικῶν παραγόντων, εἴτε ἀφορώντων τὴν μόνιμον ἐκτέλεσιν ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῶν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς ὡς καὶ τῶν ἐκ τῶν μεταπολεμικῶν Συμφωνιῶν οἰκονομικῆς βοηθείας ὑποχρεώσεων αὐτῆς, καὶ θὰ λαμβάνωνται δεόντως ὑπ' ὄψιν αἱ ἀρχαὶ αἵτινες ἐνέπνευσαν τὴν Συνδιάσκεψιν τῶν γερμανικῶν χρεῶν, οἱ ὑπ' αὐτῆς ἐπιδιωχθέντες ἀντικειμενικοὶ σκοποὶ καὶ ἡ ὑποχρέωσις ἥτις ἀνελήφθη ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας νὰ πράξῃ πᾶν ὅ,τι δύναται ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ὑποχρεώσεων τούτων. Ἐὰν τὰ κυριώτερα μέλη τῶν Συμβουλίων ἤθελον τὸ ἀποφασίσει, θέλει ζητεῖται ἡ σχετικὴ γνωμάτευσις καταλλήλων διεθνῶν ὀργανώσεων ἢ ἑτέρων ἀνεξαρτήτων ἐμπειρογνωμόνων. Τοιοῦτον αἴτημα θὰ δύναται νὰ διατυπωθῇ ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἢ παρ' ἑνὸς οἱουδήποτε τῶν ἑτέρων κυρίως ἐνδιαφερομένων Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 35.

Ἔναρξις ἰσχύος.

(1) Ἑκάστη τῶν ὑπογραφουσῶν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Κυβέρνησις, μετὰ τὴν κύρωσιν ἢ ἔγκρισιν τῆς Συμφωνίας κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἐσωτερικῶν αὐτῆς νόμων, θέλει καταθέσει παρὰ τῇ Κυβερνήσει τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας ὄργανον ἐπικυρώσεως ἢ ἐγκρίσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(2) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ αἱ Κυβερνήσεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας ἤθελον καταθέσει παρὰ τῇ Κυβερνήσει τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας τὸ ὄργανον ἐπικυρώσεως ἢ ἐγκρίσεως περὶ οὗ ἡ ἀνωτέρω παράγραφος (1). Ἡ ἔναρξις αὕτη ἰσχύος θέλει καταστήσει ταύτην ἐνεργὸν ὡς πρὸς πάσας τὰς ὑπογραψάσας αὐτὴν Κυβερνήσεις αἵτινες θὰ ἔχουσιν ἤδη τότε προβῆ εἰς τὴν κατάθεσιν ταύτην. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας θέλει κοινοποιεῖ εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν τὴν Συμφωνίαν Κυβερνήσεων τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς ὡς καὶ κατάλογον τῶν Κυβερνήσεων διὰ τὰς ὁποίας αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ.

(3) Διὰ πᾶσαν ὑπογράψασαν Κυβέρνησιν ἥτις θὰ προέβαινεν εἰς τὴν προβλεπομένην κατάθεσιν μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος περὶ ἧς ἡ ἀνωτέρω παράγραφος, ἡ ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος θὰ εἶναι ἐκείνη καθ' ἣν ἤθελε γίνῃ ἡ κατάθεσις. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας θέλει προβαίνει εἰς κοινοποίησιν τῆς καταθέσεως καὶ τῆς ἡμερομηνίας αὐτῆς πρὸς ἅπασας τὰς ὑπολοίπους ὑπογραψάσας Κυβερνήσεις καὶ εἰς πᾶσαν Κυβέρνησιν ἥτις ἤθελε προσχω-

ρήσει εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 36.

Ἄρθρον 36.

Προσχωρήσεις.

(1) Πᾶσα Κυβέρνησις προσκαλουμένη νὰ ὑπογράψῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἢ ὑπὸ μιᾶς ἐξ αὐτῶν καὶ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, δύναται νὰ ὑπογράψῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἢ νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτὴν συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς προσκλήσεως ἥτις τῇ ἔχει ἀπευθυνθῇ. Πᾶσα ἄλλη Κυβέρνησις ἥτις ἤθελε συνάψει, μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, διπλωματικὰς σχέσεις μετὰ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, θὰ δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Πᾶσα προσχώρησις θὰ γίνεται διὰ τῆς καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῇ Κυβερνήσει τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, ἥτις θέλει κοινοποιεῖ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου τούτου καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως ταύτης εἰς τὰς λοιπὰς ὑπογραψάσας ἢ προσχωρησάσας Κυβερνήσεις.

(2) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς πᾶσαν προσχωροῦσαν εἰς αὐτὴν Κυβέρνησιν, κατὰ τὸν χρόνον τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου τῆς προσχωρήσεως αὐτῆς, ἀλλὰ καθ' ἡμερομηνίαν ἥτις δὲν δύναται νὰ εἶναι προγενεστέρα τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας ὡς αὕτη προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 35.

Ἄρθρον 37.

Ἐπέκτασις τῆς Συμφωνίας ἐπὶ ὡρισμένων ἐδαφῶν.

(1) Πᾶσα Κυβέρνησις δύναται κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τὴν προσχώρησιν εἰς αὐτὴν ἢ ἀνὰ πᾶσαν μεταγενεστέραν στιγμὴν νὰ δηλώσῃ διὰ κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ὅτι ἡ παροῦσα Συμφωνία ἐπεκτείνεται, ἀπὸ τῆς εἰς τὴν ρηθεῖσαν κοινοποίησιν καθοριζομένης ἡμερομηνίας εἰς ἓν ἢ πλείονα ἢ εἰς τὸ σύνολον τῶν ἐδαφῶν τῶν διεθνῶν σχέσεων τῶν ὁποίων φέρει τὴν εὐθύνην.

(2) Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας θέλει τηρῇ ἐνημέρους ὅλας τὰς ὑπογραψάσας ἢ προσχωρησάσας Κυβερνήσεις τῶν κατατεθειμένων κατὰ τὸ παρὸν Ἄρθρον, κοινοποιήσεων.

Ἄρθρον 38.

Ἐπιφυλάξεις καὶ περιορισμοί.

(1) Κυβέρνησις καταθέτουσα ὄργανον ἐπικυρώσεως ἢ ἐγκρίσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ προσχωρήσεως εἰς αὐτὴν μὴ σύμφωνον πρὸς τοὺς ὅρους τῆς ἀπευθυνθείσης αὐτῇ προσκλήσεως ἢ τὸ ὁποῖον θὰ συνοδεύετο ὑπὸ ἄλλων ἐπιφυλάξεων ἢ περιορισμῶν, δὲν θὰ θεωρῆται ὡς Συμβαλλόμενον Μέρος ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἤθελεν ἀποσύρει τὰς ἐπιφυλάξεις καὶ περιορισμούς της ἢ ἐφ' ὅσον δὲν ἤθελεν ἀποδεχθῇ τὰς ἐπιφυλάξεις καὶ περιορισμούς, περὶ ὧν πρόκειται, ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

(2) Οὐδεμία κοινοποίησις ἐπεκτάσεως γενομένη κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 37 συνοδείᾳ ἐπιφυλάξεων ἢ περιορισμῶν θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἐφ' ὅσον αἱ ἐπιφυλάξεις καὶ οἱ περιορισμοὶ περὶ ὧν πρόκειται δὲν ἤθελον ἀποσυρθῇ ἢ δὲν ἤθελον γίνει ἀποδεκτοὶ ὑφ' ὅλων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

(Σημείωσις. Οἱ ἐπικεφαλῆς τῶν Ἄρθρων τῆς Συμφωνίας τεθέντες τίτλοι ἔχουσι ὡς μόνον σκοπὸν νὰ διευκολύνωσι ἐνδεχομένως παραπομπὰς καὶ ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ δύνανται νὰ θεωρηθῶσιν οὗτοι ὡς ἑρμηνευτικὰ στοιχεῖα τῆς Συμφωνίας.

Ἐφ' ᾧ οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων προέβησαν εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς ἣν ἔχουσιν ἐπισυναφθῇ τὰ Παραρτήματα Ι ἕως Χ.

Ἐγένετο ἐν Λονδίνῳ, τὴν εἰκοστὴν ἑβδόμην Φεβρουαρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ πεντηκοστοῦ τρίτου ἔτους εἰς τρία πρωτότυπα ἀντιστοίχως εἰς τὴν Γαλλικήν, τὴν Ἀγγλικὴν καὶ τὴν Γερμανικήν, τῶν τριῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν, ἅτινα καὶ θέλουσι κατατεθῇ εἰς τὰς ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, ἥτις θέλει ἀποστείλει κεκυρωμένα ἀντίγραφα εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν αὐτὴν καὶ προσχωρησασῶν εἰς αὐτὴν Κυβερνήσεων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

(Σημείωσις. Τὸ κατωτέρω κείμενον εἶναι τὸ τοῦ Παραρτήματος ΙΙΙ τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ἐξωτερικῶν Γερμανικῶν Χρεῶν μετὰ τῶν ἀναγκαιουσῶν τροποποιήσεων, ὅπως ἐπιτευχθῇ ἡ σύμπτωσις τῶν κειμένων εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας. Αἱ συμπληρωματικαὶ Συμφωνίαι, αἵτινες συνήφθησαν κατὰ τὸ παρὸν Παράρτημα, μετὰ τὸν τερματισμὸν τῶν ἐργασιῶν τῆς Συνδιασκέψεως, ἔχουσιν ἐπισυναφθῇ ἐν συνεχείᾳ ὡς ὑποπαραρτήματα ΙΑ, ΙΒ, ΙΓ, ΙΔ καὶ ΙΕ.)

Συστάσεις γενόμεναι ἀποδεκταὶ ὡς πρὸς τὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν τοῦ Ράϊχ καὶ τῶν χρεῶν ἑτέρων δημοσίων Ἀρχῶν.

Α. Χρέη τοῦ Ράϊχ.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας (κατωτέρω ἀποκαλουμένη «Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις») ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ προσφέρῃ εἰς τοὺς ὁμολογιούχους τὴν καταβολὴν καὶ πληρωμὴν εἰς συνάλλαγμα τῶν κατωτέρω ποσῶν :

1. Ἐξωτερικὸν Δάνειον 7 0)0 1924 (Δάνειον Dawes) :

(α) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου πληρωτέου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1953, τόκον 5 1]2 0)0 ἐτησίως διὰ τὴν ἀμερικανικὴν μερίδα καὶ 5 0)0 ἐτησίως διὰ τὰς ὑπολοίπους μερίδας.

(β) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου πληρωτέου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1958, χρεωλυτικὴν ἐτησίαν δόσιν καθοριζομένην εἰς 3 0)0 διὰ τὴν ἀμερικανικὴν μερίδα καὶ εἰς 2 0)0 διὰ τὰς ὑπολοίπους μερίδας, ἥτις προστίθεται εἰς τὰς καταβολὰς τῶν ἀνωτέρω προβλεπομένων τόκων καὶ θὰ ἀποτελῇ μετ' αὐτῶν σύνθετον ἐτησίαν καταβολήν.

(γ) Ὁ χρόνος λήξεως τοῦ Δανείου μεταφέρεται εἰς τὸ ἔτος 1969.

(δ) Τὰ καθυστερούμενα ἐκ μὴ καταβληθέντων τόκων θὰ ἀποτελέσωσι τὸ ἀντικείμενον νέου ὑπολογισμοῦ, ἐπὶ ἁπλῷ ἐτησίῳ τόκῳ 5 0)0 καὶ ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις θέλει προβῇ εἰς τὴν ἔκδοσιν, διὰ τὸ οὕτω ὑπολογιζόμενον συνολικὸν ποσόν, τίτλων διαρκείας 20 ἐτῶν φερόντων τόκον 3 0)0 ἐτησίως καὶ μετὰ παρέλευσιν πενταετίας καὶ χρεωλύσιον 2 0)0 ἐτησίως. Διὰ τοὺς ἀντιπροσωπεύοντας τὰ καθυστερούμενα, ἐκ ληξιπροθέσμων τὴν 31 Δεκεμβρίου 1944 τόκων, τίτλους, αἱ καταβολαὶ θὰ ἀρχίσουν τὴν 15 Ἀπριλίου 1953. Οἱ τίτλοι οἵτινες ἀντιστοιχοῦσι πρὸς τὸ ὑπόλοιπον τῶν καθυστερουμένων δὲν θέλουσιν ἐκδοθῇ ἢ μετὰ τὴν ἑνοποίησιν τῆς Γερμανίας καὶ αἱ καταβολαὶ ἐπὶ τῶν τίτλων τούτων θὰ ἀρχίσωσι ἅμα τῇ ἐκδόσει αὐτῶν.

(ε) Ἐξαιρουμένων τῶν ἀνωτέρω διατάξεων, οἱ ὅροι τῶν ἀρχικῶν Συμβολαίων τοῦ Δανείου παραμένουσι καθ' ὅλα ἀμετάβλητοι.

(στ) Πᾶσα δαπάνη ἀφορῶσα τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐπερχομένων τροποποιήσεων εἰς τὰ ἀρχικὰ συμβόλαια θέλουσι βαρύνει τὴν Ὁμόσπονδον Κυβέρνησιν.

2. Διεθνὲς Δάνειον 5 1]2 0)0 1930 (Δάνειον Young).

(α) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου πληρωτέου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1953 τόκον 5 0)0 ἐτησίως διὰ τὴν ἀμερικανικὴν μερίδα καὶ 4 0)0 ἐτησίως διὰ τὰς ὑπολοίπους μερίδας.

(β) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου πληρωτέου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1958, ἐτησίαν χρεωλυτικὴν δόσιν, καθοριζομένην εἰς 1 0)0 ἥτις θὰ προστίθεται εἰς τὰς καταβολὰς τῶν ἀνωτέρω προβλεπομένων τόκων καὶ θὰ ἀποτελῇ μετ' αὐτῶν σύνθετον ἐτησίαν καταβολήν.

γ) Ὁ χρόνος λήξεως τοῦ Δανείου μεταφέρεται εἰς τὸ ἔτος 1980.

δ) Τὰ καθυστερούμενα ἐκ μὴ καταβληθέντων τόκων θέλουσι ἀπο ελέσει τὸ ἀντικείμενον νέου ὑπολογισμοῦ ἐπὶ ἁπλῷ τόκῳ πρὸς 4 1]2 ο)ο ἐτησίως, καὶ ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις θέλει ἐκδώσει, διὰ τὸ οὕτω ὑπολογιζόμενον συνολικὸν ποσόν, τίτλους διαρκείας 20 ἐτῶν φέροντας τόκον 3 ο)ο ἐτησίως καὶ μετὰ παρέλευσιν πενταετίας χρεωλύσιον 1 ο)ο ἐτησίως. Διὰ τοὺς ἀντιπροσωπεύοντας τὰ καθυστερούμενα ἐκ τόκω ληξάντων τὴν 31 Δεκεμβρίου 1944, τίτλους, αἱ καταβολαὶ θὰ ἀρχίσουν τὴν 15 Δεκεμβρίου 1953. (Ὑποσημείωσις. Σ νεφωνήθη ἤδη ὅπως ἡ δευτέρα φράσις τῆς παραγράφου 2 (δ) θὰ ἔχῃ ὡς ἀκολούθως : «Διὰ τοὺς ἀντιστοιχούντας πρὸς τὰ καθυστερούμενα ἐκ τόκων ληξάντων τὴν 31 Δεκεμβρίου 1944, τὸ πρῶτον τοκομερίδιον, ἀντιπροσωπεῦον τοὺς τόκους ἑνὸς ἑξαμήνου, θέλει καταβληθῆ κατὰ τὴν 1ην Ἰουνίου 1953»).

Οἱ ἀντ στοιχοῦντες πρὸς τὰ ὑπόλοιπα καθυστερούμενα τίτλοι δὲν θέλουσιν ἐκδοθῆ ἢ μετὰ τὴν ἑνοποίησιν τῆς Γερμανίας καὶ αἱ καταβολαὶ ἐπὶ τῶν τίτλων τούτων θέλουσιν ἀρχίσει ἀπὸ τῆς ἑνοποιήσεως ταύτης.

ε) Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ ἐπὶ τῶν διαφόρων μερίδων τοῦ Δι θνοῦς Δανείου 5 1]2 ο)ο τοῦ 1930 εἶναι πληρωτέα μόνον εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς ἣν ἐξεδόθη ἑκάστη μερίς. Λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς οἰκονομικῆς καὶ δημοσιονομικῆς καταστάσεως τῆς Γερμανίας συμφωνεῖται ὅτι τὸ οὕτω πληρωτέον ποσὸν θὰ ὑπολογίζεται βάσει τοῦ ποσοῦ εἰς ἀμερικανικὰ δολλάρια πρὸς τὸ ὁποῖον θὰ ἐξισοῦνται τὰ καταβλητέα εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς ἣν ἔλαβε χώραν ἡ ἔκδοσις ποσὰ κατὰ τὴν ἰσχύουσαν τιμὴν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐκδόσεως τοῦ Δανείου. Τὸ οὕτω ὑπολογιζόμενον ὀνομαστικὸν ποσὸν εἰς ἀμερικανικὰ δολλάρια θὰ μετατρέπεται εἰς διάφορα νομίσματα ἐκδόσεως κατὰ τὴν ἰσχύουσαν τὴν 1ην Αὐγούστου 1952 τιμὴν συναλλάγματος.

Ἐν ᾗ περιπτώσει αἱ ἰσχύουσαι κατὰ τὴν 1ην Αὐγούστου 1952 τιμαὶ δύο ἢ πλειόνων νομισμάτων ἐκδόσεως θὰ ἔχουσιν ὑποστῆ ἐν συνεχείᾳ ὑποτίμησιν κατὰ ποσοστὸν ἀνερχόμενον εἰς 5 ο)ο καὶ ἄνω, καταβολαὶ αἵτινες θὰ ἦσαν ἀπαιτηταὶ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην καίτοι θέλουσιν ἐξακολουθήσει διενεργούμεναι εἰς τὸ νόμισμα τῆς ἐκδοτρίας χώρας, θὰ ὑπολογίζωνται, οὐχ ἧττον, ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ὀλιγώτερον ὑποτιμηθέντος νομίσματος ἐν συγκρίσει πρὸς τὴν τιμὴν ἥτις ἴσχυε τὴν 1ην Αὐγούστου 1952 καὶ ἀκολούθως θὰ ἐπαναμετατρέπονται εἰς τὸ νόμισμα τῆς ἐκδόσεως βάσει τῆς ἰσχυούσης τιμῆς κατὰ τὸν χρόνον τῆς καταβολῆς.

στ) Πλὴν τῶν ἀνωτέρω διατάξεων, οἱ ἀρχικοὶ ὅροι τοῦ συμβολαίου τοῦ Δανείου παραμένουσι καθ' ὅλα ἀμετάβλητοι.

ζ) Πᾶσα δαπάνη ἀφορῶσα τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐπερχομένων εἰς τὰ ἀρχικὰ συμβόλαια μεταβολῶν θέλουσι βαρύνει τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας.

3. Ἐξωτερικὸν Δάνειον 6 ο)ο 1930 (Δάνειον τῆς Σουηδικῆς Ἑταιρείας πυρείων).

α) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου πληρωτέου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1953, ἐτήσιον τόκον 4 ο)ο.

β) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου πληρωτέου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1958, ἐτησίαν χρεωλυτικὴν καταβολὴν καθοριζομένην εἰς 1 1]4 ο)ο ἥτις θὰ προστίθεται εἰς τὰς ἀνωτέρω προβλεπομένας καταβολὰς τόκων καὶ θὰ ἀποτελῇ μετ' αὐτῶν σύνθετον ἐτησίαν καταβολήν.

γ) Τὰ καθυστερούμενα ἐκ μὴ καταβληθέντων τόκων θὰ ἀποτελέσωσι τὸ ἀντικείμενον νέου ὑπολογισμοῦ ἐπὶ ἁπλῷ τόκῳ πρὸς 4 ο)ο ἐτησίως, ὡς πρὸς τὰ ὑπόλοιπα δὲ ταῦτα θὰ τυγχάνωσι τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως πρὸς τὰ καθυστερούμενα ἐκ τόκων τοῦ Δανείου Young.

δ) Ὁ χρόνος λήξεως τοῦ δανείου μεταφέρεται εἰς τὸ ἔτος 1994.

ε) Ἐφ' ὅσον ἡ ἐξυπηρέτησις τοῦ Ἐξωτερικοῦ Δανείου 6 ο)ο 1930 θὰ γίνεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Σχεδίου Διακανονισμοῦ, αἱ καταβολαὶ τόκων καὶ χρεωλυσίων θὰ διενεργοῦνται εἰς τὰ Ταμεῖα τῆς Skandinaviska Banken ἐν Στοκχόλμῃ (Σουηδίας) εἰς σουηδικὰς κορώνας, εἰς τὴν ἰσοτιμίαν τῶν ὀφειλομένων εἰς Δολλάρια τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν ποσῶν, βάσει τῆς τιμῆς συναλλάγματος τῆς ἰσχυούσης κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως.

στ) Ἀπὸ πάσης ἄλλης πλευρᾶς, ἐξαιρουμένων τῶν παραλλήλων ἐγγυήσεων, τὸ ἐξωτερικὸν Δάνειον 6 ο)ο 1930 θὰ ἔχῃ τὴν αὐτὴν ὡς καὶ τὸ Δάνειον Young μεταχείρισιν.

4. Ὁμολογίαι τῆς Konversionskasse.

Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις θέλει ἀναλάβει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ διενεργήσῃ τὰς ἀκολούθους καταβολὰς ἐπὶ τῶν ὁμολογιῶν καὶ ἀποδεικτικῶν ὁμολογιῶν ἐκδόσεως τῆς Conversionskasse :

(α) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου ἢ τῶν πρώτων πληρωτέων τόκων μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1953, τόκον ἴσον πρὸς τὰ ἀρχικὰ συμβατικὰ ἐπιτόκια.

(β) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου πληρωτέου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1958, ἐτησίαν χρεωλυτικὴν καταβολήν, καθοριζομένην εἰς 2 ο)ο ἥτις θὰ προστίθεται εἰς τὰς ἀνωτέρω προβλεπομένας καταβολὰς τόκων καὶ θὰ ἀποτελέσῃ μετ' αὐτῶν σύνθετον ἐτησίαν καταβολήν.

(γ) Αἱ ἡμερομηνίαι λήξεως τῶν ὁμολογιῶν θὰ μεταφερθῶσι κατὰ 17 ἔτη ἀπὸ τῶν ἡμερομηνιῶν τῶν σημερινῶν λήξεων.

(δ) Δύο τρίτα τῶν καθυστερουμένων ἐκ τόκων ὑπολογιζόμενα βάσει τῶν συμβατικῶν ἐπιτοκίων διαγράφονται. Τὸ ἀπομένον τρίτον θέλει παγιοῦται, θὰ φέρῃ τὸν αὐτὸν τόκον καὶ θέλει ἀποσβεσθῆ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὡς οἱ τῶν ἀρχικῶν ὁμολογιῶν ὅρους.

(ε) Ὡς πρὸς πάντα τὰ ἄλλα, αἱ διατάξεις τῶν ἀρχικῶν συμβολαίων τῶν ἀφορώντων τὰς ὁμολογίας θέλουσι παραμείνει ἀμετάβλητοι.

(στ) Πᾶσα δαπάνη ἀφορῶσα τὴν ἐκτέλεσιν τῶν μεταβολῶν τῶν ἀρχικῶν συμβολαίων αἵτινες προβλέπονται ἀνωτέρω θέλει βαρύνει τὴν Ὁμόσπονδον Κυβέρνησιν.

ζ) Αἱ ὁμολογίαι καὶ ἀποδεικτικὰ ὁμολογιῶν εἰς Reichsmark, θέλουσι μετατραπῆ εἰς Deutschemark κατ' ἀναλογίαν 10 πρὸς 1.

5. Χρέη τινα εἰς ξένον νόμισμα, ἀνερχόμενα εἰς μικρὰ ποσὰ τῶν Reichsbahn καὶ τῆς Reichspost, ἐκτὸς ἐκείνων ἅτινα προβλέπονται εἰς τὸ Παράρτημα IV, θέλουσιν ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ τῶν πιστωτῶν.

6. Χρέη εἰς Reichsmark τοῦ Reich τῶν Reichsbahn τῆς Reichspost καὶ τῆς Πρωσσίας.

Ἐπὶ τῇ αἰτήσει τῶν ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν ἡ Ὁμόσδονδος Κυβέρνησις θέλει ἀναλάβει τὴν ὑποχρέωσιν :

α) Νὰ ἐπεκτείνῃ ἐπὶ τῶν ἀλλοδαπῶν πιστωτῶν, τῇ αἰτήσει των, καὶ κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἀρχῆς τῆς ἐθνικῆς μεταχειρίσεως, τὸ εὐεργέτημα τῶν πλεονεκτημάτων καὶ συμψηφισμῶν ὅπερ ἀνεγνωρίσθη ἢ ἤθελεν ἀναγνωρισθῆ ὁριστικῶς εἰς τοὺς γερμανοὺς πιστωτάς, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως.

β) Νὰ ἐπεκτείνῃ εἰς τοὺς ἀλλοδαποὺς πιστωτάς, κατὰ τὴν δημοσίευσιν παντὸς γερμανικοῦ Νόμου περὶ μετατροπῆς καὶ διακανονισμοῦ χρεῶν, τὸ εὐεργέτημα τῆς μᾶλλον εὐνοϊκῆς μεταχειρίσεως ἥτις προβλέπεται εἰς τὸν Νόμον τοῦτον ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν γερμανικῶν πιστωτῶν.

γ) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ ἀναφερόμενος εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον (β) Νόμος δὲν θὰ ἤθελεν ἔχει δημοσιευθῆ πρὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1954 ἢ δὲν θὰ ἐφηρμόζετο ἐπὶ πάσης κατηγορίας χρεῶν, νὰ ἐπιληφθῇ, πρὸ τῆς 1ης Ἀπριλίου 1954, διαπραγματεύσεων μετὰ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἀλλοδαπῶν πιστωτῶν κατὰ τὴν διάρκειάν των οἱ τελευταῖοι οὗτοι ἐπιφυλάσσουσιν εἰς ἑαυτοὺς τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσωσι εἰδικὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν τούτων.

Ἡ παροῦσα ὑποχρέωσις ἐφαρμόζεται ὡς πρὸς ἅπαντα τὰ εἰς Reichsmark χρέη τοῦ Reich τῶν Reichsbahn καὶ τοῦ Reichsport, ἀνεξαρτήτως τοῦ ἂν ὑφίστανται ἢ ὄχι διὰ ταῦτα ὁμολογίαι (Γραμμάτια τοῦ Θησαυροφυλακίου, ὁμολογίαι τοῦ Ablosungsanleihen, κλπ.).

(δ) Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει ὡσαύτως νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν αὐτὴν μεταχείρισιν εἰς τὴν μελλοντικὴν ἐξυπηρέτησιν τῶν εἰς Reichsmark ὁμολογιῶν τῆς Πρωσσίας.

Β. Ὁμολογίαι ἐξωτερικοῦ ἐκδοθεῖσαι ἢ ἠγγυημέναι ὑπὸ τῶν Länder, τῶν Δήμων καὶ τῶν ἄλλων ἀναλόγων ὀργανισμῶν ἐντὸς τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

7. Οἱ ἐνδιαφερόμενοι ὀφειλέται θὰ καταβάλωσι ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς διενεργείας τῆς πληρωμῆς αὐτῶν εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Κυβερνήσεως, τὰ ἀκόλουθα ποσά:

1. Ὁμολογίαι ἐκτὸς τῶν Πρωσσικῶν:

(α) Ἀπὸ τὰς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου πληρωτέου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1953, τόκον καθοριζόμενον ἢ εἰς τὰ 75 ο)ο τοῦ ἀρχικοῦ συμπεφωνημένου τόκου, (ἐντὸς ἐλαχίστου ὁρίου ἐκ 4 ο)ο ἐτησίως καὶ ἀνωτάτου ἐκ 5 1]4 ο)ο ἐτησίως) ἢ εἰς τὸ προβλεπόμενον εἰς τὸ ἀρχικὸν συμβόλαιον ἐπιτόκιον ἐὰν τοῦτο εἶναι κατώτερον τοῦ 4 ο)ο ἐτησίως.

(β) Τόκον καθοριζόμενον εἰς τὸ αὐτὸ ἐπιτόκιον ἐπὶ τῶν δύο τρίτων τῶν καθυστερουμένων ἐκ τόκων (ἅτινα δὲν θὰ ἔχουσι ἤδη καλυφθῆ δι' ὁμολογιῶν τῆς Konversionskasse ἢ ὑπὸ ἑτέρων παρομοίων συμφωνιῶν) τὰ καθυστερούμενα ταῦτα θέλουσι παγιωθῆ.

(γ) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ πρώτου πληρωτέου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1958, ἐτησίαν χρεωλυτικὴν καταβολὴν ἐξ 1 ο)ο ἥτις θέλει ἐνέλθει εἰς 2 ο)ο κατὰ τὴν 31 Μαρτίου 1963, διὰ τὰ λήγοντα τῷ 1968 ἢ βραδύτερον, Δάνεια, ἥτις καὶ θέλει προστεθῆ εἰς τὰς ἀνωτέρω προβλεπομένας καταβολὰς τόκων ἀποτελοῦσα μετ' αὐτῶν σύνθετον ἐτησίαν καταβολήν.

(δ) Αἱ ἡμερομηνίαι λήξεως τῶν δανείων τούτων θέλουσι μεταφερθῆ κατὰ 20 ἔτη, ὑπολογιζόμενα ἀπὸ τῶν σημερινῶν ἡμερομηνιῶν λήξεως.

(ε) Ἐξαιρουμένων τῶν ἀνωτέρω διατάξεων, οἱ ὅροι τῶν ἀρχικῶν συμβολαίων δανείων θέλουσι παραμείνει ἀμετάβλητοι, πλὴν ἂν ὁ πιστωτὴς ἤθελε συμφωνήσει ἄλλως λόγῳ εἰδικῶν συνθηκῶν. Ὁσάκις ἰδιωτικός τις ὀφειλέτης θὰ εὑρίσκεται εἰς ἐξαιρετικήν τινα θέσιν τοιαύτην ὥστε οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν νὰ κρίνωσι ἱκανῶς ἀποδειγμένον ὅτι ὁ ὀφειλέτης οὗτος εὑρίσκεται ἐν ἀδυναμίᾳ νὰ συμμορφωθῆ οὐσιαστικῶς πρὸς τοὺς γενικῶς συμφωνηθέντας ὅρους, ὁ ὀφειλέτης καὶ οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν θέλουσι καθορίσει ἀπὸ κοινοῦ τὰς ἀναπροσαρμογὰς ἃς ἤθελον κρίνει ἀναγκαίας.

στ) Ὁμολογίαι εἰς Reichsmark ἐκδοθεῖσαι καὶ πληρωτέαι ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας, θ - λουσι μετατραπῆ εἰς ὁμολογίας Deutsch mark κατ' ἀναλογίαν 10 RM διὰ 1 DM. Αὗται δὲ φέρουσι τόκον ἴσον πρὸς τὸ ἀρχικῶς συμπεφωνημένον ἐπιτόκιον. Τὰ καθυστερούμενα ἐκ τόκων θέλουσι παγιωθῆ ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως καὶ θὰ φέρουσι τὸ αὐτὸ ἐπιτόκιον. Ἡ λῆξις τῶν περὶ ὧν πρόκειται ὁμολογιῶν θέλει μεταφερθῆ κατὰ 15 ἔτη καὶ αἱ ὁμολογίαι αὗται θὰ εἶναι ἀποσβέσιμοι δι' ἴσων ἐτησίων καταβολῶν, ὧν ἡ πρώτη θὰ εἶναι πληρωτέα κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου τοῦ ἔτους 1958. Αἱ καταβολαὶ διὰ τόκους καὶ χρεωλύσιον θὰ μεταφέρωνται εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν θὰ διαμένῃ ὁ ὁμολογιοῦχος.

ζ) Διὰ τῶν ὅρων «ἀρχικὸν συμβόλαιον» καὶ «ἀρχικῶς συμπεφωνημένος τόκος» δέον νὰ νοοῦνται τὰ ὑφιστάμενα συμβόλαια ἢ ὁ προβλεπόμενος εἰς αὐτὰ τόκος, τὰ συναφθέντα μεταξὺ πιστωτοῦ καὶ ὀφειλέτου κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐκδόσεως τοῦ δανείου ἢ τῆς γεννήσεως τῆς ὑποχρεώσεως, πλὴν ἂν ἔχῃ λάβει χώραν μετατροπὴ (διὰ τὴν ὁποίαν κατωτέρω γίνεται χρῆσις τοῦ ὅρου «ἐνεργὸς μετατροπὴ») πρὸ τῆς 9ης Ἰουνίου 1933, ἢ κατὰ τὴν 9ην Ἰουνίου 1933 ἢ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην καὶ εἴτε πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως μὴ ἀγνοηθῆ ἐπελθοῦσα ἢ ἀπειλουμένη ἀφερεγγυότης τοῦ ὀφειλέτου εἴτε κατόπιν ἐλευθέρων διαπραγματεύσεων, νοουμένου ὅτι:

(ι) εἰς περίπτωσιν διαφορᾶς, τὸ ζήτημα θέλει ἀχθῆ πρὸς ἐπίλυσιν εἰς διαιτητικὸν δικαστήριον ἐνώπιον τοῦ ὁποίου τὸ βάρος τῆς ἀποδείξεως ὅτι ὁ διακανονισμὸς ἐγένετο κατόπιν ἐλευθέρων διαπραγματεύσεων, θὰ ἔχῃ ὁ ὀφειλέτης καὶ

(ιι) ὅτι οἱ διακανονισμοὶ εἰς τὴν διαπραγμάτευσιν τῶν ὁποίων ὁ πιστωτὴς ἀντιπροσωπεύετο εἴτε παρὰ τοῦ γερμανοῦ Μεσεγγυητοῦ τῶν ἐχθρικῶν περιουσιῶν εἴτε παρὰ προσώπου διορισθέντος ὑπὸ τῶν γερμανικῶν Ἀρχῶν ἐπὶ κατειλημμένου ἐδάφους, ἢ οἱ ὁποῖοι θὰ εἶχον προκύψει ἐκ τῆς ἀποδοχῆς ἐκ μέρους τοῦ πιστωτοῦ μονοπλεύρου προσφορᾶς τοῦ ὀφειλέτου, θέλουσι θεωρηθῆ ὡς μὴ ἐλευθέρως συζητηθέντες.

Τὸ ἀρχικῶς συμπεφωνημένον ἐπιτόκιον θέλει ληφθῆ ὡς βάσις ὑπολογισμοῦ, συμφώνως πρὸς τὸν γενικὸν τύπον τῶν μελλοντικῶν τόκων καὶ τῶν καθυστερουμένων ἐκ τόκων. Ἐν περιπτώσει ἐνεργοῦ μετατροπῆς, οὐχ ἧττον, τὸ ἐπιτόκιον τῆς μετατροπῆς εἶναι ἐκεῖνο τὸ ὁποῖον θέλει χρησιμοποιηθῆ, καθοριζομένου ὅτι τὸ ἐπιτόκιον τοῦτο δὲν θέλει ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον ἐλαττώσεώς τινος, οὔτε εἰς τὸν ὑπολογισμὸν τῶν καθυστερουμένων οὔτε εἰς τὸν ὑπολογισμὸν τῶν μελλοντικῶν τόκων, πλὴν ἐὰν ὁ ὀφειλέτης ἤθελε προτιμήσει νὰ γίνῃ ὁ ὑπολογισμὸς κατὰ τὸν γενικὸν τύπον ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἀρχικῶς συμπεφωνημένου ἐπιτοκίου.

(η) Πᾶσα δαπάνη ἀφορῶσα τὴν ἐκτέλεσιν τῶν τροποποιήσεων τῶν ἀρχικῶν συμβολαίων αἵτινες προβλέπονται ἀνωτέρω θὰ βαρύνουσι τὸν ὀφειλέτην.

(θ) Ὁσάκις τὸ κεφάλαιον ὅπερ θὰ ἀπέμενε ἀνεξόφλητον ἐκ τοῦ συνόλου ἁπασῶν τῶν ἐκδοθεισῶν εἰς ξένον νόμισμα ὁμολογιῶν ὑπὸ ὀφειλέτου τινος θὰ εἶναι μικροῦ ἐνδιαφέροντος, ὁ ὀφειλέτης οὗτος θὰ δύναται νὰ προσφέρῃ τὴν ἐξόφλησιν αὐτοῦ πρὸ τῆς λήξεως καὶ ὁριστικὸν διακανονισμὸν τοῦ ὀφειλομένου συνολικοῦ ποσοῦ τοῦ χρέους καὶ τῶν καθυστερουμένων ἐκ τόκων, ἀνεξαρτήτως τῶν περιορισμῶν καὶ τῶν διατάξεων τοῦ ἀνωτέρω ἐδαφίου (δ) περὶ μεταφορᾶς τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ χρέους.

(ι) Ἅπασαι αἱ ὑποχρεώσεις τῶν νομικῶν προσώπων ἰδιωτικοῦ δικαίου, αἵτινες εἶναι ἠγγυημέναι ὑπὸ Lans τινός, Δήμου τινος ἢ ἑτέρας δημοσίας Ὀργανώσεως, θέλουσι διακανονισθῆ κατὰ τὰς διατάξεις τῶν «γενομένων ἀποδεκτῶν Συστάσεων διακανονισμῶν τῶν ἰδιωτικῶν χρηματικῶν γερμανικῶν ὀφειλῶν μέσης καὶ μακρᾶς διαρκείας» (Παράρτημα ΙΙ) νοουμένου ὅτι αἱ ἐγγυήσεις αὗται θέλουσι παραμείνει ἀκέραιοι συμφώνως πρὸς τὰς ἐν λόγῳ συστάσεις (Ὑποσημείωσις: βλέπε Παράρτημα ΙΙΙ).

2. Πρωσσικαὶ Ὁμολογίαι.

Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις θέλει διενεργήσει ἐξ ὀνόματος τῶν διαδόχων τοῦ ἐδάφους καὶ τῆς περιουσίας τοῦ πρώην Κράτους τῆς Πρωσσίας, Länder, τὰς ἀκολούθους καταβολάς.

(α) Ὁμολογίαι εἰς δολλάρια τοῦ ἐξωτερικοῦ ἀποσβεσίμου Δανείου 6 1]2 ο)ο τῆς 15ης Σεπτεμβρίου 1926, λήγοντος τὴν 15 Σεπτεμβρίου 1951 κατὰ τοῦ Ἐξωτερικοῦ ἀποσβεσίμου Δανείου 6 ο)ο τῆς 15 Ὀκτωβρίου 1927 λήγοντος τὴν 15ην Ὀκτωβρίου 1952.

(ι) Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις θέλει ἐκδώσει νέας ὁμολογίας εἰς δολλάρια ὧν τὸ πρῶτον τοκομερίδιον θὰ φέρῃ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς 1ης Ἀπριλίου 1953. Αἱ ὁμολογίαι αὗται θὰ εἶναι ἀποσβέσιμοι ἐντὸς 20 ἐτῶν καὶ θὰ φέρωσι τὰ αὐτὰ τοκομερίδια πρὸς τὰς εἰσέτι ἐν κυκλοφορίᾳ ὁμολογίας τῶν δύο τούτων Δανείων καὶ θὰ φέρωσι ἐτήσιον τόκον 4 ο)ο πληρωτέον ἀνὰ ἑξάμηνον τὴν 1ην Ἀπριλίου καὶ 1ην Ὀκτωβρίου ἑκάστου ἔτους. Ἀπὸ τῆς 1ης Ἀπριλίου 1958 ἐτησία χρεωλυτικὴ καταβολὴ καθοριζομένη εἰς 1 ο)ο θέλει προστεθῆ εἰς τὰς καταβολὰς τόκων αἵτινες προβλέπονται ἀνωτέρω καὶ θέλει ἀποτελέσει μετ' αὐτῶν ἐνιαίαν σύνθετον ἐτησίαν καταβολήν. Ὁ ὀφειλέτης θὰ δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἀπόσβεσιν, εἴτε διὰ κληρώσεων εἰς τὸ ἄρτιον εἴτε δι' ἐξαγορᾶς εἰς τὸ χρηματιστήριον ἢ κατ' ἄλλον τινα τρόπον. Οὗτος θὰ δύναται ὡσαύτως, ἐφ' ὅσον ἤθελε ἐξακολουθῆ ἡ ἐξυπηρέτησις κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ συμβολαίου, νὰ προβαίνῃ εἰς συμπληρωματικὰς ἐποσβέσεις.

(ιι) Τὰ μὴ ἐξοφληθέντα τοκομερίδια τῶν παλαιῶν ὁμολογιῶν τὰ φέροντα ἡμερομηνίαν μεταξὺ τῆς 15ης Μαρτίου

1933 καὶ τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1936, θέλουσι μεταφερθῆ χρονολογικῶς κατὰ 20 ἔτη καὶ τὰ 50 ο)ο τοῦ ποσοῦ ἑκάστου τοκομεριδίου θέλουσι καταβληθῆ εἰς δολλάρια Ἡνωμένων Πολιτειῶν κατὰ τὰς οὕτω καθοριζομένας ἡμερομηνίας λήξεως τῷ 1953, 1954, 1955 καὶ 1956.

(iii) Τὰ τοκομερίδια ἅτινα φέρουσι ἡμερομηνίαν λήξεως μετὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1937 συμπεριλαμβανομένην, δὲν θέλουσιν ἐξωφληθῆ ἢ ὅταν τὰ πρώην πρωσσικὰ ἐδάφη ἅτινα εὑρίσκονται σήμερον ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας θέλουσιν ἑνωθῆ μετ' αὐτῆς. Ἡ καταβολὴ αὐτῶν θέλει τότε ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον νέων διαπραγματεύσεων.

(IV) Πᾶσα δαπάνη ἀφορῶσα τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἀνωτέρω διατάξεων θέλει βαρύνει τὴν Ὁμόσπονδον Κυβέρνησιν

β) Ὁμολογίαι εἰς σουηδικὰς κορώνας τοῦ Δανείου τοῦ Κράτους τῆς Lübeck, 4 1]2 ο)ο 1923, ἀναληφθέντος κατὰ τὸ ἔτος 1938 ὑπὸ τῆς Πρωσσίας :

Αἱ ἐπικουρικαὶ ὁμολογίαι τοῦ δανείου τούτου αἵτινες ἀπετέλεσαν τὸ ἀντικείμενον ἀνακοινώσεως ἐξοφλήσεως διὰ τὴν 1ην Μαίου]1ην Νοεμβρίου 1944, θέλουσιν ἐξοφληθῆ, ἐπὶ τῇ πρσαγωγῇ αὐτῶν, εἰς τὴν τρέχουσαν τιμὴν συναλλάγματος μειωμένης τῆς ὀνομαστικῆς αὐτῶν ἀξίας κατὰ 50 ο)ο καὶ ἄνευ καταβολῆς τινος διὰ καθυστερούμενα ἐκ τόκων.

(3). Ὀφειλαὶ ἄνευ ὁμολογιῶν (πλὴν ἐκείνων περὶ ὧν τὸ Παράρτημα IV).

Οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὴν παράγραφον 7 (1) ὅροι θέλουσιν ἐφαρμοσθῆ mutatis mutandis ἐπὶ τῶν ὀφειλῶν τούτων, τῆς ἐξυπηρετήσεως αὐτῶν ἀρχομένης ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1953. Κατὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν ὀφειλῶν εἰς Μάρκα θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψιν αἱ ἀντίστοιχοι διατάξεις τοῦ Παραρτήματος IV τῆς Συμφωνίας περὶ γερμανικῶν ἐξωτερικῶν χρεῶν.

Γ' Γενικαὶ Διατάξεις.

8. Ἀκολουθητέα διαδικασία κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν παρουσῶν προτάσεων.

α) Ἀναλόγως τῶν πρακτικῶν δυνατοτήτων ἢ τῶν συνηθειῶν τῶν διαφόρων ἀγορῶν εἰς τὰς ὁποίας εἶχον ἐκδοθῆ ἀρχικῶς αἱ ὁμολογίαι οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὰς προτάσεις ὅροι δύνανται νὰ τεθῶσιν εἰς ἐφαρμογὴν διὰ σφραγίσεως τῶν ὑφισταμένων ὁμολογιῶν ἢ δι' ἐκδόσεως νέων ὁμολογιῶν εἰς ἀντάλλαγμα τῶν κυκλοφορούντων παλαιῶν τίτλων τὰ δέ, καθυστερούμενα ἐκ τόκων δύνανται νὰ ἀποτελέσωσι τὸ ἀντικείμενον νέων ὁμολογιῶν ἢ ἀποδεικτικῶν ὁμολογιῶν. Αἱ ἐσφραγισμέναι ὁμολογίαι ἢ αἱ νέαι ὁμολογίαι θὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς ἐν χρήσει συνηθείας τῆς ἀγορᾶς. Οἱ ὀφειλέται θέλουν ἐπιφορτήσει, ἰδίαις αὐτῶν δαπάναις, τὰ κατάλληλα τραπεζιτικὰ Ἱδρύματα μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν λεπτομερειῶν τῆς προτάσεως. Οὗτοι δέον ὡσαύτως νὰ ἀνταποκριθῶσι δι' ἐξόδων των, πρὸς τοὺς ὅρους οἵτινες ἐπιβάλλονται ὑπὸ τῶν δημοσίων Ἀρχῶν καὶ τῶν Χρηματιστηρίων Ἀξιῶν ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ἐξασφαλίσωσι τὴν μεγαλυτέραν δυνατὴν ἐμπορευσιμότητα τῶν ὁμολογιῶν.

Ὅροι τῆς προσφορᾶς.

(β) Ἡ προσφορὰ θὰ γίνεται εἰς τὰς διαφόρους ἐνδιαφερομένας χώρας ὑπὸ τοὺς ὅρους ἐπὶ τῶν ὁποίων θὰ ἐπήρχετο συμφωνία μετὰ τῶν Ὁμίλων Ὁμολογιούχων ἢ τῶν ἐξομοιουμένων πρὸς αὐτοὺς ὀργανώσεων. Αὕτη θὰ εἶναι ἀνοικτὴ εἰς τὴν ἀποδοχὴν τῶν ὁμολογιούχων ἐπὶ μίαν τοὐλάχιστον πενταετίαν. Ἐνώπιον λογικῆς τινος δικαιολογίας οἱ ὀφειλέται ὀφείλουν νὰ παρατείνωσι τὴν προθεσμίαν ταύτην.

Ἐπιφύλαξις τῶν δικαιωμάτων τῶν πιστωτῶν.

(γ) Ἐν ᾗ περιπτώσει ὀφειλέτης τις δὲν ἤθελεν ἀνταποκριθῆ εἰς τὰς ἀναλαμβανομένας ὑπ' αὐτοῦ ὑποχρεώσεις ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας, οἱ πιστωταὶ αὐτοῦ θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ ἐπανέλθωσι εἰς τὴν ἄσκησιν τῶν δικαιωμάτων ἅτινα τοῖς ἐξασφαλίζονται διὰ τοῦ ἀρχικοῦ συμβολαίου.

Δαπάναι Πρακτόρων ἐκτελέσεως πληρωμῶν καὶ Ἐπιτρόπων.

(δ) Εἰς τὸ μέλλον αἱ προμήθειαι καὶ αἱ δαπάναι τῶν Πρακτόρων ἐκτελέσεως πληρωμῶν καὶ αἱ ἀποζημιώσεις καὶ τὰ ἔξοδα τῶν Ἐπιτρόπων θὰ καταβάλλωνται ἢ θὰ ἀποδίδωνται καὶ θὰ πληρώνωνται εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ.

Ἕτεραι δαπάναι.

(ε) Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν ἐπιφυλάσσουσιν ἑαυτοῖς τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιτύχωσι παρὰ τῶν ἀντιστοίχων ὀφειλετῶν αὐτῶν τὴν ἀπόδοσιν ὅλων τῶν ὑπ' αὐτῶν γενομένων ἐξόδων ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ τῆς Συνδιασκέψεως τοῦ Λονδίνου, καὶ ἡ διατύπωσις ὑπὸ ὀφειλέτου τινος προσφορᾶς κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν θέλει θεωρηθῆ ὡς ἀποτελοῦσα ἀποδοχὴν τοῦ παρόντος ἄρθρου ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου ὀφειλέτου. Οὐδεμία τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος κειμένου θὰ ἠδύνατο νὰ ἀποτελέσῃ ἐμπόδιον ὅπως ἀντιπρόσωπος τις ὁμολογιούχων παρουσιάσῃ λογικὰς συμπληρωματικὰς δαπάνας ἃς ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖον νὰ ἀπαιτήσῃ καὶ νὰ ἐπιδιώξῃ τὴν ἀπόδοσιν αὐτῶν παρὰ τῶν ὁμολογιούχων ἢ τῶν πιστωτῶν, κατὰ τὴν ἐπικρατοῦσαν πρακτικὴν ἢ καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον.

Ἀναγνώρισις.

(στ) Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταβάλῃ πᾶσαν προσπάθειαν ὅπως θεσπίσῃ, βάσει τοῦ γερμανικοῦ Νόμου περὶ ἀναγνωρίσεως ὅστις ἐγένετο δεκτὸς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ ὅστις θέλει δημοσιεύσει κατάλληλον διαδικασίαν διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῶν γερμανικῶν κινητῶν ἀξιῶν εἰς ξένον νόμισμα, ἥτις θέλει τεθῆ εἰς ἐφαρμογὴν εἰς τὰς διαφόρους πιστωτρίας χώρας, οἷον τε τάχιον, ὁπωσδήποτε δὲ τὸ ἀργότερον κατὰ τὴν 1ην Φεβρουαρίου 1953. Οὐδεμία καταβολὴ θέλει λάβει χώραν ὡς πρὸς χρεώγραφον ἢ τοκομερίδιόν τι, ὑποκείμενον εἰς ἀναγνώρισιν κατὰ τὴν γερμανικὴν διαδικασίαν, ἐφ' ὅσον ἡ ὁμολογία αὕη ἢ τὸ τοκομερίδιον δὲν ἤθελεν ἀναγνωρισθῆ συμφώνως πρὸ τὴν διαδικασίαν ταύτην.

9. Οἱ ἐνδιαφερόμενοι Ὅμιλοι ὁμολογιούχων ἢ αἱ ἀνάλογοι ὀργανώσεις θέλουσι συστήσει εἰς τοὺς ὁμολογιούχους νὰ ἀποδεχθῶσι τὰς παρούσας λεπτομερείας διακανονισμοῦ.

Δ' Ἀπαιτήσεις πηγάζουσαι ἐξ ἀποφάσεων τῶν Μικτῶν Διαιτητικῶν Δικαστηρίων.

10. Ὁμολογίαι «Mixed claims» : Ἡ Γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη, ἀφ' ἑνός, καὶ οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Ἐπιτροπῆς Προασπίσεως τῶν Ἀμερικανῶν Δικαιούχων ἀποφάσεων τῆς Mixed Claims Commission («American Awardholders Committee concerning Mixed Claims Bonds»), ἀφ' ἑτέρου, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θέλει προτείνει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ ἡ «Awardholders Committee» θέλει συστήσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν καὶ εἰς τοὺς ἰδιώτας ἐκείνους οἵτινες εἶναι δικαιοῦχοι ἀποφάσεων τῆς Mixed Claims Commission τὸν διακανονισμόν, ὑπὸ τοὺς ἀκολούθους ὅρους, τῆς ὑποχρεώσεως ἥτις ἀνελήφθη ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἀπέναντι τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν διὰ λογαριασμὸν τῶν Ἀμερικανῶν ὑπηκόων διὰ τοὺς ὁποίους ἡ Γερμανία εἶχεν ἐκδόσει ἐν ἔτει 1930 τὰς ὁμολογίας «Mixed Claims» αἱ ἔναντι τῶν ὁποίων καταβολαὶ εὑρίσκονται σήμερον ἐν ἀναστολῇ :

(ι) Καταβολὴ ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τὸ πρῶτον κατὰ τὴν 1ην Ἀπριλίου 1953 καὶ ἀκολούθως κατὰ τὴν 1ην Ἀπριλίου ἑκάστου ἔτους ποσοῦ καθοριζομένου ὡς ἕπεται :

Δι' ἕκαστον τῶν πρώτων 5 ἐτῶν Δολ. 3.000.000.
Δι' ἕκαστον τῶν ἀκολουθούντων 5 ἐτῶν Δολ. 3.700.000.
Δι' ἕκαστον τῶν ἀκολουθούντων 16 ἐτῶν Δολ. 4.000.000.

Αἱ ἐτήσιαι καταβολαὶ αὗται θέλουσι διενεργηθῆ εἰς ἀμερικανικὰ δολλάρια πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν ἥτις θέλει κατανείμῃ ταῦτα μεταξὺ τῶν δικαιούχων.

(2). Πᾶσα καταβολὴ μὴ διενεργουμένη κατὰ τὴν λῆξιν αὐτῆς θὰ φέρῃ τόκον 3.3]4 ο]ο ἐτησίως ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταβολῆς.

(3). Πρὸς ἀποκρυστάλλωσιν τῶν ὑποχρεώσεων τῆς Ὁ-

μοσπόνδου Δημοκρατίας θέλουσιν ἐκδοθῇ ὁμολογίαι εἰς δολλάρια λήγουσαι κατὰ τὰς προβλεπομένας ἡμερομηνίας καὶ διὰ τὰ προβλεπόμενα ποσά. Κατὰ τὴν ἔκδοσιν ἀνάλογος ἀριθμὸς παλαιῶν ὁμολογιῶν Mixed Claims θέλει ἀκυρωθῇ καὶ ἐπιστραφῇ εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν.

(4). Αἱ λεπτομέρειαι τοῦ διακανονισμοῦ θέλουσι συμπεριληφθῇ εἰς διμερῆ Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν.

(5). Ἡ ἀρτία ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ ὑπὸ πάσης Κυβερνήσεως ἥτις ἤθελε διαδεχθῇ αὐτὴν καὶ αἱ ὀφειλόμεναι κατὰ τὴν παροῦσαν συμφωνίαν καταβολαὶ θὰ ἀποτελοῦν ἐκτέλεσιν ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἢ τῆς Κυβερνήσεως ἥτις ἤθελε διαδεχθῇ αὐτὴν καὶ διακανονισμὸν εἰς τὸ ἄρτιον τῶν ὑπογρεώσεων αὐτῶν κατὰ τὴν Συμφωνίαν τῆς 23 Ἰουνίου 1930 καὶ τῶν ἐκδοθεισῶν ὁμολογιῶν εἰς ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας ταύτης πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων αἵτινες ἐξεδόθησαν ὑπὸ τῆς γερμανο-ἀμερικανικῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Mixed Claims ὑπὲρ ὑπηκόων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν, παρὰ πᾶσαν ἀντίθετον διάταξιν τῶν ἐπιστολῶν τῆς 23 Ὀκτωβρίου 1950 καὶ τῆς 6 Μαρτίου 1951 αἵτινες ἀντηλλάγησαν μεταξὺ τοῦ Καγκελλαρίου Adenauer καὶ τῶν Συμμάχων Ὑπάτων Ἀρμοστῶν ἐν Γερμανίᾳ ἢ τοῦ Ὑπομνήματος τοῦ Δεκεμβρίου 1951 τῆς Τριμεροῦς Ἐπιτροπῆς.

11. Ἀπαιτήσεις πηγάζουσαι ἐξ ἀποφάσεων τοῦ Μικτοῦ Ἑλληνογερμανικοῦ Δικαστηρίου.

Προκαταρκτικὴ ἀνταλλαγὴ ἀπόψεων περὶ τῶν ἰδιωτικῶν ἀπαιτήσεων αἵτινες πηγάζουσιν ἐξ ἀποφάσεων τοῦ συσταθέντος μετὰ τὸν πρῶτον παγκόσμιον πόλεμον Μικτοῦ ἑλληνογερμανικοῦ Δικαστηρίου ἔλαβε χώραν μεταξὺ τῆς ἑλληνικῆς καὶ τῆς γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας.

Ταύτην θέλουσιν ἀκολουθήσει εὐρύτεραι συζητήσεις ὧν τὸ ἀποτέλεσμα, ἐὰν ἐγκριθῇ, θέλει καλυφθῇ ὑπὸ τῆς Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας.

Ε. Διάφορα.

Συνιστῶνται αἱ ἀκόλουθοι λεπτομέρειαι διακανονισμοῦ :

12. Πίστωσις Lee Higginson.

(α) Εἰς τοὺς συμμετέχοντας θέλουσι δοθῇ νέα διετῆ γραμμάτια τῆς Ὁμοσπόνδου Κυβερνήσεως, διὰ τὸ σύνολον τοῦ κυρίως ποσοῦ τῆς ἀντιστοίχου συμμετοχῆς των. (Ἡ λῆξις τῶν γραμματίων ἔχει καθορισθῇ εἰς δύο ἔτη, ἀρχικὴν διάρκειαν τῆς πιστώσεως κατὰ τὸ ἄνοιγμα αὐτῆς, ἐν ἔτει 1930).

(β) Οὐδεμία καταβολὴ διὰ καθυστερούμενα ἐκ τόκων.

(γ) Οὐδεμία ρήτρα χρυσοῦ.

(δ) Τὰ νέα γραμμάτια θὰ φέρωσι τόκον, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας ἐκ 3.1]2 ο]ο ἐτησίως πληρωτέον εἰς τὰς ἀρχὰς ἑκάστου μηνός.

(ε) Τὸ παράλληλον ἐγγυητικὸν ἀπόθεμα θέλει ἀνασυσταθῇ ὑπὸ μορφὴν καταθέσεως εἰς Deutschemark εἰς τὴν Τράπεζαν τῶν γερμανικῶν Länder ἐπ' ὀνόματι τῆς Διευθύνσεως τοῦ γερμανικοῦ ὁμοσπονδιακοῦ χρέους ὡς Μεσεγγυητοῦ. τὸ ἀπόθεμα τοῦτο ὑπολογιζόμενον εἰς τὸ ἰσότιμον εἰς Deutschemark τῶν γραμματίων βάσει τῆς ἐπισήμου τιμῆς συναλλάγματος, θέλει συσταθῇ ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας δι' 24 μηνιαίων ἴσων καταβολῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐκδόσεως τῶν γραμματίων.

(στ) Οἱ συμμετέχοντες, θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα ἐὰν ἐκφράσωσι τὴν ἐπιθυμίαν, νὰ ἀπολαύωσι προκαταβολικῆς ἀποτίσεως εἰς Deutschemark τοῦ συνόλου ἢ μέρους τῶν γραμματίων τούτων. Ἡ μετατροπὴ θὰ γίνεται ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐπισήμου τιμῆς. Αἱ καταβολαὶ αὗται θὰ γίνωνται δεκταὶ εἰς ὁλοκληρωτικὸν διακανονισμὸν τοῦ ἀντιστοίχου μέρους τῆς εἰς δολλάρια ἢ στερλίνας ὑποχρεώσεως. αὗται θὰ λαμβάνωσι χώραν, ἐπὶ τῇ ἀποδοχῇ τῶν συνμετεχόντων, ἐφ' ὅσον καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ γερμανικὴ νομοθεσία ἤθελεν ἐπιτρέπει τοῦτο. Θὰ λαμβάνωνται αὗται ἐκ τοῦ παραλλήλου ἐγγυητικοῦ ἀποθέματος ἐν ᾧ μέτρῳ τὸ μερίδιον τοῦ περὶ οὗ πρόκειται συμμετέχοντος εἰς τὸ ἐγγυητικὸν ἀπόθεμα ἤθελεν ἐπιστρέψει τοῦτο καὶ τὸ ἐνδεχόμενον ὑπόλοιπον δέον νὰ καταβάλληται ἀπ' εὐθείας εἰς Deutschemark ὑπὸ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας.

13. Ἀπαιτήσεις τῆς Τραπέζης Διεθνῶν Διακανονισμῶν.

(α) Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις θέλει καταβάλει εἰς τὴν Τράπεζαν Διεθνῶν Διακανονισμῶν,ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρί υ 1953, ἐτησίως ποσὸν ἐκ 5.600.000 ἑλβετικῶν φράγκων διὰ τρέχοντας τόκους ἐπὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῆς Τραπέζης.

(β) Ἐν ὄψει τῆς ἐτησίας ταύτης, καταβολῆς, ἡ Τράπεζα ἀπεδέχθη νὰ διατηρήσῃ τὰς ὑπ' αὐτῆς χορηγηθείσας πιστώσεις εἰς τὸ σημερινὸν αὐτῶν ἐπίπεδον μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου 1966. Ἐπίσης ἀπεδέχθη νὰ ἀναβάλῃ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ταύτης τὸν διακανονισμὸν τῶν καθυστερουμένων ἐκ τόκων.

Τὸ πλῆρες κείμενον τῆς Συμβάσεως παρατίθεται κατωτέρω ὡς Παράρτημα ΙΑ.

14. Καταβολαὶ εἰς τὴν Konversionskasse.

(α) Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀναλάβῃ τὴν εὐθύνην τῆς πληρωμῆς εἰς τὸ ἄρτιον πρὸς τοὺς ξένους πιστωτὰς εἰς τὸ νόμισμα εἰς τὸ ὁποῖον ἦσαν ἀπαιτητὰ τὰ ποσὰ ἅτινα ἔχουσι καταβληθῇ εἰς τὴν Konversionskasse ὑπὸ ὀφειλετῶν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Sarre καὶ διὰ τὰ ὁποῖα οἱ ξένοι πιστωταὶ δὲν ἔλαβον ἐμβάσματα εἰς ξένον νόμισμα ἢ ἔχουσιν ἄλλως ἱκανοποιηθῇ.

(β) Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀναλάβῃ τὴν εὐθύνην τῆς πληρωμῆς πρὸς τοὺς ξένους πιστωτάς, εἰς ὃ νόμισμα ἦσαν ἀπαιτητά, τὰ 60 ο/ο τῶν ποσῶν ἅτινα ἔχουσι κατατεθῇ εἰς Konversionskasse ὑπὸ ὀφειλετῶν ἐν Αὐστρίᾳ, Γαλλίᾳ, Βελγίῳ καὶ Λουξεμβούργῳ καὶ διὰ τὰ ὁποῖα οἱ ξένοι πιστωταὶ δὲν ἔλαβον ἐμβάσματα εἰς ξένον νόμισμα ἢ ἔχουσιν ἄλλως ἱκανοποιηθῇ.

γ) Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις θέλει ἀρχίσει διαπραγματεύσεις μετὰ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ξένων πιστωτῶν πρὸς τοῦ τέλους Δεκεμβρίου 1952 ὡς πρὸς τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑπογρεώσεων τούτων.

15. Εὐθύνη τῶν κυβερνητικῶν χρεῶν τῆς Αὐστρίας.

Οἱ πιστωταὶ δὲν κατέστη εἰσέτι δυνατὸν νὰ καταλήξωσιν εἰς διακανονισμὸν τοῦ ζητήματος τούτου, ὅπερ θὰ ἀποτελέσῃ λίαν συντόμως, τὸ ἀντικείμενον νέων διαπραγματεύσεων.

16. Σύμβασις μεταξὺ τοῦ Βελγίου καὶ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας (ὑποσημείωσις : Ἴδε Παράρτημα ΙΒ).

Τὴν 4ην Αὐγούστου 1952 διετυπώθη σχέδιον Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Βελγίου καὶ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΑ'.

Σύμβασις μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῆς Τραπέζης Διεθνῶν Διακανονισμῶν.

(Ὑποσημείωσις : τὸ κείμενον τοῦτο ὑπεκατεστάθη εἰς τὸ σχέδιον Συμβάσεως ὅπερ ἀπετέλει τὸ Παράρτημα 3Α τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως).

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, ἀντιπροσωπευομένη ὑπὸ τῶν Ὁμοσπονδιακῶν Ὑπουργῶν τῶν Οἰκονομικῶν καὶ τῆς Οἰκονομίας καὶ τούτων ἐκπροσωπουμένων ὑπὸ τοῦ κ. Hermann J. Abs καὶ

Ἡ Τράπεζα Διεθνῶν Διακανονισμῶν ἐν Βασιλείᾳ, ἀντιπροσωπευομένη ὑπὸ τοῦ κ. Roger Anboin, Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ Ἀναπληρωτοῦ τοῦ Προέδρου,

συνάπτουσι τὴν ἀκόλουθον σύμβασιν ἐπὶ τῶν σημερινῶν τοποθετήσεων ἐν Γερμανίᾳ τῆς Τραπέζης Διεθνῶν Διακανονισμῶν :

1. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας θέλει καταβάλει εἰς τὴν Τράπεζαν Διεθνῶν Διακανονισμῶν ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1953 μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου 1966, ἐτήσιον ποσὸν ἐκ 5.600.000 ἑλβετικῶν φράγκων διὰ καταβολῶν εἰς τὸ τέλος ἑκάστης τριμηνίας κατὰ τὴν 1ην Ἀπριλίου, 1ην Ἰουλίου, 1ην Ὀκτωβρίου καὶ 2αν Ἰανουαρίου ἑκάστου ἔτους.

2. Αἱ καταβολαὶ αὗται θὰ ἀποσβένωσι πᾶν δικαίωμα ἐκ τρεχόντων τόκων συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν τόκων καθυστερουμένων τόκων, οἵτινες πηγάζουσιν ὑπὲρ τῆς Τραπέζης Διεθνῶν Διακανονισμῶν ἐκ τῶν ὑφισταμένων τοποθετήσεων αὐτῆς ἐν Γερμανίᾳ.

3. Αἱ καταβολαὶ θὰ διενεργοῦνται διὰ λογαριασμὸν τοῦ ὀφείλοντος τὴν καταβολήν. Ἐὰν καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ Τράπεζα Διεθνῶν Διακανονισμῶν ἔχει διὰ τόκους τῶν ὑφισταμένων τοποθετήσεων αὐτῆς ἐν Γερμανίᾳ, ἀπαιτήσεις ἀπέναντι προσώπων ἢ ἑτέρων νομικῶν προσώπων πλὴν τῆς Ὁμονπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, αἱ ἀπαιτήσεις αὗται θὰ περιέρχωνται εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας κατὰ τὸν χρόνον τῆς διενεργείας τῶν κατὰ τὸ τμῆμα 1 καταβολῶν.

4. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἀνωτέρω ἀναφερομένων διατάξεων, ὁ παρὼν μεταβατικὸς διακανονισμὸς δὲν θὰ συνεπάγεται μεταβολήν τινα εἰς τὴν ἐνεστῶσαν νομικὴν θέσιν τῶν πραγμάτων. Εἰδικώτερον, τὰ δικαιώματα καὶ αἱ ὑποχρεώσεις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ὡς πρὸς τὰς τοποθετήσεις τῆς Τραπέζης Διεθνῶν Διακανονισμῶν ἐν Γερμανίᾳ δὲν θέλουσιν ὑποστῇ ἐκ τούτου διεύρυνσίν τινα.

5. Ἐν ὄψει τῶν καταβολῶν αἵτινες προβλέπονται εἰς τὸ τμῆμα1, ἡ Τράπεζα Διεθνῶν Διακανονισμῶν θέλει ἀπόσχει ἀπαιτήσεως ἀποτίσεως πρὸ τῆς 1ης Ἀπριλίου 1966, τῶν κυρίως τοποθετήσεων αὐτῆς ἐν Γερμανίᾳ ἢ καταβολῆς καθυστερουμένων τόκων.

6. Ὑπ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν ἀναγνωρίζεται ὅτι ἡ παροῦσα σύμβασις δέον νὰ ἀποτελέσῃ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας τοῦ Λονδίνου περὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν καὶ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς καὶ νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἐκ παραλλήλου πρὸς τὴν τελευταίαν ταύτην.

7. Ἡ παροῦσα σύμβασις ἐγένετο εἰς διπλοῦν. Ἓν ἀντίτυπον ταύτης θέλει φυλάξει τὸ Ὑπουργεῖον Οἰκονομικῶν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἐν Βόννῃ καὶ τὸ ἕτερον ἡ Τράπεζα Διεθνῶν Διακανονισμῶν ἐν Βασιλείᾳ.

Βασιλείᾳ, 9ῃ Ἰανουαρίου 1953

Abs
(Hermann J. Abs)

R. Anboin
Γενικὸς Διευθυντὴς Ἀναπληρωτὴς τοῦ Προέδρου

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΒ'.

Σύμβασις μεταξὺ τοῦ Βελγίου καὶ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

(Ὑποσημείωσις: τὸ κείμενον τοῦτο ὑπεκατεστάθη εἰς τὸ τοῦ σχεδίου Συμβάσεως ὅπερ ἀπετέλει τὸ Παράρτημα 3Β τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως).

Σύμβασις μεταξὺ τοῦ Βελγίου καὶ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας περὶ Διακανονισμοῦ τῶν Βελγικῶν Ἀπαιτήσεων ἐκ τῶν ἐτησίων καταβολῶν περὶ ὧν ἡ Γερμανο-Βελγικὴ Συμφωνία τῆς 13ης Ἰουλίου 1929.

Τὸ Βέλγιον, ἀφ' ἑνός, καὶ ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας, ἀφ' ἑτέρου,

συνεφώνησαν, κατόπιν τῶν διαπραγματεύσεων αἵτινες ἔλαβον χώραν ἐν Λονδίνῳ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διεθνοῦς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν, νὰ συνάψωσι τὴν ἀκόλουθον Σύμβασιν:

Ἄρθρον 1.

	R. M.
Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἀναγνωρίζει ὅτι ποσὸν ἐκ ..... ἦτο τὴν 10 Μαΐου 1940, εἰς πίστωσιν τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως διὰ προβλεπομένας εἰς τὴν Γερμανο-Βελγικὴν Συμφωνίαν τῆς 13ης Ἰουλίου 1929 ἐτησίας καταβολὰς κατατεθείσας εἰς τὴν Konversionskasse μέχρι τῆς 15ης Νοεμβρίου 1939.....	107.856.835,65
Ἀφ' ἑτέρου, δὲν κατετέθησαν εἰς τὴν Konversionskasse καὶ παραμένουσιν ὀφειλόμενα εἰς τὴν βελγικὴν Κυβέρνησιν:	
(α) τὰ μηνιαῖα τμήματα τῶν ἐτησίων καταβολῶν λήξεως μεταξὺ τῆς 15ης Δεκεμβρίου 1939 καὶ τῆς 10ης Μαΐου 1940, ἦτοι	10.833.333,33
(β) τὰ μηνιαῖα τμήματα ἐτησίων καταβολῶν λήξεως μεταξὺ 10ης Μαΐου 1940 καὶ 8ης Μαΐου 1945, ἤτοι	105.908.333,34
Σύνολον	224.598.502,32

Ἄρθρον 2.

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ καθορίσωσι συμβιβαστικῶς διακανονισμὸν τῆς ἀνωτέρω ἀναφερομένης ὀφειλῆς, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταβάλῃ καὶ ἡ Βελγικὴ Κυβέρνησις δέχεται νὰ λάβῃ συνολικόν τι ποσὸν ἴσον πρὸς τεσσαράκοντα (40) Deutsche Mark, πληρωτέον εἰς δεκαπέντε (15 ἐτησίας καταβολὰς λήξεως 1ης Ἰουλίου ἑκάστου τῶν ἐτῶν 1953 μέχρι 1967 ἤτοι:

5 ἐτησίας καταβολὰς ἀπὸ τοῦ 1953 μέχρι τοῦ 1957 ἐκ Δ.Μ. 2 ἑκατομμ. ἑκάστη

10 ἐτησίας καταβολὰς ἀπὸ τοῦ 1958 μέχρι τοῦ 1967 ἐκ Δ.Μ. 3 ἑκατομμ. ἑκάστη.

Αἱ ἀνωτέρω καταβολαὶ γίνονται δεκταὶ ὑπὸ τῆς βελγικῆς Κυβερνήσεως πρὸς τελικὸν καὶ ὁριστικὸν διακανονισμὸν τῶν περὶ ὧν πρόκειται βελγικῶν ἀπαιτήσεων μέχρι τῆς 8ης Μαΐου 1945.

Ἄρθρον 3.

Ἑκάστη τῶν ἀνωτέρω ἐτησίων καταβολῶν θὰ ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ μιᾶς ὁμολογίας τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας εἰς Deutschemark καὶ θὰ καταβάλλεται εἰς βελγικὸν νόμισμα εἰς τὴν μέσην ἐπίσημον τιμὴν τῆς Τραπέζης τῶν γερμανικῶν Länder ἥτις θὰ ἰσχύει κατὰ τὴν προηγουμένην ἡμέραν τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τῆς ὁμολογίας.

Αἱ ὁμολογίαι θέλουσι παραδοθῇ εἰς τὴν Βελγικὴν Κυβέρνησιν τὸ ἀργότερον κατὰ τὴν 1ην Ἀπριλίου 1953.

Ἄρθρον 4.

Πᾶσα ὁμολογία μὴ ἐξωφλουμένη κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως αὐτῆς θὰ φέρῃ τόκον 3 ο]ο ἐτησίως ἐπ' ὠφελείᾳ τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 5.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει ἐπικυρωθῇ. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως αὐτῆς θέλουσι ἀνταλλαγῇ ἐν Βρυξέλλαις.

Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύει κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Ἄρθρον 6.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνετάχθη εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ γερμανικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

Ἐφ ᾧ οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι Πληρεξούσιοι δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Βόννῃ, τὴν 23 Δεκεμβρίου 1952, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν καὶ γερμανικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὸ Βέλγιον
F. Muuls

Διὰ τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας
Abs

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΓ'.

Ἀνταλλαγὴ τῶν τίτλων τῶν ἐξωτερικῶν Δανείων τῆς Πρωσσίας 1926 καὶ 1927.

Γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία διὰ τὰ ἐξωτερικὰ Χρέη
243—18 Del 38—2151]52.

Πρὸς

τὸν κ. Πρόεδρον τῆς Τριμεροῦς Ἐπιτροπῆς τῶν γερμανικῶν χρεῶν

29, Chesham Place, Λονδῖνον S. W. I.

Ἀνταλλαγὴ τῶν τίτλων τῶν ἐξωτερικῶν δανείων τῆς Πρωσσίας 1926 καὶ 1927.

Ἐν Λονδίνῳ τῇ 20 Νοεμβρίου 1952

Κύριε Πρόεδρε,

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς κατὰ τὴν 6 Μαρτίου 1951 ἀνταλλαγείσας ἐπιστολὰς μεταξὺ τοῦ Καγκελλαρίου τῆς Ὁμοσπονδίας καὶ τῶν Ὑπάτων Συμμάχων Ἁρμοστῶν ἐν

Γερμανία, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ διαβεβαιώσω ὅτι ἡ ὑπὸ τῆς Γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας γενομένη πρὸς τὴν Συνδιάσκεψιν τῶν χρεῶν ἐν Λονδίνῳ τὴν 12 Μαρτίου 1952, δήλωσις καθ' ἣν ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας εἶναι ἑτοιμη νὰ ἀναλάβῃ ἀπέναντι τῶν πιστωτῶν τὴν εὐθύνην τῶν ἐξωτερικῶν Δανείων τῆς Πρωσσίας 6,1]2 ο]ο τῶν ἐτῶν 1926 καὶ 1927, σημαίνει ὅτι τὰ ἀφορῶντα τὰ δάνεια ταῦτα χρέη δέον νὰ θεωρηθῶσιν ὡς ὑποχρεώσεις τοῦ γερμανικοῦ Reich ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῶν ἀνταλλαγεισῶν τὴν 6 Μαρτίου 1951 ἐπιστολῶν διὰ τὰ ὁποῖα εὐθύνεται ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία.

Κατόπιν τῆς δηλώσεως ταύτης τῆς γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας, τὸ νομοθετικὸν Σῶμα τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας περιέλαβε τὴν ἀκόλουθον διάταξιν εἰς τὸν Νόμον περὶ ἀναγνωρίσεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν κινητῶν ἀξιῶν τῆς 25ης Αὐγούστου 1952—Bundesgesetzblatt I, Ἀριθ. 35, σελὶς 553.

Παράγραφος 74.

Ὁμολογίαι εἰς ξένον νόμισμα τοῦ γερμανικοῦ Reich καὶ τῆς πρώην Land τῆς Πρωσσίας.

1. Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος νόμου, Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας θέλει θεωρεῖται ὡς ἡ ἐκδώσασα τὰς ὁμολογίας εἰς ξένον νόμισμα αἵτινες ἐξεδόθησαν ὑπὸ τοῦ πρώην Κράτους τῆς Πρωσσίας, μέχρι νεωτέρας τινὸς Διατάξεως.

Δέξασθε.....

Hermann J. Abs

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΔ

Συμφωνία ἀφορῶσα τὴν μετατροπὴν καὶ τὸν διακανονισμὸν τῶν ἐξ ὁμολογιῶν ἐξωτερικῶν χρεῶν εἰς χρυσᾶ Μάρκα τῶν Γερμανικῶν Δημοτικῶν Ἀρχῶν.

Πρὸς τὸν Πρόεδρον
τῆς Τριμεροῦς Ἐπιτροπῆς
τῶν ἐξωτερικῶν Γερμανικῶν χρεῶν
29. Chesham Place, S.W.I. 19 Νοεμβρίου 1952

Κύριε Πρόεδρε,

Ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσωμεν ὑμῖν ὅτι ἡ γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη καὶ ἡ βρεττανικὴ Ἐπιτροπὴ πιστωτῶν μακρᾶς καὶ μέσης προθεσμίας τῆς Γερμανίας («British Committee of Long-term and Medium-term Creditors of Germany») συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων λεπτομερειῶν διὰ τὴν μετατροπὴν καὶ τὸν διακανονισμὸν τῶν ἐξ ὁμολογιῶν ἐξωτερικῶν χρεῶν εἰς χρυσᾶ μάρκα τῶν γερμανικῶν δημοτικῶν ἀρχῶν.

(1). Συμφωνεῖται ὅτι αἱ λεπτομέρειαι αἵτινες προβλέπονται εἰς τὴν παράγραφον 7 (1) (στ) τοῦ Παραρτήματος 3 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως χρεῶν διὰ τὴν μετατροπὴν καὶ τὸν διακανονισμὸν τῆς ἐξυπηρετήσεως τῶν ὁμολογιῶν εἰς Reichsmark αἵτινες ἐξεδόθησαν καὶ εἶναι πληρωτέαι εἰς τὸ ἐξωτερικὸν δὲν ἐφαρμόζονται ὡς πρὸς τὰ δάνεια εἰς χρυσᾶ- μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ τῶν Δημοτικῶν Ἀρχῶν τῆς Ὁμοσπόνδου Γερμανίας.

(2). Γίνεται δεκτὴ ἡ ἀρχὴ καθ' ἣν αἱ ὁμολογίαι ἐκείνων ἐκ τῶν εἰς χρυσᾶ μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ, δανείων τῶν γερμανικῶν δημοτικῶν Ἀρχῶν ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Γερμανίᾳ ἅτινα ἔχουσι ἰδιάζοντα ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα θέλουσι μετατραπῇ εἰς Deutschemark πρὸς 1 χρυσοῦν μάρκον ἢ 1 Reichsmark τῆς ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ διὰ 1 Deutschemark. Ὁ καθορισμὸς τῶν ἐφαρμοστέων κριτηρίων πρὸς κρίσιν τοῦ ἰδιάζοντος ἐξωτερικοῦ χαρακτῆρος τῶν ὁμολογιῶν τούτων δέον νὰ εἶναι σύμφωνος πρὸς τοὺς κανόνας αἵτινες θὰ προκύψωσιν ἐκ τῶν συζητήσεων αἵτινες προβλέπονται εἰς τὰς περὶ ἐπιφυλάξεων διατάξεις τοῦ Ἄρθρου Υ, παράγραφος 3, τοῦ Παραρτήματος 4 καὶ τοῦ Ἄρθρου 6 τοῦ Παραρτήματος 6 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν χρεῶν.

(3). Τὰ χρέη τῶν γερμανικῶν δημοτικῶν ἀρχῶν τῆς Ὁμοσπόνδου Γερμανίας ἐξ ὁμολογιῶν εἰς χρυσᾶ μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ ἅτινα παρουσιάζουσι ἰδιάζοντα ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα, θέλουσι διακανονισθῇ συμφώνως πρὸς τὰς συστάσεις τῆς παραγράφου 7, τμήματος (1) (α) μέχρι (ε) καὶ (ζ) μέχρι (ι) τοῦ Παραρτήματος 3 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τὰς ἀφορώσας τὰς ὁμολογίας ἐξωτερικοῦ αἵτινες ἐξεδόθησαν ἢ εἶναι ἠγγυημέναι ὑπὸ τῶν Länder, τῶν Δημοτικῶν Ἀρχῶν καὶ ἑτέρων ἀναλόγων δημοσίων ὀργανισμῶν ἐντὸς τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

Ζητοῦμεν ὅπως εὐαρεστηθῆτε νὰ ἐγκρίνητε τὴν ἀνωτέρω διατυπουμένην συμφωνίαν καὶ ἐπισυνάψητε τὸ κείμενον τῆς παρούσης ἐπιστολῆς εἰς τὸ Παράρτημα 1 τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν χρεῶν.

Hermann Abs
(Abs)
Πρόεδρος τῆς γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη

O. Niemeyer
(Sir Otto Niemeyer)
Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς Α' Διαπραγματεύσεων τῆς Συνδιασκέψεως ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΕ

Συμφωνία ἐπὶ τοῦ διακανονισμοῦ τῶν χρεῶν τῆς Konversionskasse ἅτινα προκύπτουσι ἐκ καταθέσεων γενομένων παρὰ ὀφειλετῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Sarre καὶ ἐν Αὐστρία, Γαλλίᾳ, Λουξεμβούργῳ καὶ Βελγίῳ.

Γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία
διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη .
243 - 18 Del. 38-1934]52
Πρὸς τὸν
Sir Otto Niemeyer
c)o Council of Foreign Bondholders
17, Moorgate
London E.C.2

Ἐν Λονδίνῳ τῇ 14 Νοεμβρ. 1952

Φίλε Κύριε,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ συνοψίσω ὡς ἀκολούθως τὴν ἐκ τῶν συζητήσεων ἡμῶν τῆς 20ης Ὀκτωβρίου καὶ τῆς 14ης Νοεμβρίου 1952 προκύψασαν συμφωνίαν.

Εἰς ἐκτέλεσιν τῆς ἀναληφθείσης ὑποχρεώσεως κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 14 τοῦ Παραρτήματος 3 τῆς τελικῆς ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας εἶναι ἑτοίμη νὰ ρυθμίσῃ κατὰ τὸν ἀκόλουθον τρόπον τὰ χρέη τῆς Konversionskasse für Deutsche Auslandsschulden» ἅτινα πηγάζουσι ἐκ καταθέσεων ὑπὸ ὀφειλετῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Sarre καὶ ἐν Αὐστρία, Γαλλίᾳ, Λουξεμβούργῳ καὶ Βελγίῳ ἐν ᾧ μέτρῳ οἱ πιστωταὶ δὲν ἔλαβον ἐμβάσματα εἰς μὴ γερμανικὸν νόμισμα, ἢ ἔχουσιν ἄλλως ἱκανοποιηθῇ.

I. Χρέη ἐξ ὁμολογιῶν.

1. Καθυστερούμενα ἐκ τόκων.

Ἡ ἐξαργύρωσις τῶν τοκομεριδίων ἅτινα θέλουσι προσαχθῇ θέλει λάβει χώραν ὡς ἀκολούθως :

(α) Καταβολαὶ γινόμεναι παρὰ ὀφειλετῶν τοῦ ἐδάφους τοῦ Sarre : εἰς τὸ ἄρτιον.

Καταβολαὶ γενόμεναι παρὰ ὀφειλετῶν ἐν Γαλλίᾳ, Λουξεμβούργῳ καὶ Βελγίῳ : 60ο]ο τῶν καταβολῶν τῶν ὀφειλετῶν, ἡ ἐξαργύρωσις θὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὰ ἔτη 1953 μέχρι 1957 ὡς ἑξῆς :

Τοκομερίδια λήξεως μέχρι τέλους τοῦ ἔτους 1941, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1953.

Τοκομερίδια λήξεως τοῦ ἔτους 1942, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1954.

Τοκομερίδια λήξεως τοῦ ἔτους 1943, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1955.

Τοκομερίδια λήξεως 1944, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1956.

Τοκομερίδια λήξεως 1945, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1957.

(β) Καταβολαὶ γενόμεναι παρὰ ὀφειλετῶν ἐν Αὐστρίᾳ :

60ο]ο τῶν καταβολῶν. Ἡ ἐξαργύρωσις θὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὰ ἔτη 1953 μέχρι 1957 ὡς ἑξῆς :

Τοκομερίδια λήξεως 1938, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1953.

Τοκομερίδια λήξεως μεταξὺ 1ης Ἰανουαρίου 1939 καὶ 30 Ἰουνίου 1940, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1954.

Τοκομερίδια λήξεως μεταξὺ 1ης Ἰουλίου 1940 καὶ 31ης Δεκεμβρίου 1941, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου 1955.

Τοκομερίδια λήξεως μεταξὺ 1ης Ἰανουαρίου 1942 καὶ 30 Ἰουνίου 1943, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1956.

Τοκομερίδια λήξεως μεταξὺ 1ης Ἰουλίου 1943 καὶ 8 Μαΐου 1945, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τοῦ πρώτου τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31ην Μαρτίου 1957.

2. Ἀποσβέσεις.

Ἡ ἀπόσβεσις τοῦ συνολικοῦ καθορισθησομένου ποσοῦ θέλει λάβει χώραν εἴτε διὰ τῆς ἐξαγορᾶς τίτλων ὁμολογιῶν, εἴτε διὰ καταβολῆς εἰς μετρητὰ ὡς ἀκολούθως :

(α) Καταβολαὶ γενόμεναι παρὰ ὀφειλετῶν τοῦ ἐδάφους τοῦ Sarre : εἰς τὸ ἄρτιον.

β) Καταβολαὶ γενόμεναι παρὰ ὀφειλετῶν ἐξ Αὐστρίας, Γαλλίας, Λουξεμβούργου καὶ Βελγίου : 60ο]ο τῶν καταβολῶν τοῦ ὀφειλέτου.

Ἡ ἀπόσβεσις θὰ γίνῃ εἰς 5 ἴσας ἐτησίας καταβολάς, ὧν ἡ πρώτη κατὰ τὴν 1ην Ἰουλίου τοῦ ἔτους 1953, καὶ αἱ ἀκόλουθοι κατὰ τὴν 1ην Ἰουλίου ἑκάστου τῶν ἑπομένων ἐτῶν.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ ἀποκτήσῃ μέχρι τῆς 1ης Ἰουλίου 1953 γενικὸν πίνακα τοῦ συνολικοῦ ποσοῦ τῶν ὀφειλομένων ἀποσβέσεων αὕτη θὰ δύναται νὰ ἀρχίσῃ τὰς καταβολὰς τὸ ἀργότερον 3 μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

II. Ἕτερα χρέη.

Ἡ καταβολὴ θέλει λάβει χώραν εἰς μετρητά, ἐφαρμοζομένων mutatis mutandis τῶν ἀρχῶν τοῦ ἀνωτέρω τμήματος I, εἰς 5 ἴσας ἐτησίας δόσεις, ὧν ἡ πρώτη κατὰ τὴν 1ην Ἰουλίου 1953 καὶ αἱ ἀκόλουθοι τὴν 1ην Ἰουλίου ἑκάστου τῶν 4 ἑπομένων ἐτῶν.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ ἔχῃ ἀποκτήσῃ μέχρι τῆς 1ης Ἰουλίου 1953, πίνακα τοῦ συνόλου τοῦ ὁλικοῦ καταβλητέου, ποσοῦ, θὰ δύναται νὰ ἀρχίσῃ τὰς καταβολὰς τὸ ἀργότερον 6 μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

Ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως διαπιστωθῇ τὸ ὁλικὸν ποσὸν τῶν περὶ ὧν πρόκειται ὑποχρεώσεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας θέλει ζητήσει παρὰ τῶν πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν διὰ δημοσιεύσεων νὰ γνωρίσωσι εἰς τὴν «Konversionskasse für Deutsche Auslandsschulden» ἀφ' ἑνὸς μὲν πᾶσαν ἀπαίτησιν μὴ εἰσέτι διακανονισθεῖσαν, ἀφ' ἑτέρου δέ, πᾶσαν καταβολὴν γενομένην εἰς τὴν Konversionskasse, καὶ νὰ ὑποβάλωσιν εἰς τὴν Konversionskasse πᾶν ὑφιστάμενον ἀποδεικτικόν. Ἡ ἐν Βερολίνῳ «Konversionskasse für Deutsche Auslandsschulden» θέλει ἐπιφορτισθῇ μὲ τὴν ἐγγραφὴν τῶν χρεῶν ἐκείνων ἅτινα δέον νὰ ληφθῶσι σχετικῶς ὑπ' ὄψιν.

III. Μικρότερα ποσά.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας θὰ δύναται κατ' ἐκλογήν της νὰ καταβάλῃ ἐντὸς βραχυτέρας προθεσμίας χρέη ἐξ ὁμολογιῶν ἢ ἕτερα χρέη ἀνερχόμενα εἰς μικρότερα ποσά.

Θὰ σᾶς ἤμην ὑπόχρεως ἐὰν ἠθέλετε εὐαρεστηθῇ νὰ μὲ βαεβαιώσητε ὅτι ἡ ἀνωτέρω πρότασις ἀποτελεῖ ἀκριβῆ διατύπωσιν τῆς Συμφωνίας εἰς τὴν ὁποίαν κατελήξαμεν καὶ δύναται, συνεπῶς, νὰ ἀποτελέσῃ τὸ ἀντικείμενον τῆς σχεδιαζομένης ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν.

Δέξασθε, Κύριε, κλπ. ABS

Council of forcign Lodhoiders 17. Noorgate, London, E.C.2,

18 Νοεμβρίου 1952

Φίλε Κύριε Abs,

Σᾶς εὐχαριστῶ διὰ τὴν ἀπὸ 14 Νοεμβρίου ἐπιστολήν σας περὶ διακανονισμοῦ τῶν καταβολῶν εἰς τὴν Konversions kasse εἰς τὰς ὁποίας ἀναφέρονται αἱ παράγραφοι 14 (γ) τῆς Ἐκθέσεως τῆς Ἐπιτροπῆς Α (Ἐν ὑποσημειώσει : Παράρτημα 3 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως) Παράρτημα Ι τῆς Συμφωνίας).

Ἐννοεῖται ὅτι αἱ ἐπὶ κεφαλῆς τῆς σελίδος (2) (ἐν ὑποσημειώσει : Τμῆμα 1,1 (α), 1ον ἐδάφιον) ἀναγραφόμεναι λήξεις εἶναι αἱ ἀκόλουθοι : «bis zum Ende des zahres 1941» καὶ ὅτι ἡ φρᾶσις «am orsten aut den 31 Mätz folgenden Kupontermin» καθορίζει τὴν πρώτην κατὰ σειρὰν ἡμερομηνίαν λήξεως τοκομεριδίου μετὰ τὴν 31 Μαρτίου.

Ὑπὸ τὰς ἀνωτέρω ἐπιφυλάξεις, συμφωνῶ πρὸς τὴν ὑμετέραν ἐπιστολήν.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῆτε κλπ.

O. E. Niemeyer

Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς «Α» τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

Κύριον Hermann J. Abs

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

Συστάσεις γενόμεναι ἀποδεκταὶ ὡς πρὸς τὸν διακανονισμὸν μέσης καὶ μακρᾶς προθεσμίας ὀφειλῶν ἐξ ἰδιωτικῶν συναλλαγῶν ἐπὶ κεφαλαίων.

(Σημείωσις : Τὸ κατωτέρω κείμενον εἶναι τὸ τοῦ Παραρτήματος 4 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν μετὰ τῶν ἀπαιτηθεισῶν τροποποιήσεων ὅπως ἐπιτευχθῇ ἡ σύμπτωσις τῶν κειμένων εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας. Συμπληρωματικὴ τις Συμφωνία συναφθεῖσα μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν κατὰ τὸ παρὸν Παράρτημα, μετὰ τὴν λῆξιν τῆς Συνδιασκέψεως, ἔχει ἐπισυναφθῇ ἐν συνεχείᾳ ὡς Παράρτημα ΙΙ Α.

ΠΙΝΑΞ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΩΝ

Ἄρθρον Ι.
Προεισαγωγή.
ΙΙ Ὁρισμοί.
ΙΙΙ Χρέη εἰς ἃ ἀναφέρεται ἡ Συμφωνία.
ΙΥ Καθορισμὸς τοῦ ὀφειλομένου ποσοῦ.
Υ Ὅροι διακανονισμοῦ.
1. Κεφάλαιον.
2. Χρέη εἰς ξένον νόμισμα μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ.
3. Χρέη εἰς γερμανικὸν νόμισμα μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ.
4. Καθυστερούμενα ἐκ τόκων.
5. Νέα ἐπιτόκια.
6. Ἐπιτόκια εἰς τὰς περιπτώσεις ἐνεργοῦ μετατροπῆς.
7. Καταβολὴ τόκων.
8. Καταβολὴ χρεωλυσίων.
9. Διάρκεια τῶν Δανείων.
10. Ἀπότισις ὀφειλῶν μικρῶν ποσῶν.
11. Περίπτωσις ὀφειλέτου εὑρισκομένου ἐν δυσχερείᾳ.
12. Ἐγγυήσεις.
13. Ἀποθεματικὰ κεφάλαια καὶ ἀποσβεστικὰ ἀποθέματα
14. Ἐφοδιασμὸς διὰ συναλλάγματος.
15. Ὑπερημερία τοῦ ὀφειλέτου.
16. Τροποποίησις τῶν ὅρων διακανονισμοῦ.
17. Παραχωρήσεις ὑπὲρ τοῦ ὀφειλέτου παρὰ τῶν πιστωτῶν.
ΙΥ. Διάφοροι διατάξεις.
1. Ἀποτίσεις εἰς γερμανικὸν νόμισμα
2. Ἐκχώρησις ἀπαιτήσεως.
3. Ἐκχώρησις ὀφειλῆς.
ΥΙΙ. Διαδικασία διαπραγματεύσεως τῶν νέων συμβολαίων.
ΥΙΙΙ. Ἀντιπροσώπευσις τῶν πιστωτῶν.
ΙΧ. Ἐπιτροπὴ διαιτησίας καὶ μεσολαβήσεως.
Χ. Δαπάναι πιστωτῶν. Ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν καὶ ἑτέρων προσώπων.
ΙΧ. Ἔναρξις ἰσχύος.

Ἄρθρον Ι.

Προεισαγωγή.

Η παροῦσα Συμφωνία συνιστᾶ τοὺς ὅρους καὶ τὴν διαδικασίαν ἥτις ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ κατωτέρω ἄρθρον ΙΙΙ ὀφειλῶν. Λύτη δὲν τροποποιεῖ ἀφ' ἑαυτῆς τοὺς ὅρους τῶν περὶ ὧν πρόκειται ὀφειλῶν. Ἀντιθέτως, αὕτη ἀποβλέπει εἰς τὴν σύναψιν νέων συμβολαίων μεταξὺ τῶν γερμανῶν ὀφειλετῶν καὶ τῶν ἀντιστοίχων αὐτῶν πιστωτῶν κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας. Τὰ νέα συμβόλαια διατηροῦσι τοὺς ὅρους τῶν ὑφισταμένων συμβολαίων πλὴν ἐν ᾧ μέτρῳ οὗτοι θὰ ἐτροποποιοῦντο διὰ συμφωνιῶν συναπτομένων μεταξὺ πιστωτοῦ καὶ ὀφειλέτου ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον ΙΙ.

Ὁρισμοί.

Εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν οἱ κατωτέρω ὅροι, πλὴν ἐὰν τὸ κείμενον ἀπαιτεῖ ἑτέραν τινα ἑρμηνείαν, δέον νὰ θεωροῦνται ὡς ἔχουσαι τὰς ἀκολούθους ἐννοίας :

Ἀρχικὸν συμβόλαιον : τὸ συμβόλαιον ὅπερ ἔχει συναφθῇ κατὰ τὴν ἐποχὴν καθ' ἣν ἐχορηγήθη τὸ δάνειον.

Ὑφιστάμενον συμβόλαιον : τὸ ἀρχικὸν συμβόλαιον ἐκτὸς ἐὰν τὸ συμβόλαιον τοῦτο ὑπέστη μίαν ἢ περισσοτέρας πραγματικὰς μετατροπάς, ὁπότε ὁ ὅρος «ὑφιστάμενον συμβόλαιον» ἔχει τὴν ἔνοιαν τοῦ συμβολαίου ὅπερ προέκυψεν ἐκ τῆς τελευταίας πραγματικῆς μετατροπῆς.

Πραγματικὴ μετατροπή : πᾶσα τροποποίησις τῶν ὅρων συμβολαίου τινος δανεισμοῦ θεωρεῖται ὡς πραγματικὴ μετατροπὴ ἐὰν ἔλαβε χώραν πρὸ τῆς 9ης Ἰουνίου 1933 μὴ συμπεριλαμβανομένης ἢ καὶ ἐὰν ἔλαβε χώραν καὶ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως μὴ ἀγνοηθῇ ἐπελθοῦσα ἢ ἀπειλουμένη ἀφερεγγυότης τοῦ ὀφειλέτου ἢ κατόπιν ἐλευθέρων διαπραγματεύσεων. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι :

(α) ἐπὶ πάσης διαφορᾶς ὡς πρὸς τὴν διαπίστωσιν τοῦ γεγονότος ὅτι ἡ τροποποίησις ὑπῆρξε ἀντικείμενον ἐλευθέρας διαπραγματεύσεως θὰ υἱοθετῆται ἡ ἀντίθετος ἄποψις ἐὰν ὁ πιστωτὴς θὰ ἔχῃ ἀντιπροσωπευθῇ κατὰ τὰς διαπραγματεύσεις ὑπὸ τοῦ γερμανοῦ Μεσεγγυητοῦ ἐχθρικῶν περιουσιῶν ἢ ἐὰν ἡ συμφωνία προέκυψεν ἐξ ἁπλῆς ἀποδοχῆς ἐκ μέρους τοῦ πιστωτοῦ μονοπλεύρου προσφορᾶς τοῦ ὀφειλέτου.

(β) Ἐπὶ πάσης διαφορᾶς τὸ βάρος τῆς ἀποδείξεως ὅτι ἡ μετατροπὴ εἶναι μετατροπὴ πραγματικὴ θὰ ἔχῃ ὁ ὀφειλέτης.

(γ) Εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν ἐκκλησιαστικῶν δανείων πᾶσα μετατροπὴ θὰ θεωρῆται ὡς πραγματική.

Πιστωτής : σημαίνει καὶ πάντα ἀντιπρόσωπον τῶν πιστωτῶν διοριζόμενον κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ Ἄρθρου ΥΙΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Γερμανία : τὸ ἔδαφος τὸ εὑρισκόμενον ἐντὸς τῶν συνόρων τοῦ γερμανικοῦ REICH κατὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1937.

Διαμένειν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους .....: Ἔχειν ὡς συνήθη τόπον διαμονῆς (MIT GEWOHNEICHEM AUFENTHALT ODER SITZ) ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τὰ νομικὰ πρόσωπα θεωροῦνται ὡς ἔχοντα τὴν συνήθη αὐτῶν διαμονὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἢ τοῦ Δυτικοῦ Βερολίνου ἐὰν εἶναι κατεχωρημένα εἰς τὰ Ἐμπορικὰ Μητρῶα τοῦ ἐδάφους τούτου.

Ἄρθρον ΙΙΙ

Χρέη εἰς ἃ ἀναφέρεται ἡ Συμφωνία.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ ἁπάντων τῶν ἐξ ὁμολογιῶν ἢ μὴ δανείων ἅτινα ἔχουσι συναφθῇ ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τῆς Γερμανίας ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως:

(α) τὸ δάνειον ἔχει συναφθῇ πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945,

(β) ἡ διάρκεια τοῦ δανείου ἥτις προβλέπεται εἰς τὸ ἀρχικὸν συμβόλαιον εἶναι μεγαλυτέρα τῶν πέντε ἐτῶν.

(γ) ὁ ὀφειλέτης εἶναι ἑταιρεία προσώπων ἢ κεφαλαίων, Ἕνωσις, Ἐπιχείρησις, Τράπεζα, ἐκκλησία, φιλανθρωπικὸν ἵδρυμα ἢ πᾶν ἄλλο ἰδιωτικοῦ δικαίου ἵδρυμα.

(δ) κατὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1953 ἢ ἀνὰ πᾶσαν μεταγενεστέραν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν οἱ πιστωταὶ αὐτοῦ ἤθελον ζητήσει παρ' αὐτοῦ νὰ διατυπώσῃ προσφορὰν διακανονισμοῦ, ὁ ὀφειλέτης διαμένῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁμοσπόνδου γερμανικῆς Δημοκρατίας ἢ τοῦ Δυτικοῦ Βερολίνου,

(ε) τὸ δάνειον εἶναι ἢ εἰς μὴ γερμανικὸν νόμισμα ἢ εἰς γερμανικὸν νόμισμα μετὰ ρήτρας ἐπιλογῆς συναλλάγματος εἰς μὴ γερμανικὸν νόμισμα ἢ μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ.

2. Μὴ θιγομένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἐφαρμόζεται :

(ι) ὡς πρὸς τὰς ἀκολούθους κατηγορίας χρεῶν αἵτινες χρήζουσιν εἰδικῆς μεταχειρίσεως:

(α) Χρέη τῶν δημοσίων ὑπηρεσίων τῆς πόλεως τοῦ Βερολίνου τῶν εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῆς καὶ ἐλεγχομένων ὑπ' αὐτῆς.

(β) Χρέη πρὸς πρόσωπον ἢ πρόσωπα ἔχοντα ἀμέσως ἢ ἐμμέσως τὴν κυριότητα αὐτῶν τὸ νομικὸν πρόσωπον τὸ ὁποῖον βαρύνεται διὰ τῆς ὀφειλῆς.

(γ) Χρέη ἐκ δανείων ὧν τὸ ἀρχικὸν κεφάλαιον μετατρεπόμενον εἰς τὴν τιμὴν συναλλάγματος ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν 1ην Ἰουλίου 1953 θὰ ἦτο κατώτερον τῶν 40.000 δολλαρίων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν.

(δ) Χρέη περὶ ὧν αἱ γερμανο-ἑλβετικαὶ Συμφωνίαι τῆς 6 Δεκεμβρίου 1920 καὶ 25 Μαρτίου 1923 (τὰ ἀποκαλούμενα Schweitzer Franken grundschulden

(ιι) Ὡς πρὸς τὰ χρέη τῶν ὑδρο-ἠλεκτρικῶν συνοριακῶν ἐν Ρήνῳ ἐργοστασίων ὧν ἡ κυριότης ἀνήκει ἀπὸ κοινοῦ εἰς τὴν Γερμανίαν καὶ τὴν Ἑλβετίαν. Ὑφίστανται τρία δάνεια ἐξ ὁμολογιῶν καὶ δύο δάνεια ἄνευ ὁμολογιῶν ὀφειλόμενα ὑπὸ γερμανικῶν Ἑταιρειῶν, πρὸς δικαιούχους ἑλβετοὺς καὶ καὶ ἄλλους πιστωτάς. Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν εἰδικῶν τινων χαρακτηριστικῶν συμφιῶν πρὸς τὴν διαχείρησιν ἠλεκτρικῶν ἐργοστασίων ἐν κοινοκτημοσύνῃ κειμένων κατὰ μῆκος τοῦ Ρήνου, ὁ διακανονισμὸς τῶν χρεῶν τούτων συνδέεται μετ' ἄλλων προβλημάτων. Λόγῳ τῶν συνθηκῶν τούτων, ὁ ὁριστικὸς αὐτῶν διακανονισμὸς (ἐπὶ τοῦ ὁποίου εἶναι σήμερον ἀδύνατον νὰ ἐπέλθῃ συμφωνία) παραμένει ἐκκρεμὴς ἵνα ρυθμισθῇ δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεως μεταξὺ τῆς Ἑλβετίας καὶ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας. Οὐχ' ἧττον, οἱ πιστωταὶ συνεφώνησαν ὅπως κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συζητήσεως τοῦ διακανονισμοῦ τούτου μὴ ἀπαιτηθῇ ποσὸν ἀνώτερον τῶν 5 ἑκατομμυρίων ἑλβετικῶν φράγκων ἐτησίως διὰ τὰ 5 ἔτη ἅτινα ἔπονται τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1953.

3. Οὐδὲν χρέος δύναται νὰ ἀποκλεισθῇ, διὰ μόνον τὸν λόγον ὅτι νέος τις ὀφειλέτης ὑποκαθίσταται ἢ ἔχει ὑποκατασταθῇ εἰς τὴν ὑποχρέωσιν πρὸ ἢ μετὰ τὴν 8 Μαΐου 1945, ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς Νόμου τινὸς ἢ δι' οἱανδήποτε ἄλλην αἰτίαν. Ἐπὶ παραδείγματι, τὰ χρέη τῶν ἐπιχειρήσεων περὶ ὧν ὁ Νόμος 27 τῆς Ὑπάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς περὶ «Ἀναδιοργανώσεως τῶν γερμανικῶν βιομηχανιῶν ἄνθρακος καὶ σιδήρου» ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ δύνανται νὰ ἀποκλεισθῶσι, λόγῳ τοῦ ὅτι ταῦτα θὰ ἔχωσι ἀναληφθῇ ὑπὸ νέων ἑταιρειῶν ἢ ἑτέρων ἑταιρειῶν αἵτινες διεδέχθησαν τὰς ἐπιχειρήσεις ταύτας.

4. Ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἐφαρμόζεται ὡς πρὸς χρεώγραφα καὶ τοκομερίδια ὑποκείμενα εἰς ἀναγνώρισιν κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ γερμανικοῦ Νόμου περὶ ἀναγνωρίσεως τῆς 19 Αὐγούστου 1949 (WIRTSCHAFTS-GEZETSBLATT, σελὶς 295) καὶ τοῦ γερμανικοῦ Νόμου περὶ ἀναγνωρίσεως ἐξωτερικῶν κινητῶν ἀξιῶν τοῦ Αὐγούστου 1952, ἐφ' ὅσον δὲν ἤθελε λάβει χώραν ἡ ἀναγνώρισις αὐτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις οἱουδήποτε τοιούτου Νόμου ἢ οἱασδήποτε διακυβερνητικῆς Συμφωνίας ἥτις θὰ ἤθελεν ἔχει συναφθῇ ὡς πρὸς τὸ ζήτημα τοῦτο μετὰ χώρας εἰς ἣν ἔχει ἐκδοθῇ τὸ Δάνειον.

5. Διὰ διαφόρους λόγους τὰ χρέη τῆς Κεντρικῆς Τραπέζης τῆς Γερμανίας διὰ τὴν Γεωργίαν (DEUTSE REUTENBANK KREDITANSTALT) θέτουσιν ἐξαιρετικῶς πολύπλοκον πρόβλημα. Ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς διαιρέσεως τοῦ γερμανικοῦ ἐδάφους ἡ Τράπεζα εὑρίσκεται προσωρινῶς εἰς ἀδυναμίαν νὰ ἀνακτήσῃ τὰ ἐνεργητικὰ περιουσιακὰ αὐτῆς στοιχεῖα ἅτινα ἔχουσι ἐπενδυθῇ εἰς τὴν Ἀνατολικὴν Γερμανίαν καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τούτῳ τὸ ποσὸν τοῦ ὀφειλομένου χρέους ὅπερ καλύπτεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἔχει κατὰ συνέπειαν ὑποστῇ διαφόρους συμπτήξεις

καθοριζομένας εἰς τοὺς ἰσχύοντας κανονισμοὺς τοῦ ποσοστοῦ τῆς συμπτύξεως ὄντος διαφόρου εἰς ἑκάστην εἰδικὴν περίπτωσιν καὶ κυμαινομένου ἀπὸ 20 μέχρι 67 0]0 τοῦ κεφαλαίου τῶν ὑφισταμένων δανείων. Οἱ γερμανοὶ ἀντιπρόσωποι ἐδήλωσαν ὅτι, ἐπὶ τοῦ παρόντος, ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις δὲν εἶχε τὴν ἐξουσίαν νὰ μεταβάλῃ τὴν κατάστασιν ταύτην, ἥτις προκύπτει ἰδίως ἐκ σχετικῶν κανονισμῶν ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν Νόμων τῆς νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως. Οὐχ ἧττον, συμφωνεῖται ὅπως ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις πράξῃ πᾶν ὅ,τι δύναται ὅπως διευκολύνῃ τὴν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν τῆς Τραπέζης καὶ τὴν καταβολὴν τόκων καὶ χρεωλυσίου ὡς προβλέπεται εἰς τοὺς ἀνωτέρω ἀναφερομένους Νόμους καὶ Κανονισμούς.

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν ἐπιφυλάσσουσι τὸ δικαίωμα τῶν τελευταίων τούτων νὰ καταφύγωσιν εἰς πᾶν μέσον εἰς τὸ ὁποῖον θὰ ἠδύναντο νὰ προσφύγωσι πρὸς ἐπίτευξιν τροποποιήσεως τῶν κανονισμῶν ἐκείνων τοὺς ὁποίους θεωροῦσι ἐπιβλαβεῖς εἰς τὰ συμφέροντά των καὶ φύσεως νὰ δημιουργήσωσι διακρίσεις μεταξὺ τῶν διαφόρων κατηγοριῶν πιστωτῶν.

Ἐννοεῖται ὅτι ἡ Τράπεζα παραμένει ὑπεύθυνος ἀπέναντι τῶν πιστωτῶν τούτων ὡς πρὸς τὰ δάνεια ἅτινα εἶναι ἠγγυημένα δι' ἐνεργητικῶν εὑρισκομένων ἐν Ἀνατολικῇ Γερμανίᾳ, καὶ θέλει ἐπαναλάβει τὴν ἐξυπηρέτησιν τῶν δανείων τούτων εὐθὺς ὡς τὰ ἐνεργητικὰ ταῦτα ἤθελον ἐπανέλθη εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῆς.

Πλείονα τοῦ ἑνὸς ἕτερα ἱδρύματα εὑρίσκονται εἰς ἀνάλογον θέσιν. αἱ αὐταὶ ἀρχαὶ θὰ ἔχωσι ἐφαρμογὴν καὶ ὡς πρὸς ταῦτα.

6. Κατὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν ἡ περίπτωσις τοῦ γερμανικοῦ Δανείου ποτάσσης ἤθελεν ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον Σχεδίου τινος διακανονισμοῦ καταρτιζομένου ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, δέον νὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ὁ ἰδιάζων χαρακτὴρ τοῦ δανείου τούτου

Ἄρθρον IV.

Καθορισμὸς τοῦ ὀφειλομένου ποσοῦ.

1. Τὸ ὀφειλόμενον ποσὸν ἐξ οἱουδήποτε χρέους εἰς ὃ ἀναφέρεται ἡ παροῦσα Συμφωνία περιλαμβάνει τὸ κεφάλαιον τῆς ὀφειλῆς καὶ ἅπαντα τὰ ἐκ μὴ καταβληθέντων μέχρι τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1953, τόκων χρηματικὰ ποσά. Τὰ καθυστερούμενα ἐκ τόκων θέλουσιν ὑπολογισθῇ ὡς ἁπλοῖ τόκοι βάσει τοῦ ἐπιτοκίου ὅπερ προβλέπεται εἰς τὸ ὑφιστάμενον συμβόλαιον καὶ ἀνεξαρτήτως τοῦ ἐνδοχομένου τῆς λήξεως τοῦ δανείου πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης καὶ τῶν ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ ὑφισταμένου συμβολαίου συνεπειῶν πάσης μὴ καταβολῆς πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης.

2. Κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παραγράφου 1 θεωρεῖται μὴ καταβληθὲν πᾶν ποσὸν ὅπερ δὲν εἰσεπράχθη καὶ ἐγένετο ρητῶς ἢ σιωπηρῶς ἀποδεκτὸν ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ. Ἡ ἀποδοχὴ ἐκ μέρους αὐτοῦ παγιωμένων χρεωγράφων, πιστοποιητικῶν χρεωγράφων ἢ ἐμβασμάτων εἰς μετρητὰ γενομένων ὑπὸ τῆς KONVERSION KASSE θεωρεῖται ὡς ἀπιφέρουσα ἀπότισιν τοῦ χρέους ἢ τοῦ τμήματος τοῦ χρέους διὰ τὸ ὁποῖον τὰ χρεώγραφα, τὰ πιστοποιητικὰ χρεωγράφων ἢ τὰ ἐμβάσματα ταῦτα ἐγένοντο ἀποδεκτά.

Ἄρθρον V.

Ὅροι διακανονισμοῦ.

1. Κεφάλαιον. Τὸ κεφάλαιον τοῦ χρέους οὐδεμίαν θέλει ὑποστῇ περικοπήν.

2. Χρέη εἰς ξένον νόμισμα μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ.

(α) Χρυσᾶ δολλάρια καὶ χρυσᾶ ἑλβετικὰ φράγκα.

Τὰ εἰς χρυσᾶ δολλάρια καὶ χρυσᾶ ἑλβετικὰ φράγκα χρέη θέλουσιν ὑπολογισθῇ κατ' ἀναλογίαν ἑνὸς κοινοῦ δολλαρίου πρὸς ἓν χρυσοῦν δολλάριον καὶ ἑνὸς κοινοῦ ἑλβετικοῦ φράγκου πρὸς ἓν χρυσοῦν φράγκον Ἑλβετίας, καὶ τὰ νέα συμβόλαια θὰ εἶναι ἀναλόγως τῆς περιστάσεως εἰς κοινὰ δολλάρια ἢ κοινὰ ἑλβετικὰ φράγκας

(β) Ἕτερα νομίσματα μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ.

Διὰ τὰ λοιπὰ χρέη μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ (ἐξαιρουμένων τῶν χρεῶν εἰς γερμανικὸν νόμισμα καὶ τὴν ἐγγυητικὴν ρήτραν χρυσοῦ – βλέπε κατωτέρω παράγραφον 3) τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ θὰ εἶναι πληρωτέα μόνον εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς ἣν συνήφθη ἢ ἐξεδόθη τὸ δάνειον. (Τὸ νόμισμα τοῦτο ἐννοεῖται κατωτέρω διὰ τοῦ ὅρου «νόμισμα ἐκδόσεως») Τὸ ὀφειλόμενον ποσὸν θὰ ὑπολογίζηται εἰς τὸ ἰσότιμον, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἰσχυούσης τιμῆς συναλλάγματος κατὰ τὸν χρόνον τῆς λήξεως τοῦ ποσοῦ εἰς ἀμερικανικὰ δολλάρια ὅπερ προκύπτει ἐκ τῆς μετατροπῆς εἰς ἀμερικανικὰ δολλάρια τοῦ ποσοῦ τῆς ὑποχρεώσεως ὅπερ ἐκφράζεται εἰς τὸ νόμισμα τῆς ἐκδόσεως, βάσει τῆς τιμῆς ἥτις ἴσχυε κατὰ τὴν ἐποχὴν τοῦ συμβολαίου ἢ τῆς ἐκδόσεως. Τὸ ποσὸν εἰς τὸ νόμισμα ἐκδόσεως ὅπερ προκύπτει δὲν δύναται, οὐχ ἧττον, νὰ εἶναι κατώτερον ἐκείνου τὸ ὁποῖον θὰ προέκυπτε ἐὰν ἐλαμβάνετο ὡς βάσις ἡ τιμὴ συναλλάγματος ἥτις ἴσχυε κατὰ τὴν 1ην Αὐγούστου 1952.

3. Χρέη εἰς γερμανικὸν νόμισμα μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ:

(α) γίνεται ἀποδεκτὴ ἡ ἀρχὴ καθ' ἣν αἱ χρηματικαὶ ὀφειλαὶ καὶ αἱ ὑποθῆκαι τοῦ εἴδους τούτου εἰς χρυσᾶ μάρκα ἢ εἰς REICHSMARK μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ καὶ ἔχοντα ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα θέλουσι μετατραπῇ εἰς DEUTSCHEMARK κατ' ἀναλογίαν 1 χρυσοῦν μάρκον – ἢ ἑνὸς REICHSMARK μετὰ τῆς ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ – πρὸς 1 DEUTSCHEMARK.

(β) Ὁ ὁρισμὸς τῶν ἐφαρμοστέων κριτηρίων πρὸς διάκρισιν τοῦ ἰδιαζόντως ἐξωτερικοῦ χαρακτῆρος τῶν ἀνωτέρω δανείων θέλει ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον μεταγενεστέρων διαπραγματεύσεων (Ὑποσημείωσις. Βλέπε παράρτημα ΥΠ). Τὰ δύο μέρη ἐπιφυλάσσουσι τὰς ἀπόψεις των ὡς πρὸς τὸν καθορισμὸν τῶν περιπτώσεων εἰς ἃς ἡ οὕτω διατυπωθησομένη ἀρχὴ θὰ δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ ὡς ἐπίσης καὶ ὡς πρὸς τὸν τρόπον ἐφαρμογῆς αὐτῆς. Θὰ ἀνήκῃ εἰς τὴν γερμανικὴν Ἀντιπροσωπείαν νὰ ἀποφασίσῃ τίνι τρόπῳ ἡ εὑρεθησομένη λύσις θὰ καταστῇ δυνατὸν νὰ παρεμβληθῇ εἰς τὸ πλαίσιον τῶν γερμανικῶν Νόμων περὶ νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως καὶ κατανομῆς τῶν βαρῶν ἅτινα ἐγεννήθησαν ἐκ τοῦ πολέμου καὶ τῆς μεταπολεμικῆς περιόδου.

(γ) Αἱ εἰς τὸ προηγούμενον ἐδάφιον προβλεπόμεναι διαπραγματεύσεις μεταξὺ γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας καὶ ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν θέλουσι λάβει χώραν τὸ ἀργότερον πρὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1952.

4. Καθυστερούμενα ἐκ τόκων.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς κατωτέρω παραγράφου 6 τὰ δύο τρίτα τῶν μὴ καταβληθέντων τόκων μέχρι τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1953, θέλουσι παγιωθῇ, τοῦ τρίτου διαγραφομένου. Οἱ παγιούμενοι τόκοι θέλουσι προστεθῇ εἰς τὸ μὴ καταβληθὲν κεφάλαιον ὅπως ἀποτελέσωσι τὸ νέον κεφάλαιον τῆς ὀφειλῆς.

5. Νέα ἐπιτόκια.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς κατωτέρω παραγράφου 6 οἱ τόκοι θὰ ἀρχίσωσι ρέοντες ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1953, οἱαδήποτε καὶ ἂν ἤθελεν εἶναι ἡ ἡμερομηνία καθ' ἣν τὸ νέον συμβόλαιον ἤθελε συναφθῇ εἰς ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας. Τὸ ἐπιτόκιον αὐτῶν θέλει καθορισθῇ εἰς τὰ 75ο]ο τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ὑφιστάμενον συμβόλαιον ἐπιτοκίου. Οὐχ ἧττον, τὸ νέον τοῦτο ἐπιτόκιον τοῦ τρέχοντος τόκου δὲν θέλει ὑπερβῇ τὰ 5.1]4ο]ο διὰ τὰ δάνεια ἐξ ὁμολογιῶν καὶ τὰ 6ο]ο διὰ τὰ μὴ ἐξ ὁμολογιῶν χρέη καὶ οὐδὲ θέλει εἶναι κατώτερον τοῦ 4ο]ο, πλὴν ἐὰν τὸ εἰς τὸ ὑφιστάμενον συμβόλαιον προβλεπόμενον ἐπιτόκιον εἶναι αὐτὸ τοῦτο κατώτερον, ὁπότε τὸ τελευταῖον τοῦτο ἐπιτόκιον εἶναι ἐκεῖνο τὸ ὁποῖον δέον νὰ χρησιμοποιηθῇ.

6. Ἐπιτόκιον εἰς τὰς περιπτώσεις πραγματικῆς μετατροπῆς.

Ὁσάκις τὸ χρέος ἤθελεν ἔχει ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον πραγματικῆς τινος μετατροπῆς, ὁ ὀφειλέτης θὰ δύναται τῇ ἐκλογῇ αὐτοῦ:

(α) εἴτε νὰ παγιώσῃ ὅλους τοὺς μὴ καταβληθέντας μέχρι 1ης Ἰανουαρίου 1953 τόκους, βάσει τοῦ ἐπιτοκίου ὅπερ προβλέπεται εἰς τὸ ὑφιστάμενον συμβόλαιον καὶ νὰ

καταβάλῃ ἀπὸ τῆς αὐτῆς ἡμερομηνίας τόκον ὑπολογιζόμενον βάσει τοῦ ἐπιτοκίου τὸ ὁποῖον προβλέπεται εἰς τὸ συμβόλαιον τοῦτο ἀμειώτου,

(β) εἴτε νὰ παγιώσῃ, τοῦτο ἡ καταβληθέντας τόκους καὶ νὰ καταβάλῃ εἰς τὸ μέλλον τρέχοντα τόκον, ὡς ἐὰν τὸ ἀρχικὸν συμβόλαιον ἴσχυεν εἰσέτι καὶ ὡς ἐὰν αἱ παράγραφοι 4 καὶ 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου εἶχον ἐφαρμογήν.

7. Καταβολὴ τόκων.

Οἱ ἀφορῶντες τὴν περίοδον ἥτις ἀρχεται ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1953 τόκοι θὰ εἶναι καταβλητέοι εἰς δύο τοὐλάχιστον ἐξαμηνιαίας δόσεις. Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν, τοῦ νέου συμβολαίου μὴ ὑπογραφομένου ἢ μετὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1954, δὲν θὰ ἦτο δυνατὸν λογικῶς νὰ ζητηθῇ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου νὰ καταβάλῃ ἀμέσως τὸ σύνολον τῶν ληξάντων τόκων μεταξὺ τῆς 1ης Ἰανουαρίο 1953 καὶ τῆς ἡμερομηνίας συνάψεως τοῦ νέου συμβολαίου θέλουσι λάβει χώραν αἱ ἀναγκαιοῦσαι ἀναπροσαρμογαί.

8. Καταβολαὶ χρεωλυσίων.

(α) Ἡ ἀπόσβεσις θὰ λάβῃ χώραν δι' ἴσων ἐτησίων καταβολῶν ἀπὸ τοῦ ἔτους 1958 μέχρι τοῦ 1962, πρὸς 1ο]ο τοῦ νέου κεφαλαίου καὶ ἀπὸ τοῦ 1962 μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς τελικῆς λήξεως πρὸς 2 ο]ο τοῦ νέου τούτου κυρίως κεφαλαίου. Ἡ ἐτησία χρεωλυτικὴ καταβολὴ κατὰ τὸ ἔτος 1958 θὰ προσαυξάνεται διὰ τοῦ τόκου ἑνὸς ἔτους ὅστις ἀναλογῇ πρὸς τὸ ἀποσβεσθὲν τμῆμα τοῦ χρέους κατὰ τὰ προηγούμενα ἔτη ἐξαιρουμένου, οὐχ ἧττον τοῦ τμήματος ὅπερ ἔχει ἀποσβεσθῇ ὑπὸ τὰς συνθήκας περὶ ὧν τὸ κατωτέρω ἐδάφιον (δ).

(β) Ἡ καταβολὴ τοῦ χρεωλυσίου θὰ λαμβάνῃ χώραν ἐτησίως κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τῆς πρώτης καταβολῆς τόκων τοῦ τρέχοντος ἔτους. Ἐν ἡ περιπτώσει ἡ πρώτη Ἰανουαρίου 1958 δὲν θὰ συνέπιπτε μὲ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τῆς πρώτης καταβολῆς τόκων, ἡ πρώτη χρεωλυτικὴ ἐτησία καταβολὴ θέλει καλύψῃ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1957 μέχρι τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τῆς πρώτης καταβολῆς τόκων. Ἡ αὐτὴ ἀρχὴ θέλει ἐφαρμοσθῇ κατὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν ἡ ἐτησία καταβολὴ θέλει ἀνέλθῃ εἰς 2ο]ο.

(γ) Ἅπασαι αἱ χρεωλυτικαὶ καταβολαὶ θέλουσι προσαρμοσθῇ πρὸς τὴν γενομένην περικοπὴν τοῦ νέου κεφαλαίου. Εἰς τὴν περίπτωσιν ἐκδόσεως τίτλων ἡ ἐτησία χρεωλυτικὴ καταβολὴ θὰ διατίθεται εἰς τὴν ἀκύρωσιν διὰ κληρώσεως ὁμολογιῶν ἐξωφλουμένων εἴτε εἰς τὴν ἑκάστοτε ἀξίαν αὐτῶν εἴτε εἰς τὴν ὀνομαστικὴν των ἀξίαν πλὴν ἐὰν ἔχῃ συμφωνηθῇ ἄλλως μεταξὺ τοῦ ὀφειλέτου καὶ τοῦ πιστωτοῦ αὐτοῦ.

(δ) Καθ' ὃν χρόνον ἡ ἐξυπηρέτησις θὰ ἐξηκολούθη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ νέου συμβολαίου, ὁ ὀφειλέτης θὰ δύναται νὰ προβαίνῃ εἰς συμπληρωματικὰς ἀποσβέσεις κατ' ἐκλογὴν του ὡς πρὸς τὸν τρόπον διενεργείας αὐτῶν συμπεριλαμβανομένης τῆς ἐξαγορᾶς ὁμολογιῶν εἴτε εἰς τὴν ἐλευθέραν ἀγορὰν εἴτε καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον.

(9). Διάρκεια τῶν Δανείων.

Τὰ νέα συμβόλαια θέλουσι προβλέψει τὴν πλήρη ἀπόσβεσιν τῶν δανείων ἐντὸς προθεσμίας μεταξὺ 10 ἐτῶν κατ' ἐλάχιστον καὶ 25 ἐτῶν κατ' ἀνώτατον ὅριον ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1953. Ἡ νέα ἡμερομηνία λήξεως δέον νὰ καθορισθῇ διὰ συμφωνίας μεταξὺ τοῦ ὀφειλέτου καὶ τῶν πιστωτῶν αὐτοῦ. Ἐντὸς τῶν ἀνωτέρω ὁρίων ὁ ὀφειλέτης θὰ ὤφειλε νὰ προτείνῃ ὡς ἡμερομηνίαν λήξεως τὴν πλησιεστέραν δυνατὴν, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς ἰδιαζούσης αὐτοῦ θέσεως.

Ἀντιμετωπίζεται χορήγησις προθεσμίας ἀπὸ 10 ἕως 15 ἐτῶν δυναμένης εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις νὰ παραταθῇ μέχρι 20 ἐτῶν, εἰς βιομηχανίας, τραπέζας καὶ ἐκκλησίας. Αἱ δημόσιαι ὑπηρεσίαι καὶ αἱ βασικαὶ βιομηχανίαι θὰ δύνανται, οὐχ ἧττον, νὰ παρατείνωσι τὴν προθεσμίαν ταύτην τῶν 20 ἐτῶν χωρὶς ὅμως νὰ δύνανται ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει νὰ ὑπερβῶσι τὰ 25 ἔτη. Εἰς τὴν περίπτωσιν χρεῶν ἄνευ ὁμολογιῶν, ἡ κανονικὴ προθεσμία θὰ εἶναι δεκαετής.

10. Ἀπόδοσις ὀφειλῶν μικρῶν ποσῶν.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ ἀπομένον ὡς ὀφειλόμενον κεφάλαιον ἰδιωτικῆς τινος ὀφειλῆς εἶναι μικρὸν ἐν συγκρίσει πρὸς τὸ ἀρχικὸν ποσὸν τοῦ δανείου, δύνανται νὰ συναφθῶσι συμφωνίαι πρὸς προπληρωμὴν καὶ ὁριστικὴν ἐξόφλησιν τοῦ συνολικοῦ ποσοῦ τῆς ὀφειλῆς καὶ τῶν καθυστερουμένων ἐκ τόκων χωρὶς νὰ ληφθῶσι ὑπ' ὄψιν αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 8 καὶ 9 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

11. Περίπτωσις ὀφειλέτου εὑρισκομένου ἐν δυσχερείᾳ.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν λόγῳ ἐξαιρετικῶν συνθηκῶν θιγουσῶν τὴν οἰκονομικὴν κατάστασιν ἰδιωτικοῦ τινος ὀφειλέτου-συμπεριλαμβανομένης, ἐπὶ παραδείγματι τῆς ἀπωλείας ἐνεργητικῶν περιουσιακῶν στοιχείων εὑρισκομένων ἐν Γερμανίᾳ ἀλλὰ ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἢ τοῦ Δυτικοῦ Βερολίνου, θὰ ἦτο ἀπολύτως καὶ πρακτικῶς ἀδύνατον εἰς τὸν ὀφειλέτην τοῦτον νὰ προτείνῃ νέον συμβολαιον κατὰ τὸν προβλεπόμενον εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν τρόπον, τίποτε δὲν θὰ ἐμποδίζῃ τὸν ἐνδιαφερόμενον ὀφειλέτην νὰ συνάψῃ μετὰ τῶν πιστωτῶν αὐτοῦ συμφωνίαν συνεπαγομένην τὰς ἀναπροσαρμογὰς ἐκείνας αἵτινες θὰ ἠδύνατο νὰ κριθῶσιν ἀναγκαῖαι λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἰδιαζουσῶν περιστάσεων εἰς τὴν εἰδικὴν αὐτοῦ περίπτωσιν.

12. Ἐγγυήσεις.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἑτέρων ἐφαρμοστέων νομικῶν διατάξεων, αἱ διατάξεις τῶν ὑφισταμένων συμβολαίων περὶ προνομίων, παραλλήλων ἐγγυήσεων καὶ ἑτέρου τύπου ἐξασφαλίσεων, συσταθεισῶν ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν πιστωτῶν θέλουσι παραμείνει ἐν ἰσχύι. Οὐχ' ἧττον, ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ ἐξασφάλισις ἥτις προβλέπεται εἰς τὸ ὑφιστάμενον συμβόλαιον δὲν θὰ ἀντεπεκρίνετο πρὸς τὰς ὑφισταμένας κατὰ τὴν σύναψιν τοῦ νέου συμβολαίου συνθήκας, ὁ ὀφειλέτης θὰ δύναται νὰ προτείνῃ μεταβολὴν τῆς φύσεως καὶ τῆς ἀξίας αὐτῆς. Ἡ νέα προταθησομένη ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου ἐξασφάλισις δέον οὐχ' ἧττον, νὰ εἶναι ἱκανοποιητικὴ καὶ νὰ γίνῃ ἀποδεκτὴ παρὰ τοῦ πιστωτοῦ.

Ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ ἐξασφάλισις ἤθελε ἀπωλέσει ἀξίαν ἢ αἰσθητῶς μεταβληθῇ, ὁ ὀφειλέτης δέον νὰ προβῇ εἰς τὰς ἀναγκαιούσας ἀναπροσαρμογὰς ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως παράσχῃ εἰς τοὺς πιστωτάς του ἐξασφάλισιν ἐξισουμένην τοὐλάχιστον πρὸς ἐκείνην ἧς οὗτοι ἔχαιρον ἀρχικῶς.

Ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ καὶ ὁ ὀφειλέτης του δέον νὰ παράσχῃ, λογικὰς ἐξασφαλίσεις ἢ νὰ προβλέψῃ ἑτέρας ἐγγυητικὰς ῥήτρας γινομένας ἀποδεκτὰς ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ.

13. Ἀποθεματικὰ Κεφάλαια καὶ ἀποσβεστικὰ ἀποθέματα.

Δεδομένου ὅτι ἡ ἀπόσβεσις δὲν θέλει ἀρχίσει ἢ κατὰ τὸ ἔτος 1958 καὶ μόνον κατὰ τὸ σχετικῶς ἀσθενὲς ποσοστὸν τοῦ 1 1]ο ὅπερ ἀνέρχεται κατὰ τὸ ἔτος 1964 εἰς μόνον 2 ο]ο. Οἱ ὀφειλέται δέον νὰ ἀντιμετωπίσωσι τὴν ἐξασφάλισιν εἰς ἑαυτοὺς οἰκονομικῆς καταστάσεως ἱκανῶς ὑγειοῦς καὶ ἱκανῆς ρευστότητος ὅπως ἀνταποκριθῶσι πρὸς τὰς ὑποχρεώσεις αὐτῶν κατὰ τὴν λῆξιν τῶν δανείων. Κατὰ συνέπειαν, δέον νὰ συζητηθῶσι μεταξὺ πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν συμπληρωματικαί τινες διατάξεις. Αὗται δύνανται νὰ προβλέπωσι τὴν σύστασιν ἀποθεματικῶν κεφαλαίων ἢ ἀποσβεστικῶν ἀποθεμάτων τροφοδοτουμένων δι' ἐτησίων καταβολῶν ὑπολογιζομένων εἴτε βάσει ποσοστοῦ τινος ἐκ τοῦ καθαροῦ κέρδους πρὸ πάσης καταβολῆς μερίσματος, εἴτε καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον ὅπως ἤθελε συμφωνηθῇ.

14. Ἐφοδασμὸς διὰ συναλλάγματος.

Ὁ ὀφειλέτης θέλει λάβει τὰ ἐπιβαλλόμενα ὑπὸ τοῦ γερμανικοῦ Νόμου μέτρα ὅπως προμηθευθῇ τὸ ἀναγκαιοῦν αὐτῷ ξένον συνάλλαγμα πρὸς ἐκπλήρωσιν τοῦ συνόλου τῶν ὑποχρεώσεων αὐτοῦ διὰ τὸ νέον συμβόλαιον.

15. Ὑπερημερία τοῦ ὀφειλέτου.

Ἐν περιπτώσει ὑπερημερίας τοῦ ὀφειλέτου, ἀνεξαρτήτως τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ νέον συμβόλαιον κυρώσεων, ὁ πιστωτὴς θὰ ἔχῃ δικαίωμα, διὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὑπερημερίας, εἰς τόκους ὑπολογιζομένους βάσει τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ὑφιστάμενον συμβόλαιον ἐπιτοκίου.

16. Τροποποίησις τῶν ὅρων διακανονισμοῦ.

Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀπαγορεύει εἰς ὀφειλέτην τινὰ νὰ ἐπιτύχῃ, τῇ συναινέσει τῶν

πιστωτῶν αὐτοῦ, ὅρους διακανονισμοῦ εὐνοϊκωτέρους ἐκείνων οἵτινες προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, διὰ τὸν ὀφειλέτην

17. Παραχωρήσεις παρὰ τῶν πιστωτῶν ὑπὲρ τοῦ ὀφειλέτου.

Οἱ πιστωταὶ θεωροῦσι ὅτι ἡ ὠφέλεια ἐκ τῶν παραχωρήσεων εἰς ἃς συνήνεσαν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνήκει εἰς τοὺς ὀφειλέτας.

Ἄρθρον VI.

Διάφοροι διατάξεις.

1. Ἀποτίσεις εἰς γερμανικὸν νόμισμα.

Πᾶς ὀφειλέτης θὰ δύναται τῇ αἰτήσει οἱουδήποτε ἐκ τῶν πιστωτῶν του, νὰ λάβῃ τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα ὅπως ἀποτίσῃ εἰς γερμανικὸν νόμισμα τὸ σύνολον ἢ μέρος ἰδιωτικῆς τινος ὀφειλῆς.

2. Ἐκχώρησις ἀπαιτήσεων.

Ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως τῶν ὁμολογιῶν, ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ ἐκχωρήσῃ τὴν ἀπαίτησίν του ἢ οὐσιῶδες τι μέρος αὐτῆς εἰς ἕτερον πρόσωπον ἔχον τὴν συνήθη διαμονὴν αὐτοῦ ἐκτὸς τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἢ τοῦ Δυτικοῦ Βερολίνου ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως :

(α) ὁ ἐκδοχεὺς διαμένῃ εἰς τὴν αὐτὴν νομισματικὴν ζώνην μετα τοῦ ἐγκωρητοῦ.

(β) ἡ ἐκχώρησις μὴ ἔχῃ ὡς ἀποτέλεσμα τὴν τροποποίησιν τῶν χαρακτηριστικῶν στοιχείων τῆς ἀπαιτήσεως.

(γ) ἡ ἐκχώρησις μὴ ἐπηρεάζει ἀμέσως ἢ ἐμμέσως τὸν διακανονισμὸν τῆς ἀπαιτήσεως.

3. Ἐκχώρησις ὀφειλῶν.

Αἱ γερμανικαὶ ἀρχαὶ ἐλέγχου συναλλάγματος θέλουσιν **ἐξετάζει εὐμενῶς πᾶσαν αἴτησιν ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὀφειλῆς τινὸς ὑπὸ νέου γερμανοῦ ὀφειλέτου καὶ τὴν ὑποκατάστασιν νέας ἐξασφαλίσεως εἰς παλαιὰν τοιαύτην.**

Ἄρθρον VII.

Διαδικασία διαπραγματεύσεως νέων συμβολαίων.

1. Οἱ ὅροι τῶν συναφθησομένων ἰδιωτικῶν συμβολαίων ἀτομικῶς μεταξὺ πιστωτῶν καίτῶν ὀφειλετῶν αὐτῶν, καὶ αἱ σχετικαὶ αὐτῶν τεχνικαὶ λεπτομέρειαι δέον νὰ περιλαμβάνωνται εἰς τὴν προσφορὰν διακανονισμοῦ τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου.

2. Πᾶσα πρότασις συμφωνίας,, συμβολαίου πράξεως ἢ παραρτήματος δέον νὰ συγχάνωσι τῆς ἐγκρίσεως ὡς πρὸς τὴν διατύπωσιν καὶ τὸ περιεχόμενον αὐτῶν, νομικοῦ τινος συμβούλου τῶν πιστωτῶν, ἐὰν οἱ τελευταῖοι οὗτοι ἤθελον **ἐκφράσει τὴν πρὸς τοῦτο ἐπιθυμίαν των.**

3. Ἕκαστος ὀφειλέτης δέον νὰ προπαρασκευάσῃ καὶ ὑποβάλῃ εἰς τὸν πιστωτὴν του λεπτομερῆ προσφορὰν διακανονισμοῦ, πρὸ τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1953, ἢ ἐντὸς προθεσμίας 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀπὸ τῆς ὁποίας ἤθελε προσδιορίσει τὸν τόπον διαμονῆς αὐτοῦ ἐντὸς τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἢ ἐν τῷ Δυτικῷ Βερολίνῳ. Ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου αὐτοῦ καὶ ὁ ὀφειλέτης δέον νὰ ἀποδεχθῇ διαπραγμάτευσιν μετ' αὐτοῦ ἐπὶ οἱουδήποτε εἰδικοῦ τινος σημείου τῆς προσφορᾶς.

4. Ὁ ὅρος «πιστωτὴς» ὅστις χρησιμοποιεῖται εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος Ἄρθρου δέον νὰ ἑρμηνευθῇ, εἰς τὴν περίπτωσιν δανείων ἐξ ὁμολογιῶν, ὡς σημαίνων οἱονδήποτε ἀντιπρόσωπον τῶν πιστωτῶν διορισθέντα κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου VIII τῆς παρούσης Συμφωνίας.

5. Εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν χρεωγράφων, κατὰ τὰς πρακτικὰς δυνατότητας ἢ τὰς συνηθείας τῶν διαφόρων ἀγορῶν εἰς τὰς ὁποίας αἱ ὁμολογίαι εἶχον ἐκδοθῇ, οἱ ὅροι τοῦ διακανονισμοῦ δύνανται νὰ ἐπέλθωσι δι' ἐπιθέσεως σφραγίδος ἐπὶ τῶν ὑφισταμένων ὁμολογιῶν ἢ διὰ τῆς παραδόσεως νέων ὁμολογιῶν εἰς ἀντάλλαγμα τῶν κυκλοφορούντων τίτλων. Ὅσον ἀφορᾷ τὰ καθυστερούμενα τοκομερίδια ταῦτα θὰ δύνανται νὰ ἀποτελέσωσι τὸν τίτλον νέων ὁμολογιῶν ἢ πιστοποιητικῶν δυναμένων νὰ ἀνταλλαγῶσι διὰ νέων ὁμολογιῶν. Αἱ ἐνσφραγισμέναι ὁμολογίαι ἢ αἱ νέαι ομολογίαι θὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς κοινὰς συνηθείας τῆς ἀγορᾶς. Οἱ ὀφειλέται θέλουσιν ἐπιφορτίσει, ἰδίαις αὐτῶν δαπάναις, τὰ κατάλληλα τραπεζικὰ ἱδρύματα μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ διακανονισμοῦ. Οὗτοι ὀφείλουσιν ἐπίσης νὰ συμμορφωθῶσι, δι' ἐξόδων των, πρὸς πάντα ὅρον ἐπιβαλλόμενον ὑπὸ τῶν δημοσίων ἀρχῶν καὶ τῶν χρηματιστηρίων ἀξιῶν ὅπως ἐξασφαλίσωσι τὸ ἐμπορεύσιμον τῶν χρεωγράφων.

Ἄρθρον VIII.

Ἀντιπροσώπευσις τῶν πιστωτῶν.

Αἱ Ἐπιτροπαὶ ἢ αἱ ὀργανώσεις τῶν ὁποίων οἱ ἀντιπρόσωποι ἔλαβον μέρος εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν διαφόρων ἐνδιαφερομένων εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἐθνικῶν ὁμίλων πιστωτῶν. (Αἱ Ἐπιτροπαὶ καὶ ὀργανώσεις αὗται ἀποκαλοῦνται κατωτέρω «Ἐπιτροπαὶ τῶν Πιστωτῶν») θὰ καθορίσωσι, ἐν τῇ ἰδιότητι αὐτῶν ὡς ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ δικαιώματος ἐγκρίσεως τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων, τὰ πρόσωπα ἢ τὰς ὀργανώσεις ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν αἵτινες θέλουσι παρουσιασθῇ ὅπως διευκολύνωσιν τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν εἰδικῶν διακανονισμῶν μεταξὺ ὀφειλετῶν καὶ πιστωτῶν λαμβανομένων ἀτομικῶς ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας. Οὗτοι θὰ δύνανται, οἱ ἴδιοι, νὰ ἐνεργήσωσι ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην. Δὲν θὰ δύνανται νὰ διορισθῶσι πλέον τοῦ ἑνὸς ἀντιπρόσωποι ἢ ἀντιπροσωπευτικαὶ ὀργανώσεις εἰς ἑκάστην εἰδικὴν περίπτωσιν, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν αἱ Ἐπιτροπαὶ πιστωτῶν θέλουσι κρίνει τοῦτο ἀναγκαῖον πρὸς πλήρη προστασίαν τῶν δικαιωμάτων τῶν ὁμολογιούχων διαφόρων μερίδων δανείου τινος ἐκδοθέντος ὑπὸ συγκεκριμένου τινος ὀφειλέτου ὁπότε εἷς μόνον ἀντιπρόσωπος ἢ μία μόνη ἀντιπροσωπευτικὴ ὀργάνωσις, κατ' ἀνώτατον ὅριον, θὰ δύναται νὰ διορισθῇ δι' ἑκάστην μερίδα .

Ὁ γερμανὸς ὀφειλέτης δικαιοῦται νὰ ζητήσῃ παρὰ τῶν Ἐπιτροπῶν πιστωτῶν νὰ διορίσωσι τοὺς ἀντιπροσώπους τούτους. Τὸ γεγονὸς ὅτι οἱονδήποτε πρόσωπον ἔλαβε μέρος εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν τῶν χρεῶν δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ ἀποτελέσῃ ἐμπόδιον ὅπως τοῦτο μετάσχῃ ὑπὸ οἱανδήποτε ἰδιότητα, εἰς πᾶσαν διαπραγμάτευσιν ἀναλαμβανομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον IX

Ἐπιτροπὴ διαιτησίας καὶ μεσολαβήσεως.

1. Ἀρμοδιότης.

Συνιστᾶται Ἐπιτροπὴ διαιτησίας καὶ μεσολαβήσεως ὅπως διευκολύνῃ τοὺς διακανονισμοὺς μεταξὺ ὀφειλετῶν ἀτομικῶς καὶ τῶν πιστωτῶν αὐτοῦ. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θέλει ἐνεργῇ ὡς μεσολαβητὴς καὶ διαιτητὴς μεταξὺ τοῦ ὀφειλέτου καὶ τῶν πιστωτῶν του ὁσάκις οὗτοι δὲν ἤθελον κατορθώσει νὰ συμφωνήσωσι μεταξὺ αὐτῶν ἐπὶ τῶν ὅρων τῆς προσφορᾶς διακανονισμοῦ ἥτις δέον νὰ λάβῃ χώραν. Ἕκαστον τῶν δύο μερῶν δικαιοῦται νὰ φέρῃ τὴν ὑφισταμένην διαφορὰν ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ εἶναι ὑποχρεωτικὴ δι' ἀμφότερα τὰ μέρη. Ὁ ὀφειλέτης θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ προσφέρῃ εἰς τοὺς πιστωτὰς του τοὺς ὅρους διακανονισμοῦ οἵτινες θὰ περιλαμβάνωνται εἰς τὴν ἀπόφασιν ταύτην. Ὁ πιστωτὴς θὰ εἶναι ὑποχρεωμένος νὰ δεχθῇ ταύτας, (ἐν ὑποσημειώσει : Ἴδε Παράρτημα II Α) ἢ, εἰς τὴν περίπτωσιν χρεωγράφων πρὸς διακανονισμὸν τῶν ὁποίων οἱ ὁμολογιοῦχοι ἀντιπροσωπεύονται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου VIII τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὁ ἀντιπρόσωπος τῶν πιστωτῶν θὰ ὑποχρεοῦται νὰ συστήσῃ τὴν ἀποδοχὴν αὐτῶν εἰς τοὺς ὁμολογιούχους.

Ὅσάκις ὁ ἀντιπρόσωπος τῶν πιστωτῶν θὰ ἔχῃ διορισθῇ κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ἄρθρου VIII τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὰ κατὰ τὸ παρὸν ἄρθρον δικαιώματα τῶν πιστωτῶν θὰ ἀσκοῦνται παρὰ τοῦ ρηθέντος ἀντιπροσώπου.

2. Σύνθεσις.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἀποτελεσθῇ ἐκ τεσσάρων μελῶν διοριζομένων ὑπὸ τῶν πιστωτῶν καὶ ἐκ τεσσάρων διοριζομένων ὑπὸ τῶν ὀφειλετῶν. Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ δύναται τῇ αἰτήσει τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν αὐτῆς νὰ ἐκλέξῃ συμπληρωματικὸν μέλος διὰ τὴν ἐξέτασιν συγκεκριμένης τινος ὑποθέ-

σεως. Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ ἐκλέγεται μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν. Ὁ πρῶτος ἐν ἐνεργείᾳ Πρόεδρος θὰ εἶναι ὁ ἀμερικανὸς ἀντιπρόσωπος. Δι' ἕκαστον μέλος θὰ δύναται νὰ διορισθῇ ἀναπληρωτὴς αὐτοῦ. Ἕκαστον μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς, συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ Προέδρου, θὰ ἔχῃ ἁπλῆν ψῆφον.

3. Διορισμὸς τῶν μελῶν.

Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ διορίζωνται ὡς ἀκολούθως :

(α) Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν θὰ διορίζωνται παρὰ τῶν ὁριζομένων ὑπὸ τῶν Ἐπιτροπῶν πιστωτῶν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου, τῆς Ἑλβετίας καὶ τῶν Κάτω Χωρῶν ὀργανώσεων. Ὁσάκις οἱ πιστωταὶ συγκεκριμένης τινος χώρας θὰ ἔχωσι ἰδιαίτερον ἐνδιαφέρον ἐπὶ εἰδικῆς τινος ὑποθέσεως, μέλος διοριζόμενον ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς Πιστωτῶν τῆς χώρας ταύτης θέλει ἀντικαταστήσει, ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη ἤθελε ζητήσει τοῦτο, ἓν ἐκ τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς Διαιτησίας ἐν τῇ ἰδιότητι Ἀναπληρωτοῦ.

(β) Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ὀφειλετῶν θέλουσι διορισθῇ ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη.

4. Διαδικασία.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ δύναται νὰ συστήσῃ τὰς Ὑποεπιτροπὰς ἃς ἤθελε κρίνει ἀναγκαίας διὰ τὴν ἐξέτασιν εἰδικῆς τινος περιπτώσεως καὶ νὰ διορίσῃ τὰ πρόσκαιρα μέλη ἅτινα θέλουσι λάβει μέρος εἰς τὰς Ὑποεπιτροπὰς ταύτας. Ἡ ἀκολουθητέα διαδικασία εἰς τὴν εἰσαγωγὴν τῶν διαφορῶν, οἱ τόποι καὶ αἱ ἡμερομηνίαι τῶν συνεδριάσεων, ὁ τύπος τῆς κοινοποιήσεως τῶν δικασίμων ὡς καὶ πᾶν ζήτημα ἀναφερόμενον εἰς τὴν λειτουργίαν τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ τῶν Ὑποεπιτροπῶν θέλουσι καθορισθῇ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

5. Δαπάναι.

Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν προσκαίρων μελῶν θὰ ἀποζημιοῦνται διὰ τὰ ὁδοιπορικὰ αὐτῶν ἔξοδα ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην δαπάνην ἥτις ἤθελε προκύψει ἐκ τῆς ἐκτελέσεως τῆς ἀποστολῆς αὐτῶν ἐπὶ πλέον θὰ λαμβάνωσι διὰ τὸν χρόνον τῆς ἐκτελέσεως τῆς ὑπηρεσίας των, ἀποζημιώσεις καθοριζομένας ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

Πᾶσα δαπάνη καὶ τὰ παρουσιαζόμενα ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ τῶν μελῶν αὐτῆς, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν προσκαίρων μελῶν, ἔξοδα, προκειμένου περὶ εἰδικῆς τινος διαφορᾶς, θὰ βαρύνωσι τὸν γερμανὸν ὀφειλέτην διάδικον εἰς τήν ἐκδικαζομένην διαφοράν. Εἰς ὅλας οὐχ ἧττον τὰς περιπτώσεις, εἰς ἃς ἡ ἁρμοδία Ἐπιτοπὴ ἢ Ὑποεπιτροπὴ ἤθελε ἀναγνωρίσει ὅτι ἡ προσφυγὴ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δὲν ἐγένετο καλῇ τῇ πίστει ὑπὸ πιστωτοῦ τινος, ἢ ὅτι πρόκειται, περὶ ἀτόπου τινος προσφυγῆς, αἱ δαπάναι καὶ τὰ ἔξοδα θὰ βαρύνουσι τὸν πιστωτὴν τοῦτον, ἐν ᾧ μέτρῳ ἤθελε καθορίσει τοῦτο ἡ Ἐπιτροπὴ ἢ ἡ Ὑποεπιτροπή.

Ὅλα τὰ λοιπὰ ἔξοδα τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν μελῶν αὐτῆς, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς ἀποζημιώσεως τῶν τελευταίων τούτων διὰ τὸν χρόνον ἀπασχολήσεως αὐτῶν μετὰ τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, θὰ καταβάλλωνται παρὰ τῶν ὀφειλετῶν, εἴτε διὰ κατανομῆς μεταξὺ αὐτῶν εἴτε ἄλλως.

Ἄρθρον X.

Δαπάναι πιστωτῶν, Ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν καὶ ἑτέρων προσώπων :

1. Οἱ ὀφειλέται εἰς οὐδὰναφέρεται ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ καταβάλλωσι ὅλας τὰς δαπάνας τὰς ὁποίας θὰ ἔχῃ παρουσιάσῃ ἑκάστη Ἐπιτροπὴ πιστωτῶν ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ τῆς Συνδιασκέψεως τῶν χρεῶν ἢ τῆς ἐκτελέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Τὰ παρουσιαζόμενα ὑπὸ τῶν πιστωτῶν ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ἀναληφθεισῶν ὑποχρεώσεων μεταξὺ ὀφειλέτου τινὸς καὶ τῶν πιστωτῶν αὐτοῦ, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου VII τῆς παρούσης Συμφωνίας. ἔξοδα θὰ βαρύνωσι τὸν περὶ οὗ πρόκειται ὀφειλέτην. Τὰ ἔξοδα ταῦτα, εἰς τὴν περίπτωσιν ὀφειλῆς ἄνευ ὁμολογιῶν, θὰ καταβάλλωνται εἰς τοὺς πιστωτὰς καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν χρεῶν ἐξ ὁμολογιῶν, εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν πιστωτῶν οἵτινες ἔχουσι διορισθῇ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου VIII τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Ὁ ὅρος «ἔξοδα» ὅστις χρησιμοποιεῖται εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος Ἄρθρου, περιλαμβάνει ὡσαύτως καὶ τὴν καταβολὴν λογικῶν ἀποζημιώσεων διὰ προσφερθείσας ὑπηρεσίας. Πᾶσα διαφορὰ ὡς πρὸς τὴν λογικότητα τῶν καταβλητέων ἐξόδων κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Ἄρθρου θὰ δύναται νὰ ἀχθῇ ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς Διαιτησίας καὶ Μεσολαβήσεως.

4. Αἱ καταβολαὶ αἵτινες προβλέπονται εἰς τὸ παρὸν Ἄρθρον δὲν ἀποτελοῦσι ἐμπόδιον εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν πιστωτῶν νὰ παρουσιάσωσι καὶ ἐπιδιώξωσι τὴν εἰσπραξιν προσθέτων ἐξόδων παρὰ ὁμολογιούχων ἢ πιστωτῶν.

Ἄρθρον XI.

Ἔναρξις ἰσχύος

Οὐδεμία καταβολὴ θὰ δύναται νὰ διενεργηθῇ εἰς ἐκτέλεσιν τῶν ὅρων προσφορᾶς τινος διακανονισμοῦ διατυπωθείσης κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν Γερμανικῶν χρεῶν εἰς τὰ ὁποῖα ἀποβλέπει αὕτη. Οἱ ὀφειλέται, οὐχ ἧττον, δέον νὰ παρασκευάσωσι τὸ ταχύτερον τὰς προσφορὰς των διακανονισμοῦ, νὰ τὰς παρουσιάσωσιν εἰς τοὺς πιστωτάς των κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου VII τῆς παρούσης Συμφωνίας, νὰ προβῶσιν εἰς τὰς διαπραγματεύσεις αἵτινες ἤθελον τυχὸν ἀπαιτηθῇ καὶ γενικῶς, νὰ λάβωσι τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς ἐπίσπευσιν τῆς προετοιμασίας τῶν νέων προσφορῶν εἰς τὰς ὁποίας ἀναφέρεται ἡ παροῦσα Συμφωνία.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΑ

Ἑρμηνεία τῆς δευτέρας παραγράφου τοῦ Ἄρθρου IX, τμήματος, I, τοῦ Παραρτήματος II.

Πρὸς τὴν
Τριμερῆ Ἐπιτροπὴν τῶν Γερμανικῶν Χρεῶν
29, CHESMAN PLACE, Λονδῖνον S.W.I 12 Νοεμβρίου 1952

Κύριοι,

Ἐπεστήθη ἡ προσοχὴ ἡμῶν ἐπὶ παρερμηνίας τινὸς σημειωθείσης ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἔννοιαν τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τῆς παραγράφου 1 τοῦ Ἄρθρου IX τοῦ Παραρτήματος 4 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν. Τὸ ἐδάφιον τοῦτο ἔχει διατυπωθῇ ὡς ἀκολούθως :

«.....Ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ εἶναι ὑποχρεωτικὴ δι' ἀμφότερα τὰ μέρη. Ὁ ὀφειλέτης θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρεώσιν νὰ προσφέρῃ πρὸς τοὺς πιστωτὰς του τοὺς ὅρους διακανονισμοῦ οἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὴν ἀπόφασιν ταύτην. Ὁ πιστωτὴς θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀποδεχθῇ ταύτας ἢ εἰς τὴν περίπτωσιν δανείου μετὰ ὁμολογιῶν διὰ τὸν διακανονισμὸν τοῦ ὁποίου οἱ ὁμολογιοῦχοι ἀντιπροσωπεύονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου VII τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὁ ἀντιπρόσωπος τῶν πιστωτῶν θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συστήσῃ τὴν ἀποδοχὴν αὐτῶν πρὸς τὸν ὁμολογιοῦχον».

Αἱ δι' ἐπικλινῶν τυπογραφικῶν στοιχείων λέξεις («νὰ τὰς ἀποδεχθῇ») εἶναι ἐκεῖναι αἵτινες ἔδωσαν λαβὴν εἰς τὴν παρερμηνείαν. Πρὸς ἀκριβέστερον καθορισμὸν τῆς ὀρθῆς ἑρμηνείας αὐτῶν θὰ ἦτο χρήσιμον ὅπως ἀντικατασταθῶσι οἱ λεκτικοὶ ὅροι οὗτοι διὰ τῶν ἀκολούθων: «νὰ ἀναγνωρίσῃ ὅτι αἱ λεπτομέρειαι αὗται εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας».

Θὰ εἴμεθα ὑπόχρεοι πρὸς τὴν Τριμερῆ Ἐπιτροπὴν ἐὰν εὐηρεστεῖτο νὰ λάβῃ σημείωσιν τοῦ ὅτι ἡ ἔννοια ἥτις δέον νὰ ἀποδοθῇ εἰς τὸ 2ον ἐδάφιον τῆς παραγράφου 1 τοῦ Ἄρθρου IX τοῦ Παραρτήματος 4 εἶναι ἐκείνη ἣν ἀποδίδει ἡ ἀκόλουθος διατύπωσις :

«Ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ εἶναι ὑποχρεωτικὴ δι' ἀμφότερα τὰ μέρη. Ὁ ὀφειλέτης θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ προσφέρῃ πρὸς τοὺς πιστωτὰς του τὰς λεπτομερείας διακανονισμοῦ αἵτινες περιλαμβάνονται εἰς τὴν ἀπόφασιν. Ὁ πιστωτὴς θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀναγνωρίσῃ ὅτι αἱ λεπτομέρειαι αὗται εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις

τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἢ εἰς τὴν περίπτωσιν δανείου μετὰ ὁμολογιῶν διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν ὁποίων οἱ ὁμολογιοῦχοι ἀντιπροσωπεύονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου VIII τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὁ ἀντιπρόσωπος τῶν πιστωτῶν θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συστήσῃ τὴν ἀποδοχὴν αὐτῶν πρὸς τὸν ὁμολογιοῦχον».

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῆτε κλπ.

N. LEGGETT

Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς Διαπραγματεύσεων «Β» τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

HERMANN J. ABS

Πρόεδρος τῆς Γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ III

Συστάσεις γενόμεναι ἀποδεκταὶ διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν STANDSTILL.

Συμφωνία Γερμανικῶν πιστώσεων τοῦ 1952.

(Σημείωσις: Τὸ κατωτέρω παρατιθέμενον κείμενον εἶναι τὸ κείμενον τοῦ Παραρτήματος 5 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν. Αἱ συμπληρωματικαὶ συμφωνίαι αἵτινες ἔχουσι συναφθῇ μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν κατὰ τὸ παρὸν Παράρτημα, μετὰ τὸν τερματισμὸν τῆς Συνδιασκέψεως ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον τοῦ Ὑποπαραρτήματος III A).

Ἡ παροῦσα ΣΥΜΦΩΝΙΑ συνήφθη μεταξὺ ἀντιπροσωπευτικῆς Ἐπιτροπῆς Τραπεζιτικῶν, Ἐμπορικῶν καὶ Βιομηχανικῶν Ἐπιχειρήσεων εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ ἐπὶ τῶν δυτικῶν τομέων τοῦ Βερολίνου (Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη μνημονεύεται κατωτέρω διὰ τοῦ ὅρου, «Γερμανικὴ Ἐπιτροπή». Διὰ τοῦ ὅρου τούτου δέον νὰ ἐννοῆται πᾶν Ἵδρυμα ἢ Ὀργανισμὸς ὅστις θὰ ἠδύνατο νὰ διαδεχθῇ τὴν ρηθεῖσαν Ἐπιτροπὴν εἰς τὴν ἐκτέλεσιν οἱασδήποτε τῶν ὑπηρεσιῶν αἵτινες περιέρχονται εἰς αὐτὴν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας), τῆς Τραπέζης BANKDEUTSCHER LANDER (διὰ τοῦ ὀνόματος τούτου δέον νὰ ἐννοῆται πᾶν Ἵδρυμα ἢ Ὀργανισμὸς ὅστις θὰ ἠδύνατο νὰ διαδεχθῇ τὴν Τράπεζαν BANK DEUTSCHER LANDER εἰς οἱανδήποτε τῶν ὑπηρεσιῶν αἵτινες περιέρχονται εἰς αὐτὴν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας) καὶ ἐκείνων ἐκ τῶν ἀκολούθων Ἐπιτροπῶν (κατωτέρω ἀναφερομένων ὁμαδικῶς διὰ τῶν λέξεων «Αἱ ξέναι τραπεζικαὶ Ἐπιτροπαὶ») αἵτινες θέλουσι καταστῇ μέρη τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἤτοι τῶν ἀντιπροσωπευτικῶν Ἐπιτροπῶν τῶν Τραπεζικῶν Ἐπειχηρήσεων αἵτινες ἀναπτύσσουν τὴν δρᾶσιν των εἰς τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς, εἰς τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον καὶ τὴν Ἑλβετίαν, ἀντιστοίχως.

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν:

(1) Ὅτι συνεπείᾳ αἰτήματος τῆς Συνδιασκέψεως τῶν συνελθουσῶν ἐν Λουδίνῳ κατὰ τὸν μῆνα Ἰούλιον 1931 Ἑπτὰ Δυνάμεων, δι' οὗ ἐκλήθησαν οἱ ξένοι τραπεζικοὶ πιστωταὶ τῆς Γερμανίας νὰ λάβωσιν ἐν συνεννοήσει μέτρα πρὸς διατήρησιν τοῦ ὕψους τῶν πιστώσεων αἵτινες ἔχουσι δοθῇ ἤδη εἰς τὴν Γερμανίαν» καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς δηλώσεως τῆς ρηθείσης Συνδιασκέψεως κατὰ τὴν ὁποίαν «πρὸς διασφάλισιν τῆς διατηρήσεως τῆς οἰκονομικῆς σταθερότητος τῆς Γερμανίας, οὐσιώδους εἰς τὰ συμφέροντα τῆς Ὑφηλίου» αἱ ἐνδιαφερόμεναι Κυβερνήσεις «ἦσαν διατεθειμέναι νὰ συνεργασθῶσιν ἐν τῷ μέτρῳ τῶν δυνάμεών των, εἰς τὴν ἀποκατάστασιν τῆς ἐμπιστοσύνης», ἔχει συναφθῇ παρὰ τῶν ξένων τραπεζικῶν πιστωτῶν Συμφωνία περὶ διατηρήσεως τῶν τραπεζικῶν πιστώσεων βραχείας διαρκείας πρὸς τὴν Γερμανίαν τεθεῖσα εἰς ἐφαρμογὴν ἀπὸ τῆς 17ης Σεπτεμβρίου 1931.

(2) Ὅτι αἱ τραπεζικαὶ αὗται πιστώσεις βραχείας διαρκείας διετηρήθησαν διὰ σειρᾶς ἐτησίων διαδοχικῶν Συμφωνιῶν τῶν ὁποίων ἡ τελευταία κατὰ ἡμερομηνίαν (κατωτέρω ἀποκαλουμένη «Συμφωνία τοῦ 1939») θὰ ἐξέπνεε τὴν 31 Μαΐου 1940, ἀλλά, λόγῳ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν μεταξὺ Γερμανίας ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου καὶ τῶν συμμάχων αὐτοῦ, ἀφ' ἑτέρου, κατηγγέλθη τὴν 4ην Σεπτεμβρίου 1939, διὰ κοινοποιήσεως γενομένης ἐξ ὀνόματος τῶν Ἐπιτροπῶν αἵτινες ἀντεπροσώπευον τοὺς εὑρισκομένους ἐν Ἡνωμέναις Πολιτείαις καὶ ἐν Ἀγγλίᾳ τραπεζικοὺς πιστωτάς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ρηθείσης Συμφωνίας.

(3) Ὅτι κατόπιν τῆς καταγγελίας τῆς Συμφωνίας τοῦ 1939, συνήφθησαν συμφωνίαι τινες κατὰ τὰ ἔτη 1939 καὶ 1940 μεταξὺ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ἀμερικανῶν Πιστωτῶν καὶ τῶν γερμανικῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν ἐπὶ τῷ τέλει διατηρήσεως (μετὰ τινων περιορισμῶν καὶ τροποποιήσεων, ἐκείνων ἐκ τῶν τραπεζικῶν πιστώσεων βραχείας διαρκείας αἵτινες εἶχον χορηγηθῇ παρὰ ξένων τραπεζικῶν πιστωτῶν διαμενόντων ἐν Ἡνωμέναις Πολιτείαις, τῆς δευτέρας τῶν συμφωνιῶν τούτων ἐκπνευσάσης τὴν 31ην Μαΐου 1941.

(4) Ὅτι κατόπιν τῆς καταγγελίας τῆς Συμφωνίας τοῦ 1939, ἕτεραι τινὲς συμφωνίαι συνήφθησαν μεταξὺ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ἑλβετῶν πιστωτῶν καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων γερμανικῶν μερῶν πρὸς διατήρησιν (μετὰ περιορισμῶν τινων καὶ τροποποιήσεων) ἐκείνων ἐκ τῶν τραπεζικῶν πιστώσεων βραχείας διαρκείας αἵτινες εἶχον χορηγηθῇ παρὰ τῶν ἐν Ἑλβετίᾳ διαμενόντων ξένων τραπεζικῶν πιστωτῶν, ὅλων τῶν συμφωνιῶν τούτων ἐκπνευσασῶν ἔκτοτε.

(5) Ὅτι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς τελευταίας τῶν προηγουμένων ἐφαρμοστέων συμφωνιῶν, ἑκάστη τῶν ὀφειλῶν ἡ ὁποία πηγάζει ἐκ τῆς χορηγήσεως εἰς τὴν Γερμανίαν τῶν ρηθεισῶν τραπεζικῶν πιστώσεων βραχείας διαρκείας κατέστη ληξιπρόθεσμος κατὰ τὴν λῆξιν τῆς Συμφωνίας ἥτις τὴν ἀφεώρα, μετὰ τῶν συνεπειῶν αἵτινες ἀνεφέροντο ἐν αὐτῇ καὶ ὅτι ὅλα τὰ χρέη ταῦτα (συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν πηγαζόντων ἐκ τῶν πιστώσεων αἵτινες ὑπεκατεστάθησαν εἰς τινας τῶν πιστώσεων βραχείας διαρκείας ἃς ἀρχικῶς ἀφεώρουν τινες τῶν προηγουμένων Συμφωνιῶν) κατέστησαν τότε ἀπαιτητὰ καὶ πληρωτέα παρὰ τῶν ἀντιστοίχων ὀφειλετῶν (μετὰ τῶν τόκων καὶ τῶν ἄλλων ληξιπροθέσμων ἢ μελλόντων νὰ λήξωσι ἐπιβαρύνσεων) εἰς τὰ ἀντίστοιχα ξένα νομίσματα ὅτι τὰ χρέη ταῦτα παραμένουσιν ἀπαιτητὰ καὶ πληρωτέα ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους ἐκτὸς ἐν ᾧ μέτρῳ ταῦτα ἐμειώθησαν ἢ ἀπεσβέσθησαν ἐν τῷ μεταξὺ διὰ καταβολῶν ἢ ἀποδόσεων εἰς ξένον συνάλλαγμα ἢ εἰς γερμανικὸν νόμισμα. Οὐδεμία ἀπόφασις ἔχει ληφθῇ μέχρι σήμερον ἐπιτρέπουσα τὴν ἀπότισιν τοῦ ὑπολοίπου τῶν χρεῶν τούτων εἰς τὰ νομίσματα εἰς τὰ ὁποῖα ἦσαν ἐκπεφρασμένα.

(6) Ὅτι τὰ τραπεζικά, ἐμπορικὰ καὶ βιομηχανικὰ ἱδρύματα ἅτινα εὑρίσκονται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας παρεκάλεσαν, διὰ τῆς γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς, τοὺς ξένους τραπεζικοὺς πιστωτὰς αὐτῶν νὰ συνάψωσι νέαν Συμφωνίαν πρὸς διακανονισμὸν τῆς ἀποδόσεως τῶν χρεῶν βραχείας διαρκείας ἅτινα δὲν κατεβλήθησαν καὶ νὰ συστήσωσι τὰ μέσα ἀποκαταστάσεως τῶν ὁμαλῶν συνθηκῶν χρηματοδοτήσεως τοῦ ἐξωτερικοῦ ἐμπορίου τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ὅτι εἰς ἀπάντησιν τοῦ αἰτήματος τούτου ἔχουσι διατυπωθῇ κατάλληλοι διατάξεις καὶ περιελήφθησαν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ὅτι αἱ ξέναι τραπεζικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἀπεφάσισαν νὰ συστήσωσιν εἰς τοὺς ξένους τραπεζικοὺς πιστωτάς, εἰς τὰς οἰκείας αὐτῶν χώρας νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τὴν ρηθεῖσαν Συμφωνίαν.

(7) Ὅτι ἡ παροῦσα Συμφωνία ἔχει ὑπογραφῇ παρὰ τῶν ξένων τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν ὑπὸ τοὺς ἀκολούθους ὅρους:

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ αἱ λοιπαὶ κατάλληλοι ἀρχαὶ (ἐν ὑποσημειώσει βλέπε Παράρτημα III A) θέλουσι δημοσιευσει καὶ διατηρήσει, ἐφ' ὅσον ἡ Συμφωνία θέλει παραμείνει ἐν ἰσχύϊ, τὰ νομοθετικὰ κείμενα ἢ κείμενα κανονισμῶν ἅτινα θὰ ἦσαν ἀναγκαῖα ὅπως καταστήσωσι τὰς διατάξεις αὐτῆς ἐνεργοὺς οὐδὲν νομοθετικὸν κείμενον ἢ κείμενον κανονισμοῦ θέτον σημαντικῶς τὰς ὑποχρεώσεις αἵτινες προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Θέλει δημοσιευθῇ καὶ, ἰδίᾳ τὰ νομοθετικὰ κείμενα ἅτινα θέλουσι δημοσιευθῇ καὶ διατηρηθῇ θὰ ἀποτελοῦσιν ἐγγύησιν:

(ι) ὅτι τὰ ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τραπεζικά, ἐμπορικὰ ἢ βιομηχανικὰ ἱδρύματα δὲν θέλουσι κάμει διάκρισιν τινα ὡς πρὸς τὰς ἀποτίσεις ἢ τὴν χορήγησιν ἐγγυήσεων

σεων μεταξὺ τῶν ἀλλοδαπῶν τραπεζικῶν πιστωτῶν αὐτῶν ἀνεξαρτήτως τῆς προσχωρήσεως ἢ μὴ αὐτῶν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

(ιι) ὅτι τὰ ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τραπεζικὰ Ἐμπορικὰ ἢ βιομηχανικὰ ἱδρύματα δὲν θέλουσι κάμει διάκρισιν τινα ὡς πρὸς τὴν χορήγησιν ἐγγυήσεων, μεταξὺ τῶν πιστωτῶν αὐτῶν ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ καὶ τῶν ἀλλοδαπῶν τραπεζικῶν πιστωτῶν αὐτῶν ἀνεξαρτήτως τῆς προσχωρήσεως ἢ μὴ αὐτῶν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν (Ἐν ὑποσημειώσει : βλέπε Παράρτημα ΙΙΙ Α)

(ΙΙΙ) ὅτι ἀνεπίσημος κίνησις κεφαλαίων θέλει καταστῇ ἀδύνατος.

(Ἐν ὑποσημειώσει : Βλέπε Παράρτημα ΙΙΙ Α)

(ΙΥ) (Ἐν ὑποσημειώσει : βλέπε παράρτημα ΙΙΙ Α) ὅτι τὰ ἐν τῇ Ὁμ]ῳ Δημοκρατίᾳ τραπεζικὰ ἐμπορικὰ ἢ βιομηχανικὰ ἱδρύματα ἅτινα τυγχάνουσιν ὀφειλέται χρέους οἱασδήποτε μορφῆς προβλεπομένου εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, θέλουσι προσχωρήσει εἰς τὴν ρηθεῖσαν Συμφωνίαν.

Διὰ τῆς παρούσης συμφωνοῦνται τὰ ἀκόλουθα :

1) Ὁ ρ ι σ μ ο ὶ. Ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν τὸ κείμενον ἐπιβάλλει ἑτέραν τινα ἑρμηνείαν οἱ κατωτέρω ὅροι ἔχουσιν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν τὴν ἀκόλουθον ἔννοιαν :

Ὁ ὅρος «βραχυπρόθεσμοι πιστώσεις» σημαίνει :

(ι) Πᾶσαν συναλλαλαγματικὴν κατάθεσιν ἐπὶ προθεσμίᾳ, προκαταβολὴν εἰς μετρητὰ καὶ πίστωσιν πάσης ἄλλης μορφῆς πηγάζουσαν ἐξ εἰδικῶν συμφωνιῶν καὶ εἰς μὴ γερμανικὸν νόμισμα, δι' ἣν ἀλλοδαπὸς τις τραπεζικὸς πιστωτὴς προσεχώρησεν εἰς τὴν τελευταίαν ἐφαρμοστέαν συμφωνίαν καὶ ἥτις παραμένει ἀδιακανόνιστος κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν περιλαμβάνει τὰς ὑποχρεώσεις αἵτινες πηγάζουσιν ἐκ πιστώσεων τραπεζῶν βραχείας προθεσμίας χορηγηθεισῶν εἰς τραπεζιτικὰς ἐμπορικὰς ἢ βιομηχανικὰς ἐπιχειρήσεις εὑρισκομένας εἰς χώραν τινα ἐκτὸς τῶν συνόρων τοῦ γερμανικοῦ Κράτους ὡς ταῦτα εἶχον κατὰ τὴν 31 Δεκεμβρίου 1937, ἐκτὸς ἐὰν τραπεζίτης τις, τραπεζικὸν τι ἵδρυμα ἢ ἐμπορική τις ἢ βιομηχανικὴ ἐπιχείρησις ἡ ἑταιρεία συνήθως διαμένουσα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας (κατὰ τὸν ὁρισμὸν ὅπως δίδεται εἰς αὐτὴν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν) εὐθύνεται δι' αὐτὰς (εἴτε ὡς ἀρχικὸς ὀφειλέτης, εἴτε λόγῳ διαδοχῆς εἴτε καὶ ὡς τριτεγγυητής, ὑπισθογράφος ἢ ἐγγυητής)

ιι) Πᾶσαν ἄλλην συναλλαγματικὴν, κατάθεσιν ἐπὶ προθεσμίᾳ, προκαταβολὴν εἰς μετρητὰ καὶ πίστωσιν Τραπέζης πάσης ἄλλης μορφῆς εἰς μὴ γερμανικὸν νόμισμα καὶ μὴ εἰσέτι ἀποτιθεῖσαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ πηγάζουσαν ἐξ εἰδικῶν συμφωνιῶν περὶ πιστώσεων συναφθεισῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις μιᾶς οἱασδήποτε τῶν προηγουμένων Συμφωνιῶν, εἴτε εἰς ἀντικατάστασιν οἱασδήποτε βραχυπροθέσμου πιστώσεως ὑπαγομένης προηγουμένως εἰς τὰς συμφωνίας ταύτας ἢ εἰς μίαν οἱανδήποτε ἐξ αὐτῶν, εἴτε πρὸς ἐπένδυσιν πιστωτικῶν ὑπολοίπων προκυψάντων ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν προηγουμένων συμφωνιῶν ἢ μιᾶς οἱασδήποτε ἐξ αὐτῶν.

(ιιι) Πᾶσαν πίστωσιν σχετικὴν πρὸς τὴν καθυστέρησιν τόκων ἐπὶ τῶν χρεῶν εἰς ἃ ἀναφέρονται αἱ παράγραφοι (ι) καὶ (ιι) τοῦ παρόντος ἄρθρου μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς παρούσης Συμφωνίας συμπεριλαμβανομένης, ὁσάκις ὁ Τραπεζικὸς Ἀλλοδαπὸς Πιστωτὴς θὰ ἔχῃ ἀσκήσει ἢ ἤθελε θεωρηθῇ ὡς ἀσκήσας ὡς πρὸς ταύτας ἐπιλογὴν περὶ ἧς τὸ Ἄρθρον 11 Α τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ἐκλέξει τὴν ἐκτιθεμένην εἰς τὴν παράγραφον (1) τοῦ Ἄρθρου τούτου λύσιν.

(ΙΥ) Πᾶσαν ἄλλην πίστωσιν ἀφορῶσαν τραπεζικὰς πιστώσεις οἱασδήποτε μορφῆς χορηγηθεῖσαν διὰ ἐπανεμποροποίησιν βραχυπροθέσμου τινος πιστώσεως κατὰ τὸν ὁρισμὸν ὅστις δίδεται εἰς ταύτας εἰς τὰ ἐδάφια (1) μέχρι (ΙΙΙ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 5 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ὁ ὅρος «Γερμανὸς Ὀφειλέτης» σημαίνει :

(ι) Πάντα τραπεζίτην καὶ πᾶν τραπεζικὸν Ἵδρυμα, πᾶσαν ἐμπορικὴν ἢ βιομηχανικὴν ἐπιχείρησιν ἢ ἑταιρείαν μὲ συνήθη τόπον διαμονῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἐὰν τυγχάνουσιν ὀφειλέται βραχυπροθέσμου πιστώσεως. Οὗτος δὲν ἐπεκτείνεται εἰς τὰ ὑποκαταστήματα, γραφεῖα ἢ πρακτορεῖα αὐτῶν εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ἐννοουμένου, οὐχ ἧττον, ὅτι διὰ κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς οἱανδήποτε τῶν γερμανικῶν ἐμπορικῶν ἢ βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων ἢ ἑταιρειῶν εἶναι δυνατὴ ἡ προσχώρησις εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ὡς πρὸς τὰς χορηγηθείσας εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ὑποκαταστήματα, γραφεῖα ἢ πρακτορεῖα τῆς ἐπιχειρήσεως ἑταιρείας ταύτης εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις εἰς ἃς τοῦτο ἦτο δυνατὸν ἐν τῷ πλαισίῳ μιᾶς οἱασδήποτε τῶν προηγουμένων Συμφωνιῶν, τῆς προσχωρήσεως ταύτης γενομένης, αἱ περὶ ὧν πρόκειται πιστώσεις θὰ ὑπάγωνται ἀπὸ πάσης ἀπόψεως ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς τὴν κατηγορίαν τῶν χορηγηθεισῶν εἰς τὴν κυρίαν ἐν Γερμανίᾳ ἐπιχείρησιν ἢ ἑταιρείαν βραχυπροθέσμων πιστώσεων.

(ιι) Πάντα διάδοχον (κατὰ τὴν κατωτέρω ἔννοιαν τραπεζίτου ἢ τραπεζιτικοῦ ἱδρύματος, ἐμπορικῆς ἢ βιομηχανικῆς ἐπιχειρήσεως ἢ Ἑταιρείας ὡς ἀναφέρεται ἀνωτέρω.

(ιιι) Πάντα γερμανὸν ὀφειλέτην Δημοσίου δικαίου, κατὰ τὸν ὁρισμὸν ὅστις περιλαμβάνεται εἰς τὴν Συμφωνίαν Πιστώσεων τῶν Γερμανῶν ὀφειλετῶν Δημοσίου Δικαίου τοῦ 1932.

Ὁ ὅρος «Γερμανὸς Τραπεζικὸς Ὀφειλέτης» σημαίνει πάντα γερμανὸν ὀφειλέτην οὗτινος τὴν κυρίαν ἐνασχόλησιν ἀποτελοῦσι αἱ τραπεζικαὶ ἐπιχειρήσεις.

Ὁ ὅρος «Γερμανὸς Ἐμπορικὸς ἢ Βιομηχανικὸς Ὀφειλέτης» σημαίνει πάντα Γερμανὸν Ὀφειλέτην ὅστις δὲν εἶναι οὔτε γερμανὸς τραπεζικὸς ὀφειλέτης οὔτε γερμανὸς ὀφειλέτης Δημοσίου δικαίου ὡς ἀνωτέρω. Ὁ ὅρος «Διάδοχοι» σημαίνει :

(ι) Πᾶν φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον ἔχον τὴν συνήθη αὐτοῦ διαμονὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας, τὸ ὁποῖον κατέστη ὀφειλέτης βραχυπροθέσμου πιστώσεως κατόπιν ἀποβιώσεως, διαλύσεως εἴτε της ἐπιχειρήσεως, ἀναδιοργανώσεως αὐτῆς ἢ πτωχεύσεως Γερμανοῦ τινος ὀφειλέτου ἢ οἱουδήποτε πρώην Γερμανοῦ ὀφειλέτου.

ιι) Πᾶσαν ἑταιρείαν συνήθως ἑδρεύουσαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἧς τὸ σύνολον ἢ τὸ μεγαλύτερον μέρος τοῦ πρωταρχικοῦ ἐνεργητικοῦ προέρχεται ἐκ Γερμανοῦ Ὀφειλέτου ἢ πρώην Γερμανοῦ Ὀφειλέτου ἥτις κατέστη λόγῳ ἐφαρμογῆς Νόμου ἢ δι' οἱανδήποτε ἄλλην αἰτίαν ὀφειλέτης βραχυπροθέσμου πιστώσεως.

Ὁ ὅρος «Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς» σημαίνει πάντα Τραπεζίτην ἢ πᾶν Τραπεζικὸν Ἵδρυμα καὶ πᾶσαν ἄλλην ἐπιχείρησιν ἢ ἑταιρείαν μὲ συνήθη τόπον διαμονῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μιᾶς τῶν χωρῶν αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὸ Προοίμιον τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐὰν ἔχωσι εἰς τὴν κατοχὴν αὐτῶν τὸ ἐνεργητικὸν βραχυπροθέσμων πιστώσεων καὶ προσεχώρησαν ἄνευ ὅρων εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 22 τῆς ρηθείσης Συμφωνίας.

Ὁ ὅρος «Ὁμόσπονδος Δημοκρατία» σημαίνει τὸ ἔδαφος τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῶν Δυτικῶν Τομέων τοῦ Βερολίνου κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας (ἐν ὑποσημειώσει : βλέπε παράρτημα ΙΙΙ Α).

Διὰ τοῦ ὅρου «Γερμανὸς» νοεῖται ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία ἧς ὁ ὁρισμὸς δίδεται εἰς τὸ ἀνωτέρω ἐδάφιον.

Ὁ ὅρος «Ἀλλοδαπός» ἀναφέρεται εἰς πᾶσαν χώραν εὑρισκομένην ἐκτὸς τῶν συνόρων τοῦ γερμανικοῦ Κράτους ὡς ταῦτα εἶχον κατὰ τὴν 31 Δεκεμβρίου 1937.

Ὁ ὅρος «ἐπιχείρησις» περιλαμβάνει ἅτομα ἐνεργοῦντα ἐμπορικὰς πράξεις εἴτε δι' ἴδιον λογαριασμὸν εἴτε ὑπὸ ἑταιρικὴν ἐπωνυμίαν οἱασδήποτε ἐπιχειρήσεως.

Ὁ ὅρος »ἀφερεγγυότης» ὡς πρὸς γερμανὸν ὀφειλέτην σημαίνει τὴν θέσιν εἰς τὴν ὁποίαν εὑρίσκεται ὁ ὀφειλέτης ἐκεῖνος ὅστις λόγῳ ἐλλείψεως ρευστότητος ἥτις δὲν εἶναι πρόσκαιρος δὲν ἔχει τὴν δυνατότητα νὰ ἐξοφλήσῃ τὸ σύνολον τῶν ὀφειλῶν αὐτοῦ κατὰ τὴν λῆξιν των.

Ὁ ὅρος «αἱ προηγούμεναι Συμφωνίαι» σημαίνει τὰς Συμφωνίας γερμανικῶν Πιστώσεων ἀπὸ τοῦ 1931 μέχρι τοῦ 1933, τὰς Συμφωνίας πιστώσεων τῶν Γερμανῶν ὀφει-

λετῶν Δημοσίου Δικαίου τῶν ἐτῶν 1932 μέχρι τοῦ 1938, τὰς γερμανο-ἀμερικανικὰς Συμφωνίας Standstill τοῦ 1939 καὶ 1940 καὶ τὰς Συμφωνίας περὶ βραχυπροθέσμων πιστώσεων χορηγηθεισῶν ὑπὸ τῶν Ἑλβετῶν τραπεζικῶν πιστωτῶν καὶ γνωστὰς ὑπὸ τὸ ὄνομα «Das Ceutsche Kreditabmokmenvon 1940, 1941, 1942, 1943 καὶ 1944».

Ὁ ὅρος «ὀνομαστικὴ ἀξία» ὡς πρὸς τὰς μὴ ἀποδοθείσας μέχρι τῆς στιγμῆς βραχυπροθέσμους πιστώσεις σημαίνει τὸ συνολικὸν ποσὸν τῶν πιστώσεων τούτων, κατὰ τὰς τελευταίας πληροφορίας τὰς ὁποίας ἔχουσιν αἱ ἀντίστοιχοι Ἀλλοδαπαὶ Τραπεζικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἐκπεφρασμένον, διὰ τὰς ἀνάγκας τῶν ὑπολογισμῶν, εἰς γερμανικὸν νόμισμα βάσει τῆς μέσης ἐπισήμου τιμῆς τῆς ἰσχυούσης εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν κατὰ τὴν πρώτην ἐργάσιμον ἥτις προηγεῖται τῆς ἡμέρας τοῦ ὑπολογισμοῦ.

2. Διάρκεια τῆς Συμφωνίας. (Ἐν ὑποσημειώσει: Βλέπε Παράρτημα ΙΙΙ Α).

(1). Ἐκτὸς ἀντιθέτου ἐνδείξεως, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θέλουσι τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν.....1952 καὶ θὰ παραμείνωσιν ἰσχύουσαι ἐπὶ μίαν περίοδον 12 ἡμερολογιακῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς σήμερον, πλὴν ἂν ἤθελον προηγουμένως καταγγελθῇ παρὰ τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν εἰς μίαν οἱανδήποτε τῶν ἀκολούθων περιπτώσεων:

(ι) Ἐὰν ἤθελε κηρυχθῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας χρεωστάσιον ὡς πρὸς μίαν οἱανδήποτε τῶν περὶ ὧν ἡ παροῦσα Συμφωνία ὑποχρεώσεων Γερμανῶν Ὀφειλετῶν πρὸς τοὺς Ἀλλοδαπούς Τραπεζικοὺς Πιστωτάς

(ιι) Ἐὰν, εἰς τὸ μέλλον, διεθνεῖς ἀποφάσεις ἢ κυβερνητικὰ μέτρα δημοσιονομικοῦ πολιτικοῦ ἢ οἰκονομικοῦ χαρακτῆρος δημιουργήσωσι κατάστασιν σοβαρῶς διακυβεύουσαν κατὰ τὴν γνώμην τῆς πλειονότητος τῶν ἀλλοδαπῶν τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν, τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας (ιιι) Ἐὰν αἱ Ἀλλοδαπαὶ Τραπεζικαὶ Ἐπιτροπαί, ἀφοῦ ἔχουσιν ἐπιστήσει τὴν προσοχὴν τῆς Γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τοῦ ζητήματος, ἤθελον φρονεῖ ὅτι εἷς οἱοσδήποτε τῶν ὅρων οἵτινες τίθενται εἰς τὴν παράγραφον 7 τῆς Εἰσηγητικῆς Ἐκθέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν ἔχει τηρηθῇ.

(2). Ἡ καταγγελία αὕτη δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ θίξῃ τὰ κτηθέντα δικαιώματα καὶ τὰς γεννηθείσας ὑποχρεώσεις συνεπείᾳ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταγγελίας. Αὕτη, ἵνα καταστῇ ἐνεργός, δέον νὰ κοινοποιηθῇ δι' ἐπιστολῆς, τηλεγραφήματος ἢ ραδιογραφήματος (καθοριζομένης τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἡ καταγγελία αὕτη ἰσχύει) ὑπογραφομένων ἐξ ὀνόματος τῆς πλειοψηφίας τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ ἀπευθυνομένων εἰς τὴν Τράπεζαν Διεθνῶν διακανονισμῶν καὶ τὴν Γερμανικὴν Ἐπιτροπήν. Οὐχ ἧττον, ἡ μὴ κοινοποίησις εἰς τὴν Γερμανικὴν Ἐπιτροπὴν κατ' οὐδένα τρόπον δύναται νὰ ἀνατρέψῃ τὴν καταγγελίαν.

(3). Ἡ κήρυξις ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας γενικοῦ ἐξωτερικοῦ χρεωστασίου, οἱασδήποτε μορφῆς, ἐπιφέρει IPSO FACTO καταγγελίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Διατήρησις τῶν Πιστώσεων, κ.λ.π.

(1). Καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὰ δικαιώματα οἱουδήποτε τῶν Ἀλλοδαπῶν τραπεζικῶν πιστωτῶν ὡς τὴν ἀπότισιν τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων ὡς πρὸς τὰς ὁποίας οὗτος θέλει προσχωρήσει εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, θέλουσιν ἀνασταλῇ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήξεως τῆς ρηθείσης Συμφωνίας, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ δικαιώματος ἑκάστου ἀλλοδαποῦ τραπεζικοῦ πιστωτοῦ εἰς τὴν πρὸ τῆς λήξεως ἀπότισιν ἣν χορηγεῖ ἢ ἐπιτρέπει οἱαδήποτε τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας. Προσχωρῶν εἰς τὴν ρηθεῖσαν Συμφωνίαν, πᾶς γερμανὸς ὀφειλέτης ἀποδέχεται ὅπως πᾶσαι αἱ βραχυπρόθεσμοι πιστώσεις ὡς πρὸς τὰς ὁποίας λαμβάνει χώραν ἡ προσχώρησις αὕτη ὧσιν ἀπαιτηταὶ καὶ καταβλητέαι ἐν τῷ συνόλῳ αὐτῶν, κατὰ τὴν λῆξιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, εἰς τὸ ἀντίστοιχον ξένον νόμισμα, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν μειώσεων αἵτινες θὰ ἔχωσι λάβει χώραν πρὸ τῆς λήξεως ταύτης, κατ' ἐφαρμογὴν μιᾶς οἱασδήποτε τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας.

(2). Οὔτε ἡ ἐκτέλεσις τῆς παρούσης Συμφωνίας οὔτε διάταξίς τις αὐτῆς δύναται νὰ θίξῃ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις ἀλλοδαποῦ τινὸς τραπεζικοῦ πιστωτοῦ καὶ τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου αὐτοῦ ὡς πρὸς βραχυπρόθεσμον τινα πίστωσιν ἐὰν πηγάζουσι:

(6). ἐκ πάσης ἐνεργείας ἢ παραλείψεως τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ ἀλλοδαποῦ τραπεζικοῦ πιστωτοῦ κατὰ τὴν περίοδον ἥτις περιλαμβάνεται μεταξὺ τῆς τελευταίας ἐκ τῶν ἐφαρμοστέων ἐπὶ τῆς περὶ ἧς πρόκειται βραχυπροθέσμου πιστώσεως Συμφωνιῶν καὶ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἢ

(ιι) ἐκ τῆς ἀσκήσεως παρὰ τοῦ Ἀλλοδαποῦ τραπεζικοῦ πιστωτοῦ κατὰ τὴν ἀναφερομένην εἰς τὸ προηγούμενον ἐδάφιον περίοδον, παντὸς δικαιώματος τὸ ὁποῖον εἶχε.

Προσχωρῶν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ὡς πρὸς οἱανδήποτε βραχυπρόθεσμον πίστωσιν ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς Πιστωτὴς θεωρεῖται ἐπικυρώσας καὶ ἀναγνωρίσας πᾶν μέτρον ληφθὲν ἐπ' ὠφελείᾳ αὐτοῦ παρὰ τοῦ Γερμανοῦ ὀφειλέτου του ὡς προβλέπεται εἰς τὸ ἀνωτέρω ἐδάφιον (ι) καὶ ἡ ἐπικύρωσις αὕτη θὰ θεωρῆται ὡς γενομένη ἀπὸ τῆς στιγμῆς καθ' ἣν ἐλήφθη τὸ ἐν λόγῳ μέτρον.

(3). Ἡ ἐπικύρωσις περὶ ἧς προβλέπει ἡ προηγουμένη παράγραφος δὲν ἐφαρμόζεται ὡς πρὸς τὰς γενομένας εἰς γερμανικὸν νόμισμα παρὰ τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου καταθέσεις ἐκτὸς ἐὰν αἱ καταθέσεις αὗται ἐγένοντο εἰς λογαριασμὸν ἢ διὰ λογαριασμὸν τοῦ ἀλλοδαποῦ τραπεζικοῦ πιστωτοῦ μὲ τὴν ρητὴν αὐτοῦ συγκατάθεσιν.

(4) Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰς βραχυπροθέσμους πιστώσεις ἢ τὸ τμῆμα βραχυπροθέσμων πιστώσεων δι' ἃς ὁ γερμανὸς τραπεζικὸς ὀφειλέτης ὤφειλε, κατὰ τὴν παράγραφον (1) τοῦ Ἄρθρου 7 τῆς Συμφωνίας τοῦ 1939 (ἤτὰς ἀντιστοίχους διατάξεις οἱασδήποτε μεταγενεστέρας Συμφωνίας), νὰ ἐπιτύχῃ παρὰ τοῦ πελάτου αὐτοῦ «EIGENE WECHSEL» ἢ ἐγγυητικὴν ἐπιστολήν, ὁ γερμανὸς οὗτος ὀφειλέτης, θέλει προμηθεύσει εἰς τὸν Ἀλλοδαπὸν τραπεζικὸν πιστωτὴν ἅμα τῇ προσχωρήσει του εἰς τὴν Συμφωνίαν νέαν «EIGENE WECHSEL» ἢ (κατ' ἐκλογὴν τοῦ ἀλλοδαποῦ τραπεζικοῦ πιστωτοῦ) νέαν ἐγγυητικὴν ἐπιστολὴν φέρουσαν ἡμερομηνίαν τὸ πολὺ τὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας. Οὗτος θέλει κρατήσει ταύτην εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ ἢ θέλει ἀποστείλῃ ταύτην εἰς αὐτὸν κατὰ τὰς διατάξεις τῆς τροναφερομένης παραγράφου (ἢ ἀντιστοίχους διατάξεις). Ἡ ἐγγυητικὴ αὕτη ἐπιστολὴ θὰ ἀναφέρηται εἰς ὑποχρέωσιν τοῦ πελάτου νὰ ἐξοφλήσῃ τὸν γερμανὸν τραπεζικὸν Ὀφειλέτην ὑπὸ τὴν μορφὴν καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ ἤθελεν ἀπαιτηθῇ ὑπ' αὐτοῦ, εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ τραπεζικὸς οὗτος ὀφειλέτης θὰ ἀπέτιε οἰκειοθελῶς εἰς γερμανικὸν νόμισμα τὴν περὶ ἧς πρόκειται βραχυπρόθεσμον πίστωσιν ἢ τμῆμα αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὸ Ἄρθρον 10 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(5) Πᾶς γερμανὸς τραπεζικὸς ὀφειλέτης καὶ πᾶς γερμανὸς ἐμπορικὸς ἢ βιομηχανικὸς ὀφειλέτης ἔχει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν κύλυψιν, κατὰ τὴν λῆξιν της, πάσης συναλλαγματικῆς γενομένης ἀποδεκτῆς διὰ λογαριασμὸν αὐτοῦ παρὰ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ.

(6) Πᾶς ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς Πιστωτὴς βραχυπροθέσμου πιστώσεως εἰς ἕτερον πλὴν τοῦ τῆς χώρας αὐτοῦ νόμισμα, δύναται, κατόπιν ἐγγράφου κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν γερμανὸν ὀφειλέτην αὐτοῦ, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας, νὰ μετατρέψῃ τὴν πίστωσιν εἰς τὸ νόμισμα τῆς ἰδίας αὐτοῦ χώρας. Ἡ μετατροπὴ αὕτη θέλει ἀμέσως καταχωρηθῇ εἰς τὰ βιβλία τοῦ Ἀλλοδαποῦ τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ καὶ τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου, τὸ δὲ ποσὸν εἰς τὸ νέον νόμισμα τῆς βραχυπροθέσμου πιστώσεως θέλει ὑπολογισθῇ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς μέσης ἐπισήμου τιμῆς συναλλάγματος τοῦ γερμανικοῦ νομίσματος καὶ τοῦ ἀρχικοῦ νομίσματος τῆς πιστώσεως ἀφ' ἑνός, καὶ τοῦ γερμανικοῦ νομίσματος καὶ τοῦ νέου νομίσματος ἀφ' ἑτέρου, τῶν χρησιμοποιουμένων τιμῶν οὐσῶν ἐκείνων αἵτινες ἰσχύουσιν εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐν λόγῳ κοινοποιήσεως.

4. Μείωσις τοῦ χρέους (ρήτρα προσκαίρως μὴ ἰσχύουσα).

Ἕκαστος Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς δικαιοῦται νὰ ἀπαιτήσῃ, ἀπὸ τῆς ἐκπνοῆς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ βραδύτερον καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς ρηθείσης Συμφωνίας, εἰς τὸ τέλος ἑκάστου ἡμερολογιακοῦ τριμήνου, τὴν ὁριστικὴν ἀπότισιν .... τοῖς ἑκατὸν τοῦ συνολικοῦ ποσοῦ τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων αἵτινες θὰ τῷ ὠφείλοντο παρὰ γερμανῶν ὀφειλετῶν αὐτοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας, καὶ ὡς πρὸς τὰς ὁποίας θά ἔχῃ προσχωρήσει εἰς τὴν ρηθεῖσαν Συμφωνίαν.

Ἡ ἀπότισις θέλει λάβει χώραν εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας τοῦ ἐνδιαφερομένου Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ, καὶ ὁ τελευταῖος οὗτος θὰ δύναται νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα εἰς πλήρη ἀπότισιν .... τοῖς ἑκατὸν τοῦ ὁλικοῦ ποσοῦ τῶν βρσχυπροθέσμων πιστώσεών του ἐπὶ τῶν πιστώσεων αἵτινες τῷ ὀφείλονται παρ' ἑνὸς ἢ πλειόνων τῶν γερμανῶν ὀφειλετῶν ἀναλόγως τῶν ἀποφάσεων ᾽ς ἤθελε λάβει. Ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ κάμῃ χρῆσιν τῶν δικαιωμάτων αὐτοῦ εἰς ἀπότισιν, ὡς πρὸς οἱονδήποτε χρέος ὀφειλόμενον παρὰ γερμανοῦ τινος ὀφειλέτου ἰδιωτικοῦ δικαίου.

(Σημείωσις: Δυνατὸν νὰ ἀπαιτηθῶσι πρόσθετοι διατάξεις πρὸς καθορισμὸν τοῦ τρόπου διενεργείας τῶν καταβολῶν)

5. Ἐπαναφορὰ παλαιῶν πιστώσεων εἰς κυκλοφορίαν

(1) Ἡ Τράπεζα BANK DER DEUTSCHER LAENDER θέλει προβαίνει περιοδικῶς εἰς ἀνοκοινώσεις πρὸς τοὺς ἀλλοδαποὺς τραπεζικοὺς πιστωτὰς γνωρίζουσα ὅτι ποσοστὸν τι ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (κατώτερῳ ἀποκαλούμενον «καθωρισμένον ποσοστὸν» τοῦ μὴ ἀποτιθέντος μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς παρούσης Συμφωνίας γενικοῦ συνόλου τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων ἑκάστου Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ, δύναται νὰ ἐπανατεθῇ εἰς κυκλοφορίαν.

(2) Πᾶς Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ δύναται, ἐντὸς τῶν τριῶν ἑπομένων μηνῶν ἀπὸ τῆς ἀνακοινώσεως ταύτης, νὰ συνεννοηθῇ μετὰ Τραπεζῶν ἢ ἄλλων ἐπιχειρήσεων εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας (εἴτε αὗται εἶναι ἤδη γερμανοὶ ὀφειλέται, κατὰ τὸν ὁρισμὸν ὅστις δίδεται εἰς τὸν ὅρον τοῦτον εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, εἴτε δύναται νὰ καταστῶσι τοιοῦτοι) πρὸς ἄνοιγμα νέας σειρᾶς πιστώσεων (Ὑποκαταστάτων πιστώσεων) ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ καθωρισμένου ποσοστοῦ τοῦ γενικοῦ συνόλου τῶν βραχυπροθέσμων τούτων πιστώσεων, ὡς ἀναφέρεται εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον.

(3) Ἅμα τῇ συνάψει τῆς Συμβάσεως ταύτης, ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θέλει κοινοποιεῖ εἰς τὴν BANK DEUTSCHER LANDER ὅτι προτίθεται νὰ ἀνοίξῃ ἀντιστοίχους νέας σειρὰς πιστώσεων εἰς ἀντάλλαγμα ὁριστικῆς ἀποτίσεως ἴσου ποσοῦ ὡρισμένων βραχυπροθέσμων πιστώσεων, ἢ τμήματος ὡρισμένων βραχυπροθέσμων πιστώσεων (κατωτέρω ἀποκαλουμένων «καθωρισμένων χρεῶν») ὀφειλομένων παρὰ γερμανοῦ ὀφειλέτου ἰδιωτικοῦ δικαίου (κατωτέρω ἀποκαλουμένου «καθωρισμένου ὀφειλέτου») καὶ καθορίζομένου παρὰ τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ. Ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἡ νέα σειρὰ πιστώσεων θὰ ἠνοίγετο εἰς ἀνεγνωρισμένην δι' ἐμπορικὰς συναλλαγὰς μετὰ τοῦ ἐξωτερικοῦ γερμανικὴν Τράπεζαν (AUSSENHANDELSBANK) ἡ BANK DEUTSCHER LANDER θὰ δύναται νὰ ἀρνηθῇ νὰ συμφωνήσῃ ἐπὶ τῆς συμβάσεως ἐὰν δὲν ἔχῃ τὴν βεβαιότητα κατὰ πλήρη ἱκανοποίησιν αὐτῆς, ὅτι ὁ νέος ὀφειλέτης εἶναι εἰς θέσιν νὰ χρησιμοποιήσῃ καταλλήλως τὴν νέαν σειρὰν πιστώσεων.

(4) Ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἡ BANK DEUTSCHER LANDER ἤθελεν ἀποδοκιμάσει τὴν σύμβασιν ἐπαναφορᾶς εἰς κυκλοφορίαν τῶν πιστώσεων ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον ὅρους, ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς Πιστωτὴς θέλει ἀπευθύνει εἰς τὸν καθωρισμένον ὀφειλέτην κοινοποίησιν καλῶν αὐτὸν νὰ ἀποτίσῃ τὸ καθωρισμένων χρέος καὶ ὁ ὀφειλέτης οὗτος ὀφείλει, νὰ λάβῃ, ὅσον οἷόν τε τάχιον, τὰ ἀναγκαιοῦντα μέσῳ τῆς BANK DEUTSCHER LANDER ὅπως διενεργήσῃ τὴν ἀπότισιν ταύτην εἰς ξένον νόμισμα. Εὐθὺς ὡς ἤθελε λάβει χώραν ἡ ἀπότισις αὕτη ἡ νέα σειρὰ τῶν πιστώσεων θὰ εἶναι χρησιποποιήσιμος.

(5) Πᾶς Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς λαβὼν ὡς πρὸς καθωρισμένον χρέος, ἐγγυήσεις ὑπὸ μορφὴν ἐν χύρου ὀφείλει νὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὸν καθωρισμένον ὀφειλέτην. ὅτι εἶναι ἕτοιμος, ἐν περιπτώσει μερικῆς ἀποτίσεως καὶ εἰς ἀντάλλαγμα τῆς ἀποτίσεως ταύτης νὰ ἀποδεσμεύσῃ ἀνάλογον τμῆμα τοῦ ἐνεχύρου, πλὴν ἂν τοῦτο δὲν θὰ ἦτο δυνατὸν νὰ διαιρεθῇ ἢ ἐὰν ἡ σύμβασις μεταξὺ τῶν μερῶν περιλαμβάνει διάφορον τινα διάταξιν. Ἄνευ τῆς κοινοποιήσεως ταύτης, ὁ Ἀλλοδαπὸς τροπεζικὸς Πιστωτὴς δὲν θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν ἀπότισιν τοῦ περὶ οὗ πρόκειται χρέους.

(6) Ἐν ᾧ μέτρῳ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ἀνοίξας πίστωσιν ἢ μετασχὼν ἀνοίγματος πιστώσεως εἰς κοινὸν λογαριασμὸν κατὰ τὸν ἐν τῷ ἄρθρῳ 7 τῆς Συμφωνίας Γερμανικῶν Πιστώσεων τοῦ 1939 ὁρισμὸν ἔχῃ τὸ δικαίωμα (συμφώνως πρὸς τοὺς ἰσχύοντας εἰσέτι διακανονισμοὺς οἵτινες διέπουσι τὰ ἀντίστοιχα δικαιώματα τῶν μερῶν εἰς τὴν πίστωσιν ταύτην) νὰ ἀπαιτήσῃ χωριστὴν ἀπότισιν διὰ τὸ μέρος τῆς συμμετοχῆς αὐτοῦ δὲν θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν ἀπότισιν τῆς πιστώσεως παρὰ γερμανοῦ βιομηχανικοῦ ἢ ἐμπορικοῦ τινος ὀφειλέτου χωρὶς νὰ ἀπαιτήσῃ ταὐτοχρόνως τὴν ἀπότισιν τοὐλάχιστον τμήματος ἑνὸς ἀντιστοίχου τμήματος τοῦ χρέους τοῦ γερμανοῦ τραπεζικοῦ ὀφειλέτου τοῦ κοινοῦ λογαριασμοῦ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ὁ γερμανὸς τραπεζικὸς οὗτος ὀφειλέτης ἔχει προσχωρήσει εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

7. Οὐδὲν Συνδικᾶτον δύναται, ὡς τοιοῦτον, νὰ ἀσκήσῃ δικαίωμά τι ἀνῆκον εἰς Ἀλλοδαπὸν τραπεζικὸν Πιστωτὴν ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ παρόντος Ἄρθρου. Ἡ παροῦσα παράγραφος δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ θίξῃ τὸ ἐνδεχόμενον δικαίωμα τῶν μελῶν τοῦ Συνδικάτου, συνεπείᾳ, εἴτε ἀποχωρήσεως αὐτοῦ ἐκ τοῦ συνδικάτου τούτου, εἴτε τῆς συνάψεως διακανονισμοῦ μετ' αὐτοῦ, νὰ ἀπαιτήσωσι ἀτομικῶς τὴν ἀπότισιν τοῦ καθωρισμένου χρέους συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον.

(8) Αἱ νέαι σειραὶ πιστώσεων δὲν θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιηθῶσιν ἢ διὰ γραμματίων προοριζομένων νὰ χρηματοδοτήσωσι τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ τῶν λοιπῶν χωρῶν καὶ οὐχὶ ἁπλῶς νὰ δημιουργήσωσι πηγὰς ξένου συναλλάγματος ἢ νὰ χρηματοδοτήσωσι συναλλαγὰς δοναμένας νὰ χρηματοδοτηθῶσι καταλληλότερον δι' ἐσωτερικῶν πιστώσεων. Οὐχ' ἧττον, οὐδεὶς Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσινν᾽ δεχθῇ γραμμάτιον ἀποβλέπον εἰς τὴν χρηματοδότησιν συναλλαγῆς μὴ ἐπιτρεπομένης σήμερον ἢ ἀποδοκιμαζομένης ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τῆς πιστωτρίας ἐνδιαφερομένης ξένης χώρας, ἢ τὴν ὁποίαν δὲν εἴθισται κανονικῶς νὰ χρηματοδοτῶσι διὰ πιστώσεων χορηγουμένων διὰ τῆς ἀποδοχῆς γραμματίων αἱ Τράπεζαι τῆς χώρας ἐκείνης. Ἐν ᾗ περιπτώσει ἤθελε προκύψει ἀμφιβολία ὡς πρὸς τὸ ὅτι γράμμάτιον τι ἀνταποκρίνεται ἢ ὄχι πρὸς τοὺς ἀνωτέρω διατυπουμένους ὅρους, αὕτη θὰ αἴρεται διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῆς ἐνδιαφερομένης ἀλλοδαπῆς τραπεζικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῆς γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς. Πᾶν γραμμάτιον εὑρισκόμενον καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν ἐν κυκλοφορίᾳ θέλει καλύπτεται κατὰ τὴν λῆξιν αὐτοῦ παρὰ τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου, εἰς μετρητὰ καὶ εἰς τὸ νόμισμα τῆς πιστώσεως καὶ ἡ οὕτω καθιστομένη διαθέσιμος πίστωσις δὲν θὰ δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ ἐκ νέου ἢ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους εἰς τὴν παροῦσαν παράγραφον ὅρους. Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀπότισιν εἰς μετρητὰ περὶ ἧς γίνεται λόγος ἀνωτέρω, πᾶς γερμανὸς ὀφειλέτης θὰ δύναται νὰ χρησιμοποιήσῃ τὸ προϊὸν νέου τινος γραμματίου ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως:

(ι) τὸ νέον γραμμάτιον ἔχῃ παρουσιαθῇ εἰς τὸν Ἀλλοδαπὸν τραπεζικὸν Πιστωτὴν μίαν εἰ δυνατὸν ἑβδομάδα καὶ τέσσαρας τοὐλάχιστον ἐργασίμους ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήξεως τοῦ παλαιοῦ γραμματίου καὶ προώρισται νὰ καλύψῃ τὴν ἀξίαν τοῦ παλαιοῦ γραμματίου.

(ιι) τὸ νέον γραμμάτιον ἐκπληροῖ τοὺς ὅρους οἱ ὁποῖοι τίθενται εἰς τὴν παροῦσαν παράγραφον καὶ

(ιιι) ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ἔχῃ ἀποδεχθῇ τὸ νέον γραμμάτιον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τοῦ παλαιοῦ γραμματίου,

Ἐὰν ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς Πιστωτὴς δὲν ἀποδέχεται τὸ οὕτω παρουσιαζόμενον νέον γραμμάτιον προβάλλων ὅτι τοῦτο δὲν ἐκπληροῖ τοὺς εἰς τὴν παροῦσαν παράγραφον παράγραφον τιθεμένους ὅρους, ὁ γερμανὸς ὀφειλέτης θὰ ὑποχρεοῦται νὰ ἐμβάσῃ τὸ ἀναγκαιοῦν ποσὸν εἰς μετρητὰ πρὸς πλήρη κάλυψιν τῆς ἀξίας τοῦ παλαιοῦ γραμματίου κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως αὐτοῦ Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, ὁ γερμανὸς ὀφειλέτης θὰ δύναται μέσῳ τῆς γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς, νὰ ἀπευθύνῃ πρὸς τὴν Ξένην Τραπεζικὴν Ἐπιτροπὴν ἥτις ἐνδιαφέρεται καὶ ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη παραδεχθῇ ὅτι τὸ νέον γραμμάτιον πράγματι ἀνταποκρίνεται πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης παραγράφου, ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ ὑποχρεοῦται νὰ ἀποδεχθῇ τοῦτο.

9. Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν Ἀλλοδαπὸς τις Τραπεζικὸς Πιστωτὴς δὲν ἤθελε, ἐντὸς τῶν ἑπομένων τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἀναγγελίας καθωρισμένου τινος ποσοστοῦ ἀξιοποιήσει ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, τὰ δικαιώματα αὐτοῦ ἐπαναφορᾶς εἰς κυκλοφορίαν τῶν παλαιῶν πιστώσεων οὗτος θέλει ἐκπίπτει τῶν δικαιωμάτων του αὐτῶν. (Ἡ παροῦσα παράγραφος δὲν θὰ ἠδύνατο, οὐχ ἧττον νὰ θίξῃ τὰ δικαιώματα τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ ὡς πρὸς ἑτέρας πράξεις ἐπαναφορᾶς εἰς κυκλοφορίαν παλαιῶν πιστώσεων συνεπείᾳ μεταγενεστέρων κοινοποιήσεων καθορισμένων ποσοστῶν).

(10) Ἡ BANK DEUTSCHER LANDER θέλει πράξει πᾶν, ὅ,τι δύναται ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ὡρισμένος κατάλληλος ἀριθμὸς ἐπιχειρήσεων εἶναι ἕτοιμος ὅπως χρησιμοποιηθῇ εἰς τὴν ἐπαναφορὰν εἰς κυκλοφορίαν παλαιῶν πιστώσεων.

(11) Ὁ ἀνοίγων νέαν σειρὰν πιστώσεων Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς πιστωτὴς καὶ ὁ δικαιοῦχος αὐτῆς ὀφειλέτης θὰ ὑπόκεινται ὡς πρὸς τὴν νέαν ταύτην σειρὰν πιστώσεων εἰς ὅλας τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας. Αἱ σχετικαὶ διατυπώσεις τῆς προσχωρήσεως θέλουσιν ἀνταλλαγῇ εὐθὺς ὡς ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς πιστωτὴς θέλει εἰσπράξει τὸ ἀντίστοιχον καθωρισμένον χρέος.

(12) Ἐὰν ἡ BANK DEUTSCHER LANDER ἤθελε κρίνει ὅτι ἡ νέα σειρὰ πιστώσεων δὲν χρησιμοποιεῖται ἱκανῶς ἐπ' ὠφελείᾳ τῆς γερμανικῆς οἰκονομίας, αὕτη δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ νὰ θέσῃ, τὸ μὴ εἰσέτι χρησιμοποιηθὲν τμῆμα τῆς σειρᾶς πιστώσεων εἰς τὴν διάθεσιν ἄλλης τραπέζης, τραπεζικοῦ ἱδρύματος, ἐμπορικῆς ἢ βιομηχανικῆς ἐπιχειρήσεως ἢ ἑταιρείας εὑρισκομένης εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν (εἴτε ταύτης οὔσης ἤδη γερμανοῦ ὀφειλέτου εἴτε δυναμένη νὰ καταστῇ τοῦτο) ἐκλεγομένης ὑπὸ τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ καὶ γινομένης ἀποδεκτῆς ὑπὸ τῆς BANK DEUTSCHER LANDER. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ἴσον τμῆμα τῆς νέας ἀρχικῶς ἀνοιγείσης πιστώσεως θέλει ἀποσυρθῇ τῆς κυκλοφορίας καὶ θέλει ἀνοιγῇ νέα σειρὰ πιστώσεων. Ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς πιστωτὴς καὶ ὁ νέος γερμανὸς ὀφειλέτης θὰ ὑπόκεινται ὡς πρὸς τὴν νέαν ταύτην σειρὰν πιστώσεων εἰς ὅλας τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τότε θέλει λάβει χώραν ἡ σχετικὴ ἀνταλλαγὴ τῶν διατυπώσεων τῆς προσχωρήσεως. Ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς πιστωτὴς δὲν ἤθελεν ἐκλέξει νέον γερμανὸν ὀφειλέτην ἱκανοποιοῦντα τὴν BANK DEUTSCHER LANDER ἡ τελευταία αὕτη θὰ δύναται νὰ προτείνῃ νέον γερμανὸν ὀφειλέτην. Ἐὰν ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς πιστωτὴς ἀρνεῖται νὰ δεχθῇ τοῦτον, ἡ BANK DEUTSCHER LANDER θὰ δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τῆς γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῆς Ἀλλοδαπῆς Τραπεζικῆς Ἐπιτροπῆς, ἥτις ἐνδιαφέρεται νὰ ἀποφασίσωσιν ἀπὸ κοινοῦ ἐὰν ἡ ἄρνησις αὕτη λογικῶς δικαιολογεῖται. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου μεταξὺ τῶν δύο Ἐπιτροπῶν, τὸ ζήτημα δέον νὰ ὑποβάλληται εἰς τὴν Ἐπιροπὴν Διαιτησίας.

6. Ἐξασφαλίσεις. (1) (α) Ὁσάκις:

(ι) Γερμανός τις τραπεζικὸς ὀφειλέτης, ἔλαβε παρά τινος ἐκ τῶν πελατῶν του γενικὴν ἢ εἰδικὴν ἐξασφάλισιν (συμπεριλαμβανομένης τῆς ἐγγυήσεως) εἰς διασφάλισιν πιστωτικῶν διευκολύνσεων τηρουμένων εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ πελάτου τούτου ὑπὸ τοῦ γερμανοῦ τραπεζικοῦ ὀφειλέτου καὶ ὁσάκις (ιι) αἱ πιστωτικαὶ διευκολύνσεις αἵτινες δίδονται εἰς τὸν πελάτην τοῦτον (ἠγγυημέναι ἢ οὔ) προέρχονται ἐκ βραχυπροθέσμου δανείου συναφθέντος μεταξὺ ἑνὸς ἢ πλειόνων τῶν ἀλλοδαπῶν τραπεζικῶν πιστωτῶν καὶ τοῦ ἐνδιαφερομένου γερμανοῦ ὀφειλέτου.

τὸ ὅλον ἢ ἀνάλογον μέρος τῶν ἐξασφαλίσεων ἃς κατέχει τότε ὁ γερμανὸς τραπεζικὸς Ὀφειλέτης, θέλει κρατηθῇ εἰς χεῖρας τοῦ ὀφειλέτου τούτου ὡς ἔγκυρος καὶ πραγματικὴ παρακαταθήκη συσταθεῖσα διὰ λογαριασμὸν τοῦ ἢ τῶν ἐνδιαφερομένων Ἀλλοδαπῶν τραπεζικῶν Πιστωτῶν, ὑπὸ τοὺς ὅρους καὶ ὑπὸ τὰς συνθήκας αἵτινες εἶναι ἐφαρμοστέαι ὡς πρὸς τὰς ἐξασφαλίσεις ταύτας, εἰς χεῖρας τοῦ γερμανοῦ τραπεζικοῦ Ὀφειλέτου. Ἡ σύστασις αὕτη παρακαταθήκης δὲν θὰ δύναται νὰ θίξῃ τὴν διαχείρισιν ὑπὸ τῶν γερμανῶν τραπεζικῶν ὀφειλετῶν, συμφώνως πρὸς τὰς κρατούσας τραπεζικὰς συνηθείας, οἱασδήποτε τῶν ἐξασφαλίσεων αἵτινες πρὸς στιγμὴν θὰ ἠδύναντο νὰ εὑρίσκωνται εἰς χεῖρας των.

(β) Ὁσάκις ἡ ἐκκαθάρισις τῆς ἀπαιτήσεως ἤθελεν ἐπιβάλει τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συσταθεισῶν ἐξασφαλίσεων τὸ προϊὸν τῶν ἐξασφαλίσεων τούτων θὰ δύναται νὰ κατανεμηθῇ μεταξὺ τοῦ γερμανοῦ τραπεζικοῦ ὀφειλέτου καὶ τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις αἵτινες θὰ ἦσαν ἐφαρμοστέαι ὡς πρὸς τὴν κατανομὴν ταύτην ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Συμφωνίας τοῦ 1939 κατὰ τὸ ἀνώτατον δυνατὸν ὅριον.

(γ) Οἱ γερμανοὶ τραπεζικοὶ ὀφειλέται θέλουσιν ἐξακολουθήσει, ὁσάκις ἤθελον κρίνει τοῦτο ἀναγκαῖον, πρὸς περιφρούρησιν τῶν συμφερόντων αὐτῶν καὶ τῶν συμφερόντων τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν νὰ ἀπαιτῶσι παρὰ τῶν πελατῶν αὐτῶν, ἐξασφαλίσεις καὶ νὰ διατηρῶσι τὰς ἐξασφαλίσεις ταύτας εἰς κατάλληλον ἐπίπεδον.

(δ) Πᾶς γερμανὸς τραπεζικὸς ὀφειλέτης θέλει βεβαιώσει ἐγγράφως τοὺς Ἀλλοδαποὺς Τραπεζικοὺς Πιστωτάς του ὅτι ἔχει εἰς χεῖρας του ὡρισμένας ἐξασφαλίσεις διὰ λογαριασμὸν αὐτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἐδαφίου.

Οὗτος ὀφείλει ὡσαύτως νὰ παράσχῃ εἰς τοὺς Ἀλλοδαποὺς Τραπεζικοὺς Πιστωτάς του, τῇ γενικῇ ἢ εἰδικῇ αἰτήσει αὐτῶν, δηλώσεις τύπου συμφωνουμένου μεταξὺ τῆς γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν, συνταχθησομένας τὴν 30ὴν Ἰουνίου καὶ 31ην Δεκεμβρίου καὶ ἐμφαινούσας:

(ι) τὸν ὑπολογισμὸν εἰς ἑκατοστὰ τοῦ ἠγγυημένου κλάσματος οἱασδήποτε βραχυπροθέσμου πιστώσεως περὶ ἧς γίνεται μνεία εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τοῦ παρόντος ἐδαφίου,

(ιι) τὸ συνολικὸν ποσὸν τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων, αἵτινες ὀφείλονται ὑπὸ τοῦ γερμανοῦ τραπεζικοῦ Ὀφειλέτου εἰς τὸν Ἀλλοδαπὸν τραπεζικὸν πιστωτὴν ἀποδέκτην τῆς δηλώσεως,

(ιιι) ἐκτίμησιν τοῦ ἀναλογικοῦ μέρους τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ τῶν ὡς ἀνωτέρω (ι) ἀναφερομένων ἐξασφαλίσεων, καὶ

(ΙΥ) ἐν λεπτομερείᾳ τὰς ἐξασφαλίσεις, αἵτινες κατέχονται οὕτω, συμπεριλαμβανομένης τῆς φύσεως αὐτῶν καὶ τοῦ μέτρου ἐν ᾧ αὐταὶ συνεστήθησαν ὡς πρὸς τὰς ὑποχρεώσεις ὡρισμένων πελατῶν ἰδιωτικοῦ δικαίου.

(2). Εἰς τὴν περίπτωσιν βραχυπροθέσμων πιστώσεων διὰ λογαριασμὸν τῶν ἐμπορικῶν καὶ βιομηχανικῶν γερμανῶν ὀφειλετῶν, ὁ γερμανὸς ἐμπορικὸς ἢ βιομηχανικὸς ὀφειλέτης, θέλει παράσχει εἰς τὸν Ἀλλοδαπὸν Τραπεζικὸν Πιστωτὴν παραλλήλους ἐγγυήσεις:

(α) ὁσάκις, καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ κατὰ τὸν ὑφιστάμενον διακανονισμόν, συνάμει τῆς τελευταίας προηγουμένης ἐφαρμοστέας εἰς τὴν ἐν λόγῳ βραχυπρόθεσμον πίστωσιν Συμφωνίας, ὁ ἐμπορικὸς ἢ βιομηχανικὸς γερμανὸς ὀφειλέτης ἦτο ὑποχρεωμένος νὰ παράσχῃ ἐξασφαλίσεις ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ὁ ὀφειλέτης οὗτος ὀφείλει νὰ ἐξακολουθήσῃ παρέχων ἐξασφαλίσεις τῆς αὐτῆς φύσεως καὶ τῆς αὐτῆς ἐκτάσεως καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(β) Ὁσάκις, καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ, ἡ παροχὴ τῶν ἐξασφαλίσεων τούτων συμβιβάζεται πρὸς τὴν πορείαν τῶν ἐργασιῶν τοῦ γερμανοῦ ἐμπορικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ ὀφειλέτου καὶ δὲν

ὑφίσταται κίνδυνος νὰ ἐκτεθῶσι τὰ συμφέροντα τῶν λοιπῶν πιστωτῶν αὐτοῦ.

(3). Πᾶς γερμανὸς Ὀφειλέτης, τῇ αἰτήσει ἑνὸς οἱουδήποτε τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν του, θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς αὐτὸν ἄνευ ἀναβολῆς ἀντίγραφον τοῦ τελευταίου ἰσολογισμοῦ αὐτοῦ ἠλεγμένου παρὰ νομίμων λογιστῶν ὡς καὶ πᾶσαν πληροφορίαν ἣν ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ δύναται λογικῶς νὰ ζητήσῃ, ἐν σχέσει πρὸς τὴν οἰκονομικὴν του κατάστασιν.

(4). Πᾶς Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ δύναται, συναινούσης τῆς BANK DEUTSCHER LANDER νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐκκαθάρισιν, ἐκτὸς τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας, πάσης ἐξασφαλίσεως ὑφισταμένης κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ συσταθείσης ὡς πρὸς βραχυπρόθεσμον τινα πίστωσιν. Τὸ καθαρὸν προϊὸν τῆς ἐκκαθαρίσεως ταύτης (κατόπιν ἐκπτώσεως ὅλων τῶν συναφῶν δαπανῶν τῆς πράξεως) θέλει διατεθῇ πρὸς ἐλάττωσιν ἢ ὁριστικὴν ἀπόσβεσιν τῆς ἀντιστοίχου βραχυπροθέσμου πιστώσεως. Ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ ὑποχρεοῦται, οὐχ ἧττον νὰ ἐξασφαλίσῃ τὰς εὐνοϊκωτέρας συνθήκας ἐκκαθαρίσεως αἵτινες λογικῶς θὰ ἦτο δυνατὸν νὰ ἐπιτευχθῶσιν ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου.

(7). Ὑποκατάστασις Πιστωτοῦ.

Πᾶς Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς Πιστωτὴς δικαιοῦται νὰ μεταβιβάσῃ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει βραχυπρόθεσμον πίστωσιν: (ι) πρὸς ἕτερον Ἀλλοδαπὸν τραπεζικὸν Πιστωτὴν ἢ (ιι) πρὸς οἱονδήποτε ἕτερον φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον ἐγκρινόμενον παρὰ τῆς Ἀλλοδαπῆς Τραπεζικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς χώρας τοῦ ἐκχωροῦντος Τραπεζίτου καὶ τῆς γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς ὑπὸ τὸν ὅρον:

(α) ὅτι ἡ μεταβίβασις δὲν συνεπάγεται (πλὴν διὰ συμφωνίας μετὰ τοῦ ἐνδιαφερομένου γερμανοῦ ὀφειλέτου) μεταβολὴν τινα τῶν ἀφορώντων τὴν πίστωσιν ἢ τὸ μέρος τῆς περὶ ἧς πρόκειται πιστώσεως, ὅρων.

(β) Ὅτι ἀμέσως μετὰ τὴν μεταβίβασιν, οἱ ἀναγκαῖοι τύποι προσχωρήσεως ἀνταλλαγῶσι μεταξὺ τοῦ ἐκδοχέως καὶ τοῦ γερμανοῦ Ὀφειλέτου.

(γ) Ὅτι πᾶσα μεταβίβασις τοιαύτης φύσεως πρὸς Ἀλλοδαπόν τινα Τραπεζικὸν Πιστωτὴν ἢ πρὸς ἕτερόν τι φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον διαμένον εἰς τὴν χώραν μιᾶς τῶν ὑπολοίπων Ἀλλοδαπῶν τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν ὑποβληθῇ ὡσαύτως εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Bank Deutscher Lander.

Μετὰ τὴν ἐνέργειαν τῆς μεταβιβάσεως καὶ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν ἀναγκαιούντων τύπων προσχωρήσεως ὁ ἐκδοχεὺς καθίσταται ὑποκείμενον τῶν αὐτῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων πρὸς τὸν πρῶτον πιστωτὴν ὡς πρὸς τὴν οὕτω μεταβιβασθεῖσαν βραχυπρόθεσμον πίστωσιν ἢ τὸ μέρος αὐτῆς.

8. Ὑποκατάστασις Ὀφειλέτου.

Πᾶς Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῇ συναινέσει τοῦ γερμανοῦ Ὀφειλέτου (ὅστις ὀφείλει προηγουμένως νὰ ἐπιτύχῃ τὴν συγκατάθεσιν τῆς Bank Deutscher Lander) δύναται νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα πρὸς μεταβίβασιν εἰς ἑτέραν Τράπεζαν, τραπεζικὸν ἵδρυμα, ἐμπορικὴν ἢ βιομηχανικὴν ἐπιχείρησιν ἢ ἑταιρείαν, εὑρισκομένην ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας (εἴτε αὕτη ἔχει ἤδη τὴν ἰδιότητα γερμανοῦ ὀφειλέτου εἴτε δύναται νὰ καταστῇ τοῦτο) χρέος ἀφορῶν βραχυπρόθεσμον πίστωσιν (μὴ ἀποτελοῦσαν νέαν σειρὰν πιστώσεων κατὰ τὸν ὁρισμὸν τοῦ ἀνωτέρω Ἄρθρου 5) ὀφειλόμενον παρὰ γερμανοῦ τινος Ὀφειλέτου. Μετὰ τὴν ἐνέργειαν τῆς μεταβιβάσεως, ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς Πιστωτὴς καὶ ὁ νέος γερμανὸς Ὀφειλέτης θέλουσιν ὑπαχθῆ εἰς ὅλας τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ὡς πρὸς τὴν περὶ ἧς πρόκειται πίστωσιν, καὶ θέλουσιν ἀνταλλαγῆ τὰ σχετικὰ ὄργανα προσχωρήσεως.

9. Ἄνοιγμα νέων πιστώσεων.

(1). Ἐν ᾗ περιπτώσει, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, Ἀλλοδαπός τις τραπεζικὸς πιστωτὴς θὰ ἔθετε νέας πιστωτικὰς διευκολύνσεις εἰς ξένον νόμισμα εἰς τὴν διάθεσιν τῆς γερμανικῆς οἰκονομίας, χορηγῶν εἰς τράπεζάν τινα, τραπεζικὸν ἵδρυμα, ἐμπορικὴν ἢ βιομηχανικὴν ἐπιχείρησιν ἢ ἑταιρείαν πρόσθετον σειρὰν πιστώσεων (μὴ ἀποτελοῦσαν «νέαν σειρὰν πιστώσεων» κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ διδομένου εἰς τὸ ἀνωτέρω Ἄρθρον 5 ὁρισμοῦ) εἰς μὴ γερμανικὸν νόμισμα πρὸς χρηματοδότησιν ἐμπορικῶν πράξεων μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ ἄλλων χωρῶν, ἡ ἀρχικὴ χρησιμοποίησις καὶ πᾶσα μεταγενεστέρα χρησιμοποίησις πιστώσεώς τινος τοιαύτης φύσεως θὰ δίδῃ εἰς τὸν Ἀλλοδαπὸν Τραπεζικὸν Πιστωτὴν τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ἀπότισιν κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ποσοῦ ἴσου πρὸς τὰ 3 ο)ο τῆς χρησιμοποιηθείσης πιστώσεως, καθ' ἑκάστην τριμηνίαν πραγματικῆς χρησιμοποιήσεως. Αἱ περὶ ὧν ὁ λόγος πρόσθετοι σειραὶ πιστώσεων δὲν θὰ ὑπάγονται εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(2). Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Ἄρθρου ὁ ὅρος «χρησιμοποίησις» (availment) δέον ἐξ ἴσου νὰ ἐννοεῖται καὶ διὰ τὸ ἄνοιγμα πιστώσεως καὶ διὰ τὴν παροχὴν συναλλαγματικῆς, τὴν χορήγησιν προκαταβολῆς εἰς μετρητὰ ὡς καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἀνεκκλήτου πιστώσεως.

3. Ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς πιστωτής, θὰ δύναται νὰ ἀσκήσῃ τὰ δικαιώματα αὐτοῦ εἰς ἀπόδοσιν ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων αἵτινες ὀφείλονται παρὰ ἐκείνου ἢ ἐκείνων ἐκ τῶν γερμανῶν ὀφειλετῶν του οὓς ἤθελε καθορίσει.

(4). Ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ δύναται, ἅμα τῇ χρησιμοποιήσει τῶν πιστώσεων, νὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὸν γερμανὸν ὀφειλέτην ἢ τοὺς ὀφειλέτας οἵτινες ἐνδιαφέρονται, τὰς βραχυπροθέσμους πιστώσεις ἢ τὰ τμήματα βραχυπροθέσμων πιστώσεων ὡς πρὸς τὰς ὁποίας προτίθεται νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ἀποτίσεως ὅπερ ἀναφέρεται ἀνωτέρω. Ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς πιστωτὴς θέλει ἀπευθύνει ταυτοχρόνως πρὸς τὴν Bank Deutscher Lander ἀντίγραφον τῆς κοινοποιήσεως ταύτης καὶ θέλει γνωρίσει αὐτῇ τὰς λεπτομερείας αἵτινες ἀφορῶσι τὴν πρόσθετον σειρὰν πιστώσεων καὶ τὴν χρησιμοποίησιν αὐτῆς. Πᾶς γερμανὸς ὀφειλέτης θέλει λάβει, εὐθὺς ὡς τοῦτο ἤθελε καταστῆ δυνατὸν μέσῳ τῆς Bank Deutscher Lander τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα διὰ τὴν ὁριστικὴν ἀπότισιν εἰς ξένον νόμισμα τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν κοινοποίησιν ἥτις ἤθελε τῷ ἀπευθυνθῇ παρὰ τοῦ πιστωτοῦ ποσόν.

(5). Αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 5, 6 καὶ 7 τοῦ ἀνωτέρω ἄρθρου 5 θὰ θεωροῦνται mutatis mutandis ὡς ἀποτελοῦσαι μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(6). Ἐν ᾗ περιπτώσει γερμανός τις Ὀφειλέτης δὲν ἤθελε συμμορφωθῆ, ἐντὸς λογικῆς τινος προθεσμίας, πρὸς τὴν κοινοποίησιν περὶ ἀποτίσεως, ὁ Ἀλλοδαπὸς τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀσκήσῃ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὰ περὶ ὧν πρόκειται δικαιώματα αὐτοῦ περὶ ἀποτίσεως, ἐπὶ ἄλλων βραχυπροθέσμων πιστώσεων κατὰ τὰς ἀνωτέρω διατυπουμένας διατάξεις.

10. Ἀποτίσεις εἰς γερμανικὸν νόμισμα.

(1). Πᾶς γερμανὸς ὀφειλέτης θὰ δύναται, τῇ αἰτήσει τοῦ Ἀλλοδαποῦ τραπεζικοῦ πιστωτοῦ αὐτοῦ, νὰ λάβῃ μέτρα ἀποτίσεως εἰς γερμανικὸν νόμισμα, ὑπὸ τοὺς ὅρους τῆς μετατροπῆς οἵτινες προβλέπονται κατωτέρω, τοῦ ὅλου ἢ τοῦ μέρους ἰδιωτικῆς τινος βραχυπροθέσμου πιστώσεως, ἐν ᾧ μέτρῳ ὁ γερμανὸς οὗτος ὀφειλέτης θὰ ἠδύνατο, κατὰ τὴν 24 Μαΐου 1952, νὰ διενεργήσῃ οἰκειοθελῶς τὴν ἀπότισιν ταύτην δυνάμει τῶν ὁδηγιῶν ὑπ' ἀριθ. (50) 6 ἀπὸ 26 Ἰουνίου 1950 ἃς ἀνεκοίνωσεν ἡ Συμμαχικὴ Ἐπιτροπὴ τῆς Τραπέζης πρὸς τὴν Bank Deutscher Lander.

(2). Ἡ μετατροπὴ εἰς γερμανικὸν νόμισμα τοῦ εἰς ξένον νόμισμα ποσοῦ θέλει γίνει βάσει τῆς ἐπισήμου μέσης τιμῆς τῆς ἰσχυούσης ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τὴν προηγουμένην ἐργάσιμον ἡμέραν τῆς ἡμέρας τῆς πραγματικῆς καταβολῆς εἰς γερμανικὸν νόμισμα.

(3). Πᾶσα καταβολὴ τοιαύτης φύσεως θέλει ἀποτελεῖ ἅμα τῇ ἀποδοχῇ αὐτῆς ὑπὸ τοῦ Ἀλλοδαποῦ τραπεζικοῦ πιστωτοῦ, ὁριστικὴν ἀπότισιν τοῦ εἰς ξένον νόμισμα ποσοῦ τῆς περὶ ἧς πρόκειται βραχυπροθέσμου πιστώσεως ἢ τμήματός τινος τῆς πιστώσεως ταύτης ὑπολογιζομένην εἰς τὴν

τιμὴν τῆς μετατροπῆς ἥτις προβλέπεται εἰς τὴν παράγραφον (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

(4). Τὰ ἐνεργητικὰ εἰς γερμανικὸν νόμισμα ἅτινα προκύπτουσιν ἐκ τῆς ἀποτίσεως βραχυπροθέσμων πιστώσεων γινομένων δυνάμει τοῦ παρόντος Ἄρθρου ἢ τοῦ Ἄρθρου 11Α δύνανται νὰ χρησιμοποιηθῶσι καὶ νὰ μεταφερθῶσιν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν νόμων, Στρατιωτικῶν διαταγῶν, ὁδηγιῶν καὶ συμμαχικῶν ἀδειῶν (συμπεριλαμβανομένων τῶν γενικῶν καὶ εἰδικῶν ἀδειῶν ἃς ἐξέδωκεν ἡ Bank Deutscher Lander ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας κατὰ τὴν 24 Μαΐου 1952, ἢ συμφώνως πρὸς ἄλλας ἐγκρίσεις δοθείσας ὑπὸ τῆς Bank Deutscher Lander οὐχ ἧττον, ἡ Bank Deutscher Lander δὲν θὰ δύναται ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει νὰ λάβῃ διακανονιστικὰ μέτρα ἀφορῶντα τὴν μεταφορὰν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ἐνεργητικῶν εἰς γερμανικὸν νόμισμα καὶ ἐνδιαφέροντα τοὺς Ἀλλοδαποὺς τραπεζικοὺς Πιστωτὰς ἅτινα νὰ εἶναι περισσότερον δυσμενῆ διὰ τοὺς πιστωτὰς τούτους ἢ νὰ ἔχωσι ὡς ἀποτέλεσμα τὸν περιορισμὸν τῶν δικαιωμάτων αὐτῶν εἰς ὅρια στενώτερα ἐκείνων ἅτινα προβλέπονται εἰς τοὺς Νόμους, Στρατιωτικὰς διαταγάς, ὁδηγίας καὶ ἀδείας περὶ ὧν γίνεται λόγος ἀνωτέρω.

11. Προμήθειαι καὶ τόκοι.

Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς παρούσης Συμφωνίας ὅλαι αἱ προμήθειαι καὶ τὰ ἔξοδα προεξοφλήσεως κατὰ τὰς κρατούσας τραπεζικὰς συνηθείας, ὡς καὶ τὰ τέλη χαρτοσήμου τῶν συναλλαγματικῶν θὰ καταβάλλωνται προκαταβολικῶς ὁ δὲ τόκος θὰ καταβάλλεται μηνιαίως εἰς τὸ νόμισμα τῆς σχετικῆς πιστώσεως. Εὐκταῖον εἶναι ὅπως προμήθειαι καὶ τόκοι μὴ ὑπερβαίνωσι λογικόν τι ποσὸν λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν περιστάσεων καὶ πᾶσα ἐνδεχομένη διαφωνία μεταξὺ τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ καὶ τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου ὡς πρὸς τὸ ποσὸν εἰς ὃ ἀνέρχονται ταῦτα, θὰ δύναται νὰ ὑποβληθῇ εἰς τὰς οἰκείας αὐτῶν κεντρικὰς Τραπέζας.

11Α. Καθυστερούμενα ἐκ τόκων. Θέλει ὑπολογίζεται τόκος πρὸς 4 ο)ο ἐτησίως ἐπὶ πάσης βραχυπροθέσμου πιστώσεως διὰ τὴν περίοδον ἥτις περιλαμβάνεται μεταξὺ τῆς ἡμερομηνίας τῆς τελευταίας καταβολῆς τόκων πρὸς τὸν Ἀλλοδαπὸν Τραπεζικὸν Πιστωτήν, ἢ μεταξὺ τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς τῆς τελευταίας προηγουμένης ἐφαρμοστέας Συμφωνίας ἐὰν αὕτη εἶναι μεταγενεστέρα, καὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς παρούσης Συμφωνίας. Οἱ τόκοι οὗτοι, κατ' ἐκλογὴν τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ :

(ι) εἴτε θέλουσι ὑπολογισθῇ κατὰ τὴν ἡμερονηνίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ προστεθῇ εἰς τὴν κυρίως βραχυπρόθεσμον περὶ ἧς πρόκειται πίστωσιν καὶ θεωρηθῇ ὡς ἀναπόσπαστον μέρος αὐτῆς ὡς πρὸς τὴν προσχώρησιν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ὅλα τὰ ἄλλα περὶ ὧν προβλέπει αὕτη,

(ιι) εἴτε θέλουσιν ἀναβληθῇ, ὁπότε θέλουσι καταστῇ ἀπαιτητοὶ εἰς τὸ περὶ οὗ πρόκειται ξένον νόμισμα κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅμως ὅπως, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς δύναται, δυνάμει τῶν διατάξεων τοῦ ἀνωτέρω Ἄρθρου 10 νὰ εἰσπράξῃ εἰς γερμανικὸν νόμισμα τὸ ὅλον ἢ μέρος τῶν ἀναβληθέντων τούτων τόκων μετατρεπομένων βάσει τῆς μέσης ἐπισήμου τιμῆς ἥτις ἰσχύει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας κατὰ τὴν προηγουμένην τῆς ἡμερομηνίας τῆς πραγματικῆς καταβολῆς ἐργάσιμον ἡμέραν.

Εἰς τὴν κοινοποίησιν τῆς προσχωρήσεως αὐτοῦ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν πρὸς τὸν γερμανὸν Ὀφειλέτην του, πᾶς Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θέλει γνωρίζει εἰς αὐτὸν ταὐτοχρόνως τίνα ἐπιλογὴν προετίμησε νὰ ἀσκήσῃ καί, μὴ ὑπαρχούσης τοιαύτης κοινοποιήσεως, ὁ Πιστωτὴς θὰ θεωρεῖται ὡς προτιμήσας τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἐδάφιον (Ι) λύσιν.

12. Κατανομὴ κατ' ἀναλογίαν τῶν καταβολῶν καὶ τῶν ἐξασφαλίσεων τῶν Γερμανικῶν Τραπεζῶν.

(1). Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν γερμανὸς τις Ὀφειλέτης, ἔχων ταυτοχρόνως χρέη πρὸς Ἀλλοδαπὸν τινα Τραπεζικὸν Πιστωτὴν καὶ πρὸς Τραπεζικὸν τινα γερμανὸν Ὀφειλέτην, ἤθελε καταστῇ ἀφερέγγυος ἢ ἤθελε ζητήσει Συμβιβασμὸν ἢ διακανονισμὸν τινα τῆς αὐτῆς φύσεως μετὰ τοῦ συνόλου ἢ μέρους τῶν πιστωτῶν αὐτοῦ, ἢ ἤθελε κηρυχθῇ εἰς πτώχευσιν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ κατὰ τοὺς 3 ἀκολούθους μῆνας ἀπὸ τῆς λήξεως αὐτῆς ὁ Τραπεζικὸς γερμανὸς ὀφειλέτης θέλει κατανείμῃ κατ' ἀναλογίαν μεταξὺ ἑαυτοῦ καὶ τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ, τὸ ποσὸν ὅλων τῶν καταβολῶν ἃς. ἤθελε δυνηθῇ νὰ ἐνεργήσῃ ὁ γερμανὸς Ὀφειλέτης εἰς χεῖρας τοῦ τραπεζικοῦ γερμανοῦ Ὀφειλέτου καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν προηγουμένων τοῦ συμβάντος τούτου τεσσάρων μηνῶν. Οὗτος θέλει προβῇ εἰς τὴν αὐτὴν κατανομὴν δι' ὅλας τὰς ἐξασφαλίσεις (συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐγγυήσεων) ἃς θὰ ἤθελεν ἔχει παράσχει ὁ γερμανὸς Ὀφειλέτης καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(2). Ὁ Σύνδικος τῆς πτωχεύσεως (KONKURSVERWALTER) ἢ οἱ γερμανοὶ ὑπάλληλοι οἵτινες θὰ ἔχουσιν ἐπιφορτισθῇ μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Συμβιβασμοῦ ἢ τοῦ περὶ οὗ γίνεται λόγος ἀνωτέρω διακανονισμοῦ, ὡς καὶ ὁ γερμανὸς τραπεζικὸς Ὀφειλέτης ὀφείλουσι νὰ παράσχωσιν εἰς πάντα ἐνδιαφερόμενον Ἀλλοδαπὸν τραπεζικὸν Πιστωτὴν πλήρεις πληροφορίας ἐπὶ πάσης γινομένης καταβολῆς καὶ ἐπὶ πάσης ἐξασφαλίσεως ἥτις ἐδόθη κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἀναφερόμενα.

13. Διατήρησις τῆς εὐθύνης τῶν Ἐγγυητῶν κλπ.

(1). Οὐδεὶς ἐγγυητὴς ὀπισθογράφος ἢ ἀνάδοχος, διαμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας θὰ δύναται νὰ ἀπαλλαγῇ τῶν βαρυνουσῶν αὐτὸν ὑποχρεώσεων ἐξ οἱασδήποτε βραχυπροθέσμου πιστώσεως δυνάμει ἐγγυήσεως ὀπισθογραφήσεως ἢ ἀναδοχῆς του, ἐκ τοῦ γεγονότος ἀναβολῆς ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τῆς πιστώσεως ταύτης ἢ μεταβολῶν εἰς τὴν μορφὴν αὐτῆς (συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν μεταβολῶν αἵτινες προβλέπονται εἰς τὸ ἄνω Ἄρθρον (9) κατ' ἐφαρμογὴν ἢ συνεπείᾳ τῆς παρούσης Συμφωνίας. Οὐδεὶς ὀφειλέτης διαμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ εὐθυνόμενος ἄνευ ὅρων ἢ ὑπὸ ὅρους διὰ βραχυπρόθεσμόν τινα πίστωσιν θέλει θεωρηθῇ ὡς ἀπαλλαγεὶς τῶν ὑποχρεώσεών του λόγῳ μερικῆς ἀποτίσεως τῆς πιστώσεως ὑπὸ τρίτου ἢ μεταβολῆς ἐν ὅλῳ ἢ ἔν μέρει εἰς τὴν μορφὴν τῆς βραχυπροθέσμου ταύτης πιστώσεως κατ' ἐφαρμογὴν ἢ συνεπείᾳ τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἐὰν ἡ ὑποχρέωσις τοῦ γερμανοῦ Ὀφειλέτου εἶναι ἐγγυημένη παρὰ ἀναδόχου ἢ ἐγγυητοῦ διαμένοντος ἐκὸς τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ μὴ ἀποδεχομένου τὴν ἀναβολήν, ἢ τὴν μεταβολὴν τῆς μορφῆς τῆς ὑποχρεώσεως ταύτης, ὁ γερμανὸς ὀφειλέτης δὲν δύναται νὰ ἔχῃ ἀπαίτησίν τινα ὡς πρὸς τὸ εὐεργέτημα τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

(2). Ἐὰν μέλος τι ὁμίλου προσώπων ἔχον, τὴν ἰδιότητα γερμανοῦ τραπεζικοῦ Ὀφειλέτου ἢ γερμανοῦ Ἐμπορικοῦ ἢ Βιομηχανικοῦ Ὀφειλέτου ἤθελε παύσει νὰ ἀνήκῃ εἰς τὸν ὅμιλον τοῦτον, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας εἴτε αἰτίᾳ θανάτου, εἴτε δι' οἱονδήποτε ἄλλον λόγον, ἅπασαι αἱ ὑποχρεώσεις αἵτινες πηγάζουσιν ἐκ βραχυπροθέσμου τινὸς πιστώσεως, διατηρουμένης ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ θεωροῦνται ὡς ὑφιστάμεναι κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ὁ ἐνδιαφερόμενος ἤθελε παύσει νὰ ἀποτελῇ μέλος τοῦ ὁμίλου τῶν περὶ ὧν πρόκειται προσώπων ὁ ἐνδιαφερόμενος, ἢ εἰς περίπτωσιν θανάτου, ἡ διαδοχὴ αὐτοῦ, θέτει εἶναι, ἐν ᾧ μέτρῳ εἶναι ὑπεύθυνος δι' ἐκείνας ἐκ τῶν ὑποχρεώσεων τοῦ ὁμίλου ὅστις ὑφίστατο κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν οὗτος ἔπαυσε νὰ ἀποτελῇ μέρος αὐτοῦ, ὑπεύθυνος διὰ πᾶσαν ὑποχρέωσιν πηγάζουσαν ἐκ τῆς διατηρήσεως τῆς περὶ ἧς πρόκειται βραχυπροθέσμου πιστώσεως, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

11. Πτώχευσις, ἀφερεγγυότης ἢ παραβίασις τῆς Συμφωνίας. Συνέπειαι τῆς ἐκπτώσεως δικαιωμάτων διὰ τὸν γερμανὸν ὀφειλέτην.

(1). Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν, κατὰ τινα οἱανδήποτε στιγμὴν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας, γερ-

μανὸς τις Ὀφειλέτης ἤθελε κηρυχθῇ εἰς πτώχευσιν ἢ ἤθελεν καταστῇ ἀφερέγγυος, οὗτος θέλει ἐκπέσει ἀμέσως τῶν εὐεργετημάτων καὶ προνομίων ἅτινα προβλέπονται εἰς τὴν ρηθεῖσαν Συμφωνίαν. Ἐὰν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Συμφωνίας, Ἀλλοδαπὸς τις Τραπεζικὸς Πιστωτὴς κηρύξῃ ἀφερέγγυον γερμανὸν τινα ὀφειλέτην καὶ ἡ κήρυξις αὕτη ἀμφισβητεῖται, ἕκαστον τῶν μερῶν θέλει ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ φέρῃ τὴν διαφωνίαν ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς Διαιτησίας πρὸς λῆψιν ἀποφάσεως. Ἐν ἀναμονῇ τῆς λήψεως ἀποφάσεως ἐπ' αὐτῆς ἐκ μέρους τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης, ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ὀφείλει νὰ ἀπόσχῃ πάσης ἐναντίον τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου ἐνεργείας.

(2). Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν κατὰ τινα οἱανδήποτε στιγμὴν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας γερμανὸς τις Ὀφειλέτης ἤθελε ἀποταθῇ πρὸς τὸ ἁρμόδιον δικαστήριον ὅπως ἐπιτύχῃ Συμβιβασμόν (Wergleichsverfahren) ἢ οἱονδήποτε ἄλλον διακανονισμὸν τῆς αὐτῆς φύσεως μετὰ τοῦ συνόλου ἢ μέρους τῶν πιστωτῶν του, πᾶς Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πωιστωτὴς τοῦ Ὀφειλέτου τούτου θὰ δύναται, πρὸ τῆς ἀναγνωρίσεως τοῦ Συμβιβασμοῦ τούτου ἢ τοῦ διακανονισμοῦ τούτου παρὰ τοῦ ἁρμοδίου Δικαστηρίου, νὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὸν ἐνδιαφερόμενον Ὀφειλέτην ὅτι καταγγέλει τὴν Συμφωνίαν ὡς πρὸς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις. Ἅμα τῇ κοινοποιήσει ταύτῃ, ὁ ὀφειλέτης θέλει παύσει χαίρων τῶν εὐεργετημάτων καὶ προνομίων ἅτινα προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

(3). Ἐν ᾗ περιπτώσει, κατά τινα οἱανδήποτε στιγμὴν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας, Ἀλλοδαπός τις Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ἤθελε δηλώσει ὅτι γερμανός τις Ὀφειλέτης παρεβίασε μίαν οἱανδήποτε τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ δὲν προέβη εἰς ἐπανόρθωσιν τῶν συνεπειῶν τῆς παραβιάσεως ταύτης, ἐντὸς δύο ἑβδομάδων ἀπὸ τῆς λήψεως ἐπισήμου κοινοποιήσεως πρὸς τοῦτο ἐκ μέρους τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ, οὗτος δύναται νὰ ὑποβάλῃ τὴν διαφωνίαν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Διαιτησίας πρὸς λῆψιν ἀποφάσεως. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει οὐδὲν μέτρον δύναται νὰ ληφθῇ ἐπὶ τοῦ πεδίου τούτου ἐκ μέρους ἑνὸς οἱουδήποτε τῶν μερῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας πρωτοῦ ἐκδοθῇ ἡ ἀπόφασις τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς. Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη ἀποφανθῇ ἐναντίον τοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου καὶ ἐὰν ὁ τελευταῖος οὗτος δὲν συμμορφωθῇ πρὸς τὴν ἀπόφασιν ταύτην ἐντὸς δύο ἑβδομάδων ἀπὸ τῆς ἐκδόσεως αὐτῆς, ὁ γερμανὸς Ὀφειλέτης θέλει ἀμέσως ἐκπέσει τῶν εὐεργετημάτων ἢ προνομίων ἅτινα προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ὡς πρὸς τὴν κρατουμένην εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ ὑπὸ τοῦ Ἀλλοδαποῦ Τραπεζικοῦ Πιστωτοῦ βραχυπρόθεσμον πίστωσιν.

(4). Ὁσάκις δυνάμει τῶν διατάξεων τῶν προηγουμένων παραγράφων τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ὁ γερμανὸς ὀφειλέτης παύει, κατά τινα οἱανδήποτε στιγμήν, νὰ χαίρῃ τῶν εὐεργετημάτων ἢ προνομίων ἅτινα προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, τὰ χρέη αὐτοῦ ἀποβαίνουσιν ἀμέσως ἀπαιτητὰ καὶ καταβλητέα, εἴτε ἀπέναντι τοῦ συνόλου τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν του, ἐὰν ἡ ἔκπτωσις ὀφείλεται εἰς πτώχευσιν, ἀφερεγγυότητα ἢ τὴν ὑποβολὴν αἰτήσεως Συμβιβασμοῦ (Wergleichsverfahren) ἢ ἄλλου διακανονισμοῦ τῆς αὐτῆς φύσεως μετὰ τοῦ συνόλου ἢ μέρους τῶν πιστωτῶν του, εἴτε ἀπέναντι τοῦ ἢ τῶν θιγομένων Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν ἐὰν ἡ ἔκπτωσις ὀφείλεται εἰς παραβίασιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας. Τίποτε δὲν δύναται τότε νὰ ἐμποδίσῃ τὸν ἢ τοὺς Ἀλλοδαποὺς Τραπεζικοὺς Πιστωτὰς οἵτινες ἐνδιαφέρονται νὰ διώξωσι καὶ ἐκτελέσωσι πάσας τὰς ἀπαιτήσεις αὐτῶν ἀπέναντι τοῦ γερμανοῦ Ὀφειλέτου, ἰδίᾳ διὰ τῶν μέσων προστυγχῆς ἅτινα θὰ ἦσαν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῶν ἐὰν εἶχον μόνιμον διαμονὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας.

(5). Τὸ γεγονὸς τῆς ἐκπτώσεως γερμανοῦ τινος ὀφειλέτου τῶν εὐεργετημάτων τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ θίξῃ τὰ δικαιώματα ἅτινα πᾶν μέρος θὰ εἶχε κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐκπτώσεως καὶ ἰδίᾳ τὰ δικαιώματα τὰ ὁποῖα θὰ εἶχε ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς τοῦ κατὰ τῆς Deutsche God Diskontbank πάσης ἐγγυήσεως βραχυπροθέσμων πιστώσεων ὧν ὁ ὀφειλέτης οὗτος ἦτο ὑπεύθυνος.

(6). Ὁσάκις γερμανός τις Ὀφειλέτης παύει κατά τινα οἱανδήποτε στιγμὴν νὰ χαίρῃ τῶν εὐεργετημάτων ἢ προνομίων ἅτινα προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν κατόπιν γινομένης κοινοποιήσεως ὑπὸ τοὺς ὅρους οἵτινες προβλέπονται εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ἐξαιρουμένης τῆς περιπτώσεως Συμβιβασμοῦ (Vergleichsverfahren), αἱ διατάξεις τοῦ κατωτέρω Ἄρθρου 16 δὲν θέλουσιν ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν ὑποχρεώσεων τοῦ ὀφειλέτου τούτου ἐκ τοῦ περὶ οὗ πρόκειται χρέους.

15. Διατήρησις τῶν Πιστώσεων ἐπὶ μακροτέρας χρονικὰς περιόδους.

Πᾶς Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς δύναται νὰ συνεννοηθῇ μετὰ τοῦ Γερνανοῦ Ὀφειλέτου αὐτοῦ πρὸς διατήρησιν τοῦ ὅλου ἢ μέρους τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεών του ἐπὶ μακροτέραν τινα χρονικὴν περίοδον ἐκείνης ἥτις προβλέπεται εἰς τὸ Ἄρθρον 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἢ πρὸς ἀντικατάστασιν τῶν πιστώσεων τούτων δι' ἑτέρων αἵτινες θέλουσιν διατηρηθῇ ἐπὶ μακροτέραν τινα χρονικὴν περίοδον ἐκείνης ἥτις προβλέπεται εἰς τὸ ρηθὲν Ἄρθρον. Ἅμα τῇ μεσολαβήσει τοῦ διακανονισμοῦ τούτου ἡ ἢ αἱ βραχυπρόθεσμοι πιστώσεις αἵτινες οὕτω παρατείνονται ἢ ἀντκαθίστανται θέλουσιν παύσει ὑπαγόμεναι εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἐὰν ἡ Bank Deutscher Lander συναινεῖ εἰς τοῦτο.

16. Ἐφοδιασμὸς διὰ Συναλλάγματος.

Ἡ Bank Deutscher Lander ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἔχῃ μονίμως διαθέσιμον, καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὸ ἀναγκαιοῦν ξένον συνάλλαγμα τὸ ὁποῖον θὰ ἐπιτρέπῃ εἰς τοὺς γερμανοὺς ὀφειλέτας νὰ ἐξοφλῶσι τὰς εἰς συνάλλαγμα ὑποχρεώσεις αὐτῶν αἵτινες ἔχουσιν ἀναληφθῇ κατ' ἐφαρμογὴν ἢ συνεπείᾳ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

17. Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπή.

(1). Ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως καταστῶσι δυναταὶ περιοδικαὶ Συσκέψεις μετὰ τῆς γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῆς Bank Deutscher Lander ὅπως τηροῦνται αἱ Ἀλλοδαποὶ Τραπεζικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἐνήμεροι τῶν ἐγειρομένων ζητημάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ διεξάγονται αἱ λοιπαὶ ὑπηρεσίαι αἵτινες δὲν εἶναι ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας καὶ ἤθελεν ἀνατεθῇ εἰς αὐτὴν εἴτε διὰ τῆς ρηθείσης Συμφωνίας εἴτε παρὰ τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν θὰ δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ συγκληθῇ παρὰ τοῦ Προέδρου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ἀντιπροσώπων τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ ἀποτελουμένη ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν. Οὗτος θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συγκαλῇ τὴν Συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν ἐὰν ἡ Γερμανικὴ Ἐπιτροπὴ ἢ μία τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν ἤθελε ζητήσει τοῦτο. Πᾶσα τραπεζικὴ Ἐπιτροπὴ ὑπογράψασα τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν θὰ ἔχῃ δικαίωμα διορισμοῦ ἑνὸς ἀντιπροσώπου. Πᾶσα συγκαλουμένη σύνοδος δυνάμει τοῦ παρόντος Ἄρθρου δύναται νὰ ματαιωθῇ ἢ νὰ ἀναβληθῇ κατόπιν κοινοποιήσεως ἐκ μέρους τοῦ προαναφερομένου Προέδρου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

(2). Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν κατωτέρω διατάξεων ὅλαι αἱ ἀποφάσεις θὰ λαμβάνονται διὰ ψήφου τῶν παρόντων ἀντιπροσώπων ἐκπροσωπούντων τὴν πλειοψηφίαν τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἡ πλειοψηφία αὕτη ἀντιπροσωπεύῃ τοὐλάχιστον 50 ο/ο τῆς ὀνομαστικῆς ἀξίας τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων αἵτινες δὲν θὰ ἔχωσι ἀποσβεσθῇ κατὰ τὴν χρόνον τῆς ψηφοφορίας.

(3). Ἡ οὕτω διοριζομένη Ἐπιτροπὴ θὰ δύναται διὰ ὁμοφώνου βοῆς τῶν παρόντων ἀντιπροσώπων καὶ τῇ συναινέσει τῆς γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς νὰ ἑρμηνεύσῃ καὶ τροποποιήσῃ κατὰ περιόδους τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως οὐδεμία ἐπέλθῃ εἰς αὐτὴν τροποποίησις θίγουσα τὴν οὐσίαν τῶν δικαιωμάτων τῶν εἰς

τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν μερῶν ἢ ἐκείνων ἅτινα ἤθελον προσχωρήσει εἰς αὐτὴν μεταγενεστέρως. Ὁσάκις ἡ ἐν λόγῳ Ἐπιτροπὴ καὶ ἡ γερμανικὴ Ἐπιτροπὴ θέλουσιν ἀποφανθῆ ὅτι τροποποίησίς τις δὲν θίγει εἰς τὴν οὐσίαν αὐτῶν τὰ δικαιώματα ταῦτα, ἡ ἀφόρασις αὕτη θὰ εἶναι ὑποχρεωτικὴ διὰ ἅπαντα τὰ μέρη τῆς παρούσης Συμφωνίας ὡς καὶ δι' ἐκείνους οἵτινες θὰ ἔχουσι προσχωρήσει εἰς αὐτήν.

(4). Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν οἱ εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἰσχύοντες νόμοι θὰ ἐπέτρεπον εἰς τὸν Ἀλλοδαπὸν Τραπεζικὸν Πιστωτὴν νὰ ζητήσῃ τὴν ἀπότισιν εἰς γερμανικὸν νόμισμα ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει βραχυπροθέσμου τινος πιστώσεως, ἡ Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ θὰ δύναται, δι' ὁμοφώνου ψήφου τῶν παρ' αὐτῇ ἀντιπροσώπων κατὰ σύνοδόν τινα (ἢ, ἄνευ ἐπισήμου συνόδου, διὰ τῆς ἐγγράφου συμφωνίας ὅλων τῶν παρ' αὐτῇ ἀντιπροσώπων) νὰ τροποποιήσῃ τὰ ἄρθρα 10 καὶ 11Α τῆς παρούσης Συμφωνίας, εἰς τρόπον ὥστε νὰ καταστήσῃ τὴν καταβολὴν εἰς γερμανικὸν νόμισμα, ἥτις προβλέπεται εἰς τὰ ἄρθρα ταῦτα, ὑποχρεωτικὴν διὰ τὸν ὀφειλέτην, ἐν ᾧ μέτρῳ Ἀλλοδαπός τις Τραπεζικὸς Πιστωτής, ἤθελε ζητήσει τοῦτο, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅμως, τῶν περιορισμῶν ἐκείνων οἵτινες κατὰ τὸν χρόνον ἐκεῖνον θὰ ἠδύναντο εἰσέτι νὰ ἰσχύωσι ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ὡς πρὸς τὰς καταβολὰς ταύτας. Πᾶσα τροποποίησις τοιαύτης φύσεως θὰ εἶναι ὑποχρεωτικὴ δι' ἅπαντα τὰ μέρη τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ διὰ ἐκείνους οἵτινες ἤθελον προσχωρήσει εἰς αὐτήν.

18. Ἐπενδύσεις γενόμεναι ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν προγενεστέρων Συμφωνιῶν.

Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς παρούσης Συμφωνίας οἱ τόκοι καὶ τὰ λοιπὰ εἰσοδήματα ἐπενδύσεων γενομένων διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως Λογιστικῶν Πιστωτικῶν Ὑπολοίπων κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ἄρθρου 10 μιᾶς οἱασδήποτε τῶν προηγουμένων Συμφωνιῶν, θὰ ὑπαχθῶσιν εἰς τὴν μεταχείρισιν ἥτις προβλέπεται εἰς τὸ Ἄρθρον 10 (5) (ζ) τῆς Συμφωνίας τοῦ 1939 ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὸ ὕψος τῶν Ἐξωτερικῶν πληρωμῶν διὰ τοὺς τόκους τούτους καὶ τὰ λοιπὰ εἰσοδήματα μὴ εἶναι ἀνώτερον τοῦ σήμερον καταβαλλομένου διὰ τὰς βραχυπροθέσμους πιστώσεις πρὸς Ἀλλοδαποὺς Τραπεζικοὺς Πιστωτὰς τῆς αὐτῆς πιστωτρίας χώρας.

19. Λῆξις τῶν πιστώσεων.

Πᾶσα ἀντίστοιχος πρὸς βραχυπροθέσμους πιστώσεις περὶ ὧν ἡ παροῦσα Συμφωνία, ὀφειλὴ καθίσταται ληξιπρόθεσμος κατὰ τὴν ἐκπνοὴν ἢ τὴν καταγγελίαν τῆς ρηθείσης Συμφωνίας καὶ τὸ ἰσότιμον αὐτῆς θέλει καταστῆ ἀμέσως ἀπαιτητὸν καὶ καταβλητέον. Πλὴν τούτου, κατὰ τὴν ἐκπνοὴν ἢ τὴν καταγγελίαν τῆς συμφωνίας, οἱ Ἀλλοδαποὶ Τραπεζικοὶ Πιστωταὶ θὰ ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ φέρωσι εἰς χρέωσιν τῶν λογαριασμῶν τῶν γερμανῶν Ὀφειλετῶν τὴν ἀξίαν ὅλων τῶν συναλλαγματικῶν αἵτινες ἐγένοντο ἀποδεκταὶ διὰ λογαριασμὸν τῶν ὀφειλετῶν τούτων ἔστω καὶ ἂν θὰ ἦτο μεταγενεστέρα ἡ ἡμερομηνία λήξεως αὐτῶν.

Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην, οὐχ' ἧττον, περίπτωσιν οὐδεὶς τόκος θὰ δύναται νὰ ὑπολογισθῇ διὰ τὸν χρόνον μέχρι τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τῶν γραμματίων. Εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν ἀνεκκλήτων πιστώσεων, οἱ Ἀλλοδαποὶ Τραπεζικοὶ Πιστωταὶ θὰ ἔχουσι τὸ δικαίωμα χρεώσεως ὡς ἐὰν ἐπρόκειτο περὶ πραγματικῆς ὑποχρεώσεως, τῆς ἀξίας ὅλων τῶν συναλλαγματικῶν αἵτινες ἔχουσι συρθῇ πρὸς τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας ἔστω καὶ ἂν δὲν θὰ εἶχον παρουσιασθῇ αὗται πρὸς ἀποδοχὴν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐκείνην καὶ χρεώσεως ὡς ὑποχρεώσεως ὑπὸ αἵρεσιν τοῦ ἀχρησιμοποιήτου ὑπολοίπου πάσης ἀνεκκλήτου πιστώσεως. οὐδεὶς ὅμως τόκος θὰ δύναται νὰ ὑπολογισθῇ ἐφ' ὅσον, αἱ συναλλαγματικαὶ δὲν θέλουσι καταστῆ ληξιπρόθεσμοι ἢ ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχωσι οὐσιαστικῶς καταβληθῇ παρὰ τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν χρηματικὰ ποσὰ ἐκ τῶν πιστώσεων τούτων.

20. Διαιτησία.

(1). Ἐν περιπτώσει διαφωνίας μεταξὺ τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν ἀφ' ἑνὸς, καὶ τῶν γερμανῶν ὀφειλετῶν (ἐν ὑποσημειώσει: βλέπε Παράρτημα III Α) ἢ τῆς BANK DEUTSCHER ἀφ' ἑτέρου, ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν τῆς Συμφωνίας ἢ ὡς πρὸς ζήτημα ἀπορρέον ἐξ αὐτῆς, ἡ διαφορὰ θὰ ὑποβάλλεται εἰς Ἐπιτροπὴν Διαιτησίας συνισταμένην κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

(2). Ἡ Ἐπιτροπὴ Διαιτησίας θὰ ἀποτελῆται ὡς ἀκολούθως:

(α) Ἡ Τράπεζα Διεθνῶν Διακανονισμῶν θέλει διορίσει τρια πρόσωπα ὡς μόνιμα μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς διαιτησίας. Τὸ πρῶτον ὑπὸ τὴν ἰδιότητα Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς, τὸ δεύτερον ὑπὸ τὴν ἰδιότητα Ἀντιπροέδρου ἐπιφορτισμένου μὲ τὴν προεδρίαν τῆς Ἐπιτροπῆς ἐν ἀπουσίᾳ τοῦ Προέδρου.

(β) Ἡ Τράπεζα Διεθνῶν Διακανονισμῶν θέλει διορίσει ἐπὶ πλέον τρία πρόσωπα ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ἀναπληρωματικῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς Διαιτησίας. Οἱ τελευταῖοι οὗτοι θὰ δύνανται νὰ ἀντικαταστήσωσι τὸ ἢ τὰ μόνιμα μέλη ἅτινα, λόγῳ ἀσθενείας ἢ δι' οἱονδήποτε ἄλλον λόγον δὲν θὰ ἦσαν εἰς θέσιν νὰ λάβωσι μέρος εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς. Ἡ Τράπεζα Διεθνῶν Διακανονισμῶν θέλει καθορίσει ποῖον ἐκ τῶν μονίμων μελῶν θέλει εἶναι ἐπιφορτισμένον νὰ ἀναπληρώσῃ ἕκαστον τῶν ἀναπληρωματικῶν μελῶν. Οἱ ἀναπληρωταὶ δὲν θὰ δύνανται νὰ λάβωσι μέρος εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ἐν ἀπουσίᾳ τῶν μονίμων μελῶν ἅτινα ἀντιστοίχως εἶναι ἐπιφορτισμένα νὰ ἀντικαταστήσωσι.

(3). Ὁ κανονισμὸς τῆς Ἐπιτροπῆς Διαιτησίας δέον μεταξὺ ἄλλων νὰ περιλαμβάνῃ τὰς ἀκολούθους διατάξεις:

α) Ἕκαστος τῶν ὑπογραφόντων τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν (ἤτοι οἱ Ἀλλοδαποὶ Τραπεζικοὶ Πιστωταὶ, ἡ γερμανικὴ Ἐπιτροπὴ καὶ ἡ BANK DEUTSCHER LANTDER) δέον νὰ εἰδοποιῆται 10 τοὐλάχιστον ἡμέρας ἐνωρίτερον περὶ τῆς δικασίμου ἡμερομηνίας ἐπὶ ζητήματος ὑποβαλλομένου παρὰ ἑνὸς οἱουδήποτε ἐκ τῶν ὑπογραψάντων εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Διαιτησίας), καὶ ἐπὶ τούτου πᾶς ὑπογράφων τὴν Συμφωνίαν ταύτην θὰ ἀποκτᾷ ἀμέσως, ὅλα τὰ δικαιώματα ἅτινα συνεπάγεται ἡ ἰδιότης μέρους εἰς τὴν ἐκδίκασιν ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῶν διατάξεων τῆς κατωτέρω παραγράφου.

(β) Διὰ πᾶν ζήτημα ὑποβαλλόμενον εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Διαιτησίας, ἕκαστον τῶν μερῶν εἰς τὴν ἐκδίκασιν θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιπροσωπεύηται κατὰ τὴν δικάσιμον δι' ἀντιπροσώπου, νομικοῦ συμβούλου ἢ ἑτέρου ἐντολοδόχου καὶ νὰ ὑποβάλῃ εἰς τὴν κρίσιν τῆς Ἐπιτροπῆς Δικαιτησίας ἔγγραφον ἔκθεσιν τῶν ὑπ' αὐτοῦ ἐπικαλουμένων ἐπιχειρημάτων πρὸς ὑποστήριξιν ἢ καταπολέμησιν τῶν ἐν ὄψει ἀπόψεων συμμορφούμενος πρὸς τοὺς κανόνας διαδικασίας οὓς ἡ Ἐπιτροπὴ Διαιτησίας ἤθελε ἀποδεχθῇ περιοδικῶς.

(γ) Ἡ Ἐπιτροπὴ Διαιτησίας θέλει καθορίζει περιοδικῶς τὸν χρόνον καὶ τὸν τόπον τῶν συνεδριάσεων αὐτῆς καὶ θέλει προβαίνει εἰς σχετικὰς ἀνακοινώσεις περὶ τούτων πρὸς ἅπαντας τοὺς ὑπογράψαντας τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

(δ) Εἰς ἑκάστην τῶν ἀποφάσεων αὐτῆς, εἴτε αὗται εἶναι ὁμόφωνοι ἢ μή, ἡ Ἐπιτροπὴ Διαιτησίας θέλει ἐκθέτει ἐγγράφως διὰ βραχέων τὸ αἰτιολογητικὸν τῆς ἀποφάσεως. Ὅλοι οἱ λόγοι τῆς ἀποφάσεως δὲν εἶναι ὑποχρεωτικὸν νὰ ἐκτίθενται ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ ἤθελεν ὁμοφώνως ἀποφασίσει ἄλλως, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν, ἕν ἐκ τῶν μερῶν ἤθελε, πρὸ τῆς συνεδριάσεως. ζητήσει ἐγγράφως, νὰ ἀνακοινωθῶσιν οὗτοι ἐξ ὁλοκλήρου Ὅσάκις τὸ αἰτιολογικὸν τῆς ἀποφάσεως παραλείπεται, ἡ ἀπόφασις δέον νὰ ἀναφέρῃ ὅτι ἐπὶ τούτου ἐλήφθη τοιαύτη ὁμόφωνος ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ὅτι οὐδεμία ὑπεβλήθη αἴτησις παρά τινος οἱουδήποτε ἐκ τῶν μερῶν, ὡς ἀναφέρεται ἀνωτέρω:

(ε) Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ Διαιτησίας κηρυχθῇ ἀναρμοδία νὰ ἐπιληφθῇ ζητήματος ὑποβαλλομένου εἰς αὐτὴν καὶ ἐὰν κατόπιν προσφυγῆς εἰς τὸ κατάλληλον Δικαστήριον τῆς Χώρας ἑνὸς οἱουδήποτε ἐκ τῶν ἐνδιαφερομένων εἰς τὴν συζήτησιν μερῶν, τὸ Δικαστήριον τοῦτο κηρύξῃ ἑαυτὸ ἀναρμόδιον, λόγῳ τοῦ ὅτι τὸ ζήτημα εἶναι τῆς ἁρμοδιότητος τῆς Ἐπιτροπῆς Διαιτησίας ἢ ἐὰν τὸ ζήτημα παραπέμπεται ἐν τῷ συνόλῳ αὐτοῦ ἢ μερικῶς εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἡ ὑποχρέωσις λύσεως τῆς διαφωνίας περιέρχεται εἰς αὐτήν.

21. Δαπάναι

Τὰ ἔξοδα καὶ αἱ δαπάναι ἐν σχέσει πρὸς τὴν προπαρασκευήν, τὴν ὑπογραφὴν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας συμπεριλαμβανομένων ὅλων τῶν δικαστικῶν ἐξόδων καὶ τῶν λοιπῶν δαπανῶν τῶν 'Αλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν πρὸ τῆς ὑπογραφῆς (ἀλλὰ μετὰ τὴν 1ην Νοεμβρίου 1950) καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ βαρύνουσι τοὺς γερμανοὺς ὀφειλέτας. Ἡ γερμανικὴ 'Επιτροπὴ θέλει λάβει μέτρα πρὸς καταβολὴν τῶν ἐξόδων δαπανῶν καὶ ἀποζημιώσεων τούτων.

22. Προσχώρησις εἰς τὴν Συμφωνίαν.

(1). Ὅπως προσχωρήσῃ τις εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν πᾶς 'Αλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θέλει κοινοποιήσει εἰς τὸν ἤτοὺς γερμανοὺς 'Οφειλέτας του, ἐντὸς τῶν δύο ἑπομένων μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς ρηθείσης Συμφωνίας, ὅτι εἶναι ἕτοιμος νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτήν. Ἡ κοινοποίησις αὕτη (εἰς τὴν ὁποίαν θὰ κατανομάζονται αἱ βραχυπρόθεσμοι πιστώσεις αἵτινες ὀφείλονται παρὰ τοῦ ἢ τῶν ἐνδιαφερομένων γερμανῶν 'Οφειλετῶν διὰ τὰς ὁποίας λαμβάνει χώραν ἡ προσχώρησις) θέλει διατυπωθῆ ἐγγράφως εἰς διπλοῦν ἐπὶ ἐντύπου ἐνιαίου τύπου, ὅπερ προμηθεύουσιν οἱ 'Αλλοδαποὶ Τραπεζικοὶ Πιστωταὶ οἱασδήποτε ἐνδιαφερομένης χώρας. Ἐντὸς 4 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς λήψεως ἐπιστολῆς προσχωρήσεως προερχομένης ἐξ ἑνὸς οἱουδήποτε τῶν 'Αλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν αὐτοῦ, ὁ γερμανὸς 'Οφειλέτης ὀφείλει νὰ ἀποστείλῃ αὐτῷ ἐπιστολὴν βεβαιοῦσαν τὴν προσχώρησίν του (ἐν ὑποσημειώσει: Βλέπε Παράγραφον III A). Ἡ ἐπιστολὴ αὕτη θὰ διατυποῦται ἐπὶ ἐντύπου ἐνιαίου τύπου ὅπερ προμηθεύουσι ἡ BANK DEUTSCHER LANDER ἢ πᾶσα LANDESZENTRALBANK (ἐν ὑποσημειώσει: Βλέπε Παράρτημα III A). Πᾶς 'Αλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ κοινοποιήσῃ τὴν προσχώρησίν του διὰ τηλεγραφήματος ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν νὰ βεβαιώσῃ μεταγενεστέρως τοὺς ὅρους αὐτῆς κατὰ τὴν ἀνωτέρω διαδικασίαν.

(2). Πᾶς 'Αλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ἔχων προηγουμένως ἀποτελέσει μέλος συνδικάτου τινος συσταθέντος πρὸς χορήγησιν βραχυπροθέσμου τινος πιστώσεως, θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διὰ τὸ μερίδιον τῆς συμμετοχῆς του.

(3). Ἅμα τῇ προσχωρήσει, ὁ 'Αλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς καὶ ὁ γερμανὸς 'Οφειλέτης θέλουσιν ἀποβῆ μέρη εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διὰ τὰς εἰς τὴν ἐπιστολὴν προσχωρήσεως καθοριζομένας βραχυπροθέσμους πιστώσεις, καὶ θέλουσι καταστῆ συνεπείᾳ τούτου, ὑποκείμενα τῶν ἐκ τῆς παρούσης συμφωνίας δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τῶν 'Αλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν καὶ τῶν γερμανῶν ὀφειλετῶν ἀντιστοίχως.

(4). Πᾶσα Τραπεζικὴ 'Αλλοδαπὴ 'Επιτροπὴ θὰ δύναται συναινούσης τῆς Γερμανικῆς 'Επιτροπῆς νὰ παρατείνῃ τὴν προθεσμίαν κατὰ τὴν ὁποίαν εἷς ἢ πλείονες τῶν 'Αλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν τῆς χώρας της δύνανται νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Οὐχ ἧττον, ὁσάκις πρόσωπόν τι ἢ κοινωνία τις προσώπων ἢ κεφαλαίων ἐν τῷ ἐδάφει τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας θέλει καταστῆ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας, λόγῳ κληρονομικῆς διαδοχῆς ἢ ὑποκαταστάσεως, ὀφειλέτης ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει διὰ βραχυπρόθεσμόν τινα πίστωσιν ἢ ὁσάκις νέα ὄργανα προσχωρήσεως θέλουσιν ἀνταλλαγῆ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν Ἄρθρων 5,7 ἢ 8, ἡ προσχώρησις τῆς πρὸς τὴν περὶ ἧς πρόκειται πίστωσιν ἢ τμῆμα πιστώσεως θὰ δύναται ἄνευ τῆς ἀνωτέρω προβλεπομένης συνεναίσεως νὰ λάβῃ χώραν ἐντὸς λογικῆς τινος προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐν λόγῳ διαδοχῆς ἢ ὑποκαταστάσεως.

(5). 'Οσάκις βραχυπρόθεσμός τις πίστωσις ἢ τμῆμα τι βραχυπροθέσμου πιστώσεως ἤθελεν ἔχει χορηγηθῆ εἰς τραπεζικὸν ὀφειλέτην μὴ διαμένοντα συνήθως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας ἢ τὸν ὁποῖον δὲν θὰ δύναται πλέον νὰ ἀνεύρῃ καὶ ἀναγνωρίσῃ ὁ 'Αλλοδαπὸς Τραπεζιτικὸς Πωστωτὴς καὶ πελάτης τις τοῦ τραπεζικοῦ τούτου ὀφειλέτου διαμένων συνήθως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας, θὰ εἶναι ἐξ ἴσου ὑπεύθυνος ὡς πρὸς τὴν πίστωσιν ταύτην ἢ τὸ τμῆμα τοῦτο τῆς πιστώσεως, ὁ πελάτης οὗτος θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν (ἐὰν ὁ 'Αλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ἤθελε ζητήσει τοῦτο) νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διὰ τὴν περὶ ἧς πρόκειται πίστωσιν ἢ τὸ τμῆμα πιστώσεως, καὶ αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θέλουσιν τότε ἀποβῆ ἐφαρμοστέαι ὡς πρὸς ταύτας ὡς ἐὰν εἶχον ἀναγνωρισθῆ εὐθὺς ἐξ ἀρχῆς ὡς πρὸς τὸν πελάτην τοῦτον.

(6). 'Οσάκις βραχυπρόθεσμος τις πίστωσις ἢ τμῆμα βραχυπροθέσμου τινος πιστώσεως ἤθελεν ἔχει χορηγηθῆ εἰς ἐμπορικόν τινα ἢ βιομηχανικὸν ὀφειλέτην μὴ ἔχοντα συνήθη διαμονὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας ἢ τὸν ὁποῖον δὲν θὰ δύναται πλέον νὰ ἀνεύρῃ καὶ ἀναγνωρίσῃ ὁ 'Αλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς καὶ πρόσωπόν τι διαμένον συνήθως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας θὰ εἶναι ἐξ ἴσου ὑπεύθυνον ὡς πρὸς τὴν πίστωσιν ταύτην ἢ τὸ τμῆμα τοῦτο πιστώσεως, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ἐγγυητοῦ, ὀπισθογράφου ἢ ἀναδόχου, τὸ πρόσωπον τοῦτο θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν (ἐὰν ὁ 'Αλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ἤθελε ζητήσει τοῦτο) νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διὰ τὴν περὶ ἧς πρόκειται πίστωσιν ἢ τὸ τμῆμα πιστώσεως τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀποβαινουσῶν τότε ἐφαρμοστέων ὡς πρὸς ταύτας ὡς ἐὰν εἶχον αὗται ἀναγνωρισθῆ εὐθὺς ἐξ ἀρχῆς ὡς πρὸς τὸν ἰδιώτην τοῦτον.

(7). 'Οσάκις τραπεζική, ἐμπορικὴ ἢ βιομηχανικὴ τις ἐπιχείρησις ἤθελε διαδεχθῆ ἢ θὰ ἤθελεν ἔχει διαδεχθῆ τὸν ἀρχικὸν ὀφειλέτην βραχυπροθέσμου πιστώσεως ἢ τμήματος πιστώσεως κατ' ἐφαρμογὴν ἢ συνεπείᾳ γερμανικοῦ νόμου (κυρίως τοῦ Κανονιστικοῦ Διατάγματος ἀρ. 35 τοῦ Νόμου ἀρ. 63 περὶ νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως ἢ τοῦ Νόμου περὶ πιστωτικῶν ἱδρυμάτων ὅστις ἐδημοσιεύθη τὴν 29ην Μαρτίου 1952), ὁ 'Αλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἀπέναντι τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης διὰ τὴν περὶ ἧς πρόκειται πίστωσιν ἢ τὸ τμῆμα πιστώσεως καὶ ἡ ἐνδιαφερομένη ἐπιχείρησις δέον νὰ βεβαιώσῃ τὴν ἰδίαν αὐτῆς προσχώρησιν κατὰ τὴν διαδικασίαν καὶ μετὰ τῶν συνεπειῶν αἵτινες προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Αἱ παροῦσαι διατάξεις θέλουσιν ἔχει ἐξ ἴσου ἐφαρμογὴν καὶ εἰς τὰς περιπτώσεις διαδοχῆς λόγῳ ὑποκαταστάσεως πιστώσεως ἢ τμήματος πιστώσεως ὁσάκις ἡ ὑποκατάστασις αὕτη θὰ εἶναι σύμφωνος πρὸς τὴν ἐν ἰσχύϊ σήμερον νομοθεσίαν εἰς τὴν 'Ομοσπονδον Δημοκρατίαν (κυρίως τὰ Ἄρθρα 7 (3) τοῦ Νόμου περὶ πιστωτικῶν 'Ιδρυμάτων τῆς 29 Μαρτίου 1952), Ἅμα τῇ προσχωρήσει εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ὡς πρὸς βραχυπρόθεσμον τινα πίστωσιν ἢ τμῆμα πιστώσεως τοῦ διαδόχου γερμανοῦ 'Οφειλέτου ἡ προσχώρησις τοῦ Γερμανοῦ 'Οφειλέτου εἰς ὃν ὑπεκατεστάθη οὗτος θέλει πάραυτα παύσει νὰ φέρῃ τὰς συνεπείας αὐτῆς (πλὴν ἐὰν προβλέπεται ἄλλως εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας).

(8). 'Οσάκις, κατ' ἐφαρμογὴν τῆς νῦν ἰσχυούσης εἰς τὴν 'Ομόσπονδον Δημοκρατίαν νομοθεσίας (κυρίως τοῦ Κανονιστικοῦ Διατάγματος ἀρ0. 35 τοῦ Νόμου Ἄρ. 63 περὶ Νομισματικῆς Μεταρρυθμίσεως ἢ τοῦ Νόμου περὶ πιστωτικῶν ἱδρυμάτων τῆς 29 Μαρτίου 1952) ἓν ἢ πλείονα διάδοχα τραπεζικὰ ἱδρύματα ἤθελον καταστῆ ἢ θὰ ἤθελον ἔχει καταστῆ ὑπεύθυνα ἀπὸ κοινοῦ μετὰ τοῦ ἀρχικοῦ γερμανοῦ τραπεζικοῦ 'Οφειλέτου, βραχυπροθέσμου τινὸς πιστώσεως ἢ τμήματος πιστώσεως τὸ ἢ τὰ ἱδρύματα ταῦτα, θέλουσι ἐξ ἴσου προσχωρήσει εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν (ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἑπομένων δύο παραγράφων) ὡς πρὸς τὴν περὶ ἧς πρόκειται, πίστωσιν ἢ τὸ τμῆμα πιστώσεως. Οὐχ ἧττον, εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ προσχώρησις τοῦ ἀρχικοῦ τραπεζικοῦ ὀφειλέτου θέλει διατηρήσει ὅλην τὴν ἀξίαν αὐτῆς καὶ θέλει ἐξακολουθήσει νὰ φέρῃ ὅλας τὰς συνεπείας αὐτῆς.

(9). 'Οσάκις, βραχυπρόθεσμος τις πίστωσις ἢ τμῆμα τι πιστώσεως θὰ ἔχῃ χορηγηθῆ εἰς γερμανὸν τραπεζικὸν 'Οφειλέτην καὶ πελάτης τις τοῦ τελευταίου τούτου, ἔχων συνήθη διαμονὴν ἐκτὸς τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας θὰ εἶναι ἐξ

ἴσου ὑπεύθυνος ὡς πρὸς τὴν πίστωσιν ταύτην ἢ τὸ τμῆμα τοῦτο πιστώσεως, οὔτε ὁ γερμανὸς τραπεζικὸς Ὀφειλέτης, οὔτε ἀλληλέγγυόν τι τραπεζικὸν ἵδρυμα θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λάβῃ διὰ τὴν περὶ ἧς πρόκειται πίστωσιν ἢ τὸ τμῆμα αὐτῆς μέτρον τι ἐκ τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν (ἐκτὸς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν προσχώρησιν αὐτῶν ἥτις δέον νὰ λάβῃ χώραν καὶ θέλει ἀποτελέσει ἀναγνώρισιν τῆς ὑπάρξεως καὶ τοῦ ποσοῦ τῆς περὶ ἧς πρόκειται πιστώσεως ἢ τοῦ τμήματος πιστώσεως) ἢ ἐν ᾧ μέτρῳ ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ἤθελεν ἔχει, ἐλλείψει τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐκ τοῦ Γερμανικοῦ Νόμου τὴν δύναμιν νὰ ἐπιδιώξῃ τὴν εἴσπραξιν τῆς ἀπαιτήσεώς του ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας.

10. Ὁσάκις βραχυπρόθεσμός τις πίστωσις ἤθελε προέλθῃ ἐκ καταβολῆς τοῖς μετρητοῖς μὴ μετατραπείσης εἰς πίστωσιν ἀποδοχῆς συναλλαγματικῆς καὶ ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς δὲν θὰ δύναται (ὡς ἐκ τῆς ἰσχυούσης νῦν νομοθεσίας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ κυρίως τοῦ Κανονιστικοῦ Διατάγματος Ἀρ. 35 τοῦ Νόμου 63 περὶ Νομισματικῆς Μεταρρυθμίσεως ἢ τοῦ Ἄρθρου 7 (2) τοῦ Νόμου περὶ πιστωτικῶν ἱδρυμάτων ὅστις ἐδημοσιεύθη τὴν 29ην Μαρτίου 1952) νὰ ἐπιτύχῃ ἢ μερικήν τινα ἀπότισιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας, οὔτε ὁ γερμανὸς τραπεζικὸς ὀφειλέτης, οὔτε ἕτερον τι ἀλληλέγγυον τραπεζικὸν ἵδρυμα θέλει ἔχει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λάβῃ μέτρον τι ἐκ τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, ὡς πρὸς τὸ τμῆμα τῆς πιστώσεως οὗτινος τὴν ἀπότισιν, ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς δὲν δύναται νῦν νὰ ἐπιδιώξῃ (ἐξαιρέσει τῶν ἀφορώντων τὴν προσχώρησιν αὐτῶν ἥτις δέον νὰ λάβῃ χώραν καὶ θέλει ἀποτελέσει ἀναγνώρισιν τῆς ὑπαρξεως καὶ τοῦ ποσοῦ τοῦ περὶ οὗ πρόκειται τμήματος) πρὸ τῆς στιγμῆς καθ' ἣν ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ εἶχε ἐκ τοῦ γερμανικοῦ νόμου τὴν δύναμιν ἐλλείψει τῆς παρούσης Συμφωνίας νὰ ἐπιδιώξῃ τὴν ἀπότισιν τῆς ἀπαιτήσεως τοῦ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας.

23. DEUTSCHE GOLDDIS KONTBANK.

(1). Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ δύναντο νὰ περιορίσῃ τὰς ὑποχρεώσεις τῆς DEUTSCHE GOLDDISKONTBANK ἢ τὰ δικαιώματα τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν ἀπέναντι τοῦ Ἱδρύματος τούτου τῶν ὑποχρεώσεων τούτων καὶ δικαιωμάτων κατονομαζομένων ἢ περιληφθέντων εἰς τὴν τελευταίαν τῶν προηγουμένων Συμφωνιῶν ἥτις ἐφαρμόζεται ὡς πρὸς ἑκάστην ἰδιωτικὴν βραχυπρόθεσμον πίστωσιν. Τὸ Ἄρθρον 23 τῆς Συμφωνίας τοῦ 1939 δέον νὰ θεωρῆται ὡς ἀποτελοῦν μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας (ἵνα καταστῇ ἐνεργὸν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας αὐτῆς) πλὴν τοῦ ὅτι :

(α) ἡ παράγραφος 3 τοῦ Ἄρθρου τούτου θέλει θεωρηθῇ ὡς τροποποιηθεῖσα τῶν λέξεων «ἡ παροῦσα Συμφωνία» αἵτινες ἀναγράφονται εἰς τὴν παράγραφον 5 (β) τοῦ Ἄρθρου 23 τῆς Συμφωνίας τοῦ 1933, ἀντικατασταθεισῶν διὰ τῶν λέξεων : «μία οἱαδήποτε τῶν προηγουμένων συμφωνιῶν»,

(β) ἡ παράγραφος 4 τοῦ Ἄρθρου τούτου θέλει θεωρηθῇ ὡς τροποποιηθεῖσα, τῆς φράσεως : «τὸ Ἄρθρον 23 τῶν Συμφωνιῶν τοῦ 1933, 1934, 1935, 1936, 1937 καὶ 1938» ἀντικατασταθείσης διὰ τῆς φράσεως : Τὸ Ἄρθρον 23 μιᾶς οἱασδήποτε τῶν προηγουμένων Συμφωνιῶν»,

(γ) αἱ παράγραφοι 5 καὶ 7 τοῦ ἄρθρου τούτου θέλουσι θεωρηθῇ ὡς διαγραφεῖσαι.

(2). Διὰ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας ὁ Ἐκκαθαριστὴς τῆς DEUTSCHE GOLDDISKONTBANK θέλει θεωρεῖται ὅτι ἀπεδέχθη τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου καὶ ὡς δώσας εἰς ἕκαστον τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Πιστωτῶν οἵτινες προσεχώρησαν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διὰ βραχυπρόθεσμόν τινα πίστωσιν ἢ τμῆμα πιστώσεως προηγουμένως ἠγγυημένων παρὰ τῆς DEUTSCHE GOLDDISKONTBANK τὴν διαβεβαίωσιν ὅτι ἐν ᾧ μέτρῳ αἱ πιστώσεις αὗται ἢ τὰ τμήματα ταῦτα πιστώσεων δὲν ἔχουσιν εἰσέτι ἀποδοθῇ ἢ ἱκανοποιηθῇ, ἡ εὐθύνη τῆς ἐγγυήσεως διατηρῇ ὅλην αὐτῆς τὴν ἀξίαν καὶ ἐξακολουθεῖ νὰ φέρῃ ὅλας τὰς συνεπείας αὐτῆς.

24, Καταβολαὶ ἔχουσαι ἑτέρας πηγάς.

Ἐν ᾗ περιπτώσει κατόπιν προσχωρήσεως αὐτοῦ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, Ἀλλοδαπὸς τις Τραπεζικὸς Πιστωτὴς ἤθελε δεχθῇ παρὰ τρίτου δι' οἱονδήποτε χρέος βαρῦνον ὀφειλέτην διαμένοντα ἐντὸς τῶν συνόρων τοῦ Γερμανικοῦ Κράτους ὡς εἶχον ταῦτα τὴν 31 Δεκεμβρίου 1937 καταβολήν τινα ἣν θὰ εἶχε τὴν ὑποχρέωσιν, εἴτε κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Νόμου εἴτε δι' οἱονδήποτε ἄλλον λόγον, ἢ θὰ ἀπεφάσιζεν ὁ ἴδιος νὰ χρησιμοποιήσῃ ἔναντι τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων ἃς καλύπτει ἡ παροῦσα Συμφωνία, ὁ Ἀλλοδαπὸς οὗτος τραπεζικὸς πιστοτὴς ὀφείλησε διαθέσῃ τὴν καταβολὴν ταύτην εἰς ὁριστικὴν ἀπότισιν τοῦ χρέους τὸ ὁποῖον ἀντιστοιχεῖ πρὸς τὴν ἢ τὰς βραχυπροθέσμους πιστώσεις (ἐὰν ὑφίστανται τοιαῦται) δι' ἃς τὰ ῥηθέντα ποσὰ τῷ ἔχωσι καταβληθῇ, Οὐχ' ἧττον, ὁσάκις ἡ καταβολὴ δὲν θὰ ἔχῃ γίνει διὰ μίαν ἢ πλείονας βραχυπροθέσμους πιστώσεις εἰδικῶς καθοριζομένας, ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θὰ ὀφείλει νὰ διαθέσῃ τὸ εἰσπραχθὲν ποσὸν ἔναντι τοῦ ἢ τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων τῆς ἐκλογῆς του, ἐκτὸς ἐὰν εἶναι οὗτος δικαιοῦχος ἑτέρων πιστώσεων ἀνταποκρινομένων πρὸς τὸν ἀνωτέρω ὁρισμὸν (καὶ μὴ παρουσιαζουσῶν τὸν χαρακτῆρα τῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων) ἔναντι τῶν ὁποίων θὰ εἶχε νομίμως τὸ δικαίωμα καὶ ἤθελε ἐκλέξῃ νὰ χρησιμοποιήσῃ τὴν ῥηθεῖσαν καταβολήν. Ὁ Ἀλλοδαπὸς Τραπεζικὸς Πιστωτὴς θέλει κοινοποιήσει ἀμέσως πρὸς τὸν ἢ τοὺς ἐνδιαφερομένους Γερμανοὺς Ὀφειλέτας καὶ πρὸς τὴν Γερμανικὴν Ἐπιτροπὴν ὡς καὶ πρὸς τὴν ἰδίαν αὐτοῦ Ἀλλοδαπὴν Τραπεζικὴν Ἐπιτροπὴν τὴν διάθεσιν τῆς καταβολῆς ἔναντι τῆς ἢ τῶν βραχυπροθέσμων περὶ ὧν πρόκειται πιστώσεων εὐθὺς ὡς ἤθελε προβῇ εἰς τοῦτο, τὸ δὲ χρέος ὅπερ ἀντιστοιχεῖ πρὸς τὴν ἢ τὰς βραχυπροθέσμους πιστώσεις δι' ἃς ἤθελεν ἔχει διατεθῇ ἡ καταβολὴ αὕτη θέλει, ὡς ἐκ τούτου, θεωρηθῇ ὡς ὁριστικῶς ἀποτιθέν.

25. Ὑπογραφὴ καὶ βραχὺς τίτλος τῆς Συμφωνίας.

(1). Τὰ πρωτότυπα τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπογεγραμμένα παρὰ τῆς Γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς, τῆς BANK DEUTSCHER LANDER καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν θέλουσιν ἀποσταλῇ, διὰ τῶν κεντρικῶν τραπεζῶν εἰς τὴν Τράπεζαν Διεθνῶν Διακανονισμῶν, ἥτις καὶ θὰ φυλάττῃ ταῦτα διὰ λογαριασμὸν τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν.

(2). Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ δύναται νὰ ὀνομάζεται «Συμφωνία γερμανικῶν Πιστώσεων τοῦ 1952».

26. Κοινοποίησις.

Πᾶσα ἔγγραφος κοινοποίησις ἐπισήμου ἢ ἡμιεπισήμου χαρακτῆρος ἀπαιτουμένης ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ θεωρῆται ὡς ὀρθῶς γενομένη ἐὰν ἀποσταλῇ διὰ τοῦ ταχυδρομείου, τηλεγραφικῶς ἢ ραδιοτηλεγραφικῶς (ἐπὶ καταβολῇ τῆς ἀξίας διαβιβάσεως) ἢ ἐὰν ἐπιδοθῇ εἴτε εἰς διεύθυνσιν δοθεῖσαν παρὰ τοῦ παραλήπτου τῆς ῥηθείσης κοινοποιήσεως, εἴτε, ἐὰν δὲν ἐδόθη τοιαύτη διεύθυνσις, εἰς τὴν συνήθη ἐμπορικὴν κατοικίαν τοῦ ἐνδιαφερομένου μέρους.

27. (Διεγράφη)

28. Τίτλοι τῶν Ἄρθρων.

Οἱ τίτλοι τῶν διαφόρων Ἄρθρων τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν ἐδόθησαν ἢ πρὸς διευκόλυνσιν ἐνδεχομένων παραπομπῶν καὶ δὲν ἔχουσι ποσῶς ὡς προορισμὸν τὴν ἑρμηνείαν αὐτῶν.

29. Ἀναγκαῖαι ὑπογραφαί.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὅταν θὰ ἔχῃ ὑπογραφῇ ὑπὸ τῆς Γερμανικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῆς BANK DEUTSCHER LANDER καὶ ὅταν θὰ ἔχῃ ὑπογραφῇ καὶ (ἐν ἀνάγκῃ) ἐπικυρωθῇ παρὰ τῶν Ἀλλοδαπῶν Τραπεζικῶν Ἐπιτροπῶν τῶν ἀντιπροσωπευουσῶν τοὺς Ἀλλοδαποὺς τραπεζικοὺς Πιστωτὰς ὧν αἱ βραχυπρόθεσμοι πιστώσεις ἀποτελοῦσι, εἰς τὴν ὀνομαστικὴν αὐτῶν ἀξίαν τὰ 75 o/o τοῦ ποσοῦ τῶν μὴ ἀποδοθεισῶν βραχυπροθέσμων πιστώσεων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ Α'

'Ανταλλαγὴ ἐπιστολῶν καταχωροῦσα συμπληρωματικάς τινας συμφωνίας συναφθείσας μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν καὶ τῶν ὀφειλετῶν ἐν σχέσει πρὸς τὸ Παράρτημα ΙΙΙ.

Πρὸς τὴν

'Αμερικανικὴν 'Επιτροπὴν τοῦ STANDSTILL τῆς Γερμανίας, τὴν Τραπεζικὴν Βρεττανικὴν 'Επιτροπὴν Γερμανικῶν 'Υποθέσεων, τὴν Τραπεζικὴν 'Ελβετικὴν 'Επιτροπὴν διὰ τὴν Συμφωνίαν γερμανικῶν πιστώσεων.

Συμφωνία γερμανικῶν πιστώσεων 1952.

Κύριοι,

Συμφώνως πρὸς τὰς δηλώσεις αἵτινες ἐγένοντο παρὰ τῆς Τριμεροῦς 'Επιτροπῆς τῶν Γερμανικῶν Χρεῶν ἐξ ὀνόματος τῶν ἀντιπροσωπευομένων εἰς τοὺς κόλπους αὐτῆς Κυβερνήσεων καὶ παρὰ τῆς γερμανικῆς 'Αντιπροσωπείας διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, αἱ Κυβερνήσεις αὗται εἶναι ἕτοιμοι νὰ λάβωσι τὰ κατάλληλα διοικητικὰ μέτρα ἐν Γερμανίᾳ ὅπως θέσωσι ἐν ἰσχύϊ τὴν Συμφωνίαν γερμανικῶν πιστώσεων τοῦ 1952 (ἥτις ἀποτελεῖ τὸ Παράρτημα ΙΙΙ τῆς Συμφωνίας περὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν ἥτις ἀποκαλεῖται κατωτέρω «Συμφωνία τοῦ 1952) ἅμα τῇ κυρώσει τῆς Συμφωνίας περὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν ὑπὸ τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, διασαφηνιζομένου ὅτι αἱ καταβολαὶ εἰς ξένον νόμισμα αἵτινες προβλέπονται ὑπὸ τῆς Συμφωνίας τοῦ 1952, ἐκτὸς ἐκείνων αἵτινες κανονικῶς προκύπτουσι ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ 'Αρθρου 5 αὐτῆς, θέλουσιν ἀναβληθῇ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ Συμφωνία περὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χερῶν (κατωτέρω ἀποκαλουμένη «Διακυβερνητικὴ Συμφωνία») θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ 'Αρθρου 35 αὐτῆς.

'Ωσαύτως, ὁ τύπος προσχωρήσεως ὁ ὁποῖος προβλέπεται ὅτι θὰ ἀνταλλαγῇ ὑπὸ ὅρους μεταξὺ πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν κατὰ τὴν Συμφωνίαν τοῦ 1952 ἀναφέρεται (μεταξὺ ἄλλων) εἰς τὴν ἀναβολὴν περὶ ἧς γίνεται λόγος ἀνωτέρω τῶν καταβολῶν εἰς ξένον νόμισμα κατὰ τὴν ρηθεῖσαν Συμφωνίαν.

Οἱ ὀφειλέται συμφωνοῦσιν ὅπως, εὐθὺς ὡς ἡ Συμφωνία τοῦ 1952 θέλει καταστῇ πλήρως ἐφαρμοστέα κατόπιν τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας, διενεργήσωσι ἀμέσως εἰς τοὺς πιστωτὰς των πάσας τὰς κατὰ τὴν Συμφωνίαν τοῦ 1952 εἰς ξένον νόμισμα καταβολὰς αἵτινες θὰ ἔχουσι ἐν τῷ μεταξύ, ἀναβληθῇ.

'Επιβεβαιοῦμεν διὰ τῆς παρούσης ὅτι ἡ Συμφωνία τοῦ 1952 θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὅταν οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὸ ἄρθρον 29 αὐτῆς ὅροι ἔχουσιν ἐκπληρωθῇ καὶ ὅταν ἡ Διακυβερνητικὴ Συμφωνία θὰ ἔχῃ κυρωθῇ ὑπὸ τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἀλλ' ὅτι αὕτη θέλει παύσει νὰ φέρῃ συνεπείας ἐὰν δὲν περιληφθῇ εἰς τὴν Διακυβερνητικὴν ταύτην Συμφωνίαν κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς τελευταίας. Συνεπῶς, ἡ ἡμερομηνία τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας τοῦ 1952 κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ ἄρθρου 2 τῆς Συμφωνίας ταύτης δέον νὰ θεωρῆται ὡς ἐκείνη καθ' ἣν οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὸ ἄρθρον 29 τῆς ρηθείσης Συμφωνίας ὅροι, θὰ ἔχωσιν ἐκπληρωθῇ καὶ ἡ Διακυβερνητικὴ Συμφωνία θὰ ἔχῃ κυρωθῇ ὑπὸ τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

'Επὶ πλέον, ἐπιβεβαιοῦμεν ὅτι, ἐὰν ἡ Συμφωνία τοῦ 1952 συμπεριληφθῇ εἰς τὴν ρηθεῖσαν Διακυβερνητικὴν Συμφωνίαν, κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς τελευταίας ταύτης κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 35 αὐτῆς, ἕκαστος ἡμῶν καθ' ὅσον ἀφορᾷ αὐτὸν θέλει πράξῃ πᾶν ὅτι δύναται ὅπως ἐπιτευχθῇ ἡ ταχεῖα διενέργεια πρὸς τοὺς πιστωτὰς ὅλων τῶν καταβολῶν εἰς ξένον νόμισμα αἵτινες πηγάζουσιν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας τοῦ 1952 καὶ θὰ ἔχωσιν ἐν τῷ μεταξὺ ἀναβληθῇ.

'Επιβεβαιοῦμεν ὅτι, συμφώνως πρὸς τὴν ἐπελθοῦσαν μεταξὺ τῶν μερῶν εἰς τὴν Συμφωνίαν τοῦ 1952, συμφωνίαν, αἱ κατωτέρω τροποποιήσεις δέον νὰ ἐπέλθωσι εἰς τὸ κείμενον τῆς Συμφωνίας ὅπερ ἀποτελεῖ τὸ Παράρτημα 5 τῆς τελικῆς 'Εκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν καὶ ὅτι αἱ τροποποιήσεις αὗται δέον νὰ συμπεριληφθῶσιν εἰς τὸ ὑπογραφησόμενον κείμενον.

Παράγραφος (7) τοῦ προοιμίου. 'Αντικατάστασις τῶν λέξεων «Ἡ Κυβέρνησις τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ αἱ ὑπόλοιποι ἁρμόδιοι 'Αρχαὶ» διὰ τῶν λέξεων : «Αἱ ἁρμόδιοι δημόσιαι 'Αρχαὶ τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τοῦ Δυτικοῦ Βερολίνου».

Προσθήκη τῆς λέξεως «καὶ» εἰς το τέλος τοῦ ἐδαφίου (ΙΙ).

Πρὸ τοῦ ἐδαφίου IV προσθήκη τῶν λέξεων «Αἱ 'Αρμόδιοι Δημόσιοι 'Αρχαὶ τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τοῦ Δυτικοῦ Βερολίνου θέλουσιν ἐπαγρυπνήσει κατὰ τὸ ἀνώτατον δυνατὸν ὅριον,

(IV) Εἰς τὴν .....»

'Αρθρον 1. 'Ορισμοί. Εἰς τὸν ὁρισμὸν τοῦ ὅρου «'Ομόσπονδος Δημοκρατία» προσθήκη ἐν τῷ τέλει, τῶν λέξεων: «Ὁ ὁρισμὸς οὗτος ἀποβλέπει εἰς τὸν καθορισμὸν τοῦ περὶ οὗ πρόκειται ἐδάφους καὶ οὐχὶ εἰς τὸν καθορισμὸν τῆς κυβερνητικῆς ἁρμοδιότητος».

'Αρθρον (20) Διαιτησία. Εἰς τὴν παράγραφον (1) προσθήκη, μετὰ τὰς λέξεις «γερμανοὶ ὀφειλέται» τῶν λέξεων προσχωρήσαντες εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν».

'Αρθρον (22) Προσχώρησις εἰς τὴν Συμφωνίαν, Εἰς τὴν παράγραφον (1) εἰς τὸ τέλος τῆς τρίτης φράσεως, διαγραφὴ τῶν λέξεων «καὶ βεβαιοῦσαν τὴν προσχώρησιν αὐτοῦ» καὶ ἀντικατάστασις αὐτῶν διὰ τῶν λέξεων «ἐπιβεβαιοῦσαν ὅτι προσχωρεῖ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν και δηλοῦσαν (ἐὰν ὁ πιστωτὴς ζητήσει τοῦτο) ὅτι θέλει προσχωρήσει εἰς πᾶσαν συμφωνίαν ἀνανεώσεως ἢ ἐπεκτάσεως ἥτις θὰ ἠδύνατο νὰ ὑπογραφῇ παρὰ τῆς γερμανικῆς 'Επιτροπῆς καὶ τῆς BANK DEUTSCHER LANDER».

'Η κατωτέρω ὑπογραφομένη γερμανικὴ 'Επιτροπὴ δέχεται διὰ τῆς παρούσης, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 22 (4) τῆς Συμφωνίας τοῦ 1952, ὅπως αἱ ὑμέτεραι 'Επιτροπαὶ παρατείνωσι τὴν προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας εἷς ἢ πλείονες ἀλλοδαποὶ τραπεζικοὶ πιστωταὶ ἐκ τῶν ἀντιστοίχων ὑμετέρων χωρῶν θὰ ἔχωσί τὴν δυνατότητα νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τὴν Συμφωνίαν τοῦ 1952, εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἐπιτραπῇ εἰς αὐτοὺς νὰ προσχωρήσωσιν ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας.

Εὐαρεστηθῆτε παρακαλοῦμεν νὰ δεχθῆτε .....

'Υπογραφαὶ διὰ τὴν γερμανικὴν 'Επιτροπὴν τῶν χρεῶν STANDSTILL καὶ ἐξ ὀνόματος αὐτῆς:

'Υπογραφαὶ διὰ τὴν Τράπεζαν DEUTSCHER LAENDER καὶ ἐξ ὀνόματος αὐτῆς:

Πρὸς τὴν
Γερμανικὴν 'Επιτροπὴν τῶν χρεῶν STANDSTILL
καὶ τὴν BANK DEUTSCHER LAENDER

Κύριοι,

Συμφωνία Γερμανικῶν πιστώσεων τοῦ 1952

"Εχομεν τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσωμεν ὑμῖν τὴν λῆψιν τῆς ὑμετέρας ἐπιστολῆς περὶ τῶν γενομένων διακανονισμῶν ὡς πρὸς τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς ἐν ἐπικεφαλίδι ἀναφερομένης Συμφωνίας καὶ τὴν πρόσκαιρον ἀναβολὴν τῆς διενεργείας πρὸς τοὺς πιστωτὰς καταβολῶν εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ αἵτινες προβλέπονται εἰς τὴν περὶ ἧς πρόκειται Συμφωνίαν, ἐκτὸς ἐκείνων αἵτινες πηγάζουσιν ἐκ τῆς κανονικῆς ἐφαρμογῆς τοῦ ἄρθρου 5 αὐτῆς καὶ διὰ τῆς παρούσης ἐπιβεβαιοῦμεν τὴν ἀποδοχὴν τῶν λεπτομερειῶν καὶ ὅρων ὡς ἐκτίθενται εἰς τὴν ἐπιστολὴν ὑμῶν.

'Επιβεβαιοῦμεν, ἰδία, ὅτι συμφωνοῦμεν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων σημείων :

(α) 'Η Συμφωνία τοῦ 1952 θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὅταν οἱ ὅροι οἵτινες προβλέπονται εἰς τὸ "Αρθρον 29 αὐτῆς θὰ ἔχουσι ἐκπληρωθῇ καὶ ὅταν ἡ Συμφωνία ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν (κατωτέρω ἀποκαλουμένη «Διακυβερνητικὴ Συμφωνία»)θέλει ἔχει ἐπικυρωθῇ παρὰ τῆς 'Ομοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, ἀλλὰ θέλει παύσει

ρέρουσα συνεπείας ἐὰν δὲν θὰ ἔχῃ περιληφθῇ εἰς τὴν Διακυβερνητικὴν Συμφωνίαν κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς τελευταίας ταύτης.

(β) Πᾶσα καταβολὴ εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ προβλεπομένη εἰς τὴν Συμφωνίαν τοῦ 1952, ἐκτὸς ἐκείνων αἵτινες πηγάζουσιν ἐκ τῆς κανονικῆς ἐφαρμογῆς τοῦ Ἄρθρου 5 αὐτῆς, θέλουσιν ἀναβληθῇ μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ἄρθρου 35 αὐτῆς.

(γ) Αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὴν ὑμετέραν ἐπιστολὴν τροποποιήσεις τοῦ κειμένου τῆς Συμφωνίας τοῦ 1952, θέλουσι συμπεριληφθῇ εἰς τὴν Συμφωνίαν ὡς θέλει αὕτη ὑπογραφῇ.

Ἡ παροῦσα ἐπιστολὴ δύναται νὰ ὑπογραφῇ εἰς πλείονα ἀντίτυπα ἅτινα ἐν τῷ συνόλῳ αὐτῶν θέλουσιν ἀποτελέσει ἓν καὶ μόνον ἐνιαῖον ὄργανον.

Εὐαρεστηθῆτε κλπ.

Ὑπογραφαὶ διὰ τὴν Ἀμερικανικὴν Ἐπιτροπὴν πιστωτῶν STANDTILL τῆς Γερμανίας καὶ ἐξ ὀνόματος αὐτῆς :

Ὑπογραφαὶ διὰ τὴν Βρεταννικὴν τραπεζικὴν Ἐπιτροπὴν διὰ τὰς γερμανικὰς Ὑποθέσεις καὶ ὀξ ὀνόματος αὐτῆς :

Ὑπογραφαὶ διὰ τὴν Ἑλβετικὴν Τραπεζικὴν Ἐπιτροκὴν διὰ τὴν Συμφωνίαν γερμανικῶν Πιστώσεων καὶ ἐξ ὀνόματος αὐτῆς :

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ'

Συστάσεις υἱοθετηθεῖσαι ὡς πρὸς τὸν διακανονισμὸν ἀπαιτήσεων γεννηθεισῶν ἐκ τῆς Παραδόσεως Ἐμπορευμάτων καὶ τῆς Παροχῆς Ὑπηρεσιῶν, οἰκονομικῶν τινων ἀπαιτήσεων καὶ διαφόρων ἄλλων ἀπαιτήσεων.

(Σημείωσις : Τὸ κατωτέρω κείμενον εἶναι τὸ τοῦ Παραρτήματος 6 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν, μετὰ τῶν ἀναγκαίων τροποποιήσεων πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς συμπτώσεως τῶν κειμένων εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας).

ΠΙΝΑΞ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΩΝ

Κεφάλαιον Α Πεδίον ἐφαρμογῆς τοῦ Διακανονισμοῦ.

Ἄρθρον :

1. Ἀπαιτήσεις γεννηθεῖσαι ἐκ τῆς ἀνταλλαγῆς Ἐμπορευμάτων καὶ ὑπηρεσιῶν.
2. Οἰκονομικαὶ ἰδιωτικαὶ ἀπαιτήσεις.
3. Εἰσοδήματα ἐπενδύσεων.
4. Ἕτεραι χρηματικαὶ ἀπαιτήσεις.
5. Ἐξαιρέσεις.

Κεφάλαιον Β- Γενικαὶ Ἀρχαί.

6. Μετατροπὴ εἰς Deutschemark.
7. Ἀπαιτήσεις εἰς Συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ.
8. Ἐκτίμησις εἰς Deutschemark τῶν ἀπαιτήσεων εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ.
9. Konversionskasne für deutsche Auslandanchulden. (Ταμεῖον μετατροπῶν τῶν γερμανικῶν χρεῶν ἐξωτερικοῦ).
10. Καταβολαὶ εἰς τὴν Deutsche Verrchniumgskasse.
11. Ῥήτρα ἀφορῶσα περιπτώσεις καθ' ἃς ὁ ὀφειλέτης εὑρίσκεται εἰς δυσχερῆ οἰκονομικὴν θέσιν.
12. Μεταβίβασις διὰ νομίμου διαδοχῆς, ἀπαιτήσεων καὶ ὀφειλῶν.
13. Ἐκχώρησις ἀπαιτήσεων.
14. Προσχώρησις εἰς τὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν. Διατάξεις ἐλέγχου συναλλάγματος. Ὑποχρεώσεις τοῦ Ὀφειλέτου.

Ἄρθρον :

15. Διακανονισμὸς διαφορῶν.
16. Μικτὴ Ἐπιτροπή.
17. Διαιτητικὸν Δικαστήριον.
18. Καταβολὴ εἰς Deutschemark.
19. Χρησιμοποίησις δεδεσμευμένων ἐνεργητικῶν εἰς Deutschemark.
20. Συνέπειαι τοῦ διακανονισμοῦ ἐπὶ τῶν ἀπαιτήσεων.
21. Ῥῆτραι ἐπιλογῆς συναλλάγματος ἄνευ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ.
22. Παραχωρήσεις ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ ὀφειλέτου.
23. Πραγματικὴ μετατροπὴ .....
24. Νόμισμα καταβολῶν.
25. Νόμοι ἀναγνωρίσεως γερμανικῶν κινητῶν ἀξιῶν.

Κεφάλαιον Γ'.

Διακανονισμὸς παλαιῶν ἐμπορικῶν ἀπαιτήσεων.

26. Ἀπαιτήσεις γεννηθεῖσαι ἐκ παραδόσεως ἐμπορευμάτων.
27. Ἀπαιτήσεις γεννηθεῖσαι ἐκ προπληρωμῶν διὰ ἐμπορεύματα καὶ ὑπηρεσίας.
28. Μισθοί, ἀποδοχαὶ καὶ συντάξεις πηγάζουσαι ἐκ συμβολαίων ἐργασίας, προμήθειαι.
29. Εἰσφοραὶ κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων.
30. Ἀπαιτήσεις ἐξ ἰδιωτικῶν ἀσφαλίσεων.
31. Παλαιαὶ διάφοροι ἐμπορικαὶ ἀπαιτήσεις.
32. Κοιναὶ διατάξεις ἀφορῶσαι πάσας τὰς παλαιὰς ἐμπορικὰς ἀπαιτήσεις.

Κεφάλαιον Δ'.

Διακανονισμὸς ἰδιωτικῶν οἰκονομικῶν ἀπαιτήσεων.

33. Ἀπαιτήσεις εἰς γερμανικὸν νόμισμα.
34. Ἀπαιτήσεις εἰς νόμισμα μὴ γερμανικόν.

Κεφάλαιον Ε'.

Καθυστερούμενα εἰσοδήματα ἐπενδύσεων.

35. .....

Κεφάλαιον ΣΤ'.

Διάφοροι χρηματικαὶ ἀπαιτήσεις.

36. .....

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ' Α'.

Κοινὴ Δήλωσις τῶν Ἀντιπροσωπειῶν τῆς Ἑλβετίας καὶ τῆς Γερμανίας περὶ τῶν διαπραγματεύσεων ἐπὶ τοῦ διακανονισμοῦ τῶν ὑπεγγύων κτηματικῶν ἑλβετικῶν χρεῶν εἰς ἑλβετικὰ φράγκα (Schweizer Frankengrundschulden).

Κεφάλαιον Α'.

Πεδίον ἐφαρμογῆς τοῦ Διακανονισμοῦ.

Ὁ κατωτέρω Διακανονισμὸς ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν ἀκολούθων ἀπαιτήσεων :

Ἄρθρον 1.

Χρηματικαὶ ἀπαιτήσεις γεννηθεῖσαι ἐκ διεθνῶν ἀνταλλαγῶν ἐμπορευμάτων καὶ ὑπηρεσιῶν καὶ χρηματικαὶ ἀπαιτήσεις ἀναλόγου χαρακτῆρος, λήξασαι πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945, ἐναντίον ὀφειλετῶν ἰδιωτικοῦ κσὶ δημοσίου δικαίου. (παλαιαὶ ἐμπορικαὶ ἀπαιτήσεις).

Πρόκειται κυρίως :

(1). Περὶ ἀπαιτήσεων γεννηθεισῶν ἐκ τῆς παραδόσεως ἐμπορευμάτων.

(2). Περὶ ἀπαιτήσεων γεννηθεισῶν ἐκ τῆς προπληρωμῆς ἐμπορευμάτων καὶ ὑπηρεσιῶν.

(3). Περὶ συμπαρομαρτούντων ἐξόδων ἀφορώντων τὴν κίνησιν ἐμπορευμάτων ἐφ' ὅσον ταῦτα δὲν περιελήφθησαν εἰς τὸ τιμολόγιον τῶν ἐμπορευμάτων συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ναύλων καὶ ἀναλόγων δαπανῶν.

(4). Περὶ ἀπαιτήσεων γεννηθεισῶν ἐκ παροχῆς ὑπηρεσιῶν ἐν ᾧ μέτρῳ αὗται δὲν προβλέπονται εἰς ἕτερα ἐδάφια συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀποζημιώσεων παρουσίας τῶν μελῶν δικοικητικῶν Συμβουλίων καὶ Ἐπιτρόπων.

(5). Περὶ ἀποζημιώσεων ἀφορωσῶν δικαιώματα βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας, συγγραφικὰ δικαιώματα, δικαιώματα τεχνικῆς βοηθείας καὶ ἀναλόγων ἀπαιτήσεων.

(6). Περὶ ἀπαιτήσεων γεννηθεισῶν καὶ ἀπαιτητῶν πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945, λόγῳ προξενηθεισῶν ζημιῶν ἐπ' εὐκαιρίᾳ παραδόσεως ἐμπορευμάτων ἢ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

(7). Περὶ μισθῶν, ἀποδοχῶν, συντάξεων πηγουζουσῶν ἐκ συμβολαίων ἐργασίας καὶ περὶ προμηθειῶν.

(8). Περὶ εἰσφορῶν κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων.

(9). Περὶ ἀπαιτήσεων γεννηθεισῶν ἐκ πράξεων ἰδιωτικῶν ἀσφαλίσεων.

Αἱ ἀπαιτήσεις ἐκεῖναι, αἵτινες, καίτοι δὲν ἀναφέρονται ῥητῶς εἰς τὰς ἀνωτέρω κατηγορίας (1) ἕως (9), ἀνήκουσιν, ἐν τούτοις, σαφῶς εἰς τὴν κατηγορίαν τῶν ἀπαιτήσεων αἵ-

τινες ἐγεννήθησαν ἐκ διεθνῶν ἀνταλλαγῶν ἐμπορευμάτων καὶ ὑπηρεσιῶν αἵτινες ρυθμίζονται διὰ τοῦ παρόντος Ἄρθρου, δέον νὰ ὑπαχθῶσιν εἰς τὰ ἀντίστοιχα ἐδάφια.

Ἄρθρον 2.

Οἰκονομικαὶ ἀπαιτήσεις ὡς αἱ κατωτέρω συμπεριλαμβανομένων τῶν καθυστερουμένων τόκων, γεννηθεῖσαι πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945, κατὰ ὀφειλετῶν ἰδιωτικοῦ δικαίου :

1. Ἀπαιτήσεις εἰς γερμανικὸν νόμισμα ἄνευ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ μήτε ρήτρας ἐξωτερικοῦ συναλλάγματος.

2. Ἀπαιτήσεις εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ, ἢ εἰς γερμανικὸν νόμισμα μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ ἢ ρήτρας ἐξωτερικοῦ συναλλάγματος ὁσάκις αἱ ἀπαιτήσεις αὗται :

(α) ἀφορῶσι φυσικὰ πρόσωπα καὶ δὲν συνήφθησαν ἐπ' ὀνόματι Ἑταιρείας ἀνηκούσης εἰς τὸν ὀφειλέτην, ἀνεξαρτήτως τῆς διαρκείας καὶ τοῦ ποσοῦ τῆς ἀπαιτήσεως, ἢ

(β) ἀφορῶσι γερμανικὰς Ἑταιρείας ἀνηκούσας ἀμέσως ἢ ἐμμέσως εἰς πρόσωπον ἢ ὅμιλον προσώπων φυσικῶν ἢ νομικῶν, ἐχόντων τὴν ἰδιότητα τοῦ πιστωτοῦ, εἴτε αἱ ἀπαιτήσεις αὗται ἐμφανίζονται ὑπὸ τὴν μορφὴν μὴ ἐμπορευσίμων κινητῶν ἀξιῶν ἢ ὑπὸ οἱανδήποτε ἄλλην μορφήν, ἢ

(γ) ἦσαν ἀρχικῶς διαρκείας βραχυτέρας τῶν 5 ἐτῶν, ἢ

(δ) συνίσταντο, ἀνεξαρτήτως διαρκείας, ἐξ ἀρχῆς εἰς ποσὸν κατώτερον τῶν 40.000 ἀμερικανικῶν δολλαρίων ἢ εἰς ἰσότιμον τοῦ ποσοῦ τούτου (κατὰ τὴν τιμὴν τῆς 1ης Ἰουλίου 1952).

(3). Ἀπαιτήσεις αἵτινες καίτοι μὴ ἀναφερόμεναι ρητῶς εἰς τὰ ἀνωτέρω ἐδάφια (1) καὶ (2) ἀνήκουσι, οὐχ ἧττον, σαφῶς εἰς τὴν κατηγορίαν τῶν οἰκονομικῶν ἀπαιτήσεων αἱ ὁποῖαι ρυθμίζονται διὰ τοῦ παρόντος Ἄρθρου καὶ δὲν ὑπάγονται εἰς τὰ σχέδια διακανονισμοῦ ἅτινα ἀποτελοῦσι τὰ Παραρτήματα I ἕως III τῆς Συμφωνίας τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

(4). Ἐξαιρετικῶς, ἀπαιτήσεις γεννηθεῖσαι ἐξ ὑποθηκεύσεως, ἐξ ὑπεγγύων κτηματικῶν δανείων καὶ ὑπεγγύων κτηματικῶν χρεωγράφων («Grundund Rentenschulden») ὁσάκις ὁ ὀφειλέτης ἢ ἰδιοκτήτης τῆς κτηματικῆς περιουσίας εἶναι Κοινότης τις ἢ ἑτέρα δημοσία ἀρχὴ καὶ τὸ ὑπέγγυον δὲν πηγάζει ἐκ συμβολαίου τινὸς δανεισμοῦ.

Τὰ ὑπέγγυα κτηματικὰ δάνεια εἰς Ἑλβετικὰ φράγκα («Schweizer Frankengrundeohulden») περὶ τῶν ὁποίων προβλέπουσιν αἱ διακυβερνητικαὶ γερμανο-ἑλβετικαὶ συμφωνίαι τῆς 6 Δεκεμβρίου 1920 καὶ 25 Μαρτίου 1923, ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον τοῦ Συνημμένου Α τοῦ παρόντος κειμένου.

Ἄρθρον 3.

Εἰσοδήματα προγενέστερα τῆς 8ης Μαΐου 1945, ὑπὲρ Ἀλλοδαπῶν πιστωτῶν, ἐπενδύσεων εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας ἢ τὸ Δυτικὸν Βερολῖνον, ἐφ' ὅσον δὲν πραγματεύεται περὶ αὐτῶν ἡ Συμφωνία τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν ἢ ἕτερόν τι Παράρτημα τῆς Συμφωνίας ταύτης.

Πρόκειται κυρίως :

(1). Περὶ κερδομερισμάτων ἐκ τίτλων ἐκδοθέντων ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τῆς Γερμανίας ἢ τῷ Δυτικῷ Βερολίνῳ.

(2). Περὶ κερδῶν.

(3). Περὶ ἐνοικίων.

Ἄρθρον 4.

Χρηματικαὶ ἀπαιτήσεις γεννηθεῖσαι πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945 περὶ τῶν ὁποίων δὲν πραγματεύονται ἕτερα Παραρτήματα τῆς Συμφωνίας τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν οὔτε τὰ ἄρθρα 1 ἕως 3 τῆς παρούσης προτάσεως διακανονισμοῦ αἱ ὁποῖαι σχετίζονται ὡς ἐκ τοῦ χαρακτῆρος αὐτῶν πρὸς τὴν παροῦσαν πρότασιν διακανονισμοῦ.

Ἄρθρον 5.

Ἐξαιρέσεις.

Ἀποκλείονται μέχρι νεωτέρας ἀποφάσεως, τῆς παρούσης προτάσεως διακανονισμοῦ αἱ ἀπαιτήσεις ἐναντίον τῆς πόλεως τοῦ Βερολίνου καὶ τῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ εὑρισκομένων καὶ ἐλεγχομένων ὑπὸ τοῦ Βερολίνου δημοσίων ὑπηρεσιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Β'

Γενικαὶ Ἀρχαί.

Ἄρθρον 6.

Μετατροπὴ εἰς Deutschemark.

(1). Αἱ ἀπαιτήσεις εἰς Reichsmark θέλουσι διακανονισθῆ ἀφοῦ ὁ ἀλλοδαπὸς πιστωτὴς θὰ ἔχῃ δηλώσει ὅτι δέχεται ὅπως ἡ ἀπαίτησίς του μετατραπῇ εἰς Deutschemark εἰς τὴν αὐτὴν τιμὴν πρὸς τὴν τῆς μετατροπῆς ἀναλόγου ἀπαιτήσεως γερμανοῦ πιστωτοῦ. Ἡ παροῦσα διάταξις ἐφαρμόζεται ἐξ ἴσου ἐπὶ χρηματικῶν ἀπαιτήσεων εἰς χρυσᾶ μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ, αἵτινες δὲν παρουσιάζουσιν ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ κατωτέρω ἐδαφίου (2). Ὁ γερμανικὸς ἔλεγχος συναλλάγματος θέλει ἐξακολουθήσει νὰ χορηγῇ τὴν ἐνδεχομένως ἀναγκαιοῦσαν ἔγκρισιν εἴτε εἰς τὴν μετατροπὴν συμφώνως πρὸς τὸν Νόμον περὶ μετατροπῆς, εἴτε εἰς τὴν ἀναπροσαρμογὴν κατὰ τὴν νομοθεσίαν περὶ ἰσολογισμῶν εἰς Deutschemark ἐὰν ὁ πιστωτὴς ἔχει δικαίωμα εἰς μετατροπὴν ἢ ἀναπροσαρμογήν.

(2). Συνεφωνήθη ὅπως αἱ οἰκονομικαὶ χρηματικαὶ ἀπαιτήσεις καὶ αἱ ὑποθῆκαι εἰς χρυσᾶ Μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ, αἵτινες ἐμφανίζουσιν ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα, μετατραπῶσιν εἰς Deutschemark εἰς τὴν τιμὴν τοῦ 1 χρυσοῦ Μάρκου ἢ 1 Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ διὰ 1 Deutschemark.

Ὁ καθορισμὸς τῶν ἐφαρμοσίμων κριτηρίων ὅπως κριθῇ ὁ ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸς χαρακτὴρ τῶν ἀνωτέρω πιστώσεων θέλει ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον μεταγενεστέρων διαπραγματεύσεων (Ἐν ὑποσημειώσει : Βλέπε Παράρτημα VII). Τὰ εἰς τὰς διαπραγματεύσεις μέρη ἐπιφυλάσσουσι τὰς ἀπόψεις των ὡς πρὸς τὸν καθορισμὸν τῶν περιπτώσεων εἰς ἃς ἡ οὕτω διατυπουμένη ἀρχὴ θὰ δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ ὡς καὶ ὡς πρὸς τὸν τρόπον ἐφαρμογῆς αὐτῆς. Ἡ γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία θέλει ἀποφασίσει τίνι τρόπῳ ἡ εὑρεθησομένη λύσις θέλει εἰσαχθῇ εἰς τὴν γερμανικὴν νομοθεσίαν περὶ νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως καὶ περὶ κατανομῆς τῶν πολεμικῶν καὶ μεταπολεμικῶν βαρῶν.

Αἱ ἀνωτέρω προβλεπόμεναι διαπραγματεύσεις μεταξὺ Γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας καὶ ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν δέον νὰ λάβωσι χώραν τὸ ἀργότερον πρὸ τῆς 31 Ὀκτωβρίου 1952.

Ἄρθρον 7.

Ἀπαιτήσεις εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ.

Ἡ ἀκόλουθος ἀρχὴ θέλει ἐφαρμοσθῇ mutatis mutandis εἰς τὸν διακανονισμὸν τῶν ἀπαιτήσεων τούτων :

Τὰ εἰς χρυσᾶ δολλάρια καὶ χρυσᾶ ἑλβετικὰ φράγκα χρέη θέλουσιν ὑπολογισθῇ πρὸς ἓν κοινὸν δολλάριον δι' ἓν χρυσοῦν δολλάριον καὶ ἓν κοινὸν ἑλβετικὸν φράγκον δι' ἓν χρυσοῦν ἑλβετικὸν φράγκον, καὶ τὰ νέα συμβόλαια θέλουσι καταρτισθῇ ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, εἰς κοινὰ δολλάρια ἢ εἰς κοινὰ ἑλβετικὰ φράγκα.

Διὰ τὰ λοιπὰ χρέη μὲ ἐγγυητικὴν ρήτραν χρυσοῦ (ἐξαιρέσει τῶν χρεῶν εἰς γερμανικὸν νόμισμα μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ ἅτινα ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον τοῦ Ἄρθρου 6, παραγράφου (2)), τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ θὰ εἶναι καταβλητέα μόνον εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἔχει συναφθῇ ἢ ἐκδοθῇ τὸ δάνειον (τὸ νόμισμα τοῦτο ἀποκαλεῖται κατωτέρω «νόμισμα ἐκδόσεως»). Τὸ ὀφειλόμενον ποσὸν θέλει ὑπολογισθῇ εἰς τὸ ἰσότιμον εἰς τὴν ἐν ἰσχύϊ τιμὴν συναλλάγματος κατὰ τὸν χρόνον τῆς λήξεως, τοῦ εἰς ἀμερικανικὰ δολλάρια ποσοῦ ὅπερ προκύπτει ἐκ τῆς μετατροπῆς εἰς ἀμερικανικὰ δολλάρια τοῦ ποσοῦ τῆς ὑποχρεώσεως εἰς τὸ νόμισμα ἐκδόσεως, βάσει τῆς ἰσχυούσης τιμῆς κατὰ τὸν χρόνον τοῦ συμβολαίου ἢ τῆς ἐκδόσεως. Τὸ ποσὸν εἰς τὸ νόμισμα ἐκδόσεως ὅπερ προκύπτει οὕτω δὲν θὰ δύναται, οὐχ ἧττον, νὰ εἶναι κατώτερον ἐκείνου τὸ ὁποῖον θὰ ἦτο βάσει τῆς ἰσχυούσης κατὰ τὴν 1ην Αὐγούστου 1952 τιμῆς συναλλάγματος.

Ἄρθρον 8.

Ὑπολογισμὸς εἰς Deutschemark τῶν ἀπαιτήσεων εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ.

Αἱ ἀπαιτήσεις εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ θέλουσιν ὑπολογισθῆ εἰς Deutschemark βάσει τῶν τιμῶν αἵτινες ἔχουσι κοινοποιηθῆ εἰς τὸ Διεθνὲς Νομισματικὸν Ταμεῖον, καὶ εἶναι ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν προηγουμένην ἡμέραν τῆς καταβολῆς. Ἐὰν δὲν ὑφίσταται καθωρισμένη τιμή, ἡ μετατροπὴ θὰ λάβῃ χώραν βάσει τῆς μέσης τιμῆς τῆς Bank Deutscher Lander, ἥτις εἶναι ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν προηγουμένην ἡμέραν τῆς καταβολῆς.

Ἄρθρον 9.

Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden.

(Ταμεῖον μετατροπῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν)

I. Ἡ γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐθεώρει τὸν γερμανὸν ὀφειλέτην ὁριστικῶς ἀπαλλαγέντα τοῦ χρέους του ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν καταβολῶν αὐτοῦ εἰς τὴν Konversionskasse. Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν, ἀντιθέτως, ἐθεώρουν ὅτι τοιαῦται καταβολαὶ εἰς τὴν Konversionskasse κατὰ γενικὸν κανόνα, δὲν θὰ ἀνεγνωρίζοντο ὑπὸ τῶν νόμων τῆς χώρας αὐτῶν ὡς ἀπαλλακτικαὶ διὰ τὸν γερμανὸν ὀφειλέτην.

Ἐπιθυμοῦντα νὰ θέσωσι τέρμα εἰς ἀγόνους νομικὰς συζητήσεις, τὰ δύο μέρη συνεφώνησαν νὰ ἀναζητήσουν πρακτικήν τινα λύσιν ἐπιτρέπουσαν διακανονισμὸν ἄνευ ἀνωφελῶν διατυπώσεων τῶν αἰτημάτων τῶν πιστωτῶν.

Διατηροῦσαι τὰς νομικάς των ἀπόψεις ἡ γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία καὶ αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀλλοδαπῶν πιστωτῶν συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

(1). Ὁ γερμανὸς ὀφειλέτης ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐξοφλήσῃ τὸν πιστωτήν του κατὰ τοὺς νέους ὅρους διακανονισμοῦ, ἀνεξαρτήτως τῶν γενομένων καταβολῶν εἰς τὴν Konversionskasse, ἐν ᾧ μέτρῳ ὁ πιστωτής :

(α) δὲν εἰσέπραξεν οὐσιαστικῶς παρὰ τῆς Konversionskasse τὰς ἀντιστοίχους καταβολὰς τοῦ ὀφειλέτου ἢ

(β) δὲν ἀπεδέχθη τὴν πληρωμὴν ἢ εἰδοποίησιν τῆς Konversionskasse βασιζομένην ἐπὶ καταβολῆς τοῦ ὀφειλέτου διότι δὲν ἤθελε νὰ ἀναγνωρίσῃ τὴν πληρωμὴν ἢ εἰδοποίησιν ταύτην ὡς ἀπαλλάσσουσαν τὸν ὀφειλέτην.

Εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν ὑπαγομένων εἰς τὸν νόμον περὶ ἀναγνωρίσεως τῶν ἐκδοθεισῶν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν γερμανικῶν κινητῶν ἀξιῶν, ὁ παρὼν διακανονισμὸς δὲν ἐφαρμόζεται ἢ ἐπὶ τῶν χρεωγράφων καὶ τοκομεριδίων ἅτινα ἀνεγνωρίσθησαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου τούτου ἢ οἱασδήποτε συμφωνίας συναφθείσης ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Νόμου μετὰ τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἐξεδόθησαν αἱ ἀξίαι ἢ συνεπείᾳ ἀναγνωριστικῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως (Feststellungsbescheide) ἐπιτευχθείσης ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ εἰς ἐκτέλεσιν τοῦ ρηθέντος Νόμου.

(2). Οἱ ὀφειλέται θέλουσιν εἰσπράξει τὰ περὶ ὧν πρόκειται ποσὰ παρὰ τοῦ γερμανικοῦ Δημοσίου.

(3). Αἱ γενόμεναι παρὰ τοῦ ὀφειλέτου εἰς τὴν Konversionskasse καταβολαὶ αἵτινες δὲν ὑπάγονται εἰς τὸ ἀνωτέρω ἐδάφιον (1) θεωροῦνται ὡς ἀπαλλακτικαὶ διὰ τὸν ὀφειλέτην κατὰ τὸ ποσὸν εἰς τὸ ὁποῖον ἀνέρχονται αὗται.

II. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν γενικῶν διατάξεων τῆς ἀνωτέρω παραγράφου I :

α) Ἡ Ὁμόσπονδος Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται νὰ ἀναλάβῃ τὴν εὐθύνην τῆς καταβολῆς εἰς τὸ ἄρτιον εἰς τοὺς Ἀλλοδαποὺς πιστωτάς, εἰς τὸ νόμισμα εἰς τὸ ὁποῖον ἦσαν ταῦτα ἀπαιτητά, τῶν ποσῶν ἅτινα κατετέθησαν εἰς τὴν Konversionskasse παρὰ ὀφειλετῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Sarre, διὰ τὰ ὁποῖα οἱ ἀλλοδαποὶ πιστωται δὲν ἔλαβον ἐμβάσματα εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ ἢ ἔχουσιν ἄλλως ἱκανοποιηθῆ.

β) Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀναλάβῃ τὴν εὐθύνην τῆς καταβολῆς πρὸς τοὺς ἀλλοδαποὺς πιστωτάς, εἰς τὰ νομίσματα εἰς τὰ ὁποῖα ἦσαν ταῦτα ἀπαιτητά, τῶν 60 ο/ο τῶν ποσῶν τὰ ὁποῖα ἔχουσι κατατεθῆ εἰς τὴν Konversionskasse παρὰ ὀφειλετῶν ἐν Αὐστρίᾳ, Γαλλίᾳ, Βελγίῳ καὶ Λουξεμβούργῳ καὶ διὰ τὰ ὁποῖα οἱ ἀλλοδαποὶ πιστωταὶ δὲν ἔλαβον ἐμβάσματα εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ ἢ ἔχουσιν ἄλλως ἱκανοποιηθῆ.

γ) Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλει ἀρχίσει διαπραγματεύσεις μετὰ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἀλλοδαπῶν πιστωτῶν πρὸ τοῦ τέλους Δεκεμβρίου 1952 ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ὑποχρεώσεων τούτων.

Ἄρθρον 10.

Καταβολαὶ εἰς τὴν Deutsche Verrechnungskasse.

Τὰ διεξάγοντα τὰς διαπραγματεύσεις μέρη ἐξήτασαν τὸ ζήτημα τῶν καταβολῶν τῶν γερμανῶν ὀφειλετῶν εἰς τὴν Deutsche Verrechnungskasse, ἅς δὲν ἠκολούθησε πληρωμὴ πρὸς τὸν πιστωτήν.

Δεδομένης τῆς ποικιλίας τῶν εἰσέτι ὑπὸ ἐκκαθάρισιν συμβολαίων μεταξὺ τῆς Γερμανίας καὶ τῶν λοιπῶν χωρῶν, πιστωταὶ καὶ ὀφειλέται θεωροῦσιν ὅτι τὰ μὴ διευκρινισθέντα ζητήματα ἔδει νὰ διακανονισθῶσι διὰ διακυβερνητικῶν διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν.

Ἄρθρον 11.

Ρήτρα ἀναφερομένη εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ ὀφειλέτης εὑρίσκεται εἰς δυσχερῆ οἰκονομικὴν θέσιν.

Ἐὰν καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ οἰκονομικὴ κατάστασις ὀφειλέτου τινος ἔχει διασαλευθῆ τόσον σοβαρῶς ἐκ τοῦ πολέμου, τῶν συνεπειῶν τοῦ πολέμου ἢ ἄλλων ἐξαιρετικῶν περιστάσεων, ὥστε νὰ μὴ εἶναι δυνατὸν νὰ ζητηθῇ παρ' αὐτοῦ νὰ ἐξοφλήσῃ τὰς ὑποχρεώσεις του ὑπὸ τοὺς ὅρους καὶ ἐντὸς τῶν προθεσμιῶν αἵτινες προβλέπονται εἰς τὴν παροῦσαν πρότασιν διακανονισμοῦ, δέον νὰ τύχῃ οὗτος ὡρισμένων διευκολύνσεων. Αὗται δέον νὰ εἶναι δίκαιαι καὶ νὰ ἀνταποκρίνωνται πρὸς τὴν ἰδιάζουσαν θέσιν τοῦ ὀφειλέτου, Αὗται δέον νὰ εἶναι ἀνάλογοι πρὸς τὰς διευκολύνσεις ὧν χαίρει ἤδη ὁ ὀφειλέτης ἢ αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ τῷ δοθῶσι διὰ τοὺς αὐτοὺς λόγους ἀπέναντι γερμανοῦ τινος πιστωτοῦ δυνάμει τοῦ γερμανικοῦ Νόμου καὶ ἰδίᾳ τῆς νομοθεσίας περὶ ἀρωγῆς εἰς τοὺς ὀφειλέτας (Vertragshilfesrecht).

Ἐὰν ὁ πιστωτὴς καὶ ὁ ὀφειλέτης δὲν κατορθώσουν νὰ ἔλθουν εἰς συνεννόησιν τὸ ζήτημα θέλει λυθῆ παρὰ τοῦ ἁρμοδίου γερμανικοῦ Δικαστηρίου. Ὁ πιστωτὴς θὰ δύναταί νὰ ἀσκήσῃ ἔφεσιν ἐναντίον τῆς πρωτοδίκου ἀποφάσεως κατ' ἐκλογήν του εἴτε χρησιμοποιῶν τὸ εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ δικαίωμα προσφυγῆς κατὰ τοὺς γερμανικοὺς Νόμους, εἴτε ἀπευθυνόμενος ἐντὸς 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως τῆς πρωτοδίκου ἀποφάσεως, εἰς τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον ὅπερ συνίσταται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 17. Ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου τούτου εἶναι ὑποχρεωτικὴ διὰ τοὺς ἀντιδίκους.

Ἄρθρον 12.

Μεταβίβασις, διὰ νομίμου διαδοχῆς τῶν πιστώσεων καὶ τῶν χρεῶν.

(1). Ἐὰν ἀλλοδαπός τις πιστωτὴς ἀπέκτησε ἢ ἀποκτήσῃ εἰς τὸ μέλλον, διὰ διαδοχῆς αἰτίᾳ θανάτου ἀπαίτησιν παρὰ ἑτέρου ἀλλοδαποῦ πιστωτοῦ, ἡ πίστωσις αὕτη θέλει θεωρηθῆ ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης προτάσεως διακανονισμοῦ, ὡς ἐὰν ἀνῆκεν εἰσέτι εἰς τὸν πρωταρχικὸν πιστωτήν. Τὸ αὐτὸ ἰσχύει καὶ εἰς ἀναλόγους περιπτώσεις νομίμου δικαστικῆς διαδοχῆς.

(2). Πᾶς τις ὑπόχρεως, κατὰ τὰς διατάξεις Νόμου τινος ἢ ἐκτελεστικοῦ τινος Διατάγματος, νὰ ἀναλάβῃ χρέος τι ἢ ὁ ὁποῖος ἀνέλαβε τοῦτο δυνάμει συμβολαίου τινος, ὑποκαθίσταται εἰς τὸν ὀφειλέτην.

Ἄρθρον 13.

Ἐκχώρησις ἀπαιτήσεων.

(1). Ὁ πιστωτὴς δύναται νὰ ἐκχωρήσῃ εἰς ἕτερον ἀλλοδαπὸν τὸ σύνολον τοῦ ποσοῦ ἀπαιτήσεως ἧς δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν καταβολὴν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως :

(α) ὁ ἐκδοχεὺς διαμείνῃ εἰς τὴν αὐτὴν νομισματικὴν ζώνην μετὰ τοῦ ἐκχωρητοῦ.

(β) ἡ ἐκχώρησις μὴ ἔχῃ ὡς συνέπειαν τροποποίησιν τῶν χαρακτηριστικῶν στοιχείων τῆς ἀπαιτήσεως,

(γ) ἡ ἐκχώρησις μὴ ὁδηγῇ ἀμέσως ἢ ἐμμέσως πρὸς διακανονισμὸν τῆς ἀπαιτήσεως.

Αἱ ἁρμόδιαι γερμανικαὶ ὑπηρεσίαι θέλουσι χορηγήσῃ

τὴν ἄδειαν ἐκχωρήσεως ὁσάκις ἐκπληροῦνται οἱ ὅροι (α) μέχρι (γ). Αὗται ὀφείλουσι ἐπίσης νὰ ἐξετάσωσι μετὰ εὐμενείας τὰς βασίμους αἰτήσεις ἀλλοδαποῦ τινος πιστωτοῦ πρὸς μερικὴν ἐκχώρησιν τῆς ἀπαιτήσεώς του.

Ἡ ἐκχώρησις τῆς ἀπαιτήσεως δίδει εἰς τὸν νέον πιστωτὴν τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ ἀρχικοῦ πιστωτοῦ. Ἐὰν ὁ νέος πιστωτὴς ζητήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου καταβολὴν εἰς Deutschemark οἱ διακανονισμοὶ οἵτινες διέπουσι τοὺς «πρωταρχικοὺς δεδεσμευμένους λογαριασμούς» ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν δεδέσμευμένων τούτων ἐνεργητικῶν μετὰ παρέλευσιν προθεσμίας 3 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐκχωρήσεως.

(2). Ἡ ἐκχώρησις τῶν ἀπαιτήσεων ἐκείνων δι' ἃς ὁ πιστωτὴς δὲν δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν καταβολὴν ἢ εἰς Deutschemark ὑπάγεται εἰς τὰς ἰσχυούσας κατὰ τὴν περὶ ἧς πρόκειται στιγμὴν διατάξεις εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν καὶ τὸ Δυτικὸν Βερολῖνον ὡς πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν καὶ ἐκχώρησιν τοιούτων ἀπαιτήσεων (Βλέπε Ἄρθρον 19.).

Ἄρθρον 14.

Προσχώρησις τοῦ πιστωτοῦ καὶ τοῦ ὀφειλέτου εἰς τὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν. Διατάξεις Ἐλέγχου Συναλλάγματος. Ὑποχρεώσεις τοῦ Ὀφειλέτου.

(1). Οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ διακανονίσωσι ἀπαίτησιν καὶ ὑποχρέωσίν τινα κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης προτάσεως διακανονισμοῦ, πιστωταὶ καὶ ὀφειλέται ὀφείλουσι νὰ ἀνταλλάξουν ἐγγράφους δηλώσεις ὑπὸ τὸ πνεῦμα τοῦτο. Ἡ δήλωσις προσχωρήσεως τοῦ πιστωτοῦ δύναται ἐπίσης νὰ διαβιβασθῇ μέσῳ ὀργανισμοῦ ἱδρυομένου πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον εἰς τὴν χώραν τοῦ πιστωτοῦ.

(2). Ἡ νομικὴ σχέσις μεταξὺ πιστωτοῦ καὶ ὀφειλέτου ὑπόκειται εἰς τὰς διατάξεις τοῦ εὑρισκομένου ἐν ἰσχύϊ γερμανικοῦ καὶ ξένου Ἐλέγχου Συναλλάγματος, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τῶν εἰδικῶν διευκολύνσεων καὶ τῆς ἐξασφαλίσεως περὶ ὧν προβλέπει τὸ παρὸν σχέδιον διακανονισμοῦ.

(3). Ἐὰν ὁ ὀφειλέτης ἀρνεῖται νὰ ὑπογράψῃ τὴν περὶ ἧς πρόκειται δήλωσιν ἐνῷ ὁ πιστωτὴς ἀναγνωρίζει ἑαυτὸν δεδεσμευμένον ἀπέναντι τοῦ ὀφειλέτου, διὰ τῆς δηλώσεως προσχωρήσεως αὐτοῦ, ὁ γερμανικὸς Ἔλεγχος Συναλλάγματος θέλει χορηγήσει εἰς τὸν πιστωτὴν, τῇ αἰτήσει τούτου ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς δηλώσεως αὐτοῦ προσχωρήσεως, πᾶσαν ἀναγκαιοῦσαν ἄδειαν ἀπὸ ἀπόψεως ἐλέγχου συναλλάγματος. Αἱ ἄδειαι αὗται δέον νὰ ἐπιτρέπωσι εἰς τὸν πιστωτὴν νὰ διώξῃ τὸν ὀφειλέτην καὶ νὰ καλύψῃ τὴν ἀπαίτησιν ἐν ᾧ μέτρῳ καὶ καθ' ὃν τρόπον προβλέπεται εἰς τὸ παρὸν σχέδιον διακανονισμοῦ.

Ἐὰν ὁ πιστωτὴς δὲν θὰ ἐχῃ ἱκανοποιηθῇ κατόπιν ἀναγκαστικῆς ἐκτελέσεως, δύναται οὗτος νὰ ἀναιρέσῃ τὴν δήλωσιν προσχωρήσεώς του.

Ἡ ἔκδοσις ἀδείας ὑπὸ τοῦ Ἐλέγχου συναλλάγματος δὲν ἀποτελεῖ ἀπόφασιν ἐπὶ τῆς ὑπάρξεως καὶ τοῦ ποσοῦ τῆς ἀπαιτήσεως.

(4). Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ πιστωτὴς ζητεῖ τὴν καταβολὴν εἰς Deutschemark, ὀφείλει οὗτος, ἀπέναντι τοῦ ὀφειλέτου, νὰ δηλώσῃ ἐγγράφως ὅτι δέχεται τὴν πληρωμὴν εἰς Deutschemark εἰς διακανονισμὸν τῆς ἀπαιτήσεώς του.

(5). Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ πιστωτὴς δύναται νὰ ζητήσῃ καὶ ζητεῖ πράγματι καταβολὴν διὰ συναλλάγματος ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ ὁ ὀφειλέτης δέον νὰ λάβῃ ὅλα τὰ ὑπὸ τῆς ἰσχυούσης γερμανικῆς νομοθεσίας περὶ ἐλέγχου συναλλάγματος ἀπαιτούμενα μέτρα ὅπως προμηθευθῇ τὰ ἀναγκαιοῦντα μέσα πληρωμῆς εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ.

Ἄρθρον 15.

Διακανονισμὸς τῶν διαφορῶν.

Μὴ ὑπαρχουσῶν ἀντιθέτων ρητῶν διατάξεων τῆς παρούσης προτάσεως διακανονισμοῦ, αἱ διαφοραὶ μεταξὺ πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν ὡς πρὸς τὴν ὕπαρξιν ἢ τὸ ποσὸν τῶν ἀπαιτήσεων θέλουσι λυθῇ ὑπὸ Δικαστηρίου ἢ ὑπὸ διαιτητικοῦ δικαστηρίου ὡς πρὸς τὸ ὁποῖον ἐπέρχεται μεταξὺ τῶν μερῶν συμφωνία ἀμοιβαίου ὡς ἐκ τῆς ὑφισταμένης νομικῆς σχέσεως.

Ἄρθρον 16.

Μικτὴ Ἐπιτροπή.

Ἱδρύεται Μικτὴ Ἐπιτροπὴ πρὸς ρύθμισιν τῶν διαφωνιῶν αἵτινες προκύπτουσιν ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ. Αὕτη θὰ περιλαμβάνῃ ἴσον ἀριθμὸν ἀντιπροσώπων, τῶν πιστωτριῶν Χωρῶν καὶ ἀντιπροσώπων τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ ἕνα Πρόεδρον.

Συνιστᾶται ὅπως ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἁρμοδία νὰ ἀποφασίζῃ ἐπὶ ζητημάτων θεμελιώδους σημασίας ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἑρμηνείαν τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ, ἅτινα θὰ ὑπεβάλλοντο ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων.

Ἐὰν Κυβέρνησίς τις κρίνει ὅτι περίπτωσίς τις ὑποβαλλομένη εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου (Ἄρθρον 17) θέτει ζήτημα θεμελιώδους σημασίας, συνιστᾶται ὅπως αὕτη δύναται νὰ ζητήσῃ ὅπως τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον παραπέμψῃ τὴν διαφορὰν εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπήν. Τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον θὰ ἔδει νὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα αὐτό.

Ἄρθρον 17.

Διαιτητικὸν Δικαστήριον

Τὸ εἰς τὸ ἄρθρον 11 προβλεπόμενον Διοιτητικὸν Δικαστήριον θέλει ἀποτελεσθῇ ἐξ ἑνὸς διαιτητοῦ διοριζομένου ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ καὶ ἑνὸς διαιτητοῦ διοριζομένου ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου. Οἱ δύο οὗτοι διαιτηταὶ θέλουσιν ἐκλέξει ἕνα Πρόεδρον. Ἐὰν οὗτοι δὲν δύνανται νὰ συμφωνήσωσι ἐπὶ τῆς ἐκλογῆς οὗτοι θέλουσι ζητήσει παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου νὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν αὐτοῦ.

Οἱ διαιτηταὶ δέον νὰ ἔχωσι τὰ προσόντα πρὸς ἄσκησιν εἰς τὴν χώραν αὐτῶν τῶν καθηκόντων δικαστοῦ. Ὁ ὅρος οὗτος δὲν ἀπαιτεῖται διὰ τὸν Πρόεδρον. Τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον θεσπίζει τὸ ἴδιον τὴν παρ' αὐτῷ διαδικασίαν. Τοῦτο ἀποφασίζει ὡσαύτως ποῖον ἐκ τῶν μερῶν ὀφείλει νὰ καταβάλῃ τὰς δαπάνας.

Ἡ γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία θέλει συστήσει εἰς τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Κυβέρνησιν νὰ ἐπαγρυπνῇ ὅπως, κατὰ τὰς περιπτώσεις ἐκείνας καθ' ἃς τὰ μέρη δὲν θὰ ἦσαν εἰς θέσιν νὰ προκαταβάλωσι ἢ νὰ ὑποστῶσι τὰς ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου καθοριζομένας δαπάνας, ἡ καταβολὴ αὐτῶν τακτοποιεῖται κατὰ κατάλληλόν τινα τρόπον.

Τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον θὰ δύνανται τῇ κοινῇ αἰτήσει τῶν διαδίκων νὰ ἐπιληρωθῇ ἐξ ἴσου καὶ ἑτέρων διαφορῶν μεταξὺ πιστωτικοῦ καὶ ὀφειλέτου.

Κατὰ τὰς διακυβερνητικὰς διαπραγματεύσεις ἐν ὄψει τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν συστάσεων τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν, δέον νὰ συμφωνηθῶσι λεπτομερεῖς διατάξεις ὡς πρὸς τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον τὸ ὁποῖον προβλέπεται εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον.

Ἄρθρον 18.

Καταβολαὶ εἰς Deutschemark

Διὰ καταβολῶν εἰς Deutschemark ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ, δέον νὰ νοοῦνται καταβολαὶ εἰς γερμανικὸν νόμισμα εἰς λογαριασμὸν τὸν ὁποῖον ὁ Ἀλλοδαπὸς πιστωτὴς ἔχει ἢ ἀνοίγει ἐπ' ὀνόματί του εἰς χρηματιστικὸν τι ἵδρυμα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἢ τοῦ Δυτικοῦ Βερολίνου. Ὁ λογαριασμὸς οὗτος θὰ ὑπάγεται εἰς τοὺς ἐν ἰσχύϊ γερμανικοὺς κανονισμοὺς περὶ ἐλέγχου συναλλάγματος.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν ἀποκλείουσι τὴν ἔκδοσιν εἰδικῶν ἀδειῶν δι' ἑτέρους τρόπους πληρωμῆς.

Ἄρθρον 19.

Χρησιμοποίησις δεδεσμευμένων ἐνεργητικῶν εἰς Deutschemark

(1). Ὁ ἀλλοδαπὸς πιστωτὴς ὅστις τυγχάνει δικαιοῦχος «παγαίου ἐνεργητικοῦ» εἰς γερμανικὸν νόμισμα θὰ δύναται νὰ χρησιμοποιήσῃ τὸ ἐνεργητικόν του ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἐν ἰσχύϊ κανονισμῶν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας καὶ τὸ Δυτικὸν Βερολῖνον. οὗτος θὰ δύνανται ὡσαύτως νὰ ἐκχωρήσῃ ταιαῦτα ἐνεργητικὰ εἰς ἕταιρον πρόσωπον ἐκτὸς τῆς Γερμανίας.

(2). Ὁ ἀλλοδαπὸς πιστωτὴς ὅστις τυγχάνει δικαιοῦχος ἐκχωρηθέντος ἐνεργητικοῦ» εἰς γερμανικὸν νόμισμα θέλει διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ἐκχωρήσεως τοῦ ἐνεργητικοῦ τούτου εἰς ἕτερον πρόσωπον ἐκτὸς τῆς Γερμανίας.

Ὁ ἀλλοδαπὸς πιστωτὴς τοιούτου ἐνεργητικοῦ θέλει διατηρήσει τὸ δικαίωμα χρησιμοποιήσεως τοῦ ἐνεργητικοῦ τούτου κατὰ κύριον λόγον εἰς μακροπροθέσμους ἐπενδύσεις εἰς τὴν γερμανικὴν οἰκονομίαν.

(3). Αἱ ἁρμόδιοι γερμανικαὶ ἀρχαὶ θέλουσιν εἰσαγάγει τοὺς ἀναγκαίους κανονισμοὺς πρὸς πρόληψιν πάσης παρανόμου διαφυγῆς ἐνεργητικῶν εἰς γερμανικὸν νόμισμα ἢ πάσης ἄλλης καταχρήσεως ἐπιζημίας εἰς τὴν γερμανικὴν οἰκονομίαν ἢ τὸ σύνολον τῶν πιστωτῶν. Αἱ ἐπιτρεπόμεναι χρησιμοποιήσεις δυνάμει γενικῆς τινος ἀδείας κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ, θὰ δύνανται, πρὸς ἐξασφάλισιν τοῦ ἐλέγχου, νὰ ὑπαχθῶσι, εἰς ἀτομικὰς ἀδείας, χωρὶς ἐκ τούτου νὰ περιορισθῶσιν αἱ γενικαὶ δυνατότητες χρησιμοποιήσεως.

(4). Αἱ γερμανικαὶ ἁρμόδιαι Ἀρχαὶ θέλουσι καταβάλῃ πᾶσαν προσπάθειαν ὅπως προβλέψωσι περὶ τῶν δυνατοτήτων χρησιμοποιήσεως δεδεσμευμένων ἐνεργητικῶν εἰς Deutschemark ἐν ᾧ μέτρῳ θέλει ἐπιτρέψει τοῦτο ἡ συναλλαγματικὴ κατάστασις. Αὗται θὰ ἔχωσι ὡς ἀντικειμενικὸν σκοπὸν τὴν ἁπλοποίησιν ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ τῆς διαδικασίας τῆς ἐκδόσεως τῶν ἀδειῶν.

(5). Πρὸς συζήτησιν τῶν γενικῶν ζητημάτων ἅτινα συνδέονται πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν τῶν δεδεσμευμένων ἐνεργητικῶν εἰς Deutschemark ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλει συστήσει Συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν ἀποτελουμένην ἐπὶ ἴσης βάσεως ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν κυριωτέρων πιστωτριῶν χωρῶν ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἀφ' ἑτέρου.

Ἄρθρον 20.

συνέπειαι τοῦ Διακανονισμοῦ ἐπὶ τῶν ὑφισταμένων ἀπαιτήσεων.

Πλὴν ἀντιθέτων διατάξεων, ὁ παρὼν διακανονισμός, ὡς τοιοῦτος, δὲν τροποποιεῖ τὰς ἀπαιτήσεις ἐπὶ τῶν ὁποίων εἶναι ἐφαρμοστέος.

Ἄρθρον 21.

Ρῆτραι ἐπιλογῆς συναλλάγματος ἄνευ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ.

Ἡ λύσις τοῦ ζητήματος τὸ ὁποῖον ἀφορᾷ τὸ νόμισμα εἰς τὸ ὁποῖον δέον νὰ διακανονισθῶσιν ἀπαιτήσεις δι' ἃς ὑφίστανται ρήτρα ἐπιλογῆς συναλλάγματος (ἄνευ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ) ἐπιφυλάσσεται εἰς τὰς διακυβερνητικὰς Συμφωνίας).

Ἄρθρον 22.

Παραχωρήσεις ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ ὀφειλέτου.

Οἱ πιστωταὶ θεωροῦσιν ὅτι τὸ εὐεργέτημα τῶν παραχωρήσεων εἰς ἃς συναινοῦσιν οὗτοι ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ ὀφείλει νὰ εἶναι ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν ὀφειλετῶν.

Ἄρθρον 23.

Πραγματικὴ μετατροπή.

(1). Πᾶσα τροποποίησις τῶν ὅρων χρέους τινὸς θεωρεῖται ὡς πραγματικὴ μετατροπὴ ἐὰν αὕτη ἔλαβε χώραν πρὸ τῆς 9ης Ἰουνίου 1933 ἢ ἀκόμη ἐὰν ἔλαβε χώραν τὴν 9ην Ἰουνίου 1933 ἢ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην κατόπιν ἐλευθέρων διαπραγματεύσεων ἢ λόγῳ ἐπελθούσης ἢ ἐπικειμένης ἀφερεγγυότητος τοῦ ὀφειλέτου.

(2). Θὰ λογίζεται ὅτι δὲν ἐγένετο πραγματικὴ μετατροπὴ πηγάζουσα ἐξ ἐλευθέρων διαπραγματεύσεων ὁσάκις ὁ πιστωτὴς ἀντεπροσωπεύετο, κατὰ τὸν χρόνον τῆς μετατροπῆς, εἴτε παρὰ τοῦ γερμανοῦ Μεσεγγυητοῦ ἐγχωρίκων περιουσιῶν, εἴτε παρὰ ἀντιστοίχου τινὸς προσώπου διορισθέντος ὑπὸ τῶν γερμανικῶν ἀρχῶν ἄνευ τῆς συγκαταθέσεώς του.

(3). Εἰς τὴν περίπτωσιν ἀπαιτήσεων ὑπὸ μορφὴν χρεωγράφων, ἐπίσης δὲν ὑφίστανται πραγματικὴ μετατροπὴ ὁσάκις ὁ πιστωτὴς περιωρίσθη μόνον νὰ δεχθῇ μονόπλευρον προσφορὰν τοῦ ὀφειλέτου.

(4). Ὁ ὀφειλέτης θὰ ἔχῃ τὸ βάρος τῆς ἀποδείξεως ὅτι ὑφίσταται πραγματικὴ μετατροπή.

(5). Εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν δανείων ἐκκλησιῶν πᾶσα μετατροπὴ θὰ λογίζεται ὡς πραγματική.

Ἄρθρον 24.

Νόμισμα καταβολῶν.

Αἱ διατάξεις αἵτινες ἀφορῶσι τὸ νόμισμα εἰς τὸ ὁποῖον χρηματικὴ τις ἀπαίτησις δέον νὰ διακανονισθῇ ἐπιφυλάσσονται εἰς τὰς διακυβερνητικὰς συμφωνίας.

Ἄρθρον 25.

Νόμοι ἀναγνωρίσεως τῶν κινητῶν γερμανικῶν ἀξιῶν.

Ὁ παρὼν διακανονισμὸς δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ χρεωγράφων καὶ τοκομεριδίων ὧν ἀπαιτεῖται ἡ ἀναγνώρισις δυνάμει τοῦ Νόμου περὶ ἀναγνωρίσεως τῶν γερμανικῶν κινητῶν ἀξιῶν τῆς 19ης Αὐγούστου 1949 (Wirtschaftsgezetsll 1949, σελὶς 295) καὶ τοῦ Νόμου περὶ ἀναγνωρίσεως τῶν κινητῶν γερμανικῶν ἀξιῶν αἵτινες ἐξεδόθησαν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν τὸν Αὔγουστον 1952, ἐφ' ὅσον τὰ χρεώγραφα καὶ τὰ τοκομερίδια ταῦτα δὲν θὰ ἔχωσι ἀναγνωρισθῇ κατὰ τὰς διατάξεις τῶν Νόμων τούτων ἢ πάσης διακυβερνητικῆς Συμφωνίας ἥτις θὰ ἠδύνατο νὰ συναφθῇ ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν Νόμων τούτων, μετὰ τῶν χωρῶν εἰς ἃς ἐξεδόθησαν αἱ ἀξίαι αὗται.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Γ'.

Διακανονισμὸς παλαιῶν Ἐμπορικῶν ἀπαιτήσεων (Ἄρθρον 1)

Ἄρθρον 26.

Ἀπαιτήσεις γεννηθεῖσαι ἐκ παραδόσεως ἐμπορευμάτων (ἀρθρον 1 (1).

(1). Ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου τὴν καταβολὴν διὰ συναλλάγματος:

(α) ἀπὸ τῶν ἀρχῶν τοῦ 1953, τοῦ ἑνὸς τρίτου τοῦ ὀφειλομένου ποσοῦ,

(β) ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1954 καὶ εἰς 10 ἴσας ἐτησίας δόσεις τῶν ὑπολοίπων δύο τρίτων.

(2). Ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται, μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1953, νὰ ζητήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου αὐτοῦ, ἀντὶ τῆς καταβολῆς εἰς συνάλλαγμα περὶ ἧς προβλέπει τὸ ἐδάφιον 1 (β), τὴν καταβολὴν εἰς Deutschemark τοῦ ὑπολοίπου τῆς ἀπαιτήσεώς του (ἤτοι τῶν 2|3 τοῦ ἀρχικῶς ὀφειλομένου ποσοῦ) ἐντὸς προθεσμίας 3 μηνῶν ἀπὸ τῆς αἰτήσεως. Ἐπαφίεται εἰς τὴν κρίσιν τῶν πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ τῆς παρατάσεως κατὰ 3 μῆνας τῆς περὶ ἧς πρόκειται προθεσμίας εἰς τὴν περίπτωσιν ἰδιαζουσῶν περιστάσεων.

(3). Μετὰ τὴν 31 Δεκεμβρίου 1953, ὁ πιστωτὴς δὲν θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ἢ τῇ συναινέσει τοῦ ὀφειλέτου, τὴν καταβολὴν εἰς Deutschemark τοῦ ὑπολοίπου τῆς πιστώσεως

Ἄρθρον 27.

Ἀπαιτήσεις γεννηθεῖσαι ἐκ τῆς προπληρωμῆς ἐμπορευμάτων ἢ ὑπηρεσιῶν.

(Ἄρθρον 1 (2))

(1). Οἱ πιστωταὶ καὶ ὀφειλέται δέον νὰ συμφωνήσωσιν τῇ ἀδείᾳ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν ἀντιστοίχων αὐτῶν χωρῶν, ἐπὶ διακανονισμοῦ τινος ἀνταποκρινομένου εἰς τὴν εἰδικὴν αὐτῶν περίπτωσιν.

(2). Ἐὰν δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ ἐπέλθῃ συνεννόησίς τις, ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ Ὀφειλέτου τὴν καταβολὴν διὰ συναλλάγματος τοῦ ὀφειλομένου ποσοῦ, εἰς 10 ἴσας ἐτησίας δόσεις ἀπὸ 1ης Ὀκτωβρίου 1953.

(3). Ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1953 νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου αὐτοῦ ἀντὶ τῆς καταβολῆς εἰς συνάλλαγμα ἥτις προβλέπεται εἰς τὴν παράγραφον 2, τὴν καταβολὴν εἰς Deutschemark ὁλοκλήρου τῆς ἀπαιτήσεώς του ἐντὸς προθεσμίας 3 μηνῶν ἀπὸ τῆς αἰτήσεως. Συνιστᾶται εἰς τοὺς πιστωτὰς καὶ ὀφειλέτας νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ παρατάσεως κατὰ 3 μῆνας τῆς προθεσμίας ταύτης εἰς τὴν περίπτωσιν ἰδιαζουσῶν περιστάσεων.

(4). Μετὰ τὴν 31 Δεκεμβρίου 1953, ὁ πιστωτὴς δὲν θὰ δύναται ἢ τῇ συναινέσει τοῦ ὀφειλέτου αὐτοῦ, νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν καταβολὴν τῆς ἀπαιτήσεως εἰς Deutschemark.

Ἄρθρον 28.

Μισθοί, ἀποδοχαὶ καὶ συντάξεις πηγάζουσαι ἐκ συμβολαίων ἐργασίας, προμήθειαι.

(Ἄρθρον 1 (7))

(1). Ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου τὴν καταβολὴν εἰς συνάλλαγμα τοῦ ὀφειλομένου ποσοῦ, εἰς 5 ἴσας ἐτησίας δόσεις, ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1953. Εἰς τὸν διακανονισμὸν τοῦτον, δύνανται νὰ περιληφ ῶσιν ἐπίσης, βάσει αἰτήσεως ὑποβαλλομένης εἰς τὰς ἁρμοδίους γερμανικὰς ἀρχὰς παρὰ τοῦ ἐνδ αφερομένου ἢ παρὰ ἰδιωτικῆς ἢ δημοσίας ὁ γανώσεως δεόντως ἐξουσιοδοτημένης ὑπ' αὐτοῦ ὅπως ἐνε γήσῃ ἐξ ὀνόματός του, τὰ ποσὰ ἐκεῖνα περὶ τῶν ὁποίων δύναται νὰ ἀποδειχθῇ ὅτι κατεβλήθησαν προσκαίρως εἴτε παρὰ τοῦ ἐνδιαφερομένου εἴτε διὰ λογαριασμὸν αὐτοῦ παρὰ τοῦ ἐργοδότου αὐτοῦ, εἰς λογαριασμὸν ἀνοικτὸν εἰς χρηματιστικὸν ἵδρυμα ἐπὶ τοῦ ἐδάφο ς τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἢ τοῦ Δυτικοῦ Βερολίνου.

Θὰ ἀνήκῃ εἰς τὰς ἁρμοδίας γερμανικὰς Ἀρχὰς νὰ ἐξετάζωσι μετ' εὐμενείας εἰς τὰς ἰδιαζόντως ἀξίας ἐνδιαφέροντος περιπτώσεις, τὴν δυνατότητα ἐπισπεύσεως τῆς καταβολῆς εἰς συνάλλαγμα.

(2). Ὁ πιστωτὴς δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου αὐτοῦ τὴν καταβολὴν εἰς Deutschemark ἐντὸς προθεσμίας 3 μηνῶν ἀπὸ τῆς αἰτήσεως τοῦ μὴ εἰσέτι καταβληθέντος διὰ συναλλάγματος εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ὑπολοίπου.

Ἄρθρον 29.

Εἰσφοραὶ κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων

(Ἄρθρον 1 (8))

Αἱ εἰσφοραὶ αὗται ἀποτελοῦσιν ἤδη καὶ θὰ δύνανται νὰ ἀποτελέσουν τὸ ἀντικείμενον διαπραγματεύσεων καὶ διμερῶν συμφωνιῶν. Συνιστᾶται ὅπως περιληφθῶσιν εἰς τὰς συμφωνίας ταύτας τὰ καθυστερούμενα ἐξ εἰσφορῶν.

Ἄρθρον 30.

Ἀπαιτήσεις ἐξ ἰδιωτικῶν ἀσφαλίσεων

(Ἄρθρον 1 (9))

(1). Αἱ ἀπαιτήσεις καὶ τὰ ἀμοιβαῖα χρέη ἐκ συμβολαίων ἢ συμφωνιῶν ἀσφαλίσεως ἢ ἀντασφαλίσεως παντὸς εἴδους ἢ αἱ σχετιζόμεναι πρὸς τοιαῦτα συμβόλαια ἢ συμφωνίας δύνανται νὰ ἀποτελέσωσι τὸ ἀντικείμενον διμερῶν διαπραγματεύσεων.

Αἱ ἀπαιτήσεις καὶ τὰ χρέη ταῦτα δὲν θὰ δύνανται νὰ διακανονισθῶσι ἢ συμφώνως πρὸς τὰς ἐφαρμοστέας διμερεῖς συμφωνίας.

(2). Μὴ ὑπαρχουσῶν τοιούτων διμερῶν συμφωνιῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς ὑπ' εὐθείας ἀσφαλίσεις ἢ ἐὰν δὲν θὰ ἔχωσι συναφθῇ τοιαῦται πρὸ τῆς 31ης Μαρτίου 1953, αἱ ἀπαιτήσεις τῶν ἠσφαλισμένων ἀλλοδαπῶν κατὰ τῶν ἀσφαλιστικῶν ἑταιρειῶν ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τῆς Γερμανίας καὶ τῷ Δυτικῷ Βερολίνῳ θέλουσι διακανονισθῇ κατὰ τὰς ἀκολούθους διατάξεις :

(α) Διὰ τὰς ἀπαιτήσεις αἵτινες πηγάζουσιν ἐκ συμβολαίων ἀσφαλείας ζωῆς, κατὰ τὰς διατάξεις τῶν Ἄρθρων 33 καὶ 34.

(β) Διὰ τὰς ἀπαιτήσεις αἵτινες ἐγεννήθησαν ἐκ συμβολαίων ἀσφαλείας κατὰ ζημιῶν, δυστυχημάτων ἢ εὐθύνης :

(α) Ἐὰν τὸ ἀσφαλιστήριον συμβόλαιον ἀφορᾷ οἰκονομικὰ ἀγαθὰ κείμενα εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας ἢ τὸ Δυτικὸν Βερολῖνον, ἡ καταβολὴ θέλει λάβει χώραν εἰς Deutschemark, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἐλέγχου Συναλλάγματος αἵτινες ἰσχύουσιν εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν καὶ τὸ Δυτικὸν Βερολῖνον.

(β) Αἱ ἀπαιτήσεις αἵτινες πηγάζουσιν ἐξ ἄλλων ἀσφαλίσεων ἐναντίον ζημιῶν, δυστυχημάτων καὶ εὐθύνης θέλουσι διακανονισθῇ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 31.

(γ) Διὰ τὰς ἀπαιτήσεις αἵτινες ἐγεννήθησαν ἐξ ἀσφαλιστηρίων συμβολαίων πάσης φύσεως συνεπαγομένων τὴν πληρωμὴν εἰσοδήματος, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 28.

Αἱ λεπτομέρειαι τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 θέλουσι ρυθμισθῇ διὰ τῆς διακυβερνητικῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 31.

Διάφοροι παλαιαὶ ἐμπορικαὶ ἀπαιτήσεις.

(Ἄρθρον 1 (3), (4), (5) καὶ (6))

(1). Ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου τὴν καταβολὴν εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ τοῦ ὀφειλομένου ποσοῦ εἰς 10 ἴσας ἐτησίας δόσεις ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1953.

(2). Ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1953, νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου αὐτοῦ ἀντὶ τῆς καταβολῆς εἰς συνάλλαγμα ἥτις προβλέπεται εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον 1, τὴν καταβολὴν εἰς Deutschemark τοῦ ὀφειλομένου ποσοῦ, ἐντὸς προθεσμίας 3 μηνῶν ἀπὸ τῆς αἰτήσεώς του. Ἐπαφίεται εἰς τὴν διάκρισιν τῶν πιστωτῶν καὶ τῶν ὀφειλετῶν νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ τῆς παρατάσεως κατὰ 3 μῆνας τῆς περὶ ἧς πρόκειται προθεσμίας, εἰς τὴν περίπτωσιν ἰδιαζουσῶν περιστάσεων.

(3). Μετὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1953, ἡ καταβολὴ εἰς Deutschemark τῆς ἀπαιτήσεως δὲν θὰ δύναται νὰ ἀπαιτηθῇ ἢ ἀπὸ συμφώνου μετὰ τοῦ ὀφειλέτου.

(4). Εἰς ἰδιαζούσας περιπτώσεις, πιστωταὶ καὶ ὀφειλέται θὰ δύνανται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς χορηγήσεως ἀδείας ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ διαφόρου τινος διακανονισμοῦ.

Ἄρθρον 32.

Κοιναὶ διατάξεις δι' ἁπάσας τὰς παλαιὰς ἐμπορικὰς ἀπαιτήσεις (Ἄρθρον 1 (1) μέχρι (9).

(1). Καθυστερούμενα ἐκ τόκων.

Ἐὰν ἐπὶ ἀπαιτήσεώς τινος ὀφείλονται τόκοι, οἱ καθυστερούμενοι μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1952 τόκοι θέλουσιν ὑπολογισθῇ ἐπὶ ἁπλῷ τόκῳ εἰς τὰ κατωτέρω ἐπιτόκια :

(α) Ἐὰν τὸ ἐπιτόκιον τοῦ ἐτησίου τόκου ἦτο μέχρι σήμερον κατώτερον ἢ ἴσον πρὸς 4ο)ο θέλει ἐξακολουθήσει τὸ προγενέστερον ἐπιτόκιον.

(β) Ἐὰν τὸ ἐπιτόκιον τοῦ ἐτησίου τόκου ἦτο μέχρι σήμερον ἀνώτερον τοῦ 4ο)ο, τὸ ἐπιτόκιον τοῦτο θέλει περιορισθῇ εἰς τὰ 2/3 αὐτοῦ ἀλλὰ δέον τοῦτο νὰ μὴ εἶναι κατώτερον τοῦ 4ο)ο.

Τὸ ποσὸν τῶν καθυστερουμένων ἐκ τοῦ περιωρισμένου τούτου τόκου θέλει προστίθεται εἰς τὴν κυρίως ἀπαίτησιν.

(2). Μέλλοντες τόκοι.

Οὐδεὶς τόκος ὀφείλετια διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1953 μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1957. Ἐὰν ὀφείλονται τόκοι ἐπὶ τῆς ἀπαιτήσεως διὰ τὴν περίοδον πρὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1953, τὸ μὴ ἀποσβεσθὲν ἤδη ποσὸν τῆς ἀπαιτήσεως κατὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1958 ἢ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, φέρει τόκον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης. Τὸ ἐπιτόκιον ἀνέρχεται εἰς 75ο)ο τοῦ ὀφειλομένου ἐπιτοκίου.

Τὸ νέον ἐπιτόκιον δὲν δύναται οὐχ' ἧττον νὰ εἶναι κατώτερον τοῦ 4ο)ο οὔτε ἀνώτερον τοῦ 6ο)ο ἐτησίως. Ἐὰν τὸ μέχρι τοῦδε ἰσχῦσαν ἐπιτόκιον εἶναι ἴσον ἢ κατώτερον τοῦ 4ο)ο παραμένει τοῦτο ἀμετάβλητον. Οἱ τόκοι δέον νὰ καταβάλλονται εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ εἰς τὸ τέλος ἑκάστου ἔτους, ὁμοῦ μετὰ τοῦ χρεολυσίου.

(3). Εἰδικὴ κατάθεσις.

(α) Εἰς τὴν περίπτωσιν ἀπαιτήσεως περὶ ἧς προβλέπει τὸ Ἄρθρον 1 ἐδάφια 1 ἕως 7, ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται, ἐὰν εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἀποδείξῃ ὅτι ἡ ἀπαίτησίς του ἀπειλεῖται, νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ ὀφειλέτου ἀντὶ τῆς καταβολῆς συμφώνως πρὸς τὰ Ἄρθρα 26, 27, 28, ἢ 31, τὴν καταβολὴν εἰς λογαριασμὸν καταθέσεων εἰς Deutschekark ἀνοιγόμενον ἐπ' ὀνόματί του εἰς ἵδρυμα καθορισθησόμενον ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων γερμανικῶν ἀρχῶν.

Ἐὰν ὁ ὀφειλέτης, εἰς ἀπάντησιν τῆς αἰτήσεως ταύτης ἐπικαλεῖται τὴν ῥήτραν ἥτις ἀφορᾷ τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ ὀφειλέτης εὑρίσκεται εἰς δυσχερῆ οἰκονομικὴν θέσιν (Ἄρθρον 11) δὲν θὰ ὑφίσταται ὑποχρέωσις ὅπως δοθῇ συνέχεια εἰς τὴν αἴτησιν τοῦ πιστωτοῦ περὶ καταθέσεως ἢ ὅταν οὗτος ἤθελε ἀποκλεισθῇ ὁριστικῶς τοῦ εὐεργετήματος τῆς περὶ ἧς πρόκειται ῥήτρας.

(β) Ὁ ὀφειλέτης δύναται νὰ καταθέσῃ τὸ ποσὸν χρέους τινὸς ἀνήκοντος εἰς μίαν τῶν ἀπαριθμουμένων εἰς τὸ ἀνω-

τέρω ἐδάφιον (α) κατηγοριῶν, εἰς τοιοῦτον λογαριασμὸν καταθέσεων ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ πιστωτοῦ, ἐὰν δύναται νὰ ἀποδειχθῇ :

(αα) ὅτι ὁ ὀφειλέτης εἶναι ὁ κληρονόμος ἢ ἐκτελεστὴς τῆς διαθήκης τοῦ ἀρχικοῦ ὀφειλέτου καὶ ὅτι ἡ κληρονομία ὀφείλει νὰ διανεμηθῇ, ἢ

(ββ) ὅτιὁ φειλέτης εἶναι ἑταιρεία καὶ ὅτι αὕτη ἐκκαθαρίζεται.

(γγ) ὅτι ὁ σύνδικος τῆς πτωχεύσεως ἢ ὁ Διαχειριστὴς δικαστικῆς ἐκκαθαρίσεως προβαίνει εἰς διανομήν.

(γ) Ἡ γενομένη καταβολὴ εἰς λογαριασμόν τινα καταθέσεων, συμφώνως πρὸς τὰς ἀνωτέρω διατάξεις ἀπαλλάσσει τὸν ὀφειλέτην τοῦ χρέους αὐτοῦ. Ὁ πιστωτὴς χάίρει, εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, τῶν αὐτῶν ὅρων καταβολῆς εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ ὡς ἐὰν τὸ κατατεθὲν ποσὸν εἰς τὸν λογαριασμὸν καταθέσεων (συμπεριλαμβανομένων τῶν τόκων, εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ ἵδρυμα παρὰ τῷ ὁποίῳ ἡ κατάθεσις καταβάλλει τόκους) εὑρίσκεται εἰσέτι εἰς χεῖρας τοῦ ὀφειλέτου.

(δ) Ὁ πιστωτὴς ἔχει, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν μεταβίβασιν εἰς λογαριασμὸν εἰς Deutschemark (Ἄρθρον 18) ποσοῦ τινὸς κατατεθέντος εἰς εἰδικὸν τινὰ λογαριασμὸν καταθέσεων.

(4). Ἀπαιτήσεις μικροτέρων ποσῶν.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ἀπαιτήσεων μικροτέρων ποσῶν, αἱ ἁρμόδιαι γερμανικαὶ ὑπηρεσίαι θέλουσι ἐξετάσει εὐμενῶς τὰς αἰτήσεις τῶν ἐνδιαφερομένων διὰ τὴν ταχεῖαν καταβολὴν εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ.

(5). Πληρωμαὶ διὰ παράδοσιν ἐμπορευμάτων καὶ παροχὴν ὑπηρεσιῶν, ὡς πρὸς τὰς ὁποίας ὁ πιστωτὴς ἀποδεικνύει ὅτι ἡ καταβολὴ εἰς λογαριασμόν του ἐγένετο ἄνευ τῆς συγκαταθέσεώς του.

Πιστωτὴς ἀποδεικνύων ὅτι καταβολή τις εἰς τραπεζικὸν λογαριασμόν του ἢ εἰς ταχυρδομικὸν Ταμιευτήριον διὰ παράδοσιν ἐμπορευμάτων ἢ παρασχεθείσας ὑπηρεσίας (Ἄρθρον 1) ἔλαβε χώραν ἄνευ τῆς συγκαταθέσεώς του, δὲν δύναται, ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς καταθέσεως εἰς τοιοῦτου εἴδους λογαριασμὸν νὰ ἀπωλέσῃ τὸ δικαίωμα τῆς ὑπαγωγῆς εἰς τὴν μεταχείρισιν περὶ ἧς τὸ κεφάλαιον Γ'.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Δ'.

Διακανονισμὸς ἰδιωτικῶν οἰκονομικῶν ἀπαιτήσεων (Ἄρθρον 2).

Ἄρθρον 33.

Αἱ ἀπαιτήσεις κεφαλαίων εἰς γερμανικὸν νόμισμα συμπεριλαμβανομένων τῶν εἰς χρυσὰ μάρκα εἰς ἢ Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ αἴτινες δὲν παρουσιάζουσι ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα (Ἄρθρον 6) δύνανται νὰ ἐξακολουθήσωσι καταβαλλόμεναι ὑπὸ τοὺς συμφωνηθέντας ὅρους, ὅσον ἀφορᾷ τοὺς τόκους ὅσον καὶ τὴν ἀπόσβεσιν συμφώνως πρὸς τὰς ἰσχυούσας διατάξεις ἐλέγχου συναλλάγματος ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τῆς Γερμανίας καὶ τῷ Δυτικῷ Βερολίνῳ κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς καταβολῆς. Κατὰ τὰς νῦν ἰσχυούσας διατάξεις, ἡ καταβολὴ δὲν δύναται νὰ γίνῃ ἢ εἰς Deutschemark.

Ἄρθρον 34.

Αἱ ἀπαιτήσεις κεφαλαίων εἰς ξένον νόμισμα καὶ ἐκεῖναι εἰς χρυσὰ μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ αἴτινες ὅμως παρουσιάζουσι ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα (Ἄρθρον 6) θέλουσι διακανονισθῇ ὡς ἀκολούθως :

(1). Ἐν ᾧ μέτρῳ ὁ ὀφειλέτης διενήργησε καταθέσεις εἰς τὴν «Konversions Kassa für deutsche Auslandesschulden» ὁ καθορισμὸς τῶν εἰσέτι ὀφειλομένων ποσῶν τῶν κεφαλαίων καὶ τῶν τόκων θέλει γίνει κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 9.

(2). Ἐὰν ὀφείλονται τόκοι, τὸ ποσὸν τῶν καθυστερουμένων ἐκ τόκων μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1952 θέλει ὑπολογισθῇ, ἐπὶ ἁπλῷ τόκῳ εἰς τὰ ἑπόμενα ἐπιτόκια :

(α) ἐὰν τὸ ἐπιτόκιον τοῦ ἐτησίου τόκου ἦτο μέχρι σήμερον κατώτερον ἢ ἴσον πρὸς 4 ο]ο, διατηρεῖται τὸ παλαιὸν ἐπιτόκιον.

(β) ἐὰν τὸ ἐπιτόκιον τοῦ ἐτησίου τόκου ἦτο μέχρι σήμερον ἀνώτερον τοῦ 4 ο]ο θέλει ἐλαττωθῇ τοῦτο εἰς τὰ δύο τρίτα, χωρὶς ποτὲ νὰ καταστῇ κατώτερον τοῦ 4 ο]ο.

(3). Τὰ ποσὰ τῶν καθυστερουμένων ἐκ τόκων ὑπολογιζόμενα συμφώνως πρὸς τὰ ἀνωτέρω ἐδάφια (1) καὶ (2) θέλουσι προστεθῇ εἰς τὴν μὴ εἰσέτι ἀποτιθεῖσαν ἀπαίτησιν. Τὸ νέον κεφάλαιον ὅπερ προκύπτει οὕτω θὰ εἶναι ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1953 τοκοφόρον ἐπὶ ἐπιτοκίῳ ἴσῳ πρὸς τὰ 75 ο]ο τοῦ ἐφαρμοζομένου κατὰ τὴν ἔναρξιν τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ. Οὐχ' ἧττον, τὸ νέον ἐπιτόκιον δὲν δύναται νὰ εἶναι :

(α) κατώτερον τοῦ 4 ο]ο οὔτε ἀνώτερον τοῦ 5.1]4 ο]ο ἐτησίως διὰ τὰς ἀπαιτήσεις ἐκ χρεωγράφων,

(β) κατώτερον τοῦ 4 ο]ο οὔτε ἀνώτερον τοῦ 6 ο]ο ἐτησίως διὰ τὰς λοιπὰς ἀπαιτήσεις.

Ἐὰν τὸ ἐπιτόκιον ὅπερ ἴσχυε μέχρι σήμερον ἦτο ἴσον ἢ κατώτερον τοῦ 4 ο]ο τοῦτο παραμένει ἀμετάβλητον.

Οἱ τόκοι δέον νὰ καταβάλλωνται εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ τουλάχιστον ἀνὰ πᾶν ἑξάμηνον.

(4). Εἰς τὴν περίπτωσιν ἀπαιτήσεων αἵτινες ἔχουσιν ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον πραγματικῆς μετατροπῆς, ὡς βάσις ὑπολογισμοῦ διὰ τὰς ἐνδεχομένας μειώσεις κατὰ τὰ ἐδάφια (2) καὶ (3) λαμβάνεται τὸ συμφωνηθὲν κατὰ τὴν πραγματικὴν μετατροπὴν ἐπιτόκιον.

Αἱ διὰ περιωρισμένην χρονικὴν περίοδον ἰσχύουσαι ἐλαττώσεις τόκων δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν ἢ διὰ τὴν περίοδον διὰ τὴν ὁποίαν ἔχουσι συμφωνηθῇ.

(5). Εἰς τὴν περίπτωσιν ἀπαιτήσεων αἵτινες ἀπετέλεσαν τὸ ἀντικείμενον μὴ πραγματικῆς τινος μετατροπῆς, τὸ ἐπιτόκιον τὸ ὁποῖον θὰ ἐφηρμόζετο ἐὰν ἡ μετρατροπὴ αὕτη δὲν θὰ εἶχε λάβει χώραν εἶναι ἐκεῖνο τὸ ὁποῖον λαμβάνεται ὡς βάσις ὑπολογισμοῦ διὰ τὰς ἐνδεχομένας ἐκπτώσεις συμφώνως πρὸς τὰ ἐδάφια (2) καὶ (3) .

(6). Τὸ νέον κεφάλαιον θέλει ἀποσβεσθῇ ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1958 διὰ τῆς καταβολῆς εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ τῶν ἀκολούθων ἐτησίων δόσεων :

(α) κατὰ τὰ 5 πρῶτα ἔτη (ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1958 μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1962) ἐτησία δόσις ἐκ 3 ο]ο.

(β) Κατὰ τὰ ἑπόμενα 5 ἔτη (ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου1963 μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1967) ἐτησία δόσις ἐξ 8 ο]ο.

(γ) Κατὰ τὰ 3 ἑπόμενα ἔτη (ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1968 μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1970) ἐτησία δόσις ἐκ 15 ο]ο.

Οἱ τόκοι θὰ ὑπολογίζονται ἐπὶ τοῦ κεφαλαίου ὅπερ ὑφίσταται κατὰ τὴν στιγμὴν ἑκάστης καταβολῆς εἰς συνάλλαγμα.

(7). Μέχρι τῆς 30 Ἰουνίου 1953, ὁ πιστωτὴς θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ὅπως οἱ καθυστερούμενοι τόκοι ὑπολογιζόμενοι συμφώνως πρὸς τὰ ἀνωτέρω ἐδάφια (2) καὶ (4) μὴ προστεθῶσιν εἰς τὸ κεφάλαιον συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον (3) ἀλλὰ ἐξοφληθῶσι διὰ καταβολῆς εἰς Deutschemark. Ὁ ὀφειλέτης δέον νὰ διενεργήσῃ τὴν πληρωμὴν ταύτην ἐντὸς 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς αἰτήσεως.

(8). Διὰ μικρότερα ποσὰ οἱ ἐνδιαφερόμενοι θὰ δύνανται εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις καὶ κατόπιν ἀδείας τῶν ἁρμοδίων γερμανικῶν Ἀρχῶν νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ διαφορετικῶν ὅρων ἀποτίσεως.

(9). Οἱ πιστωταὶ καὶ ὀφειλέται θὰ δύνανται, λαμβάνοντες ὑπ' ὄψιν τὰς τότε ἰσχυούσας διατάξεις περὶ ἐλέγχου συναλλάγματος εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίαςἢ τὸ Δυτικὸν Βερολῖνον, νὰ συμφωνήσωσι ἐπὶ διακανονισμοῦεἰς Deutschemark τοῦ ὅλου ἢ μέρους τῆς ἀπαιτήσεως.

(10). Αἱ ἁρμόδιαι γερμανικαὶ Ἀρχαὶ ἐπιφυλάσσονται νὰ ἐξετάσωσι μετ' εὐμενείας, εἰς ἐξαιρετικῶς ἀξίας ἐνδιαφέροντος περιστάσεις τὰς αἰτήσεις τῶν ἐνδιαφερομένων διὰ διαφορετικοὺς ὅρους ἀποτίσεως.

(11). Οἱ ἀλλοδαποὶ πιστωταί, δικαιοῦχοι ἀπαιτήσεων ἀπαριθμουμένων εἰς τὸ Ἄρθρον 2, ἐδάφιον (2) (β) θὰ δύνανται νὰ ἀπαιτήσωσι τὴν καταβολὴν εἰς Deutschemark ληξάντων τόκων μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1952 ἄνευ τῆς ἐλαττώσεως ἥτις προβλέπεται εἰς τὸ ἐδάφιον (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου ἐὰν δέχονται τὴν καταβολὴν ταύτην ὡς πλήρη διακανονισμόν.

(12). Συντρεχούσης τῆς περιπτώσεως, αἱ εἰς τὸ Παρά-

ρτημα ΙΙ τῆς Συμφωνίας τιθέμεναι ἀρχαὶ ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν θὰ δύνανται νὰ ἐφαρμοσθῶσι, πρὸς συμπλήρωσιν τῆς παρούσης προτάσεως διακανονισμοῦ, ὡς πρὸς τὸν διακανονισμὸν τῶν ἀπαιτήσεων αἵτινες ἀναφέρονται εἰς χρεώγραφα καὶ τοκομερίδια ἀναγόμενα εἰς τὴν παροῦσαν πρότασιν διακανονισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ε

Καθυστερούμενα εἰσοδήματα ἐπενδύσεων. (Ἄρθρον 3)

Ἄρθρον 35

Ἡ καταβολὴ λαμβάνει χώραν εἰς Deutschemark συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις ἐλέγχου συναλλάγματος αἵτινες ἰσχύουσι ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τῆς Γερμανίας καὶ τῷ Δυτικῷ Βερολίνῳ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΣΤ

Ἕτεραι χρηματικαὶ ἀπαιτήσεις (Ἄρθρον 4)

Ἄρθρον 36

Αἱ ἀπαιτήσεις αὗται διακανονίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις αἵτινες ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῆς κατηγορίας τῶν ἀπαιτήσεων εἰς τὴν ὁποίαν ἀνάγονται ἢ μετὰ τῶν ὁποίων παρουσιάζουσι, ὡς ἐκ τοῦ χαρακτῆρος αὐτῶν, τὴν μεγαλυτέραν ἀναλογίαν. Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας, θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψιν αἱ διατάξεις αἱ ὁποῖαι γενικῶς περιλαμβάνονται εἰς Συμφωνίας πληρωμῶν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΓ Α

(Σημείωσις : Τὸ κατωτέρω κείμενον εἶναι τὸ τοῦ Παραρτήματος 6Α τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν).

Κοινὴ δήλωσις τῆς γερμανικῆς καὶ ἑλβετικῆς Ἀντιπροσωπείας ἐπὶ τῶν διαπραγματεύσεων πρὸς διακανονισμὸν τῶν ὑπεγγύων κτηματικῶν ἑλβετικῶν χρεῶν εἰς ἑλβετικὰ φράγκα (Schweizer Frankengründschulden).

Συνεπείᾳ τῆς δηλώσεως τῆς 20 Μαρτίου 1952 ἥτις ὑπεβλήθη ἐκ μέρους τῶν ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν πρὸς τὴν Συνδιάσκεψιν τνῶ γερμανικῶν χρεῶν τοῦ Λονδίνου, ἔλαβον χώραν διαπραγματεύσεις ἐν Fribourg τοῦ Brisgan κατὰ τὴν 10ην καὶ 11ην Ἰουνίου 1952. Αὗται δὲν ἐπετεύχθη, οὐχ' ἧττον, νὰ καταλήξωσι εἰς ἀποτέλεσμα τι. Ἡ Συνδιάσκεψις ἐτηρήθη περὶ τούτου ἐνήμερος διὰ τῆς δηλώσεως ὑπὸ ἡμερομηνίαν 11 Ἰουνίου 1952. Ἡ συνέχισις τῶν διαπραγματεύσεων δὲν κατέστη, μέχρι σήμερον, δυνατὴ ἕνεκα διαφόρων περιστάσεων. Τὰ μέρη θέθουσι, οὐχ' ἧττον, ἐπαναλάβει ταύτας τῇ συμμετοχῇ τοῦ Πιστωτικοῦ Γραφείου (Vertranensstelle). Ἡ Γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία θέλει τηρήσει ἐνήμερον περὶ τοῦ ἀποτελέσματος αὐτῶν τὴν Συνδιάσκεψιν τοῦ Λονδίνου, πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας περὶ διακανονισμοῦ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

Ἡ ἑλβετικὴ Ἀντιπροσωπεία παραπέμπει καὶ αὖθις εἰς τὴν «Ἔκθεσιν τὴν ἀφορῶσαν τὰ ὑπέγγυα κτηματικὰ ἑλβετικὰ δάνεια εἰς ἑλβετικὰ φράγκα» ἥτις ὑπεβλήθη εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν κατόπιν τῶν δηλώσεων τῆς Ἑλβετικῆς Ἀντιπροσωπείας εἰς τὴν δευτέραν γενικὴν Συνεδρίασιν τῆς 29 Φεβρουαρίου 1952 (Βλέπε G. D]V)) Ἐπιτροπὴ Διαπραγματεύσεων D]Doc 3 τῆς 13 Μαρτίου 1952). Αὕτη ἐπιφυλάσσει κατὰ συνέπειαν τὴν μελλοντικὴν αὐτῆς στάσιν ἥτις θὰ ἐξαρτηθῇ ἐκ τοῦ ἀποτελέσματος τῶν διμερῶν διαπραγματεύσεων.

Ἡ γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία φρονεῖ ἐξ ἄλλου ὅτι τὰ ὑπέγγυα κτηματικὰ ἑλβετικὰ δάνεια εἰς ἑλβετικὰ φράγκα ὑπάγονται εἰς τὰ πλαίσια τῆς Συνδιασκέψεως τοῦ Λονδίνου ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν καὶ ὅτι ταῦτα δέον νὰ ρυθμισθῶσι συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τὰς ὁποίας ἐπεξηργάσθη ἡ Ἐπιτροπὴ διαπραγματεύσεων.

Τὰ δύο μέρη συνεφώνησαν ὅτι τὸ συσταθησόμενον Διαιτητικὸν Δικαστήριον ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ διακανονισμοῦ τῶν χρεῶν τὰ ὁποῖα ἀπησχόλησαν τὴν Ἐπιτροπὴν D δὲν θὰ εἶναι ἁρμόδιον ὡς πρὸς τὰ ὑπέγγυα κτηματικὰ ἑλβετικὰ δάνεια εἰς ἑλβετικὰ φράγκα, ἀλλ' ὅτι αἱ περὶ ὧν πρόκειται περιπτώσεις δέον νὰ ὑποβληθῶσι εἰς τὸ Πιστωτικὸν Γραφεῖον ὅπερ ἱδρύεται συμφώνως πρὸς τὰς γερμανο—ἑλβετικὰς διακυβερνητικὰς Συμφωνίας.

Λονδῖνον, 25 Ἰουλίου 1952.

ὑπ. Paul Leverkuehn ὑπ. Koenig

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Υ

(Σημειωσις : Τὸ κατωτέρω κείμενον εἶναι τὸ τοῦ Παραρτήματος 7 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν) .

Συστάσεις υἱοθετηθεῖσαι ὡς πρὸς τὴν μεταχείρισιν τῶν γινομένων εἰς τὴν Konversionskasse καταβολῶν.

Ι. Ἡ γερμανικὴ —Αντιπροσωπεία ἐθεώρει ὅτι ὁ γερμανὸς ὀφειλέτης ἦτο ὁριστικῶς ἀπηλλαγμένος τοῦ χρέους αὐτοῦ κατ' ἀναλογίαν τῶν καταβολῶν αὐτοῦ εἰς τὴν Konversionskasse. Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν ἀντιθέτως, ἐθεώρουν ὅτι παρόμοιαι καταβολαὶ εἰς τὴν Konversionskasse δὲν θὰ ἀνεγνωρίζοντο, κατὰ γενικὸν κανόνα ὑπὸ τοῦ Νόμου τῶν χωρῶν των ὡς ἀπαλλακτικαὶ ὡς πρὸς τὸν γερμανὸν ὀφειλέτην.

Ἐπιθυμοῦντα νὰ θέσωσι τέρμα εἰς ἀγόνους νομικὰς συζητήσεις, τὰ δύο μέρη συνεφώνησαν ὅπως ἀναζητήσωσι πρακτικὴν τινα λύσιν ἐπιτρέπουσαν τὸν διακανονισμόν, ἄνευ ἀνωφελῶν διατυπώσεων, τῶν ἀπαιτήσεων τῶν πιστωτῶν. Παραμένοντες εἰς τὰς θέσεις αὐτῶν, ἀπὸ νομικῆς ἀπόψεως ἡ Γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία καὶ οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀλλοδαπῶν πιστωτῶν συνεφώνησαν οὕτω ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

(1). Ὁ γερμανὸς ὀφειλέτης ὑποχρεοῦται νὰ ἐξοφλήσῃ τὸν πιστωτήν του, κατὰ τοὺς νέους ὅρους διακανονισμοῦ, ἀνεξαρτήτως τῶν γενομένων καταβολῶν εἰς τὴν Konversionskasse ἐν ᾧ μέτρῳ ὁ πιστωτὴς :

(α) δὲν ἔλαβεν οὐσιαστικῶς παρὰ τῆς Konversionskasse τὸ ἀντιστοιχοῦν πρὸς τὴν καταβολὴν τοῦ ὀφειλέτου ποσὸν ἢ

(β) δὲν ἐδέχθη τὴν καταβολὴν ἢ παροχὴν τῆς Konversionskasse βασιζομένην εἰς καταβολὴν τοῦ ὀφειλέτου, διότι δὲν ἤθελε νὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἀπαλλακτικὴν τὴν καταβολὴν ἢ τὴν παροχὴν ταύτην.

Εἰς τὴν περίπτωσιν κινητῶν ἀξιῶν ὑπαγομένων εἰς τὸν Νόμον ἀναγνωρίσεως τῶν γερμανικῶν κινητῶν ἀξιῶν αἵτινες ἐξεδόθησαν εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ὁ παρὼν διακανονισμὸς δὲν ἐφαρμόζεται ἢ εἰς τὰς ἀναγνωρισθείσας ὁμολογίας καὶ τὰ τοκομερίδια συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου τούτου ἢ πάσης συμφωνίας συναφθείσης, ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Νόμου μετὰ τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἐξεδόθησαν αἱ ἀξίαι αὗται ἢ δυνάμει ἀναγνωρισθείσης τινος δικαστικῆς ἀποφάσεως (Festellungsbeschei e) ἐκδοθείσης ὑπὲρ τοῦ πιστωτοῦ εἰς ἐκτέλεσιν τοῦ ρηθέντος Νόμου.

(2). Εἰς τοὺς ὀφειλέτας θέλουσι ἀποδοθῇ τὰ περὶ ὧν πρόκειται ποσὰ παρὰ τοῦ Δημοσίου.

(3). Αἱ ὑπὸ τοῦ ὀφειλέτου καταβολαὶ εἰς τὴν Konversionskasse οἵτινες δὲν ἐμπίπτουσι εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἀνωτέρω ἐδαφίου (1) θεωροῦνται ὡς ἀπαλλακτικαὶ διὰ τὸν ὀφειλέτην κατ' ἀναλογίαν τοῦ ποσοῦ εἰς τὸ ὁποῖον ἀνέρχονται αὗται.

ΙΙ. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν γενικῶν διατάξεων τῆς ἀνωτέρω παραγράφου Ι :

(α) Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται νὰ ἀναλάβῃ τὴν εὐθύνην τῆς καταβολῆς εἰς τὸ ἄρτιον εἰς τοὺς Ἀλλοδαποὺς πιστωτάς, εἰς τὰ νομίσματα εἰς τὰ ὁποῖα ἦσαν ἀπαιτητά, τὰ ποσὰ τὰ ὁποῖα ἔχουσι κατατεθῇ εἰς τὴν Konversionskasse παρὰ ὀφειλετῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Sarre καὶ διὰ τὰ ὁποῖα οἱ Ἀλλοδαποὶ πιστωταὶ δὲν ἔλαβον ἐμβάσματα εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ ἢ δὲν ἔχουσιν ἄλλως ἱκανοποιηθῇ.

(β) Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται νὰ ἀναλάβῃ τὴν εὐθύνην τῆς καταβολῆς εἰς τοὺς ἀλλοδαποὺς πιστωτάς, εἰς τὰ νομίσματα εἰς τὰ ὁποῖα ἦσαν ἀπαιτητά, τὰ 60 ο]ο τῶν ποσῶν ἅτινα ἔχουσι κατατεθῇ εἰς τὴν Konversionskasse παρὰ ὀφειλετῶν ἐν Αὐστρίᾳ, Γαλλίᾳ Βελγίῳ καὶ Λουξεμβούργῳ καὶ διὰ τὰ ὁποῖα οἱ ἀλλοδαποὶ πιστωταὶ δὲν ἔλαβον ἐμβάσματα εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ ἢ δὲν ἔχουσι ἄλλως ἱκανοποιηθῇ.

(γ) Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλει ἀρχίσει διαπραγματεύσεις μετὰ τῶν Ἀντιπροσώπων τῶν ἀλλοδαπῶν πιστωτῶν πρὸ τοῦ τέλους Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους 1952 ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ὑποχρεώσεων τούτων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ VI

Συστάσεις υἱοθετηθεῖσαι ὡς πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν τῶν δεδεσμευμένων ἐνεργητικῶν εἰς Deutschemark.

(Σημείωσις: Τὸ κατωτέρω κείμενον εἶναι τὸ τοῦ Παραρτήματος 8 τῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν).

Ὁ λεπτομερὴς διακανονισμὸς ὅστις ἔπεται, υἱοθετήθη ὡς πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν τῶν δεδεσμευμένων ἐνεργητικῶν εἰς Deutschemark:

(1). Ὁ ἀλλοδαπὸς πιστωτὴς δικαιοῦχος «πηγαίου πνος ἐνεργητικοῦ» εἰς γερμανικὸν νόμισμα δύναται νὰ χρησιμοποιήσῃ τὸ ἐνεργητικὸν του ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἰσχυόντων κανονισμῶν κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ ἐν τῇ Ὁμοσπόνδῳ Δημοκρατίᾳ τῆς Γερμανίας καὶ τῷ Δυτικῷ Βερολίνῳ. Οὗτος θὰ δύναται ἐξ ἴσου νὰ ἐκχωρήσῃ τοιαῦτα ἐνεργητικὰ εἰς ἕτερον πρόσωπον ἐκτὸς τῆς Γερμανίας.

(2). Ὁ ἀλλοδαπὸς πιστωτὴς κάτοχος «ἐκχωρηθέντος ἐνεργητικοῦ» εἰς γερμανικὸν νόμισμα θέλει διατηρήσει τὸ δικαίωμα νὰ ἐκχωρήσῃ εἰς ἕτερον πρόσωπον ἐκτὸς τῆς Γερμανίας τὸ ἐνεργητικὸν τοῦτο.

Ὁ ἀλλοδαπὸς πιστωτὴς κάτοχος τοιούτου ἐνεργητικοῦ θέλει διατηρήσει τὸ δικαίωμα χρησιμοποιήσεως τοῦ ἐνεργητικοῦ τούτου κατὰ κύριον λόγον εἰς μακροπροθέσμους ἐπενδύσεις εἰς τὴν γερμανικὴν οἰκονομίαν.

(3). Αἱ ἁρμόδιαι γερμανικαὶ Ἀρχαὶ θέλουσι θεσπίσει τοὺς ἀναγκαιούντας κανονισμοὺς πρὸς πρόληψιν πάσης παρανόμου διαφυγῆς τῶν ἐνεργητικῶν εἰς γερμανικὸν νόμισμα ἢ πάσης ἄλλης καταχρήσεως ἐπιζημίας εἰς τὴν γερμανικὴν οἰκονομίαν καὶ εἰς τὸ σύνολον τῶν πιστωτῶν. Αἱ ἐπιτρεπόμεναι χρησιμοποιήσεις δυνάμει γενικῆς τινος ἀδείας κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος διακανονισμοῦ θὰ δύνανται, πρὸς ἐξασφάλισιν τοῦ ἐλέγχου, νὰ ὑπαχθῶσι εἰς ἀτομικὰς ἀδείας ἄνευ περιορισμοῦ ἐκ τούτου τῶν γενικῶν δυνατοτήτων χρησιμοποιήσεως.

(4). Αἱ ἁρμόδιαι γερμανικαὶ Ἀρχαὶ θέλουσι καταβάλλει προσπάθειαν πρὸς παροχὴν εὐκολιῶν εἰς τὴν χρησιμοποίησιν τῶν δεδεσμευμένων ἐνεργητικῶν εἰς Deutschemark ἐν ᾧ μέτρῳ ἤθελεν ἐπιτρέψει τοῦτο ἡ συναλλαγματικὴ κατάστασις. Αὗται θὰ ἔχουσι ὡς ἀντικειμενικὸν σκοπὸν τὴν ἁπλοποίησιν, κατὰ τὸ δυνατόν, τῆς διαδικασίας ἐκδόσεως τῶν ἀδειῶν.

(5). Πρὸς συζήτησιν τῶν γενικῶν ζητημάτω νἄτινα συνδέονται πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν τῶν δεδεσμευμένων ἐνεργητικῶν εἰς Deutschemark ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλει συστήσει συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν ἀποτελουμένην ἐξ ἴσου ἀριθμοῦ ἀντιπροσώπων τῶν κυριωτέρων πιστωτριῶν χωρῶν ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἀφ' ἑτέρου.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ VII

Συμφωνία ἐπὶ τῶν χρεῶν εἰς χρυσᾶ Μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ ἅτινα παρουσιάζουσι ἰδιάζοντα ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα.

Γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία
διὰ τὰ Ἐξωτερικὰ χρέη
243-18 Del. 39–2177]52 Ἐν Λονδίνῳ τῇ 21 Ν)βρίου 1952.

Πρὸς
Τὸν Κύριον Πρόεδρον τῆς Τριμεροῦς Ἐπιτροπῆς Γερμανικῶν Χρεῶν.
29, Chesham Place, Λονδῖνον S.W. I.

Κύριε Πρόεδρε.

Αἱ διαπραγματεύσεις πρὸς καθορισμὸν τῶν ἐφαρμοστέων κριτηρίων ὅπως κριθῇ ὁ ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸς χαρακτὴρ τῶν ὁμολογιῶν εἰς χρυσᾶ Μάρκα, εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ ἢ εἰς Reichsmark μετὰ δικαιώματος ἐπιλογῆς χρυσοῦ, διαπραγματεύσεις περὶ ὧν εἶχε γίνει πρόβλεψις εἰς τὸ ἄρθρον Υ, παράγραφος (3) τοῦ Παραρτήματος 4 καὶ τὸ Ἄρθρον 6 τοῦ Παραρτήματος 6 τῆς τελικῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν χρεῶν τοῦ Λονδίνου καὶ περὶ ὧν γίνεται μνεία εἰς τὴν κοινὴν ἐπιστολὴν τοῦ Sir Otto Niemerjer καὶ τοῦ κ. Hermann J. Abs πρὸς τὴν Τριμερῆ Ἐπιτροπὴν τῶν Γερμανικῶν χρεῶν, ἔλαβον χώραν ἐν Λονδίνῳ ἀπὸ τῆς 21 Ὀκτωβρίου μέχρι τῆς 21 Νοεμβρίου 1952 μεταξὺ τῆς Γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη καὶ Ἐπιτροπῆς τῶν Ἀντιπροσώπων τῶν Βρεττανῶν, Ἀμερικανῶν, Ἑλβετῶν καὶ Ὁλλανδῶν πιστωτῶν.

Εἴμεθα εὐτυχεῖς νὰ ἀνακοινώσωμεν ὑμῖν ὅτι αἱ διαπραγματεύσεις αὗται κατέληξαν τὴν 21 Νοεμβρίου 1952 εἰς συνεννόησιν διατυπωθεῖσαν εἰς Συμφωνίαν ἥτις ὑπεγράφη σήμερον. Κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμφωνίας ταύτης, οἱ Πρόεδροι τῶν δύο Ἀντιπροσωπειῶν ἀντήλλαξαν 4 ἐπιστολάς, ὑπὸ ἡμερομηνίαν 21 Νοεμβρίου 1952, αἵτινες ἀποβλέπουσι εἰς τὴν διευκρίνισιν διαφόρων ζητημάτων τεθέντων ὑπὸ τῆς Συμφωνίας.

Αἱ ἐπιστολαὶ αὗται εἶναι αἱ ἀκόλουθοι:

1. Ἀνταλλαγὴ ἐπιστολῶν ἀναφερομένη εἰς τὴν καταβολὴν εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ τῶν ὀφειλομένων ποσῶν ἐξ ἀπαιτήσεων εἰς χρυσᾶ μάρκα ἐχουσῶν ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα.

2. Ἀνταλλαγὴ ἐπιστολῶν ἐπὶ τῆς ἑρμηνείας τῆς ρήτρας ἥτις ἀναφέρεται εἰς τὸ συμβόλαιον «Trusteeship».

3. Ἀνταλλαγὴ ἐπιστολῶν ἐπὶ ζητήματος ἑρμηνείας ἀναφερομένου εἰς τὴν 40ὴν Διαταγὴν ἐφαρμογῆς τοῦ Νόμου περὶ νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως.

4. Ἀνταλλαγὴ ἐπιστολῶν ἀναφερομένην εἰς ἐπιφύλαξίν τινα τῶν πιστωτῶν ἀφορῶσαν τὴν μετατροπὴν τῶν ἀπαιτήσεων ἀπέναντι δευτερευόντων ὀφειλετῶν καὶ τὴν δυνατότητα ἄρσεως τῆς ἐπιφυλάξεως ταύτης.

Ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ ὑποβάλωμεν ὑμῖν ἀντίγραφον τοῦ κειμένου τῆς Συμφωνίας εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ Γερμανικὴν καὶ τῶν τεσσάρων ἀνταλλαγεισῶν ἐπιστολῶν ἐπίσης εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ Γερμανικήν, ζητοῦντες ὅπως εὐαρεστηθῆτε νὰ ἐγκρίνητε ταῦτα ὅσον οἷόν τε τάχιον.

Θὰ εἴμεθα εὐτυχεῖς, ἐὰν ἡ Συμφωνία, ὡς καὶ αἱ τέσσαρες ἐπιστολαὶ αἵτινες ἀντηλλάγησαν, ἐπισυναφθῶσιν εἰς τὰ Παραρτήματα I, II καὶ IV τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν χρεῶν.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, κλπ.

(ὑπογραφὴ)
HERMANN J. ABS
Πρόεδρος τῆς Γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας τῶν Ἐξωτερικῶν Χρεῶν.

(ὑπογραφὴ)
N. LEGGETT
Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς Διαπραγματεύσεων «Β» τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ἐξωτερικῶν Γερμανικῶν Χρεῶν.

(Σημείωσις):

(1). Οἱ ὑπογράφοντες τὴν ἀνωτέρω ἐπιστολὴν ἀπεδέχθησαν ὅπως τὰ ἐν αὐτῇ ἀναφερόμενα κείμενα ἐπισυναφθῶσιν ὡς Παράρτημα VII εἰς τὴν Συμφωνίαν ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν Γερμανικῶν χρεῶν, ἀντὶ νὰ ἐπισυναφθῶσιν εἰς τὰ Παραρτήματα I, II καὶ IV, ὡς προβλέπεται εἰς τὴν τελευταίαν παράγραφον τῆς ἀνωτέρω ἀνακοινώσεως.

(2). Αἱ ἀνταλλαγεῖσαι ἐπιστολαί, αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὴν τελευταίαν παράγραφον τῆς ἀνακοινώσεως ταύτης συνεπτύχθησαν καὶ ἔχουσιν ἐπισυναφθῇ ἀποτελέσασαι τὸ Παράρτημα VII Α'.)

Συμφωνία περὶ ὁμολογιῶν εἰς χρυσᾶ Μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ παρουσιαζουσῶν ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα.

Λονδῖνον, 21 Νοεμβρίου 1952.

Δυνάμει τῶν ἐπιφυλάξεων, αἵτινες διετυπώθησαν εἰς τὸ ἄρθρον V, παράγραφος 3 τοῦ Παραρτήματος 4 καὶ τὸ ἄρθρον 6 τοῦ Παραρτήματος 6 τῆς τελικῆς Ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως τῶν χρεῶν τοῦ Λονδίνου καὶ τῆς κοινῆς ἐπιστολῆς ἥτις ἀπηυθύνθη ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας, κ. Hermann J. Abs καὶ τοῦ Sir Otto Niemeyer πρὸς τὴν Τριμερῆ Ἐπιτροπὴν τῶν Γερμανικῶν χρεῶν,

την 19ην Νοεμβρίου 1952, ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν εἰς χρυσᾶ μάρκα δανείων τῶν Γερμανικῶν Δημοτικῶν Ἀρχῶν, ἀποφασίζονται τὰ κατωτέρω :

1. Ἀναγνωρίζεται ὅτι τὰ δικαιώματα καὶ αἱ ἀπαιτήσεις αἵτινες ἀναφέρονται κατωτέρω παρουσιάζουσι ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα κατὰ τὴν ἔννοιαν τῶν ἀνωτέρω ἀναφερομένων διατάξεων.

2. Ἀπαιτήσεις εἰς χρυσᾶ μάρκα, εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ ἢ εἰς Reichsmark μετὰ δικαιώματος ἐπιλογῆς συναλλάγματος, πηγάζουσαι ἐξ ὑποχρεώσεων ἐκ δανείων συναφθέντων παρὰ Γερμανῶν ὀφειλετῶν καὶ ἐκδοθέντων ἢ τοποθετηθέντων εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως αἱ ὑποχρεώσεις αὗται :

(α) Ἀποτελῶσι δάνεια, τῶν ὁποίων οἱ ὅροι καθιστῶσι σαφὲς ὅτι ταῦτα προωρίζοντο ἀποκλειστικῶς νὰ τοποθετηθῶσιν ἢ διατεθῶσιν εἰς ξένας χώρας. Ὁσάκις ὁ τόκος ὑποχρεώσεώς τινος ἦτο ἀπηλλαγμένος φόρου ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος κεφαλαίου, ἡ ὑποχρέωσις θὰ θεωρῆται ὡς ἀποτελοῦσα μέρος δανείου ἀποκλειστικῶς προωρισμένου νὰ τοποθετηθῇ ἢ διατεθῇ εἰς ξένας χώρας.

β) Εἶναι κατὰ τοὺς ὅρους αὐτῶν τούτων τῶν ὑποχρεώσεων πληρωτέαι εἰς ξένας μόνον χώρας.

Πᾶν μέρος δανείου τινὸς διακρινόμενον τῶν ὑπολοίπων μερῶν αὐτοῦ, εἴτε ὡς ἐκ χαρακτηρισμοῦ του, εἴτε ὡς ἐκ τῆς ὑπαγωγῆς αὐτοῦ ἐν Γερμανίᾳ εἰς εἰδικὸν φορολογικὸν καθεστώς, εἴτε ὡς πρὸς τὴν τιμήν του θὰ θεωρῆται ἐπίσης ὡς δάνειον ὑπαγόμενον εἰς τὴν ἔννοιαν τῶν ἀνωτέρω παραγράφων (α) καὶ (β) πλὴν ἐὰν αἱ ὁμολογίαι τοῦ μέρους τούτου τοῦ δανείου ἀνεγράφοντο ἐπισήμως εἰς τὸ δελτίον τιμῶν Γερμανικοῦ τινος Χρηματιστηρίου πρὸ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1939.

3. Ἀπαιτήσεις εἰς χρυσᾶ μάρκα, εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ ἢ εἰς Reichsmark μετὰ δικαιώματος ἐπιλογῆς χρυσοῦ, ἀφορῶσαι δάνεια ἢ ἀπαιτήσεις προκυπτούσας ἐξ οἰκονομικῶν συναλλαγῶν, συναφθεισῶν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν παρὰ Γερμανῶν ὀφειλετῶν, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀπαιτήσεων τῆς κατηγορίας τῶν ἠγγυημένων δι' ὑποθήκης ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως :

(α) Ἔχῃ συμφωνηθῇ ρητῶς εἰς τὰς ἀρχικὰς ἐγγράφους συμφωνίας περὶ τοῦ χρέους ὅτι ἡ πληρωμὴ θὰ ἐγίνετο εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ὅτι ἁρμόδιον δικαστήριον θὰ ἦτο δικαστήριον εὑρισκόμενον εἰς ξένην τινὰ χώραν ἢ ὅτι τὸ χρέος θὰ ὑπήγετο εἰς ξένους Νόμους. καὶ

(β) Εἰς περίπτωσιν δανείων συναφθέντων μετὰ τὴν 31ην Ἰουλίου 1931, ὅπως τὰ δανεισθέντα χρηματικὰ ποσὰ ἔχωσι καταβληθῇ εἰς ξένον νόμισμα, εἰς ἐλεύθερα Reichsmark ἢ εἰς χρυσὸν ἢ ἔχωσιν ἀναληφθῇ ἐκ λογαριασμοῦ εἰς δεδεσμευμένα Reichsmark εἰς πίστωσιν τοῦ ὁποίου εἶχον ἀχθῇ καταθέσεις προερχόμεναι ἐκ τῆς ἀποτίσεως δανείου εἰς χρυσᾶ μάρκα ἢ εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ συναφθέντος εἰς τὸ ἐξωτερικὸν πρὸ τῆς 31 Ἰουλίου 1931, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὰ ποσὰ ἅτινα προέρχονται ἐκ λογαριασμοῦ εἰς Reichsmark ἔχωσι δοθῇ ἐκ νέου εἰς δάνειον ὑπὸ τοῦ Ἀλλοδαποῦ πιστωτοῦ εἰς ἕτερον Γερμανὸν ὀφειλέτην τῇ συναινέσει τῶν Γερμανικῶν ἀρχῶν ἐλέγχου συναλλάγματος καὶ ἔχει συμφωνηθῇ εἰς τὸ νέον τοῦτο δάνειον ρήτρα χρυσοῦ ἢ ρήτρα ἐπιλογῆς χρυσοῦ.

Δανείων τι ἢ πίστωσίς τις θὰ θεωρῆται ἐπίσης ὅτι ἔχει χορηγηθῇ ἐκ ξένης χώρας ἐὰν ὁ ὀφειλέτης ἐγνώριζε κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς συνάψεως τοῦ δανείου ὅτι Γερμανὸς πιστωτὴς ἐνεργῶν βάσει συμβολαίου «Trusteeship» δὲν ἦτο ἢ ἐντολοδόχος ἀλλοδαποῦ δανειστοῦ.

Δάνειόν τι ἢ πίστωσίς τις ἐὰν ἔχῃ χορηγηθῇ παρὰ Ἀλλοδαποῦ ἐντολοδόχου Γερμανοῦ τινὸς δανειστοῦ δὲν θὰ θεωρῆται ὡς πρᾶξις λαβοῦσα χώραν εἰς τὸ ἐξωτερικόν.

II. Μεταξὺ τῶν ἀπαιτήσεων καὶ δικαιωμάτων περὶ ὧν γίνεται μνεία εἰς τὴν παράγραφον I δὲν περιλαμβάνονται αἱ ἀπαιτήσεις τῶν ἀσφαλιστικῶν ἑταιριῶν καὶ τῶν ἀλλοδαπῶν πιστωτικῶν ἱδρυμάτων ἅτινα, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ γερμανικοῦ Νόμου ὑποχρεοῦνται νὰ καταρτίσωσιν ἰσολογισμοὺς εἰς τὸ νέον γερμανικὸν νόμισμα ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως γίνεται μνεία τῶν ἀπαιτήσεων εἰς τὸ ἐνεργητικὸν τοῦ ἰσολογισμοῦ τούτου.

III. (Τὸ κείμενον τῆς παραγράφου ταύτης, συνεφωνήθη ὑπὸ τῶν Μερῶν τὴν 12ην Φεβρουαρίου 1953). Εἰς τὴν περίπτωσιν ἐμπραγμάτων ἀκινήτων ἐξασφαλίσεων ἀλλοδαπῶν πιστωτῶν (ὑποθηκῶν, νομισματικῶν προνομίων καὶ ἐγγυήσεων «Grund-und Reutenschulden») συσταθεισῶν κατὰ τὴν 20ην Ἰουνίου 1948 εἰς ἐγγύησιν προσωπικῶν ἀπαιτήσεων καθοριζομένων εἰς τὸ συμβόλαιον, ἡ ἀρχικὴ μετατροπὴ θέλει ἐξακολουθήσε ἐφαρμοζομένη, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν κατωτέρω ἀναφερομένων διατάξεων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου περι νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως καὶ τῆς 40ῆς Διαταγῆς περὶ ἐφαρμογῆς τοῦ Νόμου τούτου, Ὁσάκις ἐμπράγματός τις ἐξασφάλισις ἐπὶ ἀκινήτων θὰ ἔχῃ μετατροπὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις ταύτας, εἰς διάφορον τιμὴν τῆς τοῦ 1 Deutschemark διὰ 1 Reichsmark, ἡ ἐγγύησις θέλει ἀποκατασταθῇ ὑπὲρ τοῦ πιστωτοῦ ὑπὸ τὴν μορφὴν ἐμπραγμάτου ἀκινήτου ἐξασφαλίσεως τῆς αὐτῆς ὀνομαστικῆς ἀξίας πρὸς τὴν ἐξασφάλισιν ἥτις ὑφίστατο τὴν 20ην Ἰουνίου 1948 (ἀφαιρουμένων τῶν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην ἐλαττώσεων) καὶ ἐχούσης τὴν αὐτὴν σειρὰν πρὸς τὴν προγενεστέραν ἐξασφάλισιν ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ σειρὰ αὕτη δύναται νὰ τηρηθῇ ἄνευ βλάβης τῶν ἐμπραγμάτων δικαιωμάτων ἄτινα τρίτοι τινὲς ἤθελον ἀποκτήσει ἐπὶ τῶν περὶ ὧν πρόκειται ἀκινήτων μεταξὺ τῆθ 21 Ἰουνίου 1948 καὶ τῆς 15 Ἰουλίου 1952. Ἐν ᾧ μέτρῳ τοιαῦτα δικαιώματα θὰ ἔχωσι κτηθῇ παρὰ τρίτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς χρονικῆς ταύτης περιόδου, θέλουσιν ἐφαρμοσθῇ αἱ κατωτέρω ἀρχαί. Αἱ λεπτομέρειαι αὐτῶν θέλουσι ρυθμισθῇ ὑπὸ τοῦ Γερμανικοῦ Νόμου :

(α) Ἐὰν θὰ ἔχῃ ἐπέλθῃ μεταβολὴ εἰς τὴν ἰδιοκτησίαν τοῦ ἀκινήτου, ἡ ἐκλείψασα ἐγγύησις δὲν θέλει ἀποκατασταθῇ ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ πιστωτοῦ, ὑπὸ τὴν μορφὴν ἐμπραγμάτου ἀκινήτου ἐξασφαλίσεως, ἢ ἐν ᾧ μέτρῳ τὸ ποσὸν τῆς ἐπιβληθείσης φορολογίας ἐπὶ τοῦ προκύψαντος κέρδους ἐκ τῆς μετατροπῆς τῶν ὑποθηκῶν (Hypothekengewinnabgabe), ἤθελεν ἔχει ἢ θέλει ἔχει ἐκπεσθῇ.

(β) Ὁσάκις τρίτος τις ἀπέκτησε ἕτερα ἐμπράγματα δικαιώματα ἐπὶ τῶν ἀκινήτων, ἡ ἐκλείψασα ἐγγύησις δὲν θέλει ἀποκατασταθῇ ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ πιστωτοῦ ἢ ὑπὸ τὴν μορφὴν ἐμπραγμάτου ἀκινήτου ἐξασφαλίσεως ἀμέσως ἑπομένης σειρᾶς. Οὐχ ἧττον, ὁσάκις τὸ ποσὸν τῆς ἐπιβληθείσης φορολογίας ἐπὶ τοῦ προκύψαντος κέρδους ἐκ τῆς μετατροπῆς τῶν ὑποθηκῶν (Hypothekengewinnabgabe) θέλει ἔχει ἐκπεσθῇ ἡ ἀποκαθισταμένη ἐξασφάλισις θέλει λάβει σειρὰν πρὸ τῶν κτηθέντων ὑπὸ τρίτου δικαιωμάτων, ἐν ᾧ μέτρῳ οὗτος θὰ ἔχῃ ἐπωφεληθῇ τῆς ἐκπτώσεως.

(γ) Εἰς πάντα πιστωτὴν οὗτινος ἡ ἀπαίτησις παρουσιάζει ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα θέλει δοθῇ προνόμιον ὡς πρὸς τὴν ὑποκατάστατον πίστωσιν ἥτις θὰ εἶχε δοθῇ εἰς τὸν ὀφειλέτην του, ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ ἐπ' ὠφελείᾳ αὐτοῦ συσταθεῖσα ἐμπράγματος ἀκίνητος ἐξασφάλισις δὲν θὰ δύναται νὰ ἀποκατασταθῇ εἰς τὴν προτέραν αὐτῆς σειρὰν ἢ εἰς τὸ πρότερον αὐτῆς ὕψος.

(δ) Ὁσάκις δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ δοθῇ εἰς τὸν πιστωτὴν ἐμπράγματος ἀκίνητος ἐξασφάλισις ἀνταποκρινομένη διὰ τοῦ ὕψους εἰς ἣν ἀνέρχεται αὕτη, πρὸς τὴν προτέραν ἐξασφάλισιν, ὁ ὀφειλέτης θὰ λάβῃ παρὰ τοῦ Δημοσίου ποσὸν ἐπιτρέπον εἰς αὐτὸν νὰ ἱκανοποιήσῃ τὴν ἀπαίτησιν ἐν ᾧ μέτρῳ αὕτη δὲν θὰ ἠδύνατο, λόγῳ τοῦ ἀδυνάτου ἀποκαταστάσεως τῆς ἀρχικῆς ἐξασφαλίσεως, νὰ καλυφθῇ ἐκ τῶν ὑπεγγύων οἰκονομικῶν ἀγαθῶν.

Συμφωνεῖται ὅτι ἀνάλογοι ἀρχαί, μὴ ἀγνοουμένων τῶν ἀναγκαιουσῶν προσαρμογῶν λόγῳ ἰδιορρύθμου τῆς τοπικῆς νομοθεσίας, θέλουσι ἐφαρμοσθῇ ἐν τῷ Δυτικῷ Βερολίνῳ, νοουμένου ὅτι τὰ ὑφιστάμενα δικαιώματα τῶν πιστωτῶν ἢ τὰ ἐπ' ὠφελείᾳ αὐτῶν προβλεπόμενα εἰς τὰς ἀνωτέρω διατάξεις δικαιώματα δὲν θὰ εἶναι δυνατὸν νὰ περιορισθῶσι.

IV. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἡ ἀναγνώρισις.. τοῦ ἰδιαζόντως ἐξωτερικοῦ χαρακτῆρος ὑπόκειται εἰς τὸν προκαταρκτικὸν ὅρον ὅπως ἡ ἀπαίτησις ἀνῆκε κατὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1945 εἰς πρόσωπον, ὅπερ τότε εἶχε τὴν ἰδιότητα ὑπηκόου πιστωτρίας τινὸς χώρας, ἢ τὸ ὁποῖον, χωρὶς νὰ εἶναι γερμανὸς ὑπήκοος, διέμενε εἰς πιστώτριαν τινα χώραν

Οσάκις ἀπαίτησίς τις ἢ ἐμπράγματος τις ἐξασφάλισις ἐπὶ ἀκινήτου ἀπετέλει τὴν ἐγγύησιν ἀπαιτήσεως ἥτις, τότε εὑρίσκετο εἰς τὴν κατοχὴν ἐντολοδόχου τινός, θέλει ληφθῇ ὑπ' ὄψιν οὐχὶ τὸ πρόσωπον τοῦ ἐντολοδόχου ἀλλὰ τὸ πρόσωπον τοῦ ἐντολέως. Πᾶν νομικὸν πρόσωπον θέλει θεωρεῖται ὡς ἔχον τὴν ἰδιότητα τοῦ ὑπηκόου τῆς χώρας συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τῆς ὁποίας ἔχει συσταθῇ.

Υ. Οἱ Ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν ἐζήτησαν ὅπως αἱ ἀπαιτήσεις τῶν ἀλλοδαπῶν πιστωτῶν ἀπέναντι δευτερευόντων ὀφειλετῶν (κατὰ τὸν ὁρισμὸν τοῦ Ἄρθρου 15 (παράγραφος 8) τοῦ Νόμου περὶ μετατροπῆς, ὡς ἐτροποποιήθη ὑπὸ τοῦ Νόμου 46 τῆς Ὑπάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς Amtsblatt 1951, Ἀρ. 46 σελὶς 756) ἄνευ ὅρως τοῦ περιορισμοῦ τῆς ἐφαρμογῆς αὐτοῦ εἰς τοὺς ὑπηκόους τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν) συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐμπραγμάτων ἀκινήτων ἐξασφαλίσεων αἵτινες συνεστήθησαν παρὰ τῶν δευτερευόντων τούτων ὀφειλετῶν, θεωρηθῶσι, εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ ἀπαιτήσεις εἶναι εἰς χρυσᾶ μάρκα, εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ ἢ εἰς Reichsmark μετὰ δικαιώματος ἐπιλογῆς χρυσοῦ, ὡς παρουσιάζουσαι ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα καὶ μετατραπῶσι εἰς τὴν τιμὴν τοῦ 1 χρυσοῦ μάρκου ἢ 1 Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ διὰ 1 Deutschemark. Ἡ γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεία ἀπήντησεν εἰς τὸ αἴτημα τοῦτο ὅτι αἱ ἀπαιτήσεις αὗται καὶ αἱ ἐμπράγματοι ἀκίνητοι ἐξασφαλίσεις ἔδει νὰ θεωροῦνται ἀπὸ τῆς ἀπόψεως τῆς ἐγγυήσεως, ἣν ὁ πρῶτος γερμανὸς ὀφειλέτης θὰ προέτεινε εἰς τὴν προσφορὰν ἣν οὗτος θὰ διετύπωνε εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ Διακανονισμοῦ χρεῶν τοῦ Λονδίνου.

Ἀπεφασίσθη ὅπως τὸ ζήτημα τοῦτο παραμείνει ἐν ἐκκρεμότητι **ἐν ἀναμονῇ** τῆς διευκρινίσεως τοῦ ζητήματος **τῶν ἐγγυήσεων τῶν ὑποχρεώσεων** τῶν ἀρχικῶν ὀφειλετῶν **ἰδιωτικοῦ δικαίου. Οἱ Ἀντιπρόσωποι** τῶν πιστωτῶν ἐπεφύλαξαν ἐν τούτοις, τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτήσωσι τὸν ὁριστικὸν διακανονισμὸν τῶν ὑποχρεώσεων τοῦ δευτερεύοντος ὀφειλέτου εἰς τὴν τιμὴν τοῦ 1 χρυσοῦ μάρκου. 1 Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ ἢ 1 Reichsmark μετὰ δικαιώματος ἐπιλογῆς χρυσοῦ δι' 1 Deutschemark εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ προσφερομένη ὑπὸ τοῦ πρωταρχικοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου ἐξασφάλισις δὲν θὰ ἦτο ἐπαρκής.

(ὑπογραφὴ) EHERMANN J. Abs
Πρόεδρος τῆς Γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη.

(ὑπογραφὴ) N.LEGGETT
Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς Διαπραγματεύσεως «Β» τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΥΙΙ Α

Υἱοθετηθεῖσαι διατάξεις ἀποβλέπουσαι εἰς τὴν διευκρίνισιν διαφόρων ζητημάτων ἀναφερομένων εἰς τὸ Παράρτημα ΥΙΙ.

ρὸς τὸν
Πρόεδρον τῆς Τριμεροῦς Ἐπιτροπῆς
29, Chesman Place—Λονδῖνον
Ἐν Λονδίνῳ τῇ 9 Φεβρουαρίου 1953.

Κύριε Πρόεδρε,

Ἡ ἐπιστολὴ ἡμῶν τῆς 21 Νοεμβρίου 1952 εἶχε ὡς συνημμένα 4 ἀνταλλαγείσας ἐπιστολὰς ἀπολβεπούσας εἰς τὴν διευκρίνισιν διαφόρων ζητημάτων ἀναφερομένων εἰς τὴν Συμφωνίαν τῆς 21 Νοεμβρίου 1952 ἐπὶ τῶν ὁμολογιῶν εἰς χρυσᾶ μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ, αἵτινες παρουσιάζουσιν ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα.

Ἐν πνεύματι ἁπλοποιήσεως διετυπώθη ἡ σκέψις ὅπως αἱ τέσσαρες αὗται ἀνταλλαγεῖσαι ἐπιστολαὶ συγχωνευθῶσι εἰς ἓν μόνον κείμενον ὅπερ θὰ προσηρτᾶτο εἰς τὴν προαναφερομένην Συμφωνίαν τῆς 21 Νοεμβρίου 1952. Κατελήξαμεν εἰς συμφωνίαν ἐπὶ τῆς διατυπώσεως τοῦ κειμένου τούτου καὶ ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ ἀποστείλωμεν, αὐτὸ ὑμῖν συνημμένως εἰς τὴν ἀγγλικὴν καὶ γερμανικὴν ζητοῦντες ὅπως, εὐαρεστηθῆτε νὰ τὸ ἐπισυνάψητε εἰς τὴν προμνησθεῖσαν Συμφωνίαν.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῆτε .....
(ὑπογραφὴ) Hermann J. Abs
(ὑπογραφὴ) Hermann J. Abs
Πρόεδρος τῆς γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη
(ὑπογραφὴ) N. J. Leggett
(ὑπογραφὴ) N. J. F. Leggett
Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς Διαπραγματεύσεων «Β» τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

Παράρτημα εἰς τὴν Συμφωνίαν τῆς 21 Νοεμβρίου 1952 ἐπὶ τῶν ὁμολογιῶν εἰς χρυσᾶ μάρκα ἢ εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ αἵτινες παρουσιάζουσιν ἰδιαζόντως ἐξωτερικὸν χαρακτῆρα.

Αἱ κατωτέρω διατάξεις ἀποτελοῦσι Παράρτημα εἰς τὴν Συμφωνίαν τῆς 21 Νοεμβρίου 1952 :

(1). Ἐπιβεβαιοῦται ὅτι τὰ ἀπαιτητέα ποσά, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν Παραρτημάτων 3 καὶ 4 εἰς τὴν Ἔκθεσιν τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν, διὰ τὰς ἀπαιτήσεις εἰς χρυσᾶ μάρκα, εἰς Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ ἢ εἰς Reichsmark μετὰ δικαιώματος ἐπιλογῆς χρυσοῦ θέλουσιν ὑπαχθῇ καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰς καταβολὰς εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ εἰς ἣν μεταχείρισιν θὰ ὑπήγοντο ἐὰν τὰ ποσὰ ταῦτα ἦσαν πληρωτέα εἰς μὴ γερμανικὸν νόμισμα εἰς ξένην χώραν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 11 παράγραφος 1 (α) τοῦ σχεδίου Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

(2). Συμφωνεῖται ὅτι ἡ ὕπαρξις συμβολαίου ἐπιτροπείας («Trusteeship») κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ τελευταίου ἐδαφίου τῆς παραγράφου 1 (2) τῆς Συμφωνίας τῆς 21 Νοεμβρίου 1952, δύναται νὰ ἀποδειχθῇ ὄχι μόνον διὰ τῆς προσαγωγῆς ἐγγράφου συμβολαίου ἢ ἐπιστολῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν «Trusteeship» ἀλλ' ἐξ ἴσου καὶ ἐκ τῆς μεταχειρίσεως ἧς ἔτυχε εἰς τὸ παρελθὸν ὁ ἀλλοδαπὸς δανειστὴς ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ πιστωτοῦ, ἐκ μέρους τῶν ἁρμοδίων γερμανικῶν ἀρχῶν ἐπὶ τοῦ θέματος τοῦ ἐλέγχου συναλλάγματος.

(3). Συμφωνεῖται ὅτι εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν ὑποθηκῶν (ἤτοι εἰς πᾶσαν περίπτωσιν πάσης 'Grundphandrechtt») εἰς ἐγγύησιν ἀπαιτήσεων εἰς μὴ γερμανικὸν νόμισμα μετατραπεισῶν συμφώνως πρὸς τὸ Ἄρθρον 1 παράγραφος 2, ἐδάφια 1, 2 καὶ 5 τῆς 40ῆς Διαταγῆς περὶ ἐφαρμογῆς τοῦ νόμου τῆς νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως εἰς τὴν τιμὴν τοῦ 1 Deutschemark διὰ 1 Reichsmark, 1 Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ ἢ 1 Reichsmark μετὰ δικαιώματος ἐπιλογῆς χρυσοῦ, ἡ μετατροπὴ εἶναι ὁριστική. Διὰ τὸν λόγον ἀκριβῶς τοῦτον ἡ Συμφωνία τῆς 21 Νοεμβρίου 1952 οὐδεμίαν περιλαμβάνει διάταξιν εἰδικῶς ὡς πρὸς τὸ ζήτημα τοῦτο.

(4). Κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου Υ τῆς Συμφωνίας τῆς 21 Νοεμβρίου 1952, οἱ πιστωταὶ ἐπεφύλαξαν εἰς ἑαυτοὺς τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτήσωσι τὸν ὁριστικὸν διακανονισμὸν τῆς μετατροπῆς τῶν ἀπαιτήσεων αὐτῶν ἀπέναντι δευτερευόντων πιστωτῶν (καὶ τῶν ἐμπραγμάτων ἀκινήτων ἐξασφαλίσεων αἵτινες ἐγγυῶνται ταύτας) εἰς τὴν τιμὴν τοῦ 1 Deutschemark διὰ 1 χρυσοῦ μάρκου. 1 Reichsmark μετὰ ἐγγυητικῆς ῥήτρας χρυσοῦ ἢ 1 Reichsmark μετὰ δικαιώματος ἐπιλογῆς χρυσοῦ, ὁσάκις ἡ προσφερομένη παρὰ τοῦ πρωταρχικοῦ ἰδιωτικοῦ γερμανοῦ ὀφειλέτου ἐξασφάλισις εἰς τὴν προσφορὰν αὐτοῦ διακανονισμοῦ δὲν φαίνεται ἐπαρκὴς εἰς τὸν πιστωτήν. Ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου ὁ Πρόεδρος τῆς Γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη, κ. Hermann J. Abs θέλει καταβάλει προσπάθειαν πρὸς ἀξιοποίησιν τῆς ἐπιρροῆς του ἐπὶ τῶν ἐπὶ περὶ ὧν πρόκειται πρωταρχικῶν ὀφειλετῶν ἵνα ἐπιτύχῃ ὅπως οὗτοι προβῶσι, πρὸς τοὺς ἀλλοδαποὺς αὐτῶν πιστωτάς, ἄνευ ἀναβολῆς εἰς προσφορὰς διακανονισμοῦ τοιούτας ὥστε ἡ ἀποδοχὴ αὐτῶν ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει νὰ θέσῃ τὸν πιστωτὴν εἰς ὀλιγώτερον εὐνοϊκὴν θέσιν ἐν συγκρίσει πρὸς ἐκείνην τὴν ὁποίαν ἐξασφαλίζει σήμερον εἰς αὐτὸν ἡ [illegible] Δι-

ταγὴ περὶ ἐφαρμογῆς τοῦ Νόμου περὶ νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως. Ἐὰν τοιαῦται προσφοραὶ διατυπωθῶσι καὶ γίνωσι ἀποδεκταί, ἀναμένεται ὅτι οἱ πιστωταὶ θέλουσιν ἀποσύρει τὴν ἐπιφύλαξιν τὴν ὁποίαν ἔχουσι διατυπώσει εἰς τὴν παράγραφον Ὑ ἐν σχέσει πρὸς τὴν μετατροπὴν τῶν ἀπαιτήσεων αὐτῶν ἀπέναντι τῶν ὑποκαταστάτων ὀφειλετῶν.

Καίτοι ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη ἐπιφύλαξις δὲν ἀφορᾷ ἢ τοὺς πιστωτὰς ὡς πρὸς τοὺς ὁποίους ἔχουσιν ἐφαρμογήν, ἡ 40ὴ Διαταγὴ περὶ ἐφαρμογῆς τοῦ Νόμου τῆς νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως καὶ τὸ Ἄρθρον 15 τοῦ ρηθέντος Νόμου (ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ Νόμου Ἀρ. 46) ἤτοι τοὺς πιστωτὰς τῶν χωρῶν αἵτινες εἶναι μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, νοεῖται, ὅτι, συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς περὶ μὴ διακρίσεως καὶ ἰσότητος μεταχειρίσεως ὅλων τῶν πιστωτῶν, ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη θέλει ἰσχύσει ἐξ ἴσου ὡς πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις ἀπέναντι ὑποκαταστάτων ὀφειλετῶν, προσώπων μὴ ἐχόντων τὴν ἰδιότητα ὑπηκόων χωρῶν αἵτινες εἶναι μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΥΙΙΙ

Ὑιοθετηθεῖσα ἑρμηνεία ἀφορῶσα τὴν παράγραφον (2) τοῦ Ἄρθρου 5 τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

Οὐδεμία τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (2) τοῦ Ἄρθρου 5 τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν θὰ δύναται νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς θίγουσα ὑφιστάμενα δικαιώματα, ἐκ τῆς νῦν ἰσχυούσης Νομοθεσίας εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας ἢ προβλεπόμενα εἰς συμφωνίαν τινα ὑπογραφεῖσαν μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ ἑνὸς ἢ πλειόνων ἑτέρων Μερῶν εἰς τὴν Συμφωνίαν ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν, πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς τελευταίας ταύτης Συμφωνίας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΧ.

Χάρτης τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν.

Ἄρθρον 1.

(1). Τὸ διαιτητικὸν Δικαστήριον τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν, κατωτέρω ἀποκαλούμενον «τὸ Δικαστήριον» ἀποτελεῖται ἐξ ὀκτὼ μονίμων μελῶν διοριζομένων ὡς ἀκολούθως:

(α) Τριῶν μελῶν διοριζομένων παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

(β) Ἑνὸς μέλους διοριζομένου παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.

(γ) Ἑνὸς μέλους διοριζομένου παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας.

(δ) Ἑνὸς μέλους διοριζομένου παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς.

(ε) Ἑνὸς Προέδρου καὶ ἑνὸς Ἀντιπροέδρου διοριζομένων ἀπὸ κοινοῦ παρὰ τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες ἔχουσι τὸ δικαίωμα διορισμοῦ τῶν λοιπῶν μονίμων μελῶν τοῦ Δικαστηρίου Ἐν ᾗ περιπτώσει αἱ Κυβερνήσεις αὗται δὲν θὰ εἶχον δυνηθῇ ἐντὸς τεσσάρων μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν (κατωτέρω ἀποκαλουμένης «τῆς Συμφωνίας») νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ τοῦ διορισμοῦ τοῦ Προέδρου καὶ τοῦ Ἀντιπροέδρου ἢ ἑνὸς μόνον ἐξ αὐτῶν, ὁ Πρόεδρος τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης θέλει προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν ἢ εἰς τοὺς διορισμούς, τῇ αἰτήσει τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἐνεργούσης δυνάμει τῆς ἐξουσίας ἥτις χορηγεῖται ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, διὰ τοῦ παρόντος Χάρτου.

(2). Ἐὰν εἷς τῶν διαδίκων ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου εἶναι ἓν ἐκ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, πλὴν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, Κυβερνήσεων, τὸ Μέρος τοῦτο ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διορίσῃ συμπληρωματικὸν μέλος συμπαρεδρεύον κατὰ τὴν περὶ ἧς πρόκειται ἐκδίκασιν.

(3). Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις τῆς Γερμανίας ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διορίσῃ συμπληρωματικὸν μέλος ὅπως συμπαρεδρεύσῃ εἰς πᾶσαν ἐκδίκασιν εἰς ἣν συμπαρεδρεύει ὡσαύτως συμπληρωματικὸν μέλος διοριζόμενον συμφώνως πρὸς τὴν παραγραφον (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

(4). Οἱ πρῶτοι διορισμοὶ μονίμων μελῶν τοῦ Δικαστηρίου θέλουσιν ἀνακοινωθῇ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας. Οἱ διορισμοὶ εἰς τὰς χηρευούσας θέσεις θὰ ἀνακοινοῦνται ἐντὸς τοῦ πρώτου μηνὸς τῆς χηρείας.

(5). Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, διορίζοντα συμπληρωματικόν τι μέλος εἰς ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, θέλουσιν ἀνακοινοῦ τὸν Διορισμὸν εἰς τὸ Δικαστήριον ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς εἰσαγωγῆς τῆς ὑποθέσεως διὰ τὴν ὁποίαν γίνεται ὁ διορισμός. Ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ διορισμὸς τοῦ συμπληρωματικοῦ τούτου μέλους δὲν ἤθελεν ἀνακοινωθῇ εἰς τὸ Δικαστήριον ἐντὸς τῆς προθεσμίας ταύτης, ἡ ὑπόθεσις θέλει ἐκδικασθῇ ἄνευ τῆς συμμετοχῆς συμπληρωματικῶν μελῶν.

(6). Ὁσάκις ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις τῆς Γερμανίας διορίζει συμπληρωματικόν τι μέλος κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, αὕτη θέλει κοινοποιεῖ τὸν διορισμὸν τοῦτον εἰς τὸ Δικαστήριον ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς λήψεως παρ' αὐτῆς τῆς κοινοποιήσεως τοῦ διορισμοῦ συμπληρωματικοῦ μέλους γενομένου κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου. Ἐν ᾗ περιπτώσει διορισμὸς συμπληρωματικοῦ μέλους γινόμενος παρὰ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως δὲν ἤθελε κοινοποιηθῇ εἰς τὸ Δικαστήριον ἐντὸς τῆς προθεσμίας ταύτης ἡ ὑπόθεσις θέλει ἐκδικασθῇ ἄνευ τῆς συμμετοχῆς τοῦ συμπληρωματικοῦ τούτου μέλους.

Ἄρθρον 2.

(1). Τὰ μόνιμα μέλη τοῦ Δικαστηρίου διορίζονται διὰ μίαν πενταετίαν. Ἡ ἐντολὴ αὐτῶν δύναται νὰ ἀνανεωθῇ.

(2). Εἰς περίπτωσιν θανάτου, παραιτήσεως ἢ κωλύματος εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων τῆς θέσεώς του, τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ Ἀντιπροέδρου, ὁ διάδοχος αὐτοῦ διορίζεται ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες ἔχουσι τὸ δικαίωμα διορισμοῦ τῶν μονίμων μελῶν τοῦ Δικαστηρίου. Ἐὰν αἱ Κυβερνήσεις αὗται δὲν δύνανται νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ τοῦ διορισμοῦ τοῦ διαδόχου τούτου ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς χηρείας, ὁ Πρόεδρος τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης θέλει παρακληθῇ νὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμόν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου (1) (ε) τοῦ Ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος Χάρτου.

(3). Εἰς τὴν περιπτωσιν καθ' ἣν μόνιμον τι μέλος ἐκτὸς τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ Ἀντιπροέδρου, ἀποβιοῖ, παραιτεῖται ἢ κωλύεται εἰς τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων τῆς θέσεώς του, ἡ Κυβέρνησις ἥτις εἶχε διορίσει αὐτὸ διορίζει τὸν διάδοχόν του ἐντὸς τῶν δύο πρώτων μηνῶν τῆς χηρείας. Ὁ διάδοχος οὗτος παραμένει ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων του καθ' ὅλον τὸν χρόνον ὅστις ἀπομένει πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἐντολῆς τοῦ μέλους εἰς ἀντικατάστασιν τοῦ ὁποίου ἔχει διορισθῇ.

(4). Ὁσάκις μόνιμόν τι μέλος κωλύεται προσωρινῶς νὰ παραστῇ εἰς τὰς συνεδριάσεις τοῦ Δικαστηρίου, ἡ Κυβέρνησις ἥτις ἔχει διορίσει αὐτὸ δύναται νὰ διορίσῃ ἀναπληρωματικὸν μέλος ὅπως ἀντικαταστήσῃ τοῦτο κατὰ τὴν ἀπουσίαν του.

(5). Τὸ Μόνιμον μέλος οὗτινος ἐξέπνευσεν ἡ ἐντολὴ ἢ τὸ ὁποῖον παραιτεῖται ὀφείλει οὐχ ἧττον νὰ ἐξακολουθήσῃ ἀσκῶν τὰ καθήκοντά του μέχρι τοῦ διορισμοῦ τοῦ διαδόχου αὐτοῦ. Μετὰ τὸν διορισμὸν τοῦτον, πλὴν ἐὰν ὁ Πρόεδρος ἤθελεν ἀποφασίσει ἄλλως, τοῦτο θέλει ἐξακολουθήσῃ νὰ ἀσκῇ τὰ καθήκοντά του εἰς τὰς ὑπὸ ἐκδίκασιν ὑποθέσεις ὑὲ τὰς ὁποίας εἶχεν ἀσχοληθῇ, μέχρι ὁριστικοῦ διακανονισμοῦ τῶν ὑποθέσεων τούτων.

(6). Οὐδὲν μόνιμον μέλος δύναται νὰ ἀνακληθῇ πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἐντολῆς αὐτοῦ, πλὴν κατόπιν συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον (1) τοῦ Ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος Χάρτου Κυβερνήσεων καὶ ἐὰν πρόκειται περὶ μέλους διορισθέντος παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης, τῇ συναινέσει τοῦ τελευταίου τούτου.

Ἄρθρον 3.

(1). Ἅπαντα τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου δέον νὰ συγκεντροῦν τὰ ἀπαιτούμενα προσόντα ὅπως διορισθῶσι εἰς τὰς οἰκείας αὐτῶν χώρας εἰς ὕπατα δικαστικὰ ἀξιώματα, ἢ νὰ εἶναι νομοδιδάσκαλοι ἢ ἄλλοι ἐμπειρογνώμονες ἔχοντες ἀνεγνωρισμένην ἁρμοδιότητα ἐπὶ θεμάτων διεθνοῦς δικαίου.

(2). Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου ὀφείλουσιν νὰ μὴ ζητῶσι οὔτε νὰ δέχωνται ὁδηγίας παρὰ οἱασδήποτε Κυβερνήσεως. Ταῦτα εἰς οὐδεμίαν δύνανται νὰ ἐπιδίδωνται δρᾶσιν ἀσυμβίβαστον πρὸς τὴν κανονικὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων αὐτῶν, οὔτε νὰ συμμετέχωσι εἰς διακανονισμὸν ὑποθέσεώς τινος μετὰ τῆς ὁποίας εἶχον ἀσχοληθῇ προγενεστέρως ὑπὸ ἄλλην τινα ἰδιότητα ἢ εἰς τὴν ὁποίαν ἔχουσιν ἄμεσον τι συμφέρον.

(3).—(α) Κατὰ τὴν διάρκειαν καὶ μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἐντολῆς των, τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου ἅτινα δὲν εἶναι γερμανικῆς ἐθνικότητος χαίρουσι δικαστικῆς ἀσυλίας διὰ τὰς πράξεις αὐτῶν ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των. Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου ἅτινα εἶναι γερμανικῆς ἐθνικότητος χαίρουσι τῆς αὐτῆς δικαστικῆς ἀσυλίας διὰ τὰς πράξεις αὐτῶν ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των ὡς οἱ δικασταὶ αἵτινες συμπαρεδρεύουσιν εἰς τὰ γερμανικὰ δικαστήρια ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

(β) Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου ἅτινα δὲν εἶναι γερμανικῆς ἐθνικότητος χαίρουσιν ἐπὶ τοῦ ὁμοσπονδιακοῦ ἐδάφους τῶν αὐτῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν αἵτινες προβλέπονται διὰ τὰ μέλη τῶν διπλωματικῶν ἀποστολῶν.

Ἄρθρον 4.

(1). Πᾶσα ὑπόθεσις ἀγομένη ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου ἐκδικάζεται ὑπ' αὐτοῦ εἰς συνεδρίασιν τῆς ὁλομελείας. Ἡ Συνεδρίασις τῆς ὁλομελείας περιλαμβάνει, κατ' ἀρχήν, ἅπαντα τὰ μόνιμα μέλη τοῦ Δικαστηρίου καὶ τὰ διοριζόμενα, ἐνδεχομένως διὰ ζητήματα ἢ εἰδικὰς διαφορὰς ὑποβαλλομένας εἰς τὸ Δικαστήριον, συμπληρωματικὰ μέλη. Οὐχ ἧττον, ὁ Πρόεδρος καὶ ὁ Ἀντιπρόεδρος δὲν δύνανται νὰ συμπαρεδρεύσωσι ταὐτοχρόνως. Πέντε μέλη ἀποτελοῦσι ἀπαρτίαν.

Εἰς τὴν Συνεδρίασιν τῆς ὁλομελείας δέον ἀπαραιτήτως νὰ λάβωσι μέρος:

α) Ὁ Πρόεδρος ἢ τούτου ἀπουσιάζοντος ὁ Ἀντιπρόεδρος

β) Ἴσος ἀριθμὸς μονίμων μελῶν διορισθέντων παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δηκοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ μονίμων μελῶν διορισθέντων παρὰ ἑτέρων Συμβαλλομένων Μερῶν.

γ) Ἐνδεχομένως τὰ συμπληρωματικὰ μέλη ἅτινα δικαιοῦνται νὰ συμπαρεδρεύσωσι.

2. Ἐν ἀπουσίᾳ τοῦ Προέδρου, ὁ Ἀντιπρόεδρος ἀναλαμβάνει τὰς ἐξουσίας καὶ ἀσκεῖ τὰ καθήκοντα τοῦ Προέδρου.

Ἄρθρον 5.

Ἡ ἕδρα τοῦ Δικαστηρίου θέλει ἐγκατασταθῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας εἰς τόπον ὅστις θέλει καθορισθῇ διὰ διοικητικῆς συμπληρωματικῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες δικαιοῦνται νὰ διορίσωσι μόνιμα μέλη τοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 6.

Κατὰ τὴν ἑρμηνείαν τῆς Συμφωνίας καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς, τὸ Δικαστήριον θέλει ἐφαρμόσει τοὺς γενικῶς παραδεδειγμένους κανόνας τοῦ διεθνοῦς δικαίου.

Ἄρθρον 7.

1. α) Αἱ ἐπίσημοι γλῶσσαι τοῦ Δικαστηρίου εἶναι ἡ γαλλική, ἡ ἀγγλικὴ καὶ ἡ γερμανική. Οὐχ' ἧττον, ὁ Πρόεδρος δύναται, τῇ συναινέσει τῶν μερῶν νὰ ἀποφασίσῃ ὅπως μία μόνον ἐξ αὐτῶν ἢ δύο ἐξ αὐτῶν χρησιμοποιηθῶσι κατὰ τὴν ἐκδίκασιν ὑποθέσεώς τινος.

β) Αἱ ἀποφάσεις τοῦ Δικαστηρίου θὰ ἐκδίδωνται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας.

2. Αἱ Κυβερνήσεις αἵτινες εἶναι μέρη εἰς διαφορὰν ὑποβαλλομένων εἰς τὸ Δικαστήριον ἀντιπροσωπεύωνται ὑπὸ πρακτόρων οἵτινες δύνανται νὰ ἔχωσι ὡς βοηθοὺς νομικοὺς συμβούλους.

3. Ἡ διαδικασία περιλαμβάνει φάσιν γραπτὴν καὶ φάσιν προφορικήν. Τῇ αἰτήσει τῶν μερῶν ἡ προφορικὴ διαδικασία δύναται νὰ καταργηθῇ.

4. Τὸ Δικαστήριον ἀποφαίνεται κατὰ πλειοψηφίαν. Αἱ ἀποφάσεις ἐκδίδονται ἐγγράφως, περιλαμβάνουσι δὲ, ἔκθεσιν πραγματικὴν γενγονότων καὶ δικαιολογητικόν. Εἰς αὐτὰς ἀναφέρονται καὶ αἱ ἐνδεχόμεναι γνῶμαί τῆς μειοψηφίας.

Ἄρθρον 8.

1, Αἱ ἀποδοχαὶ καὶ ἀποζημιώσεις τοῦ Προέδρου καὶ τοῦ Ἀντιπροέδρου βαρύνουσι κατὰ τὸ ἥμισυ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας τοῦ ἑτέρου ἡμίσεως κατανεμομένου ἐξ ἴσου μεταξὺ τῶε λοιπῶν Κυβερνήσεων αἵτινες ἔχουσι τὸ δικαίωμα διορισμοῦ μονίμων μελῶν.

2, Αἱ ἀποδοχαὶ καὶ ἀποζημιώσεις ἑνὸς ἑκάστου τῶν ἑτέρων μελῶν τοῦ Δικαστηρίου βαρύνουσι τὴν Κυβέρνησιν ἥτις διώρισεν αὐτό. Ἐν ᾗ περιπτώσει μέλος τι θὰ ἔχῃ διορισθῇ ὑπὸ πλειόνων Κυβερνήσεων, τὰ ἔξοδα ταῦτα θέλουσι κατανεμηθῇ κατὰ ἴσα μερίδια μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων.

3. Τὰ ἀναγκαιοῦντα ποσὰ εἰς τὰ λοιπὰ ἔξοδα τοῦ Δικαστηρίου θέλει παρέχει ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

4. Τὰ διοικητικὰ ζητήματα ἅτινα ἐνδιαφέρουσι τὸ Δικαστήριον, τὰ ἀκίνητα τὰ ὁποῖα θέλει διαθέσε. τοῦτο, ὁ διορισμὸς τοῦ προσωπικοῦ καὶ αἱ ἀποδοχαὶ του θέλουσι διακανονισθῇ διὰ διοικητικῆς συμπληρωματικῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες ἔχουσι δικαίωμα διορισμοῦ μονίμων μελῶν τοῦ Δικαστηρίου .

Ἄρθρον 9.

Τὸ Δικαστήριον θέλει θεσπίσει τοὺς ἰδίους δικονομικοὺς αὐτοῦ κανόνας ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ παρόντος χάρτου καὶ τῆς Συμφωνίας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Χ

Χάρτης τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς

Ἄρθρον 1.

(1). Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ (κατωτέρω ἀποκαλουμένη «ἡ Ἐπιτροπὴ») συνισταμένη πρὸς ἑρμηνείαν τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς Συμφωνίας τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν (κατωτέρω ἀποκαλουμένη «ἡ Συμφωνία») περιλαμβάνει τὰ 8 μόνιμα μέλη τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου ὅπερ συνιστᾶται κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ἄρθρου 28 τῆς Συμφωνίας, καὶ τὰ συμπληρωματικὰ μέλη ἅτινα δύνανται νὰ διορισθῶσι προσκαίρως κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων (2) καὶ (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου. Οὐχ' ἧττον, πᾶσα Κυβέρνησις διορίσασα ἕνα ἐκ τῶν μονίμων μελῶν τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου δύναται, ἀντὶ τοῦ διορισμοῦ τοῦ μονίμου τούτου μέλους, ὅπως συμπαρεδρεύσῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπήν, νὰ διορίσῃ ἕτερον πρόσωπον. (Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς τὰ ἔχοντα τὴν ἰδιότητα μονίμου μέλους τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου καὶ τὰ διοριζόμενα ἀντὶ τῶν μονίμων μελῶν τούτων ἀποκαλοῦνται κατωτέρω «μόνιμα μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς»).

(2). Ὁσάκις ἓν ἐκ τῶν διαδίκων μερῶν ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι εἴτε ἡ Κυβέρνησις πιστωτρίας τινὸς χώρας πλὴν τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες ἔχουσι τὸ δικαίωμα διορισμοῦ μονίμων μελῶν τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου, εἴτε πρόσωπον ἔχον τὴν ἰδιότητα ὑπηκόου ἢ διαμένον εἰς τὴν χώραν ταύτην, ἡ ἐνδιαφερομένη Κυβέρνησις δικαιοῦται νὰ διορίσῃ συμπληρωματικόν τι μέλος συμπαρεδρεῦον εἰς τὴν περὶ ἧς πρόκειται ἐκδίκασιν. Ἐὰν πλείονες τῆς μιᾶς Κυβερνήσεως εὑρίσκονται εἰς τὴν θέσιν ταύτην, αἱ Κυβερνήσεις αὗται δικαιοῦνται νὰ διορίσωσιν ἀπὸ κοινοῦ ἓν συμπληρωματικὸν μέλος.

(3). Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἔχει τὸ δικαίωμα διορισμοῦ συμπληρωματικοῦ μέλους συμπαρεδρεύοντος εἰς πᾶσαν ἐκδίκασιν ὑποθέσεως εἰς τὴν ὁποίαν, συμπαρεδρεύει ἐξ ἴσου συμπληρωματικὸν μέλος διορισθὲν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου.

(4). Ὁ διορισμὸς παντὸς μονίμου μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς, διορισθέντος ἀντὶ μονίμου τινὸς μέλους τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου θέλει κοινοποιεῖται εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βο-

ρείου Ἰρλανδίας ἐντὸς 2 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας. Οἱ διορισμοὶ εἰς κενουμένας θέσεις μελῶν διορισθέντων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης παραγράφου θέλουσι κοινοποιοῦνται ἐντὸς τοῦ πρώτου μηνὸς τῆς χηρείας.

(5). Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη, διορίζοντα συμπληρωματικόν τι μέλος κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, θέλουσι κοινοποιεῖ τὸν διορισμὸν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς εἰσαγωγῆς τῆς ὑποθέσεως διὰ τὴν ὁποίαν **γίνεται** ὁ διορισμός. Ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ διορισμὸς τοῦ συμπληρωματικοῦ τούτου μέλους δὲν ἤθελε κοινοποιηθῇ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐντὸς τῆς προθεσμίας ταύτης, ἡ ἐκδίκασις θέλει λάβει χώραν ἄνευ τῆς συμμετοχῆς συμπληρωματικῶν μελῶν.

(6) Ὁσάκις ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας διορίζει συμπληρωματικόν τι μέλος κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (3) τοῦ παρόντος Ἄρθρου αὕτη κοινοποιεῖ τὸν διορισμὸν τοῦτον εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς λήψεως ὑπ' αὐτῆς τῆς κοινοποιήσεως περὶ διορισμοῦ συμπληρωματικοῦ μέλους διορισθέντος κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου. Ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ διορισμὸς συμπληρωματικοῦ μέλους διορισθέντος παρὰ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας δὲν ἤθελε κοινοποιηθῇ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐντὸς τῆς προθεσμίας ταύτης, ἡ ἐκδίκασις θέλει λάβει χώραν ἄνευ τῆς συμμετοχῆς τοῦ συμπληρωματικοῦ τούτου μέλους.

Ἄρθρον 2.

Τὰ μόνιμα μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς θέλουσιν ὑπαχθῇ, ὅσον ἀφορᾷ τὴν διάρκειαν καὶ τὴν ἀνανέωσιν τῆς ἐντολῆς αὐτῶν, τὸν διορισμὸν τῶν διαδόχων αὐτῶν ἢ τῶν ἀναπληρωτῶν των, τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων των κατόπιν παραιτήσεως ἢ ἐκπνοῆς τῆς ἐντολῆς των καὶ τὴν ἀνάκλησίν των, εἰς τοὺς κανόνας οἵτινες προβλέπονται διὰ τὰ μόνιμα μέλη τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου εἰς τὸ ἄρθρον 2 τοῦ Χάρτου τοῦ Δικαστηρίου τούτου (Παράρτημα ΙΧ τῆς Συμφωνίας).

Ἄρθρον 3.

(1). Ἅπαντα τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς δέον νὰ συγκεντρώνουσι τὰ προσόντα ἅτινα ἀπαιτοῦνται εἰς τὰς οἰκείας αὐτῶν χώρας ὅπως διορισθῶσι εἰς ἀνώτερα δικαστικὰ ἀξιώματα ἢ νὰ εἶναι νομοδιδάσκαλοι ἢ ἕτεροι ἐμπειρογνώμονες ἔχοντες ἀνεγνωρισμένην ἁρμοδιότητα ἐπὶ ζητημάτων διεθνοῦς δικαίου.

(2). Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ὀφείλουσι νὰ μὴ ζητῶσι οὔτε νὰ δέχωνται ὁδηγίας παρὰ Κυβερνήσεώς τινος δὲν δύνανται νὰ ἐπιδίδωνται εἰς δραστηριότητά τινα ἀσυμβίβαστον πρὸς τὴν κανονικὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων αὐτῶν οὔτε νὰ συμμετέχωσι εἰς τὸν διακανονισμὸν ὑποθέσεώς τινος μὲ τὴν ὁποίαν, εἴχον ἀσχοληθῇ προγενεστέρως ὑπὸ ἄλλην τινὰ ἰδιότητα ἢ εἰς τὴν ὁποίαν ἔχουσι ἄμεσόν τι συμφέρον.

(3).—(α) Κατὰ τὴν διάρκειαν καὶ μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἐντολῆς αὐτῶν, τὰ μέλη τῆς Ἐπ τροπῆς ἅτινα δὲν εἶναι γερμανικῆς ἐθνικότητος χαίρουσι δικαστικῆς ἀσυλίας διὰ τὰς πράξεις των ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων αὐτῶν. Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἅτινα εἶναι γερμανικῆς ἐθνικότητος χαίρουσι τῆς αὐτῆς δικαστικῆς ἀσυλίας διὰ τὰς πράξεις αὐτῶν ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, ὡς καὶ οἱ δικασταὶ οἵτινες συμπαρεδρεύουσι εἰς τὰ γερμανικὰ Δικαστήρια ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

(β) Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἅτινα δὲν εἶναι γερμανικῆς ἐθνικότητος χαίρουσι ἐπὶ τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ ἐδάφους τῶν αὐτῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν αἵτινες προβλέπονται διὰ τὰ μέλη τῶν διπλωματικῶν ἀποστολῶν.

Ἄρθρον 4.

Πᾶσα ὑπόθεσις ἀγομένη ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκδικάζεται παρὰ τριῶν μονίμων μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς καί, ἐν ᾗ περιπτώσει ἔχουσι διορισθῇ συμπληρωματικὰ μέλη διὰ τὴν ὑπόθεσιν, καὶ παρὰ τῶν συμπληρωματικῶν τούτων μελῶν. Τὰ μόνιμα μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἅτινα συμπαρεδρεύουσιν εἰς τὴν ἐκδίκασιν εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

(α) Εἷς Πρόεδρος, ὅστις εἶναι εἴτε ὁ Πρόεδρος τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου εἴτε, ἐν ἀπουσίᾳ αὐτοῦ ἢ κατόπιν ὁδηγιῶν, αὐτοῦ, ὁ Ἀντιπρόεδρος τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου.

(β) Ἓν μέλος διοριζόμενον παρὰ τοῦ Προέδρου μεταξὺ τῶν μονίμων μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ἅτινα ἔχουσι διορισθῇ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

(γ) Ἓν μέλος διοριζόμενον παρὰ τοῦ Προέδρου μεταξὺ τῶν ἑτέρων μονίμων μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, διασαφηνιζομένου ὅτι εἰς πᾶσαν ἐκδίκασιν εἰς τὴν ὁποίαν ἓν τῶν διαδίκων μερῶν εἶναι :

ι) εἴτε ἡ Κυβέρνησις πιστωτρίας τινὸς χώρας ἐκ τῶν δικαιουμένων νὰ διορίσωσι μόνιμον μέλος.

ιι) εἴτε πρόσωπον ἔχον τὴν ἰδιότητα ὑπηκόου ἢ διαμένον εἰς τοιαύτην χώραν τὸ μόνιμον μέλος ὅπερ ἔχει διορισθῇ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης συμπαρεδρεύει εἰς τὴν περὶ ἧς πρόκειται ἐκδίκασιν. Ὁσάκις πλείονα τοῦ ἑνὸς μόνιμα μέλη δικαιοῦνται νὰ ἐπικαλεσθῶσι τὴν προηγουμένην διάταξιν, ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς ὁρίζει ποῖον ἐξ αὐτῶν θέλει συμπαρεδρεύσει εἰς τὴν ἐκδίκασιν.

Ἄρθρον 5.

Ἡ ἕδρα τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἡ αὐτὴ πρὸς τὴν ἕδραν τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 6.

Κατὰ τὴν ἑρμηνείαν τοῦ Ἄρθρου ΙΥ τῆς Συμφωνίας ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἐφαρμόσει τοὺς γενικοὺς παραδεδεγμένους κανόνας τοῦ διεθνοῦς δικαίου.

Ἄρθρον 7.

(1). (α) Αἱ ἐπίσημοι γλῶσσαι τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἡ γαλλική, ἡ ἀγγλικὴ καὶ ἡ γερμανική. Οὐχ ἧττον, ὁ Πρόεδρος δύναται τῇ συναινέσει τῶν μερῶν, νὰ ἀποφασίσῃ ὅπως μία ἐξ αὐτῶν ἢ δύο ἐξ αὐτῶν χρησιμοποιηθῶσι κατὰ τὴν ἐκδίκασιν ὑποθέσεώς τινος.

(β) Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκδίδονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας.

(2). Αἱ Κυβερνήσεις αἵτινες εἶναι μέρη εἰς ὑπόθεσιν ὑποβαλλομένην εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἀντιπροσωπεύονται ἐνώπιον αὐτῆς παρὰ πρακτόρων οἵτινες δύνανται νὰ ἔχωσι ὡς βοηθοὺς συμβούλους, οἱ ἰδιῶται δύνανται νὰ ἀντιπροσωπευθῶσι παρὰ συμβούλων.

(3). Ἡ διαδικασία περιλαμβάνει μίαν φάσιν γραπτῶν καὶ μίαν προφορικήν. Ἡ προφορικὴ διαδικασία δύναται νὰ καταργηθῇ τῇ αἰτήσει τῶν μερῶν.

(4). Ἡ Ἐπιτροπ ἀπ φαίνεται κατὰ πλειοψηφίαν, αἱ ἀποφάσεις αὐτῆς ἐκδίδονται ἐγγράφως, καὶ περιλαμβάνουσιν ἔκθεσιν πραγματικῶν γεγονότων καὶ δ καιολογητικόν αὗται ἀναφέρουσι ἐξ ἴσου τὰς ἐν σχομένας γνώμας τῆς μειονοψηφίας.

(5). Εἰς πᾶσαν ὑπόθεσιν, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ παραπέμψῃ εἰς τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον πρὸς λῆψιν ἀποφάσεως πᾶν ζήτημα ὅπερ θεωρεῖ ὡς ζήτημα θεμελιώδους σημασίας διὰ τὴν ἑρμηνείαν τοῦ Παραρτήματος ΙΥ τῆς Συμφωνίας. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ἡ Ἐπιτροπὴ ἀναστέλλει τὴν διαδικασίαν ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀποφάσεως τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου.

(6). Πᾶν μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ὅπερ ἀσκεῖ προσφυγὴν ἐναντίον ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς ἐνώπιον τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου (7) τοῦ Ἄρθρου 31 τῆς Συμφωνίας, ὀφείλει, νὰ κοινοποιήσῃ τὴν προσφυγὴν εἰς τὴν Ἐπιτροπήν.

(7). Ἐκτὸς ἀντιθέτου ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς, ἕκαστον τῶν διαδίκων μερῶν καταβάλλει τὰς ἰδίας αὐτοῦ δαπάνας.

Ἄρθρον 8.

(1). Αἱ ἀποδοχαὶ καὶ ἀποζημιώσεις ἑκάστου μονίμου μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς διοριζομένου ἀντὶ μονίμου τινὸς μέλους τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου ὡς καὶ παντὸς προσθέτου μέλους βαρύνουσι τὴν Κυβέρνησιν ἢ τὰς Κυβερνήσεις οἵτινες διώρισαν αὐτό.

(2). Τὸ ποσὸν τῶν δικαστικῶν ἐξόδων ἅτινα εἶναι πληρωτέα ὑπὸ τῶν διαδίκων θέλει καθορισθῇ διὰ διοικητικῆς

συμπληρωματικῆς ἀποφάσεως μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες ἔχουσι τὸ δικαίωμα διορισμοῦ μονίμων μελῶν τοῦ Διαιτητικοῦ Διακστηρίου.

(3). Ἅπαντα τὰ λοιπὰ ἔξοδα τῆς Ἐπιτροπῆς ἅτινα δὲν καλύπτονται ὑπὸ τῶν δικαστικῶν ἐξόδων βαρύνουσι τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας.

(4). Καθόσον ἀφορᾷ τὴν διοίκησιν, τὰ ἀκίνητα καὶ τὸ προσωπικόν, ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει προσφύγῃ εἰς τὰ διοικητικὰ χρηματικὰ μέσα ἅτινα ἔχει εἰς τὴν διάθεσίν του τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον. Περὶ τῶν ἀναγκαιούντων εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν εἰδικῶν διοικητικῶν μέτρων θέλει προβλέψει ἡ συμπληρωματικὴ διοικητικὴ Συμφωνία περὶ ἧς γίνεται λόγος εἰς τὴν παράγραφον (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 9.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἀποφασίσει ἐπὶ τῶν δικονομικῶν αὐτῆς κανονισμῶν ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ παρόντος Χάρτου καὶ τῆς Συμφωνίας.

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟΝ Α'.

Ἀνταλλαγὴ ἐπιστολῶν ἐκ τῶν ὁποίων ἀποτελεῖται ἡ ἀπὸ 6 Μαρτίου 1951 Συμφωνία μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

Α'. Ἐπιστολὴ τοῦ Καγκελλαρίου τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας πρὸς τὸν Πρόεδρον τῆς Ὑπάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐν Βόννῃ, τῇ 6ῃ Μαρτίου 1951

Κύριε Ὕπατε Ἁρμοστά,

Ἀπαντῶν εἰς τὴν ὑμετέραν ἐπιστολὴν τῆς 23 Ὀκτωβρίου 1950, ἔχω τὴν τιμὴν ν' ἀνακοινώσω ὑμῖν τὰ ἀκόλουθα :

I.

Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία ἐπιβεβαιοῖ διὰ τῆς παρούσης ὅτι εὐθύνεται διὰ τὰ προπολεμικὰ ἐξωτερικὰ χρέη τοῦ Γερμανικοῦ Reich συμπεριλαμβανομένων τῶν χρεῶν τῶν ὑπολοίπων συγκεκροτημένων σωμάτων ἅτινα θέλουσιν ἀναγνωρισθῇ μεταγενεστέρως ὡς ἀποτελοῦντα ὑποχρεώσεις τοῦ Reich, ὡς καὶ τῶν τόκων καὶ ἄλλων σαφῶν τίτλων ἐκδοθέντων παρὰ τῆς Αὐστριακῆς Κυβερνήσεως ἐν ᾧ μέτρῳ τοιοῦτοι τόκοι καὶ τοιαῦτα βάρη ἠδύναντο νὰ ἀπαιτηθῶσι μετὰ τὴν 12ην Μαρτίου 1938 καὶ πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945.

Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις φρονεῖ ὅτι κατὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ τρόπου τῶν διενεργηθησομένων πληρωμῶν παρὰ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας διὰ τὰς ὑποχρεώσεις ταύτας καὶ τοῦ ὕψους αὐτῶν, θέλουσι ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ἡ γενικὴ αὐτῆς κατάστασις, ἰδιαιτέρως δὲ αἱ συνέπειαι τοῦ περιορισμοῦ τῆς ἐδαφικῆς αὐτῆς ἁρμοδιότητος καὶ ἡ ἱκανότης αὐτῆς τοῦ διενεργεῖν πληρωμάς.

II.

Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις δηλοῖ ὅτι ἀναγνωρίζει κατ' ἀρχὴν τὰ χρέη ἅτινα πηγάζουσι ἐκ τῆς οἰκονομικῆς βοηθείας ἥτις ἐδόθη εἰς τὴν Γερμανίαν ἀπὸ τῆς 8ης Μαΐου 1954, ἐφ' ὅσον τὰ χρέη ταῦτα δὲν εἶναι ἤδη ἀνεγνωρισμένα διὰ τῆς συμφωνίας οἰκονομικῆς συνεργασίας ἥτις συνήφθη τὴν 15ην Δεκεμβρίου 1949 μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν ἢ διὰ τὰ ὁποῖα ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία δὲν ἀνέλαβε ἤδη εὐθύνην διὰ τοῦ Ἄρθρου 133 τοῦ βασικοῦ νόμου. Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θεωρεῖ ἐνδεδειγμένον νὰ διακανονίσῃ τὰ ζητήματα τὰ ὁποῖα ἀφορῶσι τὴν ἀναγνώρισιν καὶ τὴν ρύθμισιν τῶν χρεῶν τούτων διὰ διμερῶν συμφωνιῶν μετὰ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Κρατῶν ἅτινα συνέβαλον εἰς τὴν οἰκονομικὴν βοήθειαν, βάσει τοῦ ὑποδείγματος τῆς συμφωνίας τῆς 15ης Δεκεμβρίου 1949 ἥτις συνήφθη μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν. Αὕτη θεωρεῖ ὡς παραδεδεγμένον ὅτι αἱ συμφωνίαι αὗται θὰ περιλαμβάνωσι ρήτραν περὶ διαιτησίας εἰς περίπτωσιν διαφωνίας. Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις εἶναι ἑτοίμη νὰ ἀρχίσῃ ἄνευ ἀναβολῆς διαπραγματεύσεις μετὰ τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων ἐπὶ τοῦ θέματος τῆς συνάψεως τῶν συμφωνιῶν τούτων.

III.

Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις ἐκφράζει τὴν ἐπιθυμίαν αὐτῆς ὅπως ἐπαναλάβῃ τὰς καταβολὰς τοῦ ἐξωτερικοῦ γερμανικοῦ χρέους. Αὕτη θεωρεῖ ὡς συμπεφωνημένα μεταξὺ αὐτῆς καὶ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας τὰ ἀκόλουθα :

«Πρὸς τὸ συμφέρον τῆς ἀποκαταστάσεως τῶν κανονικῶν οἰκονομικῶν σχέσεων μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ τῶν ἄλλων χωρῶν, ἐνδείκνυται ὅπως λάβῃ χώραν τὸ ταχύτερον ἡ ἐπεξεργασία σχεδίου πληρωμῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν διακανονισμὸν τῶν ὑφισταμένων δημοσίων καὶ ἰδιωτικῶν ἀπαιτήσεων ἐναντίον τῆς Γερμανίας καὶ τῶν ὑπηκόων αὐτῆς.

Αἱ ἐνδιαφερόμεναι Κυβερνήσεις, συμπεριλαμβανομένης τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας, οἱ πιστωταὶ καὶ ὀφειλέται δέον νὰ λάβωσι μέρος εἰς τὴν ἐπεξεργασίαν τοῦ σχεδίου τούτου.

Τὸ σχέδιον πληρωμῶν δέον νὰ πραγματεύεται κατὰ κύριον λόγον περὶ τῶν ἀπαιτήσεων ἐκείνων ὧν ὁ διακανονισμὸς δύναται νὰ συντελέσῃ εἰς τὴν ἐξομάλυνσιν τῶν οἰκονομικῶν καὶ δημοσιονομικῶν σχέσεων μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ τῶν λοιπῶν χωρῶν. Εἰς τοῦτο θέλει ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ἡ γενικὴ Οἰκονομικὴ κατάστασις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ κυρίως, ἡ ἀνάπτυξις τῶν βαρῶν της καὶ ἡ μείωσις τοῦ οἰκονομικοῦ αὐτῆς πλούτου. Τὸ σχέδιον δέον νὰ μὴ ἔχῃ γενικῶς ὡς συνέπειαν τὴν ἀνατροπὴν τῆς ἰσορροπίας τῆς γερμανικῆς οἰκονομίας δι' ἀνεπιθυμήτων ἀνταναπλάσεων ἐπὶ τῆς ἐσωτερικῆς δημοσιονομικῆς καταστάσεως, οὔτε νὰ θίξῃ πέραν τοῦ δέοντος τὰς ὑφισταμένας νῦν ἢ τὰς μελλούσας γερμανικὰς πηγὰς συναλλάγματος. Τὸ σχέδιον δέον ἐπίσης νὰ μὴ αὐξήσῃ αἰσθητῶς τὰ δημοσιονομικὰ βάρη ἅτινα φέρει μία οἱαδήποτε ἐκ τῶν Δυνάμεων κατοχῆς.

Αἱ ἐνδιαφερόμεναι Κυβερνήσεις θὰ δύνανται, διὰ πάντα τὰ ζητήματα ἅτινα προκύπτουσι ἐκ τῶν διαπραγματεύσεων ἐπὶ τοῦ σχεδίου πληρωμῶν ἢ εἰς τὴν ἱκανότητα πρὸς πληρωμήν, νὰ ζητήσωσι τὴν γνώμην ἐμπειρογνωμόνων.

Τὰ κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαπραγματεύσεων ἐπιτευχθησόμενα ἀποτελέσματα δέον νὰ ἀποτελέσωσι τὸ ἀντικείμενον συμφωνιῶν. Ἐννοεῖται ὅτι τὸ σχέδιον θὰ ἔχῃ χαρακτῆρα καθαρῶς προσωρινὸν καὶ θὰ ὑπόκειται εἰς ἀναθεώρησιν εὐθὺς ὡς ἤθελεν ἀποκατασταθῇ ἡ γερμανικὴ ἑνότης καὶ ἤθελε καταστῇ δυνατὸς ὁριστικός τις διακανονισμὸς τῆς εἰρήνης.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῆτε Κύριε Ὕπατε Ἁρμοστά, τὴν ἔκφρασιν τῆς ἐξαιρέτου μου ὑπολήψεως.

(ὑπογραφὴ ADENAUER

Β'. Ἀπάντησις τῆς Ὑπάτης Συμμαχικῆς Ἁρμοστείας πρὸς τὸν Καγκελλάριον τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.

6 Μαρτίου 1951

Κύριε Καγκελλάριε,

Εἰς ἀπάντησιν τῆς ἐπιστολῆς ὑμῶν τῆς 6 Μαρτίου 1951, ἥτις ἀφορᾷ τὰ γερμανικὰ χρέη, ἔχομεν τὴν τιμήν, ἐξ ὀνόματος τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, νὰ λάβωμεν σημείωσιν τῶν ὑποχρεώσεων τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὴν εὐθύνην τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ὡς πρὸς τὰ ἐξωτερικὰ προπολεμικὰ χρέη τοῦ γερμανικοῦ Reich καὶ τὸ χρέος ὅπερ πηγάζει ἐκ τῆς οἰκονομικῆς βοηθείας ἥτις ἐδόθη εἰς τὴν Γερμανίαν ὑπὸ τῶν τριῶν Κυβερνήσεων ἀπὸ τῆς 8ης Μαΐου 1945.

Καθόσον ἀφορᾷ τὴν προτεραιότητα τῶν ὑποχρεώσεων αἵτινες ἀπορρέουσι ἐκ τῆς οἰκονομικῆς μεταπολεμικῆς βοηθείας, εἴμεθα ἐξουσιοδοτημένοι νὰ δηλώσωμεν ὅτι οἱ τρεῖς Κυβερνήσεις δὲν ἔχουσι τὴν πρόθεσιν νὰ κάμωσι χρῆσιν τῆς προτεραιότητος ταύτης εἰς τρόπον ὥστε , τοῦτο νὰ πα-

ρεμποδίση τὸν διακανονισμὸν τῶν ἀλλοδαπῶν ἀπαιτήσεων αἵτινες προκύπτουσι ἐξ ἐμπορικῶν συναλλαγῶν μετὰ τὴν 8ην Μαΐου 1945 καὶ εἶναι οὐσιώδεις εἰς τὴν οἰκονομικὴν ἀνόρθωσιν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας.

Καθόσον ἀφορᾷ τὴν ἀναγραφὴν ρήτρας διαιτησίας εἰς τὰς συμφωνίας αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὰ χρέη τὰ ὁποῖα πηγάζουσιν ἐκ τῆς μεταπολεμικῆς οἰκονομικῆς βοηθείας, αἱ τρεῖς Κυβερνήσεις θὰ εἶναι διατεθειμέναι, διαπραγματευόμεναι τὰς συμφωνίας ταύτας νὰ ἐξετάσωσι, ἐὰν εἶναι ἐνδεδειγμένον νὰ καταχωρηθῇ εἰς αὐτὰς τοιαύτη τις ρήτρα διὰ τὰ ζητήματα ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα θὰ ἦτο δυνατὸν ὠφελίμως νὰ διακανονισθῶσι διὰ τοιαύτης τινὸς διαδικασίας.

Ἐπίσης, ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ ἐπιβεβαιώσωμεν, ἐξ ὀνόματος τῶν τριῶν Κυβερνήσεων, τὴν ἀντίληψιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως, ὡς αὕτη διατυποῦται εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ Ἄρθρου 1 καὶ εἰς τὸ Ἄρθρον ΙΙΙ τῆς ἐπιστολῆς τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος. Αἱ Κυβερνήσεις ἡμῶν ἐπεξεργάζονται ἤδη προτάσεις ὁδηγούσας εἰς σύστημα διακανονισμοῦ. προβλέπεται εἰς τάύτας ἡ συμμετοχὴ εἰς αὐτὸν καὶ ἀλλοδαπῶν π.στωτῶν, τῶν γερμανῶν ὀφειλετῶν καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως. Αἱ προτάσεις αὗται θὰ τείνουσι πρὸς γενικὸν τινὰ καὶ ἐπιμελῆ διακανονισμὸν τῶν προπολεμικῶν, ἐναντίον τῆς Γερμανίας καὶ τῶν γερμανῶν ὀφειλετῶν, ἀπαιτήσεων ὡς καὶ τῶν ἀπορρεόντων ἐκ τῆς μεταπολεμικῆς οἰκονομικῆς βοηθείας χρεῶν· ὁ διακανονισμὸς οὗτος δέον νὰ ἐξασφαλίζῃ ὀρθὴν καὶ δικαίαν μεταχείρισιν ὅλων τῶν περὶ ὧν πρόκειται συμφερόντων, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως. Προβλέπεται ὅπως ὁ διακανονισμὸς ὅστις ἀέλει προκύψει ἐκ τούτων ἀποτελέσει πολυμερῆ συμφωνίαν· θὶ διμερεῖς συμφωνίαι αἵτινες δυνατὸν νὰ θεωρηθῶσι ἀναγκαῖαι θέλουσι συναφθῇ ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ σχεδίου διακανονισμοῦ. Εὐθὺς ὡς αἱ προτάνεις αὐτῶν θὰ ἔχουσι καταρτισθῇ, αἱ τρεῖς Κυβερνήσεις θέλουσιν ἀνακοινῶσι ταύτας εἰς τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Κυβέρνησιν καὶ εἰς τὰς λοιπὰς ἐνδιαφερομένας Κυβερνήσεις. αὗται θέλουσι συζητήσει μετ' αὐτῶν ἐπὶ τῶν προτάσεων ὡς καὶ περὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας ἐπὶ τοῦ θέματος.

Ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσωμεν ὅτι αἱ τρεῖς ἡμῶν Κυβερνήσεις θεωροῦσι ὅτι ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη ἐπιστολὴ τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος ὡς καὶ ἡ παροῦσα ἐπιστολή, ἀποτελοῦσι συμφωνίαν τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, ἀφ' ἑνός, καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας, ἀφ' ἑτέρου, ἐπὶ τῶν ζητημάτων ἅτινα σχετίζονται πρὸς τὰ γερμανικὰ χρέη εἰς τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται αἱ ἐπιστολαί αὗται. Αἱ ἐπιστολαὶ συνετάχθησαν εἰς τὴν γαλλικήν, ἀγγλικὴνκαὶ γερμανικὴν γλῶσσαν, ἑκάστου κειμένου ὄντοςἐξ ἴσου αὐθεντικοῦ.

(Ὑπογραφαὶ)

JOHN J. MCCLOY
Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς.

A. FRACOIS-PONCET
Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας

IUONE KIRKPATRICK
Διᾶ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας.

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟΝ Β.

Ἔκθεσις τῆς Συνδιασκέψεως τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν (ἄνευ τῶν συνημμένων αὐτῆς).

Λονδῖνον, Φεβρουάριος—Αὔγουστος 1952

Ι. Εἰσαγωγή.

1. Ἡ Διεθνὴς Συνδιάσκεψις τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν, συνεκλήθη ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς πρὸς ἐπεξεργασίαν γενικῆς συμφωνίας διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν. Ἡ Συνδιάσκεψις ὑποβάλλει εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν συμμετεχουσῶν χωρῶν τὴν παροῦσαν Ἔκθεσιν ἥτις ἀναφέρει τὰς ἐργασίας αὐτῆς καὶ ἐκθέτει τὰς συστάσεις αὐτῆς πρὸς διακανονισμὸν τῶν χρεῶν τούτων. Ἡ Συνδιάσκεψις προτείνει ὅπως ἀντίτυπα τῆς Ἐκθέσεως ταύτης τεθῶσι εἰς τὴν διάθεσιν τῶν λοιπῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων.

2. Πρὸ τῆς συγκλήσεως τῆς Συνδιασκέψεως, αἱ Κυβερνήσεις τῆς Γαλλίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας εἶχον συνάψει, τὴν 6ην Μαρτίου 1951, συμφωνίαν διὰ τῆς ὁποίας ἡ τελευταία αὕτη Κυβέρνησις ἐπιβεβαίωσε ὅτι ηὐθύνετο διὰ τὰ ἐξωτερικὰ προπολεμικὰ χρέη τοῦ γερμανικοῦ Reich, ἀνεγνώρισε κατ' ἀρχὴν τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς δοθείσης μεταπολεμικῶς εἰς τὴν Γερμανίαν ὑπὸ τῶν τριῶν Κυβερνήσεων οἰκονομικῆς βοηθείας χρέη καὶ ἐξέφρασε τὴν ἐπιθυμίαν νὰ ἐπαναλάβῃ τὰς πληρωμὰς τοῦ ἐξωτερικοῦ γερμανικοῦ χρέους συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις σχεδίου τινὸς οὗτινος ἡ ἐπεξεργασία θὰ ἐγίνετο ὑφ' ὅλων τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν. Ἡ συνιστῶσα τὴν Συμφωνίαν ταύτην ἀνταλλαγὴ ἐπιστολῶν ἀποτελεῖ τὸ Παράρτημα 1.

3. Κατὰ τὸν μῆνα Μάϊον τοῦ 1951, αἱ τρεῖς Κυβερνήσεις συνέστησαν τὴν Τριμερῆ Ἐπιτροπὴν τῶν γερμανικῶν χρεῶν ἵνα ἀντιπροσωπεύσῃ ταύτας κατὰ τὰς διαπραγματεύσεις περὶ διακανονισμοῦ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν καὶ ὅπως διοργανώσῃ τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως. Αἱ τρεῖς Κυβερνήσεις ἀντιπροσωπεύοντο εἰς τὴν Τριμερῆ Ἐπιτροπὴν ὑπὸ τῶν κ. κ. François Didier Gregh (Γαλλία), Sir George Rendel (Ἡνωμένον Βασίλειον) καὶ τοῦ Πρέσβεως Warren Lee Pierson (Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι). Ἀναπληρωταὶ αὐτῶν ἦσαν ὁ κ. René Sergent, ἀντικατασταθεὶς ἀκολούθως ὑπὸ τοῦ K. A. Rodocanachi καὶ ὁ K. M. H. Davost (Γαλλία) ὁ Sir David Waley (Ἡνωμένον Βασίλειον) καὶ ὁ Πρεσβευτὴς J. W. Gunter (Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι.).

4. Κατὰ τοὺς μῆνας Ἰούνιον καὶ Ἰούλιον τοῦ 1951, ἡ Ἐπιτροπὴ προῆλθεν εἰς προκαταρκτικὰ Συμβούλια μετὰ τῆς γερμανικῆς Ἀντιπρωσωπείας διὰ τὰ ἐξωτερικὰ χρέη διορισθείσης παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ μετὰ τῶν Ἀντιπροσώπων τινῶν τῶν κυριωτέρων πιστωτριῶν χωρῶν. Ἡ γερμανικὴ Ἀνιτπροσωπεία εἶχεν ὡς Πρόεδρον τὸν κ. Hermann J. Abs, καὶ τὸν κ. Kriege ὡς ἀναπληρωτὴν αὐτοῦ.

5. Κατὰ τὸν μῆνα Δεκέμβριον τοῦ 1951, ἡ Τριμερὴς Ἐπιτροπὴ ἐγνώρισεν εἰς τὴν γερμανικὴν Ἀντιπροσωπείαν τὰ ποσὰ καὶ τὸν τρόπον καταβολῆς τὸν ὁποῖον αἱ τρεῖς Κυβερνήσεις ἦσαν ἑτοιμοι νὰ ἀποδεχθῶσι ὡς καθολικὸν διακανονισμὸν τῶν ἀπαιτήσεων αὐτῶν ὡς πρὸς τὴν μεταπολεμικὴν οἰκονομικὴν βοήθειαν, ὑπὸ τὸν ὅρον, ὅπως πραγματοποιηθῇ ἱκανοποιητικός τις καὶ δίκαιος διακανονισμὸς τῶν προπολεμικῶν χρεῶν τῆς Γερμανίας. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι προσέφερον, ἐπὶ πλέον, νὰ ἀναβάλωσι κατὰ 5 ἔτη τὴν εἴσπραξιν τῆς κυρίως ἀπαιτήσεώς των καὶ συνεπῶς ἐτροποποίησαν τὴν προσφορὰν αὐτῶν τοῦ Δεκεμβρίου 1951. Τὰ ποσὰ καὶ ὁ τρόπος πληρωμῆς προετάθησαν ὡς ἀναφέρονται εἰς τὸ Παράρτημα 2 τῆς παρούσης Ἐκθέσεως.

(Ἐν ὑποσημειώσει : Αἱ διατάξεις τοῦ Παραρτήματος 2 τῆς ἐκθέσεως τῆς Συνδιασκέψεως κατέστησαν ἄνευ περιεχομένου λόγῳ τῆς συνάψεως τῶν Συμφωνιῶν ἐπὶ τοῦ διακανονισμοῦ τῶν ἀπαιτήσεων τῶν τριῶν Κυβερνήσεων διὰ τὴν μεταπολεμικὴν οἰκονομικὴν βοήθειαν πρὸς τὴν Γερμανίαν. Αἱ Συμφωνίαι ὑπεγράφησαν κατὰ τὴν αὐτὴν ἡμέραν μετὰ τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν γερμανικῶν χρεῶν. Ἡ τελευταία παράγραφος τοῦ προοιμίου τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀναφέρεται εἰς τὰς Συμφωνίας ταύτας).

ΙΙ. Ὀργάνωσις τῆς Διασκέψεως.

6. Ἡ Διάσκεψις συνῆλθε εἰς πρώτην γενικὴν συνέλευσιν εἰς Lancaster ἐν Λονδίνῳ, τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1952. Αἱ Κυβερνήσεις τῆς Γαλλίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν ἀντιπροσωπεύοντο εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Τριμεροῦς Ἐπιτροπῆς τῶν γερμανικῶν χρεῶν. Αἱ ἰδιωτικαὶ ἀπαιτήσεις τῶν τριῶν τούτων χω-

ρῶν ἀντιπροσωπεύοντο παρὰ χωριστῶν ἀντιπροσωπειῶν. Εἴκοσι δύο πιστώτριαι χῶραι εἶχον ἀποστείλει ἀντιπροσωπείας ἀποτελουμένας ἐξ ἀντιπροσώπων τῆς Κυβερνήσεως καὶ εἰς πολυαρίθμους περιπτώσεις, ἐξ ἀντιπροσώπων πιστωτῶν ἰδιωτικοῦ δικαίου. Τρεῖς χῶραι εἶχον ἀποστείλει παρατηρητάς. ἡ Τράπεζα Διεθνῶν Διακανονισμῶν ἀντεπροσωπεύετο ὑπὸ τὴν εἰδικὴν ἰδιότητα πιστωτοῦ ἣν εἶχεν ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας συμπεριελάμβανε δὲ ἀντιπροσώπους τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἀντιπροσώπους τῶν ὀφειλετῶν ἰδιωτικοῦ δικαίου.

7. Συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῆς Διασκέψεως συνεστήθησαν τὰ ἀκόλουθα ὄργανα :

(α) ἡ Διευθύνουσα Ἐπιτροπή, περιλαμβάνουσα τρία μέλη τῆς Τριμεροῦς Ἐπιτροπῆς, δεκατρεῖς ἀντιπροσώπους τῶν συμφερόντων τῶν πιστωτῶν τῶν ἀκολούθων χωρῶν : Βελγίου, Βραζιλίας, Ἡνωμένων Πολιτειῶν, Γαλλίας, Ἰταλίας ,Κάτω Χωρῶν, Ἡνωμένου Βασιλείου, Σουηδίας καὶ Ἑλβετίας καὶ πέντε μέλη ἀντιπροσωπεύοντα τὰ συμφέροντα τῶν ὀφειλετῶν δημοσίου καὶ ἰδιωτικοῦ δικαίου. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη ἦτο ἐπιφορτισμένη μὲ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως καὶ τὴν ἐξασφάλισιν ὅτι πᾶσα πρότασις ὑποβαλλομένη εἰς τὴν Διάσκεψιν κατὰ τὰς γενικὰς συνελεύσεις ἦτο τοιαύτη ὥστε νὰ ἀπολήξῃ εἰς γενικόν τινα δίκαιον διακανονισμὸν καὶ ἴσην μεταχείρισιν ὅλων τῶν πιστωτῶν ἑκάστης εἰδικῆς κατηγορίας.

Ἡ Ἐπιτροπὴ πιστωτῶν, εἰς τοὺς κόλπους τῆς ὁποίας ἐντεπροσωπεύετο ἑκάστη Ἀντιπροσωπεία τῶν πιστωτριῶν χωρῶν. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη ἦτο τὸ συντονιστικὸν ὄργανον μεταξὺ τῶν ἀπόψεων τῶν διαφόρων ὁμίλων συμφερόντων τῶν πιστωτῶν. Αὕτη ἦτο ἐπιφορτισμένη μὲ τὸν διορισμὸν τῶν ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν εἰς τὰς διαφόρους Ἐπιτροπὰς διαπραγματεύσεων καὶ τὴν ἀνακοίνωσιν πρὸς τὴν Διευθύνουσαν Ἐπιτροπὴν τῶν ἀπόψεων τῶν πιστωτῶν ἐφ' ὅλων τῶν συστάσεων ἃς θὰ εἶχον ἐπεξεργασθῇ αἱ Ἐπιτροπαὶ διαπραγματεύσεων.

(γ) Ἡ Γραμματεία τῆς Συνδιασκέψεως ὑπὸ Γενικὸν Γραμματέα τὸν κ. H. A. Cridland ἀντικατασταθέντα ἀκολούθως ὑπὸ τοῦ κ. E. H. Peck.

8. Ἡ Διευθύνουσα Ἐπιτροπὴ συνέστησε τέσσαρας Ἐπιτροπὰς διαπραγματεύσεων ἐπιφορτισμένας ἀντιστοίχως διὰ τῶν ἀκολούθων κατηγοριῶν χρεῶν :

Ἐπιτροπὴ Α : Χρέη τοῦ Reich καὶ χρέη τῶν λοιπῶν Δημοσίων Ἀρχῶν.

Ἐπιτροπὴ Β : Ἕτερα χρέη μέσης καὶ μακρᾶς προθεσμίας.

Ἐπιτροπὴ Γ : Χρέη Standstill.

Ἐπιτροπὴ Δ: Ἐμπορικὰ χρέη καὶ διάφορα χρέη.

Ἑκάστη Ἐπιτροπὴ συμπεριελάμβανε ἀντιπροσώπους τῶν πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν ὡς καὶ παρατηρητὰς τῆς Τριμεροῦς Ἐπιτροπῆς. Συνεστήθησαν πλείονες Ὑποεπιτροπαὶ ὑπὸ τῶν Ἐπιτροπῶν Διαπραγματεύσεων ὅπως χειρισθῶσι ὡρισμένας κατηγορίας χρεῶν ἰδιωτικοῦ δικαίου.

9. Ἡ Διευθύνουσα Ἐπιτροπὴ συνέστησε ἐπίσης Ἐπιτροπὴν Στατιστικῆς ἔχουσαν ὡς ἀποστολὴν νὰ βοηθήσῃ τὴν Διάσκεψιν εἰς τὰς ἐργασίας αὐτῆς.

10. Ἡ Διάσκεψις διήρκεσε ἀπὸ τῆς 28ης Φεβρουαρίου μέχρι τῆς 8ης Αὐγούστου 1952, μὲ διακοπὴν τῶν ἐργασιῶν της ἀπὸ 5 Ἀπριλίου μέχρι τῆς 19ης Μαΐου ὅπως καταστῇ δυνατὸν νὰ λάβωσι χώραν τὰ ἀναγκαῖα συμβούλια.

II. Γενικὰ πρόσιμα.

11. Εἰς τὰς ἐργασίας αὐτῆς ἡ Διάσκεψις ἐβασίσθη ἐπὶ πραγματικῶν γεγονότων, ἐπὶ ἀρχῶν καὶ ἐπὶ ἀντικειμενικῶν σκοπῶν ὡς ἕπεται :

(α) Αἱ Κυβερνήσεις τῆς Γαλλίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν εἶχον δώσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας διαβεβαιώσεις ὡς πρὸς τὰς ἐλαττώσεις καὶ τοὺς ὅρους διακανονισμοῦ οὕς θὰ ἦσαν πρόθυμοι νὰ δεχθῶσι ὡς πρὸς τὰς μεταπολεμικὰς αὐτῶν ἀπαιτήσεις ἐκ τῆς οἰκονομικῆς βοηθείας ἣν παρέσχον αὗται εἰς τὴν Γερμανίαν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως πραγματοποιηθῇ ἱκανοποιητικός τις καὶ δίκαιος διακανονισμὸς τῶν προπολεμικῶν χρεῶν.

(β) Τὸ σχέδιον διακανονισμοῦ ἔδει :

(ι) νὰ ἔχῃ ὑπ' ὄψιν τὴν γενικὴν οἰκονομικὴν κατάστασιν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ τὰς συνεπείας τοῦ περιορισμοῦ τῆς ἐδαφικῆς της ἁρμοδιότητος, νὰ μὴ ἐξαρθρώσῃ τὴν γερμανικὴν οἰκονομίαν δι' ἀτόπων ἀντικτύπων ἐπὶ τῆς ἐσωτερικῆς οἰκονομικῆς καταστάσεως οὔτε νὰ διαχετεύσῃ ἀτόπως τὰς σημερινὰς καὶ μελλούσας πηγὰς συναλλάγματος τῆς Γερμανίας οὔτε ν' ἀναπτύξῃ αἰσθητῶς τὰ οἰκονομικὰ βάρη μιᾶς οἱασδήποτε τῶν τριῶν Κυβερνήσεων.

(ιι) νὰ προβλέψῃ γενικὸν καὶ μεθοδικὸν διακανονισμὸν καὶ νὰ ἐξασφαλίσῃ ὀρθὴν καὶ δικαίαν μεταχείρισιν ὅλων τῶν ὑφισταμένων συμφερόντων.

(ιιι) νὰ περιλαμβάνῃ διατάξεις ἐν ὄψει λήψεως καταλλήλων μέτρων κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐπανενοποιήσεως τῆς Γερμανίας.

(γ) Τὸ σχέδιον θὰ ἔδει ἵνα εὐνοῇ τὴν ἀποκατάστασιν οἰκονομικῶν καὶ ἐμπορικῶν ὁμαλῶν σχέσεων μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόσδου Δημοκρατίας καὶ τῶν λοιπῶν χωρῶν, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τοῦτο θὰ ἔδει :

(ι) νὰ θέσῃ τέρμα εἰς τὴν κατάστασιν πλήρους ἀποχῆς τῆς Γερμανίας ἀπὸ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑποχρεώσεών της διὰ καταλλήλου διακανονισμοῦ πληρωμῆς τῶν ληξάντων ἢ μελλόντων νὰ λήξωσι χρεῶν καὶ τῶν καθυστερουμένων τόκων.

(ιι) νὰ ὁδηγήσῃ εἰς κατάστασιν πραγμάτων ἐπιτρέπουσαν τὴν ἐπάνοδον εἰς ὁμαλὰς σχέσεις μεταξὺ πιστωτῶν καὶ ὀφειλετῶν.

(ιιι) νὰ ἐμφανίζεται κατὰ τρόπον συντελοῦντα εἰς τὴν ἀποκατάστασιν τῆς διεθνοῦς πίστεως τῆς Γερμανίας διὰ τῆς ἀναστηλώσεως τῆς ἐμπιστοσύνης εἰς τὴν οἰκονομικὴν αὐτῆς σταθερότητα καὶ τὸν σεβασμὸν ὑπ' αὐτῆς τῶν ὑποχρεώσεών της ὡς δανειζομένου, δίδον ταὐτοχρόνως λογικήν τινα ἐξασφάλισιν ὅτι ἡ Γερμανία δὲν θέλει ἀπόσχει ἐκ νέου ἀνταποκρίσεως πρὸς τὰς ὑποχρεώσεις της.

IV) νὰ μὴ παρεμποδίσῃ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Κυβέρνησιν καὶ νὰ βοηθήσῃ αὐτὴν ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ νὰ καταστῇ ἱκανὴ νὰ ἀνταποκριθῇ τελικῶς πρὸς τὰς ὑποχρεώσεις ἃς ἔχουσι συμφωνήσει μετ' αὐτῆς τὰ μέλη τοῦ Διεθνοῦς Νομισματικοῦ Ταμείου καὶ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καθόσον ἀφορᾷ τὴν καταβολὴν εἰς συνάλλαγμα τῶν τρεχουσῶν πληρωμῶν συμπεριλαμβανομένων τῶν τόκων καὶ τῶν εἰσοδημάτων τῶν γενομένων ἐπενδύσεων.

IV. Συστάσεις.

12. Χρέη τοῦ Reich καὶ χρέη ἑτέρων δημοσίων Ἀρχῶν. Αἱ συστάσεις διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν τῆς κατηγορίας ταύτης ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον τοῦ Παραρτήματος 3.

13. Ἕτερα χρέη μέσης καὶ μακρᾶς προθεσμίας. Αἱ συστάσεις διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν τῆς κατηγορίας ταύτης ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον τοῦ Παραρτήματος 4.

14. Χρέη standstill. Αἱ συστάσεις διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν τῆς κατηγορίας ταύτης ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον τοῦ Παραρτήματος 5. Ἡ Διάσκεψις συνεφώνησε ὅτι αἱ συστάσεις αὗται θὰ ἔδει νὰ τεθῶσιν ἐν ἰσχύϊ ὅσον οἷον τε τάχιον.

15. Ἐμπορικὰ χρέη καὶ διάφορα χρέη. Αἱ συστάσεις διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν τῆς κατηγορίας ταύτης ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον τοῦ Παραρτήματος 6.

16. Ἡ Διάσκεψις ἐξήτασε τὰ προβλήματα ἅτινα ἠγέρθησαν ἐκ χρεῶν τινῶν, τὰ ὁποῖα, λόγῳ τῆς εἰδικῆς αὐτῶν φύσεως, δὲν ἦτο δυνατὸν νὰ ἀποτελέσωσι τὸ ἀντικείμενον πλήρους καὶ ὁριστικοῦ διακανονισμοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως. Ἐγένετο ἐπεξεργασία σχεδίων λύσεως τῶν προβλημάτων τούτων κατὰ τὴν διάρκειαν μελλουσῶν διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν Ἀντιπροσώπων τῶν ἐν ὄψει συμφερόντων. Κατάλληλοι διατάξεις ὡς πρὸς τοῦτο ἔχουσι περιληφθῆ εἰς τὰ Παραρτήματα τῆς παρούσης Ἐκθέσεως. Αἱ περὶ ὧν πρόκειται διαπραγματεύσεις θέλουσι βα-

σισθῆ ἐπὶ τῶν ἀρχῶν καὶ τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῆς Διασκέψεως καὶ αἱ συστάσεις αἵτινες θέλουσι προκύψει ἐξ αὐτῶν, ἐὰν ἐγκριθῶσι, θέλουσι κυρωθῆ διὰ Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας.

17. Αἱ προτεινόμεναι λεπτομέρειαι διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν προπολεμικῶν γερμανικῶν χρεῶν ἔχουσι καταρτισθῆ κατὰ τὴν διάρκειαν ἐμβριθῶν διαπραγματεύσεων μεταξὺ ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν καὶ τῶν ὀφειλετῶν. Αὗται εἶναι ὅσον ἦτο δυνατὸν περισσότερον σύμφωνοι πρὸς τὰς τῶν ὑφισταμένων συμβολαίων.

18. Ὡς ἐξάγεται ἐκ τῶν Παραρτημάτων 3 ἕως 6 οὐδεμία ἀπότισις εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ θὰ ἔδει νὰ διενεργηθῆ κατὰ μίαν πρωταρχικὴν περίοδον 5 ἐτῶν διὰ τὸ κυρίως τι χρέος εἰς τὸ ὁποῖον ἀναφέρονται αἱ συστάσεις, ἐξαιρουμένων τῶν εἰδικῶν περιπτώσεων εἰς τὰς ὁποίας οἱ συνιστώμενοι ὅροι διακανονισμοῦ περιλαμβάνουσι διατάξεις δικαιολογούσας τὴν ἀπότισιν τοῦ κυρίως χρέους κατὰ τὴν πρωταρχικὴν ταύτην περίοδον.

19. Κατάλληλοι διατάξεις περιελήφθησαν εἰς τὰ Παραρτήματα διὰ τὰς περιπτώσεις εἰς τὰς ὁποίας ὁ ὀφειλέτης εὑρίσκεται εἰς δυσχερῆ οἰκονομικὴν θέσιν.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ὀφειλέτης πλειόνων τοῦ ἑνὸς ἐξωτερικοῦ δανείου θὰ εὑρίσκετο εἰς τὴν ἀδυναμίαν νὰ ἐκπληρώσῃ τὰς ὑποχρεώσεις του, αἱ διαπραγματεύσεις μεταξὺ τοῦ ὀφειλέτου τούτου καὶ τῶν πιστωτῶν αὐτοῦ θὰ ἔδει νὰ διεξαχθῶσι κατὰ τρόπον ἐξασφαλίζοντα ἴσην προστασίαν τῶν συμφερόντων ἁπάντων τῶν πιστωτῶν τῶν δανείων τούτων.

20. Ὁ Διακανονισμὸς τῶν χρεῶν τῆς πόλεως τοῦ Βερολίνου ἢ τῶν ἐξαρτωμένων ἐξ αὐτῆς ἢ ἐλεγχομένων ὑπ' αὐτῆς δημοσίων ὑπηρεσιῶν καὶ εὑρισκομένων ἐν Βερολίνῳ ἐπὶ τοῦ παρόντος ἀναβάλλεται. Οὐχ ἧττον, οἱ ὀφειλέται ἰδιωτικοῦ δικαίου οἵτινες διαμένουσι εἰς τοὺς δυτικοὺς τομεῖς τοῦ Βερολίνου, θὰ ἔδει νὰ θεωροῦνται ὡς πρόσωπα διαμένοντα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας.

21. Ἡ Διακυβερνητικὴ Συμφωνία περὶ ἧς γίνεται μνεία εἰς τὴν παράγραφον 38 θὰ ἔδει νὰ προβλέψῃ ὅτι ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλει ἐπαναλάβει τὴν πληρωμὴν εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ τῶν καταβολῶν τόκων καὶ χρεωλυσίων συμφώνως πρὸς τὸ σχέδιον διακανονισμοῦ καὶ θέλει πράξει πᾶν ὅτι δύναται πρὸς ἐξασφάλισιν τῶν πληρωμῶν τούτων εἰς τὸ ἐξωτερικόν.

Ἡ Συνδιάσκεψις ἀνεγνώρισε τὴν ἀρχὴν ὅτι διενέργεια πληρωμῶν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν διὰ τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ σχέδιον διακανονισμοῦ καταβολὰς προϋπέθετε τὴν δημιουργίαν καὶ τὴν διατήρησιν καταστάσεως ἰσοζυγίου πληρωμῶν τοιαύτης ὥστε αἱ καταβολαὶ αὗται, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ καταβολαὶ αἵτινες ἀφορῶσι τὰς τρεχούσας συναλλαγὰς νὰ δύνανται νὰ τροφοδοτηθῶσι ἐκ τῶν εἰσπράξεων εἰς συνάλλαγμα αἵτινες προέρχονται ἐξ ἐμφανῶν καὶ ἀφανῶν συναλλαγῶν, ἄνευ ἀντλήσεως πλὴν προσκαίρου τοιαύτης, ἐκ τῶν νομισματικῶν ἀποθεμάτων. Ὡς πρὸς τοῦτο θὰ ἦτο ἐνδεδειγμένον νὰ ληφθῆ ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ συναλλαγματικὴ ἐλευθερία δὲν ἔχει εἰσέτι ἀποκατασταθῆ. Ἡ Συνδιάσκεψις ἀνεγνώρισε κατὰ συνέπειαν ὅτι ἡ δημιουργία καὶ διατήρησις τῆς καταστάσεως ταύτης τοῦ ἰσοζυγίου πληρωμῶν θὰ διηυκολύνετο διὰ τῆς ἐπιδιώξεως τῆς διεθνοῦς συνεργασίας πρὸς ἀποκατάστασιν φιλελευθέρας ἐμπορικῆς πολιτικῆς, τῆς ἀναπτύξεως τοῦ παγκοσμίου ἐμπορίου καὶ τῆς ἐπανόδου εἰς τὴν συναλλαγματικὴν ἐλευθερίαν. Αὕτη συνιστᾷ ὅπως λαμβάνωνται δεόντως ὑπ' ὄψιν παρὰ πάντων τῶν ἐνδιαφερομένων αἱ διατυπούμεναι εἰς τὴν παροῦσαν παράγραφον ἀρχαί:

Κατὰ τὴν προπαρασκευὴν τῆς Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας θὰ ἦτο ἐνδεδειγμένον νὰ μελετηθῆ ἡ ἐπεξεργασία διατάξεων ἐχουσῶν ὡς προορισμὸν νὰ ἐξασφαλίσωσι ὅπως ἐκτελεσθῆ καὶ ἀχθῆ εἰς πέρας τὸ σχέδιον ἱκανοποιουμένων ὅλων τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν συμπεριλαμβανομένων τῶν διατάξεων αἵτινες εἶναι ἐφαρμοστέαι εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία θὰ ἐδοκίμαζε, παρὰ πᾶσαν προσπάθειαν, δυσχερείας εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν βαρυνουσῶν αὐτήν, ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ σχεδίου, ὑποχρεώσεων.

22. Ἡ πληρωμὴ εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ τόκων καὶ χρεωλυτικῶν καταβολῶν ἀπαιτητῶν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ σχεδίου διακανονισμοῦ θὰ ἔδει νὰ τυγχάνει τῆς μεταχειρίσεως τῶν τρεχουσῶν πληρωμῶν καὶ ὁσάκις παρουσιάζεται ἡ εὐκαιρία, νὰ περιλαμβάνεται εἰς πᾶσαν συμφωνίαν ἀναφερομένην εἰς τὸ ἐμπόριον ἢ τὰς πληρωμὰς μεταξὺ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ μιᾶς οἱασδήποτε τῶν πιστωτριῶν χωρῶν, εἴτε αἱ συμφωνίαι αὗται εἶναι διμερεῖς εἴτε πολυμερεῖς.

23. Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν συμφωνηθεισῶν λεπτομερειῶν, οὐδεμία διάκρισις ἢ προτίμησις θὰ ἔδει νὰ ἐπιτρέπεται παρὰ τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἢ νὰ ἐπιζητεῖται ὑπὸ τῶν πιστωτριῶν χωρῶν μεταξὺ τῶν διαφόρων κατηγοριῶν χρεῶν εἴτε ἀπὸ ἀπόψεως τοῦ νομίσματος εἰς τὸ ὁποῖον ταῦτα εἶναι ἀπαιτητὰ εἴτε ἀπὸ πάσης ἄλλης ἀπόψεως.

24. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας θὰ ἔδει νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαιοῦντα νομοθετικὰ καὶ διοικητικὰ μέτρα πρὸς ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ σχεδίου, καὶ ἰδίᾳ δὲ τὰ κατάλληλα μέτρα δι' ὧν θὰ ἐδίδετο εἰς τοὺς πιστωτὰς τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιδιώξωσι τὴν εἴσπραξιν τῶν ἀπαιτήσεών των ἐνώπιον τῶν γερμανικῶν δικαστηρίων.

25. Οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὴν παροῦσαν Ἔκθεσιν διακανονισμοὶ βασίζονται εἰς προσφορὰν γενομένην ἢ γενησομένην παρὰ τοῦ ὀφειλέτου πρὸς τοὺς πιστωτάς. Ἡ προσφορὰ αὕτη καὶ ὅταν ἀκόμη συνιστᾶται ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν πιστωτῶν, ἢ προκύπτει ἐκ διαιτησίας τινὸς (ἐκτὸς ἐὰν εἰδικῶς ἔχει ἀποφασισθῆ ὅτι ἡ διαιτητικὴ ἀπόφασις δεσμεύει ἰδιωτικῶς τὸν πιστωτὴν) δύναται νὰ μὴ γίνῃ δεκτὴ παρὰ τοῦ πιστωτοῦ καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, ὁ τελευταῖος οὗτος δὲν δύναται νὰ διεκδικήσῃ τὸ εὐεργέτημα τοῦ σχεδίου διακανονισμοῦ. Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὴν κατάστασιν ταύτην ὅταν θέλει καταστήσει ἐνεργοὺς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 24.

26. Ἡ Διακυβερνητικὴ Συμφωνία θὰ ἔδει νὰ ἀναγνωρίζῃ ὅτι εἰς τὴν περίπτωσιν προσφορᾶς γενομένης ἀποδεκτῆς, ὁσάκις ἡ ὑφισταμένη νομικὴ σχέσις μεταξὺ τοῦ ὀφειλέτου καὶ τοῦ πιστωτοῦ ἤθελεν ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον τροποποιήσεως ἢ ὁσάκις θὰ ἔχῃ μεταξὺ αὐτῶν συναφθῆ νέον τι συμβόλαιον κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ σχεδίου διακανονισμοῦ, ὁ ὀφειλέτης θὰ θεωρεῖται, ἅμα τῇ ἐξ ὁλοκλήρου ἐκτελέσει τῶν βαρυνουσῶν αὐτὸν ὑποχρεώσεων, ὡς πλήρως καὶ ὁριστικῶς ἀπαλλαγεὶς τόσον ἐκ τῶν προκυπτουσῶν ἐκ τῆς νέας νομικῆς σχέσεως ὑποχρεώσεων ὅσον καὶ ἐκ τῶν προκυπτουσῶν ἐκ τῆς προγενεστέρας τοιαύτης.

27. Αἱ προθεσμίαι παραγραφῆς δὲν θὰ δύνανται νὰ ῥέουσι ὡς πρὸς τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν παρόντα διακανονισμὸν ἀπαιτήσεις καθ' ὅλην τὴν περίοδον κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ δυνάμει τῶν ἀρχικῶν συμβολαίων ἔπαυσαν νὰ εἶναι εἰς τὴν διάθεσιν τῶν πιστωτῶν καὶ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ θὰ εἶναι διαθέσιμα κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος σχεδίου διακανονισμοῦ.

Ἐπὶ πλέον ἡ παραγραφὴ δὲν θὰ δύναται νὰ ἀντιταχθῆ εἰς ἀλλοδαποὺς κατόχους ἐσωτερικῶν γερμανικῶν κινητῶν ἀξιῶν (συμπεριλαμβανομένων τῶν γραμματίων εἰς διαταγὴν καὶ συναλλαγματικῶν) πρὸ τῆς ἐκπνοῆς προθεσμίας τοὐλάχιστον ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ καταβολὴ εἰς συνάλλαγμα ἐπὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ τῶν τόκων ἢ τῶν μερισμάτων τῶν κινητῶν τούτων ἀξιῶν, θὰ δύναται ἐκ νέου νὰ διενεργηθῆ.

Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλει λάβει πάντα τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα ὅπως καταστήσῃ σεβαστὴν τὴν ἀρχὴν ταύτην.

28. Συμβόλαιά τινα δανεισμοῦ περιλαμβάνουσι ῥήτραν ἐπιλογῆς συναλλάγματος ἐπιτρέπουσαν εἰς τὸν πιστωτὴν νὰ ἐπιτύχῃ, τῇ αἰτήσει του τὴν καταβολὴν τῶν ὀφειλομένων ποσῶν εἰς νόμισμα διάφορον ἐκείνου τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἐξεδόθη τὸ δάνειον. Ὡρισμένα ἕτερα συμβόλαια δυνατὸν νὰ περιλαμβάνωσι ἀναλόγους διατάξεις. Αἱ ἐνδιαφερόμεναι Κυβερνήσεις δέον νὰ συζητήσωσι περαιτέρω τὸ ζήτημα τοῦτο πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως καταλήξωσι εἰς συμφωνίαν πρὸ τῆς συνάψεως τῆς Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας.

Μὴ θιγομένης οἱασδήποτε συμφωνίας ἥτις θὰ ἠδύνατο οὕτω νὰ συναφθῇ ὡς πρὸς τὸ νόμισμα εἰς τὸ ὁποῖον δέον νὰ γίνῃ ἡ πληρωμὴ , αἱ ρῆτραι ἐπιλογῆς συναλλάγματος εἰς τὰς περιπτώσεις εἰς τὰς ὁποίας τὸ συμβόλαιον προβλέπει τὴν καταβολὴν καθωρισμένου ποσοῦ εἰς τὸ νόμισμα ἐπιλογῆς, θὰ ἔδει νὰ θεωροῦνται ἰσχυραὶ ὡς ἐγγυητικαὶ ρῆτραι συναλλάγματος. ἐπὶ παραδείγματι πᾶς κομιστὴς δανείου περιλαμβάνοντος ρήτραν ἐπιλογῆς συναλλάγματος θὰ εἶχε **τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ, εἰς τὸ νόμισμα εἰς τὸ ὁποῖον ἐξεδόθη** τὸ δάνειον, τὸ ἀντίτιμον βάσει τῆς ἰσχυούσης τιμῆς συναλλάγματος κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ πληρωμὴ εἶναι καταβλητέα, τοῦ ποσοῦ τὸ ὁποῖον θὰ ἦτο πληρωτέον εἰς τὸ νόμισμα τῆς ἐπιλογῆς ἐὰν ἤθελεν ἔχει ἀσκηθῇ ἡ ἐπιλογή.

29. Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν προβλεπομένων εἰς τὰς συστάσεις διακανονισμῶν, θέλει γίνει ἐφαρμογὴ τῶν κατωτέρω λεπτομερειῶν, ἐκτὸς ἀντιθέτων διατάξεων (κυρίως εἰς τὴν περίπτωσιν ταῦ Δανείου Young).

Τὰ εἰς χρυσᾶ δολλάρια ἢ χρυσᾶ ἑλβετικὰ φράγκα δάνεια θέλουσι ὑπολογισθῇ πρὸς 1 κοινὸν δολλάριον δι' ἓν χρυσοῦν δολλάριον καὶ ἓν κοινὸν ἑλβετικὸν φράγκον δι' ἓν χρυσοῦν ἑλβετικὸν φράγκον καὶ τὰ νέα συμβόλαια θέλουσι καταρτισθῇ εἰς κοινὰ δολλάρια ἢ κοινὰ ἑλβετικὰ φράγκα ἀναλόγως τῆς περιστάσεως.

Διὰ τὰ λοιπὰ χρέη μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ (ἐξαιρουμένων τῶν χρεῶν εἰς γερμανικὸν νόμισμα μετὰ ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ ἅτινα ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον τῶν Παραρτημάτων 4 καὶ 6) τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ θὰ εἶναι καταβλητέα μόνον εἰς τὸ νόμισμα τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἔχει συναφθῇ ἢ ἐξεδόθη τὸ δάνειον (τὸ νόμισμα τοῦτο ἀποκαλεῖται κατωτέρω «νόμισμα ἐκδόσεως»). Τὸ ὀφειλόμενον ποσὸν θέλει ὑπολογισθῇ εἰς τὸ ἀντίτιμον, βάσει τῆς ἰσχυούσης τιμῆς συναλλάγματος κατὰ τὸν χρόνον λήξεως, τοῦ ποσοῦ εἰς ἀμερικανικὰ δολλάρια ὅπερ προκύπτει ἐκ τῆς μετατροπῆς εἰς ἀμερικανικὰ δολλάρια τοῦ ποσοῦ τῆς ὑποχρεώσεως, εἰς τὸ νόμισμα τῆς ἐκδόσεως, βάσει τῆς ἰσχυούσης τιμῆς τῆς ἐποχῆς τοῦ συμβολαίου ἢ τῆς ἐκδόσεως. Τὸ ποσὸν εἰς τὸ νόμισμα ἐκδόσεως ὅπερ προκύπτει οὕτω δὲν θὰ δύναται οὐχ ἧττον νὰ εἶναι κατώτερον ἐκείνου τὸ ὁποῖον θὰ ἦτο ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἰσχυούσης τιμῆς συναλλάγματος κατὰ τὴν 1ην Αὐγούστου 1952.

30. Περὶ τῆς ἐγγυητικῆς ρήτρας χρυσοῦ, γενικῶς, ἡ Τριμερὴς Ἐπιτροπὴ ἐγνώρισε εἰς τὴν Διάσκεψιν ὅτι, μεταξὺ τῶν συμφωνηθέντων διακανονισμῶν ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως καταστῇ δυνατὸς γενικός τις διακανονισμὸς τοῦ προβλήματος τῶν γερμανικῶν χρεῶν, αἱ Κυβερνήσεις τῆς Γαλλίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν εἶχον ἀποφασίσει, ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ διακανονισμοῦ τῶν γερμανικῶν χρεῶν, ὅπως μὴ διατηρηθῶσιν αἱ ἐγγυητικαὶ ρῆτραι χρυσοῦ ἀλλὰ ὅτι θὰ ἠδύναντο ν' ἀντικατασταθῶσι δι' ἐγγυητικῆς τινὸς συναλλαγματικῆς ρήτρας ὑπὸ τὴν μίαν ἢ τὴν ἄλλην μορφήν, Διὰ τὸ Δάνειον Young αἱ Κυβερνήσεις αὗται κρίνουσι φυσικῶς οὐσιώδες νὰ διατηρήσωσι μεταξὺ τῶν διαφόρων μερίδων τὴν ἰσότητα μεταχειρίσεων ἥτις προβλέπεται εἰς τὸ συμβόλαιον. Αἱ ἀντιπρόσωποι τῶν εὐρωπαίων ὁμολογιούχων ἐξέφρασαν τὴν λύπην των διὰ τὴν ἀπόφασιν ταύτην ἀπομακρύνσεως ἀπὸ τοῦ συμβατικοῦ δικαιώματος τῶν ὁμολογιούχων τοῦ Διεθνοῦς τούτου Δανείου νὰ ἐπιτύχωσι εἰς τὸ ἴδιον αὐτῶν νόμισμα καὶ ἐπὶ χρυσῆς βάσεως τὴν καταβολὴν τῶν ποσῶν ἅτινα ὀφείλονται εἰς αὐτούς. Μόνον λόγῳ τῆς ἀποφάσεως τῶν Κυβερνήσεων περιέλαβον εἰς τὰς «υἱοθετηθείσας συστάσεις ἀὶ τὸν διακανονισμὸν τῶν χρεῶν τοῦ Reich καὶ τῶν χρεῶν τῶν λοιπῶν δημοσίων Ἀρχῶν» (Βλέπε Παράρτημα 3) τὰς διατάξεις αἵτινες εὑρίσκονται νῦν εἰς αὐτάς.

Ἀντίστοιχοι διατάξεις περιελήφθησαν εἰς τὰς καταλλήλους θέσεις εἰς τὰς λοιπὰς ἐκθέσεις.

31. Τὸ Παράρτημα 7 περιλαμβάνει συστάσεις υἱοθετηθείσας ὡς πρὸς τὰς γενομένας καταβολὰς εἰς τὴν Konversionskasse.

32. Τὰ εἰς Deutschemark ἐνεργητικὰ ἅτινα θὰ περιήρχοντο εἰς ἀλλοδαπόν τινα πιστωτὴν κατόπιν διακανονισμοῦ γερμανικῆς τινὸς ὀφειλῆς προβλεπομένης εἰς το σχέδιον, θὰ ἔδει νὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιηθῶσι παρὰ τοῦ πρωταρχικοῦ πιστωτοῦ, κατὰ τρόπον γενικῶς σύμφωνον πρὸς τοὺς ἰσχίοντας κανόνας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας καὶ κυρίως, νὰ δύνανται νὰ ἐκχωρηθῶσιν εἰς ἕτερα πρόσωπα μὴ διαμένοντα ἐν Γερμανίᾳ. Αἱ υἱοθετηθεῖσαι συστάσεις ὡς πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν τῶν Deutschemark ἐνεργητικῶν ἐκτίθενται ἐν ἐκτάσει εἰς τὸ Παράρτημα 8.

33. Ἡ Συνδιάσκεψις ἐξήτασε ὡσαύτως τὸ ζήτημα τοῦ ἐὰν ἦτο ἀναγκαῖον νὰ συστηθῇ ἡ θέσπισις εἰς τὰς πιστωτρίας χώρας, νομοθετικῶν κειμένων ἀποβλεπόντων εἰς τὸν περιορισμὸν τῶν δικαιωμάτων τῶν πιστωτῶν εἰς τὴν ἐπιδίωξιν διακανονισμοῦ τῶν ἀπαιτήσεων αὐτῶν ἐναντίον τῆς Γερμανίας. Ἡ Συνδιάσκεψις κατέληξε εἰς τὸ συμπέρασμα ὅτι τὰ νομοθετικὰ ταῦτα κείμενα δὲν ἦσαν οὐσιώδη εἰς τὴν ἐπιτυχίαν τῆς ἐκτελέσεως τοῦ σχεδίου διακανονισμοῦ.

34. Ἡ Συνδιάσκεψις φρονεῖ ὅτι αἱ εἰς τὴν παροῦσαν Ἔκθεσιν διατυπούμεναι συστάσεις εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς ἐκτιθεμένας εἰς τὴν παράγραφον 11 ἀρχάς.

35. Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν πιστωτῶν ἰδιωτικοῦ δικαίου οἵτινες ἔλαβον μέρος εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν θέλουσι συστήσει εἰς τοὺς πιστωτὰς ἰδιωτικοῦ δικαίου ἐξ ὀνόματος τῶν ὁποίων διεξήγαγον διαπραγματεύσεις, νὰ δεχθῶσι, ἕκαστος καθότι τὸν ἀφορᾷ, τὰς λεπτομερείας τοῦ σχεδίου διακανονισμοῦ.

36. Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θὰ ἔδει νὰ ἀναλάβῃ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐπισπεύσῃ τὴν τεχνικὴν ἀναγκαίαν προπαρασκευὴν ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐνεργὸν ἐφαρμογὴν τῶν παρουσῶν προτάσεων κατὰ τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰ διάφορα Παραρτήματα ἡμερομηνίας.

37. Ἡ Συνδιάσκεψις, ἐκφράζει τὴν ἐλπίδα ὅτι οἱ Ἐπίτροποι οἵτινες εἶναι ἐπιφορτισμένοι μὲ τὴν διαχείρισιν δανείων θὰ εἶναι εἰς θέσιν νὰ προσφέρωσι τὰς ὑπηρεσίας των εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν λεπτομερειῶν τοῦ Σχεδίου διακανονισμοῦ.

38. Πρὸς τὸ συμφέρον τῆς ἀποκαταστάσεως τῆς πίστεως τῆς Γερμανίας εἰς τὸ ἐξωτερικόν, ὅπως καὶ πρὸς τὸ συμφέρον τῶν προσώπων ὧν αἱ ἀπαιτήσεις παρέμενον ἀδιακανόνιστοι ἐπὶ πολλὰ ἔτη, ἡ Διάσκεψις ζητεῖ ἐπιμόνως παρὰ τῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων νὰ δώσωσι συνέχειαν τὸ ταχύτερον εἰς τὰς περιλαμβανομένας εἰς τὴν παροῦσαν Ἔκθεσιν συστάσεις, πρὸς σύναψιν Διακυβερνητικῆς Συμφωνίας ἐχούσης ὡς προορισμὸν νὰ κατοχυρώσῃ διεθνῶς τὸ Σχέδιον Διακανονισμοῦ ἐκ παραλλήλου μετὰ διακανονισμοῦ τινὸς τῶν χρεῶν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας ἐκ τῆς μεταπολεμικῆς οἰκονομικῆς βοηθείας.

Ἐγένετο ἀποδεκτὸν ἐν συνεδριάσει τῆς ὁλομελείας τῆς Διασκέψεως κατὰ τὴν 8ην Αὐγούστου 1952.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ